



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°12 - SESSION ORDINAIRE 2015-2016

État de la nation: Débats sectoriels (suite)	p. 450			30 ^e séance	Jeudi 28 avril 2016
Réforme du régime de publication légale (sociétés et associations)	p. 477	Sommaire des séances publiques n°s 30 à 32	p. 492	31 ^e séance	Mardi 10 mai 2016
Conformité de la législation nationale avec le droit européen	p. 480	Sommaire des questions parlementaires	p. Q172	32 ^e séance	Mercredi 11 mai 2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter



Un échange de vues avec des parlementaires suisses

Échanger les bonnes pratiques entre députés luxembourgeois et représentants des cantons suisses, tel était l'objectif de la visite de travail d'une délégation du Conseil des États suisse, menée par son Président, M. Raphaël Comte, le 27 juin 2016 à la Chambre des Députés. Suite à l'accueil par le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, les représentants suisses ont eu une entrevue avec des députés luxembourgeois, membres du Bureau respectivement de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Chômage, finances et nationalité

Les interlocuteurs ont constaté que la Suisse et le Luxembourg connaissent des situations et des défis comparables, au vu notamment de leur multilinguisme et de leur forte proportion de résidents étrangers, et que leurs économies respectives se distinguent par une activité financière importante. C'est sur cette toile de fond qu'un échange de vues a eu lieu sur la lutte contre le chômage, les problèmes de logement, les initiatives pour favoriser l'intégration des résidents étrangers et l'accès à la nationalité - telle la réforme discutée actuellement au Luxembourg - ainsi que l'évolution des places financières vers une plus grande transparence.

Le Brexit, un frein pour les négociations Suisse-UE?

Les suites possibles du Brexit furent également abordées. Les parlementaires suisses ont



Les délégations suisse et luxembourgeoise réunies

formulé la crainte que la gestion du Brexit puisse avoir des répercussions sur les négociations que la Suisse mène avec l'Union européenne.

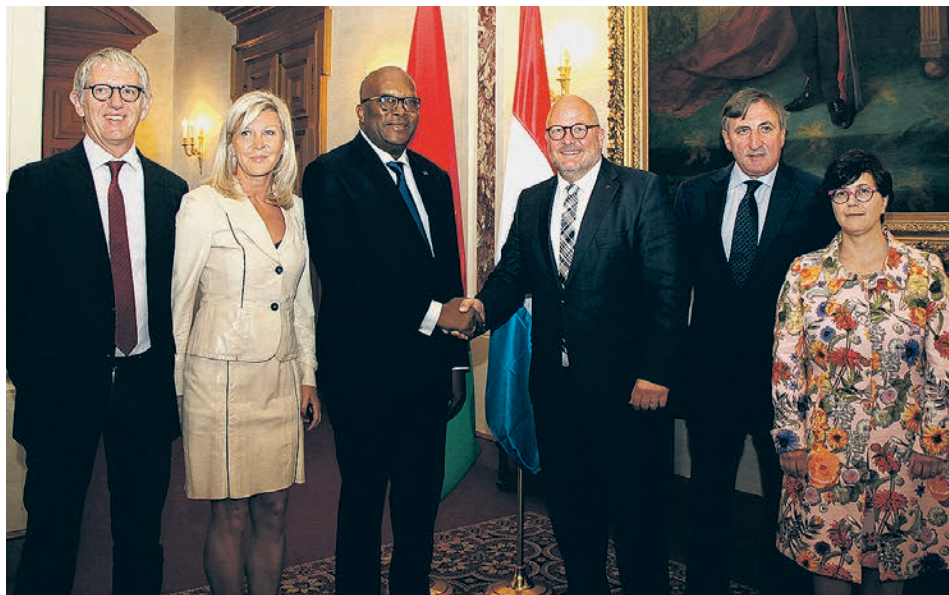
Le but de ces pourparlers est de trouver une solution qui pourrait concilier les règles de la libre circulation et la volonté populaire expri-

mée lors d'une votation en 2014 favorable à une limitation de l'immigration. Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a souligné que la Suisse ne pourrait pas s'attendre à un traitement de faveur, étant donné que la libre circulation reste une des pierres angulaires de l'Union européenne.

Un échange régulier

Les parlementaires luxembourgeois et suisses entretiennent un échange régulier. Il s'agit de la troisième rencontre depuis septembre dernier, la dernière en date étant la visite de la Présidente du Conseil national, Mme Christa Markwalder, fin mai.

Visite du Président du Burkina Faso



(de gauche à droite) M. Claude Adam, Mme Nancy Arendt, M. Roch Marc Christian Kaboré, M. Marc Angel, M. Jean-Marie Halsdorf et Mme Octavie Modert

La lutte contre le terrorisme, la coopération entre le Luxembourg et le Burkina Faso et le développement social, économique et démocratique de ce pays d'Afrique de l'Ouest étaient au cœur des discussions lors d'une visite de travail du Président de la République du Burkina Faso, M. Roch Marc Christian Kaboré, à la Chambre des Députés.

M. Kaboré a eu des entrevues avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, ainsi qu'avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. Le Luxembourg est étroitement lié au Burkina Faso par un partenariat de développement.

Face aux députés luxembourgeois, le Président Kaboré, élu en 2015 suite au renversement de Blaise Compaoré au bout de 27 ans au pouvoir, a témoigné des efforts de son pays à assurer la transition démocratique et à développer l'économie, le système de santé et la sécurité. Ces efforts sont autrement plus compliqués au vu de la menace terroriste et sécuritaire, la capitale Ouagadougou ayant été la cible d'un attentat qui a fait 30 victimes en janvier 2016.

«Il faut donner de l'espoir aux jeunes»

M. Mars Di Bartolomeo a assuré la solidarité et le soutien du Luxembourg: «Nous devons travailler ensemble sur les causes de ces

dramas», a-t-il déclaré. «Les clés sont la paix, le développement et un partage plus juste des ressources de notre planète.»

C'est dans cette perspective que les députés et le Président de la Chambre des Députés ont salué les actions du gouvernement burkinabé qui visent la formation des jeunes représentant quelque 60% de la population du Burkina Faso. «Il faut donner de l'espoir et une perspective aux jeunes afin de prévenir toute forme de radicalisation et de leur donner envie de rester au sein de leur communauté», a expliqué le Président de la Chambre.

Une pétition contre le mariage forcé

M. Mars Di Bartolomeo a également transmis une pétition contre le mariage forcé au Président Kaboré. En effet, avant la rencontre, il avait reçu une délégation d'Amnesty Interna-

tional Luxembourg qui a collecté plus de 1.150 signatures demandant aux autorités du Burkina Faso de prendre les mesures adéquates pour protéger les droits sexuels des femmes et jeunes filles.

Amnesty International dénonce les obstacles à la contraception et aux services de santé sexuelle et reproductive, d'une part, et, de l'autre, les mariages précoces et forcés qui, bien qu'interdits par la Constitution du Burkina Faso et le droit international, existent toujours.

Lors de son entrevue avec le Président de la Chambre, le Président du Burkina Faso a détaillé les efforts du gouvernement pour faire évoluer les mœurs afin de combattre le mariage forcé et la circoncision des femmes en misant sur la sensibilisation par la mise en place d'agents locaux et en brisant le silence sur ces sujets délicats.



Remise d'une pétition par Amnesty International Luxembourg au Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo

Anniversaire et séance plénière du CPI

30 ans d'engagement pour la coopération transfrontalière

En trente années d'existence, le Conseil parlementaire interrégional (CPI) a contribué à la suppression d'obstacles transfrontaliers et à la création de coopérations transfrontalières dans de nombreux domaines, par le biais de rencontres et débats interparlementaires, ainsi que de recommandations aux gouvernements de la Grande Région.

À l'occasion de la célébration du 30^e anniversaire du CPI le 16 juin 2016 à Eupen, le Président du Parlement de Wallonie et du CPI, M. André Antoine, a évoqué cinq priorités pour l'avenir du CPI: le renforcement

de la concertation politique, l'importance de la coopération transfrontalière, le rapprochement avec les collectivités locales, l'établissement d'accords et de traités de grande importance ainsi que la concentration sur l'Europe du futur.

Le Ministre wallon, M. René Collin, Président du Sommet de la Grande Région, a pour sa part appelé à un dialogue toujours plus large entre le Sommet et le CPI, alors que M. Olivier Paasch, Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone, a quant à lui pointé le rôle des organes transfrontaliers

dans le renforcement de l'Union européenne ainsi que celui des parlementaires auprès des populations.

Le 17 juin, le CPI s'est réuni pour la 56^e fois en séance plénière. Dans son intervention d'accueil, le Président André Antoine a notamment insisté sur l'importance du principe de libre circulation au sein de l'Union européenne et de la Grande Région. Il a aussi relevé l'influence croissante des énergies vertes sur le développement économique et la création de richesses. Il a enfin rappelé l'engagement du CPI dans la problématique de la migration comme source d'op-

portunités et de croissance économique.

Quatre projets de recommandation ont été débattus et adoptés. Ils portent sur le roaming, la situation migratoire dans la Grande Région, le photovoltaïque et la viticulture dans la Grande Région. Les deux derniers projets ont été élaborés et présentés par M. Roger Negri, Président de la Commission «Environnement et agriculture» du CPI.

Suite à l'introduction par deux experts, M. Pierre Defraigne, Directeur de la Fondation Madariaga - Collège

d'Europe et professeur au Collège d'Europe et à Sciences-Po Paris, et M. Eckart von Unger, Senior Manager pour la politique économique extérieure au sein de la fédération patronale allemande BDI, un débat s'est enfin tenu sur le projet de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP).

La Chambre des Députés était représentée à Eupen par MM. Alex Bodry, Emile Eicher, Mme Cécile Hemmen, MM. Henri Kox, Roger Negri, Marcel Oberweis, Marco Schank et le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Friesen.

Session d'été de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Un forum parlementaire sur l'État de droit et les droits de l'Homme

La situation des réfugiés en Grèce et le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie furent deux sujets phares lors de la session d'été de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) qui s'est tenue du 20 au 24 juin 2016 à Strasbourg.

Un problème européen et non uniquement grec

Le rapport sur la situation des réfugiés en Grèce souligne que la Grèce se retrouve aujourd'hui coincée entre deux réalités brutales liées à la réponse d'une Europe secouée par la crise des réfugiés et des migrants: d'une part, la fermeture par l'ancienne République yougoslave de Macédoine de sa frontière avec le pays,

et, d'autre part, l'application imposée de l'accord UE-Turquie dans les îles de la Mer Égée.

Du simple fait de sa situation géographique, la Grèce doit supporter une charge totalement disproportionnée, alors qu'à tous les autres égards, elle est peut-être la moins bien placée de tous les États membres de l'Union européenne pour assumer cette responsabilité, compte tenu des dysfonctionnements de son système d'asile et des énormes difficultés qu'elle rencontre sur d'autres plans.

Le rapport constate en outre que l'Union européenne, qui porte pourtant une grande part de responsabilité dans cette situation, n'a pas su apporter jusqu'à présent un soutien adéquat à la Grèce ni assurer un partage équitable des responsabilités entre ses États membres.

L'Assemblée parlementaire appelle les autorités grecques, l'Union européenne et ses États membres ainsi que les autres États participant aux programmes de relocalisation de l'Union européenne, à prendre des mesures pour assurer le respect des droits fondamentaux des réfugiés et des migrants, soutenir les autorités et la société grecques et renforcer la solidarité entre pays européens en réponse à une crise qu'il faut reconnaître comme un problème européen et non uniquement grec.

Le fonctionnement des institutions démocratiques menacé en Turquie

Le sujet sur le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie



Mme Françoise Hetto-Gaasch a parrainé une réunion non officielle

a été abordé sur l'initiative de la commission de suivi du Conseil de l'Europe. Regrettant l'échec des pourparlers de paix sur la question kurde en juillet 2015 et la nouvelle escalade de la violence dans le sud-est de la Turquie, la commission de suivi s'inquiète des allégations sérieuses de violations des droits de l'Homme durant ces opérations de sécurité ainsi que des conséquences humaines et juridiques des couvre-feux de longue durée.

L'Assemblée parlementaire appelle les autorités turques à conduire des enquêtes effectives et à mettre en place des mécanismes pour observer la situation des droits de l'Homme et publier des rapports crédibles. De plus, elle est très préoccupée par la levée de l'immunité d'un grand nombre de parlementaires en Turquie, en

majorité de l'opposition, par les nombreuses mesures et l'application abusive de dispositions légales restreignant la liberté d'expression et des médias, et par le manque d'indépendance du système judiciaire.

L'Assemblée parlementaire conclut de ce fait que ces développements menacent le fonctionnement des institutions démocratiques et compromettent le respect des obligations de la Turquie vis-à-vis du Conseil de l'Europe. L'Assemblée devrait de ce fait continuer à suivre de près les développements dans le pays et inviter la Turquie à mettre sa législation et ses pratiques en conformité avec les normes du Conseil de l'Europe.

Deux «side events» présidés par des députées luxembourgeoises

Mme Anne Brasseur, présidente de la délégation de la Chambre des Députés auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a parrainé une réunion non officielle («side event») sur l'État de droit menacé en Pologne, organisée par Human Rights House Foundation, avec la participation notamment du Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, et de représentants du Bureau de l'Ombudsman polonais ainsi que de la Fondation Helsinki pour les droits de l'Homme.

Les interlocuteurs ont constaté la présence d'une tendance vers une menace de l'État de droit en Pologne. Le rapport du Commissaire aux droits de l'Homme sur la Pologne, établi suite à une visite en Pologne en février 2016, analyse notamment le cadre lé-

gal et institutionnel pour la protection et la promotion des droits de l'Homme, le fonctionnement de la justice, la liberté des médias, les droits des femmes et l'égalité des genres.

Les inégalités, notamment sur le plan de la santé, entre les enfants de parents séparés en Europe selon le mode de résidence, était le sujet d'une réunion parrainée par Mme Françoise Hetto-Gaasch, membre de la délégation luxembourgeoise de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Le Conseil International de la Résidence Alternée a présenté les résultats de travaux scientifiques récents qui permettent de soutenir les recommandations de la résolution 2079 (2015) demandant notamment l'égalité des parents envers les enfants et le recours à la médiation et à la résidence alternée en tant que droit de l'enfant.

D'autres sujets de la session d'été étaient la lutte contre l'hypersexualisation des enfants, les femmes dans les forces armées, le rôle de l'Assemblée comme forum paneuropéen de dialogue et de coopération interparlementaires, les réseaux éducatifs et culturels des communautés à l'étranger, la transparence et l'ouverture dans les institutions européennes, l'immunité parlementaire, la violence envers les migrants et la sécurité routière en Europe.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Anne Brasseur, M. Yves Cruchten, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Claude Adam, Mme Martine Mergen et M. Serge Wilmes.



Mme Anne Brasseur lors de son intervention

25^e Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Tbilissi

Droits de l'Homme, sécurité et environnement

Lors de sa 25^e Session annuelle qui s'est déroulée du 1^{er} au 5 juillet 2016 à Tbilissi (Géorgie), l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) a adopté une déclaration axée sur les droits de l'Homme, la sécurité et l'environnement.

La déclaration est le résultat d'un travail de plusieurs mois des rapporteurs de trois commissions et de quatre jours de délibérations de 300 parlementaires de 54 pays. La déclaration de Tbilissi réaffirme la validité et le rôle historique des principes directeurs et des valeurs communes de l'Acte final d'Helsinki signé en 1975.

L'Assemblée parlementaire de l'OSCE invite les États participants à renforcer la coopération en matière de lutte contre le terrorisme et à élaborer des mesures visant à bloquer le financement des organisations

terroristes. Elle demande à tous les États participants de l'OSCE de prendre part à la Conférence internationale des Nations Unies de 2018 sur le désarmement nucléaire et ce au plus haut niveau, en incluant des parlementaires dans leurs délégations à la conférence, et de viser l'adoption, lors de la conférence, de mesures de réduction du risque nucléaire, de transparence et de désarmement. En mettant l'accent sur le respect des principes de l'inviolabilité des frontières et de l'intégrité territoriale, du règlement pacifique des conflits, de l'égalité des droits et de l'autodétermination des peuples, tels qu'ils sont énoncés dans l'Acte final d'Helsinki, l'Assemblée parlementaire demande à la Fédération de Russie de refréner ses pratiques agressives et de revenir sur l'annexion illégale de la République autonome de Crimée.

Par ailleurs, l'Assemblée parlementaire appelle tous les parlementaires à insister auprès de leurs gouvernements respectifs afin de ratifier l'Accord de Paris sur le changement climatique, qui est fondamental pour l'avenir de notre planète. Elle considère que la tendance à concentrer les activités dans les domaines politique et économique au détriment de la dimension humaine menace de compromettre l'approche multidimensionnelle de la sécurité humaine qui est l'un des fondements de l'OSCE. L'Assemblée parlementaire demande aux États participants de l'OSCE de garantir et sauvegarder à tout moment les droits des membres des parlements à exercer pleinement leur mandat.

La déclaration de Tbilissi peut être consultée dans son intégralité au site Internet www.oscepa.org.



La Chambre des Députés était représentée à Tbilissi par M. Eugène Berger, Mme Josée Lorsché et M. Gusty Graas (à droite).

Les jeunes s'expriment sur l'intégration



Une vingtaine de représentants des organisations membres de la Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg (CGJL) ont présenté le 1^{er} juillet 2016 leurs avis concernant la politique d'intégration aux députés.

Les propositions pour mieux intégrer les jeunes réfugiés étaient au cœur du débat.

La CGJL est une «organisation parapluie» rassemblant des organisations de jeunesse des partis, des syndicats et des scouts ainsi que des représentants des étudiants.

Les représentants des jeunes et des membres de la Chambre des Députés

Séance plénière du Parlement Benelux

Le Prix Benelux décerné à Georges Santer

Les flux migratoires en Europe, la lutte contre le dumping social, la collaboration en matière de l'énergie, les réseaux ferroviaires transfrontaliers, la revente frauduleuse de billets d'entrée, la recherche rapide d'enfants disparus ainsi que la lutte contre le terrorisme et la déradicalisation figuraient à l'ordre du jour de la dernière séance plénière du Parlement Benelux qui s'est tenue à Bruxelles les 17 et 18 juin 2016. À cette occasion, la Chambre des Députés était représentée par MM. Roger Negri, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Frank Arndt, Gusty Graas, Gast Gibryen et Mmes Josée Lorsché et Diane Adehm.

Rapporteur de la recommandation sur la lutte contre le terrorisme et la déradicalisation, M. Gilles Roth a particulièrement insisté sur la néces-

sité d'une meilleure coordination des services de sécurité au niveau du Benelux, tout en soulignant l'importance d'un juste équilibre entre mesures de sécurité et protection des libertés fondamentales.

Dans le cadre d'une discussion sur l'avant-projet de programme de travail commun 2017-2020 de l'Union Benelux, M. Roger Negri a pour sa part présenté des propositions de la délégation luxembourgeoise auprès du Parlement Benelux. Ainsi, il a notamment suggéré de développer en particulier l'e-mobilité transfrontalière à travers le déploiement coordonné d'une infrastructure de bornes de recharge publiques pour véhicules électriques.

De même, il a insisté sur l'importance de réaliser rapidement les travaux de rénovation de la ligne ferro-

viaire Bruxelles-Namur-Luxembourg, d'assurer la pérennité de la liaison Luxembourg-Liège et de réaliser, en tant que projet pilote de la mobilité douce transfrontalière, le pôle d'échange multimodal avec Park & Ride d'Arlon (Stockem).

Au cours d'une cérémonie à l'hôtel de ville de Bruxelles, M. Georges Santer, Président de la Cour supérieure de justice, qui assume depuis le 25 avril 2016 le mandat de Président de la Cour de justice Benelux, dont il est membre depuis 2008, s'est vu remettre le prix Benelux qui est décerné à des personnes, institutions ou entreprises qui ont rendu aux pays du Benelux des services exceptionnels et ont ainsi contribué tout particulièrement au rayonnement international des trois pays.



M. Georges Santer entouré de M. Roger Negri, Président de la délégation luxembourgeoise auprès du Parlement Benelux, et de M. Marcel Oberweis, Vice-Président du Parlement Benelux (à gauche).



(de gauche à droite) M. Xavier Bettel, Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Marc Baulesch

Remise de décorations

À l'occasion de la Fête nationale, M. le Premier Ministre Xavier Bettel a remis les distinctions honorifiques suivantes à des membres de la Chambre des Députés respectivement de l'Administration parlementaire:

Officier - Couronne de Chêne: Mme Sylvie Andrich-Duval, Députée

Vermeil - Mérite: M. Marc Baulesch

Furent également décorés:

Officier - Mérite: Mme Diane Adehm, Députée (excusée)

Chevalier - Mérite: Mme Monique Faber (excusée)

Vermeil - Mérite: M. Franky Einhorn (excusé)

Un échange international sur le financement du terrorisme



La lutte contre le financement du terrorisme et la cybersécurité étaient au cœur de la quatrième session du Forum parlementaire sur les questions de renseignements, le 20 juin à Vienne.

MM. Alex Bodry et Eugène Berger, tous les deux membres de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État, y ont représenté la Chambre des Députés.

En tout, 125 députés originaires d'une trentaine de pays ont participé à ce forum, initié par M. Robert Pittenger, membre du Congrès américain.

(de gauche à droite) M. Alex Bodry, M. Robert Pittenger et M. Eugène Berger



Assermentation d'un nouveau fonctionnaire

L'Administration parlementaire compte un nouveau fonctionnaire. Le 28 juin 2016, Mme Joëlle Merges (au milieu), nommée aux fonctions d'attaché au Service des Commissions, a été assermentée par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen (3^e de gauche).

L'assermentation a eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter (à droite) et Mme Isabelle Barra (2^e de gauche), ainsi que des responsables du Service des Commissions, M. Laurent Besch (2^e de droite) et du Service des Ressources humaines, M. Jean-Paul Ternes (à gauche).



Régime de publication légale relatif aux sociétés et associations

6624 - Projet de loi

modifiant, en vue de réformer le régime de publication légale relatif aux sociétés et associations,

- la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,

- la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif

- l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1935 complétant la législation relative au sur-sis de paiement, au concordat préventif de faillite par l'institution du régime de gestion contrôlée;

- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 septembre 1945 portant révision de la loi du 27 mars 1900 sur l'organisation des associations agricoles;

- la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg;

- la loi modifiée du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique;

- la loi modifiée du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE n°2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE);

- la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit;

- la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;

- la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;

- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation;

- la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de SEPCAV et AS-SEP,

- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

- la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- la loi du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

- la loi du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement

Ce projet de loi constitue le troisième pan de la réforme visant le registre de commerce et des sociétés dont le processus de réorganisation a démarré en 2003.

Le premier pan de la réforme, la loi (modifiée) du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales (Mémorial A, n°149, 31 décembre 2002), a permis de réorganiser et d'optimiser les services de base dont est investi le registre de commerce et des sociétés.

Le deuxième pan de réforme, la loi (modifiée) du 20 avril 2009 sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés et le règlement grand-ducal du 22 avril 2009 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 23 janvier 2003 portant exécution de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entre-

prises (Mémorial A n°80, 27 avril 2009), a opéré une systématisation des procédures électroniques, la rationalisation de la procédure d'enregistrement des documents et la dématérialisation des archives.

La réforme telle que proposée par le présent projet de loi repose sur trois éléments principaux tels que détaillés ci-après.

1) La dématérialisation du dépôt et de la publication légale: création d'une plateforme électronique centrale de publication officielle - RESA

Il est proposé de créer une plateforme électronique centrale, dénommée RESA - Recueil électronique des sociétés et associations - qui est accessible de manière gratuite et intégrée au site Internet du registre de commerce et des sociétés. Le gestionnaire du registre de commerce et des sociétés sera chargé de publier l'information légale concernant les sociétés et les associations.

Il convient de préciser que l'accès aux informations inscrites et détenues par le registre de commerce et des sociétés autres que celles devant faire l'objet d'une publication officielle est actuellement payant. Le Gouvernement précise dans un règlement grand-ducal relatif à l'exécution du projet de loi que la consultation des documents déposés sera gratuite.

Ainsi, le Mémorial C sera remplacé par une liste des publications disponibles sur le RESA par l'intermédiaire d'un journal des publications électroniques au format «.pdf» contenant les liens vers les documents déposés au format électronique.

La publication du document dont la publication est prescrite par la loi devient de sorte automatique et ne nécessite plus un traitement manuel. En effet, de par le procédé de la dématérialisation, le document afférent à publier le sera au moment de la validation du dépôt par le registre de commerce et des sociétés. Il n'y aura plus de délai de publication comme la génération de la publication par le biais du RESA constituera l'étape finale de la procédure de dépôt.

À cet égard, il convient de préciser que le dépôt par la voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés devient obligatoire pour tous les types de dépôts à effectuer. Un guichet d'assistance au dépôt électronique sera mis en place par l'intermédiaire duquel le gestionnaire du registre de commerce et des sociétés procédera lui-même au dépôt des documents lui soumis sur base d'un mandat obtenu du déposant.

De même, il convient de noter que les sociétés commerciales membres adhérents de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers ont la faculté de déléguer à leur chambre professionnelle l'accomplissement des formalités de dépôt et de publication légale.

La dématérialisation ainsi proposée permet tant de simplifier les démarches et les procédures requises que de réduire les coûts dans le chef des personnes soumises aux obligations de la publication légale.

2) La révision de la procédure de publication

En l'état actuel, la procédure de dépôt, dont la grande majorité se fait désormais par la voie électronique, et la procédure de publication légale constituent deux démarches distinctes, faisant intervenir des prestataires différents. Le formalisme de la publicité légale consiste en général en le dépôt de deux types de documents différents auprès du registre de commerce et des sociétés dont l'un est déposé aux fins d'inscription dans la base de données du registre de commerce et des sociétés et l'autre aux fins de publication au Mémorial C. Ledit formalisme génère un délai entre le moment du dépôt et celui de la publication effectuée.

Il est proposé de revoir ce formalisme de publication légale en ce que le gestionnaire du registre de commerce et des sociétés sera chargé de dresser l'information à publier et ce à partir des informations telles que déposées auprès du registre de commerce et des sociétés aux fins d'inscription. Ainsi, il n'est plus requis de devoir déposer un deuxième document distinct aux seules fins de la publication légale.

La nouvelle procédure proposée ne requiert plus aucune intervention manuelle de la part du gestionnaire du registre de commerce et des sociétés comme la procédure de dépôt par la voie électronique permet une mise instantanée de l'information à publier sur la plateforme électronique, le RESA.

À cet effet, il est proposé de prévoir des modèles de dépôt simplifiés et d'opter pour une

standardisation maximale des formalités et des procédures de dépôt.

Sur le plan légistique, il est proposé de regrouper toutes les questions relatives à la méthode et aux types de publication ainsi qu'aux effets de celle-ci dans la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales. Les lois particulières relatives aux différents types de personnes morales seront modifiées en ce qu'elles se limiteront à indiquer le type de publication voulu - intégral, par extrait ou par mention - et à renvoyer pour le surplus à la loi modifiée précitée du 19 décembre 2002.

Ce procédé permet de garantir une uniformité des procédures et une centralisation des dispositions dans un seul texte de loi.

3) L'immatriculation des fonds communs de placement

Il est proposé, au vu des récentes évolutions législatives, d'imposer l'immatriculation des fonds communs de placement. Il s'agit des fonds établis au Luxembourg et gérés soit par une société luxembourgeoise soit par une société relevant du droit d'un autre État.

En l'état actuel, le fonds commun de placement est considéré comme étant un engagement contractuel dans la logique d'une copropriété ne disposant pas d'une personnalité juridique distincte.

Or, un fonds commun de placement établi au Luxembourg peut bien être géré par une société étrangère qui, par définition, n'est pas inscrite auprès du registre de commerce et des sociétés.

Cela permettra de regrouper l'ensemble des informations relatives à un fonds commun de placement en un seul dossier. En l'état actuel, ces informations sont tenues dans le dossier de la société de gestion du fonds.

Dépôt par Mme Octavie Modert, Ministre de la Justice, le 04.10.2013

Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

24.06.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

01.07.2015 Examen de l'avis du Conseil d'État

Examen des articles

06.01.2016 Examen du premier avis complémentaire du Conseil d'État

13.01.2016 Présentation et adoption d'un amendement

16.03.2016 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Adoption d'amendements

04.05.2016 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.05.2016

Loi du 27 mai 2016

Mémorial A: 2016, n°94, page 1730

Equipements sous pression

6755 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression

Ce projet de loi a pour objet la transposition de la directive 2014/68/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression.

La directive 2014/68/UE fait partie d'un paquet de douze autres directives à transposer dans le domaine de la mise sur le marché de produits. Il s'agit d'une directive nouvelle génération, c'est-à-dire d'une directive se basant sur le «new legislative framework», un paquet de mesures («paquet Marché intérieur») adopté le 9 juillet 2008 par le Conseil de l'Union européenne.

Concrètement, le présent projet de loi vise la conception, la fabrication et l'évaluation de la

conformité de certains équipements sous pression destinés à être utilisés sous des conditions définies en termes de pression de volume, et plus précisément les récipients, les équipements sous pression soumis à l'action de la flamme ou chauffés, les tuyauteries, les accessoires de sécurité et les ensembles formés par des équipements sous pression.

Le dispositif définit par ailleurs les obligations des opérateurs économiques qui englobent fabricants, mandataires des fabricants, importateurs et distributeurs d'équipements sous pression. Les responsabilités des opérateurs économiques sont ainsi clarifiées. Il détermine également les missions de l'organisme national d'accréditation (OLAS), qui est un des départements de l'ILNAS, en ce qui concerne les équipements sous pression.

Ce texte ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 05.12.2014

Rapporteuse: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

11.06.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

03.12.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

28.04.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.05.2016

Matériel électrique

6768 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension

Le projet de loi n°6768 vise à transposer dans le droit luxembourgeois la directive 2014/35/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché du matériel



électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension. Concrètement, il s'agit soit d'un matériel électrique neuf dont le fabricant est établi dans l'Union européenne, soit d'un matériel électrique, neuf ou d'occasion, importé d'un pays tiers.

La directive à transposer, qui constitue une refonte de la législation européenne en matière de la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension, fait partie d'un paquet de mesures législatives visant à aligner le texte de huit directives «produits» sur le nouveau cadre législatif adopté en 2008 dans le but de renforcer et améliorer les règles et aspects pratiques relatifs à la commercialisation des produits.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 16.01.2015

Rapporteur: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

18.06.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

26.11.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

28.04.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.05.2016

Loi du 27 mai 2016

Mémorial A: 2016, n°95, page 1754

Conformité de la législation nationale avec le droit européen

6792 - Projet de loi portant modification:

1. des articles L. 126-1, L. 241-1 et L. 426-14 du Code du Travail;

2. de l'article 9 de la loi modifiée du 28 novembre 2006 portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification du Code du Travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau Titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal; 5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

3. de l'article 1^{er} de la loi du 13 mai 2008 relative à l'égalité de traitement entre hommes et femmes;

4. de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

5. de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

6. de l'article 454 du Code pénal

Le présent projet de loi a comme objectif de tenir compte de trois observations faites par la Commission européenne dans le cadre de la procédure «EU Pilot»¹ quant aux trois directives suivantes:

1) 2006/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail (refonte);

2) 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux;

3) 2008/94/CE relative à la protection des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur.

En ce qui concerne la première directive, la Commission a reproché au Luxembourg de ne

La matière visée par la directive 2014/35/UE est actuellement régie par le règlement grand-ducal du 27 août 1976 portant application de la directive CEE du 19 février 1973 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension, tel que modifié.

Le projet de loi a, entre autres, l'objectif de garantir que le matériel électrique se trouvant sur le marché satisfait aux exigences garantissant un niveau élevé de protection de la santé et de la sécurité des personnes et des animaux domestiques, et des biens, tout en assurant le bon fonctionnement du marché intérieur.

pas avoir prévu expressément que le principe de la non-discrimination s'applique également en cas de changement de sexe, précision figurant dans les considérants de la directive en question. Bien que la simple référence à un considérant d'une directive ou à une jurisprudence de la CJUE n'oblige pas ipso facto un État membre à modifier son droit national, le Gouvernement propose néanmoins dans ce cas particulier d'intégrer le libellé du considérant dans le corps de sa législation nationale relative à l'égalité de traitement. En effet, cet ajout se justifie du fait que le «changement de sexe» n'est pas défini par la loi, mais uniquement par la jurisprudence.

Le projet tel qu'amendé suite à l'avis du Conseil d'État propose à l'article 1^{er} sous 2^o et aux articles 2 à 6 d'assimiler la notion de discrimination fondée sur le changement de sexe à une discrimination fondée sur le sexe et d'ajouter une disposition correspondante dans le Code du Travail, dans les dispositions légales générales sur la non-discrimination, dans le statut des fonctionnaires de l'État et le statut des fonctionnaires communaux. Par ailleurs, la notion de «changement de sexe» est rajoutée à l'article 454 du Code pénal.

À noter que la version initiale du projet de loi prévoyait le rajout du changement de sexe comme motif de discrimination dans les différentes dispositions légales relatives à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail et non pas dans celles concernant l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes. Suite aux amendements la discrimination fondée sur le changement de sexe est assimilée à une discrimination fondée sur le sexe.

La modification de l'article L. 426-14 du Code du Travail prévue à l'article 1^{er} sous 3^o vise à garantir, dans le cadre de fusions frontalières, les mêmes droits de participation aux salariés hors Luxembourg qu'à ceux qui travaillaient déjà sur le territoire national avant la fusion et ce indépendamment de la taille de l'entreprise. Elle garantit également que des droits de participation acquis à l'étranger et résultant d'un système de représentation plus large restent acquis aux salariés conformément à la directive 2005/56/CE.

Le point 1 de l'article 1^{er} du projet de loi vise à tenir compte du libellé exact de la directive 2008/94/CE qui, dans le contexte de la protection du travailleur, invoque comme motif non pas le terme plus restrictif de «la faillite», mais celui de «l'insolvabilité» de l'employeur. Un alinéa supplémentaire est ajouté au paragraphe 1 de l'article L. 126-1 du Code du Travail.

À noter qu'une analyse approfondie a fait ressortir qu'en aucun cas un magistrat ne peut s'exprimer sur «l'insuffisance de crédits» - notion prévue au texte initial du projet de loi - alors que cette insuffisance ne peut résulter que d'un constat du curateur, de l'huissier de justice, voire de l'Agence pour le développement de l'emploi.

La commission a décidé par conséquent de supprimer par voie d'amendement le bout de

phrase «ainsi que l'insuffisance de l'actif disponible pour justifier l'ouverture de la procédure

collective fondée sur l'insolvabilité de l'employeur».

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 12.03.2015

Rapporteur: Mme Taina Bofferding

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

12.10.2015 Présentation et examen du projet de loi

16.11.2015 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

30.11.2015 Examen et adoption d'une série d'amendements

11.04.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.05.2016

Loi du 3 juin 2016

Mémorial A: 2016, n°102, page 1874

Compatibilité électromagnétique

6793 - Projet de loi concernant la compatibilité électromagnétique

Ce projet de loi vise à transposer dans le droit luxembourgeois la directive 2014/30/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la compatibilité électromagnétique.

La directive à transposer, qui constitue une refonte de la législation européenne en matière de compatibilité électromagnétique, fait partie d'un paquet de mesures législatives visant à aligner le texte de huit directives «produits» sur le nouveau cadre législatif adopté en 2008 dans le but de renforcer et améliorer les règles et aspects pratiques relatifs à la commercialisation des produits.

Actuellement, la matière visée par la directive à mettre en application est régie par la loi modifiée du 25 mars 2009 relative à la compatibilité électromagnétique.

La future loi régit la compatibilité électromagnétique des équipements. Elle vise à assurer le fonctionnement du marché intérieur en exigeant que les équipements soient conformes à un niveau adéquat de compatibilité électromagnétique. En d'autres termes, il s'agit d'assurer que les équipements visés n'interfèrent pas entre eux d'un point de vue technique.

À noter que ce projet de loi ne traite pas de l'effet électromagnétique des équipements sur

l'environnement ou les êtres vivants. Il ne vise pas non plus des équipements plus spécifiques (p. ex. en matière de télécommunication, d'aéronautique ou dans le domaine radioélectrique) pour lesquels des dispositions spécifiques sont consignées dans d'autres textes.

Plus concrètement, la directive 2014/30/UE vise à protéger les radiocommunications contre les perturbations électromagnétiques afin de garantir la libre circulation des appareils électriques et électroniques qui sont nouveaux sur le marché de l'Union européenne lors de leur mise sur le marché, sans abaisser les niveaux justifiés de protection des États membres. Cette protection implique que des obligations soient imposées aux divers opérateurs économiques.

La mise sur le marché et/ou mise en service des appareils visés étant conditionnée par des dispositions identiques dans l'ensemble des États membres de l'Union européenne, les appareils portant le marquage CE de conformité et accompagnés de la documentation technique seront considérés, après la mise sur le marché dans un État membre, comme étant conformes dans l'ensemble de l'Union européenne, ce qui favorisera la libre circulation des appareils. Les différents opérateurs économiques de la chaîne d'approvisionnement et de distribution des appareils (fabricant, mandataire, importateur et distributeur) sont responsables de la conformité desdits appareils et doivent prendre les mesures appropriées afin de garantir qu'ils ne mettent sur le marché que des appareils fiables. Quant aux États membres, ils doivent prendre les mesures appropriées pour empêcher la mise sur le marché et/ou la mise en service d'appareils non conformes.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 16.03.2015

Rapporteur: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

03.12.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

28.04.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.05.2016

Sécurité des jouets

6800 - Projet de loi concernant les ascenseurs et les composants de sécurité pour ascenseurs et modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets

Ce projet de loi vise à transposer en droit luxembourgeois la directive 2014/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant les ascenseurs et les composants de sécurité pour ascenseurs. Il rectifie également trois erreurs matérielles figurant dans la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets.

La directive 2014/33/UE précitée, qui constitue une refonte de la législation européenne en matière des ascenseurs et des composants de sécurité pour ascenseurs, fait partie d'un paquet de mesures législatives visant à aligner le texte de huit directives «produits» sur le nouveau cadre législatif adopté en 2008 dans le but de renforcer et améliorer les règles et as-

pects pratiques relatifs à la commercialisation des produits.

La matière visée par la directive à mettre en application est actuellement régie par le règlement grand-ducal du 25 octobre 1999 portant application de la directive CE du 29 juin 1995 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux ascenseurs, tel que modifié.

Concrètement, la future loi s'applique aux ascenseurs qui desservent de manière permanente les bâtiments et constructions et sont destinés au transport de personnes, de personnes et d'objets, d'objets uniquement si l'habitable est accessible, c'est-à-dire si une personne peut y pénétrer sans difficulté, et s'il est équipé d'éléments de commande situés à l'intérieur de l'habitable ou à la portée d'une personne se trouvant à l'intérieur de l'habitable.

La directive vise à garantir que les ascenseurs et les composants de sécurité pour ascenseurs se trouvant sur le marché soient conformes aux exigences garantissant un niveau élevé de protection de la santé et de la sécurité, tout en as-

¹ Le projet «EU Pilot» lancé par la Commission en 2008 vise à améliorer la conformité de la législation nationale avec le droit européen ou la bonne application du droit de l'UE. Le but est de clarifier ou de résoudre des problèmes à un stade précoce afin d'éviter le lancement d'une procédure d'infraction.



surant le bon fonctionnement du marché intérieur.

Elle vise aussi à régir les ascenseurs et les composants de sécurité pour ascenseurs sur le marché de l'Union européenne lors de leur mise sur le marché. En l'occurrence, elle vise soit les ascenseurs neufs installés au sein de l'Union européenne, ainsi que les composants de sécurité pour ascenseurs neufs fabriqués dans l'Union européenne, soit les composants de sécurité pour ascenseurs neufs ou d'occasion, importés d'un pays tiers.

La directive concerne toutes les formes de four-niture, y compris la vente à distance. La mise

sur le marché et/ou mise en service d'ascenseurs étant conditionnée(s) par des dispositions identiques dans l'ensemble des États membres de l'Union européenne, les ascenseurs et composants de sécurité pour ascenseurs portant le marquage CE de conformité seront ainsi considérés, après la mise sur le marché dans un État membre, comme étant conformes dans l'ensemble de l'Union européenne. Pour leur part, les États membres doivent prendre les mesures appropriées pour empêcher la mise sur le marché et/ou la mise en service d'ascenseurs et de composants de sécurité pour ascenseurs non conformes.

Vote en séance publique: 11.05.2016

Loi du 27 mai 2016

Mémorial A: 2016, n°95, page 1815

Directives Transparence II et Omnibus II

6860 - Projet de loi du [...] portant:

1. transposition de la directive 2013/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 modifiant la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé, la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2007/14/CE de la Commission portant modalités d'exécution de certaines dispositions de la directive 2004/109/CE;

2. transposition de l'article premier de la directive 2014/51/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant les directives 2003/71/CE et 2009/138/CE et les règlements (CE) n° 1060/2009, (UE) n° 1094/2010 et (UE) n° 1095/2010 en ce qui concerne les compétences de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles) et de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers);

3. modification de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières;

4. modification de la loi modifiée du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières

Le projet de loi a tout d'abord comme objet de transposer dans la législation nationale deux directives. Il s'agit de

a) la directive 2013/50/UE («Directive Transparence II»); et de

b) l'article 1^{er} de la directive 2014/51/UE («Directive Omnibus II»).

Directive 2013/50/UE («Directive Transparence II»)

La directive 2004/109/CE avait prévu que la Commission faisait rapport sur l'application de cette même directive, entre autres en ce qui est de son impact sur les marchés financiers européens. Dans son rapport du 27 mai 2010, la Commission remarque la nécessité de prévoir la simplification des obligations de certains émetteurs en vue d'augmenter l'attrait des marchés réglementés pour les petits et moyens émetteurs cherchant à mobiliser des capitaux dans l'Union européenne. De plus, elle précise le 13 avril 2013 un souhait de vouloir réviser la directive de 2004 afin de rendre plus proportionnées les obligations applicables aux petites et moyennes entreprises cotées, tout en garantissant le même niveau de protection des investisseurs. En effet, l'obligation de publier des déclarations intermédiaires de la direction ou des rapports financiers trimestriels constitue une charge importante pour de nombreux petits et moyens émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur des marchés réglementés, sans être nécessaire à la protection des investisseurs. Ces obligations incitent de plus à la performance à court terme et découragent l'investissement à long terme.

La directive 2013/50/UE, à transposer en droit national pour le 27 novembre 2015 au plus tard, entend par la suite réduire la charge administrative de certains émetteurs de valeurs mobilières afin d'augmenter l'attractivité des marchés réglementés européens pour les petits et moyens émetteurs, tout en garantissant un niveau élevé de transparence pour les investisseurs. Il s'agit de rendre plus proportionnées les obligations applicables aux petites et moyennes entreprises cotées. En outre, la transparence concernant les paiements effectués au profit des gouvernements est renforcée lorsque ces paiements proviennent d'émetteurs qui ont des activités dans les industries extractives ou l'exploitation des forêts primaires.

Directive 2014/51/UE («Directive Omnibus II»)

Suite à la crise financière de 2008, le Conseil européen a recommandé, les 18 et 19 juin 2009, l'établissement d'un Système européen de surveillance financière (SESF) comprenant trois nouvelles autorités européennes de surveillance. En 2010, le Parlement européen et le Conseil ont adopté par la suite trois règlements instituant les organismes suivants:

- le règlement (UE) n°1093/2010 instituant l'autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne, «ABE»),

- le règlement (UE) n°1094/2010 instituant l'autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles, «AEAPP»), et

- le règlement (UE) n°1095/2010 instituant l'autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers, «AEMF») qui font partie du SESF.

Pour assurer le bon fonctionnement du SESF à travers le temps, il est nécessaire de modifier les actes législatifs de l'Union européenne en ce qui concerne le champ d'activité de ces autorités. La directive 2014/51/UE a dès lors modifié les directives 2003/71/CE et 2009/138/CE ainsi que le règlement (CE) n°1060/2009 et les règlements (UE) n°1094/2010 et 1095/2010. Il s'agit d'assurer une harmonisation cohérente des normes techniques de réglementation qui seront désormais élaborées par les autorités européennes susmentionnées.

Cette transposition entraîne par la suite des modifications à

- la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières, et à

- la loi modifiée du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières.

En général, il y a lieu de préciser tout particulièrement les adaptations suivantes:

- la clarification de la définition de l'État membre d'origine d'un émetteur d'un pays tiers,

- la réduction des charges administratives en termes de publication (suppression de l'obligation de la publication d'informations trimestrielles),

- le renforcement de la transparence concernant les paiements effectués au profit des gouvernements (les émetteurs ayant des activités dans les industries extractives ou l'exploitation des forêts primaires),

- l'élargissement des obligations en relation avec les participations importantes afin d'améliorer la transparence, ainsi que

- le renforcement des pouvoirs de sanction des autorités compétentes en ce qui concerne les obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.08.2015

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

22.09.2015 Désignation d'un rapporteur

26.01.2016 Désignation d'un nouveau rapporteur

Présentation du projet de loi

15.03.2016 Examen de l'avis du Conseil d'État

12.04.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.04.2016

Loi du 10 mai 2016

Mémorial A: 2016, n°89, page 1660

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 31.03.2015

Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

03.12.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

28.04.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.05.2016

Loi du 27 mai 2016

Mémorial A: 2016, n°95, page 1761

Articles pyrotechniques I

6806 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques

Ce projet de loi a pour objet de transposer dans le droit luxembourgeois la directive 2013/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques.

La directive à transposer constitue une refonte de la directive 2007/23/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mai 2007 relative à la mise sur le marché d'articles pyrotechniques. Cette dernière a été «transposée» en droit luxembourgeois par l'Inspection du travail et des mines par une «prescription». La directive

2007/23/CE a été modifiée de façon substantielle.

Le projet de loi énonce des règles visant à assurer la libre circulation des articles pyrotechniques dans le marché intérieur, tout en garantissant un niveau élevé de protection de la santé humaine et de la sûreté publique, ainsi qu'un niveau élevé de protection et de sécurité des consommateurs tout en prenant en compte les aspects pertinents de la protection de l'environnement.

Les articles pyrotechniques sont classés par le fabricant dans une catégorie selon leur type d'utilisation, leur destination ou leur niveau de risque, ainsi que leur niveau sonore. Les organismes notifiés confirment le classement en catégories dans le cadre des procédures d'évaluation de la conformité.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 27.04.2015

Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

03.12.2015 Désignation d'un rapporteur

03.12.2015 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

28.04.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.05.2016

Loi du 27 mai 2016

Mémorial A: 2016, n°95, page 1793

Articles pyrotechniques II

6816 - Projet de loi portant création d'un système de traçabilité des articles pyrotechniques

Le projet de loi sous rubrique prévoit, conformément aux dispositions de la directive 2014/58/UE, que les articles pyrotechniques devront être munis d'une étiquette portant un numéro d'enregistrement.

Ce numéro d'enregistrement sera composé du numéro d'identification à quatre chiffres de l'organisme notifié ayant délivré l'attestation d'examen CE conformément à la procédure d'évaluation de la conformité, de la catégorie de l'article pyrotechnique et du numéro de

traitement utilisé par l'organisme notifié pour l'article pyrotechnique.

Les organismes notifiés effectuant les procédures d'évaluation de conformité seront tenus de conserver un registre des articles pyrotechniques pour lesquels ils auront délivré des attestations d'examen de type CE.

Les fabricants et importateurs d'articles pyrotechniques devront quant à eux tenir un relevé de tous les numéros d'enregistrement des articles pyrotechniques qu'ils ont fabriqués ou importés, et ce pendant au moins dix ans après la mise sur le marché de l'article.

Ce projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.05.2015

Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

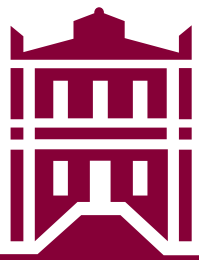
(Président: M. Franz Fayot):

03.12.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

04.02.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport



Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Ordre du jour
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
- Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)
 - Suite des débats sectoriels
 - Débats sectoriels - Volet «Développement durable»: M. Marco Schank, M. Roger Negri (intervention de M. le Ministre François Bausch, interjection de M. Alex Bodry), M. Max Hahn (question de Mme Octavie Modert, intervention de M. le Ministre François Bausch, interjections de Mme Octavie Modert et M. Gast Gibéryen), Mme Josée Lorsché (interventions de M. Claude Wiseler), M. Roy Reding (interventions de M. Alex Bodry), M. Alex Bodry (fait personnel, interjections de M. Gast Gibéryen), M. David Wagner, M. Yves Cruchten (interruption par M. David Wagner), M. Gusti Graas (interjection de Mme Sylvie Andrich-Duval), M. Henri Kox (questions de M. Marco Schank)
 - Débats sectoriels - Volet «Institutions et Réforme de l'État»: M. Gilles Roth (dépôt d'une motion, intervention de M. le Ministre Dan Kersch, interjection de M. Serge Wilmes, intervention de M. le Ministre Félix Braz), M. Claude Haagen, M. Lex Delles, M. Fernand Kartheiser (question de Mme la Ministre Corinne Cahen, interjections de M. le Ministre Dan Kersch et M. Georges Engel), M. Léon Gloden
 - Prises de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Claude Wiseler, interjections de Mme Nancy Arendt, Mme Martine Hansen et M. Marc Spautz), M. Claude Wiseler (fait personnel), M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Claude Wiseler
 - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie (interventions de M. Claude Wiseler, M. Gast Gibéryen et M. Félix Eischen), M. Gast Gibéryen (parole après ministre), M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie
 - Motion 1: Mme Viviane Loschetter, M. Alex Bodry, M. Fernand Kartheiser (interjections de M. Alex Bodry), M. David Wagner (intervention de M. Gast Gibéryen), M. Claude Wiseler (interventions de M. Alex Bodry, interjection de M. Claude Haagen), Mme Viviane Loschetter (interjection de M. Claude Wiseler), M. Gilles Roth, M. Félix Braz, Ministre de la Justice
 - Vote sur la motion 1 (rejetée)
- Question urgente n°2041 de M. David Wagner relative au procès «LuxLeaks» - Affirmation d'un ancien fonctionnaire de l'Administration des Contributions directes
 - M. David Wagner - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Pierre Gramegna, Dan Kersch, Mmes Corinne Cahen, Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 8.34 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech maachen heimat d'Sézung op a brauch net ze froen, ech gesinn dat um Gesiicht vum Statsminister: also keng Kommunikatioun, soudass mer direkt kënnen zur Fortsetzung vun eisen Debatten iwwergoen, an zwar mat dem Volet Nohaltegkeet an duerno dem Volet Institutiounen a Reform vum Stat.

2. Ordre du jour

Mir ginn dovun aus, dass mer de Moie mat den allgemengen Diskussiounen fäerdeg ginn. Mir géifen dat och duerchzéie bis zum Enn an da kéint d'Regierung de Mëtteg direkt um zwou Auer äntwerten, well mer awer no un zwielef oder no zwielef Auer mat den Debatten erukommen. Dat heescht, mir fänken de Mëtteg, wann d'Chamber do dermat d'accord ass, mat den Äntwerte vun der Regierung un um zwou Auer.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, selbstverständlech, wann et no zwielef Auer ass. Wann et virun zwielef Auer ass, si mir och disposéiert, fir de Moien nach ze äntweren. Ech hu scho gëschter Owend déi Elementer fir d'Äntwerten zesummegeammelt, déi vun deene verschiddeenen Deputéierte gefrot gi sinn. Also mir sinn à disposition vun der Chamber.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Mir gesinn dat, wéi mer mat der Zäit auskommen. Mir hunn eppes iwwer dräi Stonne Riedezäit, soudass et awer no bei zwielef Auer gëtt. Mä mir kucken, mir si flexibel do-

ran an ech concertéiere mech dann och nach mat de Fraktiounspresidenten, wéi mer dat maachen. Merci.

Mir géifen dann zum Volet nohalteg Entwécklung iwwergoen an éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marco Schank. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

3. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)

- Suite des débats sectoriels

Débats sectoriels - Volet «Développement durable»

► **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am August d'lescht Joer gouf bekannt, dass no engem breede Meinungsaustausch déi véier iwwerschaafte Plans sectoriels am Hierscht 2016, also dëst Joer, géifen eng zweete Kéier op den Instanzewege geschéckt ginn. An deemools huet d'Regierung och verlaude gelooss, dass de Ministerrot géif mat engem iwwerschaafte Entworf fir d'Landesplanungsgesetz befaasst ginn. An ech hunn an enger Zeitung nogelies, dass dat eigentlech fir den Hierscht 2015 geplangt gewiescht war.

Meng éischt Fro: Steet de Kalenner nach, fir déi véier Plans sectoriels dësen Hierscht op den Instanzewege ze schécken, well jo virun d'Landesplanungsgesetz soll oder muss gestëmmt ginn, respektiv wollt ech froen, wéi wäit d'Aar-bechten da fortgeschritt sinn.

Virun dräi, véier Woche krute mer d'Konklusiounen vun der Table ronde vum 15. Juni 2015 mam Thema „Lëtzebuerg zesummen entwéckelen“ an der zoustänneger Kommissioun presentéiert. An de Landesplanungsminister huet deemools och gesot, dass eréischt da Planungs-

sécherheet géif entstoen, wann déi véier Plans sectoriels géife virleien.

Ech wollt elo just ee Sujet erausgräifen aus Zäitgrënn, an dat ass deen, deen eis als Fraktioun ganz wichteg ass, dat ass dee vun der regionaler Approche. Well eng Konklusioun aus der Table ronde war déi, fir déi regionaler Approche méi staark an effikass ze strukturéieren, eng Approche, wou d'Landesplanung d'Objektiver géif fixéieren, mat der Mise en place vu Kritären, vu Regeln an engem Kalenner. Dëst natierlech, dass d'Gemengen awer och da fir d'Projeten Zäit hätten, fir mat hiren Nopeschgemengen déiselwecht ëmzesetzen. Stéchwuert: Konventionengebieder, Naturparken, Syndicat à vocation multiple.

Jiddweree weess, regional Kooperatioun ass d'Viraussetzung fir d'Ëmsetzung vun de Prinzipien vun enger nohalteger Landesplanung. Allerdéngs kritt een d'Gemengen och nëmmen an d'Boot, wann ee finanziell Attraiten offrëiert, beispillsweis déi al Iddi vum Fonds régional oder eng Upassung vu staatleche Subventionen, respektiv wann een iwwert d'Mechanisme vun de Gemeengefinanze fiert. Dat steet och an deemselwechte Pabeier, dee mer presentéiert kruten.

Meng Fro: Gëtt et hei Iwwerleungen, fir déi regional Entwécklung an Zesummenaarbecht en vue vun enger regionaler Wäertschöpfung verstärkt ze strukturéieren, dëst an enger Kooperatioun mat de Forces vives vun enger Region, mat de Biergerinnen a Bierger vun deene Géigenden, wou da regional Entwécklung passéiert? Esou Plattformen hu beispillsweis an den Naturparke gewisen, wéi een den Know-how vun deem Eenzelne kann notzen, fir positiv virunzekommen. Duerfir meng Fro: Gëtt et hei eng konkret Planung am zoustänneger Ministère?

Här President, vun der Landesplanung ass et kee ganz grouse Schrëtt bei de Wunnengsbau. An ech wollt ganz am Ufank domadder ufänken, fir ze soen, dass de Premier recht huet, wann e seet: „De Logement ass a bleift ee vun deene wichtegste Chantieren.“

Am Regierungsprogramm virun zwee an engem hallwe Joer goufe vun der Regierung jo eng Partie Moosname fir de Logement ugekënnegt an och an deemem État de la nation huet de Premier un déi eng oder aner erënnert. A mir gi selbstverständlech dovunner aus, dass de Logementsminister amgang ass, un deene proposéierten Initiativen a Mesuren ze schaffen.

Allerdéngs ass et schweier, fir se ofzehaken, well een ausser dem Mietzuschuss zumindest op legislativem Plang bis elo an der Halschent nom Untriede vun der Regierung dat eigentlech als eenzege Projet ka kucken. Dëse Projet gouf jo och bekanntlech vun der Virgängerregierung nach ausgeschafft, ass awer och vun der Majoritéit duerno ugepasst ginn.

A gëschter huet de Fraktiounschef vun der DP, den Eugène Berger, och d'Aféierung vum Mietzuschuss begréisst. Ech erlabe mer awer ze soen: Wéi ech 2013, ech mengen, et war am Januar, de Projet presentéiert hunn an der Kommissioun, du war de Kolleeg Eugène Berger nach net grad esou begeeschtert, fir et emol fein auszedrücken. Ech héieren en nach virum Mikro vun 100,7 oder RTL sech opreegen! Mä et kann ee jo derbäiléieren. Dat éiert hie jo dann éischter.

Da wollt ech nach ee Saz erausgräifen, deen de Premier virgëschter gesot huet. En huet gesot: „E Paradigmewissel ass de Fait, dass d'Regierung massiv an d'Offer investéiert.“ Hei wëll ech awer soen, dass déi Approche esou nei net ass, well och scho Schwaarz-Rout virun - besonnesch iwwert de Wee a mat der Hëllef vun de Gemengen, an ech gesinn den heitegen Innenminister do setzen, mir hunn zweemol den Tour gemaach -, mir hu vill Efforte gemaach vis-à-vis vun de Gemengen, deemools hien nach als Syvicolspräsident, fir och mat de Promoteurs publics insgesamt massiv d'Offer eropzesetzen.

Ech erënnere nach un eng Initiativ, déi mer deemools ugeduecht hunn, dass ass déi vun de Projeten d'envergure, déi och wierklech capabel ka sinn, fir relativ séier vill Wunnengen ze schaffen, dat am Kader vum PSL oder och eventuell dovunner lassgëlléist, fir séier vill Bauland ze kréien.

An de Kolleeg Marc Lies hat och - ech menge virun engem Joer - nogefrot, deemools nach bei der Ministeresch, wéi et mat de Projeten d'envergure géif viruoen. Deemools krut hien als Äntwert, de Ministère wier amgang mat der Analys vun de kommunalen Avisen an den Al-

ternativvirschléi. An duerfir och meng Fro, wéi et dann och hei virugeet.

Da vläicht och, fir eppes zur Ëmsetzung vum Baulückeprogramm ze soen: Dat ass och en Dossier, dee jo net einfach ass. Do si mer, denken ech, nach wäit ewech, well iwwer 90% vun deene Baulücke jo a privater Hand sinn. De Premier huet virgëscht gesot, de Logementsminister wier amgang, e Programm auszuschaffen, fir do virunzekomme bei deem „Blocage“, sou, mengen ech, huet e sech ausgedrückt. An et wier sécher interessant, fir och do éischt Piste gewuer ze ginn.

Ganz dacks ginn och Baulandverträge als Geheimwaff an d'Feld gefouert. A scho viru bal engem Joer huet et aus dem Ministère geheescht, den Intérieur géif dorunner schaffen. Ech wollt deemno och den zoustänneger Minister froen, wéini dëse Projet sprochräif ass respektiv wéini dass dee Projet virausichtlich déposéiert géif ginn.

Da wollt ech nach un ee Gesetzesprojet vun der viregter Regierung erënnere, deen an der Tëschenzäit vum Rôle erofgeholl gouf vun der Majoritéit an deem d'78er Geset, dat heescht dat vun den Aiden, den Aides au logement, sollt iwwerschaafen, virun allem a Richtung vu méi nohaltegem Wunnen. An amplaz vun deemem Projet de loi gouf deemools och nach vun der Ministeresch, der Madamm Nagel, ugekënnegt, d'Wunnengshëllef géifen insgesamt op de Leescht geholl ginn.

An hei beispillsweis, amplaz vun deem deemolegen, ugeduechte Prêt à taux zéro, fir géint d'Énergiearmut virzegen, géif d'Klimabank kommen. Wann dat soll esou geschéien, dann ass dat fir all déi Betraffe gutt, soen ech emol, wann et dann endlech esou wäit wier! Well déi Iddi vun der Klimabank - dat ass jo och nach eng Kéier gesot gi virun zwee Deeg - erënnert awer e bëssen un d'Monster vu Loch Ness. Mir schwätze schon esou laang dovun. Ech hoffen, dass eppes passéiert. A meng lescht Informatioun ass déi, dass am Finanzministère um Projet geschafft gëtt. An ech wollt och do froen, wéini dass et dann esou wäit ass.

Dann nach d'Stéchwuert „nohaltegem Wunnen“: Zwou Initiative vu Schwaarz-Rout an der leschter Legislatur hunn an deemem Zusammenhang e positiven Impact gehat, mengen ech, engersäits déi etappeweis Ëmsetzung vun der Wärmeschutzverordnung bis zum Passivhaus ab Januar 2017, an och de Klimapakt. Wann ech d'Ministesch richtig am Ouer hunn, hat se gesot, dass an Tëschenzäit 101 Gemenge mat vill Engagement a Kreativitéit och par rapport zu de Privathaiser d'CO₂-Emissiounen reduzéieren, wat sécher eng gutt Saach ass.

Da wollt ech nach bei d'Reform vun der Grondsteuer kommen, déi jo och Bestanddeel vum Regierungsprogramm war. Dës Reform soll jo méi fundamental ginn: net einfach d'Ännerung vun den Hebesätz - dat kënnen d'Gemenge jo elo scho maachen -, mä zum Beispill d'Bewäertungsbasis un d'Zäit upassen. A meng Fro deemno: Gëtt et e Kalenner fir d'Ëmsetzung vun der geplangter Reform vun der Grondsteuer?

Ee Fazit, well ech wierklech net vill Zäit hunn: Un enger Partie Mesuren am Logement gëtt geschafft. An eis interesséiert natierlech, wéi insgesamt de Kalenner vun deeneselwechten ausgesäit. Ech géif och verstoen, wann een net op alles herno kann äntweren - wou mer natierlech frou driwwer wieren -, mä da soll een eng Kéier an der Kommissioun vläicht drop zréckkommen.

Fir eis als Fraktioun awer net dem Virwurf auszusetzen, mir hätten net selwer Virschléi an deem Kontext, wëll ech drop hiweisen, dass de Kolleeg Marc Lies viru Kuerzem och eng zwielef Punkten, eng zwielef Propose gemaach huet am Nimm vun eiser Fraktioun, wéi zum Beispill: Mietspiegel, d'Quota vu Sozialwunnen, d'Schafung vun enger nationaler Wunnengsbauengesellschaft, regelméisseg Notzung vun Remembrement urbain, d'Kreatioun vun „boarding houses“, d'Baurecht vereinfachen an och nach anerer.

Här President, erlaabt mer nach kuerz ee Wuert zur Mobilitéit. D'Feststellung vum Premier, dass ëmmer méi Leit mam Zuch fueren, well et zu wesentlecher Verbesserung kënn, dëst a Verbindung... Hien huet virun allem och den Arrêt Pont Rouge genannt gehat. Dat stëmmt selbstverständlech an do huet och de Virgänger vum Minister Bausch, de Claude Wiseler, jo och een net onwesentlechen Undeel drun.

Well ech d'Zäit net hunn, fir eenzel Projeten am effentlechen Transport hei ze ernimmen,



déi mir begrëssen, déi mir an der Vergaangenheet och op d'Schinn gesat hunn, ech erënnere den Tram, deen och nach op de Claude Wiseler zrëckgeet, wollt ech awer och zwou Froe stellen. Well ech weess, datt de Minister an engem Interview och eng Kéier gesot huet elo viru Kuerzem, datt et kee Widdersproch ass, datt e grénge Minister Stroosse baut, hunn ech zwou Froen zum Stroossebau.

Éischtens: Wou ass de Projet vun der Dräispu-regkeet op der A3 drun respektiv wou ass de Projet vun der Planung vun der Busspur op der A4 drun?

Da wollt ech och nach eng Kéier kuerz op d'Sécherheet am öffentlechen Transport zrëckkommen, well dat e bësse mäin Dada ass: d'Sécherheet op de Garen, an den Zich, an de Busser, an eng Propos, déi och scho méi laang vun den Transportgewerkschaften, besonnesch dem Syrolux, préconiséiert gëtt. Am Juni d'lescht Joer hat de Minister Bausch eng Initiativ do geholl: En hat déi concernéiert Akteure convoquéiert, fir en éischte Projet pilote ze maache fir d'Kreatioun vun enger Unité spéciale, also enger Police des transports.

Viru Kuerzem huet de Policeminister mer awer geäntwert, datt e keng Leit hätt, fir dat ze maachen. En huet net gesot, d'Iddi wier net gutt, mä awer och net, datt hie géif Leit iergendwann zur Verfügung stelle fir esou eng Unitéit. Dofir wollt ech do nofroen, well mengen Informatiounen no ass d'Direktioun vun der Police net begeschtert fir esou eng Unitéit. A mir ënnerstëtzen awer op jidde Fall de Minister Bausch an där Démarche, well ech mengen, datt dat och e wesentleche Punkt ass fir den öffentlechen Transport.

Här President, ech wollt aus Zäitgrënn elo ophalen, awer net ouni mäi Ceterum censeo lasszeginn. Dir wësst, wat elo kéint: Ech sinn der Meenung, datt d'Atomkraftwierker an eiser Noperschaft missten zougemaach ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Do sidd Der net eleng!

M. Marco Schank (CSV).- Wann näamlech... Voilà! Do freeën ech mech och driwwer.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Ech sinn an Ärem Réck.

M. Marco Schank (CSV).- Wann näamlech muer e groussen Accident geschitt, da kënnen mir eis och den État de la nation an Zukunft spueren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- A mir alleguer.

M. Marco Schank (CSV).- An deem Kontext wollt ech dann och zum Schluss soen, datt ech fannen, datt d'Regierung keng esou eng schlecht Figur an deem Dossier nucléaire mécht. An ech wëll awer och soen, datt déi viiregt Regierung keng schlecht Figur gemaach huet, well ech erënnere mech, datt mer zu dräi Ministeren,...

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Jo.

M. Marco Schank (CSV).- ...mam Gesondheitsminister deemools, deen hei hanneru mer sëtzt, haut als President vun der Chamber, de Fransouse kloergemaach hunn, wat eis Meenung ass. A mir ware viru Kuerzem dann dëst Joer och mam Camille Gira als Statssekretär zu Brëssel.

Dann e leschte Satz: Ech sinn awer och gespannt op dee gemeinsame Projet fir alternativ Energienutzung länneriwwergräifend, deen de Premier och nach eng Kéier widderholl huet elo am État de la nation a wou am Ausland, besonnesch vun der Energieministeresche Eveline Lemke aus Rheinland-Pfalz, d'Begeescherung sech jo ferm a Grenze gehalen huet. An ech denken, datt mer an der Kommissioun dozou wäerten Äntwerte kréien.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci och dem Här Schank. An nächsten ageschriwene Riedner ass den Här Roger Negri.

M. Roger Negri (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Landesplanung, Ëmwelt a Mobilitéit sinn déi dräi Beräicher, déi ech am Kader vum État de la nation usprieche wëll, well se fir eis als LSAP e wesentleche Bäitrag zur Nohaltegkeet an zur Liewensqualität duerstellen. Als LSAP ënnerstëtze mir dofir och d'Regierung an all hiren Efforten.

Mir hunn déi zwee lescht Deeg vill iwwert d'Situatioun vun eiser Ekonomik geschwat a vun eise Finanzen an hunn dobäi virun allem déi positiv Effekter vun engem konstante Wuessstum belicht. Vun deem Wirtschaftswuessstum profitéiert eise soziale Secteur, andeems en dem Stat domadder erlaabt, seng Leeschtunge fir d'Bierger op engem héijem Niveau ze halen. Dee Wuessstum bréngt awer bekanntlech och Problemer mat sech. Eis Bevëlkerung wüsst vu

Joer zu Joer an et ass keng Trendwend a Siicht. Eleng am leschte Joer si 13.000 Awunner bäikomm, 15.000 nei Aarbechtsplaze si geschaaft ginn, déi zu engem gudden Deel vun Frontaliere besat ginn, deenen hir Zuel permanent an d'Luucht geet an elo bei 175.000 läit. 175.000 Leit, déi all Dag moies eran- an owes erausfuere, fir hei op Lëtzebuerg schaffen ze kommen.

Zesumme mam Transitverkéier si mer all Dag domat schonn ëm déi 750.000 Leit. An dofir huet de Premierminister zu Recht gesot, dass Lëtzebuerg an engem „nationale Stau“ stécht. A wa mer an Zukunft eis Liewensqualität weider erhale wëllen, da mussen mer am selwechte Rhythmus wéi de Wuessstum eis Transportinfrastrukturen an alle Beräicher ausbauen! A gläichzäiteg mussen mer nei Weeër fannen, fir de Ressourcéverbrauch, deen dese Wuessstum no sech zitt, ze reduzéieren.

Well de Landverbrauch ee vun de gréisste Problemer an deem Kontext duerstellt, brauche mer definitiv eng besser a verbindlech Landesplanung, déi en Équiliber tëschent deene verschiddenen Interessen duerstellt. Mir wëssen all, dass dat keen einfachen Exercice ass. An als LSAP begrësse mer, dass eng breet Diskussioun konnt mat allen Akteure gefouert ginn iwwert déi zukünfteg Entwécklung an eisem Land, nodeem den éischten Ulaf, fir schnell mat de Plans sectoriels virunzecommen, legislativ ausgebremst gouf.

Mir hoffen, dass eng iwwerschafft Versioun vun dese Pläng geschwéckelt presentéiert ginn, well als LSAP si mer iwwerzeegt, dass mer onbedéngt méi prezis Planungsinstrumenter brauchen, fir ze definéieren, wou mer wunnen, wou mer schaffen, wuer mer eis Transporttrasse leeën, wou mer eis dobaussen erhuele kënnen, wou mer eis Natur onbedéngt schützen müssen a wou d'Landwirtschaft déi néideg Plaz behält, fir d'Liewensmitteluersorgung vun eisem Land ze garantéieren.

A wa mer vu Landesplanung a vu Ressourcéverbrauch op deene richtege Plaze schwätzen, da si mer bei de Kompensatiounen vun de Flächen, bei mengem zweete Punkt vun haut, der Ëmwelt, an domat och schonn direkt beim neien Naturschutzgesetz, wou jo eng Rei vu Bestëmmunge sollen dran integréiert ginn, déi aus de Plans sectoriels kommen.

Als LSAP wiere mer deemno frou, wann d'Regierung eis kéint soen, wou mer an deem Dossier do dru sinn, wéini d'Chamberskommissioun domat befaasst gëtt a wéini desen Text déposéiert ka ginn. D'Chamber kann a wëllt jo an esou engem wichtege Dossier net virun e Fait accompli gesat ginn.

Wat d'Atomenergie ugeet, ënnerstëtze mir d'Propos vum Premierminister, fir noutfalls mat enger Finanzspréitz dem Ofschalte vun den Atomreakteren zu Cattenom an och eventuell zu Tihange op d'Spréng ze hëlfe. Well grad 30 Joer no Tschernobyl ass et schwéier ze verstoen, dass dës geféierlech Energie nach net ofgeschalt gëtt.

Finanziell Hëllef hu mer jo och scho beim TGV vu Paräis op Lëtzebuerg ginn, bei der Elektrifizéierung vun der Nordstreck op der belscher Säit an och an Däitschland bei der Duebelgleisegkeet zu Igel.

Bei den CO₂-Emissiounen huet d'Regierung - och déi viiregt Regierungen - grouss Efforte gemaach, an déi wäerten och weidergefuert musse ginn. COP21, Paräis an New York obligent!

Déi Haaptmissiounen kommen nach ëmmer aus dem Transportberäich. An domat kommen ech zum drëtten a leschte Punkt: der Mobilitéit. Mir hu jo héiere vum Premier, dass eis Investitiounen och dëst Joer op engem ganz héijem Niveau leie vun 2 Milliarden an 269 Milliounen. An dovunner geet e groussen Deel an den Ausbau vun eisen Transportinfrastrukturen.

Als LSAP ënnerstëtze mir och d'Ausso vum Finanzminister, wéi en eis geschter gesot huet, dass am Kader vum Plan quinquennal 2016 bis 2020 vum Semestre européen 1,6 Milliarden an den Ausbau vum Eisebunnsréseau, de Fonds du rail, 570 Milliounen an den Tram an 900 Milliounen an de Fonds des routes investéiert ginn. Wa mer wierklech net wëllen am Verkéier erstécken a stonnelaang am Stau stoen, mussen mer dréngend eis Capacitéite vun eisen Transportinfrastrukturen erhéien.

D'LSAP begrëisst déi enorm Efforten, déi dës Regierung mécht, fir desen Ziler méi no ze kommen. An et gesäit een och schonn éischt Resultater, wéi d'Duebelgleisegkeet vun der Péitenger Eisebunnsstreck, wéi dee gigantesche Projet vun der Verdubelung vum Eisebunnsviaduc op der Polfermillen, um Nordkapp vun der Lëtzebuurger Gare, wéi den innovativen Projet vun engem Arrêt am Dummeldenger Bierg ënner dem Rouder Bréck, wéi de Bau vum Tram um Kierchberg bis op de Glacis respektiv d'Stäreplaz an enger éischter Phas, wéi d'Fäer-

degstellung vun der Nordstross, wéi den Avancement vun der Liaison Micheville um Belval.

Well d'Zuel vun den Usageren, sief et op der Schinn, op der Strooss, mam Vélo oder ze Fouss, awer insgesamt an Zukunft nach ëmmer an d'Luucht goe wäert, wäere mer frou, wann d'Regierung eis kéint de Point maachen, wou mer mam „modal split“ dru sinn, fir dass een eng Virstellung dovunner kritt, awéiwäit eis Mesuren tatsächlech zu enger Verbesserung an deser Fro gefouert hunn, souwéi och eng Prospektioun vum „modal split“, wann dës Projekte bis emol realiséiert sinn.

Et ass deemno gutt a richtig, dass dës Regierung de Schwéierpunkt op den dréngend noutwendegen Ausbau vum Schinnennetz setzt. Dat verhënnert awer net, dass ee sech elo scho Gedanke mécht, wéi laangfristeg gekuckt deen een oder aneren Autobunnsabschnitt misst ausgebaut ginn, well bekanntlech dauert et jo hei zu Lëtzebuerg Joren, wann net Jorzéngten, bis esou Projeten an d'Realitéit ëmgesat sinn. Hei denken ech besonnesch un den Autobunnstransitéseau vun der belscher Grenz bis op d'Diddelenger Grenz. Zemoos duerch den Neibau vum Containerterminal zu Beetebuerg/Diddeleng wäert de Camionsverkéier nach e Krack zouhuelen.

Beim Stéchwuert Containerterminal denkt een dann och direkt un de Capacitéitenausbau op der Schinn am Güterverkéier, well jo awer dee gréissten Undeel nom Emlueden an der neier Plattform Multimodal zu Beetebuerg iwwert d'Eisebunn weidertransportéiert gëtt. Do kéint dann déi nei Eisebunnsstreck zwësche Beetebuerg a Lëtzebuerg an d'Spill, wou d'Aarbechten an der Planung sinn. Hei wollt ech d'Regierung froen, wéi den Avancement vun deem Projet ass an ob ënner anerem d'Terrainen all opkaaft sinn. Well mir wësse jo allze gutt, wat dat zu Problemer féiere kann, nom Beispill vun der Autobunn zu Helleng.

Mir hate jo d'lescht Woch ausféierlech am Kader vum Gesetz iwwert den Transport combiné vun de Subventiounen mam Transport vu Containeren geschwat an iwwert d'Efforten, déi d'Regierung mécht, fir de Schinneverkéier fir d'Transporteur méi attraktiv ze maachen. D'LSAP begrëisst déi Efforten ausdrécklech, well se net nëmmen eis Stroossen entlaaschten, mä och e wichtege Bausteen an eiser Logistikstrategie duerstellen.

Ech wëll net nach emool op dës Diskussioun agoen, awer een Aspekt just uschwätzen, deen am Kader vun deem Gesetzesprojet e bëssen ze kuerz komm ass. Mir hu vill iwwert den Zuch- a Schëfftransport geschwat, awer ganz wéineg iwwert d'Roll, déi de Findel an deem Kontext spillt, eng Roll, déi jo awer ëmmer net onwesentlech ass an Zukunft.

De Statsrot huet déi Fro a sengem Avis zu deem virgenannte Gesetz och opgeworf. D'LSAP geif et dofir nach ëmmer wichtig fannen, de Findel direkt un d'Schinnennetz unzubannen: vun der Gare Lëtzebuerg iwwert den neie Viaduc op der Polfermillen Richtung Hamm laanscht de Fluchhafen.

Iwwerhaapt spillt de Findel eng ganz wichtege Roll, souwuel am Kader vun der Mobilitéit wéi vun der Economie. De Stat muss eng staark Mainmise doriwuer behalen, och an engem liberaliséierten Ëmfeld. An deem Kader maache mer eis als LSAP Suergen iwwert déi zukünfteg Ausriichtung vum Lëtzebuurger Fluchhafen. Do kéint an zimlecher Regelméissegkeet jo d'Fro op, dass d'Aarbecht vun de Radarlotse soll un eng auslännesch Privatfirma outsourced ginn.

Bei där Aarbecht geet et ëm d'Approche an engem Ëmkrees vun ëm déi 150 Kilometer, ob e Fliger ka landen an iwwer wéi eng Trass; en „slot“ souzoesen. Géif dat vun engem anere Fluchhafen, deem vun Zaventem zu Brëssel oder deem vu Frankfurt, matgemaach ginn, wéi dat an enger Etüd vun der ANA, der Administration de la navigation aérienne, ënnersicht gëtt, ass ze fäerten, dass mer net méi Här a Meeschter sinn, wie wéini op eisem nationale Fluchhafen lande kann.

Hei fäerte mer, dass eis Souveränitéitsrechter verluer ginn, well de Findel ass nun emol net iergendee Fluchhafen fir Lëtzebuerg, mä et ass deen eenzeg, dee mer hunn, an dofir huet en eng enorm Bedeitung fir eist Land. D'Kontroll doriwuer kënnen mir net einfach aus der Hand ginn. Et handelt sech dobäi ëm en héich spezialiséierte Service, wou een ausgebildete Leit mat engem ganz spezielle Profil an entsprecher Lizenz brauchen. Et ass also net esou, dass mer jidderzäit eis Décisioun, fir en Outsourcing ze maachen, erëm réckgängig kéinte maachen. Ech wär dofir frou, wann d'Regierung eis kéint soen, wéi se gedenkt, an deem Dossier virzuegoen.

Här President, fir menge Kolleegen nach genuch Zäit ze loossen, soen ech elo ganz einfach Merci fir d'Nolasschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Här Negri, den Här Nohaltegkeetsminister wëllt direkt äntweren.

M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.- Här President, ech muss soen, ech sinn ëmmer erëm iwwerrascht, wann ech awer hei Saachen héieren, an och elo dat, wat zum Schluss den Här Negri gesot huet iwwert déi Fro vun der Approche um Findel. E weess pertinemment, ech war zwou Stonnen an der Chamberskommissioun, ech hunn d'Deputéiert en long et en large iwwert den Timing informéiert an den Deputéierte versprach, datt ech Enn Mee, Juni an d'Chamberskommissioun kéim an all d'Etüde géif virstellen, an da géife mer en connaissance de cause...

An do verlaangen ech och vun der Chamber, datt d'Chamber Faarf bekennt, wat d'Deputéiert mengen, wat een do soll maachen oder net. Dofir sinn ech ëmmer erëm iwwerrascht, wann ëmmer erëm dat nämlech hei gezielt gëtt, wéi wann d'Regierung eppes hei géif verstoppen, wat net de Fall ass! An den Här Negri weess dat pertinemment. Duerfir soll e wann ech gelift bei der Wourecht bleiwen an einfach soen, wat ech an der Kommissioun gesot hunn, nämlech datt ech natierlech versprach hunn, d'Chamber ze informéieren, an dat wäert och geschéien!

M. Roger Negri (LSAP).- Kann ech just eng Kéier dorop äntweren?

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Awer selbstverständlech, Dir sidd ugeschwat.

M. Roger Negri (LSAP).- Ech mengen, dat ass eng ganz wichtig Fro fir Lëtzebuerg, de Lëtzebuurger Fluchhafen. An ech mengen, am Kader vum État de la nation hat ech mer d'Recht erausgeholl, just nach eng Kéier dorunner ze erënnere.

M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.- ...wat ech gesot hunn. Ech hunn datt schonn an der Chamberskommissioun gesot.

M. Roger Negri (LSAP).- Jo, ech wollt just nach eng Kéier als LSAP dorunner erënnere.

M. Alex Bodry (LSAP).- Hie wollt lech d'Geleehheet ginn, dat elo kënnen ze soen.

(Interruption)

...gutt ofgeschwat, Dir zwee...

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Eng lieweg Diskussioun, esou wéi mer se gär hätten.

(Interruptions)

Den Zuch ass ukomm an den Här Hahn ass prett. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP).- Merci, Här President. „Buy land, they are not making it anymore“ oder fräi iwwersat: „Kaaft Terrainen, et gi keng méi produzéiert.“ Dee gudder Rot vum Mark Twain ass iwwer honnert Joer al, an awer ass en esou aktuell wéi jee. D'Fläch vun eisem Land ass keng erneierbar Ressource. Si wüsst net no. An dofir dierfe mir eis Buedemflächen net verbëtzen. Grad wann een zu deene flächeméisseg klengste Staten op der Welt gehéiert, muss et wueliwwerluecht sinn, wat fir ee Raum mir der Natur, dem Bësch an der Landwirtschaft ginn a wat fir eng Plaz mir der wirtschaftlecher Entwécklung, de Mobilitéitsréseau an dem Wunnen iwwerloossen. Alles brauch seng Plaz an alles huet seng Plaz. Et ass d'Aufgab vun der Politik, hei dee richtegen Équiliber ze schafen.

Här President, wou wëlle mer an deene kommende Joren hin? Déi Fro ass berechtigt, net nëmme gesellschaftlech, mä grad och an der Landesplanung. Wéi wëlle mer eis limitéiert Fläch optimal notzen, well Landesplanung ass och Zukunftsplanung?

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn (DP).- Mir féieren haut deen Débat am Kader vum État de la nation, an dofir géif ech gären op deser Plaz den État de la nation vun eisem Flächeverbrauch an der Landesplanung maachen: Eist Ländchen huet eng Gesamtfläch vun 2.586 km², 50% dovunner sinn Akerland, 35% Bësch, 5% Stroossen a Gewässer, 9% si bebaut an 1% ass am Bauperimeter an nach net bebaut.

Klamer op: Ech wier frou, wa mir emol de Constat kéinte maachen, dass deen 1% ka bebaut ginn, ouni dass do allze héich Ëmweltoplage gefuerdert ginn. Deen Terrain ass jo schliisslech do, fir bebaut ze ginn, a mir hu jo schliisslech och eng ganz Rei Naturschutzflächen ausgewisen. Ech denken do an déi 25% Natura 2000-Gebidder an och déi 10% IBA-Zonen.



Gradesou wichteg ass et, dass, wa Bauland bis emol ausgewisen ass, d'Prozeduren och viru-ginn. Do ass sécherlech nach - an ech mengen, do si mer eis eens - Sputt no uewen.

Här President, mécht een den État de la nation vun der Landesplanung, da stellt ee fest, dass an der Vergaangenheet do villes schifgaangen ass. Ech sinn dofir dach erstaunt, dass eng CSV sech elo als Wuesstumskritiker opspillt. Ech sinn 1981 gebuer. Vun do bis Enn 2013 war d'CSV ëmmer an der Regierung. 33 Joer laang si mir on-kontrolléiert gewuess, et sinn iwwer 200.000 Leit an d'Land bäikomm - dat ass e Plus vu 54% - an d'Land ass staark zersiedelt ginn.

Dass mir alldeelech am Stau stinn, huet vill mat Landesplanung ze dinn. Dat huet vill dermat ze dinn, ob mir Aarbechtsplazen nëmmen zentral schafen oder regional Pole fërderen. Et huet domadder ze dinn, ob mir versichen, Wunnum konzentriert ze bauen, oder ob mir zouloossen, dass egal wou Lotissementer entstinn. Déi Feeler aus der Vergaangenheet sinn haut net einfach ze korrigéieren. An ech soen hei net, dass dat exklusiv d'Feeler vun der CSV sinn, mä et muss een awer kënne soen, dass d'Hypokrisie vun der CSV an deem Dossier remarkabel ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - Mir sinn haut e Land, wat esou zersiedelt ass, wéi bal keng aner Regioun an Europa.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Hahn, erlaabt Der, dass d'Madamm Modert eng Zwëschebemierkung mécht oder eng Fro stellt?

► **M. Max Hahn (DP).** - Selbstverständlech.

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Merci, Här President. Ech wollt eng Fro stellen, an zwar dem honorabelen Deputéierten: wann en hei d'CSV viséiert an där Hypokrisie virwërft, wéi en dann eng Haltung fënn, zum Beispill vun enger heiteger Regierungspartei, zum Beispill déi gréng, déi emol eng Kéier e 700.000-Awunner-Stat immens, net nëmmen zerriert hunn, mä erofgemaach hunn, a wa besonnesch deen, deen dat gemaach huet, haut awer kee Problem huet mat engem 1,2-Milliounen-Awunner-Stat.

Merci.

► **M. Max Hahn (DP).** - Ech...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Weist mir emol, wou déi gréng dat eng Kéier an der Chamber hei gesot hunn! Weist mer dat! Oder bréngt mer déi Ried emol eng Kéier heihinner!

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Mä da kuckt emol deen État de la nation dozou!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Mir kënnen de Mëtteg... Ech sichen et de Mëtteg. Jo, ech sichen deen État de la nation no an dann diskutéiere mer de Mëtteg hei driwwer. An ech hoffen, datt Der dann hei sidd an datt mer dann e Face-à-face doriwwer maachen. Dat steet néierens, a kengem Text!

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Dann ass et just esou rapportéiert gewiescht ginn!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech gesinn, Här Hahn, Dir hutt e Porte-parole krit.

► **M. Max Hahn (DP).** - Jo, maja. Villmoos, villmoos Merci! Ech géif awer och gären der Madamm Modert just eppes Klenges dozou soen: Wa si hei vum 700.000-Awunner-Stat schwätzt, mir hunn aktuell...

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **M. Max Hahn (DP).** - Wann d'Madamm Modert de 700.000-Awunnerstat uschwätzt, vun deem vill an der Vergaangenheet geschwat ginn ass, dat als eng Mauer ugeduecht ginn ass, déi ganz wäit ewech ass... Ech wëll hir just soen: Mir hunn am Moment 576.000 Awunner a mir sinn déi lescht Joren ëm 13.000 Awunner pro Joer gewuess. Dat heescht, wa mir weiderhin ëm 13.000 Awunner pro Joer wuessen iwwert déi nächst zéng Joer - 13.000 mol zéng mécht 130.000 -, ma da wiere mer, wann een dat einfach just numeresch hannereneereit, an zéng Joer bei deem Stat ukomm.

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Da musst Dir och den État de la nation vun do nokucken, fir dat richteg ze zitieren!

► **M. Max Hahn (DP).** - Dëst gesot...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Ech kommen nach op lech, Här Gibéryen! Mir sinn...

(Coups de cloche de la présidence)

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, Kollegen!

► **M. Max Hahn (DP).** - Ech kommen nach op lech, Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Kommt bäi mech, awer net op mech!

(Hilarité)

► **M. Max Hahn (DP).** - Mir sinn...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kollegen, moies fréi...

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, mir sinn e Land, wat esou zersiedelt ass wéi bal keng aner Regioun an Europa. Jo, an der Vergaangenheet gouf vill, vläicht souguer ze vill iwwert d'Landesplanung hei am Land geschwat, iwwert deen ee Modell, iwwert deen anere Modell, iwwert den IVL, iwwert d'Centres de développement et d'attraction, déi sougenannt CDAen, an och iwwert de faméise 700.000-Awunner-Stat.

Och deemools waren dees Débat net vu Muttwëll, mä d'Realitéit ass: Mir hunn nach ëmmer eng wirtschaftlech Entwécklung, déi ze staark op eis Haaptstad fokusséiert ass. Mir hu vill Dortoirs-Gemengen, wou knapps emol e Buttek unzetreffen ass. An, an dat ass schon e puermol gesot ginn, mir hu Stroossen, déi iwwerfëllt sinn, well d'Leit mam Auto op d'Schaff komme mussen. Kuerz: Wunnen a schaffe sinn oft ganz wäit vuneneen ewech, soudass d'Leit vill Zäit dermat verbréngen, vun A op B ze kommen, am plaz dass se hir Fräizäit genéissee kënnen.

Et gouf an der Vergaangenheet verpasst, Aarbechtsplazen do ze schafen, wou d'Leit wunnen, respektiv Wunnum do ze schafen, wou den öffentliche Transport performant ass. Ech hunn et gesot: Landesplanung ass Zukunftsplanung. Wat bréngt déi bescht Schoul, déi flottste Schaff, wann een dann awer am Stau steet fir dohinner an zréck. Landesplanung huet also och eppes mat Liewensqualität ze dinn. An ech mengen, do si mer eis all heiban-nen eens: Et gëtt nach ganz vill Sputt no uewen!

Ech si frou, dass mer op deser Plaz iwwer eise Flächeverbrauch schwätze kënnen, well d'Landesplanung ass d'Basis, op déi esou vill Politiken opbauen. Jo, da muss een och Décisionen treffen! Et muss een als Gesellschaft festleeën, wou d'Prioritéite leien. Da muss ee sech och eng Kéier ganz kloer d'Fro stellen, wéi eis Gesellschaft an deene kommende Joren zesummeliewe wëllt.

Dann nach eng Remarque zu der sougenannt „consommation foncière“, also dozou, wéi vill Land hei pro Joer bebaut gëtt. Do gouf jo emol eng Kéier d'Zuel vu 730 ha pro Joer, dat wieren 2 ha pro Dag, an d'Welt gesat. Et muss een awer wëssen, dass dee Chiffer alles anescht wéi aktuell ass. Jo, well wann een d'Statistiken ukuckt, da stellt ee fest, dass mer an deene leschte fënnf Joer nëmmen nach ëm 200 ha pro Joer bebaut hunn. Dat wieren dann net grad 0,6 ha pro Dag.

Dat heescht, dass den Trend awer ganz kloer hin zu engem bessere Flächeverbrauch geet. Dat mierkt een. Et gëtt haut anescht gebaut wéi vläicht nach virun 20 oder 30 Joer, och wann do bestëmmt nach Potenzial no uewen ass an dat bestëmmt och nach besser geet. Anescht ausgedréckt: Mir sollten och net den Däiwel un d'Mauer molen, andeems mer al Zuele mobiliséieren, mä mir sollte villméi déi heiteg Evoloutioun am A behalen.

Här President, wann ee vu Landesplanung schwätzt, ass ee vun der Logementssituatioun zu Lëtzebuerg net wäit ewech. Mir all heibanne wëssen, dass et e grouse Problem zu Lëtzebuerg ass, eng abordabel Wunneng ze fannen. D'Regierung ass net gewëllt, dat als Fatalitéit ze akzeptéieren.

Leider gëtt et do awer keen Zauberstaf, mat deem ee vun haut op mar Wunnum ka schafen, mä et gëtt eng Villzuel vu Mesuren, déi d'Regierung och amgaangen ass ëmzesetzen, déi am Zesummespill d'Offer vum Logement dynamiséiere wäerten.

Zum Beispill de Baulückeprogramm, en zahnlosen Tiger, deen elo mat der Steierreform Zänn kritt huet. Hei am Land hu mer 995 ha Baulücken, also Terrainen, déi am Bauperimeter leien, déi un déi besteeënd Infrastrukturen ugeschloss sinn an deemno prett sinn, fir bebaut ze ginn. 82% vun deesen Terrainen sinn a Privatbesetz. Duerch d'Steierreform ginn elo zäitlech limitéiert finanziell Ureizer geschafft, fir dees Terrainen ze mobiliséieren.

Tëscht dem 1. Juli 2016 an dem 31. Dezember 2017 gëtt d'Plus-value vun deesen Terrainen näamlech nëmme mam Quart-taux an net wéi normalerweis mam Demi-taux besteiert. Dat sinn d'Zänn vum Tiger an dëst sollt de Wunnum spierbar dynamiséieren. Dat ass dat, wat d'DP mengt, wa se seet: „Mir maachen d'Politik vun der Muet an net déi vum Bengel.“

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Vum Teddybär.

► **M. Max Hahn (DP).** - Et kann een de Leit et net iwwelhuelen, dat well ech och betounen, wa si en Terrain, dee vläicht nieft hinne läit, wëllen halen, fir dass hir Kanner kënne spéider op deem Terrain bauen. Dofir ass et fir meng Fraktioun wichteg, dass een de richteg Kader schafft, fir dass méi Terrainen op de Marché kommen. Ech mengen, genau dat geschitt hei och Mëtt des Joers.

Nieft dem Baulückeprogramm setzt d'Regierung op déi sougenannt Baulandverträge. Hei ginn Terrainen, déi aktuell net am Bauperimeter leien, fir eng befristeten Zäit an de Bauperimeter opgeholl, an dat op eng cibléiert Aart a Weis. Et handelt sech hei also ëm Land, wou et Sënn mécht ze bauen, dat well et um Rand vun engem aktuelle Quartier läit. Sollten dees Terrainen innerhalb vun deem Délai net bebaut ginn, ginn dees Terrainen erëm automatesch reklässiert. Doduerch gëtt verhénnert, dass de Perimeter blannemännerches erweidert gëtt, ouni dass och wierklech op deenen Terrainen Wunnum geschafft gëtt. Well Terrainen, déi am Bauperimeter leien an net bebaut ginn, där hu mer genuch, ganzer 2.719 ha!

Eng drëtt Pist ass d'Revalorisation vun den Industriebroochen. Vun där ass jo och schon den Dënschen an der Ried zu der Lag vun der Natioun vum Premier geschwat ginn. Et ass gewosst, dass verschidde klassesch Industrien hei am Land zougemaach hunn. Firwat sollte mir dees Terrainen dann elo net intelligent nutzen? D'Industriebrooch si richtig Assen, wann et drëms geet, Wunnum do ze schafen. Dacks sinn dat enorm grouss Sitten, déi do dernieft gitt un den öffentliche Transport ugebonne sinn. Esou entsteht zum Beispill op der Schmelz zu Diddeleng um ale Produktionsite vun ArcelorMittal en neie Quartier, wou an Zukunft Wunnen, Schaffen a Fräizäit op engem Site stattfanne wäerten. 700 bis 800 Wunnunitéite wäerten am Quartier „Nei Schmelz“ entstoen.

E puer weider Zuelen, déi verbildlechen, wéi e Potenzial d'Frichen hunn: Zu Péiteng sinn et 5,5 ha, wou e Quartier entstoe kann; zu Wolz sinn et der 7,7; zu Suessem 5 ha an zu Diddeleng souguer ganzer 39 ha, déi fir de Logement genotzt kënne ginn.

Ech mengen, elo misst awer jiddwerengem kloer sinn, dass d'Friché wierklech Potenzial hunn, fir am Logement d'Offer eropzeschrauwen. Landesplaneresch ass dat och méi wéi sennvoll, well ee Wunnen, Schaffen a Fräizäit op engem Site vereenege kann. D'Industriebrooch sinn och predestinéiert, fir an d'Héicht ze bauen. Et däerf een näamlech net vergiesen, dass eis Populatioun zwar all Joers ëm 13.000 Awunner wüsst, eis Landesfläch wüsst awer net mat. Grad an der Logementpolitik geet net alles vun haut op muer, mä mir kënnen haut d'Weiße stellen, fir dass dees Mesuren iwwermuer gräifen.

Här President, firwat sinn ech esou iwwerzeegt vun de Frichen? Ganz einfach, well een hei an d'Héicht baue kann. Firwat net Projekte maachen, wou och Commerce derbäi ass? E Quartier, dee gutt ugebonnen ass, gutt ugeschloss ass, wou d'Leit sech begéien, wou d'Leit mam Vélo op d'Aarbecht kënne fueren, wou d'Leit kënnen ze Fouss an de Kino goen: All dat ass Landesplanung, geziilt, cibléiert Landesplanung, Wunnen, Schaffen a Fräizäitaktivitéiten no beieneen an ewech vum Stau.

Oft gëtt d'Densitéit beim Wunnen als negativ empfונnt. Ech gesinn dat net grad esou. Firwat net an engem Quartier liewen, wou een alles no bei der Dier huet? Och dat, léif Frënn, ass e grousst Stéck Liewensqualität.

Ech mengen awer och, dass dees Friché Beispiller kënne si fir aner Zentren hei am Land. Ech denken do un de Südpol, mä och un d'Nordstad. Do ass sécherlech och nach ganz vill Potenzial. Wann d'Leit net all Dag mam Auto an d'Stad komme mussen, da si si zum enge manner gestresst, mä och d'Ëmwelt gëtt manner belascht.

Wunnen a Schaffen zesummeliewen ass also souwuel fir all Einzelnen, awer och fir eis Gesellschaft als solch positiv ze bewäerten. Dofir sinn ech dovun iwwerzeegt, dass eng staark regional Entwécklung och hir Plaz an der Landesplanung muss hunn.

Här President, ech hunn hei nëmmen e puer Beispiller opgezielt, mä si illustriieren awer ganz gutt, dass d'Regierung a besonnesch de Logementsminister Marc Hansen vill Hiewelen a Bewegung setzt, fir dass sech an deem Beräich eppes deet.

Ech wëll awer och nach op en drëtte Volet vun der Landesplanung agoen, an dat ass d'Ëmwelt. Wat huet Landesplanung mat Ëmwelt ze dinn? Ma ganz vill! En intelligent Plangen erlaabt kuerz Weeër an e gutt öffentliche Verkéiersnetz. Mir brauchen eis net ze wonneren, wann d'Leit léiwer den Auto huelen, wa mir et net fäerdegréngen, dass de Bus, den Zuch an de Vélo systematesch méi bequem a méi schnell sinn.

Dat klappt deelweis scho ganz gutt. Net ëmmer, mä d'Regierung ass do amgaangen, Akzenter ze setzen, an dat ënnersträiche mir natierlech als Demokratesch Partei ganz daitlech. Ech denken hei un en Arrêt Pafendall, ech denken un déi zousätzlech Vélospisten, déi wäerte gebaut ginn, ech denken och un den Tram, wou de Chantier ugefaange gëtt.

Här President, ech wëll a menger kuerzer Interventioun awer och nach eng Kéier op deen ominéisen Zukunftsdësch agoen, deen d'CSV fuerdert.

(Interruption)

Ech verstinn net esou richteg, firwat d'CSV en Débat fuerdert, dee scho laang leeft am Kader vun de Plans sectoriels, am Kader vun den Zukunftsprojete mam Här Rifkin an natierlech och an deene säit Jore regelméisseg Diskussiounen iwwert d'Ofsicherung vun eise soziale Systemer. Dass dee Modell vum solidaresche Pensiounssystem, dat heescht do, wou déi nächst Generatiounen d'Pensiounen vun de viregte Generatiounen bezuelen, nëmmen opgoe kann, wann d'Bevölkerung staark wüsst, ass iwwerall an Europa de Fall. Dat ass och keen neie Phänomeen a scho guer keen neien Débat. Dofir ass déi privat Altersvirsiuerg esou wichteg, déi iwwregens och nach eng Kéier an der Steierreform gestärkt gëtt.

Bon, dat ass hei net de prioritäre Sujet, mä ech begrëssen awer, wann d'CSV elo prett ass, fir Proposen op den Dësch ze leeën, wéi si d'sozial Ofsicherung laangfristeg séchere wëllt. An där leschter Legislaturperiod hunn ech zumindest net vill zu deem Sujet vun hinne héieren. An ech erwaarde mer och ze héieren, wat fir e konstruktiven Apport an net nëmme Panikmache an deenen Débate vun hinne wäert kommen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, d'Entwécklung vum Land ass e wichtige Sujet an d'Landesplanung ass en zentraalt Instrument, fir d'Entwécklung vum Land ze steieren. D'Erausfuerderung am Logement, der Mobilitéit, dem Klima an dem Ëmweltschutz, awer och der wirtschaftlecher Entwécklung kann een nëmmen ugoen, wann een als Basis eng gutt Landesplanung mécht. D'Verëffentlechung vun de Plans sectoriels an d'Diskussiounen mat de Gemengen an den Akteuren am Terrain war en éischte wichtige a gudd Schrëtt. D'Ëmsetzung vun enger kohärenter Landesplanung wäert déi nächst wichtige Etapp ginn, fir dass mir d'Entwécklung vu Lëtzebuerg selwer an de Grapp huelen. Pake mir et also un!

Ofschléissend géif ech mech awer gär menge Virriedner, dem Marco Schank, dem Roger Negri an awer och wahrscheinlech deenen, déi no mir wäerte schwätzen, uschlëssen, well mir sinn eis hei an der Chamber alleguer sécherlech zu engem Sujet ganz eens. An Dir wësst - de Marco Schank wënt scho jo -, dat ass d'Atomkraaft. Selbstverständlech wiere mir eis als Chamber. An dat hu mer och gewisen. Mir hate scho méi wéi een Débat heibanen an der Chamber doriwwer a mir sinn eis hei allegueren eens, dass mer do mussen aktiv ginn, a mir wëssen, dass eis Moyene beschränkt sinn.

An dofir op deser Plaz awer nach eng Kéier e ganz grouse Bravo a Félicitatiounen un de Statsminister Xavier Bettel, deen eng Propos gemaach huet, déi sécherlech net grad ganz konservativ ass, fir ze soen, dass, wann ee weess, dass Frankräich vu sengem Undeel vu 75% nucléaire op 50% wëllt erofkommen, dass si also bis 2025 wäerten Diskussiounen féieren, wéi eng Atomkraaftwierker se a Frankräich zoumaachen, do leet eise Premierminister nach eppes zousätzlech an d'Wo, fir et awer méi schmackhaft ze maachen, fir dass d'Décisioun vläicht op en Atomkraaftwierk fält, wat sechs Kilometer vun eiser Grenz ewech ass, dat vu Cattenom!

An et däerf een awer och net vergiesen - an dat ass awer heiansdo, hunn ech d'Gefill, falsch interpretéiert ginn -, et ass gesot ginn: „Mir wäerten eis finanziell bedeelegen“, net nëmmen, dass dat Atomkraaftwierk zougemaach gëtt, mä virun allem, dass mer do alternativ Projete wäerte finanzéieren, länneriwwergräifend, mat eisen däitschen Noperen, mat eise franséischen Noperen a selbstverständlech jiddwerengem, deen do wëllt finanziell participéieren!

E groussen, e groussen, e grouse Moment ass dat! An ech wënsche mer - ech wënsche mer! -, dass eis Regierung - an och do si se géeeent -, dass eis Regierung och do den Drock wäert héich halen. Mir als Demokratesch Partei, mä ech mengen, mir als Chamber sinn eis do alleguer eens. A mir wäerte keng Geleeeënheet verpassen, fir eis doriwwer ze beschweieren an ze weisen, dass Lëtzebuerg dat doten net einfach esou dult.

An deem Sënn soen ech lech Merci fir d'No-lauschteren an...



► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...gi mech elo sätzen.

(Hilarité)

► **M. Max Hahn (DP).** - Voilà, a gi mech sätzen. De Schluss hat nach gefeelt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Hahn. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Josée Lorsché, déi och schonn hei ass. Madamm Lorsché!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. „Eng Kris“, Dir Dammen an Dir Hären, „ass e produktiven Zoustand. Et muss een hir just de Bäigeschmaach vun der Katastroph huelen.“ Dës Ausso vum Max Frisch passt am Fong ganz gutt bei d'Politik vun der Regierung, déi ëmmer ganz produktiv gëtt, wann et heescht, eist Land aus de Krisen ze zéien.

Eng vun de Krisen - nieft där vun der Statschold, dem Logement, der Berufsausbildung, dem Chômage, den Ëmweltskandalen - erlieue mir an der territorialer Entwécklung, der Landesplanung an der Mobilitéit, déi scho säit Jorzéngten an déi falsch Richtung ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - E Flächeverbrauch vun zwee Hektar am Dag oder 730 Hektar am Joer, en akute Mangel u Wunnraum, besonnesch fir Leit mat engem klengen Revenu, stonnelaang Stauen op de Stroossen, Zich a Busser, déi a Spéztzestonnen aus allen Néit platzen, eng schlecht Loft- a Liewensqualität a villen Uertschaften, verknascht Gewässer a feelend Kläranlagen: Alles dat si konkret Beispiller, déi ëmmer nees widderholl ginn an d'Kris ganz gutt beschreiwen.

Entstane ass dës miserabel Situatioun do-duerch, datt jorzéngtelaang net déi richteg oder carrément guer keng Décisioun geholl gi sinn, fir de rasante Wuesstum vum Land geuerdnet an nohaltege ze organiséieren. D'Situatioun, an där mir eis befannen, däréi awer net de Grond sinn, fir Schwarzmolerei ze bedreiwen an en „discours de la peur“ ze verbreden, wéi d'Geneviève Montaigne sech haut an der Analys vum Här Wiseler senger Ried vun gëschter am „Quotidien“ ausdréckt.

(Interruption)

Perséinlech hunn ech mech gëschter gefrot, wéi eng Hardliner den CSV-Fraktionschef gedriwwen hunn. D'Ëster Propheten, déi d'Zukunft vun eisem Land net anescht wéi a schwaarzer Faarf kënnen molen,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech soen lech dat: d'Froe vun de Leit dobaussen! D'Froe vun de Leit dobaussen, deenen ech nolauschten.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ech soe mäi Saz elo nach eng Kéier, an der Hoffnung, net ënnerbrach ze ginn.

D'Ëster Propheten, déi d'Zukunft vun eisem Land net anescht wéi a schwaarzer Faarf kënnen molen, sti souwisou op all Eck, mä si bréngen eist Land an eis Natioun net weider.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Fir Lëtzebuerg weiderzebréngen, brauche mir produktiv Käpp.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Net iwwer Sujete schwätzen, bréngt Lëtzebuerg och net weider.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Fir Lëtzebuerg weiderzebréngen, brauche mir produktiv Käpp, déi aus de Feeler vun der Vergaangenheet déi richteg Léieren zéien an handelen. A mir brauche Politiker, déi de Courage hunn, d'Entwécklung vum Land endlech u verbindlech Kritären ze bannen, amplaz sech weiderhi vum Wuesstum iwwerrennen ze loossen.

Natierlech, et ass evident, datt een op engem endleche Planéit net onendlech wuesse kann, wéi et an der Resolution vum Mouvement écologique steet. Dës Feststellung versteet souguer all Kand a si gëtt och weder vun enger Partei heibannen nach vun der Regierung a Fro gestallt. Esou eng pauschal Feststellung geet awer net duer, fir déi aktuell Situatioun ze verbesseren, a se liwwert och keng Äntwert op fundamental Froen, déi sech am Kontext vum Wuesstum nun emol ganz konkret um Terrain stellen.

D'Fro, wivill Wuesstum mir nach wëllen a wivill Wuesstum mir nach packen, gëtt mat esou enger einfacher Feststellung net beäntwert. D'Fro, wivill Wuesstum mir nach brauchen, fir eise Sozialsystem, dee mir an de leschten 30 Joer opgebaut hunn, och fir déi nächst Generatiounen ofzeséieren, bleift gradesou onbeäntwert. A wéi d'Politik de Wirtschafts- a Bevëlkerungswuesstum an engem fräien europäesche Land mat enger fräier Maartwirtschaft zu 100% steiere kann oder stoppe kann, unni an Dirigismus ze verfallen an d'Grenzen no baussen

zouzemaachen, wat jo bestëmmt kee wëllt, dat ass eng weider Fro, op déi nach keen heibannen eng iwwerzeegend Äntwert konnt ginn, weder déi gréng nach d'CSV nach d'ADR oder aner Parteien.

D'Äntworte leien also net op der Hand. A wann een eng Äntwert huet, da soll e se roueg op den Dësch leeën, ech géif mech driwwer freeën!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Här President, eppes steet jiddefalls fest: Soubal et ëm d'Ofsécherung vum Pensiounssystem fir déi nächst Generatioun geet, da gëtt d'Fro vum Wuesstum op eemol eng aner. Ähnlech ass et bei der Schafung vun Aarbechtsplaze fir Schoulofänger an awer och fir déi iwwer 9.000 Chômeuren, déi mir momentan am Land hunn. Soubal wéi d'Betribler, d'Banken, d'Geschäfte an aner jonk Leit astellen, de Studente Léierplazen ubidden a garantéieren, datt och manner qualifizéiert Leit eng Aarbechtsplaz fannen, stellt kee Mënsch méi a Fro, datt mir all déi Betribler, Banken a Geschäfte brauchen, am beschte virun der Dier. Well och zu Lëtzebuerg kann net jiddwereen, deen haut op d'Welt kënn, muer Statsbeamte ginn, och wa vill Eltere sech dat fir hir Kanner wënschen.

Dernieft erënneren ech och un d'Diskussion vum gëschter, wou de Kolleg Gérard Anzia op nei ressourcéschouend Wirtschaftsmodellern agaangen ass. Modeller wéi dee vun der Économie circulaire setzen net op Flächeverbrauch, Wuesstum a Konsum, mä op eng intelligent Notzung vun natierleche Ressourcen. Esou Modeller sinn eiser Meenung no keng Gefor fir eist Land, mä eng Chance, an och fir säin Territoire.

Här President, ech kommen zrëck op den Terrain an op d'Landesplanung, ëm déi et jo an der Debatt vun de Muere soll prioritär goen. Mir sinn eis eens: D'Regierung kann d'Geschicht vun enger inkohärenter Landesplanung net réckgängig maachen an d'Regierung kann och keng Wonner wierken. Si kann awer d'Viraussetzung schafen, datt et net zu weidere Feelentwécklung kënn.

Schonn am Koalitiounsprogramm huet d'Regierung sech konsequent fir méi Nohaltegkeet engagéiert. An déi Nohaltegkeet ass längst um gudden Wee. Dee Wee heescht, der staarker Zersiidlung vun eisem Territoire endlech en Enn setzen, Grénglandschaften erhalen an déi natierlech Ressourcë schützen, Naturparke weiderentwéckeln, de Wunnraum verdichten an d'Bauland ënnerhalb vun den Uertschaften mobiliséieren. De Max Hahn ass am Detail op dee ganze Programm agaangen, Stéchuert Baulückeprogramm, Baulandverträge an natierlech och d'Potenzial vun den Industriefröchen, wou Diddeleng momentan eng Virreideroll spillt, wou se 39 Hektar bebauen.

A schlussendlech heescht dee Wee och, alles druseten, datt een an eisem Land endlech vum Fleck kënn.

► **Une voix.** - Yes!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - All dës Beräicher stinn an direkter Relatioun mat den Instrumenter vun der Landesplanung, déi an de leschte Méint op engem grossen Zukunftsdësch diskutéiert gi sinn. Ech soe bewosst „Zukunftsdësch“, well et war een! Bedeelegt waren déi fënnf zoustänneg Ministere, de Syvicol als Vertrieber vun all de Gemengen, déi iwwer honnert Avisen eragin haten, d'Sozialpartner, eng ganz Rei ONGen a vill aner Akteuren aus der Zivilgesellschaft, also just dat, wat mer ëmmer ënner engem Zukunftsdësch verstanen hunn.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Am Ganze waren et der 90 Akteuren um Dësch. Op deem Zukunftsdësch sinn och ganz opschlussräich Konklusiounen gezu ginn. Si dréie ronderëm véier Schwéierpunkten, an zwar dee vum Logement, ee vun deene gréisste Problemer an eisem Land, dee vun de verschiddene Gesetzgebungen a Reglementer am Beräich vun der Landesplanung, dee vun de finanzielle Steueringinstrumenter, wou et der eng Hällewull ginn, an dee vun der regionaler Zesummenaarbecht och an deem Kontext, wou ee muss soen, datt een net vun uewen erof soll decidéieren, wat soll zesummewuessen, mä datt nëmme dat soll zesummewuessen, wat zesummepasst.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - All dës Konklusiounen a Kontributiounen aus der Gesellschaft, mä och ganz konkret Handlungspisten, déi sech doraus erginn, si schréfflech festgehalen a fir all Mënsch asiichtbar. An der Nohaltegkeetskommissioun stoungen dës Konklusiounen an Handlungssätz um Ordre du jour a si wäerten an enger weiderer Etapp och

hei an der Chamber diskutéiert ginn, eier déi Plans sectoriels dann am Hierscht an d'Prozedur wäerte goen.

Här President, mir fannen et falsch an onéierlech, ze behaupten, datt iwwert déi wënschenswäert Ausrichtung vum Land keng grundsätzlech Debatt gefouert gëtt. Dat ass ganz einfach net wouer! An et ass och falsch, datt et an där Fro net transparent zougeet! Nach ni war d'Debatt iwwert d'Entwécklung vum Land esou animéiert, esou transparent an esou produktiv, wéi ënnert dëser Regierung!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

(Interruption)

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Et muss ee just bereet sinn, sech produktiv un där Diskussioun ze bedeelegen, amplaz soss näischt fäerdegzebréngen, wéi iwwert d'Regierung hierzefalen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Konstruktiv - am Sënn vum Wuert - geet et an der Mobilitéit zou, wou ech als Presidentin vun der Nohaltegkeetskommissioun frou si feststellen, datt et nëmme esou fluppt an datt ee Projet nom anere gestëmmt a kuerz duerno ëmgesat gëtt! Zanter dem Regierungswissel si ganzer 16 Gesetzesprojeten am Beräich vun der Mobilitéit duerch d'Chamber gaangen. Ech hu mer soe gelooss vum Här Minister, datt bis Enn Mee weider sechs Projekte wäerten déposéiert ginn, an domat ass et nach laang net fäerdeg! Woubäi ee ka feststellen - den Här Schank huet et gesot, datt d'Schwéierpunkte vun der aktueller Regierung sech net wesentlech vun de Schwéierpunkte vun der viregter Regierung ënnerscheiden an eng gewësse Kontinuität garantéieren.

Effektiv hat den Här Wiseler eng Rei gutt Iddien, déi vum Här Bausch iwwerholl gi sinn: „Ehre, wem Ehre gebührt!“ De Marco Schank hat net onrecht. Wat den Här Wiseler awer net hat, waren déi politesch Determinatioun an den Tempo, mat deem säin Nofolger zu Wierk geet, fir alles nozuehuelen, wat jorelaang geschleift huet, an a ville Projekte méi wäit ze goe wéi säi Virgänger.

(Brouhaha)

Ech gi Beispiller, eier Der lech futti kënn laachen.

Bescht Beispill liwwert de Projet Tram, wou den éischten Tronçon net eréischt 2020, wéi ursprénglech geplangt, mä schonn Enn 2017 a Betrib geet.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Et voilà!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dräi Joer Gewinn! Nach méi séier...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Do kënnen mer awer nach eng Kéier driwwer schwätzen, wéi dat mam éischten Tronçon geet.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Nach méi séier, Här Wiseler, geet et bei der zweeter Phas mat der Extensioun vum Tram a Richtung Houwald a Findel. Hei ass en Zäitgewinn vu ganzer aacht Joer ze erwaarde géintwärtig vun den initiale Pläng, en Zäitgewinn, deen aacht Joer Stau an aacht Joer Loftverschmutzung wäert verhënneren...

► **Une voix.** - Genau!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - ...an d'Mobilitéit massiv wäert verbesseren, net nëmme an der Stad Lëtzebuerg, mä am ganze Land.

► **Une voix.** - Genau!

► **Une autre voix.** - Très bien!

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Den Tram ass näamlech kee Luxusaddo fir d'Stad Lëtzebuerg, wéi et oft duergestallt gëtt, virun allem am Süden, mä dat zentraalt an onëmgänglech Element vum nationale Mobilitéitskonzept - wat jo vum Här Wiseler ausgeschafft ginn ass, tipptopp! -, wat déi eenzel Verkéiersmëttel beschtméiglech matenee vernetzt a wat op villen anere Piliere berout.

All dës Piliere gi konkret a séier vum Nohaltegkeetsminister ugepaakt an operéiert, fir d'Mobilitéit ebe just net nëmme an der Hauptstadt ze verbesseren, mä och an de Regione bis hin zu de Grenzen. Dozou gehéiere bekannt Projekte wéi déi vum Ausbau vun der Beetebuurger Streck, de Bau vum Arrêt Pont-Rouge als zousätzlech Gare an der Stad Lëtzebuerg mat Direktverbindungen an de Süden an an den Norden an dernieft och mat der Ubannung un den Tram.

Dozou gehéieren awer och manner bekannt Projeten, wéi zum Beispill d'Moderniséierung vum Schinnereseau a vun den techneschen In-

stallatiounen, déi vill méi Aarbecht bedeuten, wéi munch Leit sech virstelle kënnen. Dozou gehéiert d'Aféierung vun engem Carsharing-System bei grouse Garen, deen amgaangen ass geplangt ze ginn. Dozou gehéieren d'Veerbesserung an d'Veereinfachung vum Service um Client, d'Renovatioun an d'Extensioun vu ganzer sechs Garen am Land, déi vu Rodange, Esch/Uelzecht, der Stad Lëtzebuerg - wou weider Quaire bäikommen -, Schëffleng, Miersch a Waasserbëlleg.

An dozou gehéiert de Bau vun dräi ganz grouse Park & Ridé bei de Garé vu Rodange, Miersch a Waasserbëlleg mat iwwer 2.400 Stellplazen. Dozou gehéiert dann och den Neibau vum Viaduc Polfermillen an d'Verduebelung vun der Rodanger Streck. Den Här Negri ass am Detail op all déi Projeten agaangen.

An deeselwechte Kontext passt natierlech dann och de Bau vum Pôle d'échange Cloche d'Or als éischte vu ganzer zéng Pôle d'échange fir den Tram, deen hei mat der Ubannung un d'Buslinien a Richtung Süden, Südosten a Südwesten ugeduecht ass.

Madamm Pesidentin, Dir wësst et, all dës Projekte bedeuten en historesche Kurswissel.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Genau!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Et ass näamlech fir d'Éischt an der Geschicht vu Lëtzebuerg, datt d'Gelder, déi an den öffentlechen Transport fléissen, méi héich leien, wéi d'Zommen, déi an de Stroossebau investéiert ginn!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Am Beräich vun der Mobilitéit fléissen aktuell méi wéi zwee Drëttel an den öffentlechen Transport an nach just e knappen Drëttel an de Stroossebau. Net an de Bau vun egal wéi enge Stroossen op egal wéi enger Plaz, mä an de Bau vun deene Stroossen, déi ëmweltpolitesch vertriebar sinn an absolutt néideg sinn, fir dat multimodaalt Konzept iwwerhaupt funktionsfäeg ze maachen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Elo sinn et déi richteg Stroossen, déi gebaut ginn?!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Elo hutt Der emol eng gutt Remarque gemaach!

(Hilarité générale)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - A virdrun, wou et déiselwecht waren, virdrun, wou et déiselwecht waren, du waren et déi falsch! Liest emol Àr Rieden no!

(Hilarité et brouhaha général)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Wann ech gelift, wann ech gelift, wann ech gelift! D'Madamm Lorsché huet eleng d'Wuert. Madamm Lorsché, fuert virun, wann ech gelift!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Madamm Presidentin! Als Gréng begrësse mir dës Paradigmewissel a fir félicitéieren der Regierung, datt bei den Investitiounen an eng ëmweltfrëndlech Mobilitéit iwwerhaupt net gespuert gëtt. Ganz am Contraire! Dozou just e puer konkret Zuelen aus dem pluriannuellem Budget, déi beweisen, datt ech hei näischt erfannen:

Fir d'Joer 2016 leien d'Dépense vum Fonds du rail, also déi vun der Eisebunn, bei iwwer 460 Milliounen Euro. Fir 2017 leie se bei iwwer 521 Milliounen Euro a fir 2018 bei bal 550 Milliounen Euro. Am Budget vum Tram sti sengersäits 102 Milliounen Euro fir d'Joer 2016 bis hin zu 145 Milliounen Euro fir d'Joer 2019, wou déi zweet Phas, vun där ech virdru geschwat hunn, wäert entaméiert ginn.

Jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat si wierklech héich Zommen! Mä d'Zommen, déi hei investéiert ginn, stinn a kenger Relatioun zum Gewinn, deen eist Land aus deenen Investismenter wäert zéien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - De Gewinn heescht: Schluss mam Stau,...

► **Une autre voix.** - Hoh!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - ...propere Loft, Gesondheet a Wuelbefannen, wat iwwerhaupt net mat Geld ze bezuelen ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zur Gesondheet an zum Wuelbefanne gehéiert och d'Mobilitéit douce, déi mam Nohaltegkeetsminister François Bausch, selwer e fervente Vëlofuerer, e Stellewäert kritt,...



► **Une voix.** - An da fuere se mam Mercedes!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - ...dee se nach ni virdrun hat.

Éischtens iwwert dat neit Vélospistegesetz, wat dem nationale Vélosréseau eng legal Basis gëtt an derfir suergt, dass an eisem Land e kohärenten a séchere Vélosréseau entsteet vu ganzer 1.600 Kilometer. Och hei ass nogebessert ginn.

Zweetens gëtt de Stellwäert vum Vélo och iwwert déi nei geschafte Cellule de mobilité douce assuréiert. Dës Zell huet eng berodend Funktioun fir d'Gemengen an ass och an de Gemengen ennerwee, fir d'Gegebenheeten um Terrain an d'Problemer ze analyséieren, déi sech nun emol konkret kënne stellen. Si sëtzt also net just an engem Héichhaus um Kierchberg a weess net, wat an der Realitéit leeft. Déiselwecht Cellule stellt och sécher, dass an Zukunft nach just déi Stroossebauprojeten a PAPen accordéiert ginn, déi dem Vélo Rechnung droen an dem Vélo den néidege Raum schafen. Och dat ass et net ginn!

An ech si frou, dass ech dat haut kann erzielen, virun allem dem Här Spautz, dee gëschter um „100,7“ geschwat huet a wéi et schéngt nach net wouss, wat hei alles géif lafen.

Madamm Presidentin, wéi sot de Premier esou schéin a senger Deklaratioun: „D'Regierung ass gudder Déng, dass mir bis Enn vun der Legislaturperiode e wesentleche Qualitätssprung am effentlechen Transport gemaach hunn.“ Als Spriecherin vun deene Grénge ginn ech dovun aus, dass den Här Bettel dat bei der Mobilité douce ganz genee d'selwecht gesäit. Et ass nämlech keen anere wéi hien, dee sech als fréiere Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg dovun iwwerzeege konnt, wéi séier dass d'Leit op de Vélo klammen, wann déi richtig Offer geschaaft gëtt, a wivill Liewensqualität mam Vélofuere verbonnen ass. A méi klengen Uertschafte wäert dat natierlech net anescht sinn.

An deem Sënn félicitéiere mir der Regierung a virun allem dem Nohaltegkeitsminister net nëmme fir seng Ennerstëtzung bei der Ausarbeitung vu kommunale Véloskonzepter, wou hie jo eng gewëssen Erfahrung huet duerch säi Schäfferotsposten aus der Vergaangenheet. Mir félicitéieren him och, dass en de Courage hat, an der Verwaltung vun de Ponts et Chaussées eng kleng Revolutioun anzelauden, vun där ee fréier nëmme konnt dreemen. Eng Revolutioun an deem Sënn, dass op Statsstroossen endlech Tempo 30 oder souguer Tempo 20 zougelooss wäerte ginn, an dass d'Gemengen och dozou engagéiert ginn, am Zentrum vun den Uertschaften op dee Wee ze goen, esou wéi zum Beispill Beetebuerg oder Diddeleng.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dee Moment kann de Vélo gläichberechtigt op der Strooss matfuere, brauch keng speziell Aménagement a gëtt endlech net méi als Steifkand vum Verkéier ugesinn. Och dat ass e Qualitätssprung, deen eist Land dréngend néideg hat.

Léif Kolleginnen a Kollegeen, als Spriecherin vun der grénger Fraktioun sinn ech frou, dass de Qualitätssprung am Beräich vun der Mobilitéit vun der grousser Majoritéit heibanne gedroe gëtt. Dat ass scho bal eng Ausnam. An ech sinn iwwerzeegt, dass dee Qualitätssprung mat dëser Regierung Realitéit gëtt.

Domat soen ech lech Merci fir d'Noluschteren a freeë mech schonn elo op d'Interventioun vun Kolleg Henri Kox, deen op den ëmwelt-politische Volet wäert agoen an dee ganz bekannt ass fir seng Virreiderroll am Kampf géint d'Atomenergie.

► **Plusieurs voix.** - Ooh! Très bien!

(Brouhaha général)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Madamm Lorsché. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Roy Reding.

(Interruptions diverses)

Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence.)

E bësse Rou am Sall, wann ech gelift!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Madamm Presidentin. Ech wollt mech jo eigentlech op de Logement konzentriéieren, maachen dat och, mä well d'Vertriederin, d'Spriecherin vun der Fraktioun vun déi gréng gemengt huet, am Süde géif déi Rumeur circuléieren, den Tram wier e Luxuskaddo fir d'Stad, do kann ech se berouegen: Vill Stater gesinn et net als Kaddo, a wann, dann als Cadeau empoisonné!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roy Reding (ADR).** - A wann Der dem Här Wiseler de Virwurf gemaach hutt, e wier net energiesch genuch erugaangen, en hätt net déi néideg Energie gehat, da soen ech: Dir hat net de Courage, fir d'Awunner ze froen, ob se deen Tram iwwerhaupt wëllen, dee Kaddo!

Zum Logement. Mir maachen hei net d'Debatt nei, déi mer gefouert hunn iwwert d'Wunnensbaupolitik vun dëser Regierung. Ech ginn nëmme an op déi puer Mesuren, wat der ganz weineg waren, déi elo hei nei annonciéiert gi sinn.

D'ADR kann dem Statsminister nëmme bäiflichten, wann e seet, dass déi gréisst Fro, déi e Stot sech hei zu Lëtzebuerg stellt um Enn vun Mount, déi ass: Wat bleift vu mengem Revenu Rescht, nodeem ech mäi Loyer bezuelen hunn oder mäi Prêt rembourséiert hunn? Net d'accord si mer als ADR awer, wann den Här Statsminister seet, seng Regierung hätt elo eng komplett nei Approche an dëser Saach. Beim allerbeschte Wëlle gesi mer keen Usaz, fir massiv méi bezuelbare Wunnraum ze schafen. Dass fréier ARBEDs-Terrainen elo op de Maart kommen, déi kënne rekonvertéiert ginn, dat ass eng wonnbar Saach, mä et ass sécher net de Mérite vun dëser Regierung!

Zwou steierlech Mesuren, déi ugekënnegt gi sinn, fanne mir besonnesch kritikabel. Dat Éischt ass, dass de Montant vum Bauspueren, deen ee ka steierlech geltend maachen, verduebelt gëtt bei Leit vun enner 40 Joer. Dat ass éischtens net sozial, well mer der Meenung sinn, dass déi Leit, déi ganz weineg verdéngen, guer keng Bauspuervertrag kënnen agoen. Et ass och net gerecht, well vill Leit eréischt méi spéit an hirer professioneller Carrière kënnen ufänken, Bauspuervertrag ze maachen. A wann ech eréischt ka mat 35, 38, 40 ufänken, ben, dann hunn ech nëmme e puer Joer laang de Benefiss vun Ärer Mesure. Virun allem awer ass et e Steierkaddo, mä sécher net eng Wunnensbaumasure! Mir denken net, dass méi a méi bezuelbare Wunnraum duerch dës Mesure geschaaft gëtt.

Dat wëllt Der maachen iwwert d'Taxatioun vun der Plus-value immobilière zu nëmme nach engem Véierelstaux amplaz engem hallwen, wou den Här Max Hahn op RTL scho gesot huet, an en huet et haut hei widderholt: „Dat sinn dem Tiger seng Zänn, fir d'Offer u Wunnraum spierbar ze dynamiséieren.“ Ben, Här Hahn, ech sinn der Meenung, dass ass keen Tiger a keen Zant, mä dat ass e Grëff an d'Motenkiste vu Mesuren, déi schonn e puermol probéiert goufen an déi ëmmer verworfen goufen an net zum Zil gefouert hunn. Ausserdeem gesinn ech net, wou méi Wunnraum geschaaft gëtt, well ech op mäin Okkasiounsappartement, deen ech verkafen, elo manner Steiere muss bezuelen.

Den Här Hahn huet awer eppes Interessantes gesot, dass sinn d'Baulandvertrag. An do war de Statsminister ganz evasiv a senger Deklaratioun. Mir wëssen net genau, wat do d'Regierung sech virstellt. Ech stellen awer fest, dass dat eng ADR-Propositiooun ass, déi opgegraff ginn ass. Den Alex Bodry huet gëschter gemengt, wann de Gast Gibéryen Bauminister wier, da géif net vill anereres geschéien. E hien, ech gesinn, dass dem Här Gibéryen seng Propositioone vun der Regierung opgegraff ginn!

(Interruption par M. Alex Bodry)

An eisem Programm, an eisem Programm,...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Déi éiweg Verdréiungen do!

► **M. Roy Reding (ADR).** - ...an eisem Wahlprogramm...

Kéint Der wann ech gelift den Här Bodry opfuere, mech schwätzen ze loosse?

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Okay, mä...

► **M. Roy Reding (ADR).** - Ech hunn net vill Zäit, e soll d'Héiflechkeet hunn, mech schwätzen ze loosse!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Bodry, wann Der eng Fro wëllt stellen, soss loosst den Här... Okay, den Här Bodry wëllt lech eppes froen.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Also an eisem...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech huele Fait personnel herno, et ass an der Rei, et ass gutt.

► **M. Roy Reding (ADR).** - An eisem Wahlprogramm steet: „Die ADR schlägt vor, dass bei der Erweiterung des Bauperimeters an dafür geeigneten Orten besonders darauf geachtet wird, dass keine unverantwortbare Preiserhöhung der betroffenen Grundstücke dadurch bewirkt wird. Zu diesem Zweck werden von der jeweiligen Gemeinde den Eigentümern der betroffenen Grundstücke faire Preise angeboten, die wesentlich über dem Grundstückswert eines zu Agrar Zwecken genutzten Grundstücks

liegen, aber auch merklich unterhalb der marktüblichen Preise für Baugrundstücke innerhalb des Bauperimeters. Grundstücke von Eigentümern, die nicht zu diesem Preis an die jeweilige Gemeinde oder den Staat verkaufen wollen, bleiben weiterhin vom Bauperimeter ausgeschlossen.“ Eng Mesure, déi mer proposéiert hunn, an déi elo dann - ech waarden awer gären op d'Detailer vum Statsminister - ëmgesat gëtt.

Déi haapt negativ Initiativ vun dëser Regierung war selbstverständlech d'Augmentatioun vun der TVA op de Logement! Net nëmme, dass doduerch bei Mietwunnengen d'Käschten an ergo och d'Loyeren ëm 14% eropgaange sinn, mä och bei Eegebedarf, duerch de Plaffong vun der TVA, déi ee konnt ofsetzen, gouf et eng negativ Konsequenz. Duerch de Plaffong vu 50.000 Euro ass dee Montant, deen nëmme mat 3% besteiert gëtt, vu 417.000 op 357.000 erofgaangen. Dat si 60.000 Euro manner oder, wann een et, wéi ech et schonn eng Kéier gemaach hunn, a Meter carréen ëmrechent zu engem Duerchschnittsmetercarréspräis, am Süde 16 m², déi den Eeigentümer sech haut manner ka leeschten!

D'ADR invitéiert d'Regierung, dës Mesurë réckgängig ze maachen oder zumindest - oder zumindest! - de Plaffong vun der TVA eropzesetzen.

Gëschter huet en aneren DP-Vertrieder sech hei gebretzt, d'Kannergeld hei am Land wier dat héchst wäit a breet. Ben, och d'Wunnpräisser sinn déi héchst wäit a breet! An duerch e Réckwärtsgang an der TVA-Logementsgeschichte wier ville Leit scho vill gehollef.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Bodry!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, ech wollt just nach eng Kéier drop awierken, well ech elo scho fir d'Zweet hei konfrontéiert si mat falschen Zitater, déi d'ADR-Vertrieder hei ubrénge. Ech hu gëschter net dovunner geschwat, dass, wann e Member vun der ADR Wunnensbauminister géif ginn, dat u sech näischt géif bewierken, mä ech hu gesot, dass de Problem net ze léisen ass! An och dat, wat elo hei virgestallt ginn ass vum Här Reding, dass ass alles anescht wéi d'Léisung vum Problem!

Duerfir hunn ech en Appell gemaach gehat a menger Ried gëschter, mir sollten all..., et sollt kee maachen, wéi wann dee Problem vun haut op muer ze léise wier! Wien dat mécht, dat ass e Ligener! Wien de Leit dat dote virgoukelt, dat ass e Ligener a mengen Aen! Duerfir hunn ech den Appell gemaach: Et soll een all déi gutt Virschléi vun alle Parteien huelen - dat kënne mengetwegen och déi vun der ADR/AFD sinn, domadder hunn ech guer kee Problem. Mä et soll keen hei de Leit eppes virgoukelen, dass deen dote schwierige Problem vum Wunnensbau, wou mer all Joers elo am Duerchschnitt iwwer 12.000 Leit hei bäikréien, dass mer dee vun haut op muer kéinte léisen! Wien dat mécht, dat ass e Ligener!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Här Bodry. Den Här Gibéryen wëllt reagéieren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Madamm Presidentin, ech wollt dem Här Bodry vun der Lëtzebuurger Sozialistescher Aktionärspartei soen,...

(Hilarité)

...datt, wann hien hei seet, de Problem am Wunnensbau wier net ze léisen, da froen ech mech, firwat dat e ganze Koup vun de Majoritéitsdeputéierte gëschter an haut hei opgetratt sinn a gesot hunn, si géifen e léisen!

(Interruption)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dee Problem ass net vun haut op muer ze léisen, wat ech grad elo eng Kéier hei gesot hunn!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, Dir sidd scho laang derbäi an der Regierung.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dir och, Dir och!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Awer net an der Regierung!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Mat schwätzen, mat schwätzen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Awer net an der Regierung!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Wann ech gelift, wann ech gelift!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Déck Bake maachen, jo!

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Wann ech gelift, wann ech gelift!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat maacht Der scho jorelaang an der Regierung.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Sou, den Dialog ass elo fäerdege zwëschen lech zwee! Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här David Wagner.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Madamm Presidentin. Madamm Presidentin, mir sinn déi éischt Finanzplaz vun der Eurozon, déi zweet an der EU an déi 14. Finanzplaz weltwäit. Mir sinn eent vun deene räichste Länner weltwäit a mir si superkompetitiv, enner anere, well d'Leit hei am meeschte schafften, no Rumänien, wourun de Marc Baum nach gëschter erënnert huet, an d'Betribler eng vun deene dëfste Besteuerungen hei hunn an no dëser Steierreform nach manner wäerte bezuelen.

Mä et ginn nach aner Realitéiten, déi dëser Regierung definitiv, mengen ech, net bewosst sinn. Déi aner Realitéit jeenseits vun der Big-Four-Realitéit, jeenseits vun der Fedil-Realitéit, dat ass, dass mer e Land sinn, wou ee mat engem Mindestloun ganz schlecht auskënn, well en ze déif ass. An déi, déi déif Salären hunn - an där ginn et der ëmmer méi -, déi kréien en anere Problem: Si ruiniéiere sech, fir hir Wunneng kënnen ze bezuelen, an dat trotz Triple-A, an dat trotz super Finanzplaz!

Am Triple-A-Lëtzebuerg ass et normal ginn, dass een 800 Euro, ouni Chargen natierlech, muss bezuele fir eng Réiffbud vun 20 bis 25 m². Am Triple-A-Lëtzebuerg kascht de Loyer vun enger normaler Wunneng am Duerchschnitt méi wéi en hallwe Mindestloun. Am Triple-A-Lëtzebuerg huet sech den Undeel vun deene Leit, déi méi wéi 40% vun hirem Revenu fir eng Wunneng ausginn, innerhalb vun néng Joer bal verduebelt. Am Triple-A-Lëtzebuerg ass et bal een Drëttel vun de Locataire, déi méi bezuele wéi 40% vun hire Revenu, an dat gëllt natierlech och fir déi Elengerzéiend.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Am Triple-A-Lëtzebuerg leeft bis een Drëttel vun de Leit, déi ënnert der Aarmutsgrenz sinn, an iwwerbewunnte Wunnengen. A schlussendlech, am Triple-A-Lëtzebuerg hu 74% vun de Locatairé kee Wahlrecht.

Dat riskéiert zwar mat der Zäit ze änneren, net dass se e Wahlrecht kréien, mä dass ëmmer manner Leit Propriétaire ginn. An dat ass de Problem mat dëser Regierung. Fir si ass Logementspolitik - dat wor och de Problem vun der viregter Regierung, dass muss een awer och soen -, fir si ass d'Logementspolitik haaptsächlech eng Politik fir Propriétaires.

Elo kommt Der natierlech a sot: „Aha, mir hunn awer ëmmerhin déi phenomenal, fantastesch Subvention de loyer!“ An ech géif lech awer erëm eng Kéier hei kënnen soen: Wat ass de Problem mat dëser Subvention de loyer? Wie bezilt déi Subvention de loyer schlussendlech um Enn? Et ass de Steierzueler, de besser verdéngende Steierzueler natierlech, de mëttel verdéngende Steierzueler, awer och de Steierzueler, dee ganz oder relativ ennen ass an deen, deemno wéi, selwer an de Genoss kënnst vun esou enger Subvention de loyer.

Dat ass de genialen Trick: Du hues e Loyer, deen ze héich ass. Du verdéngs net genuch, mä du kriss eng Hëllef, eng Hëllef, déi s' de awer och selwer mat dengen eegene Sue bezuelen hues. Dat ass e genialen Trick!

Wéi ech et virdu gesot hunn: Dës Regierung mengt de Wunnensproblem hei ze léisen, andeems d'Propriétaires u sech Kaddoe kréien, dat am Kader natierlech vun dëser Steierreform. Et gëtt gesot: „Et muss méi op de Marché“, an dofir gëtt de Besteierungstaux vun der Plus-value nom Verkauf vun enger Immobilie vun der Halschent op e Véierel erofgesat. D'Propriétaire soen natierlech Merci.

An dann natierlech och de Plaffong vum Abatement beim Bauspuervertrag fir Jonker, also déi, déi manner wéi 40 Joer al sinn. Et freet mech ze wëssen, dass an der Tëschenzäit Jonker manner wéi 40 sinn - fréier war et 35 -, dann zielen ech nach dozou. Dat ass vläicht gutt fir déi, déi an dëser Situatioun sinn, fir iwwerhaupt esou e Prêt kënnen ze maachen. Mä wat, wann et guer net geet, fir an de Genoss vun esou engem Prêt ze kommen? Well den Aarbechtsmarché fir Jonker, déi ëmmer méi al ginn, ëmmerhin - mä dat ass eppes Positives -, deen ännert ëmmer méi.

Et huet een heiansdo den Androck, dass dës Regierung nach ëmmer an den 80er Jore stieche bliwwen ass. Versicht emol eng Kéier, e Prêt ze kréien, wann ee vun engem Kuerzzeitvertrag op en anere Kuerzzeitvertrag muss



wandern! Well dat ass eng nei Realitéit vu Jonken, an dat wesse mer. An da versicht en emol och vläicht, e Prêt ze kréien am Mindestloun oder och iwwert de Mindestloun, e puer Honnert Euro méi iwwert de Mindestloun, dat geet och net!

An dann huet een och nach vläicht aner Mesuren, déi virgeschloe ginn, wéi den ofsetzbare Montant op Débiteurszënsen bei engem Prêt immobilier. Gutt fir déi Leit, mä dat betrëfft eng Kategorie, erëm eng Kéier, vun der Bevëlkerung aus de sougenannten „Mittelschichten“ oder der „Klengbourgeoisie“, ech weess net, wéi een dat soll bezeichnen, déi iwwerhaapt a Fro komme fir esou e Prêt. Dat heescht, dat ass erëm esou eng Aart Schwindel. Et gi Mesurë presentéiert fir déi Bessergestalt an déi ginn als Sozialmesur verkaaft. Dat ass quasi, wéi wann zum Beispill en Abatement géif eropgesat gi fir Aides à domicile an dat géif duerno als Mesur verkaaft gi fir Botzfrauen.

Här President, den Här Bodry huet gëschter gesot, et hätt keen hei eng Léisung, fir de Logementsproblem innerhalb vu kuerzer Zäit ze regelen. Dat ass net falsch. Dat ass net falsch, et ass souguer richtig! Och mir vun déi Léink behaupten net, mir hätten d'Léisung, fir kuerzfristeg de Logementsproblem ze léisen, deen duerch eng jorzéngtenal desastréis Politik, oder besser gesot „Netpolitik“ entstanden ass. En huet och gesot, et misst ee mindestens 4.500 Wunnengen d'Joer bauen, fir nozkommen. Et kéint ee souguer driwwer goen: De LISER geet op 6.500 Wunnengen.

Et mécht kee Sënn, sech op eng magesch Zuel festzeleeën op jidde Fall, well ënner anerem och souwisou déi Zuel an d'Bauen net déi eenzeg Léisung sinn. Et ginn nach aner Achsen, a wat fir eng Richtung ee ka goen. Zu Lëtzebuerg ginn et wahrscheinlech tëschent 10.000 an 20.000 eidel stoend Wunnengen, déi ganz oft als Spekulationsobjekter déngen. An do muss een drugoen!

An do kann een och mat verschiddene Moosnamen drugoen, zum Beispill déi Spekulationsobjekter richteg taxieren: eemol, zweemol, dräimol, fir dat et och net méi interessant soll ginn, fir ze spekulieren. A wann dat net duergeet, da kann och eng effentlech Agence kommen, déi Wunnengen oder Terrainen temporairement iwwerhuelen, bebaue respektiv Locatairen drasetzen zu engem normale Loyer. An da kann de Propriétaire dat erëm zrëckkréien.

Et ginn och aner Mesuren, déi ee kann huele fir d'Locatairen, richteg Mesuren, well d'Locatairen, déi hu Rechter hei zu Lëtzebuerg! Et ass net, wéi wa se keng hätten! Ob se hir Rechter ëmmer kennen, dat ass eng aner Fro. Dofir hu mir och als Léink eng Broschür erausginn, wou d'Leit opgekläert ginn, och d'Locatairen iwwer hir Rechter opgekläert ginn. Dat kënne se och op eisem Site fannen, wa se eis net grad op der Strooss gesinn. Mä et geet natierlech och net duer, op d'Rechter opmierksam ze maachen. Si mussen och déi Rechter kenne gëlle looslen. Dofir muss een och déi verschiddene Loyerskommissiounen, déi an de Gemenge plus ou moins gutt funktionéieren, eendeiteg stäerken.

Mä och wa Locatairë Rechter hunn, brauche se der awer ëmmerhi méi. Do muss ee sech e puer Saachen iwwerleeën, och wat d'Transparenz vun de Loyerer ugeet. Déi sinn zurzäit plafonéiert op 5% vum Capital investi. Dat ass deemno wéi eendeiteg driwwer. Dat muss ee kenne staffelen. Dat misst een och kenne regional staffelen. Dat wier eng vun deene Méiglechkeeten.

An da kann ee sech och iwwerleeën, firwat de Locataire muss d'Kommissioun un d'Agence bezuelen, amplat de Propriétaire. Et kéint ee sech virstellen, datt de Propriétaire dat iwwerhëlt. Et kéint ee sech och virstellen, datt een d'Kautioun limitéiert op eemol de Loyer, amplat zwee- oder dräimol, wéi dat Usus ass zurzäit. Well 3.000 Euro oder 4.000 Euro, grad fir e Locataire, déi Liquiditéit einfach emol eng Kéier dohinnerzestrecken, dat ass guer net einfach.

An da muss natierlech massiv gebaut ginn an et muss och erschwénglech gebaut ginn. Et geet net just duer, datt massiv gebaut gëtt, mä et muss erschwénglech gebaut ginn an net onbedéngt nëmmen an der Vente. Well ech mengen, et misst een iergendeng Kéier verstoen: Déi frai Maartwirtschaft, déi kritt dat net geregelt. Do muss déi effentlech Hand massiv agräifen.

An och wann d'SNHBM oder de Fonds du Logement bauen - wat och nach net duergeet -, et kann een natierlech och net zauberen a vun haut op muer alles nohuelen, mä et geet eendeiteg net duer. An da muss een och nach kucken, wat zur Vente a wat zur Locatioun zur Verfügung gestallt gëtt. A leider ass et nach ëmmer esou, datt e vill ze vill grouse Batz zur Vente dohinnergesat gëtt.

Dofir menge mir och, datt u sech Lëtzebuerg eng Wunnungsbaugesellschaft bräicht, déi selwer baut, déi selwer keeft, déi selwer eng richteg Wunnungsbaupolitik mécht, déi selwer och Leit astellt, déi schaffen, well dat ass nach en aneren Aspekt hei zu Lëtzebuerg: Déi Leit, déi um Bau schaffen, mir mussen awer och kloer sinn, dat si richteg zum Deel Sklavenhaltertributer! A mir wëssen - et ass souguer eng Reportage komm, a wann een och mat deene Leit schwätzt -, déi hu souguer Angscht, fir sech gewerkschaftlech ze organisieren, well do d'Aarbechtsverhältnisse immens schwéier sinn. An da wier et vläicht och besser, wann déi Leit kéinten eng gutt Aarbecht hunn an enger effentlecher Baugesellschaft. Dat géif och nach dee positiven Aspekt hunn.

Voilà. Dat si just e puer Saachen, déi mir nach zum Logement ze soen hunn. De Rescht fënnst een op eisem Site. Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wagner. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Léif Kolleegen, et huet mer gutt gefall, datt de Premier sech a senger Ried direkt e puermol op de Sozialalmanach referéiert huet an déi sozial Problemer ugeschwat huet, net nëmmen am Allgemengen, mä och aus der Siicht vun deem Einzelnen, vun deem Betreffenen. Wann d'Regierung an deem Débat vill Wäert geluecht huet op den Aarmutrisiko, dee weider klëmmt, an et zu enger Prioritéit erkläert, d'Aarmut ze bekämpfen, dann éiert dat si.

Den Alex Bodry huet gëschter dovun geschwat, datt et verständlech ass, datt d'Opposition näischt ka guttheeschen, wat d'Regierung mécht, an datt d'Majoritéitspartei gradesou d'Tendenz hunn, alles, wat d'Regierung mécht, an den Himmel ze luewen. Erlaabt mer wann ech gelift, datt ech mech net just wëll an deem dote Kader, an deem doten traditionelle Schema bewegen, well ech der Meenung sinn, datt esou een Débat wéi deen, dee mer haut féieren, och muss d'Geleeënheet sinn, op Mësstänn opmierksam ze maachen.

Bei alle gudden Zuelen, déi mer hei an deene leschten Deeg héieren hunn, sief et zu eise Wirtschafswuesstum, zu de Statsfinanzen, zur ekonomescher Weiderentwécklung, esou ass d'Eropgoe vum Aarmutrisiko e schwaarze Fleck op eiser West, op der West vun der Lëtzebuerger Politik. Et ass e schwaarze Fleck, dee mer muss lassginn, well et ass eng Schan fir eist Land, datt 16% vun de Stéit an eise Land de Risiko droen, an d'Aarmut erofzerutschen, wa gläichzäitig eis Wirtschaft boomt.

Dat heescht näamlech, datt de Räichtum, dee mer an eise Land schafen, nach ëmmer net gerecht verdeelt gëtt. An dat géllt et ëmzekéieren. Wéini, wann net haut, muss mer dat ugoen? Wéini, wann net elo, wou mer erëm Wuesstum hunn, hu mer d'Méiglechkeet, dat ze maachen?

Ganz besonnesch wichteg ass do natierlech d'Problematik ronderëm de Präis vum Wunnen. De Premier huet recht, wann e behaupt, datt fir ganz vill Leit an eise Land eng Fro all Mount erëmkennt, näamlech déi, wat nach iwwreg bleift, nodeems d'Loyerer oder de Prêt vum Kont ofgaange sinn.

Ech hunn et ewell dëst Joer hei op der Tribün gesot: Et sinn net onbedéngt d'Paieren, déi ze kleng sinn, et sinn net eis Sozialtransfere, déi dacks net duerginn, et ass d'Wunnen, dat de Bierger e Lach an de Portmonni frësst. An ech weess, deen dote Constat gëtt gedeelt vun deenen allermeeschten heibannen. Mir haten dëst Joer ewell d'Geleeënheet, e breeden Débat ze féieren iwwert de Logement. En interessanten Débat, wou ech mengen, datt mer vill gutt Pisten opgezeecht hunn, fir dem Problem vun der Präisexplosioun um Wunnungsmaart entgéintzewierken, an dat souwuel vun där enger Säit vum Plenum wéi och vun där anerer Säit.

Ech brauch dofir villes net méi ze widerhuelen, mat enger Ausnam awer: Zanter dem 1. Januar 2016 gëtt et déi Loyerssubventioun. Ech erënneren dorunner, well ech mech dergéint wieren, datt heiansdo gemaach gëtt, wéi wann dat guer näischt wier. De Stat hëlt hei 29 Milliounen, dovunner 21 nei Milliounen, a leet se beim Loyer bäi bei deene Stéit, déi et am néidegsten hunn. Dat ass konsequent Aarmutsbekämpfung!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - An ech wëll dofir eise Kolleg, dem David Wagner, widderpräichen, wann hie behaupt, d'Loyerssubventioun géif herno an den Täsche vun de Propriétaire landen. Dat géif näamlech bedeuten, oder dat géif datselwecht bedeute bei allen anere Sozialtransfere. Dat géif also bedeuten, datt, och wa mer géifen den RMG erhéi-

jen, wa mer géifen de Chômage erhéien, wa mer géifen d'Kannergeld erhéien, automatesch alleguerten déi Suen, déi mer an d'Sozialtransfere stiechen, herno bei de Propriétaires an den Täsche landen. An déi Meenung, déi deelen ech net.

► **M. David Wagner (déi Léink).** - Dat ass awer kee Sozialtransfer. Bei de Sozialtransfere, do cotiséiert zum Beispill d'Patronat.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Jo, ech denken, datt egal wat fir eng sozial... An där dote Logik missten alleguerten d'Mesuren, déi mer huelen, wou mer de Leit eng Ennerstëtzung ginn, déi haaptsächlech op Ennerstëtzung ugewise sinn..., datt automatesch déi Suen erëm herno géife beim Propriétaire an der Täsch landen. An ech mengen, dat ass d'Saach ze kuerz gekuckt an ze einfach gesinn!

Ech sinn op jiddwer Fall der Iwwerzeegung, datt déi Loyerssubventioun wäert hëllefen. An ech si ganz gespaant, wa mer no engem oder no zwee Joer wäerten de Point maachen, wat dobäi erauskomm ass. An ech mengen, datt déi Leit, déi déi Subventioun haut kréien, alleguerten immens frou doriwwer sinn.

Ech géif och gären op déi eng oder aner Mesur agoen, déi an der Ried vum Premier ugeschwat gouf an déi d'Regierung notament an der Steuerreform proposéiert.

Net jiddweree ka selwer Propriétaire ginn, sot de Premier, an en huet och recht! Ech géif awer gären hannendrunhänken, datt et deen evidenten, natierlechen Usproch vu jiddwerengem muss kënne sinn, iergendwann emol Propriétaire vu senger Wunneng ze ginn, an datt deenen a mengen Ae legitimme Wonsch och soll vum Stat ennerstëtzt ginn.

Mir Sozialiste begrëissen do, datt d'Beträg eropginn oder souguer verduebelt ginn, déi ee beim Bauspuere ka steierlech ofsetzen, grad wéi d'Scholdzënsen. Dës Mesurë reie sech a bei déi aner sëlliche Moosname fir d'Férdere vum Eegenheim, déi mer alleguerten hei am Haus d'lescht Joer beim generellen Débat guttgeheescht hunn.

Ech hunn awer meng Ried ugefaange mat deem Sozialen a ganz vill, ech géif souguer soen, déi allermeescht vun deenen, u déi mer denken, wa mer iwwert deen Aarmutrisiko schwätzen, dat si Locatairen. Et ass dofir ze begrëissen, datt mer eise Parc locatif, an do besonnesch eis Sozialwunnengen, wëlle konsequent ausbauen.

Am Verglach mam Ausland sti mer mat eisen 2% Sozialwunnenge par rapport zum gesamte Wunnungsbestand ganz schlecht do. Dofir begrëisse mir Sozialisten d'Efforte vun der Regierung, fir méi Wunraum, neie Wunraum, awer virun allem soziale Wunraum ze erschleissen.

D'Promoteurs publics, wéi d'SNHBM an och dee reforméierte Fonds du Logement, sollen an Zukunft vill méi Wunraum realisieren, sief et fir d'Locatioun oder nach d'Vente. Dat ass richteg. Allerdéngs muss si grad wéi de Stat oder d'Gemengen och emol un Terrainen kommen, ier se kënne lassbauen. De Baulückeprogramm ass een Outil, wou mer gespaant sinn, wat deen herno bréngt wäert. Och déi Terrainen, déi op fréiere Frichë vun der Industrie leien, si wëllkomm, fir neie Wunraum ze schafen.

Donieft gëtt d'Regierung iwwert d'Steierreform en Incentive fir Privatleit, hir Terrainen ze verkaufen, andeems bis Enn 2017 d'Plus-value op de Ventë just nach zu engem Véierel besteiert gëtt. D'LSAP steet hannert där Moosnam an erhofft sech dovunner, datt domadder de Marché kann dynamiséiert an d'Offer an d'Luucht gedriwwen ginn.

Allerdéngs ass et fir eis Partei awer gradesou kloer, datt dës Mesur zäitlech begrenzt muss sinn. An eisen Ae muss och duerno méi konsequent d'Besteuerung vu broochleiden Terrainen oder eidele Wunnenge kommen. Et ass dat och eng Fro vun der Gerechtegkeet, an d'Spekulatioun solle mer op deem Wee an de Grëff kréien.

D'Loyerer, déi ee fir eng Wunneng kritt, déi een un d'Agence Immobilière Sociale verloungt, sollen em 50% steierlech exoneréiert ginn. Dat ass an eisen Aen eng effikass Mesur, fir de Manktum u Sozialwunnenge méi kleng ze maachen. An et kann een der Regierung dofir och féliciteieren.

Ech géif et schued fannen, wa mer an esou engem Débat wéi haut just géifen d'Regierungspolitik kommentéieren. Et muss och bei deem Débat erlaabt sinn, en Ustouss ze ginn oder eng Fro opzuerwerfen. Mäin Uleies dréint em d'Definitioun vum soziale Wunnungsbaun. Mir alleguerten huelen dat Wuert gären an ëmmer erëm an de Mond, mä mir versti wahrscheinlich alleguerten eppes anescht dorënner.

Wat ass genee eng Sozialwunneng? Geet et do just em d'Grësst oder d'Qualitéit vun der Wun-

neng? Spillt do net awer och virun allem de Präis mat? A wa jo, orientéiert sech dese Präis un de Präisser vun de Wunnengen an der direkter Ëmgéigend oder misst dat awer net e bësse méi subtil sinn?

Well et keng kloer Definitioun gëtt, gëtt d'Interpretation och iwwerall anescht gemaach. Wann zum Beispill um Lampertsbiereg eng Wunneng fir 7.000 Euro de Meter carré verkaaft gëtt - bei zum Beispill, en hypotheetesche Fall, engem PAP vun iwwer engem Hektar -, déi zu deenen 10% Logements abordables gehéiert, da läit dat vläicht, déi 7.000 Euro de Meter carré, ënnert dem gewinnne Präis vun de Wunnengen an deem Quartier. Mä et géif jo awer kengem afalen, fir bei esou engem Tarif vu soziale oder abordable Wunnungsbaun ze schwätzen!

Wier et net gutt, fir an dese Fäll déi national Wunnungsbaugesellschaft méi staark matanzubannen? Ech géif dofir der Regierung a speziell dem Minister fir de Logement gären un d'Häerz leeën, sech mat deeser Problematik ze befaassen.

An deem Kader wëllt ech och d'Bereitschaft vu menger Partei weisen, iwwert deen ominéisen Taux vun 10% ze diskutieren, déi ebe bei engem Projet vun iwwer engem Hektar mussen fir de soziale Wunnungsbaun reservéiert ginn. Mir kéinten eis virstellen, deenen Taux méi héich ze leeën, awer virun allem déi ganz Bestëmmungen nach eemol op de Leescht ze huelen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Cruchten. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas wann ech gelift.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et stellt wuel kee méi a Fro, datt den Term „Développement durable“ aus dem normale Sproochgebrauch net méi ewechzedenden ass. A praktesch all Secteur an der Politik, deen als wichteg duergestallt gëtt, dee gëtt sech natierlech och mam Term „Développement durable“ of. Dat kléngt gutt. Dat kléngt zäitgeméiss. Mä et muss een allerdéngs oppassen, datt een deen Term och net ze vill strapaziéiert.

Wat bedeit iwwerhaapt „Développement durable“? Ech mengen, mir wëssen dat alleguer heibannen. An einfache Wieder ausgedréckt heescht dat, datt net méi verbraucht däert ginn, wéi nowuesse kann oder sech regeneréiere kann.

Ech wëll dofir kuerz op dräi Voleten agoen, wou d'Nohaltegkeet eng besonnesch Roll spillt: d'Landwirtschaft selbstverständlech, de Gewässerschutz, deen nach net besonnesch hei thematiséiert ginn ass, an dann awer och nach d'Mobilitéit.

Ech mengen, et ass kee Beruufsstand, deen de Moment esou ënner Drock steet wéi ebe grad d'Landwirtschaft. Ech erënneren drun, datt net méi spéit wéi de leschte Samschdeg jo och eng Manifestatioun hei an der Stad war vun 22 ONGen, déi sech ebe fir eng méi nohalteg Landwirtschaft agesat hunn. Datt déi biologesch Landwirtschaft ouni Zweifel an Zukunft nach méi staark muss ennerstëtzt ginn, och dat gëtt net a Fro gestallt. Dat neit Agrargesetz, wat mer jo hoffentlech wäerten d'zweet Woch Mee hei diskutieren, wäert an deem Sënn och nei Akzenter setzen. Dowéinst ginn ech och haut net weider dorobber an.

Eppes ass ganz kloer, eng nohalteg Landwirtschaft heescht awer och, datt se méi naturgerecht gestalt gëtt, a virun allem, datt och manner Pestiziden an Zukunft agesat ginn. Ech wëll och an deem Kontext hei un d'Pestizidgesetz erënnere vum 11. Dezember 2014, do goufe jo schon nei Akzenter gesat.

An da war och do virgesinn, datt en nationalen Aktionsplang vun de Pestizide soll opgestallt ginn. Den 30. Januar 2014 war schon en eisichte Projet virgeluecht ginn. All fënnf Joer muss dee jo ugepasst ginn. An de Landwirtschaftsminister Fernand Etgen huet en de leschten 13. Abrëll der Effentlechkeet presentéiert. An net méi spéit wéi muer de Mëtteg si jo och dräi Kommissiounen convoquéiert, wou de Landwirtschaftsminister dann am Detail nach eng Kéier wäert dee Programm do prezis presentéieren.

Stellvertriedend fir déi Diskussioun em d'Pestizide wëllt ech dann och kuerz hei op de Glyphosat agoen. Dat ass eng Diskussioun, déi natierlech och ganz vill mat Emotiounen gefouert gëtt. Och do läit eis jo eng Petitioun mat 5.000 Ennerschrëfte vir, laut där de Glyphosat soll verbuede ginn.



Ech wëll allerdéngs do zum Beispill op der AESA hiren Avis hiweisen, dat ass d'Autorité européenne de sécurité alimentaire, déi seet, um techneschen Niveau géif de Glyphosat d'Konditiounen erfëllen, fir datt op Basis vun der europäescher Legislatioun d'Zouloossung vun dem sem Produit ka verlängert ginn, esou wéi d'Kommissioun ënnert dem Här Juncker dat jo awer och ugedeit huet. Do war en éischte Vott, wou d'Lëtzebuurger Regierung sech enthalen huet.

Jiddefalls eppes ass kloer: Och de Glyphosat wäert an Zukunft - net nëmmen deen - fir hefteg Diskussiounen suergen. An do ass jo och de Centre international de recherche, deen huet 2015 scho festgehalen, datt d'Méiglechkeet vun enger Kriibsbildung duerch eben den Asaz vum Glyphosat net vun der Hand ze weisen ass.

Jiddefalls eppes ass ganz kloer: Iwwert de Glyphosat eraus muss d'Regierung an Zukunft ganz virsiichteg ëmgoe mat der Problematik Pestiziden an net zécken, och do e Verbuet auszespriechen, wa wuelweislech nogewise ka ginn, datt eppes e Problem fir d'Gesondheet vum Mënsch kann duerstellen.

Mir bewegen eis natierlech an där Problematik permanent an engem gewëssene Spannungsfeld. Eng wesentlech Fro, déi sech natierlech dann opdrängt: Ass eng modern Landwirtschaft och ouni den Asaz vu Pestizide méiglech? Hei ginn d'Meenungen natierlech kloer ausernee. Eppes ass evident - ech mengen, och hei muss een eng rationell, eng éierlech Approche huelen -, vun haut op muer kann een net einfach esou op toxesch Sprézmëttele verzichten.

Et dierf een och net vergiessen, datt, wa mer manner Pestiziden an Zukunft asetzen, datt dat awer och heescht, datt méi mënschlech Aarbecht muss geleescht ginn. Wat heescht dat konkret am Endeffekt? Ma méi en héije Präis fir de Produit ze bezuelen!

An dowéinst soll een och hei och emol erëm eng Kéier en Appell och un de Konsument maachen. Et ass ëmmer ze vill einfach, mam Fanger op d'Politik ze weisen, mam Fanger op de Bauer ze weisen. Mä och de Konsument huet eng Roll ze spillen: datt e bereet ass, dann awer fir Qualitéitsproduiten och deementsprechend e Präis ze bezuelen. Well wann ee wëllt eng modern Landwirtschaft ënnerstëtzen, dann huet een och als Konsument, wéi gesot, eng grous Verantwortung. Da muss ee sech och fir eng aartgerecht Déierenhaltung, zum Beispill, asetzen.

An och hei soll awer nach eng Kéier ënnerstrach ginn, datt et falsch ass, datt mer ëmmer déi traditionell Landwirtschaft verdäiwele wëllen. Et dierf ee jo awer net vergiessen, datt duerch d'Entwécklung vun der Landwirtschaft awer och ganz vill Problemer geléist goufen. Hongersnout ass e Friemwuert an eise Géigenden, obwuel dat viru Jorhonnerten net onbedéngt de Fall war.

Wat och wichteg ass, ass, datt net nëmmen de Konsument, mä de Bauer selwer och beschtméiglech informéiert gëtt. An dowéinst wëll ech och op zwou interessant Neierungen um Niveau vum Landwirtschaftsministère hiweisen. An zwar ginn do a kierzester Zäit elo nei Sitten, nei Internetsitte kreéiert. Engersäits ass et deen, wou de Konsument soll méi informéiert ginn iwwert d'Notze vun nationale Produiten. Dann ass och virgesinn, datt elo am Hierscht soll e Magazin duerch d'ganz Land verdeelt ginn, wou och do en Opruff gemaach gëtt, fir sech, wéi gesot, an Zukunft nach méi verstärkt op Produiten aus dem Lëtzebuurger Land ze konzentréieren.

Dann ass et en zweeten Internetportal, dee méi spezifesch fir eben d'Bauern ass, fir datt och d'Bauere gesinn, wéi an Zukunft am Fong geholl eng Simplification administrative fir si ka gëllen, och wou se sech mussen hiwinnen, fir déi néideg Hëllef kënnen ze kréien.

Positiv ass och, datt de Landwirtschaftsminister Etgen - an de Statsminister ass och drop agaan - elo sougenannt „Assises agricoles“ virgesäit. An ech muss awer éierlech soen, do war ech awer e bësse verwonnert iwwert d'Aussoe vun der Vertrieederin vun der CSV vu gëschter, déi dat esou duergestallt huet, wéi wann dës Regierung keng Iddien hätt an dowéinst misst déi Assisen organiséieren. Ech gesinn dat ebe just ganz anescht. Hei ass et richtig, datt en den Dialog mat den Akteure sicht. An ech kann och soen, datt d'Resonanz elo scho ganz grous ass, datt näamlech scho vill Berufsvorbänn, datt Leit aus dem Secteur selwer scho positiv reagéiert hunn, dem Landwirtschaftsminister hir Virstellungen ënnerbreet hunn, wéi

déi Assisè sollen organiséiert ginn. Dowéinst, mengen ech, muss een also hei eng aner Interpretatioun maachen, wéi dat vun anere Leit hei scho gesot ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwer Landwirtschaft schwätzen, da si mer och ganz séier beim Gewässerschutz. Ech mengen, och dat ass e ganz wesentlech Thema. Ech sinn och frou, datt de Statsminister a senger Ried och op dee Volet agaangen ass. Eppes ass kloer: De Gewässerschutz, et muss een dat esou daitlech hei soen, kënnst ëmmer erëm héich an d'Aktualitéit, wann erëm Accidenter geschitt sinn. Dat war de 17. September 2014 zu Witry an der Belsch. Dat war elo rezent bei der Goodyear op der Atert. Iwwerens waart een do nach ëmmer op zousätzlech Erklärungen, well een iwwert d'Press gewuer gëtt, datt dee Problem anscheinend nach ëmmer net geléist schéngt ze sinn. Vlächcht kann d'Madamm Minister eis do herno nach eppes méi Geneeës matdeelen.

Jiddefalls, wat d'Bewirtschaftung vun eise Gewässer an der Zukunft ubelaangt, ass och do jo e voluminöse Plang elo virgeluecht gi fir déi Periodes vun 2015 bis 2021. Dee Plang huet net manner wéi 370 Säiten, dee jo och de Gemengen ënner anerem pour avis virgeluecht gi war. An et huet een allerdéngs misse feststellen, datt e gudden Deel vun de Gemenge sech net ugesprach gefillt hat, fir dorobber ze reagéieren.

Eppes ass kloer, an do brauch ee kee grouse Spezialist ze sinn: Mir hunn nach ganz seriö Problemer mat der Qualitéit vun eise Gewässer. Zum Beispill weise 65,69% eng onbefriedigend Qualitéit op a 7,84% gi carrément als schlecht duergestallt. Enn 2015 hätte mer u sech missen dat Zil errechen, datt eis Gewässer an engem gudden Zoustand wieren. Och do brauch ee kee Kommentar driwwer ze verléieren. Mir sinn nach ganz wäit dovun ewech. Jiddefalls spéitstens bis d'Joer 2027 misste mer laut dem Artikel 4 vun der Waasser Rahmenrichtlinie all déi Virgabe respektéiert hunn.

A wann een da bedenkt, datt mer zënter 2013 jo mussen eng Strof bezuelen, eng direkt Strof vun zwou Milliounen, plus 2.000 Euro den Dag, well mer eben, wéi gesot, déi Ziler nach net errecht hunn! An ech zitieren och hei de Statsminister - et ass awer en Emdenken do, et ass eng nei Dynamik am Gewässerschutz ze erkennen - an den Här Bettel huet gesot: „Dat war d'Politik bis 2013. Zanterhier ass den Ofwaasserberäich nei dynamiséiert ginn.“ Et kann een nëmme soen: Et ass och héich Zäit ginn!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn hei zu Lëtzebuerg de Moment 242 Kläranlagen, dovun 125 mechanesch. Een, deen e bëssen eppes vum Kläranlagensystem kennt, dee weess, datt déi mechanesch éischer Gëftdippe sinn, wéi datt se eppes Positives fir d'Qualitéit vun eise Gewässer bewierken. Dat maachen insgesamt 1.035.000 EWGer aus, also si 96% vun der Populatioun u Kläranlagen ugeschloss.

Da géif ee jo direkt do ofleeden, datt mir hei zu Lëtzebuerg eis op alle Fall beschtméiglech schonn op deem Niveau entwéckelt hätten. Mä dat muss een awer ganz staark relativéieren, well et kënnst jo virun allem awer op d'Qualitéit vun de Kläranlagen un. Ech hu scho vun deene mechanesche geschwat. Ech muss awer och op déi aner hiweisen, wou et oft un där véierter Stuf, un der Denitrifikatioun feelt. An da sinn 20% vun de Kläranlagen iwwer 30 Joer al. Och dat seet genouch aus. Déi sinn allerdéngs dann net méi um leschte Stand vun der Technik. Och hei muss mer natierlech nach zousätzlech Efforte maachen.

Ech weisen, zum Beispill, och op eng nei Mikropollutioun hin, wéi zum Beispill Medikamenteréckstänn an de Gewässer an natierlech och virun allem Pestiziden.

Eppes ass sécher: Mir mussen awer net nëmmen um Niveau vum Bau vun de Kläranlage reagéieren, mir mussen och Kreditter fir nach aner Moosnamen zur Verfügung stellen. Ech denken zum Beispill u Reeniwwerlafbecken. Dat kascht natierlech alles Geld. Och dat muss mer dem Bierger ganz éierlech soen. Dat wäert och säin Nidderschlag op d'Gestaltung vum Waasserpräis fannen.

A schlussendlech dierf een awer och hei d'Industrie net aus der Pflicht loossen. An ech beruffe mech hei op Aussoen aus deem scho virgenanntem, zitierete Rapport: Net manner wéi aacht Betriber - net manner wéi aacht Betriber, wéi gesot - iwwerschreiden de Moment och déi sougenannt Schwellewäerter.

E wesentlechen Aspekt vun dem Gewässerschutz ass natierlech och d'Renaturéierung. An och do sinn ech frou, datt de Statsminister kloer gesot huet, datt dës Joer am Fong geholl den Akzent géif op d'Renaturéierung geluecht ginn, well och do kéint een eng Lëscht, eng laang Lëscht virleé u Gewässerleef - et kann een net méi vun engem Gewässerlaf schwätzen -

ma wéi maltrahéiert déi an deene leschte Jorzéngte gi sinn an déi sech haut am Fong nach just duerch esou e Kanal quälen och béidsäiteg vu Bëton verbaut sinn. Ech mengen, dat si Biller, déi ee vill ze vill oft och nach an deem Land gesäit. An domadder zerstéiere mer d'Selbstrengungskraaft vun eise Gewässerleef. Och dat muss der Vergaangenheet an Zukunft ugehéieren.

Interessant ass allerdéngs, an ech beruffe mech och hei op d'Ausso vum Statsminister, datt an deem neie Waasserschutzgesetz - vlächcht kann een och do gewuer ginn, wéi wäit datt d'Viraarbechte sinn - virgesinn ass, datt an Zukunft och sollen Hëllef fir Privatleit an och Betriber accordéiert gi bei Renaturéierung.

Da gëtt et natierlech nach vill aner Pollutiionsquellen. Ech ginn net am Detail drop an. Mä eis Stroossen zum Beispill, wat vill ze vill ënnerschätzt gëtt, wéivill do iwwert d'Iwwerflächegewässer och an eis Gewässer kënnst, oder och deen Allaaschkadaster, deen 10.000 Plazen oplëscht, wou nach potenziell Gefore bestinn, fir d'Gewässer ze belaauchten.

Da gëtt et natierlech och nach aner Aspekter, d'Querbauwierker zum Beispill, déi ganz vill dozou bäidroen, datt, wéi gesot, dee Selbstrengungssystem awer ganz staark ageschränkt gëtt, a schlussendlech eist Grundwaasser, wou jo d'Spezialiste ganz kloer soen, datt quasi 70% mat Pestizide belaaucht sinn.

Ee leschten Aspekt, wat de Gewässerschutz ubelaangt, ass och de Klimawandel, wat munchmol ënnerschätzt gëtt. Mä de Klimawandel wäert dozou bäidroen, datt zum Beispill d'Temperatur vu Gewässerleef wäert och an deenen nächste Jorzéngten an d'Luucht goen, a besonnesch fir méi kleng Gewässerleef wäert dat eng ganz grous Katastroph duerstellen. Et gëtt zum Beispill gerechent, datt eenzel Flëss op iwwer 25 Grad de Summer usteige wäerten. Wat dat fir Konsequenze fir d'Fauna an d'Flora huet, brauch een hei wuel net am Detail nach eng Kéier ze erklären.

Allerdéngs, an ech beruffe mech hei op Aussoen, déi de Statsminister respektiv de Statssekretär déi lescht Deeg gemaach hunn, och wat eis Aarbechten um Niveau vum Klimaschutz ubelaangt. Ech mengen, do huet Lëtzebuerg vill gutt Efforten ënnert der neier Regierung gemaach. Dat ass och gutt esou, ouni datt ee sech elo soll nëmmen op d'Schëller klappen. Et soll een an deem Sënn weiderfueren.

An ech wëll och nach eng Kéier drop hiweisen, datt och d'Umweltministesch jo bei der COP21 zu Paräis eng ganz gutt Roll gespilt huet an do besonnesch jo och Lëtzebuerg exzellent vertueden huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer vlächcht nach kuerz dann op e leschte Secteur anzegoen, wou dann eben och den Term „Développement durable“ net nëmmen dierf eng Kroun duerstellen, mä awer och muss esou gelief ginn, dat ass d'Mobilitéit, de Verkéier. Doriwwer ass de Moie scho ganz vill geschwat ginn, och zu Recht! An och dat ass staark vum Statsminister Xavier Bettel a senger Ried thematiséiert ginn.

Eppes ass kloer, datt misst een net onbedéngt erëm eng Kéier ënnersträchen, mä et kënnst een net derlaanscht, do si mer eis jo allegueren eens, datt mer ganz grous Problemer mat eise Stroosseréseau hunn an datt dee wärend gewësse Stonnen eben hoffnungslos iwwerlaascht ass! Woubäi een allerdéngs och muss dann direkt ëmmer soen: De Bau vun neie Stroossen ass net onbedéngt d'Léisung. Nei Stroosse generéieren natierlech och nei Verkéier, wuelwëssend datt dat awer net wëllt heeschen, datt een oder deen anere Contournement, deen an der Planung ass, net och nach soll realiséiert ginn.

Do wëll ech allerdéngs ganz kloer ënnersträchen: Wann nach e Contournement gebaut gëtt, da muss déi Zon ronderëm als Zon non ædificandi ausgewise ginn! Et kann net sinn, datt mer e Contournement bauen an en zéng, zwanzeg, drësseg Joer fänke mer erëm un, Lössementer laanscht déi Stroossen ze realiséieren. Well dann hu mer näischt errecht, dann hu mer näischt geschafft! Dat muss op alle Fall da ganz kloer awer och hei gesot ginn.

Selbstverständlech, wa mer iwwer eise Stroosseréseau schwätzen, komme mer och net derlaanscht, fir nach e Wuert iwwer eisen Autobunnsréseau ze verléieren, besonnesch d'A3, dat ass och schonn hei ernimmt ginn, wou jo d'Iddi ass, fir déi op dräi Spuren auszebauen, prioritär, well ebe bedéngt duerch den zousätzleche Camionsverkéier am Raum Diddeleng/Beetebuerg wäerten nei Problemer entsto. Dowéinst kann een dat nëmme begrëssen. A souwäit ech dat och scho matkritt hunn, misst de Projet de loi a senger leschter Ligne droite sinn, fir kënnen déposéiert ze ginn.

Wa mer allerdéngs vum Stroosseréseau schwätzen, da wëllt dat jo elo net heeschen, datt mer

net méi dierfen an eng Strooss schaffe goen. Bien au contraire! Mir mussen d'Stroossen och un de moderne Verkéier adaptéieren. An da mussen awer och nach aner Elementer virgesi ginn. An do denken ech an éischer Linn un de Kaméidi virun allem. Et kann net sinn, datt mer nach Stroosse bauen, ouni datt am Virfeld déi néideg Moosname geholl ginn, fir Lärmschutzwäll ze aménagéieren!

An ech kann hei aus eegener Erfahrung schwätzen, ech ginn dat awer ganz gären hei zou, datt besonnesch virun 20, 30 Joer - dat ass elo keng Kritik u sech u Ponts et Chaussées, déizäit war vlächcht d'Entwécklung nach net an deem Mooss fortgeschritt -, mä mir hu Lärmschutzwäll hei zu Lëtzebuerg aménagéiert, déi einfach net effikass sinn, déi net gutt sinn! Loosse mer dach emol e Bléck...

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV)**. - Oder se ginn ofgeseet.

► **M. Gusty Graas (DP)**. - Gelift?

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV)**. - Oder si ginn ofgeseet.

► **M. Gusty Graas (DP)**. - Se ginn ofgeseet. Dat ass erëm eng aner Diskussioun. Mä de Minister huet jo do Erklärungen déi lescht Zäit ginn an déi ware jo och richtig. Woubäi een och muss en Ennerscheid maachen tëschent engem Lärmschutzwall an enger Vegetatioun, déi net appropriéiert ass. Dat ass trotzdeem awer och eng Nuance, déi ee muss hei ënnersträchen. Mä, wéi gesot, et ass awer wichteg, datt een deem Aspekt Rechnung dréit.

Da si mer natierlech och ganz séier bei de Beem u sech laanscht d'Stroossen. Ech weess, do ginn d'Meenungen och ausernee. Ech maachen awer keen Hehl draus, datt ech perséinlech der Meinung sinn, datt Beem laanscht d'Stroosse gehéieren an datt et net onbedéngt richtig ass, d'Beem laanscht d'Stroossen ewechzehen. Ech weess, datt deen een oder deen aneren elo dat aneschtens gesäit, dat ass och nach egal. Dat wëllt awer net heeschen, datt d'Beem op méi geféierleche Punkte solle geschützt ginn. Mä nach eng Kéier, och ass dat eng Floskel, mä se stëmmt: De Bam rennt net an den Auto! Dat wësse mer alleguer.

Jiddefalls, eppes mierkt een, datt och, wat den éffentlechen Transport ubelaangt, et nach gewësse Retizenze gëtt. Ech ginn awer hei ganz kloer ze verstoen, datt d'Demokratesch Partei hannert deene Moosname steet, fir den éffentlechen Transport nach weider ze verbesseren. An dës Regierung, an dat kann een ouni Iwwerdreiwung hei behaupten, huet enorm Efforten déi lescht zwee an en halleft Joer gemaach. Mir sinn op där richteger Schinn - fir beim Wuertspill ze bleiwen -, fir och an Zukunft nach weider richtig ze investéieren.

Jiddefalls déi Projeten, déi elo scho realiséiert goufen, déi hu Lëtzebuerg fit gemaach fir déi nächst Jorzéngten, wat den Transport a Verkéier ubelaangt. Allerdéngs och do muss ee soen: Mir dierfen net op deem Niveau stoe bleiwen! Mir wëssen, mir sinn an enger Wuesstumslagik, dat ass de Moien och schonn hei thematiséiert ginn, an och do soll ee ganz éierlech sinn.

All déi, déi elo mengen, et kéint een de Wuesstum vun haut op muer ofbremsen, déi en Zukunftsdesch fuerderen, an ech weess net, wat nach heiansdo fir farfalu Iddien hei matgedeelt ginn: Et muss een einfach ganz éierlech sinn! Da soll och wierklech emol e Rezept op den Dësch geluecht ginn, wat een an Zukunft wëllt ofbremsen a wat dat och fir Konsequenzen huet!

Mir mussen der Realitéit an d'A kucken. Mir wuesse weiderhin, dat heescht also och zousätzleche Verkéier. Mä mir mussen allerdéngs deen Défi elo schonn unheulen, an dofir, Stéchwuert Tram, ass dat ouni Zweifel déi richtig Léisung gewiescht!

Mir mussen d'Ugebuet fir den éffentlechen Transport natierlech nach verbesseren, punktuell. Ech denken och un de Busréseau, deen natierlech besonnesch am rurale Raum nach munchmol ze wënschen iwwreg léisst. Mä och do huet de Statsminister jo a senger Ried ugedeit, datt u sech dee ganze Busréseau bis Enn 2019 soll réaménagéiert a reprogramméiert ginn.

Jiddefalls, eppes ass kloer, dës Regierung huet do dee richtige Wee ageschloen, besonnesch, wéi gesot, och wat déi zwee aner Domänen ubelaangt, déi ech elo hei kuerz analyséiert hunn.

An deem Sënn, wéi gesot, steet d'Demokratesch Partei nach wie vor hannert deene groussen Zich, wéi d'Regierung hir Politik de Moment mécht, an ech soen lech dann och ofschléissend Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**. - Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet elo den



Här Henri Kox als leschte Riedner zu dësem Volet.

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann zum Schluss als Spricheger vun der grénger Fraktioun dovun profitéieren, fir nach dräi Themen hei an de Vierdergrond ze stellen. Deen éischte Punkt ass d'Liewensgrundlag, an ech mengen, mir wëssen alleguerten, dass mer ouni déi net kënnen existéieren: dat sinn de Buedem, d'Waasser an d'Loft. Zweeten Thema: Ech mengen, de Klimaschutz am PNR, e groussen Dossier also am Plan national de réforme, dee jo och op Bréssel geschéckt gëtt, dat ass e grouse Schwéierpunkt. An zum Drëtten - wéi soll et anescht sinn, et ass schonn ugekënnegt ginn - soen ech awer och nach zwee, dräi Sätz zu der Atomenergie.

Virdrun, wéi mä Virriedner, den Här Cruchten, hei stoung an iwwert d'Sozialpolitik geschwat huet, do huet e vum Mëssstänn geschwat. En huet vum Mëssstänn geschwat, déi an der sozialer Politik hei zu Lëtzebuerg nach wieren. Ech wëllt him do och Gläiches soen an dat och ënnerstëtzen. Ech mengen awer och, mir hu Mëssstänn gradesou vill nach am Ëmweltschutz.

An ech mengen awer, dass dës Regierung et fäerdegbruecht huet... Well wa mer vum Nohaltegkeet schwätzen, sinn déi dräi Elementer fir eis wichtig, dat ass d'Ekonomie, dat ass dat Sozialt an et ass d'Ekologie, an ech mengen, deenen dräi Parteie läit dat uewen, déi dräi Elementer gläichberechtigt ze betruechten an net eent géint dat anert auszuspillen, obwuel Divergenzen op verschiddenen Dossieren do sinn, mä de Kompromëss hei fir déi dräi Secteuren, den ekologeschen, den ekonomeschen an de sozialen, an de Vierdergrond ze stellen.

Dofir ware mir och als Gréng ganz houfreg, wéi mer den MDDI konnten iwwerhuelen, den Nohaltegkeetsministère, awer mat engem Ënnerscheid, mat engem groussen Ënnerscheid par rapport zu der viregter Regierung: Mir hunn näamlech duerch eng Ëmweltministesch an och duerch e Statssekretär, mengen ech, et fäerdegbruecht, och hei am Land erëm dem Ëmweltschutz oder der Ëmwelt eng wichteg Stëmm ze ginn. Dat war eng strukturell Annerung, déi fir eis ganz wichteg war.

Eng aner wichteg Annerung awer, an dat ass scho virdru vum mengem Virriedner opgeworf ginn, dat ass de Waasserschutz. De Waasserschutz war fréier an engem anere Ministère. Ech mengen awer, dass et wichteg war an och wichteg ass, dass d'Waasserverwaltung haut ënnert der Ëmweltadministratioun steet, well et awer en Urthema vun der Ëmwelt ass an eng Liewensgrundlag fir eis alleguerten. Ech mengen, dat ass e ganz wichtegt Zeeche gewiescht an dat huet sech och, mengen ech, an der Praxis mëttlerweil bewäert.

Firwat soe mer dat? Firwat soen ech dat? Ech wëllt hei nach eng Kéier betounen, de Premier huet et selwer a senger Ried och virun zwee Deeg gesot: Mir schécken näamlech haut all Dag 2.800 Euro op Bréssel, well mer eis net matzäiten an net intensiv genuch mat dem Waasserschutz ausenanergesat hunn, insbesondere wat d'Ofwaasser ubelaangt. An dofir hu mer - näamlech och, well mer déi Retarden hatten -, en eemolege Betrag vun zwou Milliounen missen als Strof bezuelen an, wéi gesot, all Dag 2.800 Euro, wat jo net näischt ass!

Dofir huet dës Regierung jo och d'Entscheidung getraff, déi Elementer oder déi Fonge fir eng propper an eng gesond Politik, wat d'Ëmwelt ubelaangt, och massiv ze ënnerstëtzen an och mat den néidege Fongen auszerüsten. Dat kënnt Der och elo am PSC, an dem Plan de stabilité noliesen,...

(Interruption)

...am Programme de stabilité noliesen, wéi vill déi eenzel Fongen an d'Luucht gaange si par rapport zu där viregter Period.

Ech wëll hei déi véier vläicht Wichtigst ervirbréngen: Dat ass eng Kéier de Kyoto-Fong, deen huet eng Erhéijung vun 20% an dëser Period opzeweisen, de Waasserfong eng vun 20%, de Fonds pour la protection de l'environnement 28%. A meng Virriednerin vun der grénger Fraktioun, d'Josée Lorsché, ass jo schonn drop agaangen, wat alles an den Infrastrukturen gemaach gëtt. Mä de Budget eleng ass an dëser Period ëm 87% an d'Luucht gaangen, an dat ass net näischt! An et ass e wichtige Retard, dee mer heimadder ophuelen, an dat kënne mir nëmmen heimadder ënnersträchen.

Ech hat am Budgetsrapport en Deel gemaach, wat vläicht e bëssen onüüblech war, fir dat am Budget ze maachen. Awer ech mengen, Ëmweltschutz huet jo och ganz vill mat Preventioun ze dinn an huet och mat Zuelen ze dinn. Dofir hat ech eng Iwwerschrëft: «Mieux vaut prévenir que guérir», an dat weist sech grad am Waasserschutz, wéi wichteg eng intensiv Behandlung dofir ass.

Et ass virdrun iwwert d'Drénkwaasser scho reeds gewiescht. Ech wëll dann awer och op dee Pestizideplang kuerz agoen. Mir wëssen, dass et ganz wichteg ass, dass mer do esou mann wéi méiglech Pestiziden an der Ëmwelt kréien, well ech wëll drun erënnen, dass d'lescht Joer am Quellschutz ee vun deene gréisste Problemer ze vill Pestiziden an eisem Drénkwaasser waren. An dat huet ebe mat Folgekäschten ze dinn an déi wëlle mer eben domadder vermeiden.

Dofir ass et wichteg, dass dës Regierung d'Waasserschutzzone ganz an de Vierdergrond gestallt huet. Mëttlerweil sinn der fënnf autoriséiert, siwe sinn an der Prozedur an dräizeng kommen der nach no. D'Wichtigkeet och vun engem Waassergesetz, wat geännert gëtt, fir der Landwirtschaft eben och d'Hand ze rechen, fir kënnen an de Waasserschutzzonen dann déi entsprecheend Politicken ëmzesetzen. Dofir, déi Retarde gi vun dëser Regierung propper ugeholl an och richteg ëmgesat.

En zweeten Thema ass sécherlech d'Klimapolitik, déi eis an der nächster Zukunft nach méi wäert beschäftegen. D'Ministesch war viru Kuerzem zu New York. Et konnt do deen Accord vun 175 Länner, déi haut matmaachen, och zesummen ënnerschrwiwe ginn. Si huet versprochen, esou séier wéi méiglech déi Ratifizéierung hei am Parlament ëmzesetzen, well et ass wichteg: Deen Accord kann nëmmen a Kraaft trieden, wa 55% vun de Länner a 55% vun den CO₂-Emissiounen och entsprecheend an deem Accord dra sinn.

Et ass och eng ganz grouss Symbolik do derbäi, wa mer do eent vun deenen éischte Länner sinn, well mir waren och eent vun den éischte Länner, déi am Klimafong vill Suen deblockéiert hunn. 35 Milliounen huet dës Regierung präisginn, fir bis 2020 kënnen an dee Klimafong ze stiechen, fir d'Upassung un d'Klimaännerungen zumindest an den Entwécklungslänner kënnen ze ënnerstëtzen.

Dann zu der nationaler Klimaschutzpolitik selwer. Dir wësst, dass mer en Objektiv vun 20% Reduktioun bis 2020 mussen errechen. Do si mer „on track“, wéi de Camille Gira ëmmer seet. Mä d'Hausaufgabe mussen awer resolut ugepaakt ginn, an do si mer alleguerten gefuerdert a sämtleche Secteuren: Industrie, Landwirtschaft, Haushalter an natierlech och am Transport. An dat ass jo haut schonn e puermol erwänt ginn.

Mir kënnen et packen, bis 2020 déi éischt Ziler ze errechen. Mir kënnen et héchstwahrscheinlech mat engem Plus souguer ofschléissen. Déi viregt Period hu mer missen 12,7 Milliounen Tonne kafen, Zertifikater, dat huet och eppes erëm mam Budget ze dinn. Dat huet eis näamlech 130 Milliounen Euro kascht an déi kënne mer aspieren, wa mer op deem Train bleiwen an eis Ziler bis 2020 ganz kloer wäerten errechen.

Ech wëll hei och nach eng Kéier kuerz d'Gemengen ernimmen, déi am Pacte Climat ganz staark ënnerwee sinn. Dat ass wierklech en Zukunftsdësch an all Gemeng, well all Gemengen, déi am Pacte Climat ënnerschrwiwen hunn, maache sech e Leitbild iwwert d'Zukunft, wéi et an der Energie an am Klimaschutz an de jee-weilege Gemengen duergeet.

Da vläicht zum Schluss e puer Wuert zur Atomenergie. Ech mengen sécherlech, et ass scho vum mengem Virriedner gesot ginn, dass déi viregt Regierung och an deem Beräich ganz aktiv war. E groussen Ënnerscheid ass awer do, dass d'ganz Regierung, sämtlech Regierungsmembere sech aktiv do aschléissen. Ech wëll do d'Santé soen, wéi an der viregter Regierung. Ech wëll den Ëmweltministère an der viregter Regierung ernimmen.

Mä ee groussen Ënnerscheid ass par rapport zu der viregter Regierung: Hei ass och de Premier, dee sech mat aschalt, an et ass op sämtlechen Niveauen, sämtlechen Niveauen, wou eis Ministeren optrieden, sief et bei engem Conseil zu Bréssel, sief et op der COP21 zu Paräis, wou de Premier dat an de Mond geholl huet, dass et keng Optioun ass fir Lëtzebuerg, d'Atomenergie weider ze ënnerstëtzen, sief et d'Ëmweltministesch mat der däitscher Ëmweltministesch, déi et fäerdegbruecht hunn, endlech och géint Tihange den néidege Signal ze ginn. Soudass mer et awer vermessen, e bësse wéi virdru bei der Regierung Juncker, wou de Juncker sech net direkt abruucht huet, vermessen mer den Här Juncker och zu Bréssel, fir do den néidegen Impuls ze ginn, fir e Changement, e Paradigmewiessel an der Energiepolitik anzeleeden, näamlech ewech vun den atomaren, gefeierlechen Energiequelle, mä hin zu erneierbaren Energien. An do brauche mer och e ganz wichtige Signal, dee vu Bréssel kënnt.

► **Une voix.**- Ass de Wirtschaftsminister och dobäi?

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Domadder sinn ech zum Schluss komm vu menger Interventioun, an och där vun der grénger Fraktioun,...

(Interruption)

...an ech wëll ofschléisse mat engem Zitat oder mat dem Schluss vun der Ried vu menger Fraktiounskolleegin Josée Lorsché. Et hat mech virdrun ernimmt hei, mir haten eis net ofgeschwat, an ech fannen et awer ganz wichteg, dass ech dee Saz nach eng Kéier widerhuelen: „Et ass wichteg, dass weider Suen an de Waasserschutz, Natur- an Ëmweltschutz insgesamt investéiert ginn. Si stinn a kenger Relatioun zu deem, wat mir aus enger propperer Ëmwelt erauszéien. Den Output heescht Biodiversitéit, deen och an de Stied soll Anzuch halen, propper Loft, propper Waasser a propper Buedem als wichtigst Grondlage vun der mënschlecher Existenz.“

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci, Här Kox. Bleift wann ech gelift nach eng Sekonn hei! De Marco Schank huet sech zu Wuert gemellt, an ech gesinn och kee Grond, fir him dat ze refuséieren. Här Marco Schank, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marco Schank** (CSV).- Merci, Här President. Ech wollt dat opgräifen, wat elo grad de Kolleg Henri Kox gesot huet, éischstens, am Kontext mat Tihange. Dat huet e bëssen esou geklungen, wéi wann déi viregt Regierung sech net ëm Tihange bekëmmert hätt. Ganz am Géigendeel!

Ech wollt dat opgräifen, wat Der gesot hutt am Kontext mat der Démarche och vum Premierminister, dee jo viru Kuerzem e Virstouss gemaach huet vis-à-vis vun Här Valls, fir ze soen, datt en ee länneriwwergräifende Projet mat erneierbaren Energie sech géif wënschen, wou mer dunnt d'Reaktiounen awer héieren hu vun der grénger Ministesch, der Madamm Lemke, déi dat wäit - an ech hunn dat nogelies -, wäit vu sech gewisen huet, och den Här Jost aus dem Saarland. Ech weess elo net, ech denken, datt dann net virdru mat hinne geschwat ginn ass.

Nach wëll ech dee Saz opgräifen - an dofir meng Fro - mat dem Signal vu Bréssel: Maache mer dann elo, no deem Virstouss vis-à-vis vu Cattenom, kënnt och elo e Virstouss vis-à-vis vun de belsche Responsabelen, fir hinne Suen ze bidden, fir - ech soen dat nach eng Kéier - e länneriwwergräifende Projet ze maachen, fir och Tihange ze stoppen?

An déi zwee AKW si jo och nach net déi eenzeg, wa mer dat weiderverfollegen. Dofir wollt ech awer da wëssen, wéi mer do virginn. Mir hunn als Fraktioun gefrot, fir an enger nächster Kommissiounssëtzung - ech denken, datt dat geschwënn da stattfënnt -, awer dann Detailler gewuer ze ginn, well dat awer alles e bëssen haseleg ausgesäit, well een déi Reaktiounen aus den Nopeschbundeslänner jo héieren huet, déi mer héieren hunn!

Merci.

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Merci. Dann hunn ech e bëssen Zäit, fir dorobber dann ze äntworten. Ech sinn och frou, fir déi Fro dann ze kréien. Dat gëtt mer dann d'Geleeënheet, dorobber konkret ze soen: Net méi spéit wéi muer gesäit sech den CPI, d'interregionalt Parlament, bei der Musel, net wäit ewech vu Maacher, wou Parlamentarier aus der Groussregioun sech mat de Potenzialen vun der Fotovoltaik sollen ausenanersetzen, fir ze kucken, wéi eng gréisser Projete mer an der Regioun zesumme kënnen upaken. Dat kënnt elo vun de Parlamentarier aus.

Dir wësst ganz gutt, och an der viregter Regierung si Kooperativen ugepaakt gi mat der Belsch, mat Holland, iwwer deels Wandprojeten an der Nord- oder Ostsee. Dat heescht, déi Kooperativ um europäeschen Niveau tëschent de Länner an den erneierbaren Energien ass haut scho präsent. A mir wäerte weiderhin dorobber pochen.

Ech hunn d'Chance - et ass vill iwwert de Rifkin och elo geschwat ginn -, ech sinn an deem Aarbechtsgrupp iwwert d'Energie, dee sech ebe mat der zukünfteger Energieversuergung vu Lëtzebuerg ausenanersetzt. An do komme ganz vill flott Iddien eraus. An do ass ganz kloer erauskomm, dass sämtlech Akteuren, déi do um Dësch sëtzen, fir d'erneierbar Energie sinn an dass et nëmmen iwwert d'Kooperativ ka goen, dat heescht d'Kooperatioun mat de Länner ronderëm, well eleng wäert Lëtzebuerg et net packen. Awer alleguerten zesumme kënne mer d'Transition énergétique an d'Wee leeden.

An dofir ass dee Virstouss vum Premier - dat vu menger Säit -, fir zesumme mat de Fransousen, mat de Belsch - dat kënnt souwisou - a mat den Däitschen déi Transitioun an der Groussregioun ëmzesetzen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci dem Här Kox. A mir géifen zum nächste Volet iwwergoen, den Institutiounen an de Reforme

vum Stat. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Débats sectoriels - Volet «Institutions et Réforme de l'État»

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, recht hunn a recht kréie si fir d'Leit heiansdo zweeërlee Puer Schung. D'Gerechtegkeet verlaangt ee Rechtsstat, dee gutt fonctionnéiert. A mir mussen och duerfir d'Justiz fir de Bierger méi verständlech maachen. Den Zougang zur Justiz, dee muss och fir de Bierger méi einfach ginn.

D'Aufgab vun der Politik ass et, am Liicht vun der Gewaltentrennung d'Organisation vun der Justiz an den Oflaf vun eise Gerichtsprozedure wann néideg regelméisseg ze iwwerpräieren an dann och de Besoinne vun der Zäit unzepassen.

Déi gesetzlech Upassungen, déi solle wéi an der Vergaangenheet weiderhin a Kooperatioun mat der Magistratur geschéien, well mir sinn e klenkt Land a mir brauchen duerfir och e gutt Zesummenspiel tëschent deenen einzelnen institutionellen Akteuren. Gewaltentrennung, dat ass de Prinzip. Beréierungsängscht am Sënn vun enger gudder Legislatioun sollten den éischten an drëtten Pouvoir net hunn.

De fréiere Procureur général Robert Biever huet viru Kuerzem eng Rei vu Virschléi gemaach fir eng méi effikass Justiz. D'CSV deelt eng ganz Rei vun deene Proposen. Mir géifen et begréissen, wa si och kéinten an der Praxis ëmgesat ginn.

1. Eist Land brauch méi Riichter. D'Komplexitéit vun den Affären, d'steigend Zuel vun den Awunner, nei Gesetzgebungen, d'Reorganisatioun vun eisen Tribunal, wéi d'Aféierung vun engem zukünftege Familljeriichter, d'Schafe vun engem Juge à l'application des peines an och d'Modernisatioun vum Conseil supérieur vun de Sozialversécherunge plädéiere fir en Opstocke vun der Riichterzuel.

Mir brauchen awer och gutt forméiert Riichter, well de Bierger, deen huet e Recht op gutt begrënnten Uerzteiler. D'CSV wäert duerfir hanert dem Gesetzesprojet vun dem Justizminister stoen, deen en elo kierzlech déposéiert huet, fir d'Riichteren a fir nei Riichteren ze rekrutéieren.

Mir verlaangen awer, dass an engem oppenen Dialog mat de Justizautoritéite parallell eng éischt Evaluatioun geschitt vun dem Gesetz iwwert d'Attachés de justice aus dem Joer 2012, nogebessert d'lescht Joer 2015, a kengem - an ech schwätzen och do offe fir d'CSV-Fraktioun - soll bei deem Exercice eng Zack aus der Kroun falen, well et ass net alles gutt, wat 2012 an 2015 léigiféiert gouf.

2. Zwee Drëttel vun de registrierte Strofrote si bei eis am Land Verkéiersdelikter. Zwee Drëttel! A mat de Radarkontrollen dierft dee Prozentsaz deemnächst wuel nach kräfteg an d'Luucht goen.

D'CSV wëllt d'Verkéiersdelikter net depenaliséieren. Mir sinn awer der Meenung, fir se aus der klassescher Strofprozedur erauszehuelen. Mir deelen op deem Punkt de Virschlag vum Procureur général Robert Biever, dat heescht, äänlech fir eis wéi an Däitschland e System vun engem sougenannten „Vollstreckungsamt“ anzeféieren. Hei géif ënnert der Opsicht vun dem Parquet, vun dem Procureur général, bei verschiddene Verkéiersdelikter eng Amende de police, also en amtlecht, deemno en aussergerichtlecht Boussgeld gesprach ginn, wougéint da gegebenfalls bei Gericht kéint e Recours ageluecht ginn. D'Polizeigerichter kéinte mat esou engem System sécherlech staark entlaascht ginn, fir aner Affäre méi séier kënnen ze traitéieren.

3. Fir d'CSV mussen d'Uerzteiler, déi vun eise Gerichter gesprach ginn, méi einfach zougänglech sinn. De Bierger huet e Recht drop, sech iwwert d'Jurisprudenz, also d'Ausleeë vun eise Gesetze duerch d'Gerichter, gratis ze informéieren. D'CSV fuerdert duerfir, dass zumindest d'Prinzipienuerzteiler vun eisen zivilen Juridictionen ënner banalisierter Form um Internet kënne konsultéiert ginn. Um Verwaltungsgericht, do fonctionnéiert dat schonns laang a gutt. De Bierger sollt net musse bezuelen, fir d'Uerzteiler vun eise Gerichter kënnen ze konsultéieren.

4. D'Délaie bei eise Gerichter sinn oft laang. Dat géllt bei Strofprozesser. Et nert de Bierger virun allem awer bei zivilen a kommerziellen Prozesser, wou seng Liewens- a Verméigenssituatioun oft direkt domat verbonden ass. Dat ass bei delikate Scheedungen, lerschaftsaffären

ren, dem Contentieux vun de Bauschied, also de sougenannten „malfaçon“, éfters de Fall. D'Ursaach vun de laange Prozedure läit dobäi net ëmmer bei de Justizautoritéiten, zum Deel bei den Affekoten, mä ganz oft a besonnesch bei de Malfaçon bei den Experten, déi net schnell genuch hir Rapporten, och a komplexe Froe virun allem, ofschléissen.

Anerersäits muss een awer och soen, dass eng ze vill schnell Justiz och net ëmmer gutt ass. An deem Kontext fuerdert d'CSV eng Evaluatioun vun dem System vun der sougenannter „mise en état“ vun den Affären op eisen Zivil- an Handelsgerichter. Mir plädéieren och derfir, de System vu strikten Délai fir den Austausch vu Konklusiounen, wéi et um Verwaltungsgericht seng Proevé mécht, op den Zivilgerichter anzeféieren.

5. D'CSV plädéiert fir eng Modernisatioun vun eiser Strofprozessuerdng, also eise Code d'instruction criminelle. Et sollt een dobäi awer net alles op d'Kopp geheien. D'Institutioun vun dem Untersuchungsriichter, dee klassesch à charge et à décharge enquêtéiert, sollt fir d'CSV bäibehale ginn. Mir si géint e sougenannten „système accusatoire“, dat heescht, wou äänlech wéi an anere Länner de Parquet an de Beschëllegten alleng Akteure vun den Ermittlungen sinn. De Risiko näämlech vun enger Zweekklassejustiz, wou deen, dee sech deier Afekotskäschte ka leeschten, méi Chancen huet, ass duerfir ze grouss. Mä generell muss eise Code d'instruction criminelle den neien Ufuerderungen, och vun dem europäesche Recht, wéi den Direktiven „assistance avocat“, „accès dossier“ an neierdénge och der Direktiv „présomption d'innocence“ Rechnung droen.

D'CSV plädéiert fir eng schnell Ëmsetzung vun diesen Direktiven. Den Délai de transposition ass hei schonns bei verschiddeenen am Juni 2014 ofgelaf.

Am Sënn vun der Égalité des armes zwësche Parquet a Beschëllegte sollten och eng Rei vun elementare Rechtsprinzipien aus der Strofprozessuerdng an eise Code d'instruction criminelle formell ageschriwwen ginn, äänlech wéi dat mat dem Article préliminaire vun dem franséische Code de procédure pénale ass.

6. D'CSV hat sech eng zügeg Reform vun dieser Regierung am Beräich vun dem Familjerecht erwaart. No bausse war et jo d'CSV, déi deene gesellschaftleche Reformen am Wee sollt stoen. Dobäi war et awer, an ech mengen, dat soll een och emol eng Kéier rappeléieren, d'CSV, déi de Mariage homosexuel op den Instanze-wee bruecht huet. Federführend war do ee vun eise Beschten: de Paul-Henri Meyers. An ech soen och: Wier et net zum Broch vun der leschter Regierung komm, d'Gesetz wier schonns am Hierscht 2013 gestëmmt ginn.

Mä ausser zwou Upassunge vun dem Avortementsgesetz, wäitgeend och nach d'Kierche-fabriken an d'Paschtéeschgehälter, wann Der déi wëllt derbäizieleen, ass de grousser Worf awer vun dieser Regierung bei gesellschaftspolitesche Reforme bis elo ausbliwwen.

De Justizminister huet d'Chamber bis elo weder mat engem neie Projet iwwert d'Scheidung befaasst, d'Adoptiounsrecht ass och nach ëmmer net iwwerschaft ginn, vun der Tutelle, dem Jugendschutz net ze schwätzen, geschweige da vun der Gesetzgebung iwwert d'Autorité parentale, wou een eiser Meenung an eise Gefill no sech awer mordicus wiert, fir d'Proposition de loi Mosar - an et gëtt och e Projet de loi iwwregens vun der Regierung - ze analyséieren.

Dës fir eis gefillte Sturheit ass net rationell no-zevollzéien, well eis Legislatioun op deem Punkt ganz einfach net verfassungskonform ass, an dat schonns zënter Joren - an dat ass och allsäits bekannt! Et dierft wuel zäitlech ganz knapps ginn, eiser Meenung no, fir bannent dieser Legislaturperiode, vun där nach gutt zwéi Joer iwwreg bleiwen, all dës Gesetze duerch d'Instanzen ze bréngen, obschonns dës Koalitioun sech dat bei der Regierungserklärung breet op de Fändel geschriwwen hat.

D'CSV ass der Meenung, dass een hei net iwwerall d'Rad sollt nei erfannen. Wa méiglech sollt ee sech hei un der Legislatioun vun eisen Nopeschlänner, wéi der Belsch oder Frankräich, zum Deel oder integral inspiréieren. Firwat? Mä mir hätten dann och kloer Jurisprudenzen, un deenen eis Gerichter sech kéinten herno orientéieren. D'Leit wësst, wat genau mat där einzelner Dispositioun géif op se zoukommen.

Bei dem Divorce ass d'CSV fir d'Aféierung vun dem Zerrüttungsprinzip. Mir wëllen awer, dass doriwwer eraus d'Scheidung wéinst enger Faute lourde oder enger sougenannter Faute

lourde, also engem schwéiere Feelverhale vun engem Partner, méiglech bleift. D'Scheidung-recht concernéiert méttlerweil zwéi vun dräi Mariagen. Hei muss pragmatesch Léisungen de Virrang virun der Ideologie hunn.

Déi optional Individualbesteuerung bannent enger Koppel, déi ass begréissenswäert. D'Scheidung-recht muss an Zukunft awer och besser der Altersversicherung an der Altersversicherung vun de Partner Rechnung droen.

7. No dem Debakel vun dem Referendum vun leschte Joer begréisst d'CSV, dass d'Regierung no langem Zécke sech dach elo der CSV-Proposition vun Här Wiseler fir den Zougang zur Lëtzebuerger Nationalitéit konnt ralliéieren. D'Léisung, déi dobäi zréckbehale gouf, ass e gudd Konsens am Sënn vun der sozialer Kohäsion an eise Land. Schued, dass am Virfeld esou vill Parzeläin huet missen zu Broch goen!

8. D'Reforme vun dem Faillittégesetz an dem Gesellschaftsrecht, also dem Droit des sociétés, fannen d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun. Merci de Kollegen, déi sech ëm de Feinschlëff vun dese wichtige Gesetze fir de Standuert Lëtzebuerg - dat gëtt näämlech ëmmer ënnerschat; et gëtt gesot, et wier eng eng technesch Aarbecht, dat ass eng extrem wichtige politesch Aarbecht - bekëmmern!

9. D'CSV steet och zu engem moderne Strof-vollzuch. Mir sinn der Meenung, dass d'Regierung misst dës Reform méi behäert ugoen, well de Strofvollzuch, dee betrëfft wuel hauptsächlech déi marginaliséiert Leit an eiser Gesellschaft, mä en ugepasste Strofvollzuch ass awer och den Ausdruck vun dem demokratesche Wäerter vun engem Land.

Bei der Terrorismusbekämpfung waarde mir op den Avis vun dem Statsrot. D'CSV steet zur Ausrichtung vun de virgeschloene Moosnamen. D'Prinzipie vun dem Rechtsstat an - ech soen dat ganz kloer - de Schutz vun der Privatsphär vun deem einzelne Bierger mussen awer dobäi respektéiert ginn a si hu fir d'CSV am Zweifelsfall Virfahrt. A mir ware frou, gëscht-ter ze héieren, dass och den Alex Bodry an eng äänlech Richtung plädéiert huet.

10. Leschte Punkt zu deem Kapitel: Fir d'CSV steet d'Vermummung vun Gesiicht am krasse Géigesaz zu de Wäerter, déi eis Gesellschaft ausmaachen, Wäerter vun Oppenheet an och vun Transparenz. An eise Breedegrad, an ech soen et nach eng Kéier, kucke sech d'Leit an d'Aen, an d'Gesicht, wa se matenee kommunizéieren!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Eng integral Vermummung vun Gesiicht entsprécht net de Wäerter, net de Gewonnechten an och net den Traditiounen, déi eist soziala Matenee regelen. Mir sinn e klengt Land, wou ee sech fräi ka bewegen. Et mécht kee Sënn, wann d'Grondprinzipien, déi dat soziala Matenee an enger Gesellschaft, an engem Land, a virun allem an engem klengen Land regelen, mat de Grenze vun där enger Gemeng op déi aner Gemeng änneren. Grondleeënd Froen iwwert d'Zusammeliewe mussen fir eis um nationale Plang geregelt ginn. Et kann ee sech och duerfir net hanner de Gemenge weiderhi verstoppen!

Et liee méttlerweil zwou Gesetzespropositione fir e landeswäit Vermummungsverbuut um Dësch, déi eng vun Här Kartheiser, déi aner vun Här Mosar a vu mir selwer. Dass d'Majoritéitsparteiën dës wuel aus politesch Grënn - ech verstinn dat och! - net wëllen ëmsetzen, dat ass hiert Recht. Mä d'CSV fuerdert duerfir awer d'Regierung haut op - iwwer eng Motioun -, dass een endlech Faarf bekennt, fir also e landeswäit Vermummungsverbuut anzeféieren. An, Här President, ech iwwerreechen Iech an deem Sënn eng Motioun vun der CSV-Fraktioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la proposition de loi n°6705 de Monsieur le Député Fernand Kartheiser ayant pour objet d'interdire la dissimulation du visage dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal;

- vu la proposition de loi n°6909 de Messieurs les Députés Laurent Mosar et Gilles Roth portant interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics;

- considérant que cette dernière proposition de loi a été déposée alors que le Gouvernement avait fait savoir le 10 novembre 2015 en réponse à une question parlementaire «qu'il n'est pas envisagé à ce stade de légiférer en la matière alors qu'il estime que ce volet est suffisamment couvert au niveau communal par les différents règlements de police communaux qui interdisent notamment aux personnes de sortir le visage masqué.»;

- considérant que le 24 novembre 2015, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, a réitéré ces propos, tout en précisant que cette décision revenait en fin de compte aux communes;

- constatant qu'en réaction aux déclarations de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, le Syndicat des villes et communes du Luxembourg (SYVICOL) s'est distancé des propos de ce dernier:

«Il convient de rappeler qu'à l'époque où des dispositions interdisant le port de cagoules ont été introduites dans certains règlements généraux de police communaux, peu de citoyens avaient entendu parler d'une Burqa. Les dispositions s'inscrivaient clairement dans une logique de maintien de l'ordre public dans le cadre de la mission originelle des communes d'assurer la sécurité de la population.

Les débats des dernières semaines ne se sont toutefois pas uniquement focalisés sur les problèmes sécuritaires pouvant être associés au port de la Burqa, mais aussi sur les difficultés qui peuvent en résulter au niveau du vivre-ensemble et de l'intégration de ces personnes dans la société luxembourgeoise. De l'avis du SYVICOL, les règlements communaux ne sont pas un instrument adapté pour répondre à ces défis; il s'agit d'une responsabilité qui relève du niveau national.»;

- notant que récemment Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire s'est désolidarisé des autres membres du Gouvernement et s'est prononcé vis-à-vis du quotidien «Tageblatt» pour une interdiction au niveau national dans les termes suivants:

„[Er] sei das ganze Wischiwaschi und die Pseudo-Rücksichtnahme in der Frage leid. Man könne sie nicht über Umwege lösen. Die Politik müsse eine klare Antwort geben. [...] «Wir sind keine Gesellschaft mit kaschierten Gesichtern, in denen Frauen zum Burka-Tragen gezwungen werden sollen. Wenn Leute die Werte unserer Gesellschaft nicht akzeptieren wollen, dann sollen sie dahin gehen, wo das Burka-Tragen ein solcher Wert ist.»“;

- considérant que Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a été rejoint dans ses revendications par le président du parti LSAP;

- rappelant que certains pays, comme la France et la Belgique, ont déjà légiféré en la matière;

- considérant que l'interdiction de la dissimulation du visage fait partie de cet ensemble de règles minimales permettant à notre société d'évoluer ouvertement, sans peurs et sans préjugés quelconques;

- considérant que le «vivre-ensemble» nous commande de réglementer certains comportements qui peuvent compromettre la vie en communauté et ce aussi marginaux qu'ils soient;

- considérant qu'il est de l'essence même de la loi de définir pour l'ensemble du territoire national les limites à l'exercice des libertés publiques et qu'on ne saurait en effet exiger des circonstances locales particulières lorsque ce sont les fondements de notre vivre-ensemble qui sont en cause;

- considérant qu'une interdiction générale de la dissimulation du visage édictée par voie légale est le moyen le plus approprié pour définir le socle minimal d'exigences réciproques nécessaires à la vie en commun;

invite le Gouvernement

- à reconsidérer sa position antérieure et à déposer dans les meilleurs délais un projet de loi portant dissimulation (veuillez lire: portant interdiction de la dissimulation) du visage dans les lieux publics en s'inspirant des propositions de loi actuellement déposées à la Chambre des Députés.

(s.) Gilles Roth, Diane Aehm, Léon Gloden, Marc Spautz, Claude Wiseler.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Här President, nach e kuerzt Wuert zur Innenpolitik. Zur Innenpolitik bedauern ech eigentlech, dass wéineg ze soen ass. D'Innenkommissioun an der Chamber ass zënter enger Zäit am Chômage technique. Dat ass schued, well d'Serie vun den Ukënnungen - berechtigten Ukënnungen - an der Regierungserklärung, déi war grouss. An d'CSV hätt et begréisst, wann den Innenminister seng Amendementen zur Reform vun eise Rettungsdéngschter vu sech aus an der Chamberskommissioun och no der Pressekonferenz selwer virgestallt hätt an net sech hätt misse vun der CSV duerch e Bréif convoquéiere loosser.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Inhaltlech, Här President, steet d'CSV - ech soen dat och kloer an däitlech - zu engem modernen a performante Rettungsdéngschter. Mir wäerten duerfir dës Reform konstruktiv begleeden. Dir verstitt awer, dass mer eng definitiv Positioun eréischt wäerten anhuelen opgrond vun engem koordinéierten Text an eis compte tenu vun deenen Amendementen, déi nach agereecht goufen, wäerte festleeën.

D'CSV ass awer géint déi sougenannt „Pompjessteier“.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Ech soen Iech och, firwat: well fir eis esou eng affektiert Statseinam verfassungsméisseg net konform ass an duerfir diskutabel ass, An déi Diskussiounen, déi mer am Conseil d'État haten, zesumme mat der Finanzkommissioun, déi weisen och do-robber hin.

D'CSV ass der Meenung, dass déi néideg Fongen, déi sécherlech gebraucht ginn, sollten direkt, gemäss dem Prinzip vun der Universalitéit vun Budget, aus dem Statsbudget finanziert ginn. Am Regierungsprogramm, Här President, steet: «En vue d'une meilleure coopération entre le Ministère et les communes, le Ministère de l'Intérieur doit être moins l'organe de contrôle et plus le partenaire» - le partenaire! - «et l'organe de conseil des communes.»

D'Praxis um Terrain ass awer leider oft eng aner. Dat ugestriefent partnerschaftlech Zesummeschaffen tëscht Stat a Gemengen ass net ëmmer ganz glécklech. Et huet een d'Impressioun, et géif do heiansdo mat deem berühmten Aarmbéien ëm méi goe wéi ëm d'Saach.

An dobäi si verfassungsrechtlech eigentlech d'Roller tëscht Stat a Gemengen zimlech kloer geregelt, an d'Verwaltungsgericht huet dat an x Uerteeler schonns festgehalten. Dës partnerschaftlech Zesummewirken tëscht dem Stat - mat all sengen Institutionen a Services - an de Gemenge muss verbessert ginn am Interessi vun dem Land. Et feelt u Koordinatioun tëscht de staatleche Services, besonnesch an dem Aménagement communal. Dat geet um Innenministère, dem Umweltministère, der Gestion de l'eau bis an d'Kultur!

Obwuel vill Efforte gemaach goufen, feelt et awer un der néideger Kohärenz. D'Retarden an de Prozeduren hänken dann oft of vun ëmmer neien Exigenzen, sief et bei den Etüden iwwert d'Waasserqualitéit, bei de Fliedermais, dem Schwaarzen am dem Roude Milan, de Servitudes archéologiques, rare Planzen, Naturschutz-zonen an esou weider. Et ass méttlerweil e Prozedurdickicht ginn, wou, op gutt Lëtzebuerger, eng Kaz hir Jong net méi ermëfent.

D'CSV-Fraktioun begréisst duerfir déi Moosnamen, déi am Omnibusgesetz virgesi sinn, fir d'Prozedure weider ze vereinfachen. D'CSV-Fraktioun fuerdert doriwwer eraus, fir besonnesch am Ëmweltberäich méi prezis Regeln ze schafen, wat fir eng Etüden no wat fir enge Kritäre bannent wat fir engem Délai muss gemaach ginn. Och d'Verwaltung, Här President, muss Délai virgeschriwwen kréien, bannent deene si dës Etüden iwwerpréift. Mir brauche méi Rechtssécherheet am Interessi vun der Transparenz an am Intérêt vun Bierger.

Et sollt ee sech hei kenger Illusioun hignen: Een, deen opgrond vun enger Fliedermausetüd eng Servitude op säi potenzielle Bauterrain geluecht kritt, deen dierft net ofgeneigt sinn, diesen Aschnitt a säin Eigentumsrecht wuel gerichtet preiwen ze loosser. Datselwech zielt iwwregens fir deen, dee säin Haus opgrond vu relativ ontransparente Kritären als kommunale Patrimoine culturel klasséiert kritt an deemno e beträchtlechen Agrëff a seng Propriétéit erleit.

Ofschléissend, Här President, nach dräi Wieder zu de Culen. Op de Finanzement vun de Kierchefabriken an de Paschtoueschwunnenge kommen ech net méi zréck. Et gouf eng demokratesch Legitimitéit hei an der Chamber fir deen neie System.

D'CSV akzeptéiert dat, och wa mir eng aner Léisung virgezunn hätten, näämlech déi vun enger Kierchefabrik pro Gemeng. Fir eis a fir vill Leit am Land gehéiert eng Kierch nach ëmmer an d'Duerf. D'CSV ass duerfir der Meenung, dass och an Zukunft, wann eng Kierch an de staatleche Fong wäert iwwergoen, eng Gemeng nach ëmmer muss kënnen d'Instandsetzung vun deene Gebaier matfinanzéieren.

Ech maache kee Schluss a soen einfach Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Roth. Den Här Innenminister huet d'Wuert gefrot fir eng kuerz Reaktioun.

► **M. Dan Kersch**, Ministre de l'Intérieur.- Merci, Här President. Als een, deen am „Chômage technique“ ass, erlaben ech mer selbstverständlech, d'Chamber dann awer driwwer ze informéieren, dass an deem Ministère, deem ech verstinn, awer mengen ech eng ganz gutt Aarbecht geleescht gëtt.

Ech wollt den Här Roth froen, ob en zur Kenntnis geholl huet, dass mer no iwwer zéng Joer Diskussiounen, Etüden, Hin an Hier, Sträit am Beräich vun der Rettungsservice, no enger ganz ausgewogener Diskussioun mat ganz ville Partner - Pompjesfederatioun, Syvicol, Comité des sages, d'Stad Lëtzebuerg, d'Inspektore vun der Pompjesfederatioun, d'Beruffspompjee selwer, d'Ambulancierien - et fäerdegbruecht hunn, e Projet de loi auszeschaffen, deen och



elo schonn zënter ronn aacht Méint hei déposéiert ginn ass, wou mer et fäerdegbréngen, ech géif soen, e Jorhonnertsprung ze maachen am Beräich vum Rettungswiesen, an dat ouni, wéi et eis ugekënnegt ginn ass, dass et géif zu engem grouse Sträit am System kommen, an och an engem System, wou mer haaptsächlech de Bénévolat ganz wäerten ervirsträchen.

Ech wollt den Här Roth och froen, ob em opgefall ass, dass am Ministère de l'Intérieur e Projet de loi ausgeschafft ginn ass, deen och hei vun der Chamber, ech meng souguer eestëmmeg, ugeholl ginn ass, wou mer d'Commissaires de district ofgeschafft hunn. Och eng Diskussioun, déi jorzéngtelaang zu Lëtzebuerg gefouert ginn ass a wou keen de Courage hat, deen Dossier unzepak! Dat hu mer bis elo emol schonn ofgeschafft.

Ech wollt den Här Roth och froen, ob e matkritt huet, dass mer an avancéierte Propositione sinn, wéi mer d'Gemegefinanzreform kéinten ëmsetzen, eng Diskussioun, déi ech och scho mam Syvicol gefouert hunn an och nach wäert féieren, déi och an eisem Conseil supérieur des finances communales scho mat konkrete Propositione vu menger Säit aus ugefaangen huet a wou mer och kuerz viru Resultater stinn.

Ech wollt den Här Roth och froen, ob e weess, dass niewent deem Accord, dee mer fonnt hunn hei an der Chamber, fir dass d'Gemengen entlaascht gi vun hirer Obligatioun, fir fir d'Paschtoueschwunnengen opzekommen a fir och opkommen ze musse fir den Defizit vun de Kierchfabricken, dass mer dee Gesetzesprojekt schonn ëmgesat hunn an dass mer an Zesummenaarbecht mat der kathoulescher Kierch och kuerz viru stinn, fir e Projet de loi virzebréngen, wéi mer och nach déi weider Problematike vun de Kierchfabricke wäerte léisen.

An ech wollt den Här Roth och froen, ob e matkritt huet, dass mer an eisem Ministère de l'Intérieur eng Plattform agebaut hunn, wou d'Gemengen am Virfeld, éier se e PAP op den Instanzwee kënnen bréngen, eng guut Berodung kréien, wou alleguerten déi Akteuren, vun deenen Der virdu geschwat hutt, mat um Dësch sëtzen, dass mer also net mussen d'Planung dräi- oder véiermol ufänken.

An ech wollt den Här Roth froen, ob e matkritt huet, dass am Omnibusgesetz eng ganz Rei vu Bestëmmungen notament den Aménagement communal betreffen, well dat effektiv ee vun deene wichtegen Domänen ass, wou mer musse virukommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Minister!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Dat wollt ech soe vun engem, deen am „Chômage technique“ ass. Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, well d'Regierung huet all Latitude, fir herno nach ze äntwerten. Dat do war...

(Interruptions)

► **Une voix.**- En huet fir eis matgeschwat.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Mä vu dass Der esou vill Froen un den Här Roth gestallt hutt, muss ech dem Här Roth nach eng Kéier d'Wuert ginn.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Ma ech géif dem Här Innenminister soen, dass ech vläicht e bësse méi jonk si wéi hien, mä dass ech net un enger Amnesie leiden! Ech weess, wat ech hei an der Chamber als Deputéierte matgestëmmt hunn, an ech weess och, wat an dem Regierungsprogramm steet, an dat ass zousätzlech zu der Ofschafung vun den Distriktskommissären, déi den Här Halsdorf schonns ageleet hat, dat ass do och de Volet.

An Dir schéngt ze vergiessen, dass Der fréier President respektiv Vizepräsident vun dem Syvicol waart, well do waart Dir deen, deen am meeschten ëmmer gefuerdert huet, fir dass déi sougenannten Tutelle vun de Gemengen, dass déi sollt eng aner Form hunn! An Dir sidd elo zwee an en halleft Joer Innenminister an ech waarde gespaant dorobber, dass Der dann d'Chamber, esou wéi dat an dem Regierungsprogramm virgesinn ass, mat engem entspreche Gesetzezproject befasst.

Zum Chômage technique: Dat hat Der wuel op lech bezunn. Ech hat et awer gemengt, dass d'Commission de l'Intérieur an dem Chômage technique wär, aus deem ganz einfache Grond, dass ech et ubruecht fonnt hätt - a vill Kollegen, mengen ech, hei, an ech kéint mer virstellen, och déi aner Säit -, dass, wann Dir eng Reform vun esou engem wichtige Projet wéi deem vun dem Rettungsdéngscht op enger Pressekonferenz virstellt, dass Der dann dat selwecht gemaach hätt wéi vill aner Kollegee vun der Regierung - notament den Här Gramegna, deen dat regelméisse mécht, den Här Braz huet dat gemaach, wéi e mat dem Här Bieber an d'Justizkommissioun koum; ech

kéint aner Kollegen nennen -, dass Der dat och gemaach hätt.

Ech hunn net méi verlaangt! Mä fir dass d'Debatt net méi laang gëtt, sëtzen ech mech elo.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Als jonke Mënsch sollt Der e bësse Gedold hunn!

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Oh, Här President, wat ass dat doten dann?! Ouni sech d'Wuert ze froen!

(Interruptions et hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Wilmes, däerf ech lech opzielen, wien an deene leschten zwee Deeg ënnerbrach huet, ouni d'Wuert ze froen?

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Ma mir sinn d'Chamber!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Do fanne mer der op alle Säiten. Mä ech soen lech Merci fir Äert grousst Disziplinngéfill an ech wäert lech da bei Geleeënheet dorunner erënnere.

(Brouhaha)

Ech hunn nach eng Wuertmeldung vun Här Justizminister. Ech wëll awer drop hiweisen, dass d'Regierung herno all Latitude huet, fir drop ze äntwerten.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Kee Problem.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- An ech géif och elo nëmme kuerz Zwëschebemierkungen zouloossen,...

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ... well soss kënnert Der dat herno um Schluss vun der Debatt maachen.

Här Braz!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Merci, Här President. Ech sinn och frou, dass ech de Moien awer nach konnt bei der Chambersdebatt mat derbäi sinn. Ech wëll just op zwou, dräi Saache ganz kuerz reagieren, déi den Här Roth gesot huet.

Wann e vun der Entwécklung vun der Zuel vu Riichtere schwätzt a vun der Populatioun, dat ass richtig, do brauche mer eng Weiderentwécklung. Ech wëll lech awer rappelieren, dass mer eng Rei Reformen ënnerwee hunn, déi genau dat dote wäerte mat sech bréngen, dass d'Zuel vu Riichteren eropgesat gëtt, ob dat d'Reform ass am Familljerecht oder bei der Exécution des peines oder d'Reform vun Conseil supérieur vun der Sécurité sociale, an dass mer och dofir d'AttachésGesetz geännert hunn, well Der wësst, dass an de leschte Jore mer ni genuch Kandidaten haten, fir déi Plazen ze besetzen, déi ausgeschriwwen waren!

Et ass net, dass mer keng wollten ausschreiwen. A mäi Virgänger huet sech oft genuch doriwwer beschwéiert. En huet keng fonnt bei déi Plazen, déi ausgeschriwwen waren! Dat ass 2015 no der Reform vun AttachésGesetz déi éischte Kéier erëm gaangen. Mir sinn also elo um gudden Wee mat deenen Efforten, déi mer maachen, a mir wëllen déi Efforten och weiderféieren.

Fir de Rescht hutt Der ganz vill reagiert op dem viregte Procureur général säi Rapport, e Rapport, deen ech gefrot hu beim Roby Bieber, well ech ebe just der Meenung war, dass mer déi Defiziter, déi et an der Justiz gëtt, a scho méi laang gëtt, net eleng kënnen léise mat méi Riichteren. Dat ass wuel eng vun de Pisten, mir mussen eis awer och eng ganz Rei aner Froe stellen. Dat war d'Demande un de Roby Bieber: praktesch Mesuren, déi kënnen ëmgesat ginn a mat engem maximal groussen Effet an Terme vun Effizienz fir d'Justiz. Mir hunn eng ganz Rei Piste genannt. Ech soen lech elo scho Merci am Virus, dass Der déi wohlwollend begleet.

Fir de Rescht hutt Der eng Rei Fuerderunge gestallt, wou Der oppen Dieren arennt. An Dir wësst dat: Mir sinn um Punkt, de Projet de loi JAF ze déposieren. Dir wësst, wéi komplizéiert et war, well zënter 2002 eigentlech kee Fortschritt realiséiert ginn ass. Dëse Projet wäert op en Enn goen. Dee wäert elo an den nächste bal Deeg kënnen déposiert ginn an da wäerte mer déi Diskussioun kënnen féieren.

Déi aner Stéchwierder, déi Der opgeworf hutt, wäerte mer an der Commission juridique kënnen ausdiskutieren. Mä déi doten oppen Dieren, wësst Der, déi sinn agerant!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Justizminister. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

Ech wollt vläicht och nach eng Kéier prezisierere fir déi Kollegen, déi et nach net wëssen, dass

mer d'Diskussiounen duerchzéie mat der Äntwert vun der Regierung. Dat heescht, mir fueren de Moie weider, bis dass mer den Débat komplett ofgeschloss hunn.

► **Une voix.**- Da gëtt et zwou Auer!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen, mir wäerten tëschtent hallwer eng an eng Auer fäerdeg sinn.

Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Merci, Här President. Ech wëll direkt am Ufank dorobber zrëckkommen, wat den Här Roth gesot huet. Ech denken net, dass d'Relatiounen tëschtent dem Innenminister an de Gemenge schlecht sinn. Ech ka just constatieren um Niveau vun der Intérieurskommissioun, dass den Dialog do permanent ass tëschtent de Gemengen an dem Ministère de l'Intérieur senge Beamten an dem Minister selwer. Ech mengen, en huet dat elo grad gesot, wat d'Service-de-seoursen, dee Projet de loi ubelaangt, souwuel wéi d'Gemegefinanzen, awer och d'Omnibusgesetz.

An ech kann lech awer och berouegen, Här Roth: D'Commission de l'intérieur ass net am Chômage technique. Deeselwechten Dag, an ech mengen, dat war de leschte Méinden, hat d'CSV-Fraktioun e Bréif gemaach, fir d'Amendement-gouvernementalen op den Ordre du jour setzen ze loosse, déi presentéiert ginn iwwert de Projet de loi vun de Services de secours. An Dir, mengen ech, hat virdrun - oder déiselwecht Zäit, mir kënnen elo iwwert d'Stonn diskutieren - och den Ordre du jour kritt an d'Aberuffung vun der Intérieurskommissioun zu deem Punkt. Op jidde Fall steet et um Server, do kënnert Der kucken, zu deemselwechte Punkt, zum Beispill op där Plage, déi mer ëmmer hunn donneschdes do, déi éischt, wou et méiglech war. Dat just dozou.

Ech wëll a menger kuerzer Interventioun véier Hauptpunkten ernimmen:

D'Reform vun de Services de secours, also Protection civile a Pompjeswiesen, déi ënnert dem Point de vue fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vun eise Bierger gemaach gëtt, ebe fir des Sécherheet ze garantieren, déi gëtt gemaach am Aklang - an dat ass eis wichtig - mat deene Professionelle vun Terrain souwéi och de Leit um Bénévolat. A mir als LSAP stinn zu 100% hannert där Reform.

D'Gemegefinanzen - si si vu mengem Virriedner ugeschwat ginn, sinn och vun Intérieurminister schon ugeschwat ginn - si fir eis och wichtig, well mir brauchen do en zäitgeméisst finanziell Zesummepill tëschtent dem Stat an de Gemengen. Do muss e gesonden Equiliber tëschtent de Gemengen an dem Stat gesicht ginn an eng équilibréiert - an dat ass eis och wichtig - Verdeelung tëschtent de Gemengen.

D'Trennung vu Stat a Reliounen, dëst fir enger gerechter Gesellschaft gerecht ze ginn, ass ganz einfach eng laangjäreg Fuerderung vun de Sozialisten.

An da kommen ech op dee Punkt, op deen ech kuerz wëll agoen, well en och hei vu verschiddene Virriedner genannt ginn ass: d'Ophuele vun den Demandeurs de protection internationale, also de Flüchtlingen, déi eis Hëllef brauchen hei zu Lëtzebuerg. Dat ass, wéi gesot, e puermol ernimmt ginn.

Bei dem Accueil, dee mer deene Leit hei maachen, well se Hëllef brauchen, ass et, denken ech, fir Lëtzebuerg ganz wichtig, déi ganz Problematik mat de Leit ze diskutieren. Vill Riedner hunn der Regierung do Fangerspëtzegefill attestéiert an d'Regierung huet do och déi richtig pragmatesch Responsabilitéit a Verantwortung iwwerholl.

Eist Land huet Responsabilitéit, wéi gesot, gewisen. A verschidde Gemengen hunn dat och gemaach! D'Land an d'Gemenge musse fir hir Bierger souwéi bei der Intégratioun vun de Flüchtlingen, bei der Sich nom Logement, wat schon ugeschwat ginn ass, an der Education, bei der staatlecher Bereetstellung vu finanzielle Moyenen, zum Beispill am Kader vun de Gemegefinanzen - vun där Reform - haaptsächlech op d'Cohésion sociale oppassen. D'Intégratioun musse mer alleguerten zesumme maachen, ob Lëtzebuurger oder Netlëtzebuurger, an zwar op allen Niveauen.

Wat sinn elo awer am Ophuele vun de Flüchtlingen déi staatlech Kompetenzen? A wat kënnert op d'Gemengen duer, dëst besonnesch am Encadrement vun de Flüchtlingen?

Mir hu gëschter héieren, dass d'CSV der Meenung ass - notament an der Ried vun CSV-Fraktionspresident -, wat d'Flüchtlingsënnerbréngung ugeet, missten d'Gemenge Solidaritéit weisen - deem stëmme mer zou, honnertprozenteg! -, a wann dat net de Fall ass oder wier, misst d'Regierung hir Verantwortung iwwerhuelen an e Quotesystem aféieren.

D'Regierung huet bei den Demandeurs de protection internationale, wéi gesot, Verantwortung

iwverholl, wollt - a wëll dat nach ëmmer - a voller Transparenz mat de Gemenge siwen national Opfangstrukture schafen, déi jeeweils 300 Leit kënnen ophuelen.

Dat, an dat wësst Der alleguerten, huet deser Regierung net ëmmer Luef abruecht, mä entsprécht deem, dass eng Regierung hir Handlungsfäegkeet a Verantwortung muss beweisen, och wann et net bei jiddwerengem gutt ukënnert.

An deem Kontext an op déi Reflexioun vun CSV-Fraktionspresident hin, wat d'Quoten ubelaangt, wëll ech am Fong wëssen, wéi d'Regierung zu där Proposition, zu deem Gedanken, zu där Iddi vun engem obligatoresche Quotesystem fir d'Gemenge steet a wéi se aschätzt, dass d'Evolution vun de Flüchtlingezuelen an Zukunft wäert sinn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Haagen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Lex Delles.

► **M. Lex Delles (DP).**- Merci villmools, Här President. Ech wëll ufänke mat engem Zitat. Den Helmut Schmidt huet eng Kéier an engem bemierkenswäerten Interview an der „Zeit“ gesot, an ech zitieren: „Der Rechtsstaat hat nicht zu siegen, er hat auch nicht zu verlieren, sondern er hat zu existieren!“.

Dëse Saz ass am Kontext vun dem RAF-Terrorismus an de 70er Joren an Däitschland ze verstoen. Wann een awer e bëssen driwwer nachdenkt, da passt dat Zitat och ganz gutt op d'Zäit vun haut an och op Lëtzebuerg.

D'Vertraue vun Vollek an d'Institutionen huet iwwert déi lescht Jore konstant ofgeholl. D'Police an d'Justiz hunn nach ëmmer un der Bommeeleeräffär ze knaen, d'SREL-Affär ass alles anescht wéi zu honnert Prozent opgekläert, an d'Politiker, also d'Regierung an d'Chamber, sinn de Leit leider och net ëmmer richtig geheier. An zu all deem geselle sech dann och nach d'Aktualitéit an d'Weltpolitik: en droende Brexit, Krich an der Ukrain, d'Flüchtlingskris an Terrorismus.

Wann ech éierlech sinn, ech kann et kengem verdenken, deen e gewëssent Mooss u Skepsis huet oder sech Froe stellt vis-à-vis vun eisen Institutionen. Wouhinner dat Mësstraue ka féieren, demonstrieren déi aktuell Beispiller vun Front National, AfD oder nach de rezente Succès vun der FPÖ an Eisträich ganz däitlech.

Mir sinn eis alleguerten eens, dass dëst keng gesond Situatioun ass, besonnesch well des - ech nennen et elo emol einfach - „Institutionskris“ net nëmme op Lëtzebuerg limitéiert ass, mä en europawäiten, wann net souguer e globale Phenomeen duerstelt.

Eise Rechtsstat an eis Demokratie liewen dovun, dass hir Institutionen onofhängeg funktionéieren kënnen. Fir dass dëst de Fall ass, mussen all eventuell Dysfonctionnement konsequent opgeschafft ginn an de Stat muss sech regelméisse esou erneieren, dass e sech de Gegebenheeten an den neien Erausforderunge vun eiser Zäit upasse kann.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Lex Delles (DP).**- D'Regierung huet sech an dësem Sënn an hirem Koalitionsaccord ganz ambitiéis Ziler gesat. Wann een elo an der Halschent vun der Legislaturperiode a Bilan wëllt zéien, da kann ee mat Recht behaupten, dass och schon eng ganz Partie vun deem, wat sech virgeholl gouf, ëmgesat ginn ass, respektiv amgaangen ass, ëmgesat ze ginn.

Et handelt sech zum Deel ëm grouss institutionell Reformen, wéi zum Beispill beim Statsrot an och bei der Justiz. D'Envergure vun der Verfassungsreform brauch ech heibanne kengem ze erklären. Et sinn awer grad déi Neierungen, déi op den éischte Bléck wéi niewesächlech Detailer kléngen, déi immens wichtig si fir de Fonctionnement vun eisem Stat.

Ech erkläre mech mat engem Beispill, wat dëst Haus betrëfft. Eng vun deenen éischte politeschen Décisiounen vun der jëtzege Majoritéit war et, d'Rechter vun der Opposition a Form vun de politesche Sensibilitäten ze stärken. Sou gouf d'Riednerzäit däitlech eropgesat an decidéiert, dass iwwer all Untrag muss ofgestëmmt ginn, an d'politesch Sensibilitéit ginn och an d'Präsidentekonferenz invitéiert.

À première vue ännert dëst net ganz vill um Funktionnement vun Stat, an awer ännert et alles. Jiddweree vun de 60 Deputéierten, egal ob an der Majoritéit oder an der Opposition, ob Member vun enger Fraktioun oder Onofhängegen, vertritt zu gläichen Deeler d'Mee-

nung vum Vollek a muss seriö geholl ginn. Nëmme esou kënnen mir d'Veutraue vun de Bierger erëm zréckgewannen.

Aus deem Grond ass et och wichteg, dass mir méi Moyenen an déi politesch Bildung investéieren, wéi d'Regierung dat och elo grad wëlle huet. Grad wéi a villen anere Beräicher gëllt och hei de Grondsatz, dass d'Preventioun an d'Sensibilisatioun dat bescht Mëttel géint Desinformatioun an Desinteressi sinn.

Mir brauchen och keng Angscht ze hunn, d'Leit em hir Meenung ze froe bei der Verfassungsreform. Mir mussen de Leit och net alles erklären. Si verstinn dat och vum selwen. Par contre muss mer d'Leit méi matabannen an hinnen och déi bescht Méiglechkeete ginn, sech ze informéieren. An ech si wierklech fro, dass dat elo bei der Verfassungsfro och geschitt, a freeë mech schonn op den Dialog mat de Leit. Den Dialog ass dee wichtegste Leitfuedem, dee sech dës Koalitioun ginn huet.

Eng vun de gréisste Leeschtunge vun der Regierung ass et, de Sozialdialog erëm un d'Lafe bruecht ze hunn. Ech ka mech nach un den Échec vun der Tripartite am Joer 2012 erënneren. Et huet ee gespuert, dass de Lëtzebuurger Modell risquéiert huet, an e Koup ze falen, de Lëtzebuurger Modell an eng Tripartite, déi iwregens ënnert dem liberale Statsminister Gaston Thorn agefouert goufen. Dat kann een net of genuch betounen, wann ee verschidde Leit nolauschert, wéi se heiansdo iwwert d'Demokratesch Partei schwätzen. Ënnert dem liberale Premier Gaston Thorn ass de Lëtzebuurger Modell entstanen. Ënnert dem liberale Premier Xavier Bettel ass de Lëtzebuurger Modell erëm ugekuerbelt ginn.

Beispiller fir de Succès vum nei opliewende Sozialdialog ginn et der eng ganz Partie. Nieft den Accorde mat de Gewerkschaften a Patrons-vertrieder ronderëm den Zukunftspak an déi usteend Steierreform wëll ech virun allem déi nei Konventiounen tëschent dem Stat an de Reliounsgemeinschaften ervirhiewen.

D'Relatiounen tëschent Stat a Kierch si keen einfach Thema. Et sinn immens vill Emotiounen am Spill, oft ze vill Emotiounen. D'Regierung huet et zesumme mat de Reliounsgemeinschaften, an ech betoune wierklech „mat de Reliounsgemeinschaften“, fäerdegbruecht, dass et net zu engem Kulturkrich komm ass, dee sech deen een oder anere vläicht souguer gewünscht hätt.

De Glawe spillt bei ganz ville Mënschen an eiser Gesellschaft eng wichteg Roll an hirem Liewen. D'Recht op Glawen a Relioun gëllt et net nëmme ze respektéieren, mä em all Präis ze verteidegen. Dozou steet d'Regierung an dozou steet och d'Demokratesch Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Lex Delles (DP).** - Den Accord tëscht der Regierung an de Reliounsgemeinschaften suert net nëmme derfir, dass weiderhin all Mënsch säi Glawe kann ausüben, mä dass dat Recht souguer gestärkt gëtt, andeems all unerkant Konfessioun zu Lëtzebuerg proportional zu hirer Unhängerschaft finanziell vum Stat ënnerstëtzt gëtt.

Et sollt een och net vergiessen, dass dës nei Regelung vun de Reliounen tëschent Stat a Culte eng Chance ka sinn, fir dass sech d'Glawensgemeinschaften och kënnen nei opstellen. De Fonctionnement vun der Kierch war bis elo vill vum Stat ofhängeg. Hei kréien d'Glawensgemeinschaften elo och méi Fräiheeten.

De Glawen ass awer och eppes Privates a soll net vun der Allgemengheet beaflosst ginn. Dofir ass et richtig, dass d'Gemengen net méi obligéiert sinn, finanziell fir d'Kierchfabriken an och de Logement vum Paschtouer opzuebauen.

An deem Kontext wëll ech elo nach puer Saachen zum neie Wäerteunterrecht soen, dee jo bekanntlech vun der nächster Rentrée un am Secondaire wäert agefouert ginn, an 2017 dann och am Fondamental.

D'CSV hat sech an hirem leschte Wahlprogramm jo bekanntlech fir en eenheetleche Wäerteunterrecht am Secondaire ausgeschwat, an ech ginn dohier dovunner aus, dass mer bei deem Vott zu deem Gesetz eng ganz grouss Majoritéit an der Chamber wäerten hunn.

D'Afféierung vun deem neie Cours ass keng Décisioun géint d'Reliounen oder de Glawe vun de Leit. Mat deem Schrëtt dréit d'Regierung vill méi dem Pluralismus an der Villfältigkeit vun eiser Bevëlkerung Rechnung. An eise Land liewe ganz vill Leit aus verschidde Nationaliounen, aus ganz ënnerschiddleche Kulturen a mat ganz villsäitege reliéisen, spirituellen oder

philosopheschen Iwwerzeegungen. Vun Atheismus bis Zen-Buddhismus dierft dobäi esou gutt wéi alles ze fanne sinn.

D'Fro vum Wäerteunterrecht ass dofir an eisen Aen och keng reng schoulpolitesch Fro, mä eng allgemeng Fro iwwert d'Verständnis vun der Demokratie an dem Zesummeliewen an eiser Gesellschaft.

D'Demokratesch Partei steet voll a ganz hantert der Iddi vun engem eenheetleche Wäerteunterrecht an eise Schoulen. Mir sinn der Meenung, dass eise Schoulsystem soll integrativ wierken an dass een d'Kanner net soll opgrond vun hire kulturellen oder reliéisen Hantergrënn trennen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Lex Delles (DP).** - Mir kënnen, jo mir solle kontrovers iwwert den Inhalt vun deem neie Fach diskutéieren, wat an deene leschte Wochen a Méint jo och méi wéi genuch, mä leider oft genuch net mat der néideger Objektivitéit gemaach ginn ass. Bei all dësen Diskussiounen sollte mer awer eng Saach net vergiessen, nämmlech déi, dass d'Gesellschaft haut eng aner ass wéi déi virun zéng, zwanzeg oder drësseg Joer.

Mam Aféiere vun deem neie Wäerteunterrecht gëtt eis Schoul e Stéckwäit de gesellschaftleche Realitéiten ugepasst. Der Politik hir Aufgab ass et, op d'Froen, déi sech duerch gesellschaftleche Verännerunge stellen, eng Antwort ze fannen.

Wann een de Status quo net méi als Option ugesäit, mä eppes wëllt änneren, da stellt sech d'Fro, wéi dës Verännerung soll ausgesinn.

Am virleiende Fall vum Reliounsunterrecht an eise Schoule goufen et zwou Méiglechkeeten: Entweder, et gëtt een, am Sënn vun der Gläichbehandlung vun alle Reliounen, och alle Glawensrichtungen dann d'Méiglechkeet, fir hire Cours an der öffentlecher Schoul kënnen ofzehalen, oder awer, et hëlt een d'Neutralitéit vum Stat vis-à-vis vun den eenzelne Reliounen an d'Laizitéit vun der öffentlecher Grondschoul als Prinzip vu weideren Iwwerleeungen.

Fir eis stoung déi éischt Méiglechkeet allerdéngs net wierklech zur Diskussioun. Et konnt also nëmme déi Option gezu ginn, déi elo ëmgesat gëtt, nämmlech de Reliouns- an de Moralunterrecht duerch en eenheetleche Wäerteunterrecht ze ersetzen.

Wéi bei esou villen anere Sujeten, déi ech virduer schonn ugeschwat hunn, esou ass et och eng Tatsaach, dass dës Schrëtt, deen an deene leschten dräi Jorzéngten ëmmer en Tabu war - egal ënner wéi enger politescher Konstellatioun, just dass eng Partei ëmmer derbäi war -, eréischt ënnert där aktueller Regierung konnt vollzu ginn.

Et gëtt natierlech nach eng ganz Partie aner Saachen, déi een an deem Kader, an deem Débat och kann uchwätzen. Mat dem Mariage pour tous an dem neie Gesetz iwwert den Avortement sinn zwou wichteg Gesellschaftsfroen a Kraaft getrueden. D'Fonction publique gouf reforméiert, d'Chamber an de Statsrot hu sech e Code de déontologie ginn an d'Regierung huet hiren och erweidert. D'Projets de loi 6810 an 6811 iwwer eng méi transparent Administratioun an d'Reutilisation vun den Donnéies publiques goufen déposiert. D'Reform vum SREL wäert all Moment hei am Haus och ofgestëmmt ginn. Dat nämlecht gëllt fir d'Reform vum Statsrot an eng sëllege Reformen an der Justiz. D'Simplification administrative gëtt alldeeglech virugefouert.

Ech kéint esou virufueren, ech fäerten allerdéngs, dass mir d'Zäit feelt, fir op alles anzegoen. An dat muss ech och net, well mer sécherlech wäerten an nächster Zäit zu deenen eenzelne Projets de loi hei an der Chamber genuch Zäit hunn, fir doriwuer ze schwätzen.

Et illustréiert awer, vu wat fir enger Envergure mer hei schwätzen a wat zanter dem 20. Oktober 2013 schonn alles ugepaakt ginn ass, fir de Stat a seng Institutionen ze moderniséieren.

Et bleift sécherlech nach ganz vill ze maachen, an awer brauch ee sech mat deem Tëschebilan net ze verstoppen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Delles. An nächsten ageschriwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, ech wëll vläicht do ufänke mat engem Sujet, deen och den Här Delles ernimmt hat a senger Ried, an dat ass d'Reform vun eiser Verfassung. Et ass e Prestigeobjet gewiescht, mä mir héieren am Abléck net méi ganz vill dovunner.

Et ass wouer, et läit bei der Chamber, dee Projet virzubereeden. Mä an enger Debatt wéi

haut, well d'Regierung kee Wuert doriwuer gesot hat och an hirem Ried, ass et awer interessant, fir ze froen: Wat ass d'Meenung vun der Regierung? Well mir sinn elo an der Halschent vun deser Legislaturperiod! Wa mer nach wëllen eng Verfassungsreform an deser Legislaturperiod duerchzéien, da gëtt et awer Zäit, dass mer eis iwwer en Datum fir e Referendum eens ginn.

Ech wëll nach eng Kéier hei fir d'ADR soen, dass mir ganz vill Problemer mat deem Verfassungsentwurf hunn: Een, dee soll d'Monarchie schwächen. Een, dee soll eis Souveränitéitsrechter permanent un d'Europäesch Union oftrieden. An dat an engem Abléck, wou mer jo gesinn, dass d'Europäesch Union an där Form, wéi se haut existéiert, immens Problemer huet, iwwerhaupt ze iwwerliewen! An aner Problemer nach: D'Ofschafung vun zum Beispill der Cour constitutionnelle, déi do virgesinn ass. Alles dat si fir d'ADR grouss Problemer. Dofir ass et fir eis e wichteg Sujet. A well et awer e Prestigeobjet och vun deser Koalitioun war, muss ee jo awer froen, wou deen drun ass.

Ee Punkt ass fir eis ganz kloer: Ob et an deser Legislaturperiod ass oder an där nächster Legislaturperiod, dës Constitutioun kann an eisen Aen nëmme duerch e Referendum ugeholl ginn! An d'ADR wäert och derfir suergen, dass d'Vollek et ass, dat decidéiert, ob mer eng nei Constitutioun wäerte kréien oder net.

D'Nationalitéitgesetz ass och kuerz ugeschwat ginn. Och do hu mir ganz kloer Prinzipien. Fir eis ass e Lien tëschent Nationalitéit a Sprooch ni ofzestreden a Lëtzebuergesch muss och d'Integratiounssprooch sinn. Aus deenen zwou Grondconsideratiounen hu mer eng ganz Rei vu Problemer mat deem Gesetz, wat d'Koalitioun zesumme mat der CSV elo ausgeschafft huet. A mir wäerten als ADR an der appropriierter Form deen Abléck reagéieren, wa mer op déi Diskussiounen iwwert dat neit Nationalitéitgesetz kommen, wat an eisen Ae vill Prinzipien verletzt, déi awer missten an engem Stat gellen.

D'Sécherheet huet fir eis Prioritéit, d'Sécherheet am wäite Sënn. Eng Rei Saache sinn och ugeschwat ginn. Mä dat geet vun der Belästigung duerch organisiert Heeschbände bis iwwert d'Kriminalitéit, Ugrëff géint Leit bis zu internationale Froen, wéi d'Lutte géint den Terrorismus. Mä ech mengen, et ass eng Kärfunktioun vum Stat, fir fir d'Sécherheet vun de Leit ze suergen. An als ADR wäerte mer alles maachen, fir eis Sécherheitsorganer och an där Richtung ze ënnerstetzen an hinnen déi néideg Mëttelen ze ginn.

Eng vun de Lacunen an der Regierungserklärung war, dass iwwert d'Défense net geschwat gouf. Et ass awer interessant, well dës Regierung huet e finanziell groussen Engagement geholl, nämmlech d'Augmentatioun vum Effort de défense vun 0,4% op 0,6% vum Bruttoinlandsprodukt, gréisstendeels an deser Legislaturperiod, mä dat soll bis 2020 goen, wat jo awer och fir dës Regierung wahrscheinlech keen einfachen Exercice ass!

Mir héieren ëmmer, dass op d'mannst eng vun de Regierungsparteie sech esou hallef distanzéiert vun deem Exercice. Dofir wär et awer interessant, fir ze gesinn, wéi d'Regierung laangfristeg den Effort de défense gesäit, well an all internationaler Konferenz, ob dat vun der NATO ass, bei der Europäescher Union, an diversen Ausféierungen ëmmer erëm a ville Schlusdokumenten steet, dass u sech den Engagement ass, dass d'State sollen 2% vum Bruttoinlandsprodukt fir hiren Effort de défense ginn. 2%, an ech hunn ni gesinn op enger vun deene Konferenzen, dass eis Regierung do géif Reserve maachen an net domadder d'accord wär.

Dofir ass d'Fro un d'Regierung: Akzeptéiert se dat dann och? Wëllt se dat och national vertrieden, wat se op internationalem Plang akzeptéiert, nämmlech dass den Effort de défense soll weider eropgeschrafft ginn? A wa se dat wëllt, a wéi engem Zäitraum a mat wéi enge budgetäre Mëttelen?

D'Force publique allgemeng leit ënner engem ganz groussen Personalmangel. A fir all déi verschidde Voleten unzeschwätzen, huet d'ADR dann och eng Interpellatioun emol iwwert d'Arméi gefrot, déi mer hoffe kënnen am Hierscht hei ze hunn.

D'Police brauch net nëmme strukturell Reformen, iwwert déi am Abléck ganz vill geschwat gëtt, mä virun allem brauche mer och nach en neit Polizeigesetz. Mir mussen der Police, genau wéi am Ausland, einfach och am administrative Beräich - der Police administrative, wéi dat heescht - kloer Kompetenze ginn, och do méi eng grouss Onofhängegkeet vum Appareil judiciaire schafen, wéi dat an allen europäesche Länner de Fall ass.

Mir si mat der Belsch, an nach méi wéi d'Belsch, dat Land an Europa, wou d'Police am

mannste Kompetenzen huet par rapport zu deenen Aufgaben, déi se eigentlech misst erfëllen. „Platzverweis“ ass ee Stéchwuert, wat ee kann direkt an deem Zesammenhang do ernimmen, och déi direkt Zesummenaarbecht mat anere Polizeikräften am Ausland. Iwwerall do entsti Problemer.

Et wär iwregens och eng administrativ Entlaaschtung fir d'Justiz, wann d'Police kéint eng Rei Saachen autonom maachen, ouni all Kéier mussen e Substitut oder iergendeng aner Autoritéit ze froen, ob se dat da wierklech däerf maachen.

Also alles dat ass am Kader vum Recht, alles dat funktionéiert a praktesch allen europäesche Staten. An d'Linn vun der ADR ass, fir d'Kompetenze vun der Police emol unzepassen un dat, wat awer d'Norm am Ausland ass.

D'Verhältnisméissegkeet ass och e Stéchwuert. Mir erënneren eis ganz gutt, dass wéi den Här Minister Etienne Schneider ugefaangen huet a senger Fonctioun als Polizeiminister, en eppes gesot huet, wat sympathesch war. En huet gesot, dass de Polizist misst erëm eng gewësse Marge d'appréciation kréien.

Dat Bild vun der Police misst an deem Sënn och e bësse sinn, dass e Polizist bei ganz klengen Saachen et emol ka soen: „Hei, et ass gutt fir déi Kéier“, fir dass d'Leit och Vertrauen erëm an d'Police kréien, „mä komm mer net méi esou erëm!“. Also en anert Bild vun der Polizei.

Doriwwer gëtt am Abléck net méi geschwat. Anscheinend war de Parquet komplett do dergéint, fir der Police esou eng Marge d'appréciation ze ginn, déi awer d'Justiz huet. Well d'Justiz huet den Droit de classer sans suite, de Parquet, ouni eng Prozedur, ouni dass do eng speziell Décisioun misst geholl ginn. Mä dann, ech mengen, wann ee selwer déi Possibilitäten huet, da misst een och kënnen der Police bei Bagatellfäll awer e bëssen eng Flexibilitéit ginn.

Dat geet esou wäit, dass jo eng Obligation de dénoncer besteet. Dat ka bis zu enger Entrave à la justice goe bei Delikter. Ech erënneren drun, dass d'Demokratesch Partei genau wéi d'ADR dat Gesetz net gestëmmt hat. Dofir ass et awer ganz wichteg, dass mer och do kucken no der Verhältnisméissegkeet an all deene Saachen.

Wat d'Justiz selwer ugeet, ass et och eng Position vun der ADR, dass mer gär hätten, dass de Parquet, also d'Magistrature debout, vun der Magistrature assise getrennt gëtt, dat och am Interessi vun de Rechter vun der Verdedeung.

Bei de Reformen, déi ustinn, do gesi mer genaousou - ech mengen, d'CSV hat dat och schonn erëmimt -, dass gewësse wichteg Gesetze, eng Rei vu wichteg Gesetze net an d'Chamber kommen. Mir waarden och op dat neit Scheedungsgesetz, wat jo immens vill Leit an eiser Gesellschaft interesséiert. D'Reform vum Familljerecht, och d'Tutelle an aner Froen, wéi se hei scho genannt gi sinn, dat si wichteg Reformen a mir waarden drop.

Mir maachen eis awer Suergen ëm d'Homosexuellebestietnis a seng Konsequenzen. Den Här Roth hat hei ganz houfreg gesot, dass d'CSV do à l'origine wär. Dat versti mir haut nach net, dass d'CSV à l'origine konnt si vum Homosexuellebestietnis. Haut si mer mat de Konsequenzen konfrontéiert. Mir hunn eis jo dergéint ausgeschwat, wéinst dem Schutz vum Kand.

An haut gesi mer jo, dass d'GPA, eppes, wou normalerweis all Mënsch misst soen - also d'Gestation pour autrui, d'Leihmutterchaft -, dass dat eppes Schlechtes ass, dass déi och hire Wee lues a lues an eist Land fënnt. Eng Merkantiliséierung vum Kierper vun der Fra an eng Merkantiliséierung vum Kand als Handelsobjekt, amplaz vun engem Produkt vun der Léift!

Et ass zum Beispill hei ze gesinn an enger Question parlementaire...

(Brouhaha)

Ech weess net, firwat d'Regierung dat amüsant fënnt, d'Gestation pour autrui. Si kann eis dat herno erklären. Ech fannen et guer net amüsant!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Ech fannen et och net amüsant, mä lech awer, Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Hei ass eng Question parlementaire gestallt ginn...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense.** - Gutt gesot!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ...vun engem sozialisteschen Deputéierten, dee Bezuch hëlt op de Congé parental fir Leit, déi e Kand iwwer eng Gestation pour autrui kritt hunn. An dat ass ganz interessant, well he seet: Missten déi Elteren dann net an deene Situatiounen, also déi Elteren - Eltere gi se hei genannt -, déi Kanner iwwer eng GPA kritt



hunn, déiselwecht Rechter hunn, zum Beispill wat de Congé parental ugeet?

Do misst ee jo erwaarden, datt d'Regierung do seet, dat wär eppes fir si, wat net moralesch tragbar wär. Dat wär emol eng Antwort, déi mir eis erwaart hätten. Neen, d'Regierung äntwert: «Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration fait examiner l'opportunité et les conséquences d'une éventuelle adaptation de cette disposition.»

► **Une voix.** - Bravo!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Hei mécht also d'Regierung eng Dier op fir de Congé parental no der GPA, no der Behandlung vum Mënsch als en Handelsprodukt. An dat ass eng Regierung,...

(Interruptions diverses)

Majo, well mir eis fir de Schutz vum Kand engagéieren. De Schutz vum Liewen an de Schutz vum Kand si Grondfesten, Grondpeiler vun der Politik vun der ADR a mir wäerten also esou Entwécklungen op jidde Fall bekämpfen. Mir maachen net aus de Kanner en Handelsprodukt!

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Hunn déi Kanner da kee Recht dorobber, dass hir Elteren och méi Zäit mat hinne kënnen verbréngen? Dat wär awer emol meng Fro. Sinn déi Kanner keng Kanner wéi déi aner? Villmools Merci fir eng Antwort, Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ma ech kéint dat do elo ganz laang mat lech diskutéieren. Mä ech soen lech awer eppes...

(Brouhaha)

Ech soen lech eppes a mir wäerten déi Diskussioun hei nach ganz am Detail féieren. Gitt Der mer déi Minutt, fir op d'Fro vun der Madamm Minister ze äntwerten?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Selbstverständlech! Wann Dir vun der Regierung ënnerbrach gitt, kritt Dir selbstverständlech Zäit, fir dorop ze reagéieren.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci. Ech wëll der Regierung eppes soen, wat vläicht wéi eng Banalitéit kléngt, mä offensichtlech fir dës Koalitioun keng Banalitéit ass: Et ass net, well iergendeppes an der Welt existéiert, an d'GPA existéiert, datt de Législateur et muss an eis Rechtsuordnung aféieren! Et kann een net eppes, wat existéiert an awer vläicht keng moralesch Legitimitéit huet, an d'Rechtsuordnung dann aféieren an et legaliséieren. Dat Argument geet net duer. Et muss een eppes och kënnen condemnéieren!

Well Politik ass jo näischt, wat einfach do hannendruleeft, hanner Entwécklungen an der Gesellschaft, mä de Politiker an d'Gesetz hunn ëmmer och eng normativ Fonctioun. E leeft net am moraleidele Raum, mä en ass do, fir och an der Gesellschaft derfir ze suergen, datt déi Schwächst an der Gesellschaft, zum Beispill d'Kanner, e Verdeedeger fannen. An eng Regierung soll de Verdeedeger vun deene Schwaache sinn. An dës Regierung ass offensichtlech net capabel, dee Rôle ze erfüllen!

An den Detail vun där Diskussioun anzegoen, do freeë mir eis drop als ADR, well mir wäerten nimools an eiser politescher Richtung déi zwee Grondprinzipien, de Schutz vum Liewen an de Schutz vum Kand, verrodnen. Mir sinn do, fir Politik mat Moral ze maachen!

(Exclamations)

Nach ee Wuert zur Fonction publique.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Är Moral, jo, Är Moral!

(Brouhaha)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Nach ee Wuert zur Fonction publique. An eisen Aen...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Et ass jo hei op der CSV-Säit eng kleng Onsécherheet opgetrueden iwwert de Statut vun der Fonctioun publique gëschter. Den Här Spautz huet probéiert, dat ze corrigéieren - on en prend note -, den Här Eischen hat eppes anescht gesot.

Fir eis ass ganz kloer, datt d'Fonction publique hire Statut huet. Mir bekennen eis zu der Fonctioun publique. D'Fonction publique soll lëtzebuergesch bleiwen, si soll Lëtzebuergesch schwätzen, si soll am Déngscht vun de Bierger, vun eisen Entrepreneuren, vum Land stoen.

Mir soen awer och, datt mer e schlanke Stat gär hätten als ADR. Mir wëlle keen État pléthorique. Mir wëllen net, datt dee Stat ausufert an och zu engem risége Käschtefaktor herno sech entwéckelt. A kee wëllt dat am Land. Och d'CGFP betount ëmmer erëm, datt mer e schlanke Stat wëllen. Mä fir eis ass awer interessant ze gesinn, datt dës Regierung zënter datt

se ugetrueden ass anscheinend ganz, ganz, ganz vill Leit nei engagéiert!

Mir wäerten iwwert de Wee vun der Question parlementaire schréfflech, well mir hätten dat och gär schréfflech als Antwort, emol nofroen, wat dann un zousätzleche Plaze vun dëser Regierung a wéi engen Domäne genau geschaaft gouf a wéi sech déi justifiéieren. Et ass och eng Verantwortung, wa mer vu risegen Defiziter beim Stat schwätzen - a mir wësse jo alleguer, datt dat esou ass -, datt mer mussen zesummen drop oppassen, datt de Stat sech soll op seng Kärfunktiounen konzentréieren. Fir déi Funktiounen ze erfüllen, muss e genuch Leit hunn, gutt ausgebild Leit, gutt forméiert a gutt bezuelt Leit, keng Diskussioun, awer de Stat soll sech op seng Kärfunktiounen konzentréieren an net ausuferen!

E lescht Wuert zu de Culten, well ech gesinn, Här President, datt meng Zäit eriwuer ass. Mir féieren als ADR kee Krich géint d'Relioune, ganz am Géigendeel! Mir sinn och fir eng Trennung vu Kierch a Stat. Awer eng Trennung vu Kierch a Stat heescht net e Krich géint d'Relioune, heescht net e Krich géint de Glawen.

Do hu mir eng aner Kultur, fir unzefänken, eng aner Diskussionskultur. Fir eis wär et selbstverständlech, wa mer géifen eng Reform maachen, datt mer emol jiddweree géifen empfänken, dee wëllt mat eis doriwwer schwätzen.

Eleng dat, eleng de Begrëff vum Dialog schéngt bei verschiddene Regierungsmembere net ukomm ze sinn! Dat war bei der Reform vun de Kierchfabriken zum Beispill de Fall. Wéi kann eng Partei wéi d'DP - déi ëmmer gesot huet: „Mir si fir den Dialog an d'Transparenz“ -, an eng Regierung si mat Leit, déi den Dialog verweigere mat Leit, déi wëllen iwwer Reforme mat dëser Regierung diskutéieren? Eng vun deene villen erstaunleche Saache bei dëser Saach!

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Eng zweet Saach... Här Statsminister, et wär och fir lech interessant nozelauschteren.

(Hilarité)

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Wouhier wësst Dir dat?

(Interruptions et hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Kartheiser, Dir misst esou lues zur Konkusioun kommen!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech kommen zur Konkusioun, soubal d'Regierung sech berouegt huet, Här President.

Et ass fir mech ëmmer schéin ze gesinn, datt ech Opmiersamkeet fanne bei de Regierungsmembere. Mä wa se nolauschteren,...

(Brouhaha)

...wa se nolauschteren, da wëll ech hinnen awer och soen, datt fir eis de Reliounsunterrecht... Eischtens nach vläicht eng ganz kuerz Bemierkung. Hei ass ëmmer gesot ginn, dat wär am Konsens a mat de Kierche gemaach ginn. Et ass och zum Deel ënner Drock zustane komm! Ënner dem Drock vum Referendum si verschidde Saachen zustane komm. A wat ënner dem Drock zustane kënn, ass fir d'ADR net dat lescht Wuert!

An de Reliounsunterrecht, dee gëtt hei ofgeschafft, obschonn et de Choix ass vun esou ville Leit hei am Land. Et ass eng Décisioun, déi dës Koalitioun hëlt géint de Wëlle vu ganz ville Leit, vu ganz ville Jonken, déi sech fir de Reliounsunterrecht ausschwätzen. An och do, wa mer iwwert dat Gesetz iwwert de Reliounsunterrecht wäerten hei schwätzen, da kënn Der sécher sinn, datt d'ADR vill zu deem Sujet ze soen huet!

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Leschten ageschriwwene Riedner zu dësem Volet ass den Här Léon Gloden.

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. Den État de la nation ass méi wéi just Zuelen. Am État de la nation geet et och ëm d'Liewensqualität vun eise Bierger. Ee vu ville Kritären, fir d'Liewensqualität ze moossen, ass d'Sécherheet, a méi prezis d'Sécherheetsgefill vun de Bierger. Sécherlech ass dës Sujet ëmmer deels eng subjektiv Analys, mä net nëmmen!

2014 hat de Premier ganz kuerz ugedeit, d'Policereform géif ustoen. 2015 kee Wuert iwwer Sécherheet a Police. Dëst Joer dann endlech op der Säit 40 vun dem Premier senger Deklaratioun e puer Gedanken iwwert d'Sécherheet.

Besonnenesch wëll ech hei de Vandalismus, d'Drogen an d'Mendicitéit uschwätzen. Et sinn dës Phenomeener, déi bei de Leit e staarkt Onsécherheetsgefill hannerloossen, well et geschitt bei hinnen op der Strooss, um Trottoir,

op hirem Spadséierwee. Och wann d'Gesamtzuel vun den Infiraktiounen laut Statistik licht erofgeet, an nach muss een dës Chiffere pro Region relativéieren, deelt am Fong de Premier meng Meenung. Ech zitieren de Premier: „Dat subjektivt Sécherheetsgefill bei de Leit ass awer net deemspriechend besser ginn an duerfir ass a bleift et wichteg, datt déi zoustänneg Autoritéite besser a méi effizient ginn, datt méi Präsenz ga garantéiert ginn, wou dat och gebraucht gëtt.“

De Phenomeen vum Vandalismus soll een net ënnerschätzen. D'Auteure gesinn dat als Acte gratuit un. Et geschitt jo näischt. Als Buergermeeschter weess ech, vu wat ech schwätzen. Kaum ee Weekend vergeet, wou net erëm iergendwou eng öffentlech Toilette futtigeschloe ginn ass, wou net erëm e Bushaische futtigeschloe ginn ass, wou net erëm Blummen erausgerappt gi sinn, wou net erëm Vélosstänn verbéit gi sinn, wou net erëm e Parking éischerter engem Dreckstipp no enger Party gläicht. A vill aner Beispiller kéint een nennen.

► **Une voix.** - Eng schlëmm Gemeng!

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Mir mussen dës Phenomeen an de Grëff kréien. De Stat muss seng Responsabilitéit iwwerhuelen, muss duerchgräifen. Jo, d'Police kann net iwwerall sinn. D'Police ass och ganz oft frustréiert, wa se den Auteur kritt, dee méi schnell dobaussen ass, wéi si en agefaangen huet. Dat si Fakten, awer keng Excusen. Ass den Auteur ënner 16 Joer, däreif d'Gemeng emol net vun em verlaangen, de Graffiti oder de Knascht selwer ewechzemaachen.

Laut Statistik vum 2015 sinn d'Drogenaffären ëm 11,6% an d'Luucht gaangen. Eréischt ënner dem Drock vun der Opinion publique an dem Stater Schaffen- a Gemengerot ass Bewegung an den Dossier komm an d'Policepräsenz ass verstärkt ginn.

Datt eng Policereform muss kommen, ass gewosst. Mä an der Policereform gëtt d'Proximitéit um Terrain vun de Beamte vernoléisst. D'Prinzipie vun der Interventioun um Terrain mussen awer garantéiert sinn. Nëmme esou kënnen d'Infiraktiounen, déi sech an engem Quartier, an enger Uertschaft ofspillen an déi fir en Onsécherheetsgefill bei de Leit suergen, effikass bekämpft ginn.

Beonrouegt, jo objektiv veronséichert spieren ech mech duerch dem Minister Schneider seng Aussoen am Kader vun der Policereform. Am „Lëtzebuurger Wort“ vum 26. Abrëll hunn ech gelies, datt, wann eng Gemeng drop hält, hire Kommissariat bäizebehalen, ech zitieren: „... bei der Verteilung von Ressourcen nicht prioritär behandelt werden.“ An anere Wieder, net all Gemeng gëtt gläich behandelt. De Leidtragenden ass dem Bierger seng Sécherheet.

Et muss ganz schnell, ganz schnell Äntwerten op d'Fro fonnt ginn: Wéi kann d'Zesummenaarbecht an Zukunft tëschent Gemeng a Police ausgesinn? Schafe mer eng Police locale? Kréie Bannhinder verstärkt Kompetenzen? Wéi kann assuréiert ginn, datt d'Policereglementer vun enger Gemeng och effektiv ëmgesat kënnen ginn? Wéi kann de Kontakt zu de Bierger verbessert ginn? Näischt doriwwer hunn ech vum Premier héieren.

Am CSV-Wahlprogramm steet: „Wir werden den Gemeindeagenten ein neues Statut geben. Sie sollen für Ordnungswidrigkeiten, bei denen administrative Strafen verhängt werden, zuständig sein. Die Polizei muss von diesen Aufgaben befreit werden, um sich prioritär auf die Sicherheitsbelange konzentrieren zu können.“

Betreffend d'Mendicitéit huet d'CSV scho méi wéi eemol intervenéiert, fir datt eng grouss Debatt ënner anerem an der Commission juridique stattfënnt. Den 9. Dezember d'lescht Joer waren de Justizminister, de Minister vun der Sécurité intérieure souwéi e Représentant vun den Autorités judiciaires a Police an der Commission juridique, wou festgehale gi war, datt een emol nokuckt, wat fir eng Moyenen et am Ausland ginn, fir den Ordre public an dësen Infiraktiounen kënnen ze garantéieren.

D'CSV ass kloer fir de Platzverweis. Mir hunn no där Reunionioun vum Dezember e puermol gefrot, fir eng zweet Reunionioun ze kréien a Präsenz vun de responsabele Ministeren. Bis elo ass dat net geschitt. Doropshin huet d'CSV den 20. Abrëll e Bréif un lech, Här President, geschéckt, fir datt endlech d'Regierung an der Commission juridique Stellung hëlt.

Et gëtt eng Erklärung, firwat näischt geschitt an dësem Dossier: D'DP kuscht virun deene Gréngen, obwuel d'Stater Buergermeeschtesch d'Positioun vun der CSV géif ënnerstetzen!

Fazit: Parteigeplänkel an der Gambia huet als Konsequenz, datt näischt geschitt!

E weideren Aspekt vum Sécher-, oder misst ech soen Onsécherheetsgefill, sinn d'Aggressiounen an den Transports publics. De Respekt virun de

Buschaffereuren oder Kontrollereuren ass oft net méi ginn. An och d'Clientéit ginn ëmmer méi belästegt. Och hei gëtt vill geschwat, mä um Terrain ass nach näischt Konkretes ëmgesat ginn.

Här President, et geet net ëm Panikmaache-rei,...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **Une voix.** - Wat ass dat do dann?

► **M. Léon Gloden (CSV).** - ...mä et geet drëm, den Ordre public, d'Sécherheetsgefill vun eise Matbierger erëm hierzustellen. D'Leit dobaussen mussen d'Assurance kréien, datt de Stat hir Suergen eescht hëlt an datt à court terme konkret Moossnamen um Terrain geholl ginn, fir datt d'Bierger sech erëm sécher spieren.

D'CSV bréngt sech gär aktiv an dës Debatt an. An duerfir, Här President, deponéieren ech hei eng Demande fir eng Interpellatioun iwwert d'Sécherheet zu Lëtzebuerg.

(M. Léon Gloden dépose une demande d'interpellation sur le bureau de la présidence.)

Merci.

► **Une voix.** - Wonnerbar!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Gloden. Domat si mer um Enn vun den Debatten ukomm. An d'Wuert huet direkt den Här Stats- a Premierminister Xavier Bettel, fir am Numm vun der Regierung ze äntwerten.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, ech wëll de ville Riedner Merci soe fir déi lieweg Débat, déi mer elo déi lescht Stonnen a gëschter och haten. Ech krut de Reproche gemaach, ech hätt net all Sujet abordéiert a mengem État de la nation. Ech wëll lech soen, Här President, dass Gott sei Dank d'Regierung net nëmmen annerhalfe Stonn d'Joer schwätzt an eleng duerch de Premierminister seet, wat alles gemaach ginn ass, well déiselwecht Woch huet nach d'Madamm Dieschbourg, also d'Ministesch Dieschbourg eng Pressekonferenz organiséiert iwwert d'Ënnerschrëft an d'Resultat duerch d'COP21, den Etienne Schneider hat nach als Minister, dee responsabel ass fir d'Police, e puer Stonne virdrun och matgedeelt, dass e mat der Police um richtege Wee wär, fir Accorden ze fannen.

Dat heescht - a Gott sei Dank, Här President -, dass net annerhalfe Stonn am Joer just dee Moment ass, wou een iwwert d'Regierungspolitik ka schwätzen, mä dass dat e permanente Prozess ass, deen d'ganz Joer och staffënt.

Et si verschidde Saache gesot ginn, an ech wäert och op de Gros agoen, sou vill ech kann. Et sinn och verschidde Detailfroe gestallt ginn, ech mengen, déi wichteg sinn, fir och an de Kommissiounen diskutéiert ze ginn.

Déi éischt Saach, Här President, ass, dass vun der Opposition vill diskutéiert ginn ass iwwert d'Zuelen, wou och den Här Gramegna an den Här Schneider wäerten drop agoen.

Verschidde Punkten: Panama-Leaks, LuxLeaks. Hei ass de Virwurf gemaach ginn, ech hätt net iwwer LuxLeaks geschwat. Ech wëll just drun erënneren, dass op manner wéi 500 m vun hei e Prozess am Moment amgang ass. An et gëtt eng strikt Gewaltentrennung zu Lëtzebuerg. An et wär net opportu, dass hei de Premierminister lech iwwert d'Affär LuxLeaks zielt, wat richtig oder wat falsch ass! De Parquet huet d'Opportunitéit vun de Poursuitten, d'Magistratur decidéiert, an et ass net un der Regierung, ze decidéieren, wat do richtig oder falsch ass.

Mir wëllen en toute..., enfin, ech krut och d'Fro gestallt, ob ech dann dem Här Sapin seng Propose géif condemnéieren, dee jo gesot hat, hei zu Lëtzebuerg géifen déi Leit schlecht behandelt ginn. Dat stoung net dran! Den Här Sapin huet gesot, dass e géif de Fransousen eng Assistance ginn, wa se géif gebraucht ginn.

Wann et elo eng Attack ass: Mir hunn e Code pénal, mir hunn Infiraktiounen, déi virgesi sinn. Wann en auslännesche Minister mat deem net zefridden ass, muss ech lech soen, ass dat net mäi Problem! Mir hu Gesetze, déi hei gestëmmt gi sinn. A wann hei de Parquet decidéiert huet, eng Affär ze poursuiwieren, ass et och net un engem franséische Minister, ze soen, ob de Parquet recht huet oder net, oder um Magistrat. Et ass un hinnen, an engem Land, wou d'Gewaltentrennung eng Maximim ass, dat och ze decidéieren. An duerfir soen ech och kee Wuert dozou.



Panama-Leaks ass hei abordéiert ginn. Jo! Et muss een et just nees an de Kontext setzen! Et muss ee wëssen, dass d'Optimisation fiscale eppes war, wat ganz laang zu Lëtzebuerg - an dat huet och mat där anerer Affär eppes ze dinn -, ganz oft zu Lëtzebuerg awer e Pillar war vun eisem System. Et brauch ee sech net ze verstoppen: Et wor een! Et wor een! An dës Regierung huet gesot, a schonn déi viregt Regierung: „De Secret bancaire muss geännert ginn.“ An dass mer gesot kréien, dass mer müssen en toute transparence schaffen.

A wann den Här Saint-Amans seet, dass Lëtzebuerg éischter e schlechte Schüler war an haut éischter e ganz gudder Schüler ass, dat freet eis! Mir maachen dat net fir näischt, mä well mer pertinemment wëssen, dass och dat keng Zukunftsperspektive si fir eng Finanzplaz wéi Lëtzebuerg.

Wat fir eis wichteg ass, Här President, ass den „level playing field“. Déi Regele sollen net nëmmen Regele sinn, wou da verschidde Länner sech soen: „Dat dote geet net méi, wa Lëtzebuerg dat dote mécht, mä mir maachen et weider“, mä Regele sinn, déi dann an deenen anere Länner zielen.

Et ass gëschter mat vill Energie reagéiert ginn, wéi ech gesot hunn, dass verschidde Amalgamme géife gemaach ginn. Här President, ech insistéieren, dass ee muss oppassen, wann een Islam an Islamismus e bësse vermëscht. Well ze soen, d'Leit hätten Angscht virum Islam: Den Islam ass eng Relioun. Wéi wann ee géif soen, d'Leit hunn Angscht virum de Katholiken, d'Leit hunn Angscht virum de Judden! D'Leit hunn tatsächlech Angscht, Här President, vis-à-vis vu Fanatikere, vis-à-vis vun deene Leit, déi probéieren, deenen aneren eppes ze imposéieren an déi hire Modell als dee richteg Modell fir jiddweree gären imposéiert hätten. Mä dat wëllt net heeschen, dass all Muslim an all Mënsch, deen dem Islam ugehéiert, en Islamist ass.

An dowéinst awer, dës Regierung huet eppes gemaach, wat nach net virun de Fall war, dat ass, eng Konventioun mat der Schura ausgeschafft, wou och d'Schura sech engagéiert, dass justement déi Regelen, déi hei am Land richtig sinn, déi sinn, déi sollten zielen.

► **Une voix.** - Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Entschëllegt...

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Et ass vun Ängschte geschwat ginn, Här President, vun Ängschten. An ech erfannen et net. Dat ass, wann ech d'Press hei liesen, „Le discours de la peur de Claude Wiseler“ liesen ech an der Zeitung. Et ass vun Ängschte geschwat ginn! Ech deelen déi Meenung, dass d'Leit Suergen hunn, mä Ängschten a Suergen ass net datselwecht. Well soss mëscht een e bëssen déi Zopp zesammen.

Et ass vu Flüchtlinge geschwat ginn. Et ass net iwwert de Phenomeen geschwat ginn, mä iwwert d'Flüchtlingen, iwwert d'Mënschen ass hei geschwat ginn. Dat ass och net datselwecht. A virun allem, Här President, wann ech gesinn, wivill Leit aus dem Eck vum Här Wiseler, vu senge Leit, um Terrain all Dag schaffe justement, fir déi Flüchtlinge besser ze integréieren! Wann ech den Engagement vun der Madamm Jacobs gesinn als Presidentin vun der Caritas, déi sech net schount, all Effort ze maachen, justement fir dass déi Integratioun zesummekënnert, fir dass justement net déi Impressioun opkënnert, dass hanner Flüchtlingen Terroriste sinn, Islamiste sinn, mä au contraire Leit, déi do virunrunner flüchten, da fannen ech, dass dat e Schlag an d'Gesicht ass vis-à-vis vun all deene Leit, déi sech do all Dag och engagéieren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Statsminister, den Här Claude Wiseler...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech mengen, dat do geet duer, fir datt ech duerno nach eng Kéier d'Wuert froen, well dat do war perséinlech u mech adresséiert an ech géif duerno gären onbedéngt drop äntwerten, well ech akzeptéieren et nach ëmmer net, déi Manipulatioun an déi Verdréiungen, déi Der do maacht!

► **Une voix.** - Très bien!

(Exclamations)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech liesen hei also: «les réfugiés», ech zitieren just d'Press, Här President, well dat ass jo dat, wat den Här Wiseler mer jo erkläert huet.

(Brouhaha général et protestations)

Här President, ech muss lech awer just soen, d'lescht Woch sinn ech hei...

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Dat ass net dat, wat den Här Wiseler gesot huet!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...vun der gréisster Oppositionspartei perséinlech attackéiert ginn. An alles baséiert op der Press. An haut, wat an der Press steet, kréien ech vun der CSV gesot, ass falsch!

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Elo maacht Der awer schonn erëm Amalgammen, d'selwecht wéi Der déi ganzen Zäit amgaange sidd!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech zitieren hei...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et ass net hei fir d'Saachen duerjereenzegeheien an deenen anere Leit esou Saachen an de Mond ze leeën! Ech akzeptéieren déi Aart a Weis net, Här Bettel!

► **Une voix.** - Et ass degoutant!

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wa mer net erëm en normalen Toun hei fannen, ënnerbriechen ech d'Séizung!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President: «Les réfugiés, l'islam, la burqa, la criminalité, le sentiment d'insécurité, l'identité, la langue luxembourgeoise, l'intégration des immigrés, tout cela est sorti dans un même souffle sans aucune hésitation», steet hei an der Zeitung.

► **Une voix.** - A wat fir enger?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech wollt just, Här President, och soen,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat ass perfid, wat Der do maacht!

(Brouhaha)

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...dass hei, Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, Kollegen, ech hu vum Här Claude Wiseler gesot kritt, dass e sech herno d'Wuert freet. Hie kritt selbsterständlech herno d'Wuert. Ech géif elo jiddweree bidden, erëm zum normalen Toun zrëckzekommen, an da ka jiddweree sech explizéieren. Jiddweree!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, mir hunn als Regierung, justement weinst deene Reprochen, déi hei gemaach gi sinn, iwwer zwielef Reunionne mat de Bierger gemaach, fir ze kucken, wéi mer déi Zentere mat de Flüchtlinge kéinten zesumme mat de Gemenge bauen. Hei ass eng Propos och gemaach gi vun der CSV-Säit, ob een net misst obligatoresch Quoten hu mat de Gemengen. Dat ass eng interessant Fro, déi een dem Syvicolspresident kéint stellen, ob déi dat och géifen akzeptéieren. Also, dat wier net oninteressant, och do d'Meenung ze wëssen.

A mir hunn direkt am Fong beim OLAI och d'Leit, d'Personal opgestockt. Mir wore preparéiert! Zu Lëtzebuerg ass keen ukomm, dee gesot kritt huet: „Dir gitt elo an en Zelt schlofen“, oder, „Dir musst am Bulli schlofen“, well dës Regierung justement alles gemaach huet, fir dass évitéiert kéint ginn, dass déi Situatioun, déi riskéiert huet opzekommen, géif dérapéieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, mir hunn och, et sinn eng Rëtsch Punkten, d'Madamm Modert huet zum Beispill och iwwert d'Agrikultur an d'Vitikultur geschwat, an ech ginn der Madamm Modert och vollkomme recht. D'Situatioun vun de Baueren an och vun der Vitikultur ass och..., déi ka gedeelt ginn, Är Meenung!

D'Situatioun ass net ideal, a selbsterständlech och d'Mëllechpräisser hu mat sech bruecht, dass och ganz vill Baueren, trotz ville Perspektiven an Investissementer, déi se gemaach hatten, justement och eben, fir sech ze moderniséieren, op eng Kéier Enn des Mounts Schwiegeketen hunn, fir déi zwee Enner beieneenzebréngen.

Ech wëll awer just nach eng Kéier insistéieren, dass an deem Mëllechsektor justement - den europäesche Fong, dat wore 670.000 Euro, déi virgesi waren - dës Regierung awer decidéiert huet, 14 Milliounen aus dem nationale Budget och ze investéieren, justement fir de Leit esou entgéintzekommen.

(Interruption)

D'Agrargesetz: Et ass och vun Amendementer geschwat ginn, mir hätten all déi Amendementer beim Agrargesetz net ugeholl. Ech wëll just

och soen, dass déi meescht net am Aklang mat der europäescher Legislatioun gewiescht wäeren. A mir kënnen net Texter nhuelen an Amendementer vun der CSV, déi dann awer eis soen, dass mer net konform...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dat waren der héchstens een, zwee! Mir haten der 29 gemaach.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, dat sinn awer scho bal 10%. Mä wéi gesot, ech krut aus dem Agrarministère gesot, dass eng Rëtsch vun Ären Amendementer net konform wäeren. Mä et ass awer gutt, wann Der et selwer och agesitt.

D'Agrargesetz, ech wëll elo net virgräifen, Här President, mä wat déi dräi Piliere si vun Ekonomie, Ekologie a Soziales, déi wäerte sech och am Text zrëckfannen. Ech hunn och gëschter gesot, dass mer d'Assises vun der Agrikultur wëllen organiséieren, justement och, fir mat de Betroffene kënnen ze schwätzen.

Viticulture ass och... A mir souzen nach virun zwou Wochen zesammen, fir de 50. Anniversaire vun „Vinsmoselle“ ze feieren, wou een och net soll vergiessen, dass et Privatwënzer ginn. Well deen een an deen aneren huet selbsterständlech och eng wichteg Bedeutung an der Production viticole. An tatsächlech mierkt een, dass och d'Consumatioun erofgaangen ass. Dir wësst, dass am Moment och eng Étud gemaach gëtt, fir eben ze kucken, wéi ee kann och deem Trend entgéintrieden.

Mä do muss mer zesammen och kucken, wéi déi modern Weeër sinn. Ech hunn eng Ried gehale virun zwou Wochen, wou ech och gesot hunn, dass... Den Haaptfriedner huet justement iwwert de ganze Marketing, deen een iwwer Internet och ka maachen - de Gérard Lopez - geschwat, a wou ech der Meenung sinn, dass och selbsterständlech hautdesdaags déi Realitéit vum Maart iwwer Internet net ze ënnerschätze sinn an dass mer do nach eppes ze maachen hunn.

E Wuert zum Thema Liewensmëttelverschwendung. Mir begrëssen och do déi Orientéierungsdebatt. Do hate schonn de Claude Lambert an de Franz Fayot och Froe gestallt, déi och an déi Richtung ginn. Dir musst wëssen, dass et e Sujet ass, dee mer perséinlech och immens um Häerz läit. Ech hunn an menger vieregter Qualitéit och alles gemaach, fir dass deen Cent Buttek, deen och zu Beetebuerg ass, och hei an der Stad ka kreéiert ginn, well dat déi Leit si justement, déi et fäerdegbréngen, do, wou verschidde Clienten dann et net méi géifen huelen, deenen et ze ginn, déi sech et vläicht net leeschte kéinten. An dat si Prinzipien, déi mengen och ganz wichteg sinn an déi soll een och weider ënnerstëtzen, esou Asblen, déi dee Lien maachen tëschent deem engen an deem aneren.

Et ass och geschwat gi vun digitale Kompetenzen. Mir hu festgestallt - an dat ass jo och gesot ginn, ech mengen, et wor den Här Mosar -, dass vill Aarbechtsplaze géife geschaaft ginn, an ech mengen, och den Här Gibéryen huet gesot, et ginn Aarbechtsplaze geschaaft, mä déi besetze mir net. Jo, mir hunn e Retard! Jo, mir hunn e Retard, well mer et deemools net fäerdegbruecht hunn, fir déi Beruffer, déi muer gefrot ginn, eis prett ze maachen!

A mir hunn net nëmmen e Problem als Lëtzeburger Land, mir hunn e Problem an Europa! Ganz oft an Europa, wa mer Leit sichen, fir an der Informatik kënnen ze schaffen, am IT-Sektor kënnen ze schaffen, muss mer Leit aus Asien oder aus Amerika heihinnerkréien, well mir selwer net d'Kompetenzen op deem heite Marché hunn. An duerfir muss mer och weider op deem dote Punkt investéieren a kucken, dass jonk Leit och net nëmmen dee Beruff kënnen, dee virun honnert Joer vläicht gebraucht ginn ass, mä och prett si fir déi Beruffer, déi muer gebraucht ginn.

Et ass och iwwert d'Kultur kuerz geschwat ginn. Ech hunn et scho gëschter gesot, mir hunn do déi Assisen, déi elo an deenen nächste Wochen, Méint organiséiert ginn, also virun der grousser Vakanz, wou mer zesumme mam Kultursektor wäerte kucken, wou de Schong dréckt, wou d'Problemer sinn. Mir hunn datselwecht och gemaach mam Filmfong, wou mer och mat deene Leit aus dem Sektor zesummekommen, fir eben déi Problemer, wann der do sinn, kënnen ze léisen.

Mä an deemselwechte Kontext wëll ech just soen, och an der Kultur ass et net un der Regierung, ze soen, wat gutt ass oder net gutt ass als Produktioun! Déi Kreatioun muss fräi sinn! An duerfir, wann ech de Reproche gemaach kréien, dass ech net top-down einfach soen, wat muss gemaach ginn an der Kultur, oder gesot kréien, ech hatt keng Visioun fir d'Kultur: Fir mech ass d'Kultur wierklech dat, wou jiddweree sech muss erëmfannen!

Dir musst deen hunn, dee sech mat der Kultur identifizéiert, deen all Dag duerch d'Kultur leeft,

dee sech freet, dass esou en héicht Angebot an esou héich qualitativ Kultur do ass, souwéi deen, deen näischt am Moment mat der Kultur um Hutt huet, dass dee Loscht kritt, sech fir d'Kultur och ze interesséieren. An do muss mer och mam Bildungsminister esou fréi wéi méiglech d'Leit sensibiliséieren, och fir sech fir d'Kultur ze interesséieren.

Am zweete Block, Här President, ass vill iwwert d'Sprooch geschwat ginn an de Schoulen. Dir hutt dee Sondage gesinn - et gëtt jo gemaach, wéi wann d'Lëtzeburger Sprooch net méi géif geschwat ginn -: Et ass nach ni esou vill Lëtzebuergesch geschwat gi wéi am Moment!

A mir mengen, an dat ass eng Tatsaach, Kanner hunn eben eng Facilitéit, déi ee ganz oft duerno mam Alter net méi entwéckelt. Als Kand, ech wëll net soe wéi e Schwamp, mä do hëlt ee vill méi op an do huet een och vill méi Capacitéiten, fir eppes ze kréien a fir eppes ze léieren, wéi dat duerno d'Situatioun ass.

Mä et ass vun eppes net geschwat gi gëschter, an dat ass och eng Zuel, déi awer bekannt ginn ass: dass 64% vun eise jonke Portugisen kee Premièresexame packen. Dat beweist awer, dass mer e Problem hunn an eise Schoulen, och dass mer e System hunn, deen deen een, ech wëll net soen, bevirdeelegt, mä op jidde Fall deen ee benodelegt vis-à-vis vun deem aneren. A mir müssen et fäerdegbréngen, dass am Schoulsystem och de Gros vun de Leit et fäerdegbréngt, déi Chance ze kréien, fir duerno d'Sprangbriet och ze hu fir d'professionell Liewen.

An hei ass gesot ginn: „Jo, am Ufank, mat der Crèche.“ Mä wa mer dee Bilinguisme maachen, dann hätte mer dat gären an der Crèche, am Précoce, an der Spillschoul, an dass dat kontinuéierlech weidergeet. Et ass net eng kleng Etapp, déi just gemaach gëtt.

Iwwert de Congé parental ass och vill geschwat ginn. Jo, de Congé parental gëtt geännert. E gëtt geännert, an, wéi gesot, d'Betribler, do gëtt et jo dat, wat am Moment gëllt. A wa se do wëlle méi Flexibilitéit ginn, ass et mam Accord vum Patron, wou et soll gemaach ginn, soudass een da kann hautdesdaags et fäerdegbréngen, e Beruff an e Famillieliewen zesummenzebréngen.

An dee Montant geet an d'Luucht. Firwat geet en an d'Luucht? Well Der ganz vill Leit hutt, déi programméieren hiert Liewen, déi hunn och e Prêt, a wa se da gesot kréien: „Wann s de de Congé parental hëls an du verléiers awer esou vill“, sech et net leeschte kënnen, souguer finanziell, de Congé parental ze huelen, well einfach d'Perte financière Enn des Mounts net géif erlaben, déi zwee Enner beieneenzebréngen. Dowéinst ass et un eis, a wivill jonk Famillje waarden drop, fir kënnen déi Conciliatioun tëschent Privatliwien a Profession och ze maachen. A jonk Famillje brauchen dat, dee Modell, wou se och kënnen de Choix hunn, awer och kënnen de Choix hunn, dat eent an dat anert ze maachen, an net de Choix müssen treffen, dass, wa se e Kand wëllen, se da mam Beruff müssen ophalen.

Iwwert d'Violence domestique ass och geschwat ginn. Jo! An et soll een och driwwer schwätzen. Dat ass eng Realitéit an et ass awer ganz oft en Tabuthema, wou keen driwwer wëllt diskutéieren, well et mengt een, et wiere jo ëmmer déi aner, an et concernéiert vill méi Stéit, wéi ee mengt. An et concernéiert all Zorte vu Stéit. Et soll een ophalen ze mengen, et wieren och just nëmmen sozial Schwaacher oder d'Sozial ganz uewen, et geet duerch d'ganz Gesellschaft, déi Violence domestique. An duerfir ass et och wichteg, dass dee Sujet keen Tabuthema ass an dass een driwwer diskutéiere kann.

Iwwert den Développement durable wëll ech just drun erënnere, dass 2002 schonn e gewëssene Statsminister vun deemools, de Jean-Claude Juncker, gesot huet: „Am Moment erlieue mer d'Opféierung vun esou engem Stéck. Dat Stéck heescht 700.000-Awunner-Stat.“ An deemools huet en och gesot: „520.000 Awunner am Joer 2020, dat ass net d'Paradäis, mä dat ass awer wäit dervun ewech, d'Häll ze sinn.“ Ech wëll just soen, dass déi Zuel schonn 2012 erreecht ginn ass, an net 2020.

An d'Konklusioun am Fong vum deemolege Statsminister wor: „Entweder mir schwätzen doriwwer, roueg a mat klorem Kapp an awer leidenschaftlech, oder mir iwwerloossen dës Entwécklung sech selwer. Ech sinn derfir, fir driwwer ze schwätzen.“

Dat wor 2002! Du kout no 2002 2003. No 2003 kout 2004. No 2004 kout 2005. An ech kéint esou weiderfuere. Wéini sinn d'Plans sectoriels, déi jo am Fong d'Basis sinn, fir esou e Projet kënnen ze diskutéieren, wéi mer eis gestalte fir d'Zukunft, erauskomm? Et muss een nach laang waarden, bis se endlech erauskomm sinn!

An d'Fro ass gestallt ginn och vum Här Schank, mengen ech, wéini déi Plan-sectoriellen, wéini



d'Relance géif kommen. Am Hierscht 2016 ginn déi Pläng relancéiert, an deenen d'Avise vun de Gemengen och berücksichtegt gi sinn.

Zum Landesplanungsgesetz, et gëtt an zwou Phasen och reforméiert. Deen éischte Projet de loi ass schonn déposéiert. Et geet do drëms, jo den „standstill“ ofzeschaffen. An zum grouesse Landesplanungsgesetz, do muss d'Gesetz quasi nei geschriwwen ginn. Mir hunn am leschte Joer ganz vill Concertatiounen och um interministeriellen Niveau gemaach, mä och mat den Akteuren, wéi zum Beispill mam Syvicol. An den Text soll normalerweis nach bis de Summer an der Chamber déposéiert ginn.

Et ass och gefrot ginn iwwert den Ausbau vun der A3, dee soll am Hierscht déposéiert ginn. Et handelt sech do ëm den Tronçon, dee vum Gasperecher Kräiz op den Échangeur Diddeleung géif goen.

Hei ass och vill geschwat ginn iwwert den Tram, d'Mobilité douce, Auto, wéi, wat oder wou. Dat eent an dat anert si complémentaire - complémentaire! Et ass keen heibannen, dee seet: „Et dierf kee méi mam Auto fueren“, well mir sinn eis och bewusst, Här President, dass verschidde Leit kee Choix hunn. Déi Leit, déi mussen engem Punkt op deen anere fueren, déi Leit, déi mussen nuets fueren, hu keen anere Choix. An et soll een deene Leit net soen, si sollte mam Vélo dann op d'Aarbecht fueren. Déi Antwort huet kee vun eis!

Et muss een et kompatibel maachen an et muss een de Leit virun allem eng Alternativ bidden, eng Alternativ bidden, déi attraktiv ass, déi rapid ass, a wou se am Fong mierken, dass se méi Zäit wannen, wéi wa se selwer mam Auto an hirem Stau setzen.

An dowéinst - hei ass geschwat gi vum Tram -, den Tram ass ee vun de Punkten, déi dat erméigleche wäerten. Mir hu jo awer déi Situation, wou zu enger gewëssener Zäit ganz vill Leit ukommen a ganz vill Leit nees fortginn, dass mer awer de Gros vun den Navetteuren da kënnen och transportéieren.

Bei der Waasserqualitéit ass prezis och vun engem Deputéierten, ech mengen, et wor den Här Graas, gefrot ginn no der Goodyear: Dat gëtt a ganzer Transparenz gemaach. Do ass näischt och ze verstoppen.

An deem Fall och nach vum Waassergesetz, dat kennt och nach virum Summer. Mä weinst dem schlechten Zoustand vun de Gewässer wëllt dës Regierung, dass och Privatleit, esou wéi ech et och virgëschter gesot hunn, d'Betriber an d'Privatleit genaousou wéi déi landwirtschaftlech Akteuren och éligibel ginn an Zukunft, fir eben och gehollef ze kréien.

An d'Investissementer och vun eis, d'Ausgaben am Fong, déi woren 2013 zum Beispill op 50 Milliounen an déi sinn elo 2015 op 80 Milliounen eropgaangen. Dat heescht, et gesäit een awer déi Evoloutioun, déi och an deem dote Beräich gemaach ginn ass.

Et ass iwwer Cattenom och geschwat ginn. Do krut ech gesot, d'Madamm Lemke wier dergéint. Ech muss lech soen: Wann ech d'Fro gestallt krutt hatt wéi d'Madamm Lemke, wier ech och dergéint! D'Madamm Lemke krut d'Fro gestallt: „Sidd Dir prett, fir ze bezuelen, fir dass Cattenom zougemaach gëtt?“ Do soe mir als Lëtzebuurger: „Firwat solle mir bezuelen, wa se zoumaachen?“

Dës le départ hu mer gesot, dass mer, wou d'Fransousen am Moment - an ech mengen, den Deputéierten Hahn huet et jo och ganz kloer erkläert -, wou d'Fransousen am Moment amgaange sinn, Choixen ze treffen, wéi eng Zentral zougemaach gëtt, well se sech engagéiert hunn, d'Produktioun vun Atomenergie ze reduzéieren - et muss Choixen gemaach ginn -, do si mir der Meinung, dass, wann d'Fransouse wëssen, dass, wa se Cattenom géifen zoumaachen an op där Plaz en anere Projet géife maachen, fir Energie ze produzéieren, den direkten Noper, d'Lëtzebuurger bereet wieren, do an deem Projet matzemaachen, dass dat si iergendwéi vläicht ka motivéieren, fir dann éischer Cattenom auszesichen wéi iergendeng aner - wat eis gutt zu Gesiicht steet!

An ech hat d'lescht Woch d'Madamm Hannelore Kraft hei. D'Madamm Kraft sot mir, dat dote wier eng ganz aner Fro wéi déi, déi si gestallt krutt hatt. Selbstverständlech, wann esou e Projet géif kommen, misst ee kënnen driwwer diskutéieren an net ab initio soen: „Mir wëllen do net matmaachen!“ Well mir kafen am Moment... Ech hu léiwert, mir maachen zu Cattenom eppes, wou mer Energie produzéieren, wéi a China oder an Asien, an a Wandmillen an an aner Projeten ze investéieren. Dann hunn ech léiwert eppes hei direkt an der Grenzegion, wou mer kënnen zesummen och schaffen.

Dowéinst ass fir eis deen heite Projet e Projet, wou ech wéineg Versteedsdemech hunn, wann eng Oppositounspartei domadder wollt de

Geck mat der Regierung maachen, fir ze soen: „Firwat solle mir dat bezuelen?“

Ech ka just, Här President, lech...

(Interruption par M. Marco Schank)

Neen, Dir net Här Schank, Dir net Här Schank! Dir net, ech weess, neen, neen, neen!

(Brouhaha)

► **Plusieurs voix.** - Wien dann?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Voilà!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - An net wéi Der et deemools gesot hutt: „an engem Clin d'œil!“

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Et ass... Haaptsaach, elo kréien ech och da matgedeelt, Här President, dass d'CSV och déi dote Saach dann awer gutt fénnt. Da fannen ech dat wichtig.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Dat hu mer net gesot!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Verdréit eis net ëmmer d'Wierder am Mond! Schonn déi ganzen Zäit!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ma neen, ech kréien elo just gesot..., Här Wiseler, ech kréien elo just..., Här President, ech kréien elo just vum Här Wiseler sengem Noper gesot: „Wann Der dat deemools esou gesot hätt, hätte mer och eppes aneschters gesot.“

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ah jo! Mä da lauschtert no, wat mer soen!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Da kréien ech direkt vum Här Wiseler gesot, ech hätt dat falsch verstanen. Also, egal wat ech hei soen, et ass souwisou...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Doraus schléist Der direkt, datt mer dat positiv bewäert hätten. Dat hu mer awer net gesot!

(Brouhaha général)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...a souwisou gëtt interpretéiert!

(Brouhaha général)

Ech wëll just, Här President, lech kënnen awer matdeelen dann op d'mannst - well ech kann awer nach ëmmer, ech hoffen, an den Ae vum Här Wiseler, am Numm vun eiser Regierung awer nach schwätzen -, ech wëll soen, dass dës Regierung, wann e Projet kennt, dass Cattenom zougemaach géif ginn, hanner engem Projet steet, wou mer kënnen zesumme renouvel Energie produzéieren, well mer der Meinung sinn, an dat ass eis Iwwerzeugung, dass Cattenom eng Gefor ka si fir Lëtzebuerg an dass et eng Win-win-Situation ass, wann et zougemaach ka ginn a mer och aner Energie kënnen do produzéieren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Iwwert de Logement, Här President, ass och vill geschwat ginn an den Här Schank huet och gesot, dass d'Offer soll an d'Luucht gesat ginn. Jo, dat wëlle mer och maachen, well mir sinn och der Meinung, dass dat ganz, ganz wichtig ass.

Mir sinn do am intensive Kontakt mat de Gemengen, well mir brauchen d'Gemengen! Mir solle wëssen, dass et jo verschidden Akteure ginn am Logement, a mir sollen do zesummeschaffen. Et huet kee Wäert ze mengen, dass de Stat eppes ka maache géint d'Promoteuren, dass d'Promoteuren eppes sollte maache géint d'Gemengen, d'Gemenge géint de Stat. Et soll ee sech do zesummesetzen elo mat de Gemengen, fir do Léisungen ze fannen, an zum Beispill an deem Baulückeprojekt mat engem Architektoconcours, sou wéi et och gemaach ginn ass zum Beispill um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg, wou een zesummen, och mam Privatsecteur, eng Initiativ hält, fir eppes ze bauen.

Ech erënnere just drun - an ech hunn et zwar scho gesot, Här President, mä et ass einfach esou schéin! -, dass um Kierchbiere, do, wou an der Zäit Terrain verkaaft gi si fir de Maximum vum Präis, andeems mer selwer dann als Regierung d'Präisser gedriwwen hunn, dës Regierung et aneschters mécht a seet: „Dat do ass de Maximumpräis, fir deen Der verkaft kënn.“

Dat heescht, dass mir, do wou mer kënnen, och eng Limit an engem Präis ginn, amplaz selwer ze hëllefen, d'Präisser an d'Luucht ze drécken.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Mir, dës Regierung huet zanter 2014, Här President, ronn 225 nei Projeten um Programm vun der Construction d'ensemble, fir d'Sozialwunnengen ze schaffen. Déi 225 Projekte si ronn 3.500 nei Wunnengen.

Hei ass och vun engem Riedner gesot ginn, jo, mir wieren net responsabel, dass mer en Deal

fonnt hätte mat ArcelorMittal. Bon, ech wor dobäi! Mir sinn net onschëlleg, dass et zu engem Deal komm ass! Loin de là! Mir hunn zesumme Kontakt opgeholl.

Wéi ech d'Nouvelle kritt hunn, dass ArcelorMittal gären en neie Siège géif sichen, wor et keng Garantie, dass deen zu Lëtzebuerg wier. An do hunn ech mech als Premierminister selbstverständlech staarkgemaach a gefrot: „Ech hunn héieren, Dir géift do gär plënnere. Wat sinn d'Iddien?“ An do an der Diskussioun ass d'Possibilitéit komm, fir hei zu Lëtzebuerg e flotten, moderne Siège kënnen och ze maachen. An ech si frou iwwert deen Accord, dee komm ass!

Mä hei gëtt och nees, amplaz sech zesummen ze freeën - an dat ass bal eng Redondance, also e Leitmotiv hei gewiescht, Här President, bei verschidde Riedner -, wou ee sech freeë soll, dass een Terrain fénnt, fir Wunnengen ze bauen, wou ee sech freeë soll, dass d'Schold erofgeet, wou ee sech freeë soll, dass de Chômage erofgeet, gëtt alles negativ gesinn, amplaz och positiv Aspekter ze gesinn.

Well bei de Suerge vun de Lëtzebuurger, Här President, a mengen Aen, ass déi éischt hir Aarbecht: hir Aarbecht kënnen ze halen, eng Aarbecht kënnen ze kréien. Déi zweet ass, kënnen en Ennerdaach ze hunn, en Doheim, dat ass eng Suerge zu Lëtzebuerg. An hei ass vu ganz ville Riedner och gesot ginn, dass eben de Couët vum Logement ze héich ass, dass dat och eng grouss Suerge ass fir eng ganz Rëtsch vu Leit.

Dann, et ginn eng Rëtsch vu Leit... An duerfir wor et och wichtig, an et ass vun enger Rëtsch vun Orateuren och gesot ginn, iwwert dee sozialen Aspekt, dass et, och wann et dem Gros vun de Leit gutt geet, och enger ganzer Rëtsch vu Leit an deem Land net gutt geet! An et muss ee kucken, dass et deene Leit besser geet, dass déi Leit och gezielt gehollef kréien, dass se duerch Sachleschtunge gehollef kréien an dass dat hinnen am Alldag och nei Perspektive gëtt.

D'Leit wëllen, wa se krank ginn, wëssen, dass se kënnen en Dokter hunn, dass se kënnen Soine kréien. Dat sinn d'Suerge vun de Lëtzebuurger, déi se hunn, an op déi se sech Antwerte vun der Politik erwaarden, an net op verschidde aner Sujeten onbedéngt, déi hei ernimmt gi sinn.

Här President, zu deem leschte Block: d'Riichter. Ech mengen, de Félix Braz, de Justizminister, ass schonn op verschidde Punkten agaangen, dass mer bei der Zuel vun de Riichter an d'Luucht gaange sinn.

Hei ass iwwert d'Loi antiterroriste geschwat ginn. Jo, mir wëlle kee Gesetz maachen, fir d'Eenzelfrëiheeten ze limitéieren. Duerfir ass jo d'Konditioun zum Beispill vun enger ganzer Rëtsch vu Saachen, dass muss vun engem Untersuchungsrichter, vun engem Parquet eng Autorisatioun gi ginn, fir verschidde Saachen ze maachen. Et ass net, dass hei iergendeen décidéiert, verschidde Akten ze maachen! An déi kënnen nëmme gemaach ginn, wann en Doue ass op Actes terroristes. Dat heescht, et ass net, wann Der elo ze séier gefuer sidd, dass Der muer en Trojaner géift kréien, iergendeppes esou. Et muss schonn Indikatiounen sinn.

An ech muss lech awer hei wierklech soen, dass ee muss op d'Balance setze kënnen: d'Liberté individuelle an d'allgemeng Sécherheet. An ech wëll net weinst deem engen dat anert total opginn. Mir mussen do d'Gläichgewicht behalen. An et ass am Intérêt vun ons allegeruerten. Déi heite Regierung ass net eng liberticide Regierung. D'Libertéit vun all Eenzelnem ass e Grundprinzip, dee mer weider verteidege wëllen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Zu de Culté wëll ech just soen, dass hei gemaach ginn ass, wéi wa mir alleng alles décidéiert hätten! Ech hu Sitzerunge gehat! An ausser dass de Bëschof an de Vicair keng Verrieder wiere vun engem Culte, oder de President vum Consistoire mam Rabbiner, an de Responsable vun der Schura..., wann dat net Verrieder si vun hire Cultura, da weess ech net, mat wem ech hätt solle verhandelen!

An do hunn ech d'Konventiounen ënnerschriwwen. Ech kann deem concernéierte Riedner déi schéi Familljefoto souger schécken, wou mer all esou ronderëm den Dësch setzen a wou mer do déi Konventioun ënnerschreien, wou mer et am Accord fäerdegruecht hunn, eist Land ze adaptéieren.

Jo, Här President, fir deen ee geet et vläicht net wäit genuch. Fir deen anere geet et ze wäit. Mä mir wollten dat am Respekt maachen. Hei zu Lëtzebuerg soll een net de Choix maachen, ob ee fir oder géint d'Kierch ass! Hei soll jiddweree seng eege Meinung hunn, seng eege Praktiken, e soll kënnen gleewen, et soll kënnen net gleewen! Mä et soll een ophalen, de Leit iergendeppes wëllen ze imposéieren oder ze

soen, dass dat eent méi richtig ass wéi dat anert!

An dowéinst si mer der Meinung, dass een och alles sollt maachen, fir dass déi Culté kënnen liewen, mä awer och hiert eegent Liewen, an net méi zum Beispill, dass de Premier muss den Accord ginn oder consultéiert ginn, fir d'Nominatioun vun deem engen oder deem aneren a senger Fonctioun. Mir sinn am Joer 2016 ukomm, Här President!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - D'Scheidungsgesetz wäert an den nächsten Deeg oder Wochen déposéiert ginn. De Minister ass fäerdig mam Text. Deen ass wichtig, fir kënnen d'Scheidungen ze pacifiéieren. Well Dir wësst jo, dass dat Volontéit och ass vun der Regierung, dass d'Scheidungen sollen net nëmme déi Plaz sinn, wou jorelaang gestridde gëtt.

Mä zu Lëtzebuerg feelt et un deem Hauptgrond vun enger Scheedung, Här President. Zu Lëtzebuerg dierf ee gescheet ginn, well een e Feeler gemaach huet oder well een net méi zesummelieft oder well een eens ass, dass ee wëllt gescheet ginn. Mä et dierf een am Fong net méi gescheet ginn, wann een een net méi gären huet. An dat ass bei dem Gros vun de Fäll awer d'Realitéit! Hei muss een e Feeler maachen oder eens sinn oder getrennt liewen, fir gescheet ze ginn.

An duerfir ass et wichtig, dass mer den Text do adaptéieren, dass en un d'Realitéiten ugepasst gëtt. An et ass net un eis ze décidéieren, wéi eng Ursaach d'Leit mussen hunn, fir kënnen gescheet ze ginn. Well d'Scheidung ass esou wéi d'Hochzäit - tant mieux! - nach ëmmer eng Volontéit personelle vun enger Persoun, fir hiert Liewen ze gestalten, do muss d'Scheidung awer och datselwecht sinn an et ass net un eis als Législateur ze imposéieren, wéi d'Leit sollte gescheet ginn an dass se mussen eng Ursaach hunn, fir iwwerhaupt gescheet ze ginn.

An deen Text wäert och kommen, wéi gesot, de Consentement mutuel, an dann eng Ursaach, fir dann ebe gescheet ze ginn, déi een net muss justifiéieren, a wéi gesot, an extreme Fäll kann da selbstverständlech och, wéi bei de Violence-domestiquen, awer dat zréckbehale ginn, elo net an der Faute an net am Consentement mutuel, mä dat ass awer wichtig, am Text net ze vergiessen.

Hei ass och diskutéiert ginn, ob déi eng Koppele, ob homosexuell Koppele Congé parental oder kee Congé parental sollte kréien, oder GPA oder net GPA. Här President, et ass am Ufank... oder PMA ass gesot ginn...

► **Une voix.** - GPA!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...GPA oder PMA, mä bei der GPA, ob do e Congé parental dann do sollt gi ginn. Här President, dass mer just wëssen: Wa mer den Intérêt vum Kand wierklech als Zil hunn, dann ass dat Wichtigst fir d'Kand, dass Léift ronderëm dat Kand ass,...

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...dass een et gären huet an dass ee Léift ronderëm d'Kand huet.

Et ass och vill virdru vu Personalfroe geschwat ginn, ob mer méi Leit géifen astellen. Jo, Här President, do wou se gebraucht ginn, gi se agestallt!

An an de Schoulen ze soen, dass mer keng Leit wëilten astellen, dass mer bei der Sécherheet, bei der Police keng Leit wëilten astellen, dass bei deem Wuesstum, deen dës Land huet, wou mer zum Beispill och bei de Betriber, wou mer och nei Betriber hunn a wou mer och d'Fraude fiscale als Prioritéit geholl hunn, net wëilten nei Leit bei der Steierverwaltung astellen, wier Hypokrisie vis-à-vis vun der Entwécklung vun onsem Land. Dowéinst ginn - en toute transparence - d'Leit agestallt, déi och gebraucht ginn.

Här President, ech soen lech Merci, dass Der eis d'Geleeenheet ginn huet, fir eben den „État“, sou wéi et och heescht, vum Land duerchzegoen. Mir hunn dës Joer méi Orateure gehat. Et huet eis erlaabt, och méi Sujeten ze abordéieren. Et wor wichtig ze kucken, dass net nëmme d'Wirtschaft wichtig ass, net nëmme dat Sozialt wichtig ass, net nëmme d'Agrikultur, d'Kultur, de Sport, mä dass zesummen all déi Sujeten eben och déi verschidde Facetté vun onsem Land sinn.

Kommt, mir halen déi wichtig a verschidde Facetté vun onsem Land lieweg. Dat ass ëmmer eis Stärkt gewiescht! Kommt, mir maache se net futti! Merci.



► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech géif, ier den nächste Regierungsmember zu Wuert kënn, dem Claude Wiseler d'Wuert ginn, deen de Fait personnel invoquéiert huet respektiv Parole après ministre gefrot huet.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här President. Ech wëll nach eng Kéier kloer soen, wat ech gëschter scho gesot hunn. Awer kucke ronderëm mech hei, ronderëm eist Land, an der Eisträich, Frankräich, Däitschland, an der Belsch, wat do geschitt. Ech kucken déi politesch Diskussiounen, déi do lafen. An ech stellen einfach fest, datt d'Rechtspopulisten d'Wahle gewonnen, well se Sujeten thematiséieren, déi de Leit um Häerz leien. Ouni Äntwerten ze ginn dorobber! Mä awer well se Froe stellen an aner Parteien dës Sujeten net thematiséieren, mengen d'Leit ganz oft, si hätten d'Äntwerte ginn.

An ech soen, datt déi klassesch Parteien - wéi ech eis alleguer heibanne bezeichnen -, gutt géifen drun doen, déi Froen unzeschwätzen. Net nëmmen unzeschwätzen, mä och Äntwerten op dës Froen ze ginn, an net de Kapp an de Sand ze stiechen, esou wéi ech d'Impressioun hunn, datt et ganz oft geschitt!

Déi Froe muss een ugoen: Froen iwwert d'Zukunft, iwwert d'Changementer, déi schnell kommen an déi Onsécherheet vun de Leit ofverlaangen (veuillez lire: bei de Leit ausléisen). Froen iwwert den Islam an déi domadder verbonnen nei Mœurssen, déi hei erakommen, nei Aart a Weisen ze liewen, ze wunnen, wou mer einfach musse kucken: Wéi gi mer domadder eens? Wéi gi mer dat un?

(Interruption)

Wéi gi mer dat un? Ech stelle just fest, datt d'Leit sech déi Fro stellen. An ech fanne ganz einfach - ganz einfach -, datt mer dorobber mussen äntwerten.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Ech hunn e Plädoyer gemaach, Här Bettel,...

(Interruption par M. Xavier Bettel)

(Coups de cloche de la présidence)

Ech hunn e Plädoyer gemaach, Här Bettel, deen hutt Der...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ... Den Här Wiseler huet elo d'Wuert a soss keen!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...néierens zitéiert! Ech hunn e Plädoyer gemaach fir d'Solidaritéit vun eisem Land par rapport zu de Réfugiéen, kloer an däitlech! Well ech et gär hätt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech wëll just, datt et organiséiert gëtt. Mä dee Plädoyer war kloer. An dann, fir mer hei virzwerfen, mir géifen aner Aussoe maache wéi d'Caritas mécht, fannen ech ganz einfach, fir et léif auszedrücken, „doniewent“.

Ech hu gesot, datt d'Leit sech Suerge maachen iwwert de Radikalismus.

► **Une voix.** - Angscht hunn.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Angscht hunn.

(Brouhaha)

Ech hu gesot, datt d'Leit Angscht hu virum Radikalismus a virum Terrorismus. Selbstverständlech!

(Brouhaha)

A vill Leit, déi aus Syrien kommen, flüchte jo genau virum deem doten, flüchte genau virum Radikalismus. An et ass un eis opzepasst, datt dee Radikalismus sech net an Europa an zu Lëtzebuerg definitiv etabléiert.

Ech hu gesot, datt d'Leit sech Froen iwwert d'Zukunft stellen, hir eegen, déi vun hire Kanner, déi vum Land. A wann Der dann doropshi probéiert - op eng Aart a Weis, déi Der oft hutt -, einfach ze soen an deenen, déi déi Problemer an déi Froen do uschwätzen, Virwërf ze maachen, se ofzestempelen, da soen ech: Dat ass genau dat, wat esou oft geschitt a wat de klassesche Thema ass. An et ass esou einfach, bei deene Froen de Kapp an de Sand ze stiechen, se net unzegoen. Se net unzegoen, ze maachen, wéi wa se net wären!

Ech soen lech just: Et ass vläicht einfach, mä kuckt, wat ronderëm lech geschitt, kuckt, wat ronderëm Lëtzebuerg geschitt. Et ass e geféierleche Wee, net driwwer ze schwätzen. Et ass e geféierleche Wee, dës Froen net unzegoen an deenen aneren den Terrain ze iwwerloosen. Mir sollen d'Lektiounen aus deenen anere Länner léieren! Dat ass dat, wat ech gesot hunn

heibannen. Mir sollen d'Lektiounen aus deenen anere Länner léieren. Si sollen eis eng Léier sinn.

Doriwwer kann een natierlech ewechkucken. Mir mengen awer, dat wier genau déi falsch Äntwert! D'Politik an d'Lëtzebuurger Politik muss Äntwerte ginn op d'Froen, déi d'Leit sech stellen. An eng objektiv Thematiséierung ass keen Amalgamm, mä et ass ganz einfach eis verdammte Pflicht! Dat ass dat, wat ech wollt soen, an dat soen ech haut nach eng Kéier.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Et sinn Der, déi lech äntwerten.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Just ganz kuerz: Haut sinn et vill méi nuancéiert Proposen. Ech wëll just soen, dass haut d'Leit sech Suerge maachen an Angscht hu vis-à-vis vum fanateschen Terrorismus an Islamismus. Gëschter ass vun Ängschte geschwat gi vis-à-vis vum Islam. Iwwer Islamismus an iwwer fanateschen Terrorismus si mer eis ganz eens. Mä gëschter woren et aner Proposen.

An ech wëll just drun erënneren, dass de Succès vum Front National, well deen hei zitéiert ginn ass,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Da liest no, wat ech gëschter gesot hunn!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...de Succès vum Front National an an Eisträich vun der FPÖ, firwat déi komm sinn: Well verschidden traditionell Parteie probéiert hunn, déi ze imitéieren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Et gëtt ëmmer besser!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et gëtt ëmmer besser, Här Bettel!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Et gëtt ëmmer besser!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Stiecht Dir de Kapp roueg an de Sand!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An ech mengen, déi modern Technik erlaabt eis et jo nozelauschteren, wie wat gesot huet.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech sinn net averstane mam Här Bettel senge leschten Aussoen an deene Suggestiounen, déi do hannendruelen!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech mengen, den Här Wiseler kritt all Geleeeënheet, fir dat ze soen, wat en empfénnt oder wat en net richtig féinnt. An ech mengen, mir sollen allegueren d'Fassung halen. Alleguer!

(Brouhaha)

Dann huet d'Wuert elo den Här Finanzminister, de Pierre Gramegna.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, Här Premierminister, léif Kollegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, d'Politik ass e Concours vun Iddien. An ech si frou, dass mer gëschter an haut en Débat haten, wou mer dee wichtegen Aspekt vun de Finanzen vum Lëtzebuurger Land konnten an engem konstruktiven Austausch zesammen hei analyséieren.

Et ass och normal, dass d'Opposition aner Iddien huet an dat der Regierung bei esou enger Geleeeënheet presentéiert. Et ass awer och, mengen ech, normal, dass vun d'Regierung verschidde Saachen, déi Onwourecht sinn, oder Fakten, déi verdréint ginn, dass déi awer och kloergestallt ginn. Et ass natierlech an de Finanzen e bësse méi einfach, iwwer Fakten ze schwätzen, well d'Zifferen, déi si ganz oft ganz aussagekräfteg a soen d'plakeg Wourecht.

D'Zuele waren nach ni esou transparent wéi se dës Joer waren. Ech wëll dat ënnersträichen. Dat gëllt fir de Plan de stabilité et de croissance. Dat gëllt awer och fir d'Steierreform, déi nach ni esou open no bausse presentéiert ginn ass, déi och nach ni mat de Sozialpartner esou diskutéiert ginn ass. A souguer d'Basismaterial zur Steierreform ass dem Conseil économique et social ënnerbreet ginn, d'lescht Joer am Ufank vum Joer, an och der Cofibu, also der zoustänneger Chamberskommission. Dofir wëll ech soen: Dës Regierung huet hei ganz vill gemaach, fir dass alles méi kloer a méi transparent gëtt, an net dat Emgékiert ass wouer.

Ech freeë mech och, dass mer déi Décisioun geholl hunn, de Plan pluriannuel elo schonn am Fréijoer ze diskutéieren, well da schwätzt ee jo mat engem Basismaterial, wat ganz kloer ass a wat e richtegen Tableau de bord ass fir déi nächst Joren.

Ech wëll op dräi Sujeten agoen: Fir d'Éischt d'Steierreform an dann, zweetens, d'Question

vun der Dette, vun der Schold, an drëttens d'Fro vum Objectif du moyen terme.

Et ass hei gesot ginn, dass d'Attitud vun der Regierung net logesch gewiescht wär - an zwar och vun der Haaptoppositiounspartei -, well d'Steiere géifen eng Kéier erop- an dann herno erëm eng Kéier erofgoen. Dat ass wierklech e Raccourci, an Amalgamm, deen ech net esou ka stoe loosson.

Wéi mer den Zukunftspak gemaach hunn, hu mer als Hauptsteuer, déi an d'Luucht gaangen ass, d'TVA an d'Luucht gesat. An ech rappeléieren, dass d'Haaptoppositiounspartei selwer och gesot huet, dass dat misst gemaach ginn.

An dat huet misse gemaach ginn, ech muss et ëmmer erëm eng Kéier repetéieren, well de Commerce électronique zu Lëtzebuerg net méi bei eis stoe bleift, well mir déi Suen net méi an d'Keess kréien an dat säit siwe Joer gewosst ass an näischt dofir gemaach ginn ass. Dofir hu mer dat selwer missen an de Grapp huelen.

An obwuel ech dann ëmmer erëm héieren, dass dat sozial ongerecht ass, rappeléieren ech nach eng Kéier, dass den Taux vun 3% net an d'Luucht gaangen ass an dass mir als Basis fir den Taux vun 3% déi breetst vun der ganzer Union européenne hunn.

Wa mer da soen, just fir e klengt Rechebeispill ze huelen, eng Persoun, déi de Mindestloun huet, géif effektiv fir 1.000 Euro Saache kafen, wou d'TVA 2% an d'Luucht gaangen ass - wat schonn eng ganz kéng Suppositioun ass, well jo vill ënnert déi 3% fält an d'Augmentatioun iwwerhaupt net stattfénnt -, mä kommt, mir soen emol, eng Persoun, déi de Mindestloun verdéngt, géif fir 1.000 Euro Saache kafe mat 2% TVA méi: Dat sinn 20 Euro méi am Mount. Dat ass vill manner wéi dat, wat déi Persoun u Steiererlicherung elo kritt! An ech ginn lech elo e puer Beispiller.

Ech wëll och ënnersträichen, dass mer den Impôt d'équilibre budgétaire temporaire ofgeschafft hu vum nächste Joer an an dass dat eng Steier vun 0,5% war, déi awer eréischt gespilt huet vum Mindestloun un. Dat heescht, Leit mam Mindestloun hunn déi Steier net bezuelt.

Wann ech also elo en Elengerzéier huelen, deen e Kand huet an 3.000 Euro verdéngt, da kascht den Impôt d'équilibre budgétaire dee 5,4 Euro. 5,4 Euro! A wat ass d'Erlichterung, déi déi Persoun monoparentale kritt mat dëser Steierreform? Eh bien, dat ass eng Erlichterung vun 73 Euro de Mount, 876 Euro d'Joer. Dofir, wann ech gelift, wann een da seet: „D'Steiere ginn emol eng Kéier erop an emol erëm eng Kéier erof“, andeem een indirekt Steiere vermëscht mat direkte Steieren, ma wann een elo d'absolutt Ziffere kuckt, gesäit een, dass een dat net op esou eng pauschal a vereinfacht Aart a Weis ka soen!

Et huet mer e bëssen déckgedoen, dass de sozial gerechte Charakter vun dëser Steierreform a Fro gestallt ginn ass, well do muss ee sech wierklech immens ustengen, fir dat fäerdegzebréngen! Ech muss dofir rappeléieren, wat dann alles gemaach ginn ass an dëser Steierreform - déi mer jo nach musse stëmme -, fir ganz kloer ze weisen, dass se sozial gerecht ass.

Mir hunn d'Tranché vun 11.000 Euro bis 20.000 Euro Revenu am Joer vun enger Augmentatioun vun 2% pro Stuf op 1% reduzéiert. Dat bréngt mat sech, dass duerch de ganze Barème eng Steiererlicherung ass. An domat bréngt mer et fäerdeg, dass den Taux vun 39% méi spéit antrëtt. Amplaz dass deen antrëtt bei 41.793 Euro, trëtt deen elo bei 45.897 Euro an. Wat heescht dat? Déi Ziffere klänge ganz abstrakt, mä dat ass eng vun de Manéiere gewiescht, wéi mer de Steierbockel reduzéieren, fir en net ganz lisséiert ze kréien (veuillez lire: dee mer awer net ganz lisséiert kréien).

Mä ech wëll awer och ënnersträichen, dass grad well mer déi do Measure geholl hunn, zesumme mam Crédit d'impôt salarial, dass grad déi niddreg Léin am meeschten entlaascht gi sinn.

Wann een also eng Persoun hëlt, déi den onqualifizéierte Mindestloun huet, ronn liicht ënner 20.000 Euro, dann ass d'Steiererlicherung 64%, also zwee Drëttel. Wann een eng Persoun hëlt, déi de qualifizéierte Mindestloun huet an der Kategorie 1A, eh bien, déi Persoun bezilt iwwerhaupt keng Steiere méi. A wann een eng Persoun hëlt, déi de Mindestloun qualifizéiert huet, ronn 24.000, 25.000 Euro, dann ass d'Reduktioun vun de Steieren 42%. Dir gesitt, dat spillt alles genau an déi Richtung vun enger sozial gerechter Reform.

Wann ech elo e puer Beispiller huelen, déi gëschter genannt gi sinn, wou sech opgereegt ginn ass, dass héich Revenuen och géife vun de Steiermesur profitéieren, muss een ausernehmen, dass mer zwee Phenomeener hunn, déi en parallèle spillen: Dat eent ass, dass den Impôt d'équilibre net méi bezuelt gëtt, an zweetens, dass de Barème geännert gëtt.

Wa mir e konkrete Fall huele vun enger Persoun, déi 20.000 Euro de Mount an der Steuerklasse 1 verdéngt, déi huet haut als Steuerlaascht 7.267 Euro a muer 7.195. Dat ass ronn 1% manner. Wann een dat vergläicht mam Mindestloun, wou ech virdu gesot hunn: minus 42%; oder mam onqualifizéierten, da sinn dat 64%; oder mat enger Persoun, déi 3.000 Euro verdéngt, déi bezilt 29% manner; oder eng, déi 4.000 Euro verdéngt, 19% manner.

Elo wëll ech vläicht awer ee Wuert soen zu dem Haaptdeel vun der sozialer Gerechtigkeit, déi mer an dëser Steierreform agefouert hunn, well d'Opposition a kenger Aart a Weis och drop agaangen ass, an dat sinn de Crédit d'impôt pour salariés oder de Crédit d'impôt pour pensionnés oder de Crédit d'impôt monoparental.

Ech wëll drun erënneren, dass mer dee Crédit d'impôt schonn haten: E war 300 Euro an e war queesch duerch de Gaart 300 Euro fir all Mënsch. Wann dat sozial gerecht ass, dass een, deen 20.000 Euro de Mount verdéngt, 300 Euro nogehäit kritt, da weess ech net, wat sozial heescht! Dofir hu mer dat geännert.

Et ass elo esou, dass dee Crédit d'impôt vun 300 op 600 Euro eropgeet. An zwar ass e 600 Euro bis 40.000 Euro, an da geet e lues a lues vu 600 erof bis e Revenu an der Steuerklasse 1 vun 80.000, wou en dann null gëtt. Do gëtt en null! Datselwecht gëllt fir d'Pensionnéen.

Beim Crédit d'impôt monoparental ass et nach méi gënschteg. Do war e scho méi héich: 750 Euro. Do gëtt en da verduebelt a bis 35.000 ass en da verduebelt. A vu 35.000 u geet e vu 1.500 erof, net op null bei de Monoparentaux, mä op 750. Do gesitt Der och, dass mer eppes Extraes fir d'Monoparentaux gemaach hunn.

All déi Argumenter, déi ech elo gesot hunn, beweisen, dass mer eng sozial gerecht Reform gemaach hunn, déi selektiv ass. An dofir kann ech déi Kritik do net gëlle loosson!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Et ass eis reprochéiert ginn, dass mer d'Abattementer net de fond en comble geännert hunn. Mä mir hunn d'Abattementer awer een nom anere gekuckt. Mir hunn der zwee fusionéiert an zum Deel erofgesat. Mir hunn aner an d'Luucht gesat. An domat bewiese mer jo, dass mer selektiv virgaange sinn. Mir hu justement net d'Abattementer entweder all erop- oder all erofgesat; a mir hu jo och nach Kritären dragesat vum Alter, wat de Plan épargne logement ubelaangt: och do eng Selektivitéit, par rapport zum Alter vun de Leit.

Et ass kritiséiert ginn, dass mer Beispiller op den Internet gesat hunn, wat d'Leit kéinte mat deenen Abattementer maachen, wéi déi Steiererlicherunge sech géifen auswierken. Ech si frou, dass mer dat op den Internet gesat hunn. Dat ass och nach ni esou gemaach ginn! An da kann een dat alles nokucke goen.

Ech hunn hei Beispiller, mä ech mengen, et huet net vill Wäert, dass ech déi Beispiller allegueren opzielen. Dir kënn all op deen Internetsite kucke goen an lech vergewësseren, dass do ganz realistesch Beispiller drasinne. Et kann een natierlech ëmmer en iwwerspëtzt Beispill eraushuelen an dorausser eng Regel maachen, mä dat ass net dat, wat ee soll maachen.

D'Tabelle stinn och, rappeléieren ech, déi nei Barème stinn drop. Also méi transparent kann een et net maachen! Ech hunn och vu ganz ville Bierger héieren, déi ganz séier op dee Site gaange sinn a sech ausgerechent hunn, wéi hir Steuerlaascht d'nächst Joer wäert ginn. An de Gros vun de Leit kréien eng Steiererlicherung vu ronn 500 bis 1.500 Euro queesch duerch de Gaart.

Ech wëll awer och déi positiv Aspekter, déi vun der Opposition a vun der Haaptoppositiounspartei ënnerstrach gi sinn, awer och wouerhuelen. Ech freeë mech, dass d'CSV gesot huet, dass se géif d'individuell Besteuerung begréisen. Ma dat ass eng exzellent Norricht! Well dat war eppes, wat guer net esou einfach war, fir dat ze maachen. An et ass natierlech och eng Optioun. Tant mieux, hei komme mer op eng konsensuell Aart a Weis virun.

Den Här Wiseler hat och gesot, dass hien dat géif gutt fannen, dass mer géifen de Mëttelstandsbockel léisen. Dat freet mech, dass hien dat gesot huet, a mir gesinn dat d'selwecht.

Mech erënnert déi Diskussioun vum Mëttelstandsbockel awer en eppes, un dat sech den Här Gibéryen bestëmmt och gutt erënnert, wou hien op dëser Tribün sot, andeem e ganz kloer op mech gekuckt huet: „Passt emol op mat der Steierreform“, hat den Här Gibéryen gesot, „wann et fäerdeg ass, gëtt de Mëttelstandsbockel esou geléist, dass léns vum Bockel a riets vum Bockel d'Steieren an d'Luucht ginn, an dann ass kee Bockel méi do!“ Eh ben, mir hunn et net esou gemaach!

**(Hilarité)**

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Dat, fir ze soen, dass mer effektiv versicht hunn, d'Steierlaascht fir jiddwereen erfroh zehuelen, y compris natierlech a besonnesch am Mëttelstandsbockel.

Zur Kritik, dass et eng kleng Reform wär ouni vill politesch Visioun, wëll ech just véier Elementer rappeléieren. Ech gesi véier strukturell Elementer an der Reform. Dat alleréischst an dat wichtegst a mengen Aen ass de Crédit d'impôt pour salarié, deen ech grad beschriwwen hunn. Dat zweet ass d'Individualisatiounsméiglechkeet als Optioun.

Dat drëtt ass dat gréngt Element, d'Environnementselement, wou et mech am Fong geholl freet, dass jiddwereen driwwer hierfällt: Dat heescht, déi eng fannen, dass et net wäit genuch geet, déi aner fannen, dass et net justifiéiert ass. Ech mengen, mir hunn do op eng équilibréiert Aart a Weis Neiland begaangen. An ech freeë mech, dass de Vélo elo de Stellwärt kritt am Transport, deen e verdéngt, an dass dat steierlech ënnerstëtzt gëtt an dass beim Auto Kritären agefouert ginn, déi favorisieren, dass ee soll méi propper fueren.

An dee véierte Punkt, deen ass nach net komplett ausgedäitscht, mä deen ass awer annonciéiert an dee wäert och relativ séier op den Dësch kommen an och an déi néideg Kommissiounen am Parlament. Dat ass den Droit pénal fiscal an dat ass eng wesentlech Reform, déi ech zesumme mam Félix Braz als Justizminister maachen. A mir schaffen d'arrache-pied, fir dass mer dat zurzäit finaliséieren, dass dat gläichzäitig mat der Fiskalreform ka gemaach ginn.

Zu den Entreprises! Zu den Entreprises wär och ganz villes ze soen. Ech notéiere fir d'Éischt emol, dass den Här Wiseler gesot huet, dass déi Steiererliichterung vun 18%, also vun 21% erfroh op 18%, dass dat net genuch wär. Hien hätt sech gewünscht, dass een do bis 15 gaange wär. Ech wëll fir d'Éischt...

► **Une voix.** - An den Här Mosar!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Den Här Mosar och, jo. Fir d'Éischt géif ech gären emol ënnersträchen: De Passage vun eisem Impôt sur le revenu des collectivités vun 21% op 19% d'nächst Joer an op 18% 2018 ass eng richtig Erliichterung fir déi meescht Betriber! Et ass eng richtig Erliichterung! Et ass keng Penalisation niewelaanscht. Et gëtt keng Base méi breet gemaach, mat Ausnam vum Report de pertes, dee lücht améngéiert gëtt. Et ass also eng richtig Steiererliichterung fir d'Entreprises!

Ech hu gesinn, wéi den Här Osborne dat an England gemaach huet. Hien huet versprochen, dass 2020 d'Steieren nach méi géifen erfroen. An en attendant geet d'Base an England ganz staark an d'Breet an hie gesäit vir, dass an deem Budget aacht Milliarde Pond méi duerch déi Verbreederung vun der Base an England erakommen.

Ech fannen, dass den Här Osborne dat ganz geschéckerlech mécht, well all Mënsch kommentéiert nëmmen, dass 2020 an England d'Steiere wäerten nach méi erfroen. An hei zu Lëtzebuerg maache mer keng Verbreederung vun der Base, d'Entreprises kréien 3% mander Besteuerung, a wat gëtt gesot: „Et geet net duer!“ Bon! „Et geet net duer“, dat hei war dat, wat elo méiglech war.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Ech wëll awer soen, well mer dat awer transparent gemaach hunn, dass déi Steiererliichterung vun 3% - dat kënnt Der alles noliesen an dem Tableau, dee jo och am Pacte de stabilité et de croissance publizéiert ass an deen ech och dem Parlament ginn hat d'lescht Woch -, dass déi 3% Reduktioun à terme 150 Millioune mander Recette si fir de Stat. 150! Wa mer also hätte missen op 15% gosch, jo dann hätt dat 300 Millioune Euro kascht!

An den Här Wiseler huet eis gëscht gesot, dass déi Reform hei iwwerhaupt och net hätt méi dierfe wéi 300 Millioune kaschten, well d'Banque centrale vu Lëtzebuerg huet jo gesot, dass mer net méi wéi 300 Millioune missten ausginn.

Wann een also schon 300 Millioune géif ausginn eleng fir d'Entreprises, majo da géif fir d'Bierger iwwerhaupt näischt méi iwwreg bleiwen! Ech weess net, wéi een déi dote Rechnung ka maachen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Et ass eng Fro opkomm, ob een net hätt solle méi séier och déi ganz Problematik vum G20 a vun dem BEPS, vun der Verbreederung elo schon anticipéieren. Mir wëllen net virun de Won lafen, well mir kënnen déi Calculen nach haut net maachen.

An deeseweichte Rasonnement géllt och fir d'Stock-options. Bei de Stock-options war ech deen, deen d'Initiativ geholl huet, fir um Enn vum leschte Joer d'Administration des Contributions ze froen, eng Bestandsopnam ze maachen.

Firwat? Ma ech sinn d'lescht Joer vu villen, vun lech a vu ville Leit dobaussen, gefrot ginn: „Wat ass den Impact vun där Mesure vun de Stock-options?“ An do hunn ech d'Steierverwaltung gefrot: „Majo, wat ass dann den Impact?“ An do hunn ech als Äntwert kritt: „Dat wësse mir net. Dat kucke mir net an dat wësse mir net.“ An do hunn ech da gesot: „Majo, dat Éischt, wat mer elo emol musse maachen, dat ass, dass mer dat emol enregistrieren, dass mer d'Entreprises froen, si sollen eis dat par anticipation soen, wat se maachen, dass mer op d'mannst kënnen e Calcul maachen, e Calcul maachen, eng Bestandsopnam.“ Dat hunn ech op meng Kap geholl.

Ech sinn och frou, dass mer dat gemaach hunn, an ech kann den Här Wiseler an all déi aner berouegen: Wa mer dann d'Ziffere vun engem Joer hunn, da kucke mer eis dat emol un. A wann dann Aktiounen musse gemaach ginn, da wäerten déi och gemaach ginn!

Wat elo, ech géif soen, d'„Besteuerung en général“ vun den Entreprises ubelaangt, ech mengen, dat ass e ganz seriöse Sujet an deen ass fir eist Land ganz wichtig: Mir si bekannt an der ganzer Welt, fir steierlech immens attraktiv ze sinn.

Wann Der awer an der OCDE kuckt, leie mer am ieweschten Drëttel, wa mer d'ganz Besteuerung kucken, däers sinn ech mer voll bewusst. Dofir hu mer jo schon eng Reduktioun elo vun 3% virgesinn.

Mä mir sollen zwou Saachen net vergiessen: Den Trend geet a Richtung vun enger méi fairer internationaler Besteuerung. Wat heescht dat? D'Steiere wäerte weltwäit erfroen. Mä den Trend ass ëmgekeiert awer och, dass soll verhënnert ginn, dass d'Entreprises sollen eng Course no null maachen an esou wéineg Steiere wéi méiglech bezuelen.

De ganzen Exercice BEPS geet drëms, d'Entreprises ze forcéieren, oder d'Länner ze forcéieren, eng Besteuerung ze hunn, déi gerecht ass. Dat heescht, no enne ginn d'Tauxen erop, no uewe gi se erfroh. Mir komme muer an eng Fourchette! A Lëtzebuerg muss muer an där Fourchette gënschteg leien. Wou genau déi Fourchette ass, dat wäerte mer an deenen nächste Joer ganz kloer verfollegen.

Mä Lëtzebuerg ass awer net nëmmen attraktiv wéinst der Fiskaliteit. Mir hunn dach ganz vill aner Atouten. An ech sinn iwwerzeugt, dass den Etienne Schneider och e puer Wüert doriwier wäert soen. Mir hunn och dofir déi Succès gehat, déi an der Ried vun Premierminister waren an an der Ried vun Etienne Schneider, fir eis ze soen, dass mir nach ëmmer ganz attraktiv sinn, souguer mat der Fiskaliteit, wéi mer se haut hunn.

Elo géif ech gären zum zweete Punkt kommen, an zwar zur Schold zu Lëtzebuerg. Och do, muss ech soen, si verschidden Affirmatiounen gemaach ginn, déi einfach par rapport zur Realität net standhalen. Ech hunn och op Basis vun deene relativ - hunn ech fonnt - iwwerdriwwene Kriticken, déi effektiv materiell net richtig sinn, mer d'Méi ginn ze kucken, wéi et da war bei de Steierreforme vun de Joren 2007 an 2008, déi méi wéi eng Milliard Euro duergestallt hunn.

Wat war dann d'Budgetsituatioun vu Lëtzebuerg 2006 an 2007, also déi Jore just virduer, wou déi Mesur geholl gi sinn? Ech muss soen, ech hunn déi Ziffere kannt deemools, ech hat se awer elo net méi esou lieweg am Kapp. Ech muss soen, ech hunn e bësse gestaunt, wéi ech se erëm entdeckt hunn.

Mir haten 2006 an der Administration publique, also dem Gesamtstat, en Defizit vu minus 528 a beim État central en Defizit vun 1,1 Milliard - zweemol negativ!

► **Une voix.** - Uiuui!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - 2007 hate mer en Defizit an der Administration publique vu minus 310 a vun der Administration centrale vun enger Milliard! Den OMT, dee plus null... - ech weess net, firwat en deemools war -, mä op jidde Fall hate mer deemools en OMT, dee loung bei - objectif à moyen terme -, bei minus 0,8. Mir stoungen also 2006 an 2007, wéi déi Steierreformen oder -erliichterunge geholl gi sinn, an enger vill méi schwéierer budgetärer Lag, wéi déi, an där mer eis haut befannen, wou mer jo e positive Sold beim Gesamtstat hu vun iwwer 600 Millioune am Positiven. An deemools war d'Steierreform oder d'Steiererliichterung eng Milliard.

Also ech mengen, mir stinn haut vill besser do, fir eng Steierreform ze maachen. An ech men-

gen, déi Ziffere vun der Vergaangenheet weisen, dass mir ganz rasonabel sinn an dass mir déi Steierreform ganz gutt finanzéieren kënnen. An ech wëll och ënnersträchen: 2006/2007 war nach keng Weltfinanzkris. Déi ass jo eréischt dono komm!

D'Banque centrale vu Lëtzebuerg huet gesot viru sechs Méint, dass ee Sputt hätt fir eng Steierreform vun 300 Millioune Euro. Déi kascht eis elo d'nächst Joer 373 Millioune. Also esou wäit si mer do emol och net aus de Féiss! An dat war viru sechs Méint! Eis Situation finanziere huet sech an deene sechs Méint verbessert a wäert sech och an deenen nächste Méint nach weider verbessern.

Mir packe se also, a mir hu jo an de Joren 2014, 2015 an 2016, wéi ech dat gëscht gesot hunn, ëm 1,3 Milliarde eist Resultat verbessert par rapport zu deem, wat virgesi war. Dir gesitt, wa mir eis Konten op dräi Joer ëm 1,3 Milliarde verbessern, da wäerte mer och 500 Millioune Euro Steierreform packen!

Domat ënnerschätze mir d'Risiken net. Déi sinn an der Diskussioun gëscht zu Recht komm: China, Mëttleren Orient, BEPS an esou weider, ech hat dat och a menger Ried gesot. An et soll een effektiv virsiichteg sinn.

Fazit zur Steierreform an zum Lien mat eiser finanzieller Situatioun: Mir kënnen eis déi leeschten a si ass gutt fir d'Kafkraaft vun de Leit. Si ass gutt fir d'Kompetitiviteit vun eisen Entreprises. Si ass also gutt fir d'Land.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Zur Entwécklung vun der Dette, och do hunn ech e bësse an d'Vergaangenheet gekuckt: 2003 louch d'Statsschold bei ronn 5% vum PIB. 5%! 2008 louch se scho bei 13,7%. Dat heescht, zwëschen 2003 an 2008, wou keng Weltwirtschaftskris war, huet sech eis Schold verdräifacht - bal verdräifacht.

Ech wëll och hei riichtbéien, dass d'Schold, déi 2013 war, net 9,8 Milliarde war, mä 11,1 Milliard, well gëscht ass déi Ziffer vun 9,8 vun engem zitéiert ginn, déi huet mer esou niddreg geschéngt, dass ech dat nogekuckt hunn. Ech wëll just dat hei richtegstellen. An da wëll ech och zrëckkommen op déi ganz Diskussioun: Wéi héich soll a kann dann eng Dette si fir e Land wéi Lëtzebuerg?

Dat ass natierlech verbonne mat eisem Wuess-tum a verbonne mat wiwill Aarbechtsplaze mer hunn a wiwill Awunner mer hunn. Mir haten 1986 369.000 Leit, 2006 467.000, elo hu mer der 576.000 a mir ginn dovunner aus natierlech, dass déi Zuel an Zukunft nach vill wäert wuessen.

Eise PIB war am Joer 2000 23 Millioune, haut 52 Millioune an am Joer 2020 68 Millioune. Dir gesitt also, dass un deenen absoluten Zuelen eist Land immens séier wüsst, souwuel wat d'Leit ubelaangt, d'Awunner, mä awer och de Rächtum. A mir mussen natierlech eisen Investissement moosse par rapport zu deem Wuess-tum.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Wa mer géifen esou vill manner investéieren, dëst Joer an déi Joren dono, wéi dat an de Joren 2011, 2012, 2013 de Fall war, dann hätte mer scho bal den Équiber och an der Administration centrale. Mä mir mengen, dass dat net déi richtig Léisung ass. Mir investéieren also op Rekordniveau a mir verschëlden eis am Joer 2014, 2015, 2016 ëm 1,5 Milliarde, wa mer elo en Emprunt huelen, minus 400 Millioune, dat ass e Refinanzement. 1,1 Milliarde wäerte mer an den dräi Joren elo als Schold opgeholl hunn, fir iwwer 6 Milliarde Investissement, fir iwwer 6 Milliarde Investissement.

Mir finanzéieren also iwwer Schold ronn 20% vun eisem Investissement an 80%, de Rescht, gi mat de lafende Rentrée vum Stat bezuelt. Dat ass d'Realitéit! Mir finanzéieren mat deene wéinege Scholden, déi mer maachen, net eng Steierreform, net lafend Käschen, mä Investissementer. An d'Resultat léisst sech weisen, well mer op der ganzer Period stabil bleiwen am Endettement, am Prozentsaz par rapport zu eisem Rächtum. Ech rappeléieren, dass dat bei 23% wäert op der ganzer Period leien.

Leschte Punkt, an da sinn ech fäerdeg, Här President: den Objectif de moyen terme. Wann ech gëscht richteg verstanen hunn, huet den Här Wiseler recommandéiert, dass een hätt sollen en Objectif de moyen terme huelen, dee méi kéng ass wéi deen, deen d'Kommissioun recommandéiert vu minus 0,5. D'Geschicht weist eis allerdéngs, dass an der Vergaangenheet d'Regierung sech ëmmer op dee Minimum alignéiert huet, an ech hunn och erausfonnt, dass souguer am Joer 2013 d'Kommissioun fir Lëtzebuerg plus 0,75 recommandéiert hat an d'Regierung nëmmen 0,5 gemaach huet.

Also ech mengen, dass mer ganz rasonabel sinn, dee Minimum vun der Kommissioun do unzehuelen an net méi kéng ze si wéi dat, wat mer kënnen packen. Well wa mer méi e kéngen Objectif de moyen terme huelen, da ka Bréissel eis, a muss Bréissel eis op deem neien Niveau moossen. A wa mer dat dann net anhalen, jo, da kréie mer Recommandatiounen vu Bréissel an da verléiere mer ganz vill vun eiser Autonomie. Ech géif souguer soen: Dat wär en Aschnëtt an eis Souveränität. Solle mer da wierklech higoen an dat provozéieren? Ech mengen dat net!

Als Konklussioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Bei verschiddene vun den Interventiounen hunn ech heiansdo mer d'Fro gestallt, ob mer da wierklech vun d'ärselwechter Finanz- a wirtschaftlecher Lag schwätze vum Land Lëtzebuerg, wéi dat, wat ech kennen, wéi dat, wat ech an den internationale Statistiken erfëmmen. Heiansdo hätt een do kënnen en Doute hunn.

Ech rappeléieren, dass mir dat Land sinn, wat am zweetmannste verschëllt ass an der Eurozon, an dass mir eent vun deenen eenzege fënnel Länner sinn, déi de Pacte de stabilité komplett anhalen. Kommt, mir freeën eis all doriwwer! Dat ass net nëmme gutt fir dës Regierung, dat ass gutt fir eist Land!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Exzellent!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Finanzminister. An als leschten huet d'Wuert den Ekonomiesminister, den Här Etienne Schneider.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt mer awer hei d'Geleehheet nach ginn, als Wirtschaftsminister op e puer prinzipiell Saachen ze äntwerten. Ech muss lech soen, dass deen Débat hei, dee mer elo iwwer zwee Deeg gefouert hunn, zum Deel awer vun der Oppositionssäit zumindest a mengen Ouere surrealistesesch sech unhéieren huet.

Mir sinn elo no sechs Joer Kris, no sechs Joer, wou et wierklech dem Land hei schlecht gaangen ass, endlech op der Schinn, wou eis Ekonomie erëm voll unzitt, wou mer eng Croissance hu vu 5%, wou mer en Emploi hunn, wou mer 14.000 nei Aarbechtsplazen all Joer schafen, wou mer e Chômage hunn, deen endlech no Joren, wou en an d'Luucht gaangen ass, elo erëm richtig erfrogeet, wou mer en Taux vu 6% erwaarde fir 2019, wou mer eng wirtschaftlech Situatioun hunn, déi eis et erlaabt, elo ab dem nächste Joer dem Bierger dobausse 500 Millioune Euro d'Joer Kafkraaft zrëckzeginn - 500 Millioune Euro d'Joer Kafkraaft -, wou mer gesot hunn am Ufank vun dëser Koalitioun, et géif kee Sputt bleiwen, fir de Betriber iergendeppes ze ginn, a wa mer eppes géife maachen, da wier et eng Nullronn respektiv neutral fir d'Betriber, a mir hunn elo Sputt, och de Betriber anstänneg ze hëllefen an ënnert d'Äerm ze gräifen, andeem mer mat den Tauxen erfroen!

Mir maache beim Mëttelstand eppes. Do gi mer nach vill méi wäit. Mir ginn op Tauxen erfroh op 15%! Mir maachen eppes, wat scho Jore gefrot gëtt vum Mëttelstand, näamlech d'Transmission d'entreprise, wou esou vill Entreprises zoumaachen, well se de Problem vun der Transmissioun aus steierleche Grënn net geregelt kréien. Dat huele mer an de Grëff. Mir hëllefen de Baueren, déi an enger prekärer Situatioun sinn, well se an engem internationalen Émfeld mussen eens ginn. Mir hëllefen hinnen iwwer d'Steierreform. Alles dat gëtt vun dëser Regierung gemaach!

An ech héieren zwee Deeg näischt anescht op dës Säit, op der rietser Säit vu mir, wéi widder-spréchelech Aussoen an, entschëllegt den Term, „Gesouers!“ Dat wat mech am meeschten...

(Interruption)

Dat wat mech am meeschte wierklech schockéiert... Dat, wat mech am meeschten...

Här Wiseler, waart nach e bësse, et gëtt nach besser!

(Hilarité générale)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech hoffen, datt et nach besser gëtt, well dat do war net déck bis elo.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Wat mech am meeschte schockéiert, Här Wiseler, dat sinn déi Widderspréich, déi hei aus enger an d'ärselwechter Partei permanent kommen!



An ech fänken u just mat deem Widdersproch, dee permanent koom zur Steierreform. „D’Steierreform geet net wäit genuch“, héieren ech vun x Leit. Op där anerer Säit kréien ech vun deeneselwechte Leit gesot: „Se gëtt ze deier.“ D’Steierreform gëtt ze deier, mä si geet awer net wäit genuch!

Den Här Gibéryen benotzt seng ganz Riedezeit, fir esou laang absolutt Zuele mat Prozentsätz ze verméschen, bis en endlech zur Konkusioun kënnt, dass déi ganz Steierreform iwwer Scholde finanziert gëtt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mat wat dann?

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - En denkt a kengem Saz drun, fir ze erwänen, dass e gudden Deel vun där Steierreform, an de Finanzminister huet et nach eng Kéier erkläert, benotzt gëtt, fir al Scholden, déi vun der viregter Regierung opgeholl sinn, ze refinanzéieren. An en erwänt och a kengem Saz, dass dës Regierung zwou an eng hallef Milliarden eleng dës Joer investéiert an Infrastrukturen, an d’Kompetitivitéit vum Land fir d’Zukunft!

Weist mir ee Land, eent an Europa, dat bis elo, wéi dës Regierung et gemaach huet, ouni een Euro Schold ze maachen, Investitiounen vun an der Moyenne zwou Milliarden d’Joer a seng Infrastrukture gemaach huet, ouni een Euro Schold ze maachen! Weist mir een...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - 45% ginn d’Scholden erop bis zum Enn vun der Legislaturperiode, no Ären eegenen Zuelen. No Ären eegenen Zuelen!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Wivill ass dann d’Schold eropgaange mam Här Frieden? Wivill ass se dann eropgaange?

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech wëll lech just soen, dat, wann een an enger Krisenzeit ass, wou d’Croissance erofgeet, a wann ee 4% bis 5% Croissance huet, dat dat liicht eppes anescht ass. Liicht eppes anescht!

(Brouhaha)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Här Wiseler, Här Wiseler, et ass...

(Interruption)

Här Wiseler, Dir fannt kee Land...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir waart an där Regierung virdrun d’ailleurs och derbäi!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Dir fannt keen...! Ma mir beschwéieren eis jo net! De Finanzminister huet et gesot, de Premierminister huet et gesot, mir sti jo dozou. Mir sti jo dozou! Mä Dir hutt - an den Här Bodry huet et d’ailleurs exzellent gëschter ausermegeluecht -, Dir hutt just Är Meenung ëm 180 Grad geännert.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Op lech kommen ech nach, Här Gibéryen! Dir hutt mer nach ëmmer net op meng Fro geäntwert! Dir fannt déi Steierreform jo net gutt...

(Interruptions)

...a se ass jo iwwer Scholden...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech muss mech stäerken.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - ...se gëtt jo iwwer Scholde finanziert, sot Der, mä Dir hutt...

► **Une voix.** - Et ass eng Auer.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - ...eis awer gëschter net op d’Fro geäntwert, ob Der elo fir d’Steierreform sidd oder géint d’Steierreform. Solle mer de Leit dann elo 500 Milliounen Kafkraaft ginn oder solle mer et net maachen, well aus Ärem Gesichtsponkt et jo...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, ech muss elo Parole après ministre froen!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - ...iwwert d’Scholde finanziert gëtt?

(Interruption)

Da sot eis jo oder neen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech hoffen, dat Der et haut verstitt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Ech hunn awer nach keng Äntwert kritt. Ech hunn nach keng Äntwert kritt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Minister adresséiert sech elo erëm un d’Chamber!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Jo, ech kommen..., ech adresséiere mech erëm un d’Chamber.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An ech hunn nach esou eppes an den Oueren, wat d’Ennerbriechungen ueget.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Här President, Dir hutt recht, ech adresséiere mech un d’Chamber, an zwar mat deem zweete Widdersproch, deen ech hei elo zwee Deeg laang héieren hunn:

Mir hunn op där enger Säit Wuesstum a mir misste jo eigentlech frou sinn, dass mer no sechs Joer Kris elo erëm Wuesstum hunn. Da liesen ech awer, dass de President vun der CSV, den Här Spautz, seet: „Dee Wuesstum ass geféierlech, mir mussen oppassen, wat mer maachen, mir mussen e bremsen. Mir mussen em eng regulatoresch Rumm ginn, fir en erëm a geuerdnet Bannen ze kréien.“

An deemselwechten Artikel, wou den Här Spautz dat freet, seet en: „Mir mussen d’Prozedure vereinfachen, mir mussen bürokratesch eis entschlacken.“ Mä maache mer elo regulatoresch Rumm oder maache mer d’Prozedure méi einfach?

Dir frot och, dass d’Plan-sectoriellen nach ëmmer um Instanzewege sinn. Dir wësst jo awer, wa se bis décidéiert ginn, hu mer 600 Hektar méi Industriezon, also méi Wuesstum!

Datselwecht soen déi Häre Wiseler, Roth a Mosar an engem Artikel iwwert d’Steierreform am „Paperjam“, näämlech d’Steierreform mécht net genuch, laut lech, fir d’Kompetitivitéit vun den Entrepreneuren. Also wann Der wëllt méi Kompetitivitéit fir d’Entrepreneuren, sidd Der jo der Meenung, mir mussen nach méi Wuesstum hu wéi déi 5% haut! Da verstinn ech net, firwat deen ee seet: „Mir mussen dat alles bremsen an a geuerdnet Bunne bréngen“, an deen anere seet: „Mir brauche méi Kompetitivitéit fir eis Entrepreneuren“!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Also, dat ass eng liicht Ofkierzung,...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Neen, neen!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...eng liicht Ofkierzung vun deem, wat mer soen.

(M. Etienne Schneider montre une photo de M. Marc Spautz dans un article de journal.)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Hei, Dir erkennt Ären Noper jo? Do steet et. Ech ginn lech et gär nach eng Kéier, fir ze liesen. Ech ginn lech et gär nach eng Kéier, fir ze liesen!

(Brouhaha)

An dann, an da sinn ech awer nach net fäerdeg. Ech sinn nach net fäerdeg! Dann hu mer gëschter hei...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir hutt nach net ugefaangen.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - ...héiere vun engem Vertrieeder vun der CSV, dem Här Eischen, dass hie sech Suerge mécht, dass eis Kompetitivitéit e Risiko hätt, e Risiko doduerch, dass eis Léin ze héich sinn! Här Eischen, ech hunn lech gëschter gefrot: „Da sot eis: Sidd Der der Meenung, dass de Mindestloun ze héich ass an dass mer e sollen erofsetzen?“ Dir hutt net geäntwert. Dir sot, Dir géift mer an der Cafeteria eppes soen; ech war elo sechsmol do, Dir waart ni do.

(Hilarité générale)

Dofir muss ech leider lech elo nach eng Kéier froen: Sidd Der dann elo der Meenung, dass eis Léin ze héich sinn, oder si se net ze héich? Da sot eis et!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà. Ech ginn dann direkt dem Här Eischen d’Wuert, wann den Här Eischen...

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Merci, Merci, Här President. Et deet mer effektiv leed, dass ech den Här Schneider an der Cafeteria net gesinn hunn. Ech hu gëschter...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Ech sinn net ze iwwersinn.

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Mir kënnen déi Taass Kaffi awer gär eng Kéier zesummen drénken, wann Der wëllt.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Jo.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Zu dräi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Kartheiser och nach.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - An den Här Gibéryen.

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Okay. Ech hu just gëschter gesot...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Et ass gutt.

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Ech hu just gëschter gesot, an et war e Constat, Här Schneider, deen ech gemaach hunn: „Eis Salaré sinn héich.“

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Neen, Dir sot: „...ze héich“!

► **M. Félix Eischen (CSV).** - An ech hu sécher net gesot... Neen, ech hunn net gesot: „...ze héich“!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Aha.

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Ech hu gesot: „Se sinn héich“, an ech hu mat kengem Saz gesot, dass d’Salaré mussen erofgesat ginn. Dat ass jo Kabes! Ech hu just gesot, eis Produktivitéit ass net an d’Luucht gaangen.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Ooh!...

► **M. Félix Eischen (CSV).** - An Dir hutt selwer... Loosst mech ausschwätzen!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Jo, pardon, entschëllegt!

► **M. Félix Eischen (CSV).** - An Dir hutt selwer gesot an Är Deklaratioun virgëschter, dass eis Produktivitéit an de Joren 2017 bis 2020 just ëm 0,73% wäert an d’Luucht goen.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Jo.

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Eis Produktivitéit ass an de leschte Joren net an d’Luucht gaangen an eis Salaré schon! An do hunn ech just gesot, doriwwer kéint een eng Kéier diskutéieren, dass wuel déi Produktivitéit...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Majo, mä ech diskutéiere jo elo mat lech, da sot mer!

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Hei, da loosst mech just erklären an ënnerstellt mer just näischt, wat ech net gesot hunn! Ech hunn net gesot, d’Salaré wäeren ze héich. An ech si sécher net hei deen, deen eropgeet a seet, d’Salaré missten erofgoen. Ech hu just de Constat gemaach, dass d’Produktivitéit net an d’Luucht gaangen ass an de leschte Joren. An do ginn et nach ganz aner Leit, déi dat bemängelen. An Dir hutt selwer gesot, dass, wa se tëscht 2017 an 2020 just ëm 0,73% an d’Luucht geet, dass dat net ganz vill ass. Dat ass e Constat, deen ech gemaach hunn, Här Schneider.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Dat hunn ech net gesot, Här Eischen. Ech hunn et just festgestallt, dass et dat ass. Mä Dir hutt gëschter gesot, dass mer e Risiko hunn an der Kompetitivitéit wéinst eise Salären. Mä da musst Der dat net nëmme feststellen, da musst Der och soen, wat Äert Rezept do dergéint ass. Mä ech stelle jo dann elo mat Zefriddenheet fest, dass Der net wëllt un de Mindestloun goen. Ech stellen awer och fest,...

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Hunn ech ni gesot, hunn ech ni gesot!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - ...dass d’CSV... Mä ech froen lech! Ech hunn lech dat jo gefrot.

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Jo. Dann ënnerstellt mir och näischt!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Ech stellen awer och fest, dass d’CSV en Zukunftsdësch freet, fir iwwert d’Kompetitivitéit ze schwätzen an iwwert den Developpement vun eiser Economie ze schwätzen. Ech stellen awer op darselwechter Säit fest, Här Spautz, Dir, deen deen Zukunftsdësch fuerdert, ech hunn elo zweemol hei en Débat gehat mam Finanzminister zesummen, all Joer am Hierscht, iwwer genee déi Kompetitivitéit, iwwert d’Ausrichtung vun eiser Economie, mä ech ka mech net erënnere, vun lech eppes dozou héieren ze hunn.

Ech géif lech dofir och proposéieren, well ech hunn näämlech d’ailleurs Är Iddien alleguerten, wann Der der dann hutt, an deenen heiten zwee Deeg net héieren, ech géif lech proposéieren, emol esou en Zukunftsdësch bei lech ze maachen an dann eis ze soen, wat Är Virschléi sinn. Da sinn ech ganz gär bereet, doriwwer mat lech ze schwätzen.

Ech wëll ofschléissend just hei feststellen, dass... Wollt Der eppes soen?

Ech stelle just fest, dass d’Oppositioun e Problem domadder huet, dass d’Rezepter vun dëser Regierung gräifen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Esou ass et!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da ginn ech dovun aus, dass den Här Gibéryen Parole après ministre freet.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Fait personnel kënnt Der jo wuel kaum gefrot hunn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Neen, neen, neen! Ech mengen, mir fuere schéin, wéi dat an eise Reglement steet, a mir maachen dat och heibannen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech wëll direkt mat där Fro ufänken, déi den Här Wirtschaftsminister gesot huet: „Sidd Der fir oder sidd Der géint déi Steierreform?“ Ech hätt gëschter net dorobber geäntwert.

Wat hunn ech gëschter gesot? Mir sinn als ADR derfir, dass déi kleng Gehälter a Léin sollte Steiererlichterunge kréien. An ech hunn och gesot: „Mir sinn derfir, dass de Mëttelstandsböckel soll ofgebaut ginn.“ An ech hu gesot: „Mir sinn net derfir, dass mer am Kader vun där Steierreform esou wäit mat de Steiererlichterunge ginn, wéi dës Regierung geet“, dass mer Steiererlichterunge beim 1A maachen, dass ee Steiererlichterunge kritt bis 25.000 Euro de Mount, dass een an der Steierklass 2, wann ee schafft, Steiererlichterunge kritt bis 35.000 Euro de Mount, dass een, wann een an der Steierklass 2 ass an et geet een zu zwee schaffen, bis zu 50.000 Euro de Mount Steiererlichterunge kritt. Dat hunn ech gëschter hei gesot.

An ech hu gesot, dass mer net domat averstane sinn. Mir sinn domat averstanen, dass mer Abattementer a Crédits d’impôt ëmwandelen, déi da fir jiddweree gläich sinn. Mir sinn domat d’accord, dass se en degressiv System kréien, fir dass se sozial gerecht sinn. Mä mir sinn dergéint, dass Abattementer och nach gehéicht ginn, ouni dat... Mir hätte se léiwer a Crédits d’impôt ëmgewandelt a se degressiv gemaach. Dir hutt se net a Crédit-d’impôts ëmgeännert, Dir erhéicht déi Abattementer.

An dann hunn ech lech e Beispill ginn, wou ech gesot hunn: „Een, deen 200.000 Euro d’Joer verdéngt, dee kritt 2.268 Euro d’Joer derbäi, fir seng Botzfra ze bezuelen. A wann een dat ëmrechent, da gi mir Sue léinen“, ech kommen nach dorobber zrëck, „fir engem, deen 200.000 Euro d’Joer verdéngt, véier Stonnen d’Woch iwwert de Stat - iwwert d’Steieren - seng Botzfra ze bezuelen!“ Dat hunn ech gesot.

Dat heescht, mir hunn lech ganz kloer gesot, fir wat datt mer sinn a géint wat mer sinn, dass ech soen: „Mir si vill ze vill wäit bei den héije Gehälter gaangen.“ An ech mengen, et ass vläicht fir d’Regierung méi liicht, eng Géisskanepolitik ze maachen an esou ze verdeelen, dass souguer dee mat 200.000 an 250.000 Euro an eng Koppel souguer mat 500.000 Euro Joresrevenu nach Steiererlichterunge kritt. Dat ass natierlech méi einfach, mat der Géisskan iwwert d’Land ze goen, anstatt et wéi mir als ADR ze maachen: Mir huelen eis Responsabilitéit. An et ass net esou liicht, et ass net esou einfach politesch, fir hinzugegoen an ze soen: „Ma mir sinn der Meenung, deen dote soll näischt méi als Steiererlichterunge kréien!“ Mä mir hunn dat gesot!

Ech hoffen, dass Der dann elo haut verstanen hutt, firwat...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Sidd Der domat d’accord oder net?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ma mir kucken, wat herno, wann d’Gesetz erauskënnt, da kucke mer, wat drasteet!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Wéi dann? Ma Dir kennt et dach!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mir si jo elo am... Neen! Ech gi jo awer dovun aus, dass d’Regierung, Här President, net der Chamber haut virschreift, wa se e Gesetz deponéiert, datt... D’Chamber ka jo awer nach driwwer diskutéieren an et kënne jo nach Amendementer gemaach ginn! De Statsrot wäert nach säin Avis ofginn!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.** - Dont acte! Dont acte.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - A mir wäerten och nach Amendementer an där Prozedur proposéieren. An da kucke mer emol, ob d’Majoritéit eppes ännert an hire Propositionen. An dann huele mir...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Wirtschaftsminister, Dir hutt Froe gestallt. Elo sidd Der amgang Äntwerten ze kréien.

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...an dann huele mir eis Décisioun, wa mer en definitiven Text hunn. A mir hoffen, dass deen Text bis dohinner nach geännert gëtt.

Dann nach just: Wann hei gesot gëtt, déi Scholden, déi gemaach ginn, déi wiere fir In-



vestissementer ze maachen! Dat erënnert mech ëmmer drun, Här President, wéi d'Fra op d'Spuerkeess gaangen ass an de Guichet a sot: „Kënnst Der mer weisen, ob meng Suen nach do sinn?“ Also d'Scholden, wou kann ee soen, dat dote Geld ass fir Investissementer,...

(Interruption)

...dat doten ass fir... Jo, jo!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Dir sot, et wär fir d'Scholden!

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Majo, awer fir wat dann? Ma well eben an deem nächste Joer, wat budgetär ännert, dat sinn déi supplementar Defizite fir d'Steierreform! Un den Investitiounen ännere mer jo an deenen nächste Jore minimal, wat d'Investitiounen ubelaangt. Mä mir änneren dat Wesentlecht, oder d'nächst Joer an dem Budget sinn déi supplementar Dépense fir d'Steierreform. An duerfir geet den Defizit an d'Luucht an duerfir ginn och erëm méi Scholden opgeholl. An duerfir, ech brauch déi Zifferen net nach eng Kéier ze nennen,...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Eieieieie!

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- ...well de Virdeel vun dësem Débat, Här President, war, datt mer näamlech net nëmmen eng Deklaratioun vum Statsminister, mä och vum Finanz- a Wirtschaftsmiister haten an datt mer am Virfeld och déi Dokumenter kruten, wat ech begréisen. An all déi Chifferen, déi ech gëschter hei genannt hunn, déi ech haut hei genannt hunn, sinn aus dem Dokument vun der Regierung!

A wann ech hei gesot hunn, datt d'Schold - an den Här Finanzminister huet recht - 2015 bei 11,1 Milliard louch, da geet se 2016 op 12,2, 2017 op 13,3, 2018 op 14,3, 2019 op 15,3 an 2020 op 16,1 Milliard an d'Luucht. Dat sinn d'Chifferen aus dem Dokument. An duerfir hunn ech mech gëschter och nëmmen op d'Chifferen hei limitéiert, déi aus der Regierung hirem Dokument sinn, a wat keen aalt Dokument ass, mä et ass en Dokument, wat mer eréischt de leschte Méindeg kritt hunn.

Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- *Parole après ministre!*

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- ...et kéint een nach vill schwätzen, mä ech hoffen elo, datt den Här Wirtschaftsminister et elo verstanen huet. Soss gi mer awer zesummen eng Taass Kaffi an d'Buvette drénken.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Nach net verstanen! Dir hutt mer nach ëmmer net geäntwert, Här Gibéryen.

(Exclamations)

Här President, dierf ech nach eng Kéier nofroen?

(Brouhaha)

Bon, eigentlech huet e mer geäntwert.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Also, ech géif mengen, dass mer um Enn vun der Diskussioun ukomm sinn.

Motion 1

A mir si saiséiert nach enger Motioun, déi vun der CSV abruecht ginn ass, déi och motivéiert ginn ass. Ech wollt duerfir froen, ob Wuertmeldungen zu der Motioun do sinn.

Dat ass de Fall: d'Madamm Loschetter, den Här Bodry, den Här Wagner, den Här Kartheiser.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Merci, Här President. Déi hei Motioun erlaabt ons, dann nach eng Kéier ze ënnersträchen, well mer dat jo och schonn a verschiddene Kommissiounen gesot kritt hunn, datt dës Froen, déi hei an där Motioun opgeworf ginn, alleguerter vun der Regierung wäerte gekläert ginn, well e Projet de loi vun der Regierung, wat dës Froen concernéiert, amgaangen ass finaliséiert ze ginn a wäert déposéiert ginn. An an deem Moment wäerte mer och iwwert dës Froen diskutéieren.

Ech géif awer ganz gäre just e kleng Bémol bäifügen. Bei all dës Froen, déi e puermol, déi gëschter a virgëschter op der Tribün hei ernimmt gi sinn, kënnst et ëmmer erëm eriwuer, wéi wann déi Sait an dës Sait hei vun dëser Chamber d'Wärter, déi mir hei am Land hunn, anerer wäeren. Dat ass net wouer! Och mir hunn déiselwech Wäerter vu Mënscherechter, Respekt, Toleranz, Integratioun an Zesummeliewen hei am Land, gradesou wéi Dir. Mä et ass nun eemol keng Schwarz-Wäiss-Molerei. An dofir wollt ech hei ënnersträchen, datt et net drëms geet, fir ze soen, Dir wiert gutt, mir wiere béis. Mä et geet effektiv drëms ze kucken, wéi een an dësem Land a Fräiheet an a Fridde kann zesummeliewen.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och der Madamm Loschetter. Den Här Bodry.

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Initiativ hei, déi Motioun vun der CSV ass bemierkenswäert. Bemierkenswäert, well se kënnst nom Ofschloss vun enger Debatt iwwert d'Lag vun der Nation, wou mer iwwert déi grouss Erausforderungen debattéiere sollen, deene sech d'Land muss stellen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Mir hunn do geschwat iwwer Aarbechtslosegkeet, mir hu geschwat iwwert d'Wirtschaftsmodeller, mir hu geschwat iwwert d'Froen vu Sécherheet, vu Wunneng, all déi Suergen, déi d'Leit hunn.

D'Hauptkritik vun der CSV notament war ze soen, d'Regierung hätt keng Visiounen. Ech hat mer éierlech gesot virgestallt, dass déiselwech CSV géif dann deen Débat hei notzen, fir zu ganz villen Theme Motiounen eranzeginn, ze soen, wat se sech da wierklech virstellt, wéi et soll weidergoen am Beräich vum Wunnengsbau, wéi et soll weidergoen am Beräich fir en neie Wirtschaftsmodell fir Lëtzebuerg ze entwéckelen, wéi et soll weidergoen am Kampf géint d'Aarbechtslosegkeet. Dat Eenzegt, wat d'CSV erausbruecht huet, ass eng Motioun zur Burka!

► **Une voix**.- Genau!

► **Une autre voix**.- Très bien!

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Also, d'Visioun vun der CSV iwwert d'Land resüméiert sech op d'Fro vum Verbuet vun der Burka! Ech soen - ech kucken hei gären den Här Wiseler an d'Aen, dee sech jo uschéckt, hei eng Kéier Premierminister vu Lëtzebuerg ze ginn -: Énnert dem Jean-Claude Juncker wär et esou eng Motioun zu dësem Moment net ginn!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Eng zweet Remarque, déi ech wëllt maachen, wenn sech un d'Parlamentarier vun der CSV: Ech hunn nach ni a mengem 30-järege politesche Liewe matgemaach, dass hei Leit, déi Auteur si vun enger Proposition de loi, wéi den Här Roth, eng Motioun erabréngen, wou se d'Regierung opuerderen, eng Géigeproposition ze maachen zu hirem eegenen Text!

Ech hätt nach verstanen, wa se gesot hätten: „Setzt eis e Punkt op den Ordre du jour, loosse mer doriwwer ofstëmme!“ Ech kann net verstoen, dass d'Auteur vun enger Proposition de loi soen: „Leet eisen Text beiséit, mä huet eng Initiativ a presentéiert Dir als Regierung en aneren Text!“ Dat do ass eemoleg an der parlamentarescher Geschicht! Och dat werft e speziell Liicht op d'Auteur vun deem heiten Text a weist och, dass et hei net ëm de Fong geet, dass et hei drëm geet, fir parteipolitesch Spillercher ze maachen.

Dat gesäit ee jo och um Inhalt vun der Motivatioun, wou dann engem Minister virgeworf gëtt, e géif sech desolidariséiere mat enger ganzer Regierung. An da soll och nach d'LSAP deen heiten Text wa méiglech och nach stëmmen! Dorëms geet et net!

Et geet hei net ëm d'Saach. Et geet hei drëm, fir dobaussen e Punkt ze markéieren, e bëssen am Sënn vum Prélude vum Här Wiseler senger Ried vu gëschter, wou en anscheinend falsch verstanen ginn ass. A fir dass alles soll kloer ginn, gëtt dann hei déi Burka-Motioun schlussendlech als eenzeg Motioun zum État de la nation vun der gréisster Partei hei bei dëser Parlamentsdebatten erabruecht. Dat stellt fir mech immens, immens vill Froen!

Wat de Fong ugeet, wëll ech d'Positioun vun eiser Partei ganz kloer maachen: Mir sinn als LSAP derfir, dass d'Vermumme soll zu Lëtzebuerg verbuede ginn.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- De Wee, wéi dat geschitt, ass zweetrangeg. Dat ka geschéie wéi bis elo, wat jo ëmmer bis elo emol d'Positioun vun der CSV war, bis virun engem Joer, dass dat iwwert d'Gemengereglementer geschitt. Op jidde Fall, ech als Buergermeeschter hunn derfir gesuergt, dass a menger Gemeng am Reglement zu Diddeleng drastoe kënnst, dass d'Vermummung verbuede ass um Territoire vun dëser Gemeng.

Wann dat dote sech, wat ech mengen, als rechtlech Grundlag net als zolidd genuch duerstellt, da muss légiféiert ginn an da wäert dës Regierung och légiféieren, da brauch se vu kengem opgefuerdert ze ginn.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, ech hat Wuertmeldungen. Ech probéieren den Tour ze respéktieren. Den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Merci, Här President. Et ass interessant, fir ze gesinn, wéi eng Emotiounen déi Motioun hei kann er-

viruffen. Zum Contenu kann ech soen, an dat wäert kee verwonnere, datt mir als ADR dat hei kënnen ënnerstëtzen. Et ass jo och esou, datt déi Diskussiounen, déi mer elo hei déi lescht zwee Deeg haten, iwwer all Beräich vun der Politik woren! Ech kann net verstoen, datt hei de Vertrieeder vun der LSAP praktesch eng Karikatur vun den Debatten zeechent, andeem e seet, mir géifen hei nëmmen iwwert d'Burka schwätzen.

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Et ass eng Motioun do! Eng eenzeg!

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Jo, et ass eng Motioun komm, ech kommen...

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Zweek Deeg Debatt: eng eenzeg, zu engem Thema!

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Ech kommen nach dorobber, Här Bodry.

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Anscheinend dem wichtigsten Thema vum Land!

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift!

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Wat ech wollt soen, dat ass, datt mer hei awer eng breet Diskussioun haten iwwer vill Sujeten, an datt mer elo hei eng Motioun virleien hunn, dat huet och seng Ursachen. Et huet eng Ursach, datt mer dat Gefill hunn - op jidde Fall ass dat déi Interpretatioun, déi ech dësem Text ginn; den Här Roth ass den Auteur, hie ka preziséieren, wat hie mengt -, datt mer müssen déi Angscht hunn, datt den Dossier net virugeet. Déi Diskussioun ëm d'Burka ass awer eng, déi wierklech net onwichtig ass.

Natierlech kann een zum Beispill soen, wann et ëm de Fong vun der Saach geet, datt am Abléck net vill Fraen déi Burka droen. Mä si huet extrem vill Implikatiounen! Et geet ëm d'Rechter vun der Fra. Et geet ëm d'Zesummeliewe vun der Gesellschaft. Et geet ëm esou vill Froen, déi hannendrustinn, datt se, och wa se am Abléck vläicht numeresch manner bedeutend schéngt, dann awer eng grouss Bedeitung huet, och wat zum Beispill déi Fro ugeet: Wat ass eng staatlech Verantwortung a wat ass eng Verantwortung um Niveau vun de Gemengen?

Et ass déi Suerg, mengen ech, déi d'CSV huet an déi mir och hunn, wa mer gesinn, datt déi Dossieren awer ganz laang brauchen, datt eng gewësse Retizienz schéngt do ze si vun der Sait vun der Regierung, fir dat unzepakten, déi elo hei dës Motioun justifiéiert.

Op jidde Fall, wann d'Regierung, wann deen Dossier net virugeet... An ech mengen, et schéngt esou ze sinn, well d'Madamm Loschetter hätt jo awer kënne scho méi laang eis Proposition de loi op den Ordre du jour setzen, well jo eng Proposition vum Statsrot do war - da wär vläicht och net nach eng zweet Proposition de loi komm, wie weess? -, mä op jidde Fall, mir hätt gär, datt déi Saach hei zur Sprooch kënnst.

Mir géifen dat heiten och ënnerstëtzen als Motioun, an ech mengen, mir wäerten op jidde Fall och déi ganz Symbolik, déi hannert där Burka-Décisioun oder hannert där Diskussioun stécht, och nach zur Sprooch bréngen, wann et esou wäit ass.

Also vun eiser Sait aus: Mir stëmmen dat heite mat. Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Kartheiser. Den Här Wagner an dann den Här Roth.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Jo, Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- An den Här Wiseler.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Ech géif gewësse Membere vun der Chamber, an haaptsächlech op där Sait, wou ech och sinn, deenen ech awer net ugehéieren, recommandéieren,...

(Hilarité et interruptions)

...recommandéieren, Magazinnen aus den 80er Joren ze liesen zur Zäit vun Afghanistankrich, wou jo och haaptsächlech d'Kollege vun dëser Sait ganz staark déi amerikanesch Frënn ënnerstëtzt hunn an hirer Allianz mat Paschtunen, déi vläicht méi retrograd Usiichten haten, wou d'Burka och gedroe ginn ass, déi u sech Taliban och waren, an déi déi groussgezillt hunn. Well et muss ee vläicht iwwert d'Ursache schwätze vun enger ganz komplexer a vaster Geschicht an iwwer Responsabilitéiten, historesch Responsabilitéiten an aktuell Responsabilitéiten.

Et gëtt permanent vun der Burka geschwat. A Wierklechkeet geet et éischer ëm den Nikab, dat ass dat Traditionell, wat op der Arabescher Peninsula gedroe gëtt, do wou esou Länner si wéi Saudi-Arabien oder de Katar, do, wuer den ehemolege Finanzminister Här Luc Frieden im-

mens gäre gereest ass, fir Business ze maachen, a sech wahrscheinlech net dru gestéiert huet, esou Länner ze ënnerstëtzen, finanziell, a strategesch Allianzen ze maache mat solche Länner, déi a Wierklechkeet och d'Fraen ënnerdrécken an déi och ISIS an Daesh ënnerstëtzt hunn. Dat wësse mer all!

Hei gëtt et eng immens grouss Hypokrisie vusäite vun der CSV! Et wier nei, wann d'CSV sech op eemol als Speerspitze vun de Fraerechter géif presentéieren!

(Brouhaha général)

Nach viru Kuerzem, nach viru Kuerzem hu se eng opgefouert, an et war ganz schwéier, fir iwwerhaapt e moderat Ofdreiwungsgesetz hei ze hunn, hei zu Lëtzebuerg. Et huet ee se missen zwéngen, fir iwwerhaapt...

(Interruptions)

...fir iwwerhaapt an déi Richtung ze goen, datt eng Fra net gezwongen ass, sech ze rechtfertige bei engem Psycholog, fir kënnen ofzedreien. An elo, elo entdecke se, elo entdecke se d'Fraerechter!

Wësst Der firwat? Well et ëm Muslime geet! Ganz einfach! A well et einfach ass, op eng Ultra-minoritéit ze klappen! Well et ganz einfach ass!

A gëschter, a leschter Zäit huet ee gesinn, wéi d'ADR sech ubidert bei der CSV, dee kleng Mippche spillt, fir an eng méiglech Koalitioun ze goen!

(Protestations)

Dee kleng Mippchen ze spillen! Maja, no den nächste Wahle kann et sinn, datt deen décke Mippchen oder deen décke Mupp op dee kleng Mippche klëmmt. Mä ech weess net, ob eppes Schéines do erauskënnst.

(Hilarité et brouhaha général)

Dofir, ech ënnerstellen der...

(Brouhaha général et interruptions diverses)

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Also, Här Gibéryen!

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Här President, wann ee kleng Mippecher wëllt méi grouss maachen, da misste se fir d'Éischt op déi Lénk klammen, well dat ass nach méi ee kleng Mippche wéi mir!

(Hilarité)

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Dee wüsst nach, Här Gibéryen, dee wüsst nach!

► **Une voix**.- Oh!

(Interruption)

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Ech net méi, mä meng Partei schonn. Mä wat ech wollt soen: Et ass eng ganz sensibel Saach. Et ginn e puer Fraen hei am Land, déi voll bedeckt dorëmmerlafen, dat stëmmt. Dat seet och de Vizepresident vun der Schura, den Här Karleskind. Dat ass eng komplex Fro, et ass kee majoritäre Problem. Ass et e Problem? Doriwwer muss een diskutéieren.

Ech hu prinzipiell e Problem domadder, datt een iwwerhaapt diskutéiert iwwert dat, wat an de Käpp vun de Leit virgeet - oder an de Käpp vun de Fraen, mä allgemeng vun de Leit virgeet -, firwat se sech esou oder esou undinn. Dat muss ee vill méi sensibel ugoen, an ech ënnerstelle ganz einfach, datt, wann déi Diskussioun hei zu Lëtzebuerg, mä am Ausland och, opgebaucht gëtt, datt dat wierklech net ëm d'Fraerechter geet.

An dofir wollt ech och nach dem Här Bodry zoustëmme: Et ass wierklech komesch, datt déi grouss Oppositionspartei bei esou enger wichtiger Debatt mat esou enger Motioun kënnst, wéi wann et soss keen anere Problem hei am Land géif ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Den Här Wiseler huet d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler** (*CSV*).- Ech wëll just ganz kuerz soen, datt keen heibannen eis brauch Lektioenen ze maachen, wat mir wéini als Motiounen an als Interpellatiounen froen. Déi Moralpriedegten an déi Lektioenen, déi ausgedeelt ginn hei, déi hu mer net néideg an déi braucht Der net ze maachen.

(Brouhaha général et interruptions)

► **Une voix**.- Oh Mamm!

► **M. Claude Wiseler** (*CSV*).- Ech akzeptéiere se och ganz einfach net. Ech stellen hei fest,



datt iwwert déi Diskussioun, wou eng Proposition de loi vun Deputéierte vun der CSV a vun der ADR eragereecht ginn ass, an der Kommissioun gesot ginn ass, kloer an däitlech, datt d'Regierung net wëllt mat op dee Wee goen, fir déi Proposition emsetzen.

Ech stellen haut fest, datt den Här Bodry...

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Hei, wann ech gelift!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech stellen haut fest, datt den Här Bodry seet, datt, wann déi Propositionen, déi d'Regierung mécht, fir déi Problematik hei ze begleeden, an de Grëff ze kréien, net géife gräifen, da kéinte se an enger zweeter Etapp mat an esou eng Solutioun goen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat hunn ech net gesot!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dir hutt gesot: „Mir kënnen an enger zweeter...“

(Interruptions)

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dir verdréit engem d'Wierder, Här Wiseler! Dir maacht genau dat, wat Dir deenen anere Leit virwerft! Dat léisst och déif blécken.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Da sot mer, wat Der gesot hutt!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Ech hu gesot, dass muss eng zolidd rechtlich Grondlag do sinn. A wann déi net do ass, muss d'Regierung se schafen, an net schafen an dräi Joer, déi muss dann direkt geschafe ginn. Ganz kloer!

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Voilà!

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Hei läit se!

(Brouhaha général)

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Hei ass eng Proposition do.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Eis Position ass ganz kloer!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Hei ass eng Proposition do, déi opläit, a wann déi...

(Interruptions)

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- ...gradesou gutt. Wat mécht d'Stad Lëtzebuerg...?

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- A mir hätte gär esou schnell wéi méiglech eng kloer an eng propper Grondlag, fir de Problem ze léisen. Mir mengen, datt déi heiten déi richteg wär an dofir si mer der Meinung, datt dës Motioun soll hei gestëmmt ginn.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Da loosst iwwer Är Proposition de loi ofstëmmen! Firwat braucht Der dann en Text vun der Regierung? Dat verstinn ech net.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Well mer gär e Konsens hätten.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat wär awer fir d'Éischt!

(Hilarité générale)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Sou!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Well d'Regierung zu eisem Text jo kloer an däitlech gesot huet, si géif e refuséieren, dofir hätte mer gär en Text...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Op där doter Fro sidd Der amgang, de Konsens futzizemaachen, dat soen ech lech!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- ...vun der Regierung, dee se akzeptéiert.

(Brouhaha général)

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Fuert esou weider!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- D'Madamm Loschetter als Presidentin vun der Kommissioun.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Här Wiseler, Dir hutt elo eppes gesot, wat faktesch falsch ass.

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Ech wëll dat hei rüchtstellen. Mir hunn an der Commission juridique ofgestëmmt mat alle Stëmme vun de fënnf CSV-Memberen, datt mer déi Proposition de loi vun der ADR, ergo och déi vun der CSV, net diskutéieren, net verschaffen, ier mer den Avis vom Statsrot zu der Proposition de loi vun der CSV hunn. An Är fënnf Leit ware ganz besuergt, dat dote matzestëmmen!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dat ass jo net de Problem hei. D'Regierung huet kloer an däitlech...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- ...sot elo de Contraire!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- ...gesot, wat se wëllt mat der Proposition de loi maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech mengen, nach eng kleng Präzisioun vum Här Roth, an da schlësse mer of.

► **Une voix.**- Den Här Schmit seet och de Contraire.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här President, ech wëll dat ganz roueg soen: Déi Motioun hei, déi huet domat ze dinn, dass den Här Braz d'lescht Woch op eng Question orale, déi gestallt gouf den Dënschdeg virun aacht Deeg, ganz kloer am Numm vun der Regierung gesot huet, dass fir si e landeswäit Vermummungsverbuot net a Fro géif kommen, dass si dat wëilten iwwert de Wee vu Gemengereglementer regelen.

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Also, sou, lescht Wuert.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Merci, Här President. Ech muss leider mech deem uschlëssen, wat den Alex Bodry scho gesot huet: Dir verdréit...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Net wéinst Ärer, Här Bodry, net wéinst Ärer, mä wéinst der Aart a Weis, wéi mer hei an der Chamber mateneen diskutéieren! Well alt nees eng Kéier eppes verdréit gëtt, bis et passt, bis dat, wat Dir elo hei wëllt maachen, op eemol richteg schéngt. Et ass falsch an et bleift falsch!

Ech hu bei där Question orale mot pour mot widderholl, wat Der schonn e puermol schrëftlech vun der Regierung matgedeelt kritt hutt, deeselwechte Saz, deen den Här Biltgen an der viregter Regierung op eng Question parlementaire vun der ADR scho geäntwert huet: dass mer mengen, dass déi kommunal Reglementatioun d'Basis bitt, fir déi Problematik kënnen ze couvréieren. A wann d'Base légale net zolidd genuch ass, wat mer alleguerte mengen, da muss mer déi verbessern. Dat ass de Géigestand, ënner anerem, vun deem Projéit de loi,

un deem mer schaffen. Dat hunn ech gesot an nächst anescht!

Domadder bleift déi Bewäertung, déi den Här Bodry vun Ärer Démarche vun haut gemaach huet, integral stoen!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. A mir géifen dann doriwwer ofstëmmen, mat am Hannerkapp, dass, wéi ech eraushéieren hunn, eigentlech jiddwereen datselwecht wëllt, ausser dass de Wee vläicht verschidden ass, mat vläicht enger klenger Nuance.

Mir géifen dann doriwwer ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

De Vott ass lancéiert. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun ass mat 34 Neen-Stëmme bei 26 Jo-Stëmme verworf.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Roger Negri) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Da géif ech lech nach bieden, lech e puer Minutten ze gedéllegen, well mer saiséiert si mat enger Question urgente zu dem aktuell lafende Prozess a Saache LuxLeaks, wou den zoustänneg Finanzminister sech bereet erkläert huet, fir direkt drop ze äntwerten. D'Fro kënnt vum Här Wagner. An ech géif dem Här Wagner direkt d'Wuert ginn.

4. Question urgente n°2041 de M. David Wagner relative au procès «LuxLeaks» - Affirmation d'un ancien fonctionnaire de l'Administration des Contributions directes

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Et deet mer leed, datt wéinst mir d'Sézung nach e bësse méi laang dauert, mä et misst net ze vill laang daueren. Ech hu gëschter Owend nach ganz schnell eng Question urgente gestallt, adresséiert un den Här Finanzminister. Si gouf och accordéiert.

Et ass drëms gaangen, wéi Der wësst, datt zurzäit de Prozess LuxLeaks leeft. An dunn ass een Zeie geruff ginn, wou ech den Numm net nennen - jiddweree ka sech virstellen, wien et ass -, deen eng Zäit laang dem Büro 6 vun der Administration des Contributions virstoung. Deen ass geruff ginn. Deen huet gesot, datt e fir d'Éischt emol géif nofroen bei sengem ehemolege Ministère de tutelle, ob en dohinner kéint goen, wat e misst maachen. E wousst, datt en zitéiert géif ginn. En ass och net komm, well en e Krankeschäin huet fir déi nächst 14 Deeg. Bon, dat ass esou.

Ech si mer bewosst, datt et eng Gewaltentrennung gëtt, mä ech mengen, datt déi Fro déi Gewaltentrennung net a Fro stellt, well dat Eenzegt, wat mech géif interesséieren, dat wär fir ze wëssen, ob ee Beamte sech wierklech an deem Kontext och un de Finanzministère adresséiert huet, a wann dat de Fall war, wat fir eng Recommendation de Finanzministère oder den Här Finanzminister ginn huet. An drëttens, allgemeng eng Fro: ob et Usus ass, datt en ehemolege Beamten, wann e gefrot gëtt, also an deem Fall e Beamten en retraite, wann dee gefrot gëtt, fir Stellung ze huelen oder fir och auszesoen, ob en nach ëmmer säin ehemolege Ministère muss froen.

Voilà. Dat ware meng dräi Froen dann. Ech si gespaant op d'Äntwerten.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An de Finanzminister huet direkt d'Wuert. Dir kënnt vun Ärer Plaz äntwerten, kee Problem.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Merci, Här President. Ech géif op déi dräi Froen vum Deputéierte gären äntwerten, fir d'Éischt emol fir ze soen, dass de Fonctionnaire effektiv de Ministère kontaktéiert huet, dee betreffende Fonctionnaire, fir de Ministère ze informéieren, dass e convoquéiert gi wier an deem Prozess. Well soss hätte mer dat jo och net kënnen wëssen. A mir hunn dat och normal fonnt, dass en eis informéiert huet, dass e convoquéiert ginn ass, well de betreffende Fonctionnaire kennt natierlech alleguerten d'Gesetzer an ënner anerem och d'Gesetz vum Statut vum Fonctionnaire, mä och all déi aner Gesetzer zu Lëtzebuerg.

A wat hu mir em recommandéiert? Mä mir hunn em nächst ze recommandéieren. Hei muss, de Fonctionnaire, wéi alleguerten d'Bierger a wéi alleguerten d'Fonctionnaires zu Lëtzebuerg, d'Gesetzer anhalen, an zwar d'Gesetzer alleguerten. An domat huet et sech. An ech gesinn nächst Exceptionnelles, dass effektiv de betreffende Fonctionnaire eis doriwwer informéiert huet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Finanzminister.

Domat wäre mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Erlaabt mer nach, am Numm vun eis all den Iwwersetzer an och deene Mataarbechter en häerzliche Merci ze soen, déi eis Diskussiounen an d'Gebärdesprooch iwwersat hunn...

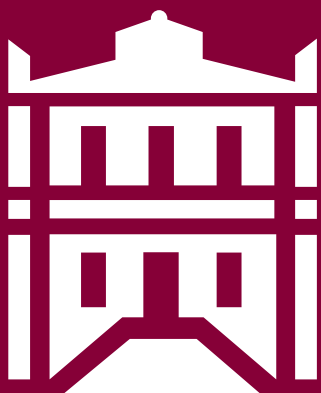
► **Une voix.**- Très bien!

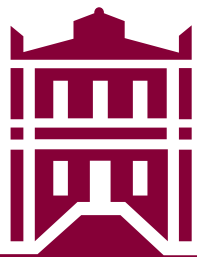
► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ...a selbstverständlech alleguerten deenen, déi am Hannergrond matgeschafft hunn. Merci a bis an aacht Deeg an e bësse méi!

D'Sézung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 13.39 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur **FACEBOOK** et **TWITTER**





Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Changements de composition des commissions parlementaires

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

4. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

5. Dépôt d'une motion par M. Marc Baum

- M. Marc Baum

6. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°185 du 9 mai 2016 de M. Lex Delles relative à l'engagement de 150 enseignants spécialisés au sein de l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
 - M. Lex Delles - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- Question n°186 du 10 mai 2016 de M. Félix Eischen relative à la sécurité routière, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - M. Félix Eischen - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- Question n°187 du 9 mai 2016 de Mme Cécile Hemmen relative à la promotion du commerce équitable, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs
 - Mme Cécile Hemmen - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs
- Question n°188 du 10 mai 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à la souveraineté de l'espace aérien luxembourgeois, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - M. Fernand Kartheiser - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- Question n°189 du 10 mai 2016 de Mme Josée Lorsché relative à la politique d'investissement du Fonds de compensation commun au régime général de pension, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
 - Mme Josée Lorsché - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale
- Question n°190 du 10 mai 2016 de M. Gilles Roth relative au rapport d'activités de l'autorité de contrôle instituée par l'article 17, paragraphe 2, de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel pour les années 2014 et 2015, adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure et à Mme la Secrétaire d'État à la Défense
 - M. Gilles Roth - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure, Secrétaire d'État à la Défense
- Question n°191 du 9 mai 2016 de M. André Bauler relative aux modalités et dispositions à respecter en cas de faillite d'une asbl, adressée à M. le Ministre de la Justice
 - M. André Bauler - M. Félix Braz, Ministre de la Justice
- Question n°192 du 10 mai 2016 de M. Marcel Oberweis relative au développement de l'énergie éolienne, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures
 - M. Marcel Oberweis - M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures
- Question n°193 du 10 mai 2016 de M. Claude Lamberty relative au récent arrêt du Tribunal administratif concernant l'attribution des différentes aides étatiques pour études supérieures, adressée à M. le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
 - M. Claude Lamberty - M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
- Question n°194 du 10 mai 2016 de M. Max Hahn relative aux mesures à mettre en place par rapport aux répercussions potentiellement néfastes de l'usage d'un portable au volant, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - M. Max Hahn - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

7. Motion de Mme Martine Hansen relative à la professionnalisation de la fonction directrice des écoles fondamentales, à la rédaction d'une description possible de tâches et de fonctions d'une direction d'école et relative à l'élaboration d'un profil au niveau des qualifications pour un tel poste

- Exposé: Mme Martine Hansen

- Discussion générale: M. Lex Delles (intervention de Mme Martine Hansen), M. Claude Haagen, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (intervention de Mme Martine Hansen)

- Mme Martine Hansen

- Vote sur la motion (rejetée)

8. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'introduction de la langue russe dans l'enseignement secondaire luxembourgeois

- Exposé: M. Fernand Kartheiser

- Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Gilles Baum (question de M. Fernand Kartheiser, interjections de M. Gast Gibéryen), M. Georges Engel, M. Claude Adam, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- M. Fernand Kartheiser

- Vote sur la motion (rejetée)

9. 6624 - Projet de loi

modifiant, en vue de réformer le régime de publication légale relatif aux sociétés et associations,

- la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,

- la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif

- l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1935 complétant la législation relative au sursis de paiement, au concordat préventif de faillite par l'institution du régime de gestion contrôlée;

- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 septembre 1945 portant révision de la loi du 27 mars 1900 sur l'organisation des associations agricoles;

- la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg;

- la loi modifiée du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique;

- la loi modifiée du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE n°2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE);

- la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit;

- la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;

- la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;

- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation;

- la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de SEPCAV et ASSEP;

- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

- la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- la loi du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

- la loi du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement

- Rapport de la Commission juridique: M. Franz Fayot

- Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Viviane Loschetter, Mme Simone Beissel

- Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Félix Braz, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Claude Meisch, Ministres; M. Marc Hansen, Ministre délégué; M. Camille Gira et Mme Francine Closener, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- E schéine gudder Mëtten! Ech maachen heimat d'Sëtzung op. An de Statsminister weess, wat ech en elo froen.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- An de President weess, wat ech em äntwerten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dat heescht, d'Regierung huet zu dësem Moment keng Matdeelung ze maachen.

2. Communications

Ech hunn déi üüblech Matdeelungen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Antwerten ass hei deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung bei eis erakomm sinn, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéit gaangen.

3) An datselwecht ass mat deenen neie Petitiounen, déi an d'Chamber erakomm sinn.

Communications du Président - séance publique du 10 mai 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'administration parlementaire:

6982 - Projet de loi sur les marchés publics

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 03.05.2016

6983 - Projet de loi portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 03.05.2016

6984 - *Projet de loi sur l'attribution des contrats de concession*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.05.2016

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

Demande de pétition publique n°641 - Pour le droit à la vie des animaux

Dépôt: M. Bob Schmit, le 23.04.2016

Demande de pétition publique n°642 - Une loi contre le gaspillage alimentaire

Dépôt: Mme Lynn Gindorff, le 25.04.2016

Demande de pétition publique n°643 - Non au gaspillage alimentaire!

Dépôt: M. Jacques Schneider, le 26.04.2016

Demande de pétition publique n°644 - Pour une augmentation du salaire des femmes de charge

Dépôt: M. Yabetsse Tafese, le 26.04.2016

Demande de pétition publique n°645 - Lutte contre le gaspillage alimentaire - Adoption d'une loi engageant les grandes surfaces alimentaires dépassant les 1000 m² à établir des partenariats avec des associations et institutions à caractère social

Dépôt: M. Filipe Lima da Cunha, le 27.04.2016

Demande de pétition publique n°646 - Lëtzebuerger Sprooch als Amtssprooch

Dépôt: M. Lucien Welter, le 28.04.2016

Demande de pétition publique n°647 - Pour une surveillance des gérances de copropriétés

Dépôt: Mme Carine Enders, le 30.04.2016

Demande de pétition publique n°648 - Fëmmverbuert op de Quaie vun den Zuch- a Busarrëten

Dépôt: M. Gilles Quinet, le 30.04.2016

Demande de pétition publique n°649 - Für Luxemburg in den Eurovision Song Contest 2017

Dépôt: Mme Sabrina Gérard, le 02.05.2016

Demande de pétition publique n°650 - Pétition pour une interdiction des sacs plastiques à usage unique dans le but de protéger l'environnement

Dépôt: Mme Anouk Agnes, le 03.05.2016

Demande de pétition publique n°651 - Rückerstattung von Flash Glukose Monitoring - Remboursement du Flash Glucose Monitoring

Dépôt: M. Fränk Colette, le 03.05.2016

Demande de pétition publique n°652 - Änderung des Code de la Route mit dem Ziel der Abschaffung des «Gelblichtverstosses» zusammen mit einer drastischen Anhebung und Staffelung des Bußgeldes für einen Rotlichtverstoß

Dépôt: M. Frederic Becker, le 09.05.2016

3. Changements de composition des commissions parlementaires

Dann huet an hirem Bréif vum 28. Abrëll d'Fraktioun vun de Gréng folgend Ofännerung, wat d'Zesummesetzung vun der Kommissioun vun der Budgetkontroll ugeet, virgeschloen: D'Madamm Josée Lorsché soll d'Madamm Viviane Loschetter ersetzen.

An hire Bréiwier vum 29. Abrëll a vum 2. Mee proposéiert d'DP-Fraktioun folgend zwou Ännerungen: An der Kommissioun fir Aarbecht an Sécurité sociale soll den Här Claude Lamberty d'Madamm Joëlle Elvinger ersetzen an den Här Lex Delles soll d'Madamm Lydie Polfer an der Institutionskommissioun ersetzen, all Kéiers wann d'Projeten 6869, 6870, 6871, 6872, 6873 a 6874 um Ordre du jour stinn, bis zum Enn vun där Prozedur.

Ass d'Chamber mat deene Propositionen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

D'Präsidentekonferenz huet deen Ordre du jour virgeschloen, deen Der alleguer zougestallt kritt hutt.

Ass d'Chamber mat där Dagesuerdnung averstanen?

(Concertation interne)

Ass d'Chamber mam Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Ech hunn zwar zum Ordre du jour eng Wuertmeldung a ginn dann och direkt dem Här Baum d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun.

5. Dépôt d'une motion par M. Marc Baum

M. Marc Baum (déi Lénk). - Merci, Här President. Ech wéilt hei am Numm vun der Lénker eng Motioun ofginn zum transatlanteschen Handelsofkommes téschent der Europäesch Unioun a Kanada, besser bekannt ënnert dem Numm CETA.

An deene leschten zwou Wochen ass e bëssen eppes geschitt, näamlech op där enger Säit si Revelatioune geschitt ronderëm den TTIP, wou jo och eng ganz Rëtsch politesch Parteien hei am Land derzou Stellung geholl hunn, wuel wëssend, datt den Inhalt vum TTIP a ganz ville Beräicher deckungsgläich ass mat deem vum CETA. An op där anerer Säit hu souwuel d'belscht, d'wallounesch Parlament wéi och datt hollännescht och Stellung geholl dozou an hunn hirer Regierung e kloer Message mat op de Wee ginn, dee mir dann och hei an dëser Motioun wéilt maachen.

Motion

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, considérant

1) que l'Accord économique et commercial global (AECG), ou Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA) entre le Canada et l'Union européenne a été finalisé le 26 septembre 2014 lors du sommet bilatéral d'Ottawa;

2) que la Commissaire européenne au Commerce, Mme Cecilia Malmström, et la Ministre du Commerce international du Canada, Mme Chrystia Freeland, ont déclaré le 29 février 2016 que l'examen juridique du texte anglais de l'AECG est terminé;

3) qu'il n'est toujours pas clarifié définitivement si l'AECG est à considérer comme un accord mixte, mais que 21 parlements nationaux, dont la Chambre des Députés, ont adressé en juin 2014 une lettre au Commissaire européen en charge du commerce international plaidant pour la reconnaissance de l'AECG comme accord mixte;

4) qu'il revient au Conseil d'approuver la signature de l'AECG ainsi que son application provisoire avant l'entrée en vigueur, tel que prévu à l'article 218(5) du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

5) que la Commission européenne a fait entendre à plusieurs reprises, et notamment à travers des déclarations écrites au Comité «Commerce International» du Parlement européen, qu'elle envisage de soumettre au Conseil une décision d'application provisoire de l'AECG après accord du Parlement européen et avant une éventuelle ratification de l'accord par les États membres;

6) que le Parlement wallon a adopté le 27 avril 2016 une résolution, demandant au Gouvernement wallon d'agir auprès du Gouvernement fédéral en vue «de refuser toute mise en œuvre provisoire du CETA mais d'attendre que toutes les procédures de ratification nationales soient clôturées, afin d'entendre la voix des citoyens européens, avant une éventuelle entrée en vigueur de l'accord»;

7) que la Seconde Chambre des États généraux des Pays-Bas a appelé le 28 avril 2016 le Gouvernement des Pays-Bas «d'émettre une réserve parlementaire si la Commission fait une proposition pour l'application provisoire de l'AECG, et de soumettre cette proposition à la Chambre avant de prendre position sur celle-ci», estimant

8) que l'Accord économique et commercial global (AECG) ne donne pas assez de garanties en termes de protection des standards environnementaux et sociaux ainsi qu'en termes de respect du principe de précaution, et que les dispositions sur la protection des investissements et le tribunal d'arbitrage ICS constituent un risque pour la démocratie;

9) qu'une éventuelle application provisoire de l'AECG, même après accord du Parlement européen, est politiquement inacceptable vu l'impact potentiel de cet accord sur les États membres de l'UE et les inquiétudes qu'il suscite auprès d'une partie importante de la population et vu l'influence considérable qu'une application provisoire aurait sur la prise de décision des parlements nationaux quant à la ratification de l'accord en créant des réalités politiques et économiques élablées,

invite le Gouvernement

- à refuser au Conseil son accord à une signature de l'AECG et, au cas où ce vote reste minoritaire, de s'opposer formellement à toute application provisoire de cet accord;

- à chercher activement parmi les Gouvernements des pays membres de l'Union européenne des alliés pour s'opposer ensemble à une signature de l'AECG et, le cas échéant, à une application provisoire de cet accord.

(s.) Marc Baum, David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci dem Här Baum. Vu dass mer ugekënnegt kruten, dass déi Motioun géif kommen, huet d'Conférence des Présidents, also eis Présidentekonferenz, proposéiert, dass déi Motioun hei zur Diskussioun kënnt, wann den Här Ausseminister zu Land ass. Dat ass am Averstännis mat den Auteure geschitt.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen vun éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwerzegoen. Et ass eng Froestonn un d'Regierung. Dir kennt d'Regelen: Zwou Minutte fir deen, deen d'Fro stellt, véier Minutte fir d'Regierung, ofwiessend Majoritéit an Opposition. An déi éischt Fro, déi kënnt vum Här Lex Delles a geet ëm 150 spezialiséiert Enseignanten am Fondamental, dee mer ëmmer Primärschoul genannt hunn an nennen.

6. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°185 du 9 mai 2016 de M. Lex Delles relative à l'engagement de 150 enseignants spécialisés au sein de l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Lex Delles (DP). - Merci villmools, Här President, fir déi zwou Stonnen. Ech wollt mech awer kuerzfaassen an dem Här Éducatiounsminister eng Fro stellen. An zwar geet et hei drëm, dass viru Kuerzem den Här Minister en Accord mat enger Enseignantsgewerkschaft presentéiert huet. An dësem Accord ass ënner anerem rieds gaangen, dass en Engagement vun 150 spezialiséierten Enseignantë géif geschéien, fir an Zukunft Kanner mat Léierschwierigkeiten oder mat anere Problemer besser kënnen ze encadréieren.

D'Demokratesch Partei begréisst dës Mesuren ausdrécklech, well den Enseignant brauch einfach professionell Ënnerstëtzung bei der Panoplie u Problemer, deenen een haut am schouleschen Alldag ka begéien.

An deene leschten Deeg héiert een a liest een ëmmer nees, dass mat dëser Mesure just géif en administrative Waasserkapp geschaf ginn, dass dës Enseignantë kaum bis guer net konkret um Terrain géife mat de betraffene Kanner schaffen an dass d'Enseignanten och weiderhi géifen elenggelooss gi mat dëse Problemer.

Dofir wollt ech de Minister froen, ob hie kéint e puer Prezisiounen zum Asaz vun dësen Enseignantë ginn, wouranner genee hir Aufgabe géife bestoen. Wäerten dës Leit konkret duerno och um Terrain schaffen oder wäerten et just, wéi behaupt gëtt, eben Experte sinn, déi just beroden, awer duerno net mat de Kanner respektiv direkt mam Léierpersonal am Kontakt sinn?

Ech soen lech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci dem Här Delles. An d'Wuert huet direkt den Erzéiungsminister, deen och schonn hei ass.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, fir op déi dote Fro kënnen ze äntweren, well munnech Klärung sécherlech nach noutwendeg ass, well mer jo och opgrond vun engem Accord, dee mat enger Gewerkschaft getraff ginn ass, dat doten envisagéieren, well dat doten en Deel gëtt vun enger ganzer Reform vun der Éducation différenciée, munches natierlech nach net esou kloer ass, well mer nach net ganz mat der Ëmsetzung ukomm sinn. Trotzdeem ass d'Intentioun kloer, d'Zilsetzung kloer, a wat mer wellen errechen, ass kloer.

Et gëtt de Constat gemaach, dee maache mir all Dag, dee maachen d'Enseignantë virun allem an der Schoul, datt et ëmmer méi heefeg zu spezifesch Problemer bei Kanner kënnt - Léierschwierigkeiten, Verhalensopfällegkeiten, Verhalensstéierungen - an datt een op déi spezifesch Erausforderung do och mat spezialiséiertem Personal muss kënnen äntweren, datt eben ee muss eng spezifesch Formation hunn, fir wierklech sief et eng propper Diagnos kënnen ze stellen, sief et de Kanner wierklech kënnen ze hëllefen, wa se déi eng oder déi aner Opfällegkeet da virweisen.

Duerfir wëlle mer op deen dote Wee goen, fir méi spezialiséiert Personal an d'Schoule kënnen ze huelen, fir eng ganz nei Carrière eigentlech

och kënnen ze maache fir de Fondamental, wat dann am technesche Jargon „d'A1-Carrière“ heescht, wou ee sai Master an där Spezialiséierung do och unerkannt kritt, ugerechent kritt, fir och ganz kloer eng Motivatioun ze hunn, sech där doter spezifischer Aufgab kënnen ze widmen.

Parallèll dozou wëlle mer zwee spezialiséiert Institutier schafen, déi haaptsächlech als Kompetenzzentrum sollen déngen, wou natierlech och spezialiséiert Personal wäert engagéiert ginn, fir gutt Praktiken ze weisen, wéi een an deem engen oder anere Fall mat de Kanner ka schaffen, wéi vun der Qualitéitsorientéierung hier gewësse Prozedure musse sinn, bis hin dann awer och zu der Prise en charge vun eenzelne Fäll, déi da wierklech net um lokalen Terrain kënnen gemaach ginn.

An dann - an déi 150 Poste betreffen net déi Institutier do, soss hätt ee jo eventuell nach kënnen mengen, dat wär dann eppes ewéi e Waasserkapp -, neen, déi 150 Posten, déi betreffen wierklech Leit, déi op den Terrain ginn, déi an d'Schoule ginn, déi an d'Regioun ginn, déi och do wäerte verwalt ginn, déi ouni grouss administrativ Prozeduren direkt an d'Klasse bei d'Kanner kënnen goen, do wou se gebraucht ginn, fir do kënnen ze hëllefen.

Dat ass dat, wat wichteg ass, well dat ass dat, wat mer haut net hunn, fir eng besser Diagnos kënnen ze stellen, fir besser a méi schnell kënnen ze hëllefen an domadder de Kanner e groussen Dénsgschte ze leeschten a virun allem awer och déi aner Enseignanten, den Titulaire de classe oder all déi Enseignanten, déi e Fach assuréieren an der Klass, kënnen ze entlaaschten, well et zu enger dach punktueller Iwwerlaaschtung kënnt, wann een där doter spezifischer Fäll ze vill a senger Klass huet.

Dat ass eis Intentioun. Dat ass genau dat, wat mer maachen. An dat wäert och am kommende Schouljoer ufänken, well mir hu jo och ganz kloer e Kalenner opgestallt, wéini mer déi 150 Poste wëlle schafen, déi Experte wëlle rekrutéieren a wéi schnell datt se da kënnen op den Terrain kommen. An dat wäert dann och an deem nächste Schouljoer ugoen.

Ech soen lech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och dem Här Minister. Déi nächst Fro kënnt vum Här Félix Eischen, richt sech un den Nohaltegekeetsminister an dréit sech ëm d'Sécurité routière, méi prezis ëm d'Stroossebeem.

- Question n°186 du 10 mai 2016 de M. Félix Eischen relative à la sécurité routière, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Félix Eischen (CSV). - Merci, Här President. Op Christi Himmelfahrt huet e jonken Automobilist op der Streck Miersch-Aangelsbierg sai Lieue gelooss, andeems sai Gefier frontal an e Stroossebeem geschleiert gouf. Et ass dëst nëmmen ee Beispill vu villen, an d'Statistike weisen, dass d'Zuel vun de schwéieren Accidenter net ofhéit, wëssend natierlech och, dass de Verkéier ëmmer méi zouhéit.

Et ass sécher ze begréissen, dass bannent e puer Deeg op der genannter Streck Mesuren, wéi zum Beispill d'Oprichte vu Leitplanken, méi streng Vitessekontrollen, eng aner Beschëlderung, et cetera geholl goufe respektiv wäerte geholl ginn, fir dës Geforepunkten ze entschärfen. En plus ass jo och e Radar geplangt.

Et muss een awer wëssen, dass et där Plazen a Strecke wéi Miersch-Aangelsbierg nach vill méi uechtert d'Land ginn. Bamalleeë gëtt et och zu Hauf, wou al Beem ëmmer méi och an d'Strooss erawuessen. Dondel-Bur ass ee Beispill, Sëll-Bruch, Koplescht-Miersch, Fiels-Miedernach sinn anerer.

Ech sinn elo net deen, dee seet, dass muer muss radikal d'Motorsee ausgespaakt ginn, mä ubannend un d'Diskussioun, déi mir am Kontext d'lescht Joer heibannen haten, wou sech jo och géeneegt gouf, dass op verschiddene Plazen am Land d'Beem sollten ewechgeholl ginn, wollt ech dem Minister folgend Fro stellen:

Hutt Dir, Här Minister, en aktualiséierte Geforekader mam Iwwerbléck iwwert déi geféierlech Geforepunkten? A wa jo, gëtt et do e Masterplang, fir déi ze entschärfen, wou ech dann och wollt wëssen, ob eventuell déi heiten Iwwerleeungen dann och do dra sinn?

Wär et net sënnavoll, systematesch Leitplanke laanscht d'Stroossebeem opzerichten? Am beschte wuelgemierkt där, déi dann awer keng zousätzlech Gefor fir de Motorradfuerer sinn.

Wär et net sënnavoll, iwwerhaupt op d'Setze vun neie Beem laanscht d'Stroossen ze verzichten an éischter a Richtung vun Hecken oder Getraisch ze denken?

Sollt och net méi geziilt a systematesch eng Vitesselimitatioun respektiv och en Iwwerhuelver-



buet do gemaach ginn, wou et eben tëschent de Beem duerchgeet? A wann et dee Plang da gëtt, sidd Der och gewëllt, deen eng Kéier an d'Kommissioun virstellen ze kommen?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An d'Wuert huet direkt de François Bausch, Nohaltegekeetsminister, dee schonn hei ass.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Merci och dem Här Eischen fir seng Fro. De Minister huet natierlech esou e Plang an de Problem ass och net nei. Deen ass schonn zënter Jore bekannt, fir net ze soen, méi wéi Jore bekannt! An dee Plang, dee gesäit vir, datt mer ganz gewëssenhaft virginn: Éischt Prioritéit ass, Leitplanken ze setzen. Do hunn ech mat menger Stroossebauverwaltung elo e ganze Programm uegholl. An datt déi Leitplanken do esou séier konnte gesat ginn, nämlech vu freides, samsches op méindes, dat hat dermat ze dinn, datt déi scho geplangt waren, ënner anerem. Dat heescht, datt mer déi effektiv virun zwee Méint, wéi dat éischt Accident war, scho bestallt hate respektiv datt déi souwisou och am Plang, vun deem ech gesot hunn, datt mer deen hunn, datt déi do dra waren.

Ech muss soen, datt och tëschent Koplescht a Miersch - Schëndels, déi Streck dorobber -, do si mer jo zesumme mam Environnement eng Kéier d'Streck ganz ofgaangen, do hu mer eng 15 Beem ewechgeholl, déi effektiv an d'Stroos eragewuess waren. Och do sinn entre-temps nach zousätzlech Leitplanke gesat ginn. An da gëtt et sécherlech och nach aner Plazen, wou deen een oder deen anere Bam muss ewechgeholl ginn.

D'Zil kann awer net sinn, Beem iwwerall ewechzuele respektiv Stroossenalleeën ze hunn... oder Strossenzich ze hunn, wou keng Alleeë méi sinn, an am plaz Hecken ze setzen. Well ech mengen, et muss een awer och wëssen, datt Bamalleeën net nëmme an eiser Landschaft eppes Schéines sinn a schéin ausgesinn, mä och eng ekologesch wichteg Roll spille fir den Austausch vun Déierenarten vun enger Säit vun der Strooss op déi aner, iwwert d'Beem zum Beispill. Duerfir, et ass esou, datt een net iwwerall kann elo d'Motorsee usetzen an einfach alles ewechmaache goen, wat iergendwou stéiert.

An duerfir, mir hunn awer dee Programm. An dee Programm ass och an engem Audit de sécurité ausgeschafft gi mat villen Experten zesummen. An dee gesäit ebe vir, datt an Etappen an deem nächsten annerhallwe Joer déi Mesurë wäerten ëmgesat ginn. Déi sinn och iwwereng am Aktionsplang virgesinn an deenen 28 Mesuren, déi mer op der Table ronde ausgeschafft hu virun iwwer engem Joer.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Nohaltegekeetsminister. Déi nächst Fro kënn vun der Madamm Cécile Hemmen, riicht sech un de Landwirtschaftsminister an dréit em d'Promotioun vum fairen Handel.

- **Question n°187 du 9 mai 2016 de Mme Cécile Hemmen relative à la promotion du commerce équitable, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs**

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).**- Merci villmools, Här President.

(**Interruption**)

Pardon?

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Ganz frësch zrëck.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).**- Ganz frësch zrëck, jo.

Majo, Här Minister, ech begrëissen emol fir unzefänken, dass mir hei zu Lëtzebuerg alles drusetzen, fir eise Kanner an och eise Jugendlechen dat frësch Uebst méi no ze bréngen, an dat natierlech mam Programm „Fruit for School“, am Ganzen och gesi mam Plang „Gesond iessen, méi bewegen“.

Här Minister, Dir hutt och an enger Äntwert op eng Question parlementaire drop higewisen, dass dës Initiatiiv scho ganz vill Succès bréngen an dass se awer nach verbesserungsfäeg sinn. An duerfir wäert och nach eng nei Reform ulafen elo 2017/2018.

Ech setzen haut awer gären den Akzent op dat fair gehandelt Uebst, well ech war, wéi d'Kolleegeinnen hei och richteg gesinn hunn an och gemierkt hunn, zesumme mat zwee Deputéierterkolleegeen..., mir haten zu dräi eigentlech an eng Studierees a Peru investéiert, wou mer mat op d'Plaz kucke waren, wat eigentlech esou e Label „Fairtrade“ beinhalt. A mir hunn och gesinn, wéi gewëssenhaft dass do esou Fair-

Trade-Bananne produzéiert goufen an dass dee Label och wierklech hält, wat e verspricht.

Et waren awer och Importateuren do vu Lëtzebuerg. Et ware Professioneller do, déi zoustänneg si fir Kantinnen a soss lessen an de Kollektivitéiten an och iwwerhaupt fir eis Commercen hei zu Lëtzebuerg. A mir waren eis ganz séier eens, dass nach ganz vill Opklärungsarbecht misst gemaach ginn, wat eigentlech d'Produite vum fairen Handel ugeet.

Dës Produiten, Uebst haaptsächlech, mussen jo net nëmme engem héije Qualitätsstandard entsprechen an et geet bäi Wäitem net nëmme méi duer, dass e „Prix juste“, wéi dat esou schéin heescht, un de kleng Produzent bezuelt gëtt, fir en Urecht op dee Label ze hunn, neen, de soziale Volet an och den ekologesche Volet, déi hunn hei hir Roll ze spillen.

Nieft deene punktuelle Campagnë ronderëm déi Fair-Trade-Produite geet et awer och drëms, Här Minister, an ech kommen do nach eng Kéier drop zrëck, fir dës Produite wierklech vill besser nach ze promovéieren. A mir mengen wierklech, dass d'Politik hei och hir Hausaufgab misst maachen. An et wier natierlech, an domat schlëssen ech of, natierlech eisen Uebstbaueren an och eisen Uebstgärtner hei zu Lëtzebuerg Onrecht geden, wa mer eis wierklech hei nëmme géifen op fair gehandelt Bananne limitéieren.

An als kleng Beweis, dass mer am Peru ganz vill vun lech an iwwer lech geschwat hunn, hunn ech lech dann och eng fair gehandelt Banann matbruecht.

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Déi ass dach bestëmmt fir de President!

(**Hilarité**)

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).**- Dir erlaabt, ech ginn dem Här Minister se.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci, Merci!

Här Landwirtschaftsminister, wann Der mer wëilt d'Banann eriwerginn!

(**Hilarité**)

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- Merci, Här President. Här President, viwech géif ech lech bieden, mir déi Banann do ze vergonnen. Merci villmools.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, ech mengen, Dir braucht se méi wéi ech.

(**Hilarité**)

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir d'Éischt emol der Madamm Hemmen fir d'Banann, awer och fir déi Fro.

D'Gamme vum jëtzege Fruit-for-School-Programm besteet och haut schonn zu 30% aus Fair-Trade-Produkten, haaptsächlech natierlech Banannen, déi mer zu gläiche Moosse promovéieren wéi dat anert europäesch Uebst: Äppel, Biren a Clementinnen.

D'Ausdeele vun de Fair-Trade-Produkten geschitt all dräi bis véier Wochen an dréit sécher derzou bäi, dëst Produkt de Schüler méi bekannt ze maachen. De Logo vun „Fairtrade“ selwer erméiglecht et den Enseignanten, dat Thema méi konkret ze behandelen am Kader vun den obligatoresche pädagogesche Mesuren d'accompagnement.

Am Accord, dee mir ënner Lëtzebuenger Présidence mam Europaparlament iwwert d'Reform vum Schouluebst- a Schoulmëllechprogramm fonnt hunn, ass de Commerce équitable speziell ernimmt, an dat ënner dem Artikel 23 11.

Des Weideren ass den Aspekt vum Commerce équitable och am neie Marché-publics-Gesetz virgesinn.

Ech sinn oppen, fir och an Zukunft nach weider mat „Fairtrade“ zesummenzeschaffen. Am Programm 2017/2018 vum Schouluebst- a Schoulmëllechprogramm wäerte mir natierlech och weider virgesinn, datt de Fairtrade do säi Stellwäert a seng Plaz behält.

Niewent der gratis Verdeelung gëllt et, d'Kanner engersäits, wéi Der gesot hutt, fir eng bewosst Ernährung ze sensibiliséieren an anerersäits, wéi déi honorabel Madamm Hemmen och gesot huet, de Kanner och d'Notioun vun Solidaritéit, also den ekonomesche Volet an der Notioun vun Ekologie an Ëmweltbewosstsinn ze vermëttelen.

Dozou gehéiere fir mech awer och d'Regionalitéit an d'Saisonnalitéit. Dat ass e ganz wichtige Aspekt, deen een net vergiessen däerf, wann een iwwert d'Durabilitéit vun de Liewensmëttel schwätzt.

Et sinn och Begleet- a Sensibilisationsmesurë virgesinn, fir déi gewëschten Objektivier ze er-

reechen, gradesou gutt wéi och sonner Budgetsmittel virgesi sinn.

Merci villmools.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Landwirtschaftsminister. A fir déi, déi keng Banann kritt hunn, am Bar vun der Chamber si fair gehandelt Banannen.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).**- Ah! Très bien, Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Voilà, dat gesot,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Op enger Banann kann een och ausrutschen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ... huet d'Wuert fir déi nächst Fro den Här Fernand Kartheiser. D'Fro riicht sech un den Nohaltegekeetsminister an dréit em d'Souveränitéit vu Lëtzebuerg iwwer säi Fluch- oder Loftraum.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dee Loftraum, wou kann dra geflu ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Okay! Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

- **Question n°188 du 10 mai 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à la souveraineté de l'espace aérien luxembourgeois, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänke vläicht och dës Fro u mat engem kleng Wuert vun Erklärung, well fir déi, déi wéi ech och ganz laang net esou vertraut si mat den Detailer, wéi de Fluchraum geregelt ass, déi mussen vläicht wëssen, datt et do verschidde Kategorië gëtt: Dat eent ka scho vum Tuerm selwer gemaach ginn, an dann hänkt et dervun of, wéi héich e Fliger ass, wien e kontrolléiert. Dat ass elo an Europa ganz komplizéiert geregelt.

Wichtig fir dës Fro ass, fir ze wëssen, datt ee ganz wichtige Deel vum Loftraum, nämlech deen, wou et em d'Approche op de Findel geet, geregelt gëtt esou, datt dat hei national gemaach gëtt vun engem eegene Service.

An em dee geet et, well d'Regierung, den Här Minister Bausch notament, envisagéiert, fir déi Kontroll vun deem Deel vum Loftraum entweder un en auslänneschen Organisme oder och eng Privatfirma ofzeginn. Zu deem Zweck gëtt eng Etüd gemaach an déi Etüd geet iwwer verschidde Kritären: Et wär méi einfach, et wär eng Fro vu Käschten, et wär eng Saach vun Obligation communautaire, wéi och ëmmer. Ech ginn elo net op déi Diskussioun an.

Interessant ass awer, datt den Här Minister gesot hat, e géif eis informéieren hei an der Chamber, wann d'Resultater vun deenen Etüde géife virleien. A fir eis ass déi éischt Fro, déi mer dowéinst dem Här Minister wëlte stellen: Ass et esou, kann den Här Minister eis versprechen, datt e keng Décisioun hält, ier hei d'Parlament konnt d'Resultat vun där Etüd gesinn an och driwwer debattéieren?

Och an enger Kommissioun, déi hei an der Chamber war, an enger Kommissiounssetzung, huet den Här Minister Bausch gesot, et wär u sech eng Décisioun, déi dem Pouvoir exécutif virbehale wär. Et wär also net de Pouvoir législatif, mir hei, d'Chamber, déi doriwir misste légiféieren, wien eise Loftraum do kontrolléiert, ob dat nach ëmmer national gemaach gëtt oder vun engem auslänneschen Organismus oder vun enger Firma oder wéi och ëmmer.

Trotzdem ass et eis Iwwerzeugung, datt et d'Parlament ass, och wann et net légiféiert, wat kraft enger anerer Attributioun vun deem Parlament dat soll kontrolléieren, wat d'Regierung mécht. Ebe just dee Pouvoir de contrôle politique vun der Regierung ass hei gefrot! Dat ass déi Funktioun vum Parlament! Well et geet em eng wichtige Saach, nämlech d'Kontroll vun dem Fluchhafen, an alles, wat domadder verbonnen ass, an nach eng ganz Rei ebe Souveränitéitsrechter a Funktiounen, déi zum gudden Fonctionnéiere vum Findel bäidroen.

Ee leschte Saz: Ech wollt och den Här Minister froen, ob e wierklech an där doter Approche d'Meenung vun der Regierung vertritt, well no eisen Echoe sinn aner Parteien an der Regierung net ganz begeschtert vun där Initiativ, déi am Abléck do geholl ginn ass.

Merci.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Déi zielen lech Saachen, déi se soss kengem zielen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Nohaltegekeetsminister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Merci och dem Här Kartheiser fir seng Fro. An ech mengen, dat ass...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Et ass nëmme um Här Nohaltegekeetsminister!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ech mengen, dat ass déi..., ech weess net, ob et déi 18. oder déi 19. Fro ass, déi zum nämlechten Thema scho gestallt ginn ass.

(**Interruption**)

An duerfir wäert ech fir d'19. dann och dat nämlecht hei zielen! An ech wëilt dem Här Kartheiser och duerfir fir d'19. da soen - net him, mä der Chamber fir d'19. soen -, datt et hei net drëms geet, d'Souveränitéitsrechter auszeverkafen oder iergendeppes esou, mä et geet drëms, generell eng Diskussioun ze féieren iwwert de Fluchhafen, d'Iwwerlieue vum Fluchhafen respektiv wéi mer de Fluchhafen optimal organisieren an duerfir dat ustriewen, wat a ganz Europa de Moment gemaach gëtt, nämlech Synergien ze sichen tëschent deenen eenzelne Fluchhäfen an Europa.

Dat ass de Gesamtkontext. An esou, wéi ech dat och versprach hat, wäert ech bei d'Chamber kommen, an déi Invitatioun ass iwwereng och schonn eraus. Ech hu gefrot, fir den 9. Juni bei d'Chamber ze kommen. Do wäert Der alles virgestallt kréien, sougutt eng Etüd, déi am Fong d'Analys gemaach huet, firwat mer iwwerhaupt dee Prozess hei mussen aleeden, wéi awer och déi Offeren, déi ech de part et d'autre, net bei privaten Organismen oder ech weess net soss lugubren Organismen gefrot hunn, mä bei auslännesche vergleichbare Verwaltunge wéi déi, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn.

An da kënnen d'Deputéiert an aller Objektivitéit gesinn, wat mer do gefrot hunn, wat mer vläicht maachen, vläicht och net maachen a mat Sécherheet guer net wäerte maachen, an da ka jiddweree sech dann e Bild maachen. An da kann ech duerno och der Regierung, wéi dat sech gehéiert, uschlëssend nodeem ech d'Chamber informéiert hunn, eng Propos maachen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Minister. Déi nächst Fro kënn vun der Madamm Josée Lorsché, riicht sech un de Sozialminister an dréit em d'Placementspolitik vun dem Lëtzebuenger Rentefong.

- **Question n°189 du 10 mai 2016 de Mme Josée Lorsché relative à la politique d'investissement du Fonds de compensation commun au régime général de pension, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Här Minister, an de leschte Joren huet de Lëtzebuenger Pensionsfong jo eng Rei Placements aus 60 Firmen zrëckgezunn. Dat waren notament Firmen, déi géint international Konventiounen verstouss hunn an awer och d'Menscherechter net respektéiert hunn. Et stellt een awer fest, datt de Fong nach ëmmer bedeitend Zommen an d'Secteur vun der Atomenergie investéiert gradesou wéi an de Secteur vu fossillen Energien, wéi beispillsweis Gas, Pétrol a Kuel.

An deem Kontext huet d'Plattform Votum Klima drop higewisen, datt de Pensionsfong eng hallef Milliard Euro an d'Pétrolbranche alleng investéiert. Dat si 4,4% vun hirem Kapital. Derbäi komme siwe Milliounen, déi alleng an déi franséisch Nuklearindustrie flëissen, nieft all deenen anereren Investitiounen an d'Kuel an an d'Aerdgasindustrie.

Här Minister, Dir wësst, no der COP21 ass en neie Moment agetrueden. Déi Investisementer, déi ech elo genant hunn, gi méi wéi jee a vu ville Säiten a Fro gestallt. De Klimaaccord vu Paräis, dee vu ganzer 177 Länner ënnerschriwwen ginn ass an och e verbindleche Charakter huet, setzt jo ganz kloer op d'Förderung vun erneierbarer Energie an domat och op den Ausstieg aus de fossillen Energien respektiv op den Ausstieg aus der Atomenergie, mat der Konsequenz natierlech, datt déi net nohaltege Energieträger riskéieren, an Zukunft u Wäert ze verléieren.

Wat de Fong ubelaangt, ass dat dann och ganz wichtig, an datt domat och déi finanziell Sécherheet vum Pensionsfong net méi am selwechte Mooss wäert garantéiert sinn. An deem Kontext wëilt ech folgend Froen un lech riichten:

Éischtens déi, ob d'Regierung amgang ass, en déif gräifende Screening vum Pensionsfong duerchzuféieren oder duerchféieren ze loosser am Hibleck op de Réckzuch vum Kapital aus de Secteur vun de fossillen Energien a vun der Atomenergie.



Zweetens: Wa jo, wéi eng Mëttele ginn dofir agesat?

Dréttens: Sidd Dir net der Meenung, Här Minister, datt de Respekt vun ëmweltpolitesche Kritäre bei den Investitiounen nëmmen obligatoresch ka ginn, wann d'Gesetz iwwert de Régime général de pension geännert gëtt? Ëmmerhin handelt et sech jo hei ëm eng Matière, déi der Konstitutioun no dem Gesetz ënnersteet. An an deem Sënn menge mir, dass dat vläicht eng Spur misst sinn, wou driwwer no-geduecht muss ginn. A mir wëilte wëssen, wéi Dir dozou stitt.

An deem Sënn, Merci fir Är Äntwerten!

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci der Madamm Lorsché. A wann ech gelift d'Zäit respektéieren! Den Här Sozialminister huet d'Wuert.

► **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Merci, Här President. Ech wäert kucken, datt ech mech un d'Zäit halen. An der Madamm Lorsché Merci fir d'Fro, eng Fro, déi allerdéngs schonn e puermol beäntwert gi war a wou natierlech ëmmer erëm nei Elementer kommen. An ech mengen, dat ass richteg, wat si och zum Schluss ugefouert huet, virun allem déi nei ODDen, déi zu New York verabschit gi sinn am September 2015, an derniewent virun allem och d'COP21, déi nei Elementer bruecht huet.

Eng Fro, wéi gesot, déi ech eng Kéier schrëftlech beäntwert hat den 12. Februar 2015, a wou ech derniewent och an der Kommissioun war vum Travail a vun der Sécurité sociale, fir iwwert déi Problematik ze schwätzen. Dat war den 18. Januar dëst Joer.

Derniewent, mengen ech, sinn déi doten Themen och ëmmer Themen, déi opkommen, wa mer grad an der Kooperatioun doriwwer schwätzen, iwwer virun allem och hei eng Kohärenz vun de Politicken.

Et ass also ganz klar, datt och d'Regierung mat deem Dossier no vertraut ass an datt mer och doriwwer geschwat hunn, an dat och grad eben opgrond vun deem, wat an der Chamberskommissioun den 18. Januar decidéiert gouf: datt ech soll de President vun Fong kontaktéieren, fir datt esou e Screening gemaach géif ginn, fir ze kucken, wat d'Inzidenz sinn, déi op Basis vun engersäits dem Ofkommenes vun New York, anerersäits virun allem och vun der COP21 fir eise Pensionsfong vu Bedeutung sinn.

Dese Screening gouf gemaach - ech hunn de Bréif direkt geschriwwen - an dee gëtt de Moment säitens vun de Responsabele vun dem Fonds de compensation och realiséiert. Wann deen dann dee Moment doläit, da wäerte mer dee selbstverständlech eng Kéier an der Regierung diskutéieren an duerno och an deenen zoustännege Chamberskommissiounen.

An ech mengen, et ass fir mech evident: Wa sech duerch dee wäert erausstellen, datt verschidde Punkten..., niewent deem, wat elo schonn alles vum Fong gemaach gëtt - ech mengen, Dir wësst, datt de Fong eng ganz Rei vu Mesurë geholl huet, an Dir hutt se selwer signaliséiert, déi 61 Firmen, déi an der Tëschenzäit aus deem eenzelne Fong, aus eisem Fong erausgeholl gi sinn -, wa mer dat och realiséieren, dann ass dat déi sougenannt „Politique d'investissement socialement responsable“, déi mer gemaach hunn, andeem mer virun allem och hei eng skandinavesch Firma ugestallt hunn. Et géllt och all Kéiers hei e Bléck drop ze geheien op déi eenzel Firmen, wou d'Investier gemaach ginn, ob déi och deene Kritären entsprieche, do wou Lëtzebuerg effektiv Konventionen ënnerschriwwen huet. An dat geet an d'Beräicher Ëmwelt, an de Beräich sozial Verantwortung, virun allem awer an de Beräich Aarbechtsrecht a virun allem och Mänscherechter eran.

Also ganz kloer, wat Der gefrot hutt, déi zwou Froen: Engersäits, et gëtt déi Analys, dee Screening gëtt de Moment gemaach. Ech mengen, mir waarden drop, datt an deenen nächste Méint dëst Resultat kënnt. Dat ass eng Aarbecht, déi net esou einfach ze maachen ass. Dir wësst dat. Et sinn eenzel Firme souguer do derbäi, déi een op zwee Borden erëmfernt, déi engersäits schonn de Kritären net entsprieche, op där anerer Säit d'Kritäre voll erfëllen!

Dofir muss ee genau déi Analys och ganz exakt maachen. Mä wa mer se hunn, wäerte mer se presentéieren.

An et ass fir mech och evident, wann dann erauskënnert derbäi, datt Saache muss geännert

ginn, da wäert d'Regierung och déi néideg Moosnamen huelen, fir an deenen dote Beräicher déi néideg legal a réglementaire Moosnamen ze huelen, fir och kënnen dorobber ze reagieren.

An ech mengen, grad dat ass och eng Suite vun deem, wéi de Fong fonctionnéiert: ënner ganzer Transparenz. Well an alle Reunionen, déi ech hat, mengen ech, ass dat virun allem eppes, dat och virausgeschéckt ass: datt mir dee Fong sinn, deen am transparentsten ass, dee fonctionnéiert. All eis Firme gesitt Der online, déi kann all Bierger ofrufen, fir ze kucken, wou de Fong investéiert, an och genau nozevollzéien, wéini dat war a wéi et och mat deem eenzelne Stand ass.

An deem Sënn mengen ech, Är Froe si berechtigt. Mir sinn amgaangen drun ze schaffen a mir wäerten, wann déi Resultater och do sinn, déi néideg Schrëtt ënnerhuelen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Minister. Déi nächst Fro kënnt vum Här Gilles Roth, riicht sech un d'Statssekretärin fir déi inner Sécherheet an dréit ëm de Schutz vun der Privatsphär bei nottamment Polizeikontrollen. An den Här Roth huet d'Wuert.

- **Question n°190 du 10 mai 2016 de M. Gilles Roth relative au rapport d'activités de l'autorité de contrôle instituée par l'article 17, paragraphe 2, de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel pour les années 2014 et 2015, adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure et à Mme la Secrétaire d'État à la Défense**

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Merci, Här President. E Kaper schwätzt zu enger Kapesch. Här President, meng Fro, déi betrëfft den Aktivitéitsbericht vun 2014/2015 vun der Autorité de contrôle, déi am Artikel 17 vum 2002er Gesetz iwwert den Dateschutz geschafe ginn ass. Dës Autoritéit, déi huet als Missioun, d'Datebanke vun de Sécherheitsautoritéiten a virun allem och vun dem Geheimdéngecht ze kontrolléieren. Duerfir betreffend d'Datebanke vun der Polizei, ëm déi et hei geet, e puer Extraiten aus dem Rapport vun der Autorité de contrôle:

«À l'occasion d'une procédure judiciaire», schreift d'Autorité de contrôle, «ouverte en 2014/2015, l'autorité de contrôle a été saisie de faits mettant en évidence que les règles imposées par le règlement grand-ducal», vun 1992, «ne sont pas respectées sur tous les points.», schreift d'Autorité de contrôle. «L'autorité de contrôle (...) opère, à côté du fichier (...) central (...) une série d'autres traitements qui n'ont pas de base réglementaire claire» - also d'Police -, «en particulier le système dit du journal des incidents.»

An da geet et weider an deem Rapport, an dat sollt een awer zur Kenntnis huelen: «Au cours de l'exercice écoulé, l'autorité de contrôle a encore appris que des agents de police détachés auprès d'autres administrations ou services de l'État ont continué de bénéficier de l'accès au système de traitement de données de police en dépit du fait qu'ils n'exercent plus des fonctions d'agent de police. L'autorité de contrôle», an dat ass eigentlech den Hummer, «a considéré „qu'un agent de la police grand-ducale, détaché dans une autre administration, fût-ce le Service de renseignement,», also de Geheimdéngecht, «ne saurait garder son accès aux traitements de données opérés par la police en vue de fournir des informations au service auprès duquel il est détaché...“...», schreift d'Autorité de contrôle.

Duerfir kuerz meng véier Froen, fir dass ech an der Zäit bleiwen:

Ass de Ministère vun der Sécurité intérieure vun der Kontrollautoritéit op dës Mëssstänn ugeschwat ginn?

Zweet Fro: Wa jo, wat fir konkret Moosname sinn ënnerholl ginn, fir d'Abusen ze verhënnere?

Drëtt Fro: Hunn d'Policeagenten, déi an enger Verwaltung detachéiert sinn, weiderhin Accès zu de Policedatebanken oder ass deen Accès méttlerweil suppriméiert ginn?

A véiert a lescht Fro, Här President: Wéini presentéiert d'Regierung e Règlement, fir d'Datebanke vun der Police zäitgeméiss ze regelen?

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Et war just net duergaangen. An d'Wuert huet d'Statssekretärin.

(**Hilarité et interruption**)

Mat der Zäit, jo! An d'Statssekretärin, d'Madamm Francine Closener, huet d'Wuert.

► **Mme Francine Closener**, *Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure, Secrétaire d'État à la Défense*.- Här President, ech géif mat deem leschte Punkt ufänken, well ech mengen, dat erklärt munches. Mir sinn eis natierlech absolutt bewosst doriwwer, dass dat besteeënd Règlement iwwert d'Schafen an och iwwert d'Exploitatioun vun de Policedatebanke muss reforméiert ginn. Schon den 19. Januar hat de Polliceminister hei am Chambersplenium dem honorabelen Deputéierte Gilles Roth gesot, dass mer awer hu missen déi nei europäesch Date-schutzdirektiv ofwaarden. An déi ass elo gestëmmt ginn am Europaparlament virun zwou Wochen, de 27. Abrëll. Dat ass eng ganz gutt Saach.

Mir hunn awer natierlech och schonn dee Vott anticipéiert a sinn elo eigentlech op där leschter Ligne droite, fir deen neien Text ze presentéieren, deen eben awer och den Ufuerderunge vun där neier Direktiv Rechnung dréit.

An där Direktiv ginn et zum Beispill nei Dispositiounen iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Leit musen informéiert ginn, wann hir perséinlech Donnéeë stockéiert ginn, gespäichert ginn an exploitéiert ginn. Et geet och ëm d'Durée, ëm d'Fro, wéi laang eben d'Date kënnen stockéiert ginn.

En attendant dass deen neien Text definitiv steet, bewege mer eis awer elo net an engem rechtsfräie Raum, Här President. De Regierungsrot huet iwwer Règlement grand-ducal déi Autorisatioun verlängert an déi géllt elo bis den 31. Dezember vun deem Joer. Deemo ass d'Police - wéi kéint et och anescht sinn? - an enger juristescher ganz korrekter Situatioun, wat eben den Traitement vun den Donnéeën ugeet.

Mä mat deem Text, dee mer ganz geschwé wäerte virleeen, ech géif soen, an den nächste Méint, kritt d'Autorité de contrôle Satisfaktioun op deene Punkten. An eng absolutt Prioritéit ass natierlech déi, dass allegueren d'Datebanke vun der Police, och d'Gestioun dovun, iwwerschaft ginn, eben am Sënn vun enger besserer Protektioun vun deenen Donnéeën.

A wat zum Beispill den „journal des incidents“ ugeet, do kann ech d'Iwwerleeunge vun der Autorité de contrôle och nëmmen deelen. Ech mengen, mir mussen dee System reorganisieren. A mir sinn och schonn amgaangen domadder, am Kader ebe vun deenen Aarbechten, déi mer entaméiert hunn, fir deen neien Text ze kriegen.

Wat elo déi Policeagenten ugeet, déi bei aner Administratiounen oder Servicer vum Stat detachéiert sinn, do huet d'Policedirektioun effektiv den Accès limitéiert op divers Informatiounen fir déi Agenten. Et hänkt dovun of, wou se detachéiert sinn, dann hu se guer keen Accès méi oder en ass ganz strikt limitéiert.

An d'Autorité de contrôle hat d'Police jo och nach schrëftlech opgefuerdert, fir bei Interpol ze intervenéieren, well um Internetsite vun Interpol Nimm, Fotoen a perséinlech Donnéeë vu Leit drop sinn, déi zu Lëtzebuerg gesicht ginn. Eigentlech ass dat jo och eng gutt Saach, esou eng Publikatioun, et hëlleft jo der Policearbecht. Mä an deem Fall ass et awer esou, dass déi néideg Autorisatiounen musse virleien. An d'Police huet awer och do ganz kloer op d'Doléances vun der Autorité de contrôle reagiert a si gëtt just nach eben elo Donnéeë weider an Interpol, wann den Accord vun deenen néidegen Autoritéiten, natierlech de Justizautoritéiten, och expressis verbis virläit.

Also, wéi gesot, mir sinn eis der Problematik bewosst. Et ass eng gutt Saach, dass déi Autorité de contrôle hir Aufgab ganz seriö hëlt, alles ganz genau kontrolléiert, an dass d'Police deem och Rechnung dréit. Deen nächsten Text, oder deen neien Text ass fir ganz geschwënn.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och der Madamm Statssekretärin. An déi nächst Fro kënnt vum Här André Bauler, riicht sech un de Justizminister an dréit ronderëm déi Prozeduren, déi bei Faillitte vun Asblen ze respektéieren sinn. Här Bauler, wann ech gelift.

- **Question n°191 du 9 mai 2016 de M. André Bauler relative aux modalités et dispositions à respecter en cas de faillite d'une asbl, adressée à M. le Ministre de la Justice**

► **M. André Bauler** (DP).- Merci, Här President. Am kulturellen an am soziale Secteur gëtt et eng ganz Rëtsch vu Vereenegunge mat Dausende vu bezuelten an net bezuelte Mat-aarbechter, déi ënnert dem Statut vun enger Asbl fonctionnéieren. Dës Associatiounen beschäftegen ënner Ëmstänn Dosende vu Leit, si sinn also Patron an hir Verwaltungsrotsmembre hunn an deem Kontext eng besonnesch Verantwortung.

Am Fall wou eng Asbl hir Fournisseuren oder hir Banken net méi bezuele kann, da kënt et net - wéi bei den Handelsgesellschaften - zu enger klassischer Faillite wéi an enger Firma. Ekonomesch oder finanziell gekuckt, jo, mä juristesches gesinn ass dat aver vill manner kloer, voire souguer onkloer. Am Fall wou eng Asbl net méi weiderfuere kann, ass am Gesetz just eng Opléierung vun esou enger Vereenegung virgesinn.

Dofir meng Froen un den Här Justizminister:

Ass den Här Minister bereet, eng Äntwert op dës Problematik ze sichen a gegebenfalls d'Gesetz op deem Punkt ze veränneren, dat heescht ze verbessere?

Wéi wäit geet d'Verantwortung vun de Verwaltungsrotsmembre an de Memberen insgesamt? An anere Wieder: Hafte si mat hirem perséinleche Verméigen, wann d'Asbl faillite mécht?

An zu gudder Lescht wollt ech nach froen: Wéi sinn d'Salarié vum enger Asbl am Fall vun enger Faillite oder Insolvabilitéit geschützt? Gëtt et do en Ënnerschied am Verglach zu der klassischer Handelsgesellschaft?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet direkt de Justizminister, de Félix Braz.

► **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Zu der éischter Fro vum honorabelen Här Bauler, ob ech bereet sinn, eng Äntwert op déi Problematik, déi e ganz korrekt beschriwwen huet, ze sichen: D'Äntwert ass selbstverständlech Jo! Do gëtt et e Problem ze léisen.

Dir wësst, dass e Projet de loi N°6054 vun der viregter Regierung um Rôle vun der Chamber ass. Deen hat eng ganz Rei Criticke provozéiert a konnt an där Form och net op en Enn bruecht ginn. D'Regierung huet wëlles, op Basis vun deem Projet mat Amendementen dee Projet ze verbesseren an en dann och an d'Chamber ze bréngen fir e Vott.

D'Aarbechten an deenen Amendementen wäerten elo gläich am Ministère kënnen ufänken. Ech hoffen, dass mer bis zum spéiden Hierscht déi Amendementen an der Chamber kënnen hunn an dass dee Projet da säi parlamentaresche Wee ka goen, wou dann och déi dote Problematik beäntwert gëtt.

Zu Ärer zweeter Fro, wéi wäit d'Verantwortung geet vu Verwaltungsrotsmembre bei den Asblen. Déi Fro, déi gëtt beäntwert duerch den aktuellen Artikel 14 vum Gesetz vun 1928, dat virgesäit, dass déi Responsabel fir Feeler vun den Organer responsabel kënnen gemaach ginn. D'Administratiounen droe keng perséinlech Verantwortung fir Engagementer vum Veräin, dee si representéieren. An anere Wieder: Hir Verantwortung beschränkt sech op d'Ausféierung vun hirem Mandat an op Feeler, déi an der Verwaltung vum Veräin virkomm wieren. D'Regel ass, dass insofern Membere vum Veräin fräiwëlleg tätég sinn, solle se och net perséinlech haftbar si fir Scholde vum Veräin. An dese Prinzip ass jo och am Projet de loi 6054, deen ech elo grad évoquéiert hunn, explizitt niddergeschriwwen.

Zu Ärer drëtter a leschter Fro, wéi d'Salarié vum enger Asbl am Fall vun enger Faillite geschützt sinn oder net, do wësst Der, dass d'Chamber muer de Mëtten e Projet de loi hei um Ordre du jour huet, wou den Nicolas Schmit lech wäert Ried an Äntwert stoen, wou déi dote Fro beäntwert gëtt an deem Sënn, wéi Dir et elo an Ärer Fro och ugereegt hutt. Dat heescht, ab muer de Mëtte gëtt et eng nei Rechtslag op där doter preziser Fro, eng Rechtslag, déi an deem Sënn ass vun Ärer Fro.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Minister. An déi nächst Fro kënnt vum Här Marcel Oberweis, dréit sech ronderëm den Ausbau vun der Wandenergie a riicht sech un de Statssekretär am Nohaltegkeetsministère.

- **Question n°192 du 10 mai 2016 de M. Marcel Oberweis relative au développement de l'énergie éolienne, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures**

► **M. Marcel Oberweis** (CSV).- Jo, Merci, Här President. Här Statssekretär, an der Press vum 3. Mäerz hunn ech eng Etüd vun Eurostat gelies gehat, déi gemellt huet, dass Lëtzebuerg am Joer 2014 nëmmen en Undeel vu 4,5% hätt, wat déi erneierbar Energien ubelaangt, a mir wäeren domadder dat lescht Land an Europa.

Den 13. Abrëll hunn ech gelies gehat, dass d'Regierung amgaangen ass, d'Benotze vun der Wandenergie ze pusséieren. Et sollen iwwer 131 Milliounen Euro an dese Secteur investéiert ginn. An domat sollte mer da méi no zu 11% 2020 geréckelt ginn.



Bei der Potenzialanalyse iwwert d'Wandenergie konnt ech liesen, dass 96 Megawatt bis 2020 an enger ganzer Rei vu Projeten opgebaut solle ginn, ënner anerem Réiden, Déifferdeng an Housen/Pëtschent. De Site Kaldall, wou ech doheem war, ass net méi derbäi wéinst de Flantermais.

Ech wor awer iwwerrascht, ganz iwwerrascht, wéi ech elo d'lescht Woch gelies gehat hunn, dass dee Projet zu Déifferdeng - als Minetter kucken ech all déi Saachen -, do sollte véier Anlage gebaut ginn, or, do ass d'Nummer 1 ewechgestrach gi wéinst de Flantermais, d'Nummer 2 wéinst der Gerätschuluss, a fir déi Nummern 3 a 4 ass eng Biergerinitiativ am-gaange gegrennt ze ginn.

Dofir komme meng Froen un den Här Statssekretär: Sinn dës Ursachen net de Beweis, dass eng Rei vun eise Matbierger dem sougenannten „NIMBY-Syndrom“ total verfall sinn?

Zweetens, wéi grouss sinn dann d'Chancen iwwerhaupt, dass déi aner Projete kënne realiséiert ginn, wa mer iwwerall darselwechter Leit virfannen?

An déi drëtt Fro ass déi:...

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Déi sinn och geschützt!

► **M. Marcel Oberweis** (CSV).- An déi drëtt Fro, déi ech wollt stellen: Mir ginn net midd hei am Haus, ëmmer vun enger gewëssener Säit ze héieren: „Cattenom soll zougemaach ginn!“, wat ech begrëisse géif, „Mir sollen d'Brongkuelekraaftwierker zoumaache wéinst CO₂-Emissiounen!“

Mä wat wëlle mer dann iwwerhaupt?! Eise Stroum kënnt aus der Steckdous, mir mussen awer iergendwou de Stroum hierhuelen. Misst een net de Leit emol erklären, dass dëst Land och Stroum brauch? Vlächcht musse mer e vum Ausland dann erabrëngen. Mä esou geet et net virun, dass mer all gutt Iddien direkt konterकारीere vun Ufank un!

Merci villmools.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Oberweis. An d'Wuert huet den Här Camille Gira, Statssekretär am Nohaltegkeetsministère.

► **M. Camille Gira**, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*.- Merci, Här President. Merci och dem Här Oberweis fir dës Fro.

Ech wëll souwuel dem President wéi dem Här Oberweis nach eng kéier preziséieren, dass u sech d'Responsabilitéit vun den Alternativenergien am Wirtschaftsministère läit. Well d'Fro awer u mech gericht ass a well mer eis exzellent verstinn tëschent dem Nohaltegkeetsministère an dem Wirtschaftsministère, mä well awer och den Nohaltegkeetsministère eng ganz wichteg Roll spillt bei den Autorisatioune vun de Wandmillen, sinn ech awer gäre bereet, déi Fro ze beäntweren.

Dir hutt vlächcht matkritt opgrond vun enger Pressekonferenz, déi d'Madamm Dieschbourg an ech haten, dass mer et fäerdegbruecht hunn zesummen an der Regierung, eng kleng Revolutioun an der Wandkraaft an deene leschten zwee Joer hinzekréien.

Zwou Zuele wëll ech lech soen: An deene leschte 15 Joer, bis 2013, si graff 60 Megawatt Wandmillen opgeriicht ginn. Mir hunn an deenen zwee leschte Joren, zweehallwe Jore 65 Megawatt autoriséiert! Wou mer dervun ausginn, dass déi dëst Joer an d'nächst Joer...

(**Interruptions**)

...un d'Netz ginn! An da wësse mer,...

► **Une voix**.- A bauen?

► **M. Camille Gira**, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*.- ...dass op d'mannst nach eng kéier 40 Megawatt ënnerwee sinn. Dat heescht, mir leien iwwert deem, wat eigentlech geplangt ass.

Wouduerch ass dat zustane komm? Dat wëll ech awer preziséieren: well mer eng ganz Rei Dossieren, déi jorelaang blockéiert waren, deblockéiert hunn! Déi wichteg Décisioun war folgend: dass den Här Bausch an ech, wéi mer op dee Ministère komm sinn, séier decidéiert haten, dee Radar, deen Ersatzradar, deen am Eislek sollt vun der viregter Regierung gebaut ginn, falen ze loosse. Domat wieren net nëmmen zousätzlech Projeten onméiglech gemaach ginn, jo, et hätte souguer Wandmille missen ofgebaut ginn!

A fir dem Här Kartheiser indirekt och nach op seng Fro vu virun ze äntwerten: Mir schaffen intensiv mat den Nopeschagencen am Fluchschereungsrecht zesummen. An esou hu mer et fäerdegbruecht, relativ séier en Noutsignal aus Däitschland oder aus der Belsch ze kréien, wat vill méi bëlle ass wéi en extrae Radar an eis erlaabt, d'Wandmillen auszubauen.

Wann Der vun Déifferdeng schwätzt, Här Oberweis, do si keng NIMBYen, déi derzou gefouert hunn, dass déi eng oder aner Wandmillen eventuell net ka gebaut ginn. Well mer an engem intensiven Dialog mat de Promoteure probéieren, net méi Jo oder Neen zu engem Wandpark ze soen, mä individuell kucken, wéi den Impakt vun där enger an där anerer einzelner Wandmillen ass op d'Problematik Vullschutz, op d'Problematik Fliedermaisschutz oder op d'Problematik Kaméidi, kann et ganz gutt sinn, dass e Promoteur bei eis kënnt a vlächcht véier oder fënnf Wandmille wëllt opriichten, an da fanne mer am Laf vun den Diskussiounen a wann och d'Etüden da méi wäit fortgeschritt sinn, dass der da vlächcht nëmmen zwou kënne gebaut ginn.

An zu Déifferdeng ass eng ganz kloer d'Opfer vun enger ganz wichteger Fliedermaskolonie. Dat haten d'Promoteuren och relativ fréi vun eis gesot kritt. An dat Zweet ass eventuell wéinst dem Kaméidi. Déi Décisioun ass einfach nach net definitiv gefall, eréischt wann dann effektiv d'Etüden alleguerten do sinn.

Ech wëll lech awer soen, dass de Fait, dass mer besonnesch beim Kaméidi zu Lëtzebuerg relativ streng Normen hunn, dozou féiert, dass mer iwwerhaupt keng Reklamatiounen hunn. Op jidde Fall kann ech lech soen: An deenen zweehallwe Joren, wou ech um Ministère sinn, hu mer net eng Reklamatioun vun Nopere vu Wandparke kritt. An ech mengen, dat ass déi bescht Reklamatioun fir zukünftig Wandparken, well mir wëllen och bei där Strengheet bleiwen.

A fir de Rescht ass et de Schlëssel zum Erfolg fir d'Investisseuren. Dat gi mer och allen Investisseuren, mengen ech, souwuel am Wirtschaftsministère wéi bei eis mat op de Wee. Wann den Investisseur gär hätt, dass en d'Akzeptanz vun der Gemeng kritt a vun de Leit, da soll e Folgendes soen: dass e bereet ass, souwuel d'Gemeng wéi d'Leit an eventuell d'Betriber aus enger Region mat eranzehuelen. An da kréie mer vill Wandparken opgeriicht.

Mir ass op jidde Fall an där Zäit, wou ech d'Responsabilitéit hunn, kee Park bekannt, deen duerch den NIMBY-Effet sollt verhënnert gi sinn.

Merci villmools.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Statssekretär. Fir een, deen net zousänneg ass, hat en eis awer vill ze soen. Mir kommen zu der nächster Fro. Déi kënnt vum Här Lamberty a riicht sech un den delegéierten Minister fir d'Héichschoul an dréit sech ëm dee leschten Arrêt iwwert d'Studiebahnhëllefen.

- **Question n°193 du 10 mai 2016 de M. Claude Lamberty relative au récent arrêt du Tribunal administratif concernant l'attribution des différentes aides étatiques pour études supérieures, adressée à M. le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche**

► **M. Claude Lamberty** (DP).- Här President, e franséische Frontalier hat géint d'Décisioun vum Héichschoulministère geklot, him e Wunnegeld, wat e vum franséische Stat krut, vu senger Studiebahnhëllefen ofzezéien. D'Verwaltungsgeriicht huet elo eng éischte kéier wéinst deem Recours géint d'Anticumulbestimmungen deem franséische Frontalier recht ginn.

D'Uerteel ass kloer: De Stat dierf déi franséisch Logementshëllef net vun de Lëtzebuerg Studiebäihëllefen ofzéien. Domadder ergi sech natierlech eng Rei vu Froen an duerfir wollt ech dem delegéierten Héichschoulminister dës dräi Froen dann och stellen:

Éischtens, wéi gedenkt den Héichschoulministère op dëst Uerteel ze reagieren?

Zweetens: Gëtt dru geduecht, fir géint dëst Uerteel an Appell ze goen?

An drëttens: Wou gesäit de Ministère och vlächcht legislativen Handlungsbedarf?

Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet direkt den zoustänneg Minister fir d'Héichschoulen, den Här Marc Hansen.

► **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, déi Fro ze kréie vum Deputéierten Lamberty. Et geet hei ëm en Uerteel vum Verwaltungsgeriicht vum leschte Mëttwoch, wou et eben drëm gaangen ass, dass e franséische Student aus der Groussregioun viru Geriicht gezu war, fir unzefechten, dass mer bei dem CÉDIES vun der Studentebourse, déi d'Non-résidents zegutt hunn, d'APL, dat Wunnegeld, vun deem den Här Lamberty geschwat huet, d'Aide personalisée au logement, ofzéien.

Dat Uerteel ass nach ganz nei. Eis Juriste sinn kuckend, dat Uerteel ze analyséieren, fir ze kucken, wéi mer sollen dorobber reagieren.

Vlächcht ee Wuert Erklärung, ëm wat et hei geet, fir de Kontext ze setzen: Déi Aide personalisée au logement kréien natierlech a Frankräich d'Leit alleguerten, déi an engem gewëssene Kontext sinn, ebe fir wunnen ze goen. An dorënner falen natierlech dann och d'Studenten. Wann Der awer och a Frankräich lech reiseignéiert, gëtt et och bei der Caisse nationale des allocations familiales souguer nieft dem Kapitel, wéi ech déi APL als Bierger kréien, e Kapitel extra, wéi de Student kann déi Hëllef do kréien. An déi fëllen natierlech och besonnesch Dokumenter dofir aus, fir déi doten ze kréien.

Well mir an eiser Interpretatioun, an eiser Vue vun deem Gesetz gesinn, dass dat doten dem Student eben zeguttkennt, fir wunnen ze goen, wat ee vun den héchste Käschtfacture bei de Studenten ass, ass déi doten Aide bis elo ofgezu ginn. An ech kann lech soen, dass nieft deem enge Student, deen elo dës Deeg do virum Verwaltungsgeriicht recht kritt huet, nach 77 där Persoune viru Geriicht gezu sinn. An dat sinn am Fong déi 78 Dossieren iwwer zwee Joer, déi do e Recours gemaach hunn.

Déi doten Décisioun, déi wäerte mir natierlech analyséieren an da kucken, ob mer an Appell wäerte goen. Mëtt Juni leeft deen Délai aus. Mir sinn awer a ce stade der Meinung, dass dat doten eng Hëllef ass, déi a Frankräich dee Bierger kritt, well e studéiere geet. Dat gëtt och op ville Plazen esou gefouert. An dofir bleiwe mir a ce stade emol bei eiser Interpretatioun, analyséieren dat Jugement awer och, wat den europäesche Kontext natierlech ganz genee analyséiert.

Ech kann lech awer nach e puer Zuele ginn, fir lech ze soen, wat hei hannendru géif stoen, wann dat dann eng kéier rechtskräfteg wär, och wa mer elo géifen an Appell goen an et géif eng kéier rechtskräfteg ginn. Et si pro Joer ronn 2.000 franséisch Studenten, déi déi APL bei eis ofgezu kréien. Vun deenen 2.000 sinn der also elo 78 viru Geriicht an et ass elo een Uerteel, wat an deem Kontext gefall ass. De Montant, deen hei hannendrusteet, vun deem, wat ofgezu gëtt, dee läit bei ronn dräi Milliounen Euro, wat déi APL do géif ausmaachen, wann dat doten eng kéier misst anescht interpretéiert ginn.

Am legislative Kader, hutt Der mech nach gefrot, wat een do misst maachen. A ce stade, ouni déi lescht Analyse gemaach ze hunn, gi mir dovunner aus, dass een, och wann dat doten eng kéier rechtskräfteg gëtt, net misst um Gesetz schaffen. Et ass da just eng Interpretatioun, déi virläit, an da misst dat anescht applizéiert ginn. Mä esou wäit si mer nach net. Fir d'Éischt maache mer nach d'Analys, ob mer an Appell ginn. Bis Mëtt Juni muss mer do eng Décisioun geholl hunn an da gesi mer, wéi deen doten Dossier wäert weidergoen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. An da komme mer zur leschter Fro fir de Mëtten. Déi kënnt vum Max Hahn, riicht sech un den Nohaltegkeetsminister an dréit ronderëm d'Benotze vum Handy beim Fueren.

- **Question n°194 du 10 mai 2016 de M. Max Hahn relative aux mesures à mettre en place par rapport aux répercussions potentiellement néfastes de l'usage d'un portable au volant, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Max Hahn** (DP).- Ganz richtig! Merci, Här President. Meng Fro riicht sech un den Transportminister François Bausch. An zwar geet et ëm d'Benotze vum Handy hannert dem Steier, vill méi genee ëm d'Textnoriichtverfaassen, SMSen an E-Mailen.

Dir hutt et vlächcht gesinn: An de soziale Medien ass an deene leschte Wochen a Méint schonn e relativ interessante Video ze kucken, an zwar hunn d'Responsible Young Drivers dee gefilmt. Fir déi, déi et net gesinn hunn, graff erkläert: Et geet eigentlech dodrës, an engem Fuerscherheetszenter, äänlech wéi mir en hei zu Colmar-Bierg hunn, gi jonk Autosfuerer derzou incitéiert, wou wierklech en Instrukter nieft hinne sëtz, deen hinnen da seet: „Hei, während dem Fueren, schreif elo deen an deem Text.“

A wat eigentlech derbäi eraskënnt, ass, dass déi jonk op eemol vum selwen dropkommen. Et ass souguer eng jonk Damm, déi ufänkt mat kräischen an déi seet: „Dat doten ass onméiglech, dat kënne mer net!“ Jee, op alle Fall, de Fazit vun deem Film soll eigentlech derzou bädroen, fir méi Fuerscherheet ze kréien, fir eigentlech wierklech drop opmierksam ze maachen, wéi geféierlech et ass, Textnoriichten hannert dem Steier ze verfaassen.

An dozou zwou kleng Froen un den zoustänneg Minister:

Éischtens, ass ugeduecht, eng Sensibiliséierungscampagne zu deem doten Thema vlächcht ze maachen?

An op där anerer Plaz: Gëtt et an eise Fuerscherheetszenter zu Colmar-Bierg do scho vlächcht eng äänlech Method, en äänlechen Training wéi deen, dee mer an deem dote Video gesinn hunn? Wann net, wier et net vlächcht eng interessant Iddi, fir dat och dann an déi Ausbildung, déi dann um Colmar-Bierg gemaach gëtt, matanzebannen?

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. An de François Bausch, Nohaltegkeetsminister, huet d'Wuert.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci och dem Här Hahn fir déi Fro. Ech mengen, den Handy notzen hannert dem Steier, sougutt d'Téléfonéiere wéi och Textveraarbechtung, loosse mer et emol esou nennen, och mam Tablet, dat ass ee vun de grouse Problemer de Moment, déi mer hunn, niewent der Vitesse an dem Alkohol hannert dem Steier, fir d'Accidenter ze verursaachen. An et ass esou, dass eng vun deenen nächste Campagnen, déi mer wäerte maachen, ganz sécher wäert zu deem Sujet goen.

Et leeft jo elo am Moment eng, do geet et méi ëm de Sujet: „D'Strooss geheiert eis all“, dat ass fir de Respekt vun den Autofuerer par rapport zu de Vélofuerer zum Beispill, an ëmgedréit, an och am Zesammenhang natierlech mat de Verkéiersregelen. Déi Campagne huet elo ugefaangen. An ech mengen, dass d'nächst Joer ganz kloer déi doten usteet, well dat eent vun den zentralen Themen ass.

Zu Colmar-Bierg gëtt och schonn dorobber sensibiliséiert, op verschidden Aart a Weisen. Ech mengen, dat geet awer och nach net duer. Mir mussen ganz sécher kucken, wat fir eng Moyenen dass mer eis nach ginn, fir op deem doten Thema ze schaffen.

Et ass och, dat muss ech och soen, net nëmmen e Problem, dee Jonker betrëfft. Et ass entre-temps e generaliséierte Problem. Jonker ginn ëmmer direkt an de Vierdergrond gestallt, mä et ass awer wierklech entre-temps generaliséiert. An et sinn net weineg Accidenter, déi an deene leschten zwee Joer geschitt sinn, wou och den Handy fonnt ginn ass a wou d'Probabilitéit, dass den Handy d'Ursach war fir den Accident - wahrscheinlech wéinst der Oflenkung - zimlech probabel ass.

Also et ass kloer en Thema, wou mer ganz staark mussen sensibiliséieren an deenen nächste Joren. An och um repressiven Deel wäert nach ganz sécher eppes nokommen. Ech mengen, mir hate jo bei de Radaren ursprüngelech eppes virgesinn, dat hu mer erausgeholl, well dat do elo technesch net esou gutt ëmsetzbar war, och vun der Police hirer Säit hier. Mä mir wäerten e Wee fannen, och fir do nach nozebesseren an deenen nächste Joren.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Minister. Mir sinn domat um Enn vun eiser Froestonn vun haut ukomm a mir ginn iwwer zu deem nächste Punkt vun eise Ordre du jour. Dat ass d'Presentatioun an d'Diskussioun vun der Motioun vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Professionaliséierung an d'Aufgabe vun der Missioun vum Schouldirekter an dem Enseignement fondamental, oder Primärschoul am Volleksmond.

7. Motion de Mme Martine Hansen relative à la professionnalisation de la fonction directive des écoles fondamentales, à la rédaction d'une description possible de tâches et de fonctions d'une direction d'école et relative à l'élaboration d'un profil au niveau des qualifications pour un tel poste

(*Motion déposée en séance publique n°48 du 15 juillet 2015 - à consulter au compte rendu n°18/2014-2015 en page 719*)

Exposé

► **Mme Martine Hansen** (CSV), *auteure*.- Merci, Här President. Als CSV si mer der Meinung, dass stoung och an eise Wahlprogramm, dat d'Schulleedung am Fondamental, wou d'Schoulen der Gréisst no geschwé mat kleng Lycéeën ze vergläiche sinn - mir hunn am Moment zirka 150 Grondschoulen,

dovunner hunn der schonns zwielf méi wéi 500 Schüler -, misst professionaliséiert ginn.

D'DP an déi gréng hate sech an hirem Wahlprogramm och fir e Schouldirektor respektiv fir eng haaptamtlech Schouldirektioun ausgeschwat. Als CSV si mer dovunner iwwerzeegt, datt eng Professionaliséierung vun der Schoulleedung och fir de Stage vun de Stagiairen hëllefreich a sënnvoll wär. Duerfir hate mer des Motiou am Kader vum Gesetz zum IFEN de leschte Summer hei an der Chamber déposéiert. Si huet also schonns e relativ laange Wee hanner sech.

An eiser Motiou fuerdere mer d'Regierung op, fir d'Direktioun, d'Gouvernance vun de Grondschoulen ze professionaliséieren, fir eng „job description“ ze erstellen an en deementsprechende Qualifikationsprofil ze definéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, am Moment hu mer e Comité d'école mat engem President, deem seng Aufgaben am Laf vun der Zäit zougeholl hu respektiv nach wäerten zohuelen. Esou ass zum Beispill am leschten Accord mam SNE festgehale ginn, datt de President verantwortlech gëtt fir d'Koordinatioun vun den Aktiounen ronderëm de Plan de développement scolaire, wat och gutt ass, mä hie kritt just zousätzlech Verantwortung, ouni iergendwellech hierarchesch Befugnisse ze kréien; dës behält den Inspekter!

Verantwortung iwwerhuelen ouni op där anerer Säit eppes ze soen ze hunn, ass net einfach. Deen „Inspekter“ wëllt den Här Minister elo gären „Direkter“ nennen. Dësen Direkter, deen an engem Arrondissement wäert aktiv sinn, kritt da jee weils bis zu fënnf Soudirekteren. Dëst soll et dann dem Här Minister no erméiglechen, méi Inspektiounen an de Schoulen ze maachen.

Mä leider ass weder den Direkter nach de Soudirekter direkt an de Schoule präsent! Als CSV si mer der Meinung, datt mer sollen dem President seng Roll professionaliséieren. Deen ass um Terrain! Dat muss jee no Gréisst vun der Schoul och keng ganz Tache sinn. De President-Schouldirekter soll en Team vun Enseignanten a senger Direktionséquipe hunn, déi hien assistéieren. Dat kann iwwer Déchargen organiséiert ginn, esou wéi och elo am Comité. An eisen Aen ass participativ a kooperativ Féierung extrem wichtig.

Wéi kéint elo esou eng „job description“ ausgesinn? D'Schouldirektioun misst natierlech Aufgabe vun der Schoulentwécklung iwwerhuelen, an dëst, am Sënn vun der Participatioun, natierlech an Zesummenaarbecht mat der Schoulcommunitéit. Dozou géif zum Beispill gehéieren: de Schoulprofil erstellen, de Plan de développement scolaire, deen d'Unterrechtsqualität, den Émgang mat der Heterogenitéit, d'Zesummenaarbecht mat der Maison relais an esou weider soll behandelen, dëse Plan de développement scolaire opstellen, déi definéiert Moosnamen duerchzéien an och duerno eng Evaluatioun dovunner maachen. Dat Ganzt muss e lafende Schoulentwécklungsprozess sinn, deen de Prinzip vun Qualitätskreeslaf berücksichtegt.

Och Personalmanagement misst zu hiren Aufgabe gehéieren. Heizou gehéiert enner anerem och d'Begleitung vun de Stagiairen, d'Organisatioun respektiv d'Festhale vum Weiterbildungsbedarf vun den Enseignanten, Mataarbechtersgespräicher - firwat net? -, alles am Hibleck op eng gutt Unterrechtsqualität.

D'Schouldirektioun misst och zoustänneg si fir déi intern, awer och déi extern Kommunikatioun. Si soll Uspriechpartner fir d'Enseignanten, d'Elteren - Eltere ginn eisichter an d'Schoul wéi bei den Inspekter -, fir d'Gemeng, fir de Ministère sinn. Donieft huet d'Schouldirektioun natierlech och nach eng ganz Partie vu Verwaltungsaufgaben, zum Beispill natierlech d'Unterrechtsorganisatioun, ze iwwerhuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Lëscht vu méiglechen Aufgaben ass sécherlech net komplett. A fir dës Aufgabe kënnen ze iwwerhuelen, brauch d'Schouldirektioun eng Partie vu Kompetenzen, enner anerem Managementkompetenzen, pädagogesch Kompetenzen an awer och rechtliche Kompetenzen. Déi erfuerderlech Kompetenzen missten am Qualifikationsprofil definéiert ginn.

Si brauch awer och hierarchesch Befugnisse, fir dës Aufgabe kënnen ze iwwerhuelen, däs muss ee sech bewusst sinn.

Mam Här Minister Meisch sengem neie Virschlag wäerte mer also elo wahrscheinlech als eenzegt Land Schouldirektioun kréien, déi net an de Schoulen direkt um Terrain präsent sinn, mä an hiren Arrondissementen.

An eistem, a mengem Verständnis vu Schoulleedung - an ech hunn e bëssen Erfahrung - ass et awer absolut noutwendeg, an dat ass an der Grondschoul net anescht wéi am Lycée, datt een um Terrain ass, datt ee präsent ass, fir op de Leit hir Problemer a Suergen anzegoen, fir en Identifikationsgefäll opzebauen, fir mat de Leit zesummen den Teamgeescht ze férdere, fir mat de Leit zesumme seng Schoul ze entwéckelen, fir eng gutt Unterrechtsqualität ze suergen, fir d'Schoulcommunitéit mat an d'Veantwortung ze huelen. Nëmme wann een direkt an der Schoul ass, kann een d'Aufgabe vun enger richteger Schouldirektioun iwwerhuelen!

An duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hale mer weiderhin un eiser Motiou fest a wëlle se hei zum Vott ginn. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Hansen. Eischten ageschriwwene Riedner zur Motiou ass den Här Lex Delles.

Discussion générale

► **M. Lex Delles (DP).** - Merci villmools, Här President. Jo, d'Demokratesch Partei ass fir eng Fonctioun directive an der Grondschoul. Jo, d'Demokratesch Partei hat dat och deementsprechend an hirem Wahlprogramm mat dra-stoen. Jo, d'Demokratesch Partei huet an deene vergaangene Joren entsprecheend Motiouen hei an der Chamber déposéiert, déi zum Zil haten, d'Direktioun an der Grondschoul anzeféieren. Dës Motioune sinn awer erstaunlecherweis ëmmer erëm um Widerstand vun der CSV gescheitert!

Dofir ass et e bësse verwonnerlech, dass d'CSV elo, wou se net an der Regierung ass, dëse Sujet erëm nei opgräift. Et ass zwar richteg, dass d'CSV - well dat näamlech wäert kommen - an deene leschte Joren net de Bildungsressort hat, mä nach hätt si dat während hirer Regierungszäit jo och kënne mat ëmsetzen.

(Interruption par Mme Martine Hansen)

D'Demokratesch Partei... Jo? Ah, pardon!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, wann de Riedner kee Problem dermat huet.

► **M. Lex Delles (DP).** - Jo.

► **Mme Martine Hansen (CSV), auteure.** - Ech wollt just kuerz dorop äntwerten, well ech hunn déi Motiouen natierlech och gelies an ech hunn och gesinn, datt mer se net gestëmmt hunn. Mä ech hunn awer och gesinn, wat drastoung. An do war d'Funktionsvun der Schoulleedung net esou detailléiert, et war u sech eng administrativ Funktioun. An eis geet déi administrativ Funktioun net duer!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Lex Delles (DP).** - Trotzdeem wäert d'Demokratesch Partei den Här Minister Claude Meisch a sengen Démarchen ënnerstëtzen, fir mat der Reform vum Inspektorat op de Wee ze goen, fir d'regional Direktiounen am Enseignement fondamental ze schafen. Awer Neen, d'Demokratesch Partei wäert dës Motiou hei net matstëmme. Ech wëll och erkläre firwat.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Lex Delles (DP).** - Wéi scho gesot, si mir der Meinung, dass de Wee, deen den Här Meisch mat der Reform vum Inspektorat proposéiert, dee richtege Wee ass. D'Schafe vu regionalen Direktiounen, wou een Direkter an zwee Soudirekteren mat kloer definéierten Aufgaben a Kompetenzfelder an Zukunft sollen d'Schoule pädagogesch begleeden, mécht an eisen Aen méi Sënn wéi de Wee, deen elo hei vun der CSV proposéiert gëtt, fir an einzelne Schoule wëllen en Direkter ze installéieren.

Et ass richteg, wat d'Madamm Hansen gesot huet, dass et ganz grouss Schoule ginn hei am Land. Mä et ginn awer och...

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Dir hutt gesot, et géif grouss Schoule ginn, déi esou grouss si wéi Lycéeën, am Einzelfall zwielf Stéck mat iwwer 500 Schüler. Et ass esou, dass mer awer och hei am Land ganz kleng Schoulen hunn. An do ass et eben, do stellt sech ëmmer erëm e ganz konkrete Problem, dass een eben am Comité d'école scho ganz grouss Problemer huet, wie wéi eng Décisioun kann huelen a wéi déi verschidden Aufgabe kënne geléist ginn.

Dofir ass et ebe grad hei an där geplangter Reform, dass den Inspekter vun haut nees déi Méiglechkeete kritt, déi en initialement och a senger Tache hat, fir de pädagogesche Volet vum Beruff nees kënne voll auszeüben, well dëst stellt an eisen Aen eng reell Plus-value fir de Schoulsystem an esou och fir déi ganz Grondschoul duer.

Duerfir si mer der Meinung, dass dëst dee méi sënnvolle Wee ass. A mir wäerten de Minister bei där geplangter Reform, esou wéi scho ge-

sot, och voll a ganz ënnerstëtzen. Merci villmools.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Delles. An d'Wuert huet elo direkt den Här Claude Haagen.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Zur Motiou kann ech just soen, datt: D'LSAP war an ass nach ëmmer fir d'Comités d'école, déi, dat kënne mer alleguere constatéieren, jo och hir Preuvë gemaach hunn an och hir Méritter um Terrain hunn. Mir sinn ëmmer nach derfir a mir bleiwen och do derfir, fir mam Léierpersonal zesummen no dem Prinzip vum Bottom-up déi Comités d'école ze installéieren an och ze performéieren, fir um Terrain ebe méi aktiv och am Enseignement fondamental weider ze ginn.

Wat elo d'Missiounen ubelaangt vum Inspektorat, ass et kloer, datt iwwert d'Reform vum Enseignement fondamental zousätzlech Missiounen un d'Inspektore komm sinn. Dofir begrëisse mir och, datt eng Reform vum Inspektorat gemaach gëtt. Dës ass am Sënn och vun der Ecole fondamentale.

Mir fannen et och richteg, datt eng nei, eng besser Regionalisatioun vum Inspektorat kënnt, mat ganz einfach deenen Directions de région, wou een dann eben och um Terrain méi aktiv, souwuel administrativ wéi och pädagogesch, ka sinn.

Dat gesot, wäerte mir dës Motiou net matdroen, och no deem Accord, deen de Minister, géif ech mengen, am Februar vun dësem Joer mam SNE gemaach huet. Iwwregens, d'Madamm Hansen hat och selwer an der Kommissioun gefrot, ob se dann elo superfétatoire wär. Do hu mer driwwer diskutéiert. A mir wäerten, d'selwecht wéi an der Kommissioun, och dës Motiou net matdroen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech dat dann elo richteg gesinn, dat steet zwar net op mengem Ziedel, mä dann huet d'Wuert den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech entschëllege mech dann derfir. Dann hu mer eis Riedezäiten ze spéit eraginn. Ech mellen eis dann och scho fir d'Motiou hannendrun un. Do wäert ech dann och nach eng Kéier wëllen d'Wuert huelen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Hei ass se!

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah! Madamm Loschetter!

(Interruptions diverses)

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech - an dat hunn ech gemaach - der Madamm Hansen opmierksam nogelauschert hunn, da stellen ech eigentlech fest, datt mer op just engem Punkt haaptsächlech auserneeelen, an dat ass op deene Comités d'école, wéi mer se hunn. Déi, mengen ech, huet d'Madamm Hansen net a Fro gestallt. Si huet eigentlech och net d'Aarbecht vun dem Président d'école a Fro gestallt. Si huet eigentlech just gefrot, datt de Président d'école och e Pouvoir hiérarchique soll kréien, esou wéi ech dat verstanen hunn.

Mir sinn der Meinung, datt mer dat zurzäit net brauchen. Mir sinn der Meinung, datt de Président d'école eigentlech funktionéiert wéi en Direkter. En huet eng ganz Rei Missiounen. Déi sinn opgezielt am Gesetz vun 2009. Ech kommen nach eng Kéier kuerz drop zréck. A mir sinn der Meinung, datt, wann nach e Mangel un enger Direktioun besteet, dann ass dat eben de Wee, deen de Minister ugekënnegt huet, fir iwwert d'regional Direktioun ze goen.

D'Madamm Hansen seet an hirer Motiou, méi oder wéiniger zu Recht, datt den Inspekter vun der Primärschoul mat der Aféierung vum neie Stage vun dräi Joer eng weider zousätzlech Aarbecht kritt huet.

An de Schoulinspekter, seet si, ass och - an dat ass selbstverständlech - de Chef hiérarchie vun de Stagiairen am Enseignement fondamental. Selbstverständlech ass hien de Chef hiérarchie, well en ass de Chef vun all Mënsch am Enseignement fondamental, mat bis elo enger eenzegter Ausnam, dem Reliounspersonal!

Dem Schoulinspekter seng Aarbecht huet sech an deene leschten zwielf Joer ganz vill verännert. Am leschte Jorhonnert hat hie säi Büro a säin Telefon doheem. Haut schafft hien an engem Team, en huet e Sekretär, den Instituteur ressource, e regionale Büro an esou weider. Déi Ännerungen, déi de Minister ugekënnegt huet, ech mengen, do wäerte mer nach hei drop ze schwätze kommen. Et geet jo haut net ëm de Schoulinspekter, mä et geet ëm de Schoulinspekter oder d'Schoulinspektin.

Am véierten Tret seet de Groupe politique CSV, datt eng Kollaboratioun oder Coresponsabilitéit vum Inspekter a vun enger responsabiler Persoun um Terrain de Schoulinspekter géif entlaaschten an d'Begleitung vum Stagiaire besser maachen. Fir eis ass et ganz kloer, datt et déi Kollaboratioun an d'Coresponsabilitéit um Terrain gëtt!

Net averstane sinn ech awer mam fënneften Tret vun der Motiou, datt just de Président d'école kéint dës Coresponsabilitéit fir de Stagiaire droen.

Et ass jo och esou, datt de President haut scho matverantwortlech ass fir alles, wat an der Schoul leeft. Dat steet och esou am Schoulgesetz: «Le président du comité d'école a pour attributions: (...)», enner anerem, «de veiller, ensemble avec l'inspecteur d'arrondissement, au bon fonctionnement de l'école et d'animer et de coordonner le travail des équipes pédagogiques;» Dat war esou an dat bleift och esou!

Derbäi kënnt allerdéngs, an dat verbessert eigentlech d'Situatioun, datt de Stagiaire och elo en Tuteur zur Säit gestallt kritt. Dat war soss net de Fall. De Stagiaire kritt e Conseiller pédagogique zur Säit. E gëtt vun engem Institut, dem IFEN, encadréiert, soudatt mer mengen, datt eigentlech d'Situatioun an de Schoulen eisichter besser gëtt, wat d'Berufsfänger betrifft, wéi datt se sollt méi schlecht ginn.

D'CSV seet am zweeteschten Tret, datt ee misst an eiser Schoul eng Hierarchie, eng regelrecht Hierarchie an eise Primärschoulen aféieren. An dat ass wahrscheinlech dann dat, wou ech am Ufank scho gesot hunn, wou mer net enger Meenung sinn.

Mir hunn, an ech ginn dat gären zou, an der Vergaangenheet och vun engem Schouldirekter geschwat. Mir hunn et an eistem Wahlprogramm och motivéiert, well mer gesot hunn: „Mir brauchen an der Schoul eng Persoun, déi visibel ass fir d'Elteren, als Uspriechpartner vun de Gemengen an och vun de staatlechen Autoritéiten.“ Mir mengen allerdéngs, datt dat, wat am Artikel 40 bis 45 vum aktuelle Schoulgesetz steet, genau dat beschreift. An och wa mer deem kritesch géintwärtig waren, erkenne mer haut un, datt dat sech an eisen Aen bewäert huet. Mir stellen einfach fest, datt dee System, dee mer hunn, sech bewäert huet.

Mir verstinn och enner enger Deskriptioun vun enger Direction d'école... Do si mer natierlech gäre bereet, mat driwwer ze diskutéieren. Natierlech mécht et ëmmer Sënn, fir sech nach eng Kéier dermat ze befaassen. An ech huelen och un, wa mer iwwert déi Reform vun dem Inspektorat schwätzen, datt mer dat och verdéiwen. Dat mécht ëmmer Sënn, fir driwwer ze diskutéieren: Wéi kéint dann esou eng Direction d'école ëmmer nach verbessert ginn?

Mä wa mer dann awer direkt vun der Qualifikatioun fir esou e Poste schwätzen: Dee Schratt deele mer net mat! An duerfir wäerte mer och dës Motiou net matstëmme.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet direkt den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, villmools Merci, Här President. Ech weess net, wéi virsichteg ech mech muss hei ausdrécken, mä d'ADR ass hei mat der CSV d'accord.

(Hilarité)

Et ass hei e Schrëtt an déi richteg Richtung

(Hilarité et interruptions)

Ech wouss, datt dat d'Opmierksamkeit vum Sall géif fannen, mä ech kann et och argumentéieren. Zur Saach:...

(Interruptions)

Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift, stéiert den Här Riedner net bei senger Liebesklärung.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat war elo gutt!

(Hilarité)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech wëll elo hei net déi politesch Analys maachen, wéi et méiglech ass, datt all Partei, déi mat der LSAP an d'Regierung geet, op deen Zoustand kënnt, datt se de Schouldirekter op eemol net gutt fënn, a soubal se net mat der LSAP an der Regierung ass, der Meinung ass, datt de Schouldirekter richteg ass!

(Interruption par M. Alex Bodry)

Op jidde Fall, d'ADR huet sech konstant ausgeschwat fir Schouldirekteren a mir bleiwen op där Linn. Mir freeën eis, datt d'CSV op deem Punkt op eistem Standpunkt ass.

Zur Saach awer, wat d'Schoulen ugeet: Mir gesinn, datt eigentlech schrecklech vill - an deene

leschte Joren, ech géif soen, an deene leschten zéng Joren - Efforté gemaach gi sinn, fir iwwer d'Strukturen ze schwätzen, fir eng immens komplizéiert a komplex Hierarchie an eisem Schoulwiesen anzeféieren téschent Inspekteren, regionalen Direkteren, Comités d'école, Equippe vun dësem an deem.

An et ass jo awer weineg, et ass..., et muss ee kucken, wat den Output ass! Weini schwätze mer emol eng Kéier dervun, wat an de Primärschoule wierklech de Schüler nach léiert, wat e kann, trotz all deenen Efforten?

Ech wär frou, wa mer och emol dorobber kéinte kucken, wat mer wierklech de Schüler bréngen, wéi mer se virbereeden op hir Zukunft, amplaz datt mer ganz vill iwwer Hierarchien, iwwer Strukturen, iwwer ëmmer méi e komplexe Waasserkapp am Enseignement schwätzen, amplaz eis op dat Wesentlechte ze konzentréieren!

Fir eis ass d'Afféierung vun engem Schouldirekter eng Noutwendegkeet. D'Motioun vun der CSV ass e wichtige Schrëtt an déi richteg Richtung, an dofir wäerte mir se als ADR matdroen.

(Brouhaha et interruption)

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An elo huet den Här David Wagner d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Bon, et dierf een net vergiessen, datt eben déi Schoulcomitéen 2009 per Gesetz festgehale goufen, mä datt scho virdrun, jo, Jore virdrun op sougenannter fräiwëlleger Basis och déi Comités de cogestion op verschiddene Plazen entstanne sinn, déi sech och federéiert haten, an enger Federatioun eben. Dat waren Initiativen, déi vu Leit koumen, déi vum Terrain koumen, déi den Alldag vun der Schoul kennen.

Duerno huet d'Gesetz deene Leit Satisfaktioun ginn. Et koom zum Comité d'école mat engem Schoulpresident als enger Aart „primus inter pares“. Dat hat och e bëssen domadder ze dinn, dat war u sech eng Aart Kompromëss téschent och..., well et goufe jo och nach Fuerderungen, fir iwwerhaapt esou e Comité ze hunn ouni Funktioun.

Dee System huet wierklech, souwäit ech matkréien, och grouss Virdeeler. Et erlaabt dem Léierpersonal - och am Aklang mat den Elteren deemno wéi -, no Léisungen ze sichen, déi pragmatesch sinn, Saachen auszuprobéieren, déi sech aus der Erfahrung an der Praxis erginn, an och a gewëssenen Mooss der Bürokratie aus dem Wee ze goen. Dat schléisst natierlech och net aus, datt gewësse Saache vläicht net ëmmer esou perfekt verlafen, wéi se kéinten; dat wier och erstaunlech.

Ech mengen awer, datt, wa sech Problemer stellen, da menge mir net, datt duerch eng méi strikt Hierarchiséierung déi Problemer ze léise wieren. A mir mengen och, datt grad déi verschiddenen Erfahrungen, déi gesammelt goufen iwwer Joren, datt déi géifen op der Streck bleiwen.

Dat heescht, wa Problemer also bestinn, misst ee versichen - ech mengen, dat ass nach onofhängeg vun der Reform vun Inspektorat, oder net onbedéngt onofhängeg, dat kann een och nach parallel maachen -, mä da misst een och vläicht kucken, och zesumme vläicht mat der Uni Lëtzebuerg kucken, wéi een zesumme mat de Leit, déi déi Erfahrung gesammelt hunn, kéint kucken, wéi ee kéint weidergoen, Reforme maache respektiv de President entlaaschten oder Tächen erëm reorganiséieren innerhalb vun deene Comitéen - déi Saachen, déi sech erginn.

Dofir wäerte mir och, aus all deene Grënn, géint déi Motioun vun der CSV stëmmen. Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo direkt den Éducatiounsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här Dammen an Dir Hären, jo, mir schafe jo Direktiounen an der Grondschoul, regional Direktiounen. Dat sollen der 15 ginn. Mir hunn nach eng Kéier gekuckt, wéi mer d'Land do kënnen opdeelen, fir dann d'Land an déi Direktiounen eng Region ze dirigéieren hunn, déi ongeféier comparabel ass vun der Schülerzuel hier, vun der Enseignantszuel hier, vun sozialen Zesummeschnëtt hier, vun der geografescher Situatioun hier, well et muss jo och hin- an hiergefuert ginn. An all déi Direktiounen wäerten téschent dräi a fënnf Membere hunn, also een Direkter a véier respektiv zwee Adjonten.

Dat, fir eben deene villen Aufgabe gerecht ze ginn, déi den Inspekter haut zum Deel huet a

wou en awer kaum d'Méiglechkeet huet, d'Ressourcen net huet, selwer d'Zäit net huet, fir deenen Aufgabe kënnen gerecht ze ginn: déi klassesch Inspektiounsbaarbecht, och d'Fonction als Supérieur hiérarchique vum Personal - a wien aneschtens kéint eigentlech Direkter sinn, wéi de Supérieur hiérarchique vum Personal? -, dann awer och den Encadrement regelen an administréieren vun den Enfants à besoins spécifiques gradesou wéi eng Hällewull vun aneren administrativen Aufgaben, déi haut um Inspektorat leien, déi mer mat an déi regional Direktiounen do wëllen integréieren.

Da wëlle mer awer gläichzäitig eben dat zanter 2009 gewuessent Element vum Comité a vum President, wat jo e basisdemokratescht Element am Fonctionnement vun de jeeweilege Schoulen ass a wat och zum Selbstverständnis haut, mengen ech, ginn ass vun de jeeweilege Schoulen, wëlle mer net nëmme bäibehalen, mä mer wëllen et och stäerken. Stäerken, andeems mer de Rôle vum President nach eng Kéier kloer erweideren och a Richtung vu Schoulentwécklung, datt hien den Dirigent vum Orchester ass, déi Schoulentwécklung soll dann ëmsetzen an der Schoul, an datt an deem Orchester do all Enseignant och soll matspillen, an déiselwecht Richtung soll hëlfechen, d'Schoul weiderzuentwéckelen an dat an engem kloer strukturéierte Prozess.

De President wäert eben net den Direkter sinn, well en net de Supérieur hiérarchique ass vum Personal, well e basisdemokratesch bestëmmt ass. A wéi kéint dat da goen, datt d'Personal säin eegene Chef oder säin eegene Supérieur géif designéieren?!

Schwierig wär et och ze soen: „Mir definéieren e ganz kloer Profil, wat deen nach méi muss...“

► **Une voix.** - Dat nennt een Demokratie!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - ...gemaach hunn, wéi en Enseignant aus der Schoul ze sinn“, well domadder engt ee jo awer erëm eng Kéier den Zougang zu där Fonction ganz dramatesch an!

A wann ee gären hätt, datt dat eng Fonction ass, déi jiddwerengem oppesteet, deen engagéiert schafft an där Schoul, dann, denken ech, kann een dat och net maachen. Et soll wierklech een Enseignant si mat de Comitéskolleegen, déi aus der Schoul kommen, déi do eraus wuessen an déi gedroe gi vun der Schoul.

A schwierig wär et och nach eng Kéier, wa mer soen: „All Président d'école, dee soll Direkter ginn, dee soll am beschten nach säi Staff hunn“, wéi ech dat hei héieren hunn. Mir hunn iwwer 150 Schoulen, a wann dann Eenzelner hei dat Wuert Waasserkapp an de Mond huelen, da stellen ech mer awer wierklech vir, wou mer d'Ressourcen higinn a wou se sënnavoll ubruecht sinn a wou se manner sënnavoll ubruecht sinn.

Mir schafen also Direktore fir de gesamte Fonctionnement vun der Grondschoul. Mir bleiwe bei dem basisdemokratesche Fonctionnement vum Comité a vum President, dee mer nach eng Kéier stäerken. A mir hunn och eng kloer Rollenzouweisung an eng kloer Zoustännegkeet vun deenen zwou Instanzen, datt jiddwer ee weess, fir wat en zoustänneg ass, fir datt d'Enseignanten an och d'Elteren an d'Schüler dat wëssen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, erlaabt Der, dass den Auteur vun der Motioun nach eng zousätzlech Fro stellt?

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Jo.

► **Mme Martine Hansen (CSV), auteure.** - Villmools Merci. Ech wollt just eppes kloerstellen. Ech hunn net gesot, datt all Schoul muss ee volle Posten hu fir eng Schouldirektioun. Ech hu gesot: Dat kann een, no der Gréisst vun enger Schoul, an och muss et keng ganz Täche sinn.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Mä esou gi mer jo och vir, wa mer déi Regionnen zesummesetzen. Do soe mer jo net, datt dat allgemeng ass oder esou vill Schoulen dann eng Region duerstelle mat engem regionalen Direkter oder enger regionaler Direktioun. Do kucke mer ganz genau: Wéi vill Schüler faasse mer do zesummen, datt dat comparabel ass; wéi vill Enseignanté mussen do dann och dirigéiert, geleet ginn an esou weider; wéi vill administrativen Opwand ass dat?

An duerfir hu mer herno sécherlech Regionnen, datt wäert eng Gemeng sinn, anerer wäerten e puer Gemenge sinn an anerer wäerte ganz vill Gemenge sinn, wa mer éischter am ländleche Raum sinn, fir dat comparabel ze halen. A wann een dann erëm eng Kéier op déi dote Propos zréckkënn, da läit een och do net esou wäit ausereen.

Just nach eng Kéier soen ech: Mer muss kloer eng Trennung maachen téschent deem basisdemokrateschen Element, wou d'Schoul sech selwer soll organiséieren, wa mer wëssen, datt d'Schoulentwécklung nëmme fonctionnéiert, wa se vun ennen erop kënn an net vun uewen erof kann diktiert ginn, an op där anerer Säit der Responsabilitéit vum Supérieur hiérarchique, mat all deenen aneren Aufgaben niwendendrun, déi dann a regionalen Direktiounen soll zentraliséiert ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Éducatiounsminister. Madamm Hansen!

► **Mme Martine Hansen (CSV), auteure.** - Villmools Merci, Här President. Ech wëllt just nach eng Kéier soen: Schoulentwécklung kann och gemaach ginn, wann en Direkter eppes ze soen huet, well an de Lycéee funktionéiert et esou. Ech mengen, do ass net Basisdemokratie an et funktionéiert awer! Merci.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun iwwer d'Motioun a mir géifen zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss. D'Motioun ass mat 34 Nee-Stëmme bei 26 Jo-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Félix Eischen) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty (par M. André Bauler), Eddy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Voilà, da géife mer zum nächste Punkt vun eiselem Ordre du jour iwwergoen, an zwar zur Motioun, déi vum Här Fernand Kartheiser abruucht ginn ass an déi en Ugebuert vun der russescher Sprooch am Secondaire freet.

8. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'introduction de la langue russe dans l'enseignement secondaire luxembourgeois

(Motion déposée en séance publique n°6 du 1^{er} décembre 2015 - à consulter au compte rendu n°3/2015-2016 en page 85)

Exposé

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteure.** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëst Joer 2016 feiere mer 125 Joer diplomatesch Bezéiungen téschent Russland a Lëtzebuerg. Vun 1891 un hu mer diplomatesch Bezéiungen. Scho virdrun hat de Groussherzog vu Lëtzebuerg den Zar gefrot, fir d'Land diplomatesch ze verrieden. An dat huet Russland während laange Jore gemaach. Vun 1867 un, mengen ech, si mer diplomatesch duerch Russland vertruete ginn.

Mir hu vill méi Bezéiunge mat deem Land, wéi mer denken, inklusiv och an der Monarchie. Mir haten eng Ausstellung zejoert an der Villa Vauban, wou d'Mérite vun der Anna Pawlowna, der Schwëster vum Zar Nikolaus I, nach gewierdegt goufen am kulturelle Beräich. D'Duechter vum Puschkin, d'Natalja Puschkin, war bestuet mat engem Hallefbrudder vum Groussherzog Adolphe.

Mir waren Alliiéierten an zwee Kricher: am Éischte Weltkrich bis zur Bolschewistescher Revolutioun an am Zweete Weltkrich. Nodeem d'Nazie Sowjetrusland ugegraff haten, hu se d'Säite gewieselt. Dat alles sinn historesch Erënnerungen. Mir hunn natierlech Tambow a vill aner Plazen: Vill Lëtzebuurger hu grouse

Misär an deem Land erlieft. A mir waren am Kale Krich Géigner.

Et ass e Land, mat deem mer ëmmer vill ze dinn haten, wat eng grouss Kultur huet. An et geet och haut ëm d'Sprooch an d'Kultur, wou mer hei proposéieren, datt mer där russescher Sprooch méi eng grouss Plaz an eisem Enseignement ginn an eis domadder och e bëssen upassen un dat, wat an eisen Nopeschlänner de Fall ass.

Mir proposéieren net, datt mer hei en obligatoresche Russeschunterrecht géifen aféieren. Mir soe just, mir sollte probéieren - an dat ass dat, wat mer d'Regierung froen -, fir ze kucken, ob mer kënnen Russesch eng Plaz am Enseignement secondaire ginn, wéi et zum Beispill och an eisen Nopeschlänner zu engem gudden Deel de Fall ass. A mir wollten d'Regierung bidden, och fakultativ Coursen hei am Land an där Sprooch ze ënnerstëtzen.

Russesch - an dat steet an eiser Motioun, wat d'Haaptargumenter sinn - ass eng vun deene sechs diplomatesche Haaptsprouchen op der Welt. 275 Milliounen Leit schwätzen et, domadder ass et déi siwentgréisst Sprooch op der Welt. Et ass an der Europäescher Unioun: A ville Länner huet et eng Form vun offiziellem Status, sief et am Schoulwiesen, sief et soss: Lettland, Litauen natierlech, wou grouss Minoritéite sinn, Finnland, Kroatien, Polen, Ungarn, Zypern. Malta huet elo de Russeschunterrecht verstäerkt wéinst dem Tourismus, deen do ass.

An et muss een einfach wëssen, datt och an eisen Nopeschlänner, zum Beispill an der Belsch, e Programme fédéral de promotion de la langue russe war; datt a Frankräich, trotz deene grouse Spuermoosnamen am Enseignement, an deene leschte Jore Russesch an 352 öffentleche Schoulen an 31 privaten ënnerriicht gëtt, an datt d'Bundeskonferenz vun de Kultusministeren e Rapport gefrot huet am Joer 2014, also rezent, wou d'Wichtigkeet vum Russeschunterrecht nach eemol ënnerstrach gëtt. Et ass Abiturfach. An Däitschland kann een also en Abitur op Russesch maachen. De Russeschunterrecht gëtt an all Bundesland offréiert an heiansdo schonn an der Primärschoul.

An d'Bundeskultusministerkonferenz ass zur Konkliusioun kumm, wéi gesot 2014, dat ass rezent: „Es erscheint wünschenswert, das Interesse am Erlernen der russischen Sprache in der Bundesrepublik Deutschland in Anbetracht der kulturellen, der politischen und wirtschaftlichen Bedeutung Russlands in Europa und der Welt zu erhöhen.“

Dat ass also eng Motioun, déi hei vun der ADR proposéiert gëtt, déi éischters logesch ass, compte tenu vun deenen Argumenter, déi mer elo héieren hunn, an déi sech och aschreift an dat, wat an eisen Nopeschstaten gemaach gëtt, fir d'Kenntnis vum Russeschen ze féieren.

Et ass e bësse schued wéinst dem Wëssen, datt an Europa dräi grouss Sproochraim bestinn, wann ech dierf generaliséieren, ouni wëllen iergendeen ze verletzen: dee germaneschen, dee romaneschen an dee slaveschen. Mir freeën eis, datt déi zwee aner Kulturberäicher, Sproochberäicher, déi romanesch an déi germanesch Sproochen, an eisem Schoulwiese staark präsent sinn. Dat ass wichtig, dat ass gutt esou.

Leider hu mer och laang Zäit nom Kale Krich, dee jo 1991 opgehale huet, spéitstens 1991 opgehale huet, nach ëmmer net hei eng slavesch Sprooch och an eisem Schoulwiesen. A mir droen domadder och der Realitéit vun eiselem europäesche Kontinent nach net Rechnung.

Den Här Minister huet an der Schoulkommissioun, wou mer dat hei diskutéiert haten, ënnerstrach, datt e wëllt déi fakultativ Coursen net zoumaachen, sot en, och wann nach net vill Schüler ageschriwwen sinn. Dat begrëisse mer. Mir menge just, datt deen Effort, esou luewenswäert en ass, net duergeet, fir der Wichtigkeet vu Russland an der russescher Sprooch op eiselem Kontinent Rechnung ze droen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser.

(Brouhaha et hilarité)

Sot eis et och, da kënnen mer matlaachen! D'Madamm Hansen huet d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Als CSV soe mer och, datt Russesch



och eng wichteg Sprooch ass. Et steet an der d'Motioun, 275 Milliounen Leit géifen et schwätzen. An der Motioun hei ginn u sech zwou Saache gefrot: Dat Eischt, fir ze kucken, fir d'Sprooch, déi russesch Sprooch am lëtzebuergeschen Enseignement am gläiche Mooss anzeféieren wéi d'Spuenesch an d'Italiesesch. Do soe mir awer neen, well och do kéimen dann nach aner Sproochen a Fro, déi eng d'selwecht grouss Bedeitung hätte wéi dat Russesch.

Deen zweeten Tret ass awer, fir ze encouragéieren, dat heescht, d'Organisation vum deene fakultative Coursen an der russescher Sprooch ze encouragéieren. An do soe mir u sech Jo. Natierlech nach besser nach aner Sproochen. Och Russesch ass ebe wichteg. Firwat net och encouragéieren, datt där do Coursé fakultativ kéinten ugebuede ginn? An et muss ee sech jo d'Fro stellen: Wéi kéint een dat maachen?

Heiansdo ass et jo och ganz dacks: l'offre crée la demande. Fir eng Offer ze maachen, muss ee schon emol kucken, ob ee genuch Personal huet, wat dat kann. Ech weess, datt an de Schoulen net onbedéngt bekannt ass, wou Enseignanté sinn, déi Russesch kënnen halen, déi Chineesch kënnen halen. Vlächicht kéint de Ministère do schon emol eng Kéier einfach eng Informatiounscampagne maachen.

Also als CSV soe mer: Fakultativ Sproochcourse si wichteg. Mir kéinten also mat deem zweeten Tret averstane sinn, mä mat deem éischten net. Dofir enthalte mer eis bei dëser Motioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Hansen. Dann huet d'Wuert de Gilles Baum.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Merci, Här President. An ech muss dach soen, dass ee scho kann e bëssen iwwerrascht sinn iwwert dës Motioun vum der ADR, an dat aus e puer Ursachen. D'ADR trëtt gären heibannen am Parlament als ganz groussen, zum Deel als eenzege Verdeedeger vum der Lëtzebuerg Sprooch op.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Gilles Baum (DP).** - Lëtzebuergesch soll an d'Verfassung kommen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.** - Richtig!

► **M. Gilles Baum (DP).** - Et soll méi Lëtzebuergesch an eise Schoule geschwat ginn. Awer déi international Schoul zu Déifferdeng, déi huet d'ADR grad mam Argument, dass an dëser Schoul ze mann Lëtzebuergesch géif geschwat ginn, virun e puer Wochen am Plenum hei verworf.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat ass och richtig.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.** - Och richtig! Wou ass de Problem?

(Brouhaha)

► **Une voix.** - Loosst den Här Baum emol schwätzen!

► **M. Gilles Baum (DP).** - Guer keen! Ech weess och net, firwat d'ADR sech elo esou staarkmécht fir d'Promotioun vum der russescher Sprooch.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Wat ech allerdéngs weess, an dat konnt een an de Medien an de leschte Wochen a Méint liesen an héieren, dat ass, dass Russland zanter enger Zäit gewësse Parteien vum rietsen a vum ganz rietsen Bord finanziell a logisteschen ënnerstëtzt.

(Hilarité)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Och nach finanziell!

(Brouhaha)

► **M. Gilles Baum (DP).** - Dorop hunn ech gewaart.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir sidd gutt informéiert.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Jo.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.** - Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.** - Ech wollt...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Macht dat vlächicht herno. Dir kënnt et awer och direkt maachen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.** - Et ass eng Fro. Just eng Fro!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Okay, fuert duer!

(Brouhaha)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.** - Ma neen, ech wollt ebe just froen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir sidd den Auteur vum der Motioun.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.** - Ech wollt just den Här Baum froen, firwat en dat hei mentionnéiert, wou den Zesammenhang kéint si mat deem Text, dee mer haut hei diskutéieren. Wann den Här Baum dat kéint erklären, wann ech gelift!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - A grad och mat eiser Partei.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Hunn ech lech ernimmt?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Neen.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Ah, voilà!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou,...

► **M. Gilles Baum (DP).** - Voilà!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass wéinst eiser Motioun, wou Der dat sot.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Baum, loosst lech elo net méi beiren a sot dat, wat Der ze soen hutt.

► **M. Gilles Baum (DP).** - D'nächst Joer wëllt d'Regierung an de Crèchen en zweesproocheg Betreuungskonzept aféieren, fir déi kleng Kanner esou scho besser op d'Sproochesituatioun an eise Schoule virzebereeden. Bis elo war d'ADR och hei strikt dergéint.

Ass et just eng Fro vum Choix vum de Sproochen, oder ass d'ADR aus Prinzip géint eng besser Betreuung vum de kleng Kanner?

Mir wëssen, dass d'Sproochesituatioun e ganz grouss Problem duerstelt, wann et ëm d'Grënn vum Échec scolaire geet. Wëllt d'ADR dës Situatioun elo nach méi komplizéiert maachen, andeems mer eng weider Sprooch an eise Schoulsystem aféieren? Wäer et net méi ubrecht, mir géifen eis dorop konzentréieren, den aktuelle Sproochenunterricht ze verbesseren, fir eise Kanner esou an der Schoul besser op d'Spréng ze hëllefen?

Mir hunn haut scho verschidde Lycéeën hei am Land, an deene Russesch als Optiounsfach ugebuede gëtt. Deemo gëtt et dat, wat mat dëser Motioun gefuerdert gëtt. Dat gëtt et schon haut an aus deem Grond ass déi Motioun hei fir mech hifälleg. D'DP wäert dës Motioun also op kee Fall stëmmen, well mir gesi keng reell Plus-value fir eise Schoulsystem an der Forderung, déi dës Motioun formuléiert.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Baum (DP).** - Bolschoi spasibo!

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kéint Dir eis dat, wann ech gelift, iwwersetzen?

► **Une voix.** - E grouss Merci.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah! Merci. Merci dann och.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Här President, ech soen lech villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dann och. Dann huet d'Wuert den Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass kloer, datt déi russesch Sprooch mat der ganzer Kultur, déi domadder verbonnen ass, eppes ganz Wichtiges ass. An dat fanne mir als LSAP natierlech och.

Do dann awer Russesch mam selwechte Stelleväert wéi Italiesesch oder Spuenesch oder voire als Cours obligatoire hei zu Lëtzebuerg aféieren, dat menge mir net. Mir si wuel fir eng Schoul, déi de Multilinguisme férdert. Mä mir mengen awer, dass, wéi gesot, de Cours obligatoire am Russeschen oder mam selwechte Stelleväert wéi Spuenesch an Italiesesch net soll sinn.

Russesch awer an der Schoul ze léieren ass méiglech. Et muss ee wëssen, an dat steet am Rapport vum der Kommissioun vum 22. März, dass am Lycée Aline Mayrisch haut aacht Schüler op Troisième, sechs Schüler op Deuxième a siwe Schüler op Première Russesch léieren an dass am Lycée Hubert Clément 17 Schüler op Troisième Russesch léieren, soudass also d'Geleeënheet ginn ass, fir déi Sprooch ze léieren.

Dat soll normalerweis sinn ab engem Cours vum zéng Schüler. Dir hutt virun d'Zuelen héieren, dat si keng zéng Schüler. Mä do gëtt

et eng Dérogation spéciale vum Minister, soudass d'Geleeënheet ginn ass. A mer mengen als LSAP, dass dat u sech duergeet. An duerfir wäerte mer déi Motioun hei net stëmmen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Engel. An nächste Riedner ass de Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech muss wierklech soen, wéi ech déi Motioun hei fir d'Eischt gelies hunn, hunn ech mech un de Baart gefrueden a mech gefrot: Hu mer soss keng Pëng?

Ech erënneren och drun, datt den honorabelen Här Kartheiser nach virun enger Véirelstonn gesot huet: „Mer sollen eis an der Éducation op dat Wesentlech konzentréieren.“ Ass dat heiten dat Wesentlech, op dat mer eis musse konzentréieren?

Mir hunn eis als Gréng scho vill Froe gestallt iwwert den Émgang mat de Sproochen. Mir hunn e Problem, wat d'Franséischkenntnisser vum eisen Absolvente vum Secondaire sinn; mir hunn e Problem, fir d'Lëtzebuergesch mat enger Populatioun vu 50% Netlëtzebuergesch als den Identitéitsfacteur an eise Schoulen héichzhalen. An ech mengen, domadder si mer gutt beroden, wa mer eis dorobber konzentréieren.

Ech huelen natierlech awer déi Motioun hei, wéi dat sech gehéiert hei am Haus, och eescht. Ech gi kuerz op d'Tireten an. Wann am zweeten Tret steet, datt elo „de surcroît, la langue portugaise fera partie de l'offre scolaire dans la future Ecole internationale publique à Differdange“, da soen ech: Ech gesinn dat net „de surcroît“. Ech fannen, datt, wa 25% vun eise Kanner portugiescher Ofstamung oder Nationalitéit sinn, dann ass dat eng absolutt Noutwendegkeet!

Am nächsten Tret steet, datt déi russesch Sprooch déi eenzeg grouss europäesch Sprooch wier, déi nach net an eise Curriculae wier. Bon, do léisst sech d'wiewer diskutéieren. Mä mir hunn och ganz gutt Relatiounen zu den Hollänner, zum Beispill. An Hollännesch, ass dat eng grouss Sprooch? Jo oder Neen? Ech weess et net. Mä ech mengen, datt eis diplomatesch Bezéiungen am Kader vum der Benelux genaou gutt sinn, wann net besser, wéi zu Russland.

Russesch, sot Dir an Ärer Motioun, ass déi siwertichst Sprooch. Ben, ech hunn och do intensiv nogegoogled an ech stelle fest: Chineesch gëtt am meeschte geschwat. Mer kéinte jo och Chineesch an eise Schoule léieren. Émmerhi schwätze vill méi Leit Chineesch wéi eng aner Sprooch. A mir hunn an all Duerf e chinesesche Restaurant!

(Hilarité)

Déi zweetmeescht geschwate Sprooch ass d'Englesch, da kënnt Hindi - Hindi ass och um Kommen -, Spuenesch an da Portugiesesch, da kënnt Franséisch, da kënnt nach Malayesch, Arabesch an da kënnt Russesch un néngter Plaz. Mä ech streiden awer net doriwwer. Ech setzen et och gären op d'siwent Plaz, wann dat fir lech wichteg ass.

Datt Russesch eng vun den offizielle Sproochen vum den Nations Unies ass, jo, niewent Englesch, Arabesch, Chineesch, Spuenesch, Franséisch ass et dann och Russesch. An datt Russesch esou en éminent Rôle an der Wëssenschaft spillt an an der universitärer Welt, dat kann ech net beuerteelen. Fir mech ass op alle Fall an deem Raum, wou ech mech bewegen, an dee geet awer zimlech an den europäesche Raum, ass et Englesch, wat nun emol einfach déi dominant Sprooch ass.

Da steet och nach hei, datt d'Communauté russophone 5.000 Persounen mat verschidde Nationalitéite bei eis am Land betrëfft. Ech mengen, da misste mer onbedéngt och Serbokroatesch an eise Schoulen aféieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi gréng si selbsterständlech d'accord, fir d'Leit ze encouragéieren, eng Sprooch ze léieren, och déi russesch Sprooch. Mir wëssen, datt mer e Centre Pouchkine hunn. Ech hunn och bei där Recherche hei iwwert d'École Kalinka mat Intéress gelies. Ech weess, datt eng ganz Rei Schoulen Owescoursen ubidden. Mir fannen dat super an ënnerstëtzenswäert.

Mir sinn allerdéngs der Meenung, datt dat och duergeet, an datt mer duerfir selbsterständlech a mat klorer Determinatioun déi Motioun hei net wäerte stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech mengen trotzdeem... Jo, Dir sidd gespaant, ech ka mer virstellen, woufir!

(Hilarité)

¡Yo no sé! Mäi Russesch ass ganz schlecht.

Här President, ech mengen awer, datt déi Motioun eng interessant Diskussioun opwërf. An ech mengen, et muss een et onofhängeg vun all historischer oder politischer Considéatioun ugoen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg déi grouss Chance, nieft der Nationalsprooch, dem Lëtzebuergesch, och kënne Franséisch an Däitsch ze léieren, well dat och Amtssprooch sinn. Dat heescht, zwou grouss Sproochen, déi zu gréisseren indoeuropäesche Sproochegruppen gehéieren, Germanesch a romanesch Sproochen, déi et engem erlaben, aner romanesch oder aner germanesch Sproochen ze léieren. Dat ass äusserst wäertvoll.

Duerno, bis elo, kann een och, ech hunn dovunner och Gebrauch gemaach deemools, als véiert Sprooch, deemno wat fir eng Sektoun een hëlt, Spuenesch oder Italiesesch léieren. Et kéint ee sech wierklech awer d'Fro stellen, awéieren een an deem Kader als véiert Sprooch, dat heescht net vun Ufank un, mä als véiert Sprooch, vlächicht d'Offer kéint méi grouss maachen. Natierlech kéint net all Établissement déi Sproochenoffer erweideren. Deemools, zu menger Zäit, am Jonglycée hu mer Spuenesch gemaach, am Schuman hate se kee Spuenesch. Voilà, do si se bei eis komm. Dat war kee Problem. Ech mengen, et kéint een déi Offer erweideren.

An et mécht scho Sënn, wann ee Russesch kéint och proposéieren. Enner anerem och, well et eng Dier ass, fir aner slawesch Sproochen kënnen ze léieren, enner anerem och déi aus dem Balkan oder aus Osteuropa. Mä ech mengen, et kéint een d'Diskussioun e bësse weiderféieren. Portugiesesch, an ech mengen dat och seriö, étant donné iwwerhaupt d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg, ech mengen, ech brauch net dorobber anzegoen, firwat et och interessant wier, déi Sprooch kënnen ze enseignéieren. Dovunner ofgesinn, datt et och eng Welt-sprooch ass, et e lusophone Raum gëtt.

Et kéint een et weiderspannen. Mä ech mengen, dat kéint ee wierklech sech seriö och iwwerleeën, och eng aner gréisser mediterranean Sprooch, mat där een och ze dinn huet, Arabesch zum Beispill, wat och déi Haapt-sprooch vum de semiteschen Sproochen ass an och eng Dier géif opmaachen, fir aner semiteschen Sproochen ze léieren, wéi Hebräesch zum Beispill. Ech mengen, dat wier schon eng Offer, op déi ee kéint zrëckgräifen, op déi Schüler, déi interesséiert wieren, kéinten zrëckgräifen am aktuelle Kader. Dat mécht déi Saach vill méi op.

Mandarin, ech mengen, do muss ee vlächicht e bëssen oppassen, et muss ee relativéieren. An engem chinesesche Restaurant, wann Der Mandarin schwätzt an deen äntwert op Kantonesesch, da gëtt et e bësse komplizéiert.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo direkt d'Regierung.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Mir wäerten eis enthalten.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll just nach eng Kéier preziséieren, datt mer haut ganz vill Effort maachen, fir op fräiwëlleger Basis zousätzlech Sproochen kënnen ze léieren an eise Secondaire. Ganz vill Gebaier proposéieren Optiounscoursen ab der Troisième, oft eng ganz Panoplie pro Gebai, déi ugebuede gëtt. A mir hunn och zwou Schoulen, de Georges Engel huet se hei schon zitéiert, och mat den Inskriptiounen vum lafende Joer, déi och Russeschcoursen do proposéieren.

Ech kann nëmme soen, datt ech dat absolut begrëissen. Et ass och hei dokumentéiert ginn, datt mer eigentlech déi Schoulen doranner ënnerstëtzen, obscho se de Seuil vum zéng Schüler net erreecht hunn, dat awer weiderhin ënnerstëtzen, och weiderhi finanzéieren, fir eben eng ganz Sproochvillfalt als Optiounscours kënnen unzibidden. Mir fannen et absolutt sënnavoll, datt d'Leit d'Méiglechkeet hunn, sief et Russesch, sief et eng aner Sprooch ze léieren.

Hei ass effektiv, et si chinesesch Sproochen ugeschwat ginn, awer och aner Sproochen, fir déi kënnen ze maachen, virun allem op fräiwëlleger Basis, well et gëtt sécherlech Leit, déi dat wëllen, an et gëtt herno sécherlech och an eiser internationaler Economie hei zu Lëtzebuerg Plazen, wou dat doten e groussen Avan-



tage ass, wann een eng vun deenen zousätzleche Sproochen do léiert.

Wa mer awer elo gesinn, datt, wa mer eng Offer maachen, déi mer fräiwëlleg maachen an awer an zwou Regione vun eisem Land, eng Kéier am Zentrum an am Süden, an den Zousprooch an d'Notzung dovunner awer esou limitéiert sinn, da warnen ech awer virdrun, fir elo driwwer nozedenken, datt déi Schüler, déi net fräiwëlleg dovunner wëlle Gebrauch maachen, datt mer déi elo an déi Coursen do knëppelen, andeems mer soen: „Elo musst der dat dann obligatoresch iwwerhuelen.“ Duerfir, denken ech, solle mer bei deem bleiwen, wat mer haut hunn: déi Schoulen ënnerstëtzen, déi d'Moyenen hunn an Interessi hunn, a Fonctioun vun hirem Schoulprofil, dat dote kënnen unzbedden, déi Ressourcen zur Verfügung ze stellen.

An, wéi gesot, duerfir dat, wat hei gefrot gëtt, hu mer eigentlech haut schonn zum groussen Deel an eise Schoulen, ass Realitéit. Et ass eng Offer do. Wa Schoule bereet wäeren, déi nach wëllen ausbauen, da wäerte se och vun eis aus sécherlech déi Ennerstëtzung kréien. Ech wëll awer och nach eng Kéier soen, datt mer dat am Kontext vun enger Schoulautonomie gesinn, datt d'Schoule solle kucken, wat hire Profil ass, wat fir eng Sproochenoffer bei si passt, bei hir Schüler passt, wat interessant kéint sinn, wat vläicht de Lycée niewendrun net huet, wat si duerfir kéinten ubidden.

An duerfir, denken ech, ass dat och net direkt eng Fro fir e Minister, fir eng Regierung a fir e Parlament, mä dat muss och an de Schoulen herno kënnen tranchéiert ginn a Fonctioun vun de Ressourcen an den Interessensgebiddern.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci, Här Minister. An den Auteur vun der Motioun huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot fir eng Präzisioun.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*), *auteur*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt gëtt Merci soen, well bei alle politesche Géigesetz, déi nun eemol e Parlament kennzeichnen, hunn ech keen héieren, dee gesot hätt, Russesch wär net wichteg oder et wär net gutt, wann d'Kanner och déi Sprooch géife léieren oder déi Sprooch géife léieren. Villméi ass heiansdo gesot ginn, et wär gutt, wann och aner Sprooch géifen a Fro kommen, wougéint kee Mënsch eppes huet. Mä haut hu mer eis eben als Sujet erausgesicht déi russesch Sprooch. An ech gesinn, datt awer iwwer all Partei ewech do en Interessi derfir do ass, an datt och d'Regierung jo seet, datt se an engem bestëmmte Mooss dat wëllt ënnerstëtzen.

Wat ech wëll kloerstellen, dat ass, datt den Här Minister gesot huet, et géif drëm goen, eppes obligatoresch ze maachen. En huet souguer gesot, d'Kanner „knëppelen“. Dat ass absolut net dat, wat mir proposéiert hunn, weder d'Knëppelen nach obligatoresch! Mir hu just d'Regierung invitéiert, ze kucken, ze étudiéieren - steet an der Motioun -, ob et net méiglech wär, dat Fach an engem anere Status an eise Schoulen ze enseignéieren. Also net nëmme fräiwëlleg Coursen, déi jo och sollen ënnerstëtzt ginn, mä och kucken, ob et méiglech wär, et an de Curriculum op eng méi offiziell Manéier anzeféieren. Dat ass eppes anescht wéi obligatoresch a scho guer net knëppelen.

Mä dat wollt ech kloerstellen. Ech zéien aus dëser Diskussioun eng insgesamt positiv Bilanz fir déi russesch Sprooch. Ech hoffen, datt ëmmer méi Leit hei am Land, Professere sougutt wéi Schüler, sech derfir interesséieren, well et ass eng fantastesch Kultur, déi hinnen do-duerch kann opgoen. An ech soe Merci fir dës Diskussioun.

Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci och. An da géife mer zum Vott iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer. D'Motioun ass mat 32 Nee-Stëmmen, 25 Enthaltungen an 3 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen).

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par M. Alex Bodry), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty (par M. Eugène

Berger), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da géife er zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6624, deen den elektronische Firmeregëster aféiert an d'Prozedur fir d'Veréffentlechung vu Gesellschaftsakte reforméiert. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorablen Här Franz Fayot.

9. 6624 - Projet de loi

modifiant, en vue de réformer le régime de publication légale relatif aux sociétés et associations,

- la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,

- la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif

- l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1935 complétant la législation relative au sursis de paiement, au concordat préventif de faillite par l'institution du régime de gestion contrôlée;

- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 septembre 1945 portant révision de la loi du 27 mars 1900 sur l'organisation des associations agricoles;

- la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg;

- la loi modifiée du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique;

- la loi modifiée du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE n°2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE);

- la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit;

- la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;

- la loi modifiée du 31 mai 1999 révisant la domiciliation des sociétés;

- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation;

- la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de SEP-CAV et ASSEP;

- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

- la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- la loi du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

- la loi du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement

Rapport de la Commission juridique

► **M. Franz Fayot** (*LSAP*), *rapporteur*. - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, ech si jo nach net ganz al, mä wann ee mer am Ufank vu menger Affekotearrière vum RESA geschwat hätt, dann hätt ech gemengt, et géif ee mir eng Science-Fiction-Geschicht erzielen. Deemoos, dat war Mëtt den 90er Joren, sinn déi jonk Affekotestagiairen, déi an Étudé geschafft hunn, wou Droit des sociétés gemaach ginn ass, mat hiren Dossieren an och souguer mat portabele Fotokopiermaschinen, déi eng gefüllten Tonn gewien hunn, an deen ale Palais de Justice gewandert, wou elo geschwënn den Ausseministère hikéint, fir do an den RCS ze goen, fir Dossieren ze consultéieren an Dépôten ze maachen.

Do huet een dann am Couloir gewaart, bis d'Luucht gréng ginn ass a bis ee konnt eragoen, an dann ass ee meeschtens vun engem zimlech granzege Préposé empfaange ginn an et krut ee säin Dossier. Munch Dossieren, ech schwätzen hei natierlech vu Pabeierdossieren, waren net komplett. A bei méi ale Gesellschaften hunn alt emol e puer Jorzéngte gefeelt. Dat war eben esou.

Et war och eng Zäit, wou ee konnt en Akt selwer enregistreieren goen an da beim Imprimeur eng Annonce reservéieren; beim Victor Buck konnt een eng Plaz am Mémorial C reservéieren, dass et méi schnell sollt goen.

Dat ass d'Préhistoire vum Registre de Commerce et des Sociétés. A wann ee bedenkt, dass dat 20 Joer hier ass, da muss ee soen, dass d'Evolutioun vun deem Regëster scho remarkabel ass.

Dee Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ass déi drëtt Etapp an der Reform vun Firmeregëster, déi 2003 ugefaangen huet. Den éischten Deel ass duerch d'Gesetz vum 19. Dezember 2002 gestëmmt an ëmgesat ginn, dat d'Reorganisatioun an d'Verbesserung vun de Grondservicer vum Regëster gemaach huet.

Mam zweeten Deel, duerch d'Gesetz vum 20. Abrëll 2009 iwwert den Dépôt par voie électronique, sinn eng Systematiséierung vun der elektronischer Prozedur an eng Verbesserung vun der Enregistremensprozedur an och d'Nummeriséierung vun den Archiven agefouert ginn. Vun do u war dat ganz Archiv vum Mémorial C disponibel op Internet.

Dat Gesetz, dat mer haut stëmmen, vervollstännegt d'Reform vun Regëster duerch d'Aféiere vun enger elektronischer Plattform, dem Recueil électronique des sociétés et associations, mam Akronym RESA, deen iwwert d'Website vum Registre de commerce accessible ass an op deem vun elo un all d'Dokumenten, déi am Zesammenhang mat Gesellschaften déposéiert mussen ginn, direkt disponibel sinn.

Här President, ech sinn de 24. Juni 2015 Rapporteur vun deem Projet de loi genannt ginn, also bal e Joer hier. Ech wëll hei der Präsidentin, dem Viviane Loschetter, vun der juristescher Kommissioun, an och de Membere vun der juristescher Kommissioun Merci soe fir d'Vertrauen, dat se mer als Rapporteur schenken, net nëmme bei deemem Projet de loi, mä och bei aneren. Den Droit commercial ass e bësse mäin Dadda. An dëst ass deen éischten an enger Serie vun Texter, déi dese fir eis Ekonomie esou wichtige Rechtsberäich vum Droit commercial seriö reforméieren wäerten.

No deemem Projet de loi iwwert de RESA kënn näamlech de Projet de loi 5730, en décke Batz, deen d'Gesellschaftsrecht moderniséiert. Duerno kënn d'Sàrl à un euro an da kënn och iergendwann eng Kéier hoffentlech Enn des Joers oder Ufank d'nächst Joer de Projet de loi, deen d'Failliterecht moderniséiert.

Dat sinn alles Projeten, op deene vill an intensiv geschafft ginn ass an déi eisen Droit commercial méi modern, méi kompetitiv wäerte maachen an och domat eis Ekonomie besser wäerten opstellen, an all dat, ouni Nischepolitik an ouni Steiertricksereien, fir de bon Mot vun eisem Ausseminister hei ze gebrauchen.

Här President, dese Projet de loi huet dräi Voleten, op déi ech kuerz wëll agoen.

Éischtens schafft en eng zentraliséiert elektronesch Plattform, de RESA, fir den Dépôt vun all Akten, déi Gesellschaften, Commerçanten an Associatioune mussen laut Gesetz beim Firmeregëster hannerleeën. Et ass dëst, wéi gesot, déi

drëtt Phas an der Reform vun Firmeregëster. Déi grouss Etappen, bis heihin, kënnen sech wéi folgt relativ einfach resüméieren: Déi éischt Phas huet dra bestanen, de Firmeregëster an e GIÉ ëmzewandelen a seng Datebank auszubauen. Duerno ass och d'Liwierung vun Extraite méi performant ginn. Haut ginn der ongeféier 700 all Dag erausgeschéckt.

Säit 2007 ass och den elektronischen Dépôt duerch Internet méiglech. Et gëtt och haut keen Enregistrement méi vun den Akten. Et gëtt een haut alles direkt beim RCS eran an da gëtt et publizéiert.

Den elektronischen Dépôt ass no e puer ufängleche Retizenze gutt empfaange ginn a gëtt haut allgemeng ugewannt. Et muss een haut net méi selwer dohinnegoen. Haut ass den Taux d'usage vum elektronischen Dépôt bei 97%. Et gëtt ëmmer nach 3% vun den Dépositanten, déi léier e physeschen Dépôt maachen, wat se och kënnen maachen, zum Beispill iwwert d'Beruffskummeren, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers. Mä egal wéi gëtt haut schonn all d'Informatioun nummeriséiert an enger Datebank an ass do disponibel.

Den zweete Volet vun deemem Projet de loi besteet an enger Ännerung vun der Prozedur fir d'Veréffentlechung vun den Akten. Dir wësst, dass d'Gesellschaftsrecht, mä och munch sektoriell Gesetze jo d'Verifflichtung virgesi fir d'Gesellschaften, fir eng Rei Informatiounen ze verëffentlechen, zum Beispill, wa se hir Statuten änneren, wa se hire Conseil d'administration wiesselen, wa se hir Konte verëffentlechen, et cetera.

Bis elo ass den Dépôt vun der Verëffentlechung getrennt ginn. Et féllt een de Formulaire um Site vum RCS aus an et annexéiert een en Extrait, deen dann am Mémorial C publizéiert gëtt. Dat gëtt vun engem private Prestataire gemaach an dauert zirka dräi bis véier Wochen.

Elo war awer de Constat, dass de Volet vun der Verëffentlechung am Mémorial C Zäit a Geld kascht. D'Fiche financière vum Gesetz reisegnéiert véier Milliounen fir d'Publikatioun am Mémorial C, woubäi een awer muss soen, dass déi am Fong neutraliséiert gi sinn duerch déi Frais, déi d'Dépositant bezuelt hunn. Mä et huet awer Geld kascht.

Fir de Moment gëtt eben, wéi gesot, déi Verëffentlechung vun engem privaten Operateur gemaach. An domat soll elo ab 1. Juni Schluss sinn. Déi dräi bis véier Woche waren net schlecht, mä et ass ze laang, wann ee kuckt, dass den Dépôt direkt ass an dass een dat Ganzt kann och méi direkt accessibel maachen.

Duerch eng Standardiséierung a Vereinfachung vum Formulaire fir den Dépôt gëtt elo op all Interventioun vun engem Mataarbechter vum Regëster verzicht. Den Dépôt an d'Veréffentlechung geschéie quasi zäitgläich. An all déposéiert Dokument taucht an engem Relevé fir déi jeeeweileg Gesellschaft op.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Vum 1. Juni un a fir eng Period vun dräi Méint wäert de RESA da mam Mémorial C koexistéieren. Während deenen dräi Méint ginn all déi Akten, déi bis zum 1. Juni nach déposéiert goufen, am Mémorial C weiderhi publizéiert, an all déi aner Akten, déi nom 1. Juni déposéiert ginn, kommen an de RESA.

D'Avantagé vum neie System si relativ kloer: engersäits d'Rapidesitéit vum Dépôt an natierlech d'Publikatioun, déi elo näischt méi kascht. Déi Gratuitéit wäert an engem Règlement grand-ducal festgehalde ginn.

Madamm Presidentin, den drëtte Volet betrëfft d'Immatrikulatioun vun de Fongen ouni Rechtsperséinlechkeet, de Fonds commun de placement. Déi Fongen hate bis elo keng Nummer am Firmeregëster an och keen Dossier do. Dat war esou, well bis elo déi Gesellschaften, déi déi Fonge géieret hunn, d'Sociétés de gestion, hu misse lëtzebuergesch sinn an do-duerch noutgedrongen am Registre de commerce enregistreiert waren, an eben dann hunn déi Fongen do hire Règlement de gestion déposéiert a waren also erfaasst.

Dat huet sech geännert mam Gesetz vum 2011, dat d'Direktiv iwwert d'Fonds d'investissements alternatifs ëmgesat huet a wat mat sech bréngt, dass säithier och auslännesch Sociétés de gestion kënnen lëtzebuergesch Fonge géiereren. Där gëtt et nach net esou vill, mä dat ka sech änneren. An dann ass de RESA natierlech d'Plaz fir den Dépôt vun deenen Dossieren.

Um juristesche Plang ginn déi meescht Ännerungen an d'Gesetz vum 19. Dezember 2002

iwwert den RCSL an d'Konte vun den Entrepreneuren ageschriwwen. Mä et ginn awer och eng ganz Rei Gesetzter, notament dat vun 1915 iwwert d'Gesellschaften, wéi och eng Rei sektoriell Gesetzter geännert, all Kéiers mam Zweck, fir d'Referenz op de Mémorial C ze remplacéieren mat enger Referenz op de RESA.

Madamm Presidentin, zum Schluss nach e puer Wuert zur parlamentarescher Prozedur. De Projet de loi ass de 4. Oktober 2013 déposiert ginn. Et sinn Avisé komm vun der Chambre des Métiérs, vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Notaires, déi alleguerten zimlech favorabel sinn an déi déi Simplification administrative begréissen, déi mer mat deemem Text hei maachen.

De Statsrot huet am Ganze véier Avisé ginn, déi verschafft gi si vun der Commission juridique, an dat war eng zum Deel fastidiéis, awer spannend Aarbecht. Dir kënnt dat alles am Detail a mengem Rapport noliesen zu deemem Projet de loi.

Ech géif zum Schluss nach gären de Kollegen aus der juristescher Kommissioun Merci soen, och dem Minister a senge Mataarbechter, déi ganz vill heirobber geschafft hunn. An ech géif dann och gären natierlech den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun an lech Merci soe fir d'Noläuschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Rapporteur Franz Fayot. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Madamm Presidentin. Erlaabt mer fir d'Éischt, dem Rapporteur Merci ze soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech wëllt och dorunner erënneren, datt dat hei e Projet de loi ass, dee vun der viregter Justizministerin Octavie Modert deponéiert ginn ass an deem haut endlech hei zur Ofstëmmung kënn.

Ech wëllt och direkt de Mataarbechter aus dem Ministère Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht mat de Membere vun der Commission juridique, well et ass eng technesche Projet de loi, mä keen onwichtigten.

Déi Experienz, vun där de Rapporteur hei verzielt huet, déi hunn ech och als jonken Affekot gemaach, mat deem Énnerscheed, datt ech heiansdo hu missen och fir de Rapporteur op d'Gericht lafen, fir Kopti mat der mobiller Fotokopiermaschinn ze maachen, fir dann déi Dokumenter ze kopéieren fir de Rapporteur, well hien e bësse méi al ass wéi ech.

Dat war ëmmer eng Aventure, well heiansdo huet een zwou Stonnen an an der Schlaang gestanen an da war et e Kampf, fir eng vun deenen dräi Steckdousen am Geriicht ze kréien, wou een da konnt d'Fotokopiermaschinn uschléissen. Herno ware mer esou wäit, datt mer Fotokopiermaschinn mat austauschbare Batterien haten, fir ebe méi séier kënnen ze kopéieren.

De Registre de commerce an och de Mémorial C sinn net nëmme wichteg fir d'Finanzplaz - ech mengen, déizäit, wou dat vläicht net esou gutt gelaf ass, waren eng Rei Kriticken, well d'Finanzplaz steet a fält mat der Accessibilitéit op déi Dokumenter -, mä och fir d'Geschäftswelt. An ech hu mer soe gelooss - et gëtt keng offiziell Statistiken -, datt de Mémorial C am Fong méi oft consultéiert a gelies ginn ass wéi d'Bibel, wat jo bekanntlech dat meeschtgelestent Buch op der Welt soll sinn. An, jo, ganz vill, ganz vill Pensionären hunn herno nach ëmmer de Mémorial C bestallt, fir ze wëssen, wat fir eng Gesellschaft gegrennt gëtt, a besonnesch, wien dann do Aktionär oder Gérant dran ass.

Dat gehéiert elo, wa mer dëst Gesetz stëmmen, zur Geschicht. Et ass, ech wëll elo net en historesch Moment soen, mä et ass awer kee Moment anodin, well de Mémorial C huet laang hei d'administrativ Prozeduren am Gesellschaftsrecht geprägt.

De Rapporteur ass op d'Prozedur agaangen. Bis haut muss een op där enger Säit d'Dokumenter beim RCS déposieren an op där anerer Säit d'Dokumenter deponéieren, fir eben d'Publication légale am Mémorial C ze kréien.

Vläicht fir kuerz en illustratiivt Beispill ze soen: D'Konten an hirer Integralitéit ginn um RCS deponéiert. Et gëtt awer am Mémorial C just eng Mentioun gemaach, datt d'Konten deponéiert gi sinn. Am Mémorial C ginn net d'Konten tel quel deponéiert. Vläicht ass dat eng Kéier, fir illustrativ ze erklären, datt d'Leit do-

baussen e bësse verstinn, wat den Énnerscheed awer ass tëschen dem RCS an dem Mémorial C.

Mat der Informatioun, déi iwwert déi lescht Jore geschitt ass, ass scho ganz vill gemaach, fir méi eng rapid Accessibilitéit, mä och fir méi e rapiden Dépôt ze maachen. De Rapporteur huet et ernimmt: 97% vun den Dokumenter ginn haut schonn elektronesch deponéiert.

Mat där neier elektronischer Plattform, dem RESA, dee jo an den RCS integréiert gëtt, gëtt dat Ganzt elo nach alles méi einfach. Zäitgläich am Fong kann de Gestionnaire vum RCS, wann en d'Dokumenter kritt, fir um RCS elektronesch ze deponéieren, se och dann op där Plattform publizéieren an esou praktesch en Accès immédiat vum grand Public op déi Dokumenter gewäerleeschten. Am Gesetz ass awer nach en Délai vu 15 Deeg virgesinn, mat enger Rei Exceptiounen.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Mat deemem Gesetz ass also kloer eng Standardisatioun gemaach ginn, eng Accélération vun de Prozeduren an, wat och schonn hei ënnerstrach ginn ass, de Coût, souwuel fir déi Leit, déi Dokumenter deponéieren, gëtt reduzéiert an den Accès, fir d'Dokumenter ze consultéieren, bleift natierlech gratis.

Den drëtten Punkt ass, datt vun elo och un d'Fonds communs de placement beim RCS immatrikuléiert ginn. Haut stoung awer enger Dageszeitung e Leitartikel iwwert d'Fongindustrie, wou gesot ginn ass, datt d'Fongindustrie en Domän wier vu Spezialisten, datt de grand Public am Fong do ausen vor gelooss gëtt, well et eben eng ganz komplizéiert Matière ass, eng technesch Matière. Mat der Publikatioun vun de Fonds communs de placement striewe mer deem entgéint doduerch, datt déi Donnéeën och elo publizéiert ginn. An et ass och wichteg ze ernimmen, datt déi besteeënd Fonds communs de placement sechs Méint hunn, fir sech elo deem neie Gesetz ze ënnerwerfen.

Dëst gesot, nach eng Kéier e Merci u jiddwreem, een vun deemem Gesetz matgeholfen huet. An ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Gloden. Dann hunn ech als nächste Riedner d'Madamm Loschetter hei stoen. Oder?

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Madamm Loschetter!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Jo, just zwee Wieder, fir eigentlech ze confirméieren, wat de Rapporteur gesot huet, datt mer amgaange sinn, eng ganz Rëtsch vu Projetdeloien aus dem Droit de société an dem Droit commercial opzefrëschen, wann net carrément frësch ze gestalten, wat batter noutwendeg ass. Dat hei ass elo mam Mémorial C en Ufank vun der „paperless justice“; eppes, wat och dës Regierung sech virgeholl huet ze maachen. Ech denken, dat geet an déi richteg Richtung.

Mir kréien do, oder d'Justiz éischer kritt d'Moyenen, fir anescht, fir méi séier, méi effizient a schlussendlech och méi bëlle ze schaffen. An dofir huelen ech ganz gären dese Projet de loi hei, fir e bëssen ze weisen, datt dat déi Richtung ass, an där mer ons eigentlech bewegen.

Fir de Rescht géif ech och ganz gären dem Rapporteur e grouse Merci soe fir de mëndlechen a schrëftlechen Rapport, awer och fir seng Aarbecht. Et ass wouer, datt hie mat senge Kompetenzen eng zousätzlech Hëllefstellung an der Commission juridique ass, mä ech géif awer gradesou gären de Mataarbechter aus de Ministère e grouse Merci ausriichten, well ech denken, ouni déi kéime mer net esou gutt a virun allem och net esou séier virun an onser Kommissioun.

Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Loschetter. Dann huet d'Wuert d'Madamm Beissel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci, Här President. Fir d'Éischt wëll ech och dem Kolleeg Franz Fayot en hærzeleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport an deemem ganz techneschen Dossier.

Jo, wéi mer héieren hunn, de Firmeregëster huet e ganz wäite Wee gemaach, gradesou wéi eis Finanzplaz an iwwerhaapt och de breede Spektrum vun dem Lëtzebuurger Handel an de Lëtzebuurger Entrepreneuren. E wäite Wee, well ech kann och confirméieren, ech hunn och gelidden an deem berüumten Zëmmer vum Registre de commerce. Mä et war nach heiansdo schlëmmer. An dat ass elo eng Anekdot.

Mat Momenter, wann d'Fotokopiermaschinn ausgefall war an et huet een iergendepes ge-

sicht, dann huet een zu sengem Entsetze festgestallt, dass iergendee virdrun do war a mat der Gillett alleguerten déi Säiten erausgeschnidden hat, déi ee grad gebraucht huet. An da ware keng Kopti méi do an da war e Gejätz an hei an do. Dat hu mer alles matgemaach! Et war heiansdo de rengste Krimi an deem berüumten Zëmmer, wou mer alleguerte gelidden hunn. Dofir héich Zäit, dass déi Reforme kommen!

Et ass elo déi drëtt Phas. Elo ass et déi elektronesch Plattform, eben de RESA, deen elo agefuert gëtt. An ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dass dat do en extrem wichtigen Outil ass, éischters fir alleguerten d'Akteuren, mä an där anerer Hisiicht gradesou fir d'Transparenz an d'Sécurité juridique an deem ganze Secteur, well elo ka wierklech garantéiert ginn, dass all Mënsch déi Informatiounen kritt, déi e grad brauch.

An dofir, vu dass dat do eng immens Plus-value ass, bréngen ech bien entendu mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Beissel. Ech hunn elo hei keng Wuertmeldung méi stoen. Ass dat esou?

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann ass dat esou. An dann huet de Justizminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ech wëll dann och mat engem Merci ufänken un all déi Leit, déi un deemem Projet de loi bedeelegt waren. Den Dépôt war, wéi schonn erwänt, vun der viregter Regierung. Merci awer och un déi ganz Commission juridique, un de Rapporteur, de Franz Fayot. De Merci un d'Mataarbechter...

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ëmmer déi zweet Rei!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - De Merci un d'Mataarbechter am Ministère ginn ech da ganz gären nach de Mëtteg weider. Merci awer och un d'Leit vum Registre de commerce, net nëmme fir hir Aarbecht op deem heiten Text, mä ganz allgemeng fir déi Aarbecht, déi se zënter Jore leeschten, fir hir Dynamik an hire Professionalissem. Vill vun de Reforme komme vun do. An déi Leit leeschten, wéi ech fannen, eng virbildlech Aarbecht.

De Projet de loi ass vun Ufank u parteiwwergräifend ënnerstëtzt ginn, well et e Projet ass, deen ee jo nëmme kann ënnerstëtzen, d'Vervollständigung vun deene Reformen, déi 2002 ugefaangen hunn. Mä et war awer e Projet, wou trotzdeem nach eng ganz Partie Aarbecht huet misse gemaach ginn. Net manner wéi véier Avisé vum Statsrot, Dir hutt et erwänt.

An Dir hutt och recht, Här Fayot, wann Der dat och an de Kontext setzt vun der Reform vun eiser Faillitagesetzgebung, op där mer jo an enger Souskommissioun hei an der Chamber am Moment ganz intensiv, a bal am Wochenrhythmus, kënnen schaffen. D'Reform vum Sociétéitérecht, déi elo geschwënn dierft zum Ofschluss kommen, an och déi vun dëser Regierung virgeluechten Introduktioun vun der Sàrl simplifiée, déi och gutt ënnerwee ass an och net méi allze wäit virum Ofschluss dierft stoen.

Dese Projet huet als Haaptzil, d'Reform vun der Publikatioun am Beräich vun de Gesellschaften an den Asblen, ech géif soen, ofzeschléissen. De Mémorial C, dee bis elo déi dote Roll erfëllt huet, dee gëtt ersat duerch eng elektronesch Plattform, de Recueil électronique des sociétés et associations, ofgekierzt RESA.

An dëser Reform, dat wëll ech awer ënnersträichen, ginn eng Partie allgemeng Prinzipie vun enger moderner Verwaltung mat deemem Text och realiséiert. Ech wëll der dräi nennen, op Neilëtzebuergesch: dat Éischt, de sougenannte Prinzip vum One-Stop-Shop, deen zweeten: Open Data an deen drëtten déi administrativ Vereinfachung mat Reduktioun vun den administrativen Chärgen an och mat enger finanzieller Entlaaschtung fir d'Sociétéiten.

Dës Reform ass, dat ass scho gesot ginn, de logeschen Ofschluss vun enger Rei vu Reformen, zwou, déi 2002 ugefaangen hunn. Uganks 2003 ass d'Gestioun vum Handelsregëster, dem Groupement d'intérêt économique, RCSL, ënner der Verantwortung vum Justizminister an der Zesummenaarbecht mat der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiérs, dem Centre informatique des technologies de l'État an dem Statec iwwerholl ginn.

Bannent e bësse méi wéi zéng Joer ass Lëtzebuerg vun engem Regëster, deen deemoos nach ausschliisslech op Pabeier baséiert huet, eriwergaangen an e Regëster, dee komplett

elektronesch funktionéiert. Während dëser Periode si sämtlech Gesellschaften, individuell Geschäftslait an Asblen an enger elektronischer Datebank schonn opgeholl ginn. An dat sinn haut ongeféier 120.000 Dossieren.

D'Aschreiwung am Handelsregëster an d'Kommunikatioun vun den Annerungen, déi kënnen haut vun de betraffene Leit schonn iwwer elektronesch Prozeduren ofgewéckelt ginn. An déi aktuell Donnéeën vun all deene Gesellschaften, Geschäftsleit an Asble kënnen zu jiddwerm Moment a Form vun engem elektronischen Extrait och consultéiert ginn. Dat ass eng gewaltig Erlichterung.

Zousätzlech huet während där Zäit de GIE Registre de commerce sämtlech komplett Dossieren, déi nach aktiv sinn, numériséiert, an dat zréck bis op d'Joer 1909, de Grënnungsdatum vum Handelsregëster. Dat sinn insgesamt iwwer 16,2 Milliounen Säiten, déi haut all iwwert den Internetsite vun Handelsregëster kënnen à tout moment ofgeruff ginn. E formidabelen Outil, deen och ausgiebig genotzt gëtt.

Domat ass den Handelsregëster haut an der Lag, fir eng zuverlässig Informatioun iwwert d'Betriben ze ginn, wat eng absolutt Noutwendegkeet ass fir eng gutt funktionéierend Wirtschaft a besonnesch och fir eng gutt funktionéierend Finanzplaz.

Mat dëser Reform, déi mer haut de Mëtte stëmmen, gëtt déi drëtt a lescht Etapp vun dëser Entwécklung ofgeschloss. Zënter dass de Regëster komplett informatiséiert ass, sinn d'Informatiounen direkt iwwert den Internet zougänglech, wat awer net de Fall war fir déi nämlech Informatiounen, déi duerno am Mémorial C publizéiert gi sinn.

Hei konnt en Délai vun e puer Wochen, den Här Fayot huet gesot, dräi bis véier Wochen, heiansdo och emol en Délai vun e puer Méint entstoen, ier déi Publikatioun stattfonnt huet. Dank der Integratioun an där neier Publikationsplattform RESA um Internetsite vum Handelsregëster gëtt et an Zukunft och d'Méiglechkeet, eng Publikatioun ze maachen op deem Dag, wou d'Publikatioun vum Gestionnaire vum RCS akzeptéiert ginn ass.

Vu dass ab dem 1. Juni, wann d'Gesetz, dëst Gesetz vun haut a Kraaft trëtt, domadder all d'Prozedur vum legaler Publizitéit iwwert den Handelsregëster gefouert ginn, kann een dann och an deem Sënn vun engem One-Stop-Shop zu Lëtzebuerg schwätzen.

Virgesinn ass och, dass ab dem 1. Juni, an dat steet dann am Règlement grand-ducal, dee gläichzäitig wäert a Kraaft treden, d'Consultatioun vun den einzelnen Dokumenter, déi beim Handelsregëster hannerluecht gi sinn, gratis gëtt. Dofir kann een och vun engem wichtige Schrëtt a Richtung vun Open Data schwätzen. Ervirezträichen ass, dass de Recueil électronique des sociétés et associations genau sou wéi de Mémorial C wäert kënnen gratis consultéiert ginn.

De Käschtpunkt vun de Publikatiounen, wat haut bis op 200 Euro konnt pro Publikatioun eropgoen, wäert dann ab dem 1. Juni och komplett entfalen. Dat ass eng zousätzlech Entlaaschtung, nieft der Erlichterung an der Prozedur fir d'Betriben.

An engems sinn dann eng Rei Vereinfachungen am Prozess vun den Inskriptiounen virgesi ginn, wat een och als administrativ Vereinfachung, wéi gesot, fir Betriben muss a ka gëlle loosse.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen, heimat ass konkret gewisen, wéi de Stat duerch d'Arbéierung vun elektronischen Prozeduren eng Situatioun erbäiféiere kann, wou jiddwreem e Gewinner ass. De Public, dee kritt eng besser, méi séier a méi accessibel Informatioun. D'Betriben, déi kréien duerch vereinfacht Prozeduren e Service gebueden, dee méi effikass ass an dätlech manner kascht.

An d'Madamm Loschetter huet ganz recht, wa se och nach d'Wuert opgestouss huet zum Stéchnwert „paperless justice“. Dat betrëfft dann d'Justiz fir sech, mä et ass deeselwechten Effort, dee mer am Beräich vum Handelsregëster virun zweiefel Joer, viru 14 Joer ugefaangen hunn, dee mer och wëlle generaliséiert bei all den Akteuren vum Justizwesen och kënnen ufänken an zu engem Ofschluss bréngen. Ob dat ass fir d'Magistratur, ob dat ass fir d'Affekoten, ob dat ass fir d'Notairen, ob dat ass fir d'Dierwiechter, sämtlech Dokumenter sollen an Zukunft ënner elektronischer Form kënnen a mussen ausgetosch ginn.

An de Procédures judiciaires, dat ass e Méjoresprojet, do si mer méi laang amgaangen, dat wësse mer, dat wäert méiglecherweis iwwert dës Legislatur souguer wahrscheinlech mussen erausgoen, mä de Projet ass multi- a plurianuel budgétiséiert. Dat gëtt kee kleng Käschtpunkt vu viraussichtlech iwwer 30 Milliounen Euro. Mä um Enn steet och am Justizwesen déi komplett Ëmstellung op elektronischen Aus-



tausch, op elektronesch Archiv. Dat ass eng absolutt Noutwendegkeet.

Déi Reform wäert vun dëser Regierung ugefaangen a weidergefuert ginn. An ech mengen, dat sinn absolutt noutwendeg Démarchen an Investitiounen, déi mer zu Lëtzebuerg musse virhuelen. Mir därefen do roueg bei de Virreider sinn. Dat steet eisem Land an eiser Wirtschafts- a Finanzplaz ganz gutt zu Gesiicht.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister.

A mer géifen dann direkt zu der Ofstëmmung vum Projet de loi 6624 iwwergoen, awer net, ouni dass ech lech drop opmierksam gemaach hunn, dass am Intitulé e lichten Tippfeeler entstanen ass, deen awer elo keng Konsequenzen

huet. Mä ech wollt lech drop opmierksam maachen. Dann hu mer deen direkt besäitegt. Dat ass am Intitulé de virleschte Paragraf, do steet «loi» an do soll et heeschen «la loi». Et ass am Intitulé, et ass also net an den Artikelen. Mä ech wollt lech et gesot hunn, dass mer dann direkt mam Vott dat dote rectificiéieren.

(Brouhaha)

Merci!

Also, mir géifen zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6624 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo geschwënn ofgeschloss. Mir hu bei 59 Deputéiert, déi direkt oder indirekt deelgeholl hunn, 59-mol Jo. An domat ass de Projet eestëmmeg uegholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aedem, Sylvie Andrich-Duval, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Octavie Modert), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M.

Gusty Graas), Claude Lamberty (par M. André Bauler), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

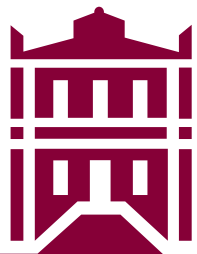
An ech wollt d'Chamber nach froen, ob se d'Dispens vum zweete Vott gëtt?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Domat ass d'Sëtzung eriwwer a mir gesinn eis muer de Mëtten um zwou Auer erëm. Merci villmools!

(Fin de la séance publique à 16.51 heures)



SÉANCE 32

MERCREDI,
11 MAI 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. 6792 - Projet de loi portant modification:

1. des articles L. 126-1, L. 241-1 et L. 426-14 du Code du Travail;

2. de l'article 9 de la loi modifiée du 28 novembre 2006 portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification du Code du Travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau Titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal; 5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

3. de l'article 1^{er} de la loi du 13 mai 2008 relative à l'égalité de traitement entre hommes et femmes;

4. de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

5. de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

6. de l'article 454 du Code pénal

- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: Mme Taina Bofferding

- Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval (interruptions par M. Alex Bodry et M. le Ministre Nicolas Schmit), M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (interventions de M. Marc Spautz, Mme Sylvie Andrich-Duval et M. Marc Baum)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

3. 6755 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression,

6768 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension,

6793 - Projet de loi concernant la compatibilité électromagnétique,

6800 - Projet de loi concernant les ascenseurs et les composants de sécurité pour ascenseurs et modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets,

6806 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques

et

6816 - Projet de loi portant création d'un système de traçabilité des articles pyrotechniques

- Rapports de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton

- Discussion générale: M. Félix Eischen, M. Max Hahn, M. Gérard Anzia, M. Fernand Kartheiser

- Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie

- Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel

4. 6877 - Projet de loi

a) portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006;

b) modifiant la loi du 11 août 2011 portant exécution et sanction du règlement (CE) n°1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;

c) abrogeant la loi du 28 juillet 2011 portant exécution et sanction de certains règlements communautaires relatifs aux installations contenant certains gaz à effet de serre fluorés

- Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Roger Negri

- Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Henri Kox, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser (dépot d'une motion), M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures

- Motion 1: M. le Secrétaire d'État Camille Gira, M. Claude Wiseler (intervention de M. le Secrétaire d'État Camille Gira), M. Henri Kox, M. Roger Negri, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner, M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Henri Kox

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

5. 6917 - Projet de loi modifiant les articles 11 et 14 de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

- Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox

- Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures

- M. Gast Gibéryen (parole après ministre), M. le Secrétaire d'État Camille Gira (interventions de M. Claude Wiseler), M. Claude Wiseler

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. Projet de loi 6877 (suite)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

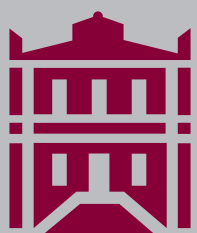
- M. David Wagner

7. Question élargie n°16 de M. Gusty Graas relative aux négociations entre l'Union européenne et le Mercosur

- M. Gusty Graas - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs (interruption par M. David Wagner)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Nicolas Schmit et Fernand Etgen, Ministres; M. Camille Gira et Mme Francine Closener, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)



Suivez la Chambre des Députés
sur Facebook et Twitter



1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech maachen heimat d'Sëtzung op, begrëissen eis jonk Gäscht do uewe ganz häerzlech a froen d'Regierung: Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dat ass net de Fall.

Da kënnen mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et geet em de Projet de loi 6792, eng Ofännerung vum Code du Travail, an d'Riedezeit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet direkt d'Berichterstatterin Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

2. 6792 - Projet de loi portant modification:

1. des articles L. 126-1, L. 241-1 et L. 426-14 du Code du Travail;

2. de l'article 9 de la loi modifiée du 28 novembre 2006 portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification du Code du Travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau Titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal; 5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

3. de l'article 1^{er} de la loi du 13 mai 2008 relative à l'égalité de traitement entre hommes et femmes;

4. de l'article 1^{ter} de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

5. de l'article 1^{ter} de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

6. de l'article 454 du Code pénal

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **Mme Taina Bofferding (LSAP), rapportrice.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären a léif Jonker - et ass flott, emol jonk Gesichter hei an der Chamber ze gesinn, déi sech fir Politik interesséieren, niewent all deenen anere jonke Gesichter, déi hei setzen.

(Hilarité)

Bon, do kommen ech net méi eraus.

(Brouhaha)

Okay, dann zum Projet de loi vun haut. De Projet de loi 6792, dee gesäit haaptsächlech Modifikatiounen am Aarbechtsrecht vir. Déi musse mer maachen, well d'Europäesch Kommissioun Lëtzebuerg virgehait, dräi Direktiven net vollstänneg ëmgesat ze hunn. Bei der éischter Direktiv handelt et sech ëm eng Refonte vun der Direktiv fir d'Égalité des chances et de traitement tëschent Fra a Mann a Saachen Aarbecht. Déi zweet viséiert d'grenziwwerscheidend Fusioun vu Kapitalgesellschaften. An déi drëtt bezitt sech op d'Protektioun vu Salarieën am Fall vun der Insolvenz vum Employeur.

Bei der éischter Direktiv huet d'Kommissioun Lëtzebuerg reprochéiert, dass de Prinzip vun der Non-Diskriminatioun am Fall vun engem Changement de sexe net genuch unerkannt gëtt. Dës Prezisioun ass an de Considérante vun der Direktiv opgeléicht. Och wann e Land net dozou obligéiert ass, säin nationaalt Recht dëser Prezisioun unzepassen, esou proposéiert d'Regierung awer an dësem spezifesche Fall, de Wuertlaut vun deem Considérant an déi national Legislatioun iwwert d'Gläichbehandlung ze

iwwerhuelen. Dës Ergänzung justifiéiert sech aus dem Fait, dass de Changement de sexe net per Gesetz définéiert ass, mä just per Jurisprudenz.

Am Code du Travail, an de Gesetzestext „Diskriminierung“, am Stats- a Gemengebeamtestatut gëtt an Zukunft eng Diskriminatioun opgrond vun engem Changement de sexe mat enger Diskriminatioun opgrond vum Geschlecht gläichgestallt. Dat heescht, dass eng Persoun vum Législateur protégéiert gëtt, insofern déi Diskriminierung op der Aarbechtsplaz op hir Geschlechtsëmwendung zréckzuféieren ass. D'Notioun vun der Geschlechtsëmwendung gëtt an de Code pénal integréiert. Domadder huele mer e weidert Diskriminierungsmotiv an eis Gesetzgebung op.

Den Europäesche Gerichtshaff fir Mänscherechter huet Bedenken, ob e Mänsch Mann oder Fra ass, an dat eleng opgrond vu senger Anatomie. En ass net iwwerzeegt, dass weiderhin d'Geschlecht eleng u biologesche Kritäre festgemaach soll ginn. Esou huet e festgehalten, dass de Grondsaz vun der Gläichbehandlung vu Fraen a Männer net op e Verbuet vun der Diskriminierung opgrond vum natierleche Geschlecht vun enger Persoun beschränkt ka ginn, mä och d'Geschlechtsëmwendung dozou zielt.

Déi Ännerung, déi mer hei wëlle virhuelen, ass wichteg, fir d'Affer besser ze schützen an och fir d'Aarbecht vun Organisatiounen, déi géint Diskriminatioun kämpfen, ze erliichteren. De Centre pour l'égalité de traitement, kuerz CET, féiert a sengem Avis un, dass déi Formulierung vum Changement de sexe ze vill restriktiv wär. Eng Geschlechtsëmwendung géif e medezinneschen Agrëff oder eng Hormontherapie voraussetzen. An et wär deemno net kloer, ob Persounen och domadder gemengt sinn, déi sech net engem Agrëff ënnerzunn hunn, also trans- an intergeschlechtlech Persounen, déi hir Geschlechtsidentitéit eegestänneg an no hirem ënnerlechen Empfannen definéieren, an net der binärer Geschlechtsnorm entsprechen.

De CET proposéiert, Terminologie wéi „identité de genre“ oder „expression de genre“ ze gebrauchen, well déi méi global wären a praktesch jiddweree couvréieren. Weider argumentéiert de CET, dass eng Geschlechtsëmwendung de Kierper vun enger Persoun verännert, mä awer net hiert Geschlecht. De Kierper géif eigentlech nëmmen dem Geschlecht ugeglaich ginn.

Déi Iwwerleeunge vum Centre pour l'égalité de traitement erschéngen net falsch, allerdéngs sollten déi an engem anere Kader gefouert ginn, well dës Projet de loi huet zum Zil, déi eenzel Kriticke vun der Kommissioun ze berücksichtigen an déi concernéiert Direktiv richteg ëmzesetzen. Dobäi geet et ëm de Changement de sexe an net méi generell ëm déi sexuell Identitéit.

Dee Sujet ass ouni Zweifel e ganz wichtige, deen awer méi déif gräifend juristesche Aspekter huet, déi onbedéngt misste berücksichtegt ginn. E Projet de loi zur Ofschaffung vu geschlechtsugläichenden Operatiounen als Bedéngung fir e Changement vun der offizieller Inskriptioun vum Geschlecht hat de Justizminister ugekënnegt. Entre-temps hunn awer Vertrieberinnen vun der CSV-Fraktioun eng Proposition de loi ausgeschafft, fir déi offiziell Prozedur fir Transpersounen ze erliichteren.

Doriwwer eraus gouf an eiser Reunion ervirgestrach, dass d'Problematik ëm d'sexuell Identitéit sollt an engem internationalen Kader weider diskutéiert ginn, fir en eenheetleche Schutz an Europa ze errechen duerch d'Transposition vun der europäescher Legislation an nationaalt Recht.

An eiser Kommissioun gouf sech no Diskussiounen an och der Remarque vum Conseil d'État am finalen Text drop géeneegt, dass eng Diskriminatioun opgrond vun engem Changement de sexe mat enger Diskriminatioun opgrond vum Geschlecht gläichgesat gëtt, dat am Artikel L.241-1 vum Code du Travail, grad wéi am Artikel 9 vum modifizéierte Gesetz vum 28. November 2006.

Doduerch ass de CET dann och an Zukunft fir Diskriminatiounen opgrond vun engem Changement de sexe kompetent. D'Afféierung vun dësem neien Diskriminierungsmotiv erhéicht domadder d'Visibilitéit vun de betroffene Persounen. Si kënnen domadder besser geschützt ginn an och kann d'Politik méi geziilt a preventiv virgoen a Mesuren ergräifen.

Am selwechte Gesetz, grad wéi an den Texter iwwert de Statut vum Stats- respektiv Gemengebeamten, an am Artikel 454 vum Code pénal gëtt de Changement de sexe an d'Lëscht vun de verbuedenen Diskriminierungsgrënn ageschriwwen.

Här President, dëst war et emol zur éischter Direktiv.

An där zweeter, déi grenziwwerscheidend Fusioun vu Kapitalgesellschaften erliichtere soll, mussen nodréiglech...

(Brouhaha et intervention de la présidence)

...Ännerungen am Aarbechtsrecht, fir genau ze sinn am Artikel L.426-14, virgeholl ginn, fir am Kader vun enger grenziwwerscheidender Fusioun de Salarieën ausserhalb vu Lëtzebuerg déiselwecht Rechter ze garantéieren wéi deene Salarieën, déi schonns virun der Fusioun hei am Land geschafft hunn, an dat onofhängeg vun der Gréisst vum Betrieb. Garantéiert gi sollen zudeem och d'Matbestimmungsrechter vun engem Salarie, deen déi virdrun am Ausland unerkannt krut.

Bei der drëtter Direktiv zur Bezuelung vum Personal am Fall vun der Zuelungsonfäegkeet vun hirem Employeur ass virgesinn, dat Wuert „failite“ duerch „insolvabilité“ ze ersetzen. Dësen Term ass manner restriktiv.

D'Kommissioun ass och der Meenung, dass d'Aarbechtsgericht net kompetent ass, fir „d'insuffisance de l'actif disponible“ feststellen. Aus deem Grond gouf dat Stéck vum Saz per Amendement gestrach. Den amendéierten Text ass domadder manner streng a méi virdeelhaf wéi den Text vun der Direktiv.

Och couvréiert sinn elo d'Salarieën vun enger Asbl. Déi ginn net méi anescht behandelt wéi déi vun anere Gesellschaftsformen a kënnen deemno och am Fall vun enger Insolvenz vum Fonds pour l'Emploi profitéieren.

Et gëtt an eiser Legislatioun e Problem, fir mat enger Faillite vun enger Asbl, déi jo eigentlech net ka faillite goen, an domadder de Rechter vun hire Salarieën ëmzegoen. De Fait ass och gëscht an der Froestonn ugeschnidde ginn. Konkret huet sech de Fall beim „Objectif Plein Emploi“ gestallt.

Et ass awer hei drop hinweisen, dass, och wann déi Direktiv deemools falsch ëmgesat ginn ass oder net vollstänneg ëmgesat ginn ass, déi concernéiert Leit hei net am Ree stoe gelooss goufen. De Ministère ass de Leit entgéintkomm, well si schonns zu engem Zäitpunkt Chômage ausbezuelt kruten, wou si nach net Recht drop haten. Just gouf de Benefiss vun der Garantie de créance vum Fonds pour l'Emploi refuséiert, well dëst am Gesetz net virgesinn ass. Dat sinn déi zwee bis dräi Méint, wou se hätte kënnen bis zu engem gewësse Plaffong hire Salarie kréien am Fall vun der Faillite, déi jo hei keng richtig dee Moment war, fir déi ausbezuelt ze kréien. Mä vläicht kann de Minister jo herno nach e puer Explikatiounen zu dësem konkrete Fall hei ginn.

D'CSL verweist an hirem Avis op hir Kritik vun enger Kënnegung mat Effet immédiat am Fall vun enger Faillite vum Patron, wou d'Salarieën manner Rechter hu wéi zum Beispill bei enger Entloossung pour motif économique.

D'Salariatskummer erënnert un en Arrêt vum Europäesche Gerichtshaff an enger Affär tëschent der Landsbanki Lëtzebuerg an enger Partie Salarieën, deenen hir Kontrakter duerch d'Liquidatioun gekënnegt goufen. Deen Arrêt stellt de Prinzip a Fro, no deem bei enger Liquidatioun automatesch d'Kontrakter endegen. Deemno sollt Lëtzebuerg seng Gesetzer deementsprechend änneren, fuerdert d'CSL. Si erënnert dann och nach emol un hir Revendicatioun, dass d'Recht op Chômagegeld fir d'Salarieën deeselwechten Dag wéi d'Faillite ufänke misst.

Och dës Sujet sprengt de Kader vun dësem Projet de loi, ëm deen et hei geet an deem säi But et ass, déi national Gesetzgebung un d'Direktiv unzepassen. Trotzdeem ass dat och e ganz wichtige Punkt, besonnesch fir déi be Traffé Leit, déi onfräiwëlleg an eng désagrèabel Situatioun kommen. An dofir soll och deen Aspekt wéi déi aner Doléance vun der CSL deemnächst an engem interministeriellen Aarbechtsgrupp behandelt ginn, fir eng Léisung ze fannen, an dëst och am Kontext vum Projet de loi iwwer eng Reform vun de Failliten.

Här President, dëst als Explikatioun zum Projet de loi. Weider Detailler sinn a mengem schrëftleche Rapport ze fannen.

Wat déi legislativ Prozedur betrëfft, wëll ech drop hiweisen, dass de Projet de loi den 12. März 2015 vum Aarbechtsminister déposéiert ginn ass. D'Berufskummere ware ganz fläisseg. D'CSL huet hiren Avis schonns zwou Wochen duerno eraginn, d'Chambre de Commerce den 2. Abrëll an d'Chambre des Métiers den 22. Juni. De Conseil d'État huet säin Avis de 5. Mee ofginn. Och gouf den Avis vum CET dem parlamentareschen Dossier bäigefüügt, deen och um Site ze fannen ass.

Den 12. Oktober 2015 gouf de Projet de loi vum Minister an der zoustänneger Chamberskommissioun presentéiert an de 16. November gouf ech zur Rapportrice gestëmmt. Zwou Wochen duerno huet d'Kommissioun eng Serie vun Amendementer adoptéiert. An den 11.

Abrëll dëst Joer hunn d'Memberen aus der Kommissioun den zweeten Avis vum Conseil d'État duerchgeholl, ier mer dann de 4. Mee de Rapport adoptéiert hunn.

Dëst gesot, wëll ech nach gären dem Nadine Entringer aus der LSAP-Fraktioun, dann dem Tania Sonnetti aus der zoustänneger Chamberskommissioun Merci soe fir hir gutt Zesammenaarbecht, ginn domadder dann och direkt den Accord vun der sozialistescher Fraktioun an invitéieren déi aner Fraktiounen, sech deem unzeschließen, a soen lech villmoos Merci fir d'Nolauschteren.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Rapportrice. An éischt ageschriwwer Riednerin ass d'Madamm Sylvie Andrich-Duval fir d'CSV.

Discussion générale

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, et ass sécher ongewinn fir lech, fir mech zu engem Projet iwwer Aarbechtsrecht schwätzen ze héieren. Duerfir och schonn direkt e grouse Merci u mäi Fraktiounskolleeg Marc Spautz, dee mer spontan seng Plaz iwwerlooss hat fir deen heite Gesetzesprojet,...

► Plusieurs voix.- Ooh!

(Interruptions)

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- ...well ech Spriecherin sinn...

► Une voix.- Gender-Gedanken!

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Voilà! Fir et direkt virewechzehuelen: D'CSV-Fraktioun ass mat deem virleiede Projet de loi d'accord, well e kloer eng Verbesserung fir déi Beschäftegte duerstellt. An et geet jo och drëms, fir ze vermeiden, dass mer zu Bréssel sollen ugesicht ginn.

Eng kleng Klammer heizou. De Statsrot huet ënner anerem bemängelt, dass d'Regierung him Critique vun der EU-Kommissioun net zougestallt huet, an an der Kommissioun krute mer och op Réckfro just do mëndlech Erklärungen dozou.

D'Rapportrice, där ech e grouse Merci soe fir en exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, huet eis elo grad am Detail den Inhalt virgestallt. Duerfir wëll ech just e puer Kommentarer mengersäits maachen.

„Et ass dréngend, well mer riskéieren, vu Bréssel ugesicht ze ginn“, huet den Här Minister an där Sitzung, an där Kommissiounssitzung, wéi de Projet virgestallt ginn ass, gesot. An dat war den 12. Oktober 2015. Wuerverstane war de Projet awer schonn am März 2015 déposéiert ginn. Et huet och bis den 11. Abrëll 2016 gedauert, ier den Avis complémentaire vum Statsrot vum 19. Januar an der Kommissioun analyséiert gouf, an dat obschonn de Statsrot gréng Luucht ginn huet op alle Punkten.

Am Ufank sollt de Projet awer éischter duerchgebaatscht ginn, esou wéi eng ganz Rei iwwerhaapt vun deene Projeten um Enn vum Joer. Awer et war op eemol net méi esou presséiert.

Ech wëll hei just soen, dass d'CSV der Majoritéit hei fir déi do prozedural..., bon, net grad wéi soll ech soen? - flëssend Prozedur net grad eng bonne Nott ausstellt.

D'CSV huet konstruktiv matgeschafft, wéi ëmmer. Jiddefalls...

(Interruptions diverses)

...wier et e wesentlechen Avis, an duerfir wëll ech ënnersträichen, léif Kolleginnen a Kollegen, dass e wesentlechen Avis zum Projet, dee vum CET, dem Centre pour l'égalité de traitement, vum 22. Abrëll 2015, net considéiert gi wär, wann d'CSV net drop higewisen hätt. Ganz einfach, well den Aarbechtsminister en ignoréiert huet.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Eng bonne Nott fir d'CSV.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Jo, Merci, Här Bodry!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Wien hätt dat geduecht?

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Schlussendlech gouf deen Avis och dunn als Document parlementaire publizéiert, mä eréischt de 17. Dezember 2015. Ouni dee wier et dann och net zu engem wesentlechen Amendement an der Kommissioun komm. Ëmsou besser, well d'Amendementer vun der Opposition gi jo net ëmmer wëllkomm ugekuckt a meeschtens hei vun der Majoritéit ofgeblockt.

Et wier gutt, wann am Fall vu Chancëgläichheetesgesetjesprojeten de Service fir Gläichstellung an der Regel géif en Avis gefrot ginn, anstatt dass dës Institutioun sech op eegen Initiativ ëmmer muss saiséieren, eppes, wat dee Service och regelméisseg kritiséiert.

Zur éischter Direktiv 2006/54, déi d'Diskriminatioun tëschent Männer a Fraen an der Aarbechtswelt verbitt, déi sougenannt Gender Recast Directive, do mussen mer de Changement de sexe jo elo souwuel am Code du Travail wéi och am Statut vun de Stats- a Gemengebeamten als Diskriminatiounsmotiv formell bäisetzen an den Netrespekt gëtt strofbar.

D'EU-Kommissioun huet effektiv en neien Diskriminatiounsgrond an hirer Basisargumentatioun an de sougenannte Considéranté vun der Direktiv opgefouert.

(Interruption)

Si beriff sech do op eng Jurisprudenz vum Europäesche Gerichtshaff vum 30. Abrëll '96, wou et ëm d'Entloossung vun enger sexueller Persoun gaangen ass.

Wat huet déi festgehalten? Dass eng Diskriminatioun opgrond vum Geschlecht sech net géif drop limitéieren, ob een zu deem engen oder anere Geschlecht géif gehéieren, mä och géif zoutreffen op d'Geschlechtsëmwendung vun enger Persoun. Wann also eng Persoun entlooss gëtt, well se d'Intentioun huet, eng Geschlechtsëmwendung ze maachen oder schonn eng matgemaach huet, gëtt se manner gutt behandelt, wéi déi Persoun vun hirem sougenannten „viregten“ Geschlecht.

Bis elo hat d'Regierung jo gemengt, d'Rapportrice huet et gesot, déi Notioun wär schonn implizit an der jëtzege Diskriminatioun wéinst dem Geschlecht mat ofgedeckt, an d'Direktiv freet et jo en plus och selwer net explizit, mä just eben an deem Considéranté.

D'EU-Kommissioun war awer do anerer Meinung, wéi mer elo wëssen.

Ëm wie geet et hei, Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen? Ëm e vulnerabele Grupp vu Mënschen! Transgender-Persounen, dat si Persounen, déi sech net deem Geschlecht zougehéiereg spieren, dat hinnen duerch d'Merkmaler vum Kierper bei hirer Gebuert zougesehriwwen ginn ass. Si empfangen déi eege geschlechtlech Identitéit als eng aner a leenen hiert biologesch Geschlecht of, scho vu klengem un.

Ech verweisen och do op eng Gesetzespropos, déi ass schonn haut ervirgehuewe ginn, d'Proposition de loi N°6955, déi ech zesumme mat menger Fraktiounskollegin Françoise Hetto den 23. Februar dëst Joer déposéiert hunn, dëst als éischte Schrëtt géint eng besteeënd Diskriminatioun an en Tabu, wann dës Persounen hiren Etat civil wëllen änneren. Do ass d'Situatioun och vun deene Betreffenen am Detail beschriwwen.

Transpersounen si Persounen, déi eng geschlechtlech Ëmwendung wëlle maachen, gemaach hunn, Kanner a Jonker, déi fannen, dass si am falsche Kierper liewen. Awer net all Transpersoun wëllt oder kann hiert Geschlecht änneren. Si gesinn also anescht aus, wéi se sech behuelen. An anerersäits ginn et och Intersexpersounen, déi weder Mann nach Fra sinn a mat atypesche Geschlechtsmerkmaler op d'Welt kommen. Si ginn dacks net verstanen an hirer eegener Famill, vun hirer Ëmwelt diskriminéiert, hunn am spéidere Liewe vill Problemer, eng Aarbechtspilaz ze fannen, e Logement a sinn Harcèlement an Haass ausgesat.

Haut geet et jo just ëm d'Diskriminatioun op der Aarbechtspilaz. Leider feele wéi esou oft hei zu Lëtzebuerg Donnéeën iwwert d'Diskriminatiounen insgesamt. De Service fir Gläichbehandlung weist regelméissig dorop hin. Et gi weinige Plainten a weinige Jurisprudenz. D'Leit, déi zécken, fir eng Plainte ze maachen, an eng Rei Leit hunn och gemellt, de Parquet géif d'Plainté klasséieren. D'Inspection du travail et des mines (ITM) ass souwieso fir deen Deel, dee si betrëfft, schon zënter längerem total iwwerfuert, an net nëmmen an deem Beräich! Duerfir, hei muss dréngend Remedur geschaf ginn, Här Minister!

Just e puer international Zuelen. Laut enger däitscher Expertise vun 2010 iwwert d'Benodeegung vun Transpersounen am Aarbechtswelt liewe ginn 30 bis 40% vun deene Persounen, déi fir e Poste kandidéieren, wéinst hirer Transsexualitéit net ugeholl a 15 bis 30% verléieren dowéinst hir Aarbecht. Si sinn iwwerdurchschnittlech héich dem Chômage ausgesat oder dovunner betraff: 50%, par rapport zu 5 bis 10% vun der Gesamtbevölkerung.

Och eng Ëmfro vun 2013 vun der europäescher Agence vun de fundamentale Rechter ergëtt, dass 47% vun den transgeschlechtliche Persounen net offe mat hirer Transsexualitéit ëmgoe géifen an nëmmen 10% vun de betraffene Persounen, déi matgemaach hunn, hunn eng Diskriminatioun bei enger Autoritéit gemellt.

Duerfir begréisst d'CSV, dass dës Persounen elo formell vun de spezifeschen Antidiskriminierungsbestëmmunge profitéieren kënnen an domat déi Diskriminatioun méi Visibilitéit kritt.

Bläicht traue se sech elo éischter, fir sech ze melden. D'Antidiskriminatiounsorganisme soe jiddefalls, dat géif hinnen d'Aarbecht erliichteren.

A propos hat d'Regierung och vergiess, dem Lëtzebuerg Gläichbehandlungsservice seng elo zousätzlech Missioun am Gesetz ze verankeren. Eréischt duerch deem säin Avis zu deem Gesetzesprojet ass et zu engem Amendement an der Kommissioun komm.

D'CSV huet zu dëser Direktiv och verschidde Froen an der Chamberskommissioun opgeworf an hat sech och am Virfeld eng Meinung gebilt am Kader vun enger Entrevue mam Service vun der Gläichbehandlung an och mat der Lëtzebuerg Associatioun vun Intersex- an Transgender-Persounen.

Geet et duer, d'Diskriminatioun wéinst enger Geschlechtsëmwendung just an der Aarbechtswelt ze verbidden? D'CSV huet hannerfrot, ob et net ubruecht wier, dat och an deenen anere Lëtzebuerg Antidiskriminierungsgesetz oder deenen, déi ënnerwee sinn, unzepassen. D'Regierung huet fonnt, dat géif de Kader vun virleiende Gesetzesprojet sprengen. Et stellt awer e Problem duer!

Ech verweisen och do op de Rapport 2009 vun der europäescher Agence vun de fundamentale Rechter. Déi huet e Rapport gemaach iwwert d'Homophobie an d'Diskriminatioun opgrond vun der sexueller Orientéierung an der Geschlechtsidentitéit. Och wann et weder an de Considéranté géif stoen nach explizit an den Direktiven, misst et de facto applizéiert ginn. Mä dat ass eben net ëmmer de Fall an alle Memberlänner.

Positiv ervirzeisträichen ass, dass d'Direktiv 2004/113, déi de gläichberechtigten Zougang tëschent Mann a Fra zu de Gidder a Services respektiv fir d'Zouliwwerung regelt, déi Transpersounen zwar net an hiren Texter erwänt, mä an der Reunioen hei zu Lëtzebuerg vum Rot vun der Europäescher Unioun ass deemools explizit op déi Jurisprudenz vun dem Europäesche Gerichtshaff vu virdu referéiert ginn. Et wier eigentlech wichteg, wann deen Aspekt méi Visibilitéit hätt, aus deene Grënn, déi ech virdu genannt hunn.

Dat gëllt gradesou fir d'Upassung am Beräich vun de komplementare Pensiounsregimenter, déi och vun der virleiender Direktiv betraff sinn, esou wéi de Statsrot et och ervirgehuewen huet. Do soll jo de Minister vun der sozialer Sécherheet, deen deemnächst dat Gesetz do wäert op de Leescht huelen, kucken, ob et ubruecht ass, fir de Volet vum Changement de sexe och do bäisetzen.

Och wann dës Kommissioun, trotz der Proposition vum Statsrot, dovun ofgesäit, fir e Passus an d'Gesetz iwwert déi legal Sozialsécherheitsregimenter vum 15. Dezember 1986 ze setzen, ginn et awer nach aner Domänen, wou eng Diskriminatioun op deem Gebitt méiglech ass. Ech ginn hei e klengt negativt Beispill aus dem Ausland, wéi een dat Ganz kann op d'Spëtzt dreiwien. Do ass elo an North Carolina an den USA am Mäerz dëst Joer e Gesetz a Kraaft getrueden, dat virschreift, dass Transgenderpersounen op déi Toilette mussen goen, déi hirem Geschlecht, wéi et um Gebuertsschäi steet, entsprécht. - Ech maachen do kee Kommentar dozou.

An domat kommen ech och zum nächste Punkt, deen d'CSV an der Kommissioun opgeworf huet, opgrond vun dem Avis vum Service fir Gläichbehandlung. Geet d'Formulatioun „changement de sexe“ duer? D'Rapportrice huet et och an hirem Rapport zitéiert. Mir hunn d'Direktiv eent zu eent ëmgesat, wat jo och fir eis als CSV an deem Fall an der Rei ass. De Lëtzebuerg Service, mä och d'ILGA-Europe, déi europäesch Regional vun der internationaler Associatioun vun de Betreffenen, werven zur Ëmsetzung vun dëser Direktiv awer Froen op.

Si weisen drop hin, dass den Term „changement de sexe“ net all Problemer, déi mam Geschlecht vun enger Persoun ze dinn hunn, ofdecke géif. Duerfir proposéieren dës Organisations, éischter vu Geschlechtsidentitéit, Geschlechtsausdrock oder vu Sexualmerkmalen ze schwätzen. Och wann déi virleiend Direktiv net esou wäit geet, fir d'Geschlechtsidentitéit als Diskriminatiounsmotiv unzëerkennen, ginn et ëmmer méi europäesch Länner, déi explizit Referenz op Transgenderpersounen maache bei hiren nationale Gesetzer.

Am wäiteste geet do Malta, dat a sengem Gesetz vum 15. Abrëll 2015 eng rechtlech Unerkennung vun der Geschlechtsidentitéit verankert huet. Doriwwer eraus weist de Statsrot awer och drop hin, dass eis belsch Noperen hiert Antidiskriminierungsgesetz am Mee 2014, dat den 3. August dat Joer a Kraaft getratt ass, explizit op Transgenderpersounen ausgeweit hunn. Si haten awer schonn an hirem initiale Gesetz vum 2007 de Changement de sexe als Diskriminatiounsmotiv festgeschriwwen.

Ech verweisen och nach op eng Inkohärenz an eiser Gesetzgebung, wou mer scho méi wäit an der Formulatioun gaange sinn, an zwar am Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Asylrecht. Do ass eng europäesch Direktiv ëmgesat ginn, wou d'Aspekt vum Geschlecht, d'Geschlechtsidentitéit mat abegraff, fir d'Zougehéieregkeet zu engem soziale Grupp ze definéieren, explizit als Verfolgungsmotiv unerkannt ginn ass, fir eng international Protektioun unzefroen.

An et ass e weidere Gesetzesprojet um Instanz zewe, de Projet de loi 6758, dee soll déi europäesch Direktiv 2012/29 fir d'Rechter vun den Affer vu Kriminalitéit ëmsetzen. An hei kéint sech en äänleche Problem stellen.

Ech wollt dem Här Minister dann och nach e puer Froen stellen. Mat wivill Fäll vun Diskriminatiounen wéinst dem Geschlecht respektiv Homo- oder Transphobie gouf d'ITM an de leschte Jore befaasst? Wat waren d'Suitten dovun a puncto Enquêtes, Plainten, Prozesser um Aarbechtsgesetz oder Zivilaffären? Gëtt zesummegegheft mam Service fir Gläichbehandlung a mat den Associatiounen, déi sech ëm Mobbing bekëmmere?

Da wollt ech och nach wëssen, firwat keen Avis zum virleiende Gesetzesprojet vun der Statsbeamtechamber gefrot ginn ass, well d'Statsbeamten, déi fale jo och ënner d'Applikatioun vun deem Gesetz. A wien ass zoustänneg bei der Fonction publique, fir déi Beschwerden do entgéintzehuelen? Wier dat déi staatlech Mobbingkommissioun an esou Fäll? Well vu dass déi staatlech Mobbingkommissioun jo ausser Kraaft gesat gouf no engem Arrêt vun der Cour, wéi a wéini gedenkt d'Regierung dës Problem insgesamt ze léisen? Well déi Kommissioun, déi gëtt dréngend beim Stat gebraucht. Gedenkt d'Regierung d'Aarbechtswelt ze sensibiliséieren op déi Problematik vun den Transpersounen? - Dat waren déi puer Froen zu deem dote Volet.

Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, zum zweete Volet vun virleiende Gesetzesprojet just esou vill, dass d'CSV begréisst, dass d'Participatiounsrechter vun de Beschäftigten erweidert gi respektiv erhale bleiwen am Fall vun enger grenzschwärendender Fusioon vu Gesellschaften.

Dann zum drëtten Volet iwwert d'Ophiewe vun där restriktiver Formulatioun vu Faillite an d'Ersetzen duerch Insolabilitéit. Dat erméiglecht jo elo e bessere Schutz vun de Beschäftigten, net nëmme bei enger Faillite vum Betrib, mä och am Fall wou de Patron eng Asbl ass, déi net méi capabel ass, ze bezuelen. Sou kënnen déi Betraffen dann och direkt hir Deklaratiounen fir déi geschëllte Paien an Indemnitéiten bei der Agence fir Entwécklung vun der Aarbecht maachen, der ADEM, an hunn d'Garantie op Hëllef vum Fonds pour l'Emploi.

D'CSV begréisst selbsterständlech, dass et elo méiglech ass, dass déi Leit déi Garantie kréien, an domat wieren dann och elo all Fäll ofgedeckt, an deenen de Patron net méi ka bezuelen. Dee Fall huet sech näamlech gestallt, et ass och elo virdu schon erwänt ginn, wéi Enn Abrëll 2013 d'Asbl Objectif Plein Emploi, d'OPE, zesummegebrach ass. Ofgesinn dovun, dass, wéi den Här Minister et selwer an der Kommissioun genannt huet, dat en „Trauerspill“ war vun de Responsabele vun der OPE, huet do e juristesche Vide bestanen.

Sou waren déi betraffe Beschäftigt de facto am Préavis, well déi juristesche Liquidatioun, also déi richteg Faillite vun der OPE, eréischt am November datselwecht Joer iwwert d'Bün gaangen ass. D'OPE huet deen ausgehandelte Sozialplang net agehalen, an en attendant kruten d'Leit vum éischte Semester 2013 u Chômage ausbezuelt. Vun do bis de 16. Februar 2016, also bal dräi Joer duerno, war deene Leit hir Situatioun awer nach ëmmer net geregelt, wat gradesou en Trauerspill ass!

Den Aarbechts- a Beschäftigungsminister huet näamlech am Ufank refuséiert, unzëerkennen, dass de Prinzip vun der Gläichbehandlung vun de Beschäftigten net respektéiert wier, soudass d'Leit 2014 eng Plainte hu misse maachen zu Bréssel, wou dann och schlussendlech bestäetgt gouf, dass d'EU-Recht net konform zu Lëtzebuerg hei ëmgesat gouf. Schon zënter Métt 2014 huet de Minister deene Betraffen an Aussicht gestallt, et kéim zu enger Upassung vum Aarbechtsrecht.

Ech weisen och drop hin, dass mäi Fraktiounskolleg Serge Wilmes heizou och schonn eng parlamentaresch Ufro den 2. Juni 2014 gestallt huet, wou en déi juristesche Inkohärenz hannerfrot huet, well déi Ex-OPE-Beschäftigt net konnte vun der Hëllef vun dem Fonds pour l'Emploi profitéieren. Fir de Minister war deene Leit hire Problem domat geléist, well se Chômage kruten. Hien huet awer och deemools bestäetgt, dass eist Gesetz ze restriktiv wier, an huet déi Annerung ugekënnegt, déi mer dann elo schlussendlech haut, zwee Joer duerno, stëmmen.

No engem offene Bréif am Januar 2016 vun Ex-OPE-Ugestallten, wou se sech bekloen, hir Situatioun wär nach ëmmer net gekläert, hu mäi Fraktiounskolleg Marc Spautz an ech den 19. Januar 2016 ugefrot, fir dee Punkt do op den Ordre du jour vun der Aarbechts- a Beschäftigungskommissioun ze setzen, well de Statut vun deene Chômage-Indemnitéiten, déi déi Leit kritt hunn, amplaz vun de Garantie vum Beschäftigungsfond, net kloer war.

D'Kommissioun hat sech awer och scho virun enger Rei Méint domat beschäftegt, mä d'Saach war eben nach ëmmer net an der Rei. Mir hunn dunn awer mat Satisfaktioun héieren, wéi de Punkt den 11. Abrëll 2016 schlussendlech op den Ordre du jour komm ass, dass d'Ofrechnung vun de Betraffenen ofgeschloss waren an dass si de 16. Februar hir Paie konnten iwwert de Fond ausbezuelt respektiv ausgeglaach kréien. Et sinn awer zéng Salariéen, déi méi eng héich Zomm kritt hu wéi déi, déi se iwwert d'Egalité de salaire zegutt haten, an dat mussen se jo och zréckbezuelen.

Nach méi erlichtert ware mer ze héieren, dass all Ex-OPE-Ugestallten eng Aarbecht fonnt hunn, op d'mannst wat d'Résidenten ugeet. A mir sinn och frou, dass zum Beispill de Projet „île aux clowns“, deenen hire Beschäftigte fërmlech d'Laache vergaange war, wéi de Stuerm iwwer hir Insel ausgebrach ass, wéi d'Schëff OPE ënnergaangen ass; mä elo kënnen si dank dem gehäerzten Agräife vu fënneg Organisationsnees ville kranke Kanner a Leit, Strummerten a Flüchtlingen d'Laache schenke mat hire rouden Nuesen.

Fazit: D'CSV ass frou, dass dat hei endlech gestëmmt gëtt an huet och den Amendement ënnerstëtzt, deen iwwerens duerch d'Intentioun vun enger anerer Oppositionspartei zustane komm ass, dem Kolleg vun déi Lénk. An et mussen och elo dann déi zwou Konditiounen net cumuléiert ginn, fir dass de Beschäftigungsfond d'Créancé garantéiert, déi vum Zoumaache vum Betrib an déi vun der ongenügender Aktiva.

Dat, wat d'CSV kritiséiert: Et huet vill ze vill laang gedauert, bis de Minister den Dossier gekläert huet. Déi Betraffen hu sech missen dräi Joer zerklappe fir hir Rechter, an d'ADEM huet och nach aacht laanger Méint gebraucht, fir d'Ofrechnungen opzestellen. Well de Problem war bekannt!

An nach eppes, wat scho méi laang schleeft, an dat huet net nëmmen d'CSV, mä ënner anerem och d'Chambre des Salariés, d'CSL, och ëfters ënnerstrach: D'Reform vum Faillitegesetz muss onbedéngt kommen! Dat ass och scho méi laang bekannt a geet op d'Joer 2012 zréck, wéi mer d'Aarbechtsrecht ofgeännert hunn, fir dass d'Salariéen am Fall vun enger Faillite, dat war déi sougenannte Faillite Socimmo, méi séier vum Patron geschëllte Paie sollten ausbezuelt kréien.

Den 29. Mäerz 2012 huet déi deemoleg Rapportrice, déi honorabel Madamm Vera Spautz, d'Urteil vum 3. Mäerz 2011 vum Europäesche Gerichtshaff zitéiert, dat eng weider Ëmännerung vun Aarbechtsrecht misst mat sech bréngen. Et ass effektiv esou, dass de Moment d'Rechter vun de Beschäftigten, am Fall wou de Patron Faillite mécht, net déiselwecht si wéi deenen hir, déi aus ekonomesche Grënn entlooss ginn, well hiren Aarbechtsvertrag an deem éischte Fall direkt opgeléist ass. Dat ass awer net zoulässeg bei kollektiven Entloossungen, well de Curateur muss fir d'Éischt en Accord aushandele mat de Vertrieeder vun de Salariéen, ier eng Entloossung ka stattfannen.

An ech erlabe mer, d'Vera Spautz kuerz ze zitieren: „Den Aarbechts- a Beschäftigungsminister Nicolas Schmit huet an der zoustänneger Chamberskommissioun erkläert, dass en Aarbechtsgrupp a sechs bis aacht Wochen e Gesetzesprojet ausschafft, an deem en déi juristesche Konsequenz vun dëser Jurisprudenz studéiert.“ Enn vum Zitat. Dat war wuelverstanen am Mäerz 2012! Haut si mer den 12. Mee 2016, also bal véier Joer duerno! Dat ass och en Trauerspill!

Den Här Minister huet och elo nees zougeseot, dass dat deemnächst an der Reform vum Faillitegesetz géif berücksichtegt ginn. Duerfir wëll ech och da vum Här Minister wëssen, wéini dat Gesetz dann elo kënnt.

An zum Schluss aus Aktualitéitsgrënn eppes, wat net nëmmen en Trauerspill ass, mä e Skandal. Deemools, wéi Objectif Plein Emploi d'Baach erofgaangen ass, ass dat jo net aus heiterem Himmel geschitt. Scho méi laang war gewosst, dass do eng ugespaante finanziell Situatioun war, also duerch deen enorme Waasserkapp, deen d'OPE-Daachorganisatioun op-

gebaut hat, mat 120 Mataarbechter an intransparente Finanzierungen. A schon am Mee 2003 hat den deemolege Minister Fränz Biltgen e Gesetzesprojet, de Projet de loi 5144 abruecht, fir de Sozialinitiativen en ugepasste gesetzlechen a finanzielle Kader ze setzen, deen och dem Aarbechts- a Beschäftigungsmnistère deementspriechend Kontrollmëglickeeten zougesteeht.

Dee Projet de loi war awer siwe Joer laang um parlamentareschen Instanzewe.

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

Et ass jo och festgestallt ginn, dass déi juristisch Struktur vun enger Asbl net déi richteg wier fir Beschäftigungsinitiativen. Dat wësse mer. An 2011 an 2012 si jo och Audite gemaach gi vun alle Beschäftigungsinitiativen: Forum pour l'Emploi, ProActif an OPE.

Ech wëilt awer och nach gär vum Här Minister wëssen, wivill Suen am Fong déi ganz Auditen iwwerhaupt elo am Gesamte kascht hunn.

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Net vill!

► **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV).- Iwwregens war deen Audit vum Forum pour l'Emploi deen, dee bái Wäitem am beschten ofgeschnidden huet a souguer d'Konklusioun gezunn huet, dass déi Leit wa méiglech déi néideg Sue sollte kréien, fir hir exzellente Aarbecht weiderzeféieren. Den Här Minister selwer ass och net midd ginn, d'Gestioun vum Forum pour l'Emploi als exemplaresch duerststellen.

Just, wat dee klengen Ennerscheed nach mat deene verschiddeenen Auditen ausmécht, an dat ass de Skandal derbái: Dee vum ProActif gouf den 20. September 2011 publizéiert.

(Interruption)

An domat ass deen deemolege President Robert Weber öffentlech duerch de Knascht gezu ginn an diskreditéiert ginn. An dat kuerz virun de Gemengewahlen, fir déi e kandidéiert huet.

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

Déi Responsabel vu ProActif, dorënner de Robert Weber,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Kollegen, et kritt jiddwereen d'Geleeënheet, fir herno ze reagéieren. Am Moment huet just d'Madamm Andrich d'Wuert.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV).- Merci, Här President. Déi Responsabel vu ProActif, dorënner de Robert Weber, waren och deemools ugeklot gi wéinst de finanziellen Onregelméissegkeeten. Deen Drock, deen do opgebaut gouf an deen den Här Robert Weber selwer als „Erpressung“ betitelt huet, huet dozou gefouert, dass en demissionéiert huet. Domat war awer och seng gesamt gewerkschaftlech a politesch Carrière zerstiéiert.

Haut wësse mer méi. Éischtens besti souwuel Forum pour l'Emploi a ProActif nach haut a fonctionnéieren, no gewëssenen Emstrukturierungen, exzellent.

(Interruption)

A wéi d'Press d'lescht Woch gemellt huet, huet d'Gericht elo no fënnf Joer en Non-lieu gersprach an de Prozess géint déi Responsabel vu ProActif huet missen agestallt ginn, wéinst Mangel u Beweiser. An anere Wieder: De Robert Weber huet de Prozess gewonnen. D'Rechnung ass also net ganz opgaangen an déi Saach kritt jo nach vläicht e juristescht Nospill.

Zweetens besteet den OPE guer net méi, och wann deen Audit eréischt zu engem spéideren Zäitpunkt 2012 presentéiert gouf. Dat, wat déi Responsabel do allerdinges gemaach hunn, war ënner aller Klarinett! Ee Gléck, muss ee soen, dass déi lokal Initiativen, d'CIgLen, konnte vun de Gemengen opgefaange ginn!

D'Fro awer un lech, Här Minister: Hutt Dir jee-mools eng Plainte géint déi dote Persoun gemaach?

Fazit ass:...

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Ech hunn ni eng Plainte gemaach.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV).- ...Dat war an ass net nëmmen en Trauerspill, mä och e Skandal, a virun allem e knaschtegt politesch Spill, Här Minister.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

(Protestations)

► **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV).- An domat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun, fir de Projet hei ze stëmmen. Merci.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler fir d'DP.

► **M. André Bauler** (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass ze begrëssen, dass de Code du Travail, de Statsbeamtestatut an de Code pénal den europäeschen Exigenzen, sprécht Direktiven, op deenen dräi Punkten, déi vun der Rapportrice, der Kolleegein Taina Bofferding, presentéiert a kommentéiert goufen, ugepasst ginn.

Ech profitéieren direkt vun der Geleeënheet, fir der Madamm Bofferding fir hiren exhaustive Bericht, dee si op déi gewinnt agréabel a kompetent Manéier virgedroen huet, ze félicitéieren. Ech soen hir och Merci, dass se meng Interventioun vu gëschter iwwert d'Schicksal vun den Asblen an hire Memberen am Fall vu Failliten oder Insolabilitéit an deem Kontext ernimmt huet.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Kollegen, et ass e bësse vill Gegrommels am Sall. Wa wichteg Saachen ze beschwätze sinn, wann ech gelift, mer hu Raimlechkeete genuch. Merci!

► **M. André Bauler** (DP).- Merci, Här President. Bei deenen dräi Direktive geet et jo bekanntlech ëm d'Richtlinn iwwert d'Verschmelzung vu Kapitalgesellschaften aus verschiddeenen Memberstaten, ëm d'Gläichbehandlungsrichtlinn an ëm d'Richtlinn iwwert de Schutz vu Salariéien, am Fall wou de Patron net méi fäeg ass, seng Fournisseuren a seng oder seng Kredithaiser ze bezuelen.

Hei geet et, wéi meng Virriedner scho gesot hunn, ëm punktuell Upassungen, déi drop erauslafen, den eenzelne Salarié besser ze schützen oder seng Rechter am Fall vu Verännerungen, wéi zum Beispill enger Fusioune oder enger Insolabilitéit vu sengem Betrib, ze garantéieren beziungsweis ze verbesseren. Domat droe mer och dem geneeë Wuertgebrauch respektiv den Ufuerderunge vun de respektiven europäeschen Direktive Rechnung, och a grad am Sënn vu méi Chancégerechtigkeit.

An deem Kontext schreift de Centre pour l'égalité des chances et de traitement a sengem Avis zu der Thematik vum Changement de sexe oder dem Changement vum Geschlecht Folgendes; ech zitieren: «Il est vrai que le fait d'avoir un motif de discrimination cité explicitement dans une loi fait augmenter la protection des victimes et la sensibilisation par rapport à cette thématique et peut, en même temps, faire augmenter le taux de signalement de discriminations auprès d'un centre d'égalité de traitement, comme le CET.»

Zurzeit hätte ronn 10% vun de betraffene Persounen op eng Diskriminatioun opmierksam gemaach, esou de CET. Ech wëll och drun erënneren, dass den Europäesche Gerichtshaff fonnt huet, dass all Diskriminierung, déi op engem Changement de sexe berout, als eng Discrimination de sexe ugesi gëtt.

Ech wëll op dëser Plaz net weider an den Detail goen, wat d'Ännerung vum Geschlecht u sech ubelaangt, well dat am Kader vun deem Gesetzprojet wierklech ze wäit féiere géif. Mir als Demokratesch Partei wäerten eis Positioun am Rumm vun der Proposition de loi, déi vun der CSV déposéiert gouf, nach eng kéier méi detailléiert erläutere, eng Positioun, déi dorop baséiert, dass een de betraffene Persounen esou séier an esou einfach wéi méiglech hëllef, ouni awer ze vergiessen, dass eng gewësse Prozedur dobái agehale muss ginn.

Zum Schluss vu mengem Remarquë wëilt ech dann awer am Numm vun der demokratescher Fraktioun meng Zoustëmmung zu dëser Verbesserung ginn a soen lech Merci fir d'Nolauschten.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. An domat huet d'Wuert den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia** (déi gréng).- Här President, léif Kolleegeinnen a Kollegen, de Mëtteg hu mer hei e Projet de loi virleien, deen de Code du Travail an dräi Voleten wäert ofänneren: den éischte Volet an Egalité des chances an Egalité des traitements, deen zweete Volet an der Fusion transfrontalière vun de Kapitalgesellschaften an den drëtten Volet an dem Schutz vun den Aarbechter. Dat sinn dräi Voleten, déi déi gréng Fraktioun hei wäert ënnerstëtzen. Se gëtt domadder och hir Zoustëmmung zu deemem Projet de loi.

An ech wollt awer nach eng kéier e spezielle Merci soen un d'Taina Bofferding fir dee vollstännegen, korrekten, detailléierten mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Eng kleng Bemierkung zu dem Volet 1, der Gläichstellung vu Mann a Fra: D'Gläichbehandlung läit schonn an de Statute vun der grénger Partei niddergeschriwwen. Duerfir ass et ganz normal, dass mer dëse Volet hei natierlech och ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Anzia. An d'Wuert huet elo den Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här President. Léif Kolleegeinnen a Kollegen, fir d'Éischt wëll ech der Kolleegein Taina Bofferding als Rapportrice Merci soe fir dee gudden mëndlechen, awer och virun allem schrëftleche Rapport. Ech mengen, no hirer Presentatioun hei vum Projet war am Fong dat Meescht gesot, wat zu deemem Projet ze soen ass, an deem mer am Fong dräi Modifikatiounen un eisem Aarbechtsrecht virhuelen, dat opgrond vun europäeschen Direktiven an enger europäescher Jurisprudenz.

Wat d'Égalité des chances ubelaangt, mengen ech, ass de Prinzip vun der Non-Diskriminatioun vum Changement vum Sex am Fong eng normal Saach fir eis hei am Land ginn. A wann ech den Artikel 11 vun eiser Constitutioun huelen, deen am Fong seet, dass Mann a Fra gläich virum Gesetz sinn, esou ass dat eng large Interpretatioun, mä ech mengen awer, dass et kloer ass, dass jiddwereen, deen hei am Land leeft, ënner déi Gläichbehandlung fällt. Duerfir ass dat hei och fir mech am Fong net eng Neigkeet, déi mer hei an d'Gesetz maachen, mä et ass vläicht eng Prezisioun, déi mer an d'Gesetz schreiwene, fir et kloer zum Ausdrock ze bréngen, wéi mer dat hei zu Lëtzebuerg verstinn.

All Mënsch ass fir eis gläich, egal wéi seng sexuell Orientierung ass. An och wa mer hei vum enger Minoritéit schwätzen, mengen ech, ass et och grad an engem demokratesche Stat un engem Parlament, derfir ze surgen, dass och d'Minoritéiten zu hirem Recht kommen. An an deem Sënn begrësse mir dës Ännerung, genausou wéi déi zweet Ännerung, wat d'grenziewerscheidend Fusioune vu Kapitalgesellschaften ugeet.

Well mer och ebe wëssen, duerch de Changement, dee wirtschaftlech ëmmer méi zur Realitéit gëtt, dass ëmmer méi Kapitalgesellschaften grenziewerscheidend fusionéieren, ass et och wichtig, dass d'Salariéien, déi an deene Betriber schaffen, keng negativ Konsequenzen duerch esou Fusioune kréien, mä dass hir Rechter och da grenziewerscheidend garantéiert ginn.

An an dëselwecht Richtung geet och, mengen ech, wa mer vun dem Schutz vun de Leit schwätzen, hei vun de Salariéien, déi drëtt Ännerung, wou mer am Fong dat méi restriktiv Wuert vu Faillite eben duerch d'Insolabilitéit ersetzen, fir dass domadder d'Leit net brauchen ze waarden, déi jo net duerch hir Schuld an déi Situatioun kommen. Wann e Betrib Faillite mécht, da sinn am Fong déi Leidtragend d'Salariéien, déi an deene Betriber sinn an déi praktesch an alle Fäll onschëlleg sinn, dass de Betrib faillite geet, mä si sinn awer déi éischt Leidtragend.

An duerfir ass et och wichteg, dass mer als Politik derfir surgen, fir déi Leit esou gutt wéi méiglech ofzesetzen, an och duerfir am Kader vun enger Faillite bis elo och schonn eng Rei vu Prioritéiten haten, mä doduerch, dass et huet missen eng Faillite sinn, e gewëssenen Zäitverloscht war, deen zum Negativen ausgaangen ass fir déi Leit, well se laang hu misse waarden. Duerfir begrësse mer och déi drëtt Neierung an deem Gesetz.

An ech mengen, wat wichteg ass, et ass och schonn hei vun der Rapportrice gesot ginn, dass ass, dass mer dee Problem léisen, dee mer haten, wéi mer Schwierigkeeten, finanziell Schwierigkeete mat enger Asbl haten. Wa mer dat reng juristescht oder opgrond vu gesetzlecher Basis geholl hätten, hätten déi Leit deemools an engem Vide juridique gehaangen zu hiren Ongonschten. An duerfir, mengen ech, muss ee scho begrëssen, dass den Aarbechtsminister deemools eng - wéi soll ech soen? - Lëtzebuenger Léisung fonnt huet, wou mer net géint e Gesetz verstoussen, awer eng Léisung fonnt hunn am Interessi vun deene betraffene Leit. An datt mer elo mat deemem Gesetz eis och déi legal Basis ginn, wann esou eppes an der Zukunft nach eng kéier virkënt, dass kann een nëmme begrëssen.

Et ass also e Gesetz, wat nëmme Verbesserung mat sech bréngt, déi mir begrëssen, an duerfir och den Accord vun eiser Säit.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Elo sidd Der erëm méi wäit vun der CSV ewechgeréckelt.

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. An d'Wuert huet elo de Marc Baum. Här Baum!

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Här President, dëse Gesetzesprojet hei ëmfaasst dräi Aspekter, déi eigentlech direkt näischt mateneen ze dinn hunn. Et geet also éischtens ëm d'Netdiskriminatioun vun Transsexuellen, zweetens d'Matbestimmungsrecht vu Salariéien am Fall vu grenziewerscheidend Betribsfusiounen an drëttens d'Ausweidung vum Schutz vu Salariéien am Fall vun der Insolabilitéit vu Betriber.

Gemeinsam hunn dës dräi Gesetzesännerungen, dass se allen dräi zréckginn op Recommandatiounen vun der EU-Kommissioun. D'Regierung huet also hei net selwer d'Initiativ fir e gréisseren Schutz vu Salariéien an déi konsequent Adaptatioun no uewe vu Sozialstandarde geholl, mä huet reaktiv dat ëmgesat, wat d'Kommissioun si gefrot huet!

Et sinn also dräi bescheide fortschrëttlech Entwécklungen vum Aarbechtsrecht zu Lëtzebuerg, déi mer begrëssen. D'Bescheidenheet oder den niddregen Niveau vun Ambitiounen vun deemem Projet ass och scho virdu vun der Rapportrice nach eng kéier betount ginn. A virun allem mierkt een dat am schrëftleche Rapport, wann drop agaan geëtt op d'Recommandatiounen oder d'Avise vun zwee betraffenen Organismen, notamment dem Centre pour l'égalité de traitement op där enger Säit respektiv der Salariatskummer op där anerer Säit. Am éischte Fall betrëfft dat d'Diskriminatioun vun Transgender-Leit, wou den CET sech eng méi breet Definitioun vum Begrëff vun der geschlechtlicher Identitéit gewënscht hätt.

Déi heiten Adaptatioun beschränkt sech just op de Changement, de Wiessel vum Geschlecht, also op Mënschen, déi no enger Operatioun ee bestëmmt Geschlecht unhuelen, an et ëmfaasst awer net explizit déi Leit, déi aus finanziellen, medezinneschen oder och anere Grënn keng esou Operatioun kënnen duerchféieren oder och wëllen duerchféieren.

Et kann elo argumentéiert ginn, an dat ass jo och deelweis geschitt, dass eis Gesetzler elo schonns Diskriminatioun wéinst sexueller Orientierung oder wéinst dem Geschlecht ausschléissen. Mä wann d'Regierung hei d'Recommandatioun vun der Kommissioun scho suivéiert an déi entsprechend Gesetzler weider suivéiert, weider preziséiert, da wier et och an deemem Fall begrëssenswäert gewiescht, net um hallwe Wee stoen ze bleiwen.

Deen zweete grouse Volet vun deemem Gesetz betrëfft de Schutz vun de Salariéien bei der Insolvenz vun engem Betrib. Hei geet et am Fong ëm e Fall, deen och schonn an de leschte Jore vill an der Press war an deen och schonn hei zweet, dräimol ugeschwat ginn ass, de Fall vum OPE, dem Objectif Plein Emploi, deen de facto insolvent war, a wou d'Salariéien awer net ënner d'Schutzbestëmmunge vun der Faillite gefall sinn. Well den OPE eng Asbl war an net eng kommerziell Gesellschaft, hunn d'Salariéien net op d'Bestëmmunge vum Fonds pour l'Emploi kënnen zréckgräifen, dass ze zum Beispill e Préavis bezuelt kréien, Congésdeeg ausbezuelen kréien, et cetera.

Den Aarbechtsministère huet hei eng restriktiv an, wéi sech herno erausgestallt huet, finalement falsch Interpretatioun vum Gesetz applizéiert. Déi Betraffe sinn dergéint virgaangen, an d'EU-Kommissioun huet hinne recht ginn, dass d'Direktiv iwwert d'Insolvenz hei net richtig applizéiert gëtt. An och de Minister huet finalement missen agesinn, dass seng Interpretatioun vum Ufank net richtig war, well zweet Joer duerno sinn déi Betraffen entschiedeg ginn.

Et war also falsch, deene Leit hir Kontrakter no der Insolvenz, déi vun engem Dag op deen anere kouw, einfach als gekënnegt ze betruechten a si einfach als Chômeuren anzestufen, ouni bezuelen, ausbezuelte Préavis, mä mat deementspriechend Chômage, manner Salaire, net ausbezuelte Congésdeeg, et cetera, wat jo spéiderhin nogeholl ginn ass.

Si sinn also net an de Genoss vun den Dispositiounen vum Fonds pour l'Emploi kommen, déi bei enger Faillite vun enger kommerzieller Boîte virgesi sinn, wéi dat eigentlech de Fall misst sinn. Duerfir also elo dës gesetzlech Ännerung, dat an Zukunft willkürlech Interpretatiounen ausschléisst.

D'Salariatskummer weist awer zu Recht och nach op en anere Problem hin, nämlech deen, dass d'Salariéien en général bei enger Faillite wesentlech manner gutt protegéiert sinn, wéi am Fall vun engem Licencement collectif, wou d'Personalvertrieeder zumindest e Sozialplang verhandele kënnen. Hei gëtt et och en Arrêt vum Europäesche Gerichtshaff aus dem Joer 2011 am Fall vun der Faillite vun der Landsbank, deen zwou lëtzebuergesch Praktike kritiséiert, nämlech éischtens, dass d'Bestëmmun-

gen iwwert de Licenciement collectif och bei enger Faillite gëlle missten, dat heescht, e Sozialplang mat de Vertrieeder vum Personal ausgeschafft muss ginn, an zweetens, datt et bei enger Faillite de Curateur oder Liquidateur ass, deen d'Roll vum Patron an deem dote Fall iwwerhuele muss, en vue vun engem Accord mat de Personalvertrieeder.

D'Salariatskummer huet och nach op eng aner Rëtsch Punkten opmierksam gemaach, an den zoustännege Minister huet och versprach, an engem interministeriellen Aarbechtsgrupp tëschent Aarbechts- a Justizministère deene Froen op de Fong ze goen. Dat begrëisse mer! Dat begrëisse mer souguer ausdrücklech, besonnesch well et net déi éischte Kéier ass, datt d'Gewerkschaften dorobber opmierksam maachen, an och well de betreffenden Arrêt vum Gerichtshaff elo schonn entre-temps fënnef Joer zrëckläit.

Här President, deen heite Gesetzestext ass sécherlech kee grouse Worf. Et ass och net seng Ambitioun, well e just op verschidden an zwar ganz drénglech Problemer reagiert. En huet awer dee Virdeel, datt en nach eng Kéier daitlech weist, wéi eng aarbechtsrechtlech Chantieren d'Regierung séier misst ugoen.

An deem Sënn ass eise Jo zu deem Text hei als Opdrag un d'Regierung gemengt.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- D'ommat si mer um Enn vum allgemengen Débat ukomm. An d'Wuert huet elo direkt den Aarbechtsminister, den Hår Nicolas Schmit.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Hår President, u sech wollt ech ganz einfach mech de Wieder vum der Rapportrice vun dësem Gesetzesprojekt ugeschlüssen, deem exzellente Rapport, deen eigentlech alles gesot huet. Mä eng nei Geschichtsschreibung iwwer verschidden Themen, déi obligéiert mech hei, verschidde Saachen awer ze rectificieren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Ech hu mat vill Attentioun der Madamm Andrich an der Kommissioun nogelauschert souwéi och hei, alles dat, wat se gesot huet iwwert d'Diskriminatioun, iwwert d'Diskriminierung, iwwert d'Exklusiv vum deene Leit, vun den Transgender-Leit. An ech begrëissen och all Initiativ, déi dee Problem vun deene Leit gesetzlech regelt. Dat kënne mer net an dësem Gesetz maachen. Dat muss mer an engem richtige Gesetz maachen, dat der spezieller Situation vun deene Leit absolutt Rechnung dréit.

Wann ech elo géif polemiséieren, wéi d'Madamm Andrich am Ufank - am Ufank! -, da géif ech soen: Hätte mer déi dräi Direktiven ënner engem CSV-Minister richtig emgesat, da bräichte mer se elo net ze rectificieren!

(Brouhaha)

Dann hätte mer also dee Problem net, dee mer haut hunn! Dat als éischte Punkt. Dann hätte mer nämmlech de Problem net gehat, datt mer dat Element net an onsem Gesetz gehat hätten, dann hätte mer de Problem net gehat, dee mer muss korrigéieren iwwert d'Representatioun vun de Salariéen a mir hätte besonnesch de Problem net gehat vun der Insolvabilité, well grad do ass dee gréisste Problem, dee jo dann zu weidere breedene Ausféierunge vun der Madamm Andrich gefouert huet an deen e bëssen eng speziell Geschichtsschreibung mat sech bréngt.

Ech wëll, wann dat gewënscht ass, nach eemol déi ganz Dossiere vun den Initiatives sociales hei opmaachen. An ech muss soen, d'Waasserkäpp sinn net an zwee Joer gewuess! D'Waasserkäpp sinn iwwer Jore gewuess! An et ass nogekuckt ginn, jorelaang,...

(Interruption par Mme Sylvie Andrich-Duval)

...an zwar net ënner enger Regierung, wou ech Aarbechtsminister war, wou d'Waasserkäpp souwuel bei ProActif wéi och bei OPE gewuess sinn. An et ass nâischt geschitt. An et ass dat Gesetz, dat seng Méritten huet, mä awer dat déi Problemer iwwerhaapt net richtig ugeet, wou 2003 déi richteg Problemer vun den Initiativen eigentlech ugaange gi sinn. Dat ass deen éischte Punkt.

Deen zweete Punkt ass: Et kann net jiddweree Jurist sinn, Madamm Andrich! Ech sinn et och net. Mä wann ech iwwer Juristerei schwätzen, dann huelen ech mer de Rotschlo vun Affekoten, an Dir hutt jo ganz prominent Affekoten an Arem Grupp, dann huelen ech mer deen an ech loosse mech beroden, wéi dann d'juristesch Situation och ass, notamment am Fall vu ProActif.

Ech hu ganz schnell en absoluten Audit maache gelooss vun deenen dräi groussen Initia-

tiven. An ee President vun enger sëtzt hei, an Dir hutt zu Recht gesot, dat ass déi, wou eigentlech kee Problem war, déi korrekt géréiert war. Déi aner waren net korrekt géréiert. A besonnesch ProActif war absolutt net korrekt géréiert, net nëmmen, well et e Waasserkäpp bei ProActif ginn ass, deen iwwer Joren opgebaut ginn ass, mä well et Écriturë gi sinn, déi absolutt falsch waren!

An du moment, wou deen Auditeur, deen ech an d'Belsch siche gaange sinn an dee relativ bëlleger war, well an der Belsch sinn d'Präisser vläicht e bëssen anescht wéi hei zu Lëtzebuerg... A firwat sinn ech en, Madamm Andrich, an d'Belsch siche gaangen? Ma ech sinn en an d'Belsch siche gaangen, well hei mir all d'Auditeure gesot hunn: „Dat do ass en Eisen, wat mir net upaken, well mir hunn ons scho bal eemol d'Fanger dru verbrannt!“

Well och ënnert dem Hår Biltgen - och ënnert dem Hår Biltgen! - gouf et en Audit vu ProActif. An do sinn déi Froen lues an neelech ugeschwat ginn,...

(Interruption)

...vläicht net esou, wéi den Auditeur et gewënscht hätt, mä esou, wéi deen, deen den Audit bestallt hat, et gewënscht huet. An duerfir sinn ech een an d'Belsch siche gaangen, fir sécher ze sinn, datt deen Auditeur net ënner iergendengem Drock kéint stoen.

An dat, wat deen Auditeur bei ProActif erausfonnt huet, dat steet haut an de Bicher vu ProActif. An et ass eng Schold, déi ProActif nach ëmmer géigeniwwer vum Lëtzeburger Stat huet! A wann e Minister, an do beléieren ech lech dann, wann e Minister eng Malversation vun öffentleche Gelder feststellt an engem vu senge Ministèren - an engem vu senge Ministèren -, an dat krut ech jo dokumentéiert vun deem Audit vu ProActif... A keen huet jee géint deen Audit plädéiert!

Ech krut och ni kloer Indikatiounen an der Regierung. An dat do ass jo net geschitt an där Gambia-Regierung! Dat do ass geschitt, wou den Hår Juncker President vun der Regierung war!

(Brouhaha)

An och den Hår Juncker huet sech dogéint ni opposéiert! Den Hår Juncker huet dat also mat gedeckt, wat ech deemools mat ProActif a mat OPE gemaach hunn.

(Brouhaha)

An de Finanzminister, den Hår Frieden, huet dat och mat gedeckt! Also, wat mécht e Minister, dee Malversationen entdeckt? Dee muss, nom Artikel 23 vum Code d'instruction criminelle, de Parquet mat deem Dossier saisieren. An dat war net eng Plainte, eng Accusatioun vun Hår Weber, absolutt net!

Vum Numm vum Hår Weber, an ech loossen lech déi Dokumenter gar zoustellen, geet an deem Schreiwes un de Parquet iwwerhaapt net rieds. Et ass den Hår Weber, dee sech viséiert gefillt huet. Et ass den Hår Weber, deen zanter Jore seet, e géif eng Plainte en diffamation géint mech maachen. Dann hätt en dat direkt kënne maachen. Firwat waart e fënnef Joer? E soll se roueg maachen. Ech hunn den Hår Weber ni virgefouert a gesot, en hätt sech beräichert, en hätt e Faux en écriture gemaach.

Mä de Parquet huet natierlech gekuckt: Wien ass de Responsabele vu ProActif? Eh ben, de Responsabele vu ProActif, vun der Asbl ProActif, dat war den Hår Weber, dee war President dovun. An ech kann lech och do nach aner Detailler driwwer ginn. Duerfir ass eng Enquête judiciaire gemaach ginn, d'Police judiciaire ass ageschalt ginn. An no enger laanger Enquête, fir déi ech jo franchement nâischt kann, ass eng Konklusioun gezu ginn, datt net genuch Elementer do wieren, fir eng Inculpation ze maachen, an duerfir ass en Non-lieu gesprach ginn. Dat huet mam Minister Null ze dinn! Dat ass de Parquet. Dat ass also nâischt, wat de Minister als Revanche géint iergendeng Persoun ugestallt hätt.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Ee Wuert awer nach iwwert déi Geschicht mat der Faillite. Ech weess net, wéi laang d'CSV d'Justizministèren hat, wou e Gesetz iwwert d'Faillite gebastelt ginn ass a wou mir jo ëmmer gesot ginn ass, och am Kader vun deenen Dispositionen, déi hei en cause sinn: „Dat muss am Kader vun enger genereller Reform vun de Faillite geschéien.“ Ben, déi Reform ass während där Zäit net komm! Déi ass elo am Punkt, ze kommen. An an där Reform sinn och déi Elementer dran, déi notamment vun deem engen oder aneren ugeschwat gi sinn.

Et ass also net dës Regierung! Dat ass eng laang Period, wou un engem Projet iwwert d'Reform vun de Faillite gebastelt ginn ass an et ass net zu Konklusiounen komm.

Duerfir, OPE - e lescht Wuert, Hår President, ech sinn do perséinlech direkt ugeschwat ginn -, och do ass et eng komesch Geschichtsschreibung. Éischtens, de Malaise bei OPE, de berühmte Waasserkäpp, d'Suen, déi gefloss sinn ouni vill Kontrollen, dat huet net 2009 ugefaangen, well 2009/2010, do hu mer emol geschwat a gesot: „Wa Sue fléissen, da gëtt geschriwwen, da gi Konventiounen gemaach.“ Dat ass virdrun net onbedéngt geschitt. Do si Sue gefloss a keng Konventiounen geschriwwen ginn, wat iwwregens dozou bäigedroen huet, datt OPE op eemol esou schnell an d'Faillite gefall ass!

Ech kann et net verantworten, enger Asbl Suen ze iwwermëttelen, an dat an Honnerttausenden, voire Milliounebeträg - Milliounebeträg! -, ouni kloer Konventiounen mat engem Droit de regard do drop ze maachen. Dat war deen éischte Punkt.

Den zweete Punkt ass deen, datt d'Gemengen, an hei sëtzen eng Rei Représentantë vu Gemengen, déi mam OPE zesummegeschafft hunn - Madamm Andrich, informéiert lech bei deene Gemengepapp -, déi hunn ee Moment gesot: „Elo geet et duer, mir gi kee Su méi an deen OPE“ - an d'Gemengen hu vill Suen an den OPE ginn -, „well mer kee Retour hu vun deem, wat mir bezuelen.“ An du moment, wou d'Gemenge gesot hunn: „Mir gi kee Su méi an den OPE“, y compris déi Escher Gemeng als Hauptsprecher fir déi Approche, wier et do vun engem Aarbechtsminister responsabel gewiescht, d'Aen zouzemaachen, wéi dat jorelaang geschitt ass, a weider Milliounen an dat Faass ouni Buedem ze schëdden?

Wier dat responsabel gewiescht? Wat hätte mer haut da gesot, wann dat esou geschitt wier?

(Brouhaha)

An duerfir, Madamm, wann ech gelift, wann Der esou Saache sot, informéiert lech, liest Är Dossier, liest och déi Antwerten, déi ech Arem Kolleg ginn hunn an där Affär.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Hår Minister!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Nach mäi leschte Punkt, mäi leschte Punkt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Hår Minister, ech bieden lech just, lech un d'Chamber ze adressieren.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Jo, mäi leschte Punkt. Mäi leschte Punkt ass deen: Wat hu mer mat deene Leit vum OPE gemaach? Mir hunn alleguerten, alleguerten déi Leit geruff a mir hunn en direkt gehollef: a) datt se Sue kritt hunn.

Mä vu datt den Hår Biltgen d'Direktiv esou emgesat hat, wéi hie gemengt hat, datt se richtig emsetze wier, war eben déi Dispositioun vun der Insolvabilité net an onsem Gesetz. An duerfir konnt ech deene Leit net iwwert d'Garantie de salaire déi Sue ginn. Wier déi Direktiv richtig emgesat ginn, dann hätt ech dat gemaach. Ech konnt et awer net maachen, well et net am Gesetz stoung!

Ech hunn déi Leit awer net am Ree stoe gelooss. Ech hu gesot: „Indépendamment vun deem, wat onst Gesetz virgesäit, kréie se da Chômage. Si kréien direkt de Chômage an net eréischt no enger gewësser Period.“ A se hunn de Chômage kritt. D'Leit hu fonnt, si wëilten traitéiert gi wéi all déi aner Salariéen. A si hate recht! A si si bei d'Kommissioun en Avis huele gaangen an d'Kommissioun huet hinne recht ginn. Dat heescht, d'Kommissioun huet confirméiert, datt Lëtzebuerg ënnert dem Hår Biltgen, mengem Virgänger, d'Direktiv schlecht emgesat hat.

An du hu mer gesot: „Okay, mir applizéieren, ouni d'Gesetz geännert ze hunn, wann d'Kommissioun där Meenung ass, applizéiere mer d'Direktiv, wat och enger europäescher Jurisprudenz entsprécht.“ A mir hunn de Leit d'Garantie de salaire ginn.

Leider, et si Leit, déi hate méi Chômage kritt, wéi se recht op d'Garantie de salaire haten, an duerfir muss se elo puer Sou erëmginn, net all, e puer vun hinnen. An dat ass eben esou. Et kann een net Gagnant sinn op méi Plazen. An dat ass déi richteg Geschicht. An déi Leit, déi meecht Leit, ech mengen, mat zwou oder dräi Ausnamen, hunn haut en Job. An et ass remarquabel och, datt iwwert d'CIgLen déi Aktivitéite weidergefouert ginn.

Mä ech stinn der Chamber iwwer all déi Geschichte gäre Ried an Äntwert. Ech hunn do nâischt ze verstopen a besonnesch nâischt ze fäerten!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Hår President, ech wollt just eng Fro stellen un den Hår Minister.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann den Hår Minister dat erlaabt?

(Interruption par M. Alex Bodry)

Soss kann ee selbstverständlech, Hår Bodry, ëmmer Parole après ministre froen.

(Brouhaha)

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Hår President, ech wollt den Hår Minister froen, wéini d'Gesetz iwwert d'Beschäftigungsinitiativen an der Chamber gestëmmt ginn ass.

► **Une voix.**- Ah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Hår Minister!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Dat Gesetz iwwert d'Beschäftigungsinitiativen ass virun 2009 gestëmmt ginn.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Am Mäerz.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Jo.

(Interruption par M. Marc Spautz)

Wann d'Chamber sechs Joer gebraucht huet - sechs Joer! -, fir aus engem Projet e Gesetz ze maachen: dat ass der Chamber hir Fräiheet. Et ass dem Minister, deen dofir responsabel ass, seng Fräiheet oder seng Responsabilitéit. D'ommat hunn ech nâischt ze dinn. Éischte Punkt.

Zweete Punkt ass just - Hår Spautz, Dir kennt dat Gesetz doudsicher ganz gutt -, ech soen lech just, dat Gesetz hëlleft Null, fir all Zort vun Abusen, déi geschitt sinn, wierkelech ze contre-carréieren. Null! Et ass e schéint Gesetz mat ville schéine Sätz. Basta!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Firwat hu mer et da gemaach?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Madamm Andrich!

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Merci, Hår President. Ech wollt och nach eppes hannerfroen, wat ech net richtig verstanen hunn aus den Ausféierunge vun dem Hår Schmit, well e war elo e bëssen opgereegt.

(Exclamations)

Waren dann net genuch Elementer...

(Brouhaha)

Waren net genuch Elementer am Dossier, fir géint déi Leit, déi Responsabel vun Objectif Plein Emploi gerichtlech virzegoen?

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- ProActif!

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Neen!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Dir verwieselt do eppes.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Neen, neen, meng Fro ass schonn...

(Interruption)

Neen, dat ass jo kloer.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Jo.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Dat ass jo gekläert. Dee Prozess ass jo ofgebrach gi géint ProActif.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Jo, jo.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Meng Fro war déi, ob net genuch Elementer am Dossier ware beim Objectif Plein Emploi.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Jo, fir et bei de Parquet ze ginn?

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Jo.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Jo. Do waren, an Dir musst deen Audit noliesen iwwert den OPE, deen e ganz kritisches Audit ass iwwert d'Manéier, wéi effektiv den OPE géréiert gëtt oder ginn ass. Mä dat, wat kloer ass, dat ass, datt déi Suen, déi se kritt hunn, hu se zwar vläicht net optimal géréiert, mä et ware keng Tentativen do de malversation.

Dat ass am Audit vum ProActif net de Fall. Dat ass do net de Fall. Do ass ganz kloer gesot, datt mat Trücken, mat Trickseriee probéiert ginn ass, vum Stat méi Suen ze kréien, wéi der eigentlech geschéilt waren. Dat steet schwaarz op wäiss an deem Audit, dee jo och hei de President vum „Forum“ gutt kennt. An dat steet

dran. An dat huet mech dozou bruecht, deen Dossier bei de Parquet ze ginn.

An datt ech wierklech jo näischt géint de ProActif en tant que tel hat - Dir hutt selwer de Beweis erbruecht -, dat ass, datt et de ProActif nach ëmmer gëtt. Firwat gëtt et de ProActif? Mä well do eng Equipe sech un d'Aarbecht gemaach huet - fir et elo emol ganz héiflech ze soen -, fir ze botzen. Dir wësst, wat ech elo geduecht hunn, wat ech net wollt soen. Do ass gebotzt ginn an duerfir gëtt et de ProActif.

A firwat gëtt et den OPE net? Well mer do Leit haten, déi net bereet waren, déi Restrukturatiounen ze maachen, datt dem Bierger seng Suen, schlussendlech dem Steierzueler seng Suen, géife sënnavoll utiliséiert ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Baum, wat ass den Objet?

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Ech géif och gär also eng Explikatioun nach vum Här Minister hunn, an zwar wat...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Eigentlech ass d'Diskussioun eriwver.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo, ech hätt him d'Fro och kënne virdru stellen, mä et ass jo eng gewësse Kulanz elo hei.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also do froen ech den Här Minister: Sidd Der esou kulant?

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Ech si ganz kulant. Dat wësst Der, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Da fuert emol duer, Här Baum!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Ganz kulant sinn ech.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Da soen ech dem Här Minister Merci fir seng Kulanz. An zwar d'Fro ass déi hei: Wat d'Salarié vum OPE ugeet an d'Suitten duerno, wann dat alles esou ass, wéi Dir et duergestallt hutt, firwat ass et da méiglech, datt Joren duerno d'Leit Sue restituéiert kréien? Dat heescht, net déi Fro, déi Dir eigentlech elo an de Mëttelpunkt gestallt hutt, datt si mussen Suen un d'ADEM zrëckginn, mä datt si nodréiglech Sue restituéiert kréien.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Majo, dat ass ganz einfach ze beäntweren. Vu datt mer jo elo de normale System vun der Garantie de salaire applizéieren, hänkt et vum Curateur of - an et gëtt also och bei där Asbl e Curateur, deen d'Liquidatioun vun där Asbl muss virhuelen -, bis deen all seng Ofschless a senge Berechnunge gemaach huet. An eréischt, wann deen den Ofschloss gemaach huet, weess d'ADEM, wou se mat deem engen oder mat deem aneren drun ass. Do si mer an engem normale Fall vun de Faillitten.

A firwat hunn ech deemools, wat jo och mentionnéiert ginn ass vun der Madamm Andrich, d'Gesetz liicht geännert am Code du Travail iwwert d'Faillitten? Fir d'Leit net jorelaang drop waarden ze loossen, bis se zu hire Rechter géife kommen. Déi Annerung hu mer 2011 oder 2012 no der berüümter Socimmo-Faillite gemaach.

Mä hei huet missen du opgerecht ginn: Wat hunn déi Leit zegutt gehat en termes vun der Garantie de salaire a wat hunn déi Leit kritt als Chômage? Wann also d'Garantie de salaire méi héich war wéi de Chômage, kréie se Suen nach weider erëm vun der ADEM.

A wann de Chômage, wat bei e puer de Fall war - well OPE huet jo säfteg Gehälter bezuelt, dat wësse mer, besonnesch d'Spëtzt huet sech relativ säfteg Gehälter bezuelt -, da mussen déi Suen erëmbezuelt ginn. Dat ass also en normale Phenomeen an do huet misse gewaart ginn, bis de Curateur déi Ofschless gemaach hat an der ADEM déi transmettéiert hat.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss a mer ginn iwwer zum Vott iwwert de Projet 6792.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6792 et dispense du second vote constitutionnel

Kolleeginnen a Kollegen, d'Ofstëmmung fänkt elo direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwver an de Projet ass mat 60 Stëmmen, also unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes

Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech froen d'Chamber dann nach, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir ginn zum nächste Projet oder zu der nächster Serie vu Projeten iwwer. Dat sinn d'Projeten 6755, 6768,...

(Brouhaha)

Wann ech gelift!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Här Minister, d'Diskussioun ass eriwver!

(Hilarité)

6793, 6800, 6806, 6816. An der Presidentekonferenz ass proposéiert ginn an d'Chamber huet dat matdecidéiert, dass mer déi Projete mat engem Rapport wäerte virstellen an dass déi Projeten och da gemeinsam diskutéiert a selbstverständlech separat ofgestëmmt ginn. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Tess Burton, d'Berichterstatterin, déi net nëmme zéng Minutten zur Verfügung huet, mä déi Zäit zur Verfügung huet, déi se brauch, fir déi sechs Projeten ze presentéieren. Ech kann lech berouegen, et sinn net sechsmol zéng Minutten.

Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

3. 6755 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression,

6768 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension,

6793 - Projet de loi concernant la compatibilité électromagnétique,

6800 - Projet de loi concernant les ascenseurs et les composants de sécurité pour ascenseurs et modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets,

6806 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques

et

6816 - Projet de loi portant création d'un système de traçabilité des articles pyrotechniques

Rapports de la Commission de l'Économie

► **Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice.** - Merci. Gutt. Här President, léif Kolleeginnen a Kollegen, wéi grad gesot, war an der Conférence des Présidents festgehale ginn, dass déi sechs Projeten zesumme géife geholl ginn an déi kommen eben och elo a menger Ried alleguer mateneen.

All des Projet-de-loien hunn als Zil, Direktiven ëmzesetzen. Dat heescht, déi Direktive sinn Deel vun engem ganze Pak vun EU-Direktive vun der Kommissioun, déi als But hunn, Regeln a Praktike betreffend d'Kommerzialisatioun an d'Sécherheetsmoosname vun bestëmmte Produite besser ze regelen. Mat desén Direktive gi verschidde Gesetzer an de jeeweilegen EU-Memberlänner harmoniséiert.

An all deene Projet-de-loien ginn och d'Obligatiounen an d'Responsabilitéite vun deene concernéierten Akteure wéi d'Produzenten, d'Importateuren an d'Distributeuren definéiert. Och gëtt an deene verschidde Projet-de-loie fest-

gehalen, dass den ILNAS fir de Contrôle vun de jeeweilege Beräicher zoustänneg ass. Den ILNAS ass eisen Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services.

Duerch déi nei EU-Bestëmmunge gëtt elo vill, wat fréier iwwer Règlements grand-ducaux geregelt war, an neie Gesetzer iwwerschaaft. D'Avise vun deene sechs Projet-de-loie vum Statsrot an de Beruffskummere sinn all quasi identesch, well et sech ëmmer ëm eng äänlech Matière handelt.

Ech huelen elo all Projet de loi duerch, fir lech kuerz den Inhalt vun deene jeeweilege Gesetzestexte ze erklären.

Ech fänken u mam Projet de loi 6755, deen d'Dispositiounen vun den Drockequipementen regelt. Dat kënnen zum Beispill Gasfläschchen oder Feierläschchen sinn. Aktuell ass des Matière am Règlement grand-ducal vum 21. Januar 2000 regléiert, deen elo duerch dat neit Gesetz ausser Kraaft tritt. De Gesetzesprojet 6755 ass de 5. Dezember 2014 vum Wirtschaftsminister Etienne Schneider an der Chamber déposéiert ginn. Et koumen d'Avise vun der Chambre de Commerce an der Handwierkerkummer eran an natierlech och den Avis vum Statsrot.

Konkret gesäit des Gesetzgebung vir, d'Konzeptioun, d'Fabrikatioun an d'Evaluatioun vun der Konformitéit vu bestëmmten Drockequipementen, déi ënner bestëmmte Viraussetzungen benotzt ginn, ze iwwerpräieren. Des Weideren definéiert des Projet de loi och d'Obligatiounen an d'Responsabilitéite vun de Fabrikanten, den Importateuren an den Distributeuren, grad esou wéi d'Missioun vum OLAS betreffend d'Drockequipementen hei an desém Gesetzesprojet determinéiert ginn. Den OLAS ass den Organisme national (veullez lire: Luxembourg) d'Accréditation et de Surveillance, deen en Departement vum ILNAS ass.

Komme mer zum Projet de loi mat der Nummer 6768, deen de 16. Januar 2015 an der Chamber déposéiert ginn ass! Zu desém Projet de loi huet d'Chambre de Commerce de 16. Juni 2015 an d'Handwierkerkummer den 12. Januar 2016 hiren Avis ofginn. De Statsrot huet dräi Avisen zu desém Projet ofginn.

Deséi Projet de loi huet och als Zil, eng Direktiv ëmzesetzen. An där Direktiv geet et ëm d'Harmoniséierung vun deene verschidde Gesetzer an deene jeeweilegen EU-Memberlänner, wat dat elektrescht Material ubelaangt. Den Inhalt vun deséi Direktiv ass aktuell am besteende Règlement grand-ducal vum 27. August 1976 festgehale. Et soll EU-wäit festgeschriwwen ginn, wat fir eng Volt-Limitatioun bestinn, fir esou deene verschidde Spannungsgrenzen um Maart Rechnung ze droen.

Wann d'Produzenten elektrescht Material, wat an der EU produzéiert gouf oder neit oder aalt elektrescht Material, wat an d'EU importéiert gëtt, verkafen, da mussen si verschidde Richtlinne respektéieren, déi hei an deem Gesetzesprojet definéiert sinn. Méi prezis geet et hei ëm elektrescht Material, wat eng nominal Spannung tëschent 50 an 1.000 Volt betreffend de Wiesselstrom a 75 bis 1.500 Volt fir Gleichstrom huet.

Mat desém Gesetz wëllt ee garantéieren, dass dat elektrescht Material héije Sécherheitsstandarden entsprécht, dat am Sënn vun der Sécherheet fir d'Leit an och fir d'Déieren an dat Ganzt am Aklang mat engem gutt funktionnéierenden EU-Bannemarché.

Den nächste Projet de loi ass de 6793. Hei geet et ëm d'elektromagnétesch Kompatibilitéit. Deséi Projet gouf de 16. März 2016 déposéiert a soll, wéi déi aner och, eng EU-Direktiv ëmsetzen. Et versteet een ënner elektromagnétescher Kompatibilitéit d'Fäegkeet vu Geräter, esou ze funktionnéieren, dass se aner Geräter net stéieren. Et geet hei haaptsächlech ëm Radiokommunikationsapparater.

Aktuell ass d'Matière, déi d'Compatibilité électromagnétique ubelaangt, iwwert d'Gesetz vum 25. März 2009 regléiert. Deséi Gesetz géif mat deem neie Projet de loi ganz ofgeschaaft ginn. An och hei ginn de concernéierten Akteure wéi de Produzenten, den Importateuren an den Distributeuren Obligatiounen a Responsabilitéiten iwwerdreien.

Dann, am Gesetzesprojet 6800 geet et ëm Lifter a Bauelementer respektiv Baukomponenten, also Bestanddeeler vu Lifter.

Hei nach eng kuerz Klammer: Mat desém Projet de loi gëtt näamlech och d'Gesetz vum 15. Dezember 2010 iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaache geännert, fir esou eng Rei Erreurs matérielles an deem Gesetz ze verbesseren.

De Projet de loi 6800 gouf den 31. März 2015 an der Chamber déposéiert. E wäert déi besteend Reglementer betreffend Lifter ausser Kraaft setzen a se duerch en eenheetleche Gesetzestext ersetzen. Betraff sinn all Aarte vu Lifter a Bestanddeeler vu Lifter, déi Mënschen a

Géigestänn transportéieren. Deséi Direktiv, déi ëmgesat soll ginn, soll garantéieren, dass d'Lifter an och d'Bestanddeeler vun de Lifter konform sinn an esou d'Sécherheet vun de Leit an engem Lift garantéiert gëtt.

Zum Schluss nach zu deenen zwee leschte Gesetzestexte, déi direkt mateneen zesummenhängen. Hei geet et ëm pyrotechnesch Artikelen, wéi zum Beispill ëm Freedefeier. An de Projet-de-loien 6806 an 6816 geet et ëm d'Bereetstellung vu pyrotechnesch Produiten op eise Marké an ëm hir Traçabilitéit.

De Projet de loi 6806 iwwert d'Bereetstellung vu pyrotechnesch Produite gouf de 27. Abrëll 2015 déposéiert an de Projet 6816 iwwert d'Traçabilitéit vu pyrotechnesch Produite gouf den 12. Mee 2015 déposéiert.

Wat de Projet de loi 6806 ubelaangt, sou setzt deséi Gesetzestext d'Ramebedingunge vu pyrotechnesch Produiten, déi um Marché verkaaft ginn. Hei gëtt déi fräi Zirkulatioun um Bannemaart assuréiert. D'Regele fir d'Sécherheet vun der Gesondheet, fir déi effentlech Sécherheet, fir d'Konsumentesécherheet a fir d'Protektioun vun der Ëmwelt ginn hei och festgehale. An och mussen d'pyrotechnesch Produkter vum Fabrikant a gewësse Kategorië klasséiert ginn, dëst am Hibleck op hire Risikoniveau, hir Lautstäerkt, hir Destinatioun an hire Gebrauchszweck.

Dëst gesot, kommen ech dann zum Inhalt vum Projet de loi 6816, wou et d'Zil ass, eng Traçabilitéit vu pyrotechnesch Artikelen vum Produzent mat där ganzer Liwwerketten ze erstellen. Dat heescht, et soll noverfollegt kënne ginn, wou des Artikelen hierkommen a wou se higeliwwert ginn. Deséi Traçabilitéit soll vun der zoustänneger Instanz, dem ILNAS, deen de Contrôle ka maachen, iwwerpréift kënne ginn.

Déi pyrotechnesch Artikelen wäerten och eng Etikett kréie mat enger registréierter Nummer. Deséi Nummer enthält dräi Informatiounen: Éischtens kritt den Artikel eng Identifikationsnummer vun der zoustänneger Instanz, déi fir de Contrôle zoustänneg ass, nodeems iwwerpréift ginn ass, dass den Artikel konform ass. Zweetens gëtt eng Kategorie fir den Artikel festgeluecht an drëtzens kritt den Artikel och nach eng Bearbechtungsnummer vun deem zoustänneger Kontrollorgan.

Des Weidere gesäit deséi Gesetz och eng Rei Obligatiounen fir d'Kontrollorgan, d'Fabrikanten an d'Importateure vir. Dat heescht, d'Kontrollorganer mussen näamlech iwwerpräieren, ob des pyrotechnesch Artikelen konform sinn an um Marché zougelooos sinn. Déi zougelooosen Artikelen stinn an engem Regëster, dee sech op d'Gesetz 6806 iwwert d'Bereetstellung vu pyrotechnesch Produite bezitt. An deem Regëster vun deene pyrotechnesch Artikelen mussen eng Rei Informatiounen iwwert des Artikelen stoen, wéi zum Beispill déi registréiert Nummer vum Artikel. Den Datum, weini den Attest vun der Konformitéit ausgestallt gouf, de Fabrikant, den Typ vum Produit an all weider Informatiounen, déi et iwwert den Artikel gëtt, sollen an deem Regëster vun de pyrotechnesch Artikelen stoen.

Deséi Informatiounen an deem Regëster mussen op d'mannst zéng Joer gehale ginn. Och muss deséi Regëster vun den zoustänneger Kontrollorganer regelméisseg à jour gesat ginn an och public sinn an zu jidder Zäit um Internet ze konsultéieren sinn.

Mä net nëmme d'Kontrollorganer, och d'Fabrikanten an d'Importateure vun de pyrotechnesch Artikelen kréie mat desém Gesetz Obligatiounen. De Fabrikant respektiv den Importateur muss eng Lëscht féiere mat all de registréierten Nummere vun deenen Artikelen, déi hie produzéiert oder importéiert. Deséi Lëscht muss hien EU-wäit all deenen zoustänneger Kontrollorganer matdeelen. A wann hie seng Produktioun oder Importatioun astellt, muss hien des Lëscht bei all den zoustänneger Kontrollorganer och erëm ofginn.

Dat gesot zum Inhalt vun deenen eenzelne Projet-de-loien, géif ech elo nach kuerz op d'Avise vum Statsrot agoen.

Här President, vu dass d'Avise vun de jeeweilege Projet-de-loie relativ d'selwecht sinn, stellen ech lech elo déi Haaptelementer vun desén Avise vir:

De Statsrot kritiséiert bal ëmmer d'Netanhale vun der Hiérarchie des normes, dat heescht, dass am Gesetzesprojet op Dispositiounen verwisen gëtt, déi a Règlement-grand-ducale festgehale sinn. Och mécht de Statsrot drop opmierksam, dass een Abschnitt iwwer eng Verpflichtung vum ILNAS vun de jeeweilegen Direktiven net transposéiert gouf. An de Statsrot huet och a senger Avise kritiséiert, dass déi englesch Sprooch zwëschen dem ILNAS an deene concernéierten Akteure genotzt ka ginn.

A hirer Lettre d'amendements huet d'Wirtschaftskommissioun bei deem feelende Para-



graf iwwert den ILNAS drop higewisen, dass d'ësst am Gesetz vum 4. Juli 2014 iwwert d'Reorganisatioun vum ILNAS scho festgehalen ass, an dofir gëtt an deenen eenzelne Projet-de-loien op dee concernéierten Artikel vum Gesetz higewisen.

Och huet d'Kommissioun mam Wirtschaftsmistère festgehalen, dass och Englesch als Kommunikatiounssprooch zwëschen dem ILNAS an de concernéierten Akteure ka genotzt ginn, d'ësst well vill Normen op Englesch verschafft ginn an e schonn haut Usus ass, dass sech an d'ësst Sprooch an deem Beräich ausgetosch gëtt, obwuel dat net eng vun eisen dräi offizielle Sproochen ass, déi am Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwer eise Regimm vun de Sprooch festgehalen sinn.

Schlussendlech konnt mat den Amendementer vun der Wirtschaftskommissioun all den Ufuerderungen, déi de Statsrot gestallt huet, Rechnung gedroe ginn.

Wat d'Chambre de Commerce an d'Handwerkerkummer ubelaangt, sou hu si an hire jeeeweilegen Avisen déi verschidde Projet-de-loie grondsätzlech begréisst. Si hu keng gréisser oder fundamental Remarqué formuléiert an an hirem jeeeweilegen Avis complémentäire stelle si fest, dass d'Wirtschaftskommissioun den Haaptfuerderunge vum Statsrot nokënt.

Voilà, dat gesot zu all dese ganz technesche Projeten, ginn ech natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dese sechs Projet-de-loien an ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Rapportrice. An d'Wuert huet elo direkt déi éischt ageschriwwene Riednerin. Ah neen, sorry, ech war schonn ee Kapitel vir.

(**Concertation interne**)

► **Une voix.** - Soll ee sech mellen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, neen, neen, ech hunn dee richtege Verdächte scho fonnt: Den Här Félix Eischen huet d'Wuert.

(**Discussion générale**)

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Merci, Här President. Ech wëll virun allem der Madamm Burton Merci soe fir hire schréfftlechen a mündleche Rapport, dee vollgespickt war mat techneschen Detailer. Si ass bravouréis derduerchkomme, bravo! An ech ginn domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet d'Wuert den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Gutt, ech géif mech de Wiederer vum Här Félix Eischen uschléissen a mir bleift eigentlech och just, der Rapportrice e grouse Merci ze soe fir hire ganz gudden schréfftlechen, awer och mündleche Rapport.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet dann elo den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ware sechs Projet-de-loien a si ware ganz technesch. Mir hate ganz verschidde Voleten do: Eng Kéier ware mer enner Drock, eng Kéier ware mer enner Spannung, dunn hu mer och nach d'Lifter un d'Rei geholl an zum Schluss ass nach e Feierwierk gezünt ginn.

Ech soen der Rapportrice Merci fir hir feierwierkaarteg Presentatioun vun deem Projet de loi a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann hunn ech d'Wuertmeldung vun Här Kartheiser.

Ech wollt mech nach eng Kéier fir dat Mëssverständnis vu virduen entschëllegen. Ech hat hei stoen als ageschriwwene Riednerin: d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch.

(**Interruption par Mme Françoise Hetto-Gaasch**)

Voilà! A vu dass d'Madamm Gaasch net reagiert huet, war ech frou, dass den Här Félix Eischen dat gemaach huet.

(**Interruption**)

Nach eng Kéier Merci fir d'Versteesdemech. An den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. An och vun eiser Säit aus en häerzleche Merci un d'Madamm Burton fir e ganz techneschen a ganz komplizéierte Rapport.

Vun eiser Säit aus wollte mer eigentlech just op een Aspekt elo agoen, an dat ass nach eng Kéier d'Situatioun vu behënnerte Leit, déi e Lift huelen. Do sinn e puer Froen, konkret Froen,

déi eis awer esou wichteg schéngen, datt mer d'Opmierksamkeet vun der Regierung nach eng Kéier wollte speziell op d'Situatioun vun deene Leit lenken an och d'Regierung froen, datt se vläicht ka kucken, wat se ka fir déi speziell Situatioun maachen am Kader ebe vun techneschen oder aneren Dispositiounen, déi ee kann huelen.

Dat Éischt ass, datt net an all Lift Blanneschrëft ass. Dat schéngt eis och eng ganz wichteg Saach ze sinn, déi ville Leit kéint hëllefen, sief et, datt se blann sinn oder ganz schlecht gesinn, mä dat ass eng wichteg Saach.

Dat Zweet ass: Et ass en Téléfon a ville Lifter, fir Hëllef ze ruffen. Och déi si gewéinlech, d'Tasten, net mat Blanneschrëft. Oder et wär souguer besser, well Leit an engem Rullstull och net ëmmer un dee Lift (veuillez lire: am Lift un deen Téléfon) kommen oder aner Leit Problemer hunn, datt vläicht éischter e Knäppchen do wär wéi en Téléfon, fir datt se kéinten Hëllef ruffen, awer Hëllef, déi da mat enger externer Zentral verbonnen ass an net onbedéngt mat engem, deen am Haus soll sinn. Well de Weekend oder owes spët ass net ëmmer eng Persoun do, fir kënnen ze hëllefen. Also dat ass en zweete Punkt: vläicht och drun denken, fir e Knäppche besonnesch fir Leit, déi an engem Rullstull setzen.

Dat Drëtt ass: Vill Leit bekloe sech och doruwer, datt, wa se dann Hëllef ruffen iwwer en Téléfon, dann ass dat dacks eng Zentral am Ausland, déi de Weekend äntwert, an do sinn zum Deel Zentralen an der Belsch, wou dann een ass, deen nëmme Flammännesch schwätzt, heiansdo och Franséisch. An dat ass natierlech och e Problem, wann een an engem Lift agespaart ass hei am Land an et huet een eng Persoun um Téléfon, déi Flammännesch schwätzt.

Dat ass och e Problem a vun eiser Säit wär et vläicht ganz gutt, fir ze insistéieren beim Agrément oder bei de Reglementer, déi geholl ginn - Bauerlaabnis oder aneren -, datt eng Noutprozedur virgesinn ass, déi et engem „normalen“ Résident am Sproochgebrauch hei (veuillez lire: erméiglecht) - an deem Sënn „normal“ hei am Land also, datt en op Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch awer ka sech verständlech maachen -, och em Hëllef ze ruffen, zemoos an enger Situatioun, wou Leit, wa se an engem Lift agespaart sinn oder e gesondheetleche Problem hunn, net an enger Situatioun sinn, fir och nach sproochlech Akrobatie kënnen (veuillez lire: mussen) ze maachen.

Also vun eiser Säit aus déi Fro un d'Regierung, oder em wat mer se bieden, dat ass eben, fir speziell bei de Lifter op déi Aspekter opzepaszen, déi déi behënnert oder krank Leit an iergendengem Mooss kéinte betreffen.

Dat gesot, gi mer natierlech och gär den Accord vun der ADR fir d'ësst Gesetz. Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. Ech hu keng weider Wuertmeldung. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

(**Prise de position du Gouvernement**)

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Här President, villmools Merci. Virop wëll ech natierlech och der Madamm Rapporteur villmools Merci soe fir hire globale Rapport. Et geet hei, dat hu mer héieren, em sechs verschidden Direktiven, em d'Ëmsetzung dovun an eis Legislatioun. A mir wäerten d'Chamber ganz geschwënn, an e puer Wochen, nach eemol mat enger ganzer Rei vun äänlech gelagerten europäeschen Texter befaassen.

Et ass effektiv eng ganz technesch Matière, déi awer extrem wichteg ass, well et jo schliisslech hei em d'Maartiwewerwaachung geet. Mir verbesseren de legislative Kader fir d'Kommerzialisierung vun de Produkter.

Zu Lëtzebuerg ass, wéi gesot, den ILNAS zoustänneg, déi kompetent Autoritéit. Den ILNAS huet zu Esch e ganz sophistiquéierte Laboratoire, fir Produkter ze testen, déi ebe mam CE-Zeeche gelabelt sinn. Natierlech ginn et där Préifinstituter ganz vill an Europa an natierlech gëtt sech och ennerenee mat Hëllef vun enger gemeinsamer Datebank ausgetosch, fir eben double Emploien ze verhënnern.

De Fait, dass elo nei Direktiven un Dësch leien, dat ass drop zréckzeféieren, dass eben nach ze vill net konform Produkter um europäesche Marché verkaaft goufen, dass verschidde Kontrollorganer net gutt genuch waren, dass och vill Akteure Problemer haten, fir déi Direktiven ze verstoen, well all Direktiv erëm hir eege Struktur huet.

Mat deem neie Kader respektiv mat deenen neien Direktive kënt elo eng besser Kohärenz vun den Texter, eng eenheetlech Struktur mat deeneselwechten Definitiounen, deenesel-

wechte Verflüchtungen fir Produzent, Distributeur, Importateur an natierlech och bessere Prozeduren an der Maartiwewerwaachung, wat natierlech ganz am Sënn ass vum Konsument a ganz Europa, an domadder och zu Lëtzebuerg. Duerfir wier ech natierlech frou, wann d'Chamber géif hiren Accord gi fir d'ësst Texter.

Wat d'Ureegungen ugeet vun Här Kartheiser, huelen ech déi natierlech ganz gär mat op de Wee. Ech wëll awer och soen, dass Lëtzebuerg dat eenzegt Land ass, wat a sengem Koalitionsaccord de Begrëff vum „Design for All“ dran huet, dass mir also ganz vill Wäert drop leeën, dass all ëffentlech Infrastrukturen och behënnertegerecht sinn an dass mer permanent am Fong Wäert drop leeën, fir an déi Richtung weiderzeschaffen.

Voilà, Här President, ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Statssekretärin. A mir géifen dann noeneen iwwert déi verschidde Projeten ofstëmme. Mir fänken u mam Projet de loi 6755.

(**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6755 et dispense du second vote constitutionnel**)

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet ass mat 60 Stëmme, also unanime, ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

D'Chamber ass jo dann och bereet, fir d'Dispens ze ginn?

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Den nächste Projet, iwwert dee mer ofzestëmmen hunn, ass de Projet 6768.

(**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6768 et dispense du second vote constitutionnel**)

A mir fänken direkt mat der Ofstëmmung un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Och hei Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Cécile Hemmen), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

An déiselwecht Fro: D'Dispens vum zweete Vott, ass d'Chamber domat d'accord?

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Den nächste Projet ass de 6793.

(**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6793 et dispense du second vote constitutionnel**)

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

D'Resultat ass datselwecht: Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Cécile Hemmen), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze ginn?

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

De Projet 6800.

(**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6800 et dispense du second vote constitutionnel**)

D'Ofstëmmung fänkt elo direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Marc Angel), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

An d'Dispens vum zweete Vott, ass d'Chamber domat d'accord?

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

De Projet 6806.

(**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6806 et dispense du second vote constitutionnel**)

D'Ofstëmmung fänkt elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo gläich...

(**Interruption**)

Jo, dann ass se elo eriwwer.

Unanimitéit bei 59 Jo-Stëmme, keng Géigestëmm a keng Abstentioun. Domat ass och dee

Projet unanime ugeholl, unanime vun deenen, déi ofgestëmmt hunn.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6806 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Cécile Hemmen), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsche, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

D'Dispens vum zweete Vott, ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

A mir kommen zum nächste Projet. Dat ass de Projet 6816.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6816 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procurationen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

An de Projet de loi 6816 ass unanime ugeholl mat 60 Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Cécile Hemmen), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsche, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

An ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Ech mengen, dann hätte mer d'Projeten alleguer. Voilà! Villmools Merci.

An da géife mer zum nächste Projet iwwer-gehen. Dat ass de Projet de loi 6877, eng Direktiv am Beräich vun den Zäregasen. An d'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo direkt den Här Rapporteur, de Roger Negri.

4. 6877 - Projet de loi

a) portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006;

b) modifiant la loi du 11 août 2011 portant exécution et sanction du règlement (CE) n°1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;

c) abrogeant la loi du 28 juillet 2011 portant exécution et sanction de certains règlements communautaires relatifs aux installations contenant certains gaz à effet de serre fluorés

Rapport de la Commission de l'Environnement

► **M. Roger Negri** (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zil vum Projet de loi vun haut ass et, fir mat enger rechtlicher Evoluitioun um EU-Niveau Schrëtt ze halen am Beräich vun de fluoréierten Zäregasen, «gaz à effet de serre fluorés», déi ganz klimaschiedlech sinn. Eis Legislatioun ass nach um Stand vum EU-Reglement 842/2006 iwwert déi fluoréiert Zäregasen, dat duerch d'Reglement 517/2014 assat gouf an ab dem 1. Januar 2015 gültig ass. Et kënn domadder zu enger Verschäerfung vun de Virschreften, wat des klimaschiedlech Gasen uegt. Et geet hei haaptsächlech ëm d'Hydrofluorcarbur (HFC), Hydrocarbures perfluorés (PFC), Hexafluorure de soufre (SF6), deemno Schwiefelhexafluoriden.

Fluoréiert Zäregasen hu vill méi en héijen Impakt op d'Klima wéi den normalen CO₂. Dat ass de Grond, firwat des Stoffe esou streng solle reglementéiert ginn. Doriwwer eras entsti se am Prinzip net, wéi den CO₂, als eng Zort Nieweprodukt vu Verbrennungsprozesser, mä se gi vum Mënsch selwer produzéiert, fir kënnen a verschidde Beräicher agesat ze ginn.

Et läit deemno an den Hän vum der Politik, fir des Produktioun an d'Notzung vun dese Substanzen ze encadréieren. Benutzt ginn déi fluoréiert Zäregase virun allem als Killmëttel a Frigoen, Klimaanlagen, als Dreifgas fir Spraydousen, Schaum an Dämmmëttel oder och nach als Feierläschmëttel.

Dat neit Reglement limitéiert d'Quantitéit vun de fluoréierten Zäregasen, déi kënnen verkaaft ginn, a wëllt esou schrëttweis bis zum Joer 2030 des Quantitéit ëm 80% reduzéieren. Alternativ Substanzen, déi manner klimaschiedlech sinn an trotzdem wirtschaftlech vertrieubar sinn, solle verstärkt zum Asaz kommen. Iwwerall do, wou et dank dem technesche Fortschritt gutt a fiabel Alternative gëtt, sollen déi fluoréiert Zäregase verbuede ginn.

An der Konsequenz kënn d'EU domat net nëmmen hire Klimaschutzziler méi no, si ënnerstëtzt domat och d'Innovation an déi Entreprises, déi Ersatztechnologien entwéckelen an op de Marché bréngen.

Däitlech Verännerunge gëtt et ausserdem bei der Iwwerwaachung vun den Entreprises, déi déi betrafte Substanzen benotzen. Regelméisseg Kontrolle vu Geräter, déi esou Substanzen enthalten, ginn ausgedeeent, wéi zum Beispill op Killcamionen. Iwwert des Kontroll muss genee Buch gefouert ginn.

Fir den Asaz vu manner klimaschiedleche Substanzen ze férdere, ginn des och net méi op d'Gewicht bewäert, mä entsprechend hirer CO₂-Äquivalenz, déi jee no Substanz verschidden ass. Hire sougenannten „potentiel de réchauffement planétaire“ (PRP) gëtt domat prezis Angaben, wéi wäit hir Hydrofluorcarbur (HFC), zum Beispill an deem Fall vun deenen dräi, déi ech virdu genannt hunn, bis zu engem bestëmmten Datum reduzéiert ginn, soss ënnerleie se dem Verbuet, fir nach weider kënnen verdréiwven ze ginn.

Aus deene méi wéi enger Dose Begrenzungen, déi am Gesetz stinn, wëllt ech just eng als praktesch Fallbeispill erausgräifen. Hausfrigoen an Haustiifküler, déi mir jo all kennen, duerfte just bis den 1. Januar 2015 net méi wéi 150 PRP-Äquivalenzen als HFC beinhalten, soudass se elo net méi därefer verkaaft ginn. Also do ka jiddweree vun eis als opmierksame Konsument dat selwer kontrolléieren.

Global gesi muss een erwirhewen, dass am Kyoto-Protokoll déi fluoréiert Treibhausgasen, sougenannten F-Gasen, wéinst hirer héijer Kli-

maschiedlechkeet also bis zu 100-, bis souguer 24.000-mol jee no Gas méi héich als normalen CO₂ klasséiert sinn, woufir des Zäregasen awer wirklech zu Recht als regelrecht Klimakiller gëllen. D'Produzente vun dese Substanze gi verflucht, am Produktiounsprozess esou wéineg Emissiounen wéi méiglech ze hunn.

Et gëtt och nei Virschreften iwwert d'Recupé-ration vun dese Gasen. Déi eenzel Memberstate mussen en entspreche System en place setzen, deen d'Produzenten an d'Verantwortung hält an derfir suert, dass d'Recupé-ration, de Recyclage oder d'Eliminatioun vun de fluoréierten Zäregase korrekt gemaach gëtt. Des Weidere ginn déi Entreprises, déi des Gase verkaufen, méi staark iwwerwaacht a maachen an Zukunft e Regëster dovun, an dee musse se och ganz genau féieren. Et gëtt e Quotesystem agefouert, deen d'Produktioun, den Import an den Export vu fluoréierten Zäregase limitéiert.

E weidere wichtege Aspekt betrëfft d'Formatioun an d'Zertifizéierung vu Leit, déi mat esou Substanzen ëmginn. Dobäi gëtt et eng Bestëmmung, déi besonnesch fir Lëtzebuerg wichteg ass. Et gëtt e System vu géigesäiteger Unerkennung vun deser Formatioun agefouert, soudass Länner wéi Lëtzebuerg, déi net wirklech déi néideg Masse critique hunn, fir esou Formatiounen selwer auszeschaffen an unzëbiden, ganz einfach Formatiounen aus engem aneren EU-Land unerkennen.

De Projet de loi befaasst sech des Weidere mat der systematescher Kontroll vun der Étanchéitéit vun den Anlagen. Eng Kontroll kann nëmme vun engem onofhängegen agréierte Controller oder Kontrollorgan gemaach ginn, déi och déi entspreche natierlech Formatioun gemaach hunn.

Nom ofgeännerte Kommodosgesetz vum 10. Juni 1999 kënnen och Ëmweltorganisatiounen a Parties civiles viru Geriicht goen, wa se der Meenung sinn, dass Infraktiounen géint déi virleied Reglementatioun bestinn. Penal Sanktiounen tëscht acht Deeg an engem Mount an/oder enger Amende vun 251 bis 50.000 Euro si virgesinn, wann den Exploitant kee Regëster iwwer seng Anlage féiert respektiv onkomplett féiert. Datselwecht gëllt fir en Importeur, deen déi néideg Dokumenter net un d'Europäesch Kommissioun weidergeleert huet.

Méi héich Strofen tëscht engem Mount an engem Joer Prisong an/oder 50.001 Euro bis zu 500.000 Euro ginn et, wann en intentionnelle-ment fluoréiert Gase fräisetzt oder wann net déi néideg Moosname geholl ginn, fir d'Fuitten an den Anlagen ze verhënneren. Sou och ënner anerem zum Beispill, wa keen Détecteur de fuite op deenen Aggregater fest montéiert ass.

Här President, dat neit EU-Reglement mécht weltwäit déi strengsten an ambitiëste Virschreften, wat den Émgang mat fluoréierten Zäregasen uegt. Wann een den Impakt vun desen Zäregase kuckt, da sinn des Efforten absolut berechtigt. Zum Deel gëtt des Politik vun de Chambres professionnelles, déi am Kader vum Projet de loi hiren Avis ofginn hunn, och positiv erwirhewen. Allerdéngs bréngt si och d'Suerg zum Ausdrock, dass Betriber an der EU doduerch riskéieren, manner wettbewerbsfäeg ze sinn.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 19. Januar 2016 eng Opposition formelle gemaach a Bezuch op déi initial Fuerderung, fir der Ëmweltverwaltung jeeeweils bis zum 31. März déi virgesinn Registes d'exploitation virzeleeën. Wëll d'est awer net konform ass mat deem neien EU-Reglement an nëmmen op d'Demande vun der Ëmweltverwaltung ze geschéien hätt, huet dat missen an der Kommissioun geännert ginn.

De Statsrot hätt och d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel net ginn, wa bei Betribskontrollen nëmmen de lokale Chef sur place sollt informéiert ginn, wéi dat am initiale Gesetzestext stoung, mä dass konform zum EU-Reglement de Propriétaire an den Exploitant préalablement, dat heescht deemno virun esou enger Kontroll, mussen aviséiert ginn. Dat gouf och geännert an der Ëmweltkommissioun. An domat huet de Statsrot a sengem Avis complémentaire vum 19. Abrëll 2016 och säin Accord zum Projet de loi ginn.

An der Hoffnung, dass mer de Mëtze souwuel d'Zilsetzung wéi och d'Strategie vun der EU-Reglementatioun, fir déi klimaschiedlech Zäregasen ze reduzéieren, voll a ganz ënnerstëtzen, ginn ech och domadder den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci och dem Här Negri. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marcel Oberweis.

Discussion générale

► **M. Marcel Oberweis** (CSV).- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt dem Roger

Negri, deem eminenten Ingenieur aus der Chamber, hei Merci soe fir dee mëndlechen a schrëftleche Rapport. Et ass alles gesot ginn, wat hätt misse gesot ginn. Dofir den Accord vun eiser Säit aus a Merci nach eng Kéier.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci dem Här Oberweis. Den Här Kox.

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*).- Majo, ech schlësse mech mengem Virriedner un an ech soen och Merci dem Här Negri fir den ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass e wichteg Gesetz. Et ass awer immens technesch, dofir ginn ech net méi an d'Detailer. An dofir soen ech och Merci nach eng Kéier an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **Une voix.**- Ganz gutt!

► **Une autre voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci gesot. An als Nächsten huet d'Wuert den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn** (DP).- Merci, Här President. An deene leschte Joren ass d'gesellschaftlech Opmierksameket fir d'Problematik vum Klimawandel staark an d'Luucht gaangen. Mëttlerweil ass bal kengem méi friem, dass d'Mierer amgaange sinn, d'Niveauen amgaange sinn ze klammen, dass d'Arktis amgaangen ass ze schmëlzen.

Ville Leit ass awer net kloer, wéi eng Roll déi fluoréiert Zäregasen dobäi hunn. Während CO₂ awer esou gutt wéi jiddweregem e Begrëff ass, gëtt zum Beispill vum Schwiefelhexafluorid oder anere fluoréierte Gase ganz wéineg geschwat. Dobäi ass CO₂ awer bäi Wäitem net déi eenzeg Moleküll, déi dem Klima schuede kann!

Andeems mir haut dese Gesetzesprojet stëmmen, droe mir dozou bäi, dass déi fluoréiert Zäregasen, déi 100- bis 24.000-mol méi en héicht Treibhauspotenzial hu wéi CO₂, am Joer 2030 nëmmen nach een Drëttel vun deem Taux ausmaachen, deen se am Moment hunn. 1,5 Gigatonnen Emissiounen aus fluoréierte Gase wäerte bis 2030 der Atmosphär erspuert bleiwen, andeems mir dese Projet stëmmen. Dat si Gasen, déi haaptsächlech a Frigoen, Tifkühltruhen, Dämmmaterialien, Léisungsmëttel oder och a Féierläsch erëmmzefanne sinn. A verschidde Supermarchée ginn awer haut schonn erfollegräich Killrayone genotzt, déi mat Ersatzmëttel auskommen an esou op déi fluoréiert Zäregase verzichten.

An och fir Privatleit ass et schonn a Frigoen an an Tifkühltruhen problemlos méiglech, um Marché esou Produiten ze fannen. Eng bekannte Schungmark huet zum Beispill och virun enger Rei Joren opgehale, Schwiefelhexafluorid fir d'Produktioun vun hire Sportsschung ze verwenden. Des Beispiller weisen, dass et haut schonn der Industrie méiglech ass, fir ouni fluoréiert Zäregasen auszekommen.

Wa mir haut dese Gesetzesprojet stëmmen, suerge mir also derfir, dass all déi positiv Beispiller, déi ech grad genannt hunn, keng Einzelbeispiller wäerte bleiwen.

D'est gesot, bleift mir, den Accord vun eiser Fraktioun ze ginn, dem Roger Negri Merci ze soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci och dem Här Hahn. An d'Wuert huet den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus en häreleche Merci un den Här Negri fir dese Rapport. D'ADR dréit d'est Gesetz gär mat. Mir deelen déi Zilsetzungen, déi den Här Negri eis hei erkläert huet. Mir wëllen awer dräi Bemierkunge maachen, déi eis e bësse Suerge maachen.

Dat Éischt ass, datt mer och an deemem Beräich eng Entwécklung hunn, déi ëmmer méi an d'Richtung geet vum Tout-pénal. Et gëtt fir ëmmer méi Saache penal Strofen. An och déi Prozeduren, déi domadder verbounne sinn, déi sinn tendenziell ëmmer manner rechtsstaatlech.

Mir haten an deemem Gesetz jo eng Diskussioun driwwer, wann eng Hausduerschung ass, ob de Propriétaire, ob den Exploitant, wéi et bis elo ass, muss am Virus benorrichtegt ginn oder, wéi et een Abléck proposéiert gouf vun der Regierung, fir einfach ze soen, deen Abléck, wann d'Kontroll ass, da soll dann dee betrafene Propriétaire oder Exploitant Bescheid gesot kréien. Dat ass net duerchkomm, dat ass och gutt esou.

Mä mir wëllen also hei eng éischt Bemierkung maachen, dat ass, datt d'Rechtsstaatlechkeet muss am vollen Émfang erhale bleiwen an datt



mer net mussen an den Tout-pénal falen, och net, den Ëmweltschutz eis alleguer wierklech staark um Häerz läit. Mä och do musse mer e gesonde Mëttelwee sichen an och halen.

Déi zweet Bemierkung ass, datt déi Legislatioun iwwert den Ëmweltschutz ëmmer méi no bei de Privatmann, bei den Endverbraucher kënnt. Mir hu viru Joren ugefaange bei der Industrie, elo si mer bei de Mëttelbetriber (veuillez lire: de Betriber aus der Mëtt), bei de Verdeeler. Et geet elo drëm, fir Regëstere ze halen op deem Niveau. An de Smart-Metering zum Beispill, iwwert dee mer hei scho geschwat haten, ass ee Beispill derfir, datt eigentlech d'Ëmweltkontroll, an egal a wéi enger Form se sech ausübt, ëmmer méi no bei den Endverbraucher kënnt. An domadder stellt sech d'Fro vum Schutz vun der Privatsphär a vum Dateschutz.

Mir haten als ADR scho gesot, datt beim Smart-Metering, dee jo kann Avantagen hunn, dofir si mer och net do dergéint, fir eben d'Energie, den Energieverbrauch méi effizient ze gestalten, fir de Leit ze erlaben, och hir eege Consummation besser ze verstoen a kënnen eventuell ze korrigéieren. Alles dat ass schéin a gutt. Awer de Schutz vun der Privatsphär däerf an deem Beräich net vergiess ginn!

Dofir hu mir eis als ADR derfir ausgeschwat, datt mer e Gesetz brauchen, fir de Gebrauch vum Smart-Metering ze encadréieren: Wéi sollen déi Date gebraucht ginn, déi do gesammelt ginn? Wien däerf se benotzen? Zu wéi engem Zweck däerf se benotzt ginn? Wéi eng Kontroll huet de Propriétaire vun engem Haus oder de Locataire, déi Persoun, déi Energie verbraucht, wéi eng Kontroll huet déi nach iwwert déi Daten, déi bei hir gesammelt ginn? Och do ass den Dateschutz gefrot. Also plädéiert d'ADR fir e Gesetz, fir de Smart-Metering ze encadréieren.

An eng drëtt Bemierkung ass déi vun der Kompetitivitéit vun eisen Entrepreneuren. D'Chambre de Commerce huet bei deem Gesetz ganz kloer gesot, datt se sech Suerge mécht ëm d'europäesch Entrepreneuren am Vergläich zu engem weltwäite Kompetitivitéitswettbewerb eben och an deem Beräich. Si huet recht.

Mir soen awer och als ADR: Mir mussen hei am Parlament méi genee op déi Lëtzebuurger Interesse kucken! Mir hunn eng ganz grouss Panoplie un Ëmweltschutzgesetzter, wat ze verstoen ass, wéi gesot, dat kritiséiere mer net. Mir soen awer: Wa mer esou Gesetzter stëmmen, mussen mir als Lëtzebuurger Parlament och eis wierklech bewosst sinn, wat d'Implikatiounen fir eis Betriber sinn, fir eis Industriebetriber, fir eis Kleng- a Mëttelbetriber, fir eis Landwirtschaft, fir eise Wäibau.

Mir hätte gär, mir hu jo och an anere Beräicher Impaktstudien, wa mer e Gesetz hunn, wa mer dat diskutéieren: administrativ Saachen, Gläichbehandlung vun Mann a Fra; déi Impaktstudie leie bei all Gesetz bäi.

Eiser Meenung no, wa mer esou Gesetzter wéi dat hei hunn, wou den Impakt op eis national Kompetitivitéit oder op eis landwirtschaftlech Betriber, de Wäibau op der Hand läit, wëlle mir och wëssen als Deputéiert: Wat heescht dat konkret fir eist Land? Wat heescht dat fir déi Betriber? Wéi kompetitiv sinn eis Lëtzebuurger Betriber duerch esou Moossnamen? A kann dat eis schueden? Oder bleiwe mer am Kompetitivitéitsfeld gläich mat anere Länner, déi mat eis a Konkurrenz sinn?

Zu deem Zweck, fir eben ze froen, datt mer all Kéier och iwwer Lëtzebuerg a seng Interessen, iwwer eis Betriber, iwwer eis Landwirtschaft schwätzen, wollte mer eng Motioun proposéieren. Här President, déi ech lech däerf iwwerreechen. An de But vun där Motioun ass ebe just, fir all Kéier bei esou Gesetzter och eng Impaktstudie ze hunn, fir datt mer en connaissance de cause iwwert d'Konsequenze fir eis Betriber an eis Landwirtschaft kënnen decidéieren.

Ech soen lech Merci.

Motion

D'Deputéiertechamber

ass sech bewosst,

- datt Natur-, Ëmwelt- a Klimaschutz wichteg Politicke sinn, fir eis selwer, mä virun allem och fir eise Kanner a Kanneskanner eng liewenswäert Welt ze erhalte respektiv ze hannerloossen;

- datt ëmmer méi Gesetzter an deem Beräich an internationale Gremie formuléiert ginn, déi net onbedéngt ëmmer genuch op Lëtzebuurger Spezifitéite Rücksicht huelen;

ass besuert,

- datt Ëmweltschutzgesetzter och kënnen, op d'mannst kuerzfristeg, negativ Konsequenze fir verschidde Beräicher mat sech bréngen;

- datt déi wichteg Secteure vun eiser Wirtschaft, wéi zum Beispill déi kleng a mëttel Betriber, d'In-

dustrie an d'Agrikultur wéi och de Wäibau, besonnesch ënner neie Reglementatiounen a puncto Natur-, Ëmwelt- a Klimaschutz kéinten an iwwerproportionellem Ausmooss am Vergläich zu hirer ausländescher Konkurrenz leiden;

- datt esou Gesetzter a Reglementatiounen grad eiser exportorientierter Wirtschaft hir Kompetitivitéit kéinte verschlechteren,

fuerdert d'Regierung op,

- bei reng nationale Gesetzter a Reglementatiounen, mä och bei europäeschen Direktiven a Reglementer, déi an der Chamber an nationaalt Recht ëmgesat oder soss diskutéiert ginn an déi den Natur-, Ëmwelt- oder Klimaschutz betreffen, systematesch eng detailléiert Impaktstudie vun deene Moossname souwuel am Hibleck op déi finanziell an administrativ Belaaschtung wéi och op d'Kompetitivitéit vu betraffene Lëtzebuurger klengen a mëttelgrouse Betriber, Industrie- an Agrarbetriber ze maachen,

verlaangt,

- datt all Gesetzesentwurf an deem Domän esou eng Impaktstudie opweist, fir et der Chamber ze erlaben, den Impakt vun deene projetéierte Moossname besser anzuschätzen.

(s.) Fernand Kartheiser.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An d'Wuert huet elo direkt den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Jo, Merci, Här President. Mir wäerten dee Projet de loi och matdroen. Mir sinn der Meenung, datt et wierklech an déi richteg Richtung geet. E féiert eng ganz Partie Mesuren an, wéi och de Prinzip vum Pollueur-payeur. Et hätt kënnen nach méi wäit goen. Et gi Länner, déi eng total Interdiktioun agefouert hunn, wéi Dänemark zum Beispill. Mä mir mengen trotzdem, datt dat heiten eng richtig Mesure ass.

An et ass och eng Iwwerleeung wäert, well wann een u sech aner Mesuren hält, wéi just de Maartmechanismen ze vertrauen, an der Klimapolitik zum Beispill, wéi dat an aneren Domänen de Fall ass, da kann ee vill méi effikass sinn. Mä doriwwer kënnen mer méi spéit diskutéieren.

Dat gesot, mir wäerten dee Gesetzesprojet matdroen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An domat huet d'Wuert d'Regierung, den Här Stattssekretär an Nohaltegekeetsministère.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.**- Merci, Här President. Andeem ech dem Här Negri intensiv nogelasscht hunn, hat ech eigentlech net wëllen, nach eppes zu deem Projet ze soen, well besser wéi hien dat gemaach huet, méi detailléiert ze soen, ëm wat et hei geet, mengen ech, kann och kee Regierungsvertrieder dat fäerdegbréngen. Duerfir him e grouse Merci an lech alleguerten, dass dee Projet hei an Unanimitéit gestëmmt gëtt!

Ech wëll awer vläicht ganz kuerz just op déi dräi Remarquë vum Här Kartheiser vun der ADR agoen.

Natierlech deele mer d'Meenung, dass et net en Tout-pénal ka sinn an dass och am Ëmweltschutz wéi an anere Beräicher d'Rechtsstaatlechkeet muss voll spillen. Ech wëll awer soen, Här Kartheiser, et muss awer an zwou Richtunge goen!

A wann ech awer aus menger Experienz vun zwee an en halleft Joer am Beräich Ëmweltschied kann e bëssen e Bilan zéien, dann ass et awer extrem wichteg, dass mer an deem Rechtsstaat awer ganz gutt Moyenen hunn, fir am Fall vun Ëmweltschied awer déi Informatiounen ze kréien, déi mer brauchen.

Ech hunn näamlech och déi eng oder aner Kéier festgestallt, dass awer generell - a vläicht ass et och, wat d'Betriber méi grouss sinn, wat déi Tendenz méi do ass - e bëssen d'Manier ass wéi zu Fukushima, dass déi grouss Betriber just dat no baussen droen an zouginn, wat d'öffentlech Verwaltung scho längst erausfonnt huet. An esou kann een an akute Gefore wierklech net funktionnéieren. An duerfir ass et awer extrem wichteg, dass een an akuten Ëmweltschied esou séier wéi méiglech all Informatiounen huet, well et geet jo net drëm, fir dem Betriber ze schueden, mä et geet drëm, d'Leit ze schützen! A ganz oft sinn déi Leit, déi am Betriber schaffen, déi Éischt, déi riskéieren, bei esou Katastrophe Schued ze hunn. - Dat dozou.

Dann zweetens sot Der, dass den Ëmweltschutz ëmmer méi no bei d'Leit kënnt. Jo, dat ass kloer! Mir komme vun Ëmweltschied aus de 70er, 80er Joren, déi ganz oft konzentréiert waren, déi limitéiert waren op gréisser Betriber, déi da mat héije Schaarschtecher probéiert

hunn, de Problem lokal ze léisen, op ëmmer méi diffus Ëmweltschied. Wa jiddweree ka Glyphosat setzen, da geet et net méi duer, wa mer eng Reglementatioun hunn, déi just d'Produzente vu Glyphosat mat an d'Gebiet hält, mä da mussen mer erfogoe bei d'Vendeuren a mer mussen, äänlech wéi am Verkéier mam Sécherheetsgurt, souguer vläicht d'Konsumenten an d'Bierger an d'Biergerinne virun hirem eegenen Handele schützen.

An drëtzens zur Kompetitivitéit. Éischtens wëll ech soen, dass mer hei am Beräich si vun engem europäesche Reglement. An do hu mer souwisou net ganz vill Méiglechkeeten. Dir wësst och, dass et genuch Jurisprudenz gëtt, dass, wann de Fall antrëtt a mir sinn nach net mat eise Gesetz do, dann awer déi Reglementer spillen.

An ech géif wierklech soen: Grad am Ëmweltberäich gëtt et jo ëmmer méi kloer, dass déi Betriber, déi sech matzäit gutt opgestallt hunn an déi héchsten Normen anhalen, dat sinn déi, déi Der nach Joren, Jorzéngten um Maart fannt, an déi, déi mengen, si kéinte sech ronderëm eng Rei Ëmweltnormen erlaanschtschmuggelen, si ganz oft déi, déi als Éischt, wann dann awer déi Norme kommen, well mer d'Mënschheet an d'Mënsche mussen schützen, net méi derbäi sinn. Duerfir sollte mer net ëmmer déi do Argumenter widderhuelen, déi ganz oft net rechtlech sinn.

Motion 1

Ech hat elo keng Zäit, muss ech soen, Här President, déi Motioun do a Rou ze liesen. Ech ka mer och virstellen, dass ech se net eleng kéint am Numm vun der ganzer Regierung traitéieren. Ech iwwerloossen et dann de Fraktiounen heibannen am Sall, ob et Sënn mécht, dat do ze stëmmen. Mä Dir misst mer awer schonn eng Chance ginn, eng Kéier driwwerzekucken.

Mir kënnen awer gären nom nächste Projet de loi dann decidéieren. Oder wat soen d'Fraktiounschefen? Mir ass et egal.

(Brouhaha)

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.**- Mir kënnen awer och au vote goen. Et ass, wéi Dir wëllt. Au vote!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dat heescht, mir kënnen maachen, wat mer wëllen?

(Brouhaha)

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.**- Neen, ech mengen, Här President, wann herno déi Avisen, déi bei engem Gesetzesprojet derbäi sinn, sechsmol méi déck si wéi d'Gesetz selwer, da weess ech net, ob mer eis e Gefale maachen an ob dann nach iergendeen d'Gesetz liest oder nach just déi Saachen hannendrun. Respektiv hunn ech dat Gefill, dass déi vill Annexen, déi mer elo scho bei de Gesetzter hunn, net esou intensiv gelies gi sinn, wéi se eigentlech hätte sollen, soudass ech mengen, dass dat hei eis net weiderbréngt.

An an deem Sënn, wann ech elo séier queesch driwwergekuckt hunn, mengen ech, dass dat hei d'Lëtzebuurger Wirtschaft net weiderbréngt. An deem Sënn géif ech proposéieren, se da schlussendlech ofzeleenen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Voilà! Wuertmeldungen dozou? Den Här Wiseler.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Fir kuerz och dozou Stellung ze huelen. Ech mengen, datt ee vum Prinzip aus bei esou Gesetzgebung soll kucken, wat d'Konsequenze sinn, wat d'Suite sinn,...

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.**- Maa-che mer jo!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- ...datt een d'Impakte soll moossen, schéngt eis eng absolut Evidenz ze si bei deenen Texter, wou dat sénnvoll ass, wou dat noutwendeg ass, an dat ënnerstëtze mer selbstverständlech och als Iddi.

Bei Formulatiounen, esou wéi et hei formuléiert ass, soe mer awer, datt et vläicht e wéineg ze generell ass, well et sech och oft ëm Direktiven handelt, wou dat dann net onbedéngt sénnvoll ass a wou et och näischt bréngt, fir et ze maachen. Duerfir géif d'CSV-Fraktioun sech hei bei deem Text enthalen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Bon, ech hunn d'Explikatiounen vum CSV-Vertrieder héieren an ech mengen awer och, wann ech d'Interpretatioun vum Här Camille Gira och guttheesche wëll, awer well ech elo direkt och en anere Projet nach wäert presentéieren, wou et grad ëm

deem Échange vun CO₂ geet am Kader vun den industrielle Produktiounen, géif ech awer proposéieren, dass mer zumindest dës Motioun eng Kéier kuerz an d'Chamber mat eranhuelen an d'Kommissioun,...

(Protestations et brouhaha)

...wou mer kënnen dann eng Kéier diskutéieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Elo emol schéin der Rei no! Den Här Negri.

► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.**- Jo, Merci, Här President. Als Rapporteur géif ech mengen, déi eenzel Punkte si sécher sénnvoll, dass een doriwwer diskutéiert. Mä an hirer globaler absolutter Form si mer awer der Meenung, dass mer se solle refuséieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, ech si ganz frou an dankbar, wéi ëmmer, wann d'Kollege sech mat deenen Texter ausenansetzen, déi d'ADR deem héijen Haus virleet. Ech hunn an deene Reaktiounen, déi mer elo hei héieren hunn, erausgehéiert, datt en Interessi besteet, fir weider iwwert deen Text ze kucken, sief et fir vläicht verschidde Formuléierungen nei ze kucken, wat da wéinstens enger Fraktioun géif erlaben, vläicht vun enger Abstentioun Richtung Jo ze goen - dat ass op jidde Fall eng Hoffnung. Oder anerer hunn de Wonsch ausgedréckt, nach eng Kéier driwwerzekucken.

Ech mengen, als ADR, als Auteur vun dëser Motioun, läit et eis einfach um Häerz, datt mer se kucken, datt mer, wa mer esou Gesetzter maachen, engersäits natierlech d'Ëmwelt effikass schützen, an op där anerer Säit d'Intensivitéit vun deene betraffene Betriber genee kucken.

Vun eiser Säit aus wär et also dofir och ze begrëssen, wa mer eis Zäit géifen huelen, fir eng Kéier an der Kommissioun nach eng Kéier iwwert den Text ze kucken. Mir sinn als ADR ganz sécher bereet, déi eng oder aner Formulierung esou ze änneren, datt mer e méiglechst groussen Accord hei an deem Parlament iwwert déi Iddi fannen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Jo, Merci, Här President. Jo, natierlech misst een den Impakt studéieren vun all Reglementatioun oder Décisioun, déi och d'Land betreffen! Mä duerno hänt et och dovunner of, aus wat fir engem Bléckwénkel. Énnert dem Term „Kompetitivitéit“ kann ech mer net onbedéngt immens vill virstellen, respektiv esou, wéi ech et mir virstelle kéint, ass dat net onbedéngt eng Interpretatioun, déi a Richtung vu méi ekologeschem oder sozialem Schutz géif goen, esou wéi ech dat interpretéieren. Well ech hat elo och souwisou nëmmen e puer Sekonnen, fir dat ze liesen, an ech stëmmen net gären of iwwer Saachen, déi ech bal net gelies hunn. Dofir ginn ech dovunner aus, datt dat esou ass.

Ech mengen, jo, den Impakt, sozialen Impakt vu Reglementatiounen, ekologeschen Impakt vu Reglementatiounen ganz gutt ze diskutéieren hei zu Lëtzebuerg, domadder kéinte mir liewen. Mä dat heiten ass franchement relativement e bësse vag formuléiert, franchement. Ech kann net vill domadder ufänken. Ech weess net. Also dofir wäerte mer et net stëmmen op jidde Fall.

► **Une voix.**- Ma et geet jo an d'Kommissioun!

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Mä wann et an d'Kommissioun geet, wéi dat elo...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Sou, och wann Der nach en Timeout braucht, wär ech awer elo frou, wa mer eis géifen eens ginn, iwwer wat dass mer dann elo ofstëmmen hunn.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech hunn hei Wuertmeldungen nach vum Här Wiseler, da vum Här Berger an dann nach vum Stattssekretär.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- An ech wëll just soen, wann ech déi gréng Fraktioun elo héieren hunn, déi seet: „Mir géifen dat an d'Kommissioun nach wëllen huelen.“ Selbstverständlech kann d'CSV-Fraktioun och mat där Propositioun vun der grénger Fraktioun d'accord sinn.

► **Plusieurs voix.** - Aah, très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann den Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech mengen, d'Argumenter sinn all ausgetosch ginn. D'Positiounen vum den eenzelne Fraktiounen sinn duergestallt ginn. Ech géif proposéieren, well ech weess net, ob mer an enger Kommissiounssitzung elo nach vill nei Argumenter wäerten héieren, ech géif einfach proposéieren, datt mer elo iwwert déi Motioun hei ofstëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Bon, Merci, Här President. Ech hunn am Numm, als President vun der Ëmweltkommissioun gemengt, e Kompromiss ze maachen, andeem ech probéiert hunn, iwwert déi Themaen oft ze diskutéieren. Mä ech wëll awer och domadder ganz kloer soen, dass mer, wann ech meng Kollegen héieren, net déi éischte Kéier iwwert dës Dokumenter scho geschwat hunn an dass mer des Éfteren an der Kommissioun iwwert déi Gesetzer diskutéieren,...

(Brouhaha général)

...soudass ech mech der Mehrheet wëll ungeschlissen an d'Motioun wäert ofleenen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

(Brouhaha général)

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Au vote, wann ech gelift!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also da gi mer zum Vott.

► **Une voix.** - Wat ass dann elo?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir ginn zum Vott iwwert d'Motioun iwwer.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Vott iwwert d'Motioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir ginn zum Vott iwwert d'Motioun iwwer.

► **Une voix.** - Voilà, très bien!

(Brouhaha et hilarité)

Vote sur la motion 1

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also mir stëmmen iwwert d'Motioun of. Déi, déi mat der Motioun averstane sinn, déi stëmme mat Jo, an déi, déi net mat der Motioun averstane sinn, stëmme mat Neen. D'Ofstëmmung fänkt elo un.

An dann d'Procuratiounen. An esou, wéi ech gesinn, ass d'Ofstëmmung eriwier: 5-mol Jo, 34-mol Neen an 21 Abstentiounen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: M. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

A mer géifen dann zum nächste Projet iwwer. Dat ass eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Austausch vun Zäregasquoten, de Projet de loi 6917. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Henri Kox.

5. 6917 - Projet de loi modifiant les articles 11 et 14 de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Rapport de la Commission de l'Environnement

► **M. Henri Kox (déi gréng), rapporteur.** - Jo, Merci, Här President. Majo da kréie mer...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...direkt déi definitiv Versioun.

(Brouhaha)

► **M. Henri Kox (déi gréng), rapporteur.** - Da kréie mer elo direkt d'Geleeënheet, nach eng Kéier iwwert de Kyoto-Protokoll ze diskutéieren respektiv iwwert d'Suite fir déi eenzel Secteuren. Dir wësst, dass mer haut als Lëtzeburger Stat bis 2020 minus 20 CO₂-Equivalent mussen errechen, dat heescht par rapport zu 2005.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **M. Henri Kox (déi gréng), rapporteur.** - Et gëtt awer en anere System, dat ass dee System vun den ETSen, dat heescht Emissions Trading System, dat heescht, allegueren d'industriell Produktiounen ennerleien dësem Gesetz. Dat ass e Gesetz vum 23. Dezember 2004 an et behandelt eben d'Zouerdnung vu Quoten un déi eenzel industriell Produktiounen.

Wéi gesot, et sinn der 18 hei a Lëtzebuerg a si mussen och eng gewisse Quot erreche bis 2020, näämlech minus 21%, awer dat net nëmme zu Lëtzebuerg, mä am Sharing mat den europäeschen Industriellen an der ganzer Europäescher Unioun. Dat heescht, dat ass e Virdeel fir Lëtzebuerg, well se dann entsprecherend hirer Capacitéit kënnen ufueren.

Elo huet sech awer erausgestallt, dass dës Quoten, déi mer den Industriellen zur Verfügung gestallt hunn, iwwerallouéiert waren, dat heescht, d'Industrien hunn u sech ze vill Quoten haut um Marché. Déi sollten och ennerhalb vun den Industriellen kënnen um europäesche Kontinent ausgetosch ginn an och deels versteet ginn. Elo ass et awer esou, dass no 2009 duerch d'Wirtschaftskris eng lwwercapacitéit méttlerweil um Marché ass. An dat huet dozou gefouert, dass haut d'Tonn CO₂-Equivalent op dem Marché gefall ass op 10 Dollar praktesch d'Tonn CO₂-Equivalent. Haut si praktesch 2,1 Milliarde Quoten esou um Marché, déi u sech dozou féieren, dass eben de Präis ganz déif gefall ass.

Fir awer eng Stabiliséierung hei eranzebréngen, huet d'Europäesch Kommissioun an hirer Décisioun vun 2015/1814 gesot, dass mer en Deel vun deene Quote wëllen neutraliséieren u sech, fir de Marché e bëssen ze stabiliséieren, fir ze probéieren, dass dee Marché och erëm zu engem richtege Marché kënn. Et geet jo drëms, dass d'Quote méi knapp gemaach ginn, dass all Industrie opgefueert ass, no där neister Technik och Produktiounsanlage lafen ze loosse, wat dann natierlech och der Ëmwelt wäert zeguttkommen.

D'Europäesch Kommissioun huet also virgeschloen, dat war an där Décisioun 2015, 2015/1814, eben d'Direktiv vun 2003 op deene Punkten énzeänneren. An dat huet zur Folle, dass eist Gesetz, wat 2004 gestëmmt gouf, wat eben dës Direktiv émgemat huet, op zwee Punkten, op zwee Artikelen muss ugepasst ginn.

Wéi eng Moosnamen huet d'EU elo virgeschloen?

Et soll eng Réserve de stabilité gemaach ginn. Dat ass den éischte Punkt. Déi soll ab 2018 an d'Liewe geruff ginn. An dee Marché soll 2019 da kënnen gespillt ginn.

Et gëtt och als Zweetes en Deel vun de Quoten u sech kalgestallt, praktesch aus dem Marché erausgezunn. Dat sinn der 900 Milliounen och erëm CO₂-Equivalent, dat heescht, net nëmme CO₂, mä allegueren d'Zäregasen zesammen. Et gëtt och gekuckt, no 2020 dee System erëm besser opzestellen, fir och déi falsch Tendenzen, déi elo an deene leschte Jore waren, ze korrigéieren.

Mir haten d'lescht Joer nees am Klimarapport gesot, am beschte wier et, iwwerhaupt net méi déi Quoten op dem Marché ze hunn. Mä d'Industrie brauchen déi fir och deen „leakage“ (veuillez lire: fir de „leakage“ ze verhënnere), dass eben CO₂ iwwert d'Grenzen erausgeet a praktesch mir CO₂ haut importéieren aus Drëttlänner. Dat soll dann natierlech dee Marché och berücksichtegen. Et ass geduecht drun, fir näämlech dat ze ennersichen a puncto vun den Aarbechtsplazen, wat an deenen eenzelne Länner passéiert, respektiv och par rapport zum BIP.

Dat heescht, dës Adaptatioun vum Gesetz vun 2004 versicht, déi Defiziter an dem ETS-System

ze behiwe, andeem dann zwee Artikelen geännert gi vun dem urspréngleche Gesetz. Ech ginn net an den Detail vun deenen zwee Artikelen, well se extrem technesch sinn. Et geet eben drëms, déi Quoten entsprecherend, wa se iwwerallouéiert sinn, erauszehuelen, a wann der ze mann do sinn, erëm zrëck op de Marché ze bréngen.

Et goufen och dräi Avisen, natierlech dee vum Statsrot. De Statsrot begrësst dës Initiativ, dass et eben zu enger Stabiliséierung um Marché soll kommen. Den Avis vun der Chambre des Salariés seet éischer: „Dir hätt keng Quoten dierfe fir näischt der Industrie weiderginn!“, wat jo eben och dozou gefouert huet, dass ze vill Quoten op eemol um Marché sinn. Dat war awer ee System, deen erkannt ginn ass, sou dass déi Feeler haut redresséiert ginn an dass et an Zukunft eben net zu deene Mësstänn da ka kommen. An dann d'Chambre des Métiers huet och nach en Avis ginn.

Ech kommen nach kuerz zu den technesch oder zu den Daten, wéini de Projet déposéiert gouf. De Projet gouf de 27. November 2015 déposéiert. De Statsrot huet den Avis de 25. März 2016 eraginn, d'Chambre des Métiers den 30. März an d'Chambre des Salariés de 16. Februar. An der Sëtzung vum 24. Februar gouf ech als Rapporteur vun dësem Gesetz ernannt. An der Kommissioun vum 20. Abrëll hu mer den Avis vum Statsrot analyséiert. An an der Sëtzung vum 4. Mee hu mer dës Rapport eestëmmege uegholl.

An domadder sinn ech ukomm mat mengen Ausféierungen zu dësem Gesetz a géif och gläichzäitig den Accord vun der grénger Fraktioun dozou matbréngen. Merci fir d'Nolauschteren!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet elo direkt den Här Oberweis.

Discussion générale

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Merci, Här President. Och ech wëll am Numm vun eiser Rapporteur, dem Henri Kox, mengem fréiere Student an Ingenieur, e grouse Merci.

(Hilarité et brouhaha)

Dat muss gesot ginn hei, gell!

Et mierkt ee jo awer, dass dat virgedroe gëtt vun engem Ingenieur. Wann alles technesch ass, da mussen déi meescht Leit ofschalten. Mä et ass ganz flott.

Ech wëll just eppes dozou soen. Wann den Här Henri Kox gesot huet, dass mer eng lwwerallocatioun hunn, dat kënn awer och, well zënter der Kris einfach d'Industrie an d'Gette geet an Europa an net méi un d'Struwele kënn. Mir hunn also iwwer Joren nach domat ze dinn. Mä wat ganz gutt ass, do ass d'Referenz zum anere Projet: Mir probéieren awer elo weltwäit - weltwäit! -, dës lwwerleeungen anzeféieren, wou soss quasiment kee Land sech méi doraus kann entzéien.

Mir hunn als Europäesch Unioun eppes hei virgemaach gehat, wat ganz gutt ass. A Länner wéi China, Indien, Russland wäerte sech där Saach och uschlëssen. Duerfir de Merci vu menger Säit an dann och vun eiser Säit den Accord.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet d'Wuert den Här Negri.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Villmools Merci, Här President. Och ech wëll am Numm vun eiser Fraktioun dem Rapporteur Henri Kox e grouse Merci soe fir säi gudden méndlechen a schrëftleche Rapport. A virun allem och him Merci soe fir seng gutt Présidence, déi e mécht, wou en ëmmer no Kompromisser sicht. An duerfir, domadder ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ooh!

(Hilarité)

Wéi just virun e puer Minuten.

► **Une voix.** - Et ass eng elle Welt!

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet elo den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Merci, Här President. Enner Beobachtung vu mengem fréiere Professer Marcel Oberweis, fir dat dann och nach eng Kéier awer op dëser Plaz ernimmt ze hunn,...

(Brouhaha et hilarité)

...ergräifen ech dann awer och nach eng Kéier d'Wuert an deem dach ganz wichtege Dossier hei, wou ech vläicht viirech awer dem Rapporteur e grouse Merci soe fir säi schrëftlechen an och säi méndleche Rapport.

De Problem, dee mir aktuell mat den Emissionsquoten hunn, weist eigentlech exemplaresch, dass d'Aarbecht vum Politiker selten un en Enn kënn! Eng erfollegräich Politikformuléierung an -implementatioun muss net onbedéngt heeschen, dass d'Thema duerno fir ëmmer vum Dësch ass. Eng kontinuierlech Evaluatioun ass villméi noutwendeg, fir feststellen, ob déi Mesuren, déi viru Jore gutt an noutwendeg waren, zu engem spéideren Zäitpunkt dat och nach sinn.

Wa mir den europäesche Quotesystem fir d'CO₂-Emissionen haut kucken, mussen mir feststellen, dass en net méi un den aktuelle System adaptéiert ass. Dat läit net dorunner, dass viru Joren eng schlecht Aarbecht gelescht gi wier, mä einfach dorunner, dass déi wirtschaftlech Lag sech verännert huet! Mir därefen duerfir net eweckucken a mir därefen eis net op der Aarbecht ausrouen, déi virun zéng Jore gelescht ginn ass. A genau duerfir stëmme mir haut mat dëser Emännerung dës Gesetzestext.

Wa mir haut dësem Gesetzestext zoustëmmen, da suerge mir derfir, dass et fir vill Entreprisé finanziell erëm interessant gëtt, fir manner CO₂ auszestoussen, a si därefe sech och net dodrop ausrouen a mir och net. Dat heiten ass en Dossier, dee muss een am A behalen. D'Aarbecht vun der Politik kennt ebe selten en Enn a scho guer net an esou wichtege Dossiere wéi deen heiten.

Et ass wichtig, dass mir dësem Gesetzesprojekt eis Zoustëmmung ginn an esou dozou bäidroen, dass eng europäesch Décisioun um nationale Plang émgemat ka ginn. Mä dat eleng geet net duer. Lëtzebuerg muss um europäesche Plang zum Klimaschutz bäidroen, mä awer och seng national Ziler fir de Schutz vun der Ëmwelt konsequent émsen. Ech denken dobäi zum Beispill un d'Energieeffizienz, de weideren Ausbau um effentlechen Transport an och un d'Albausanéierung.

Dëst gesot, dem Rapporteur hunn ech scho Merci gesot, ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo direkt den Här Fernand Kartheiser.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och mir fänke gär un, fir dem Rapporteur, dem Här Henri Kox, Merci ze soen. All dës Klimadossiere si komplex a mir soen ëmmer erëm Merci fir all déi Leit, déi sech wierklech esou intensiv mat deenen Dossiere befaassen a se hei esou erklären, datt mer se alleguer besser verstinn.

Et ass elo fir eis och vläicht eng Geleeënheet, kuerz op déi Kuelendioxidproblematik anzugehen. Datt mer dat Gesetz hei stëmmen, ass emol éischters de Bewäis, datt dee System, wéi en ursprénglech agefouert gouf an der Nofolleg vum Kyoto-Protokoll, net effikass war. Dat ass eng Saach, déi laang e bësse verdrängt gouf an der effentlecher Diskussioun. Eenzel Leit hunn ëmmer op d'Defizienze vum System opmierksam gemaach. Si sinn als Klimakiller duergestallt ginn.

Dat Gesetz, wat mer haut hei stëmmen, ass e Versuch, déi Feeler aus der Vergaangenheet ze korrigéieren. Mir hoffen, datt se dann och wierklech zu enger Verbesserung kënnen féieren. Mä et ass schwéier, dat haut ofzeschätzen. Mir bleiwen, mir kucken dat interesséiert, mir hoffen op den Erfolleg, mä aus den Erfahrung vum der Vergaangenheet, mengen ech, ass eng gewisse Skepsis och ze verstoen. Skepsis speziell och hei fir Lëtzebuerg!

Well, wéi wëlle mer eigentlech hei reduzéieren - an dat ass näämlech dat, wat ganz interessant ass, déi Klimaziler, déi mer eis elo no COP21 fir Lëtzebuerg fixéieren - an enger Situatioun, wou d'Regierung eigentlech just op eng dauerhaft Croissance setzt, wou se eis seet, datt d'Populatioun vun Land wahrscheinlech iergendwéini an nächster Zukunft bei iwwer enger Millioun Leit muss leien, wou mer eng Croissance hunn, déi mer brauchen, aus enger Rei Grënn, déi an der Vergaangenheet hei diskutéiert gi sinn an déi d'ADR och opbruecht huet an enger Diskussioun iwwert d'Zukunft vum Land, an eng Regierung, wou déi gréng mat dra sinn, just als eenzegt Rezept déi blann Croissance huet fir d'Zukunft a keng Alternative réelle?

Mä wéi wëlle mer eis CO₂-Ausstëss als Lëtzebuerg wierklech enner Kontroll kréien? Wéi wëlle mer d'Energies renouvelables op 11% oder esou eropsetzen, wann déi dauernd Croissance vun Land eis jo praktesch automatesch forcéiert, de Kuelendioxidausstouss och permanent an d'Luucht ze setzen? Wéi streng kënnen déi Obligatiounen sinn, déi mir als Lëtzebuerg dann elo opheulen no COP21, wa mer gläichzäitig konfrontéiert si mat enger Regierung, déi als eenzegt Rezept eng dauerhaft, blann an

net steierbar Croissance fir dëst Land propo-
séesiert?

Hei, mengen ech, ass den Défi fir d'Zukunft.
Mir mussen einfach en Aklang fannen tëschent
emol engem Modell fir Lëtzebuerg, enger Zu-
kunft fir Lëtzebuerg, déi mer kënnen maîtresie-
ren, déi mer nach kënnen plangen, an dann iw-
werleeën, wat mer da wierklech als Energie
brauchen, fir déi Gesellschaft dann ze alimen-
téieren.

An eng drëtt Bemierkung vun eiser Säit aus ass
eng, déi och, mengen ech, mat der Kompetitiv-
vitéit vun eisen Entrepreneuren an och mat Energie,
verantwortlechtem Emgang mat Energie ze
dinn huet. Dat ass eben déi Fro vum Import,
wou en ekologeschen Dumping... vu Produk-
ter, en Import vu Produkter, déi mat engem
ekologeschen Dumping produzéiert gi sinn.
Déi Fro mussen mer eis och stellen an deem Ka-
der vun de Welthandelsorganisatiounen, déi
derfir zoustänneg sinn, och zesumme mat der
Kommissioun, déi jo d'Kompetenz huet fir de
Baussenhandel vun der Europäescher Unioun.
Mä mir kënnen net nokucken, datt duerch eko-
logesch a sozialen Dumping eis Ziler als Eu-
ropäesch Unioun an deene Beräicher dauerhaft
a Fro gestallt sinn.

Mir als ADR, mir droen dat do gär mat. Och
mir verdeedegen déi Iddi, datt den atmos-
phäreschen Schutz muss garantéiert sinn. Mä
mir froen eis: Wéi realistesch ass dat? A mir
denken, datt d'Aufgab vun enger Lëtzeburger
Regierung et ass, dësem Land eng Zukunfts-
perspektiv ze bidden, e Modell Lëtzebuerg ze
bidden, deen net méi ugewisen ass op eng
permanent Croissance.

Mir soen Iech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci
och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet direkt
den Här David Wagner.

(Brouhaha)

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Här Pre-
sident, mir hunn et hei mat enger Décisioun
vum Conseil ze dinn, dat heescht, datt mer am
Prinzip net derlaanscht kommen, dësen Text an
déi national Gesetzgebung ëmsetzen. Mä
mir hu grondsätzlech Problemer mat dëser Dé-
cisioun.

Eng éischt fundamental Kritik ass déi, datt déi
Décisioun vun der EU iwwert den Emissiounshand-
el den Décisioun vum Paräis net Rechnung
dréit. Hei denken ech virun allem un déi méi
ambitiéis Zilsetzung, fir d'Aerderwärmung op
1,5 Grad ze begrenzen, amplaz op 2 Grad ze
begrenzen, woubäi déi fräiwëlleg Kontribu-
tioun vum deene verschiddenen EU-Member-
state jo emol net duerginn, fir déi Grenz vun 2
Grad net ze iwverschreiden an dowéinst onbe-
dängt missten ugepasst ginn.

Upassen hätt zum Beispill geheescht, d'Zuel
vun den Zertifikater, déi all Joer un d'euro-
päesch Industrie verdeelt ginn, méi schnell fa-
len ze loossen, wéi dat elo geplangt ass, an
zwar op 4% zum Beispill, wéi och ONGen dat
virschoen, wéi CarbonWatch. An elo si mer bei
2,2% bis 2021.

Mä eisen Haaptkritikpunkt vun dëser Décisioun
ass, datt elo eng Reserv justement geschaf
gëtt, fir iwwerschësseg Verschmutzungsrechte
ze stockéieren, anstatt dës direkt ze zerstéieren!
Well domat gëtt d'Verschmutzung, déi haut
net passéiert, ben, déi gëtt ganz einfach an
d'Zukunft verlagert, well déi Zertifikater erëm
op de Maart kënnen gehait ginn, wann d'Präis-
ser erëm eropginn, étant donné datt se souwi-
sou elo relativ historiesch deif sinn. An dat favo-
riséiert natierlech net Investissementer a méi
propper Technologien.

Mä et gëtt nach e méi fundamentale Problem.
Den Emissiounshandel, also den Handel mat
Pollutiounsrechte, ass kee System fir eng ver-
antwortlech an effikass Klimapolitik. Et huet jo
och guer net dozou bäigedroen, datt d'Treib-
hausgaser erfogaange sinn a Wierklechkeet.
Sinn déi Wäerter erfogaangen, dann hat dat
entweder mat technologeschem Fortschreitt
ze dinn oder mat der Rezessioun, déi ab 2008
ugefaangen huet an déi deemno wéi och als
Folleg Delokalisatiounen hat.

Derbäi kennt jo och nach, an dat ass jo och
nach relativ krass, datt déi meescht Zertifikater
gratis verdeelt ginn a sech als Bommegeschäft
mat der Pollutioun erausgestallt hunn. E Betrib
ka seng Zertifikater, déi e jo gréisstendeels gra-
tis krut, awer net gebraucht huet, weiderv-
kafen, wa méiglech wann den historiesch déi-
wen CO₂-Präis erëm an d'Luucht gaangen ass.
Dat ass keng Science Fiction, dat ass Realitéit!

Wéi zum Beispill erauskomm ass, datt Arcelor-
Mittal zum Beispill, fir hei zu Lëtzebuerg ze
bleiwen, souzeseo mat senger Pollutiounsrecht
decken Handel bedriwwen huet! Et ass jo
erauskomm. Et ass näischt Neies, datt de Stol-
gigant tëschent 2010 an 2015 eng Reserv op-

gebaut huet vun 140 Milliounen Zertifikater,
déi e gratis krut an duerno weidervkaaft huet
am Wäert vu bal enger hallwer Milliard Euro.
Dermieft hu sech Spekulanten an Investisseu-
ren, ënner anerem och hei zu Lëtzebuerg,
dann op d'Käschte vum Klimaschutz eng gellen
Nues verdéngt.

Dofir, den Emissiounshandel verfestegt nach
méi a Wierklechkeet eng Economie, déi op fos-
silen Energië berout, an et blockéiert och effi-
kass Instrumenter, fir d'Klima ze schützen, a
verhënnert esou Investitiounen a Richtung vun
enger ekologescher Transitioun.

Am Prinzip misste souguer d'Klimaskeptiker a
Wierklechkeet mat esou engem Projet de loi
averstane sinn. An ech hu jo och festgestallt,
datt dat de Fall ass. Aus all deene Grënn menge
mir,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - ...datt een
aner Weeër kéint aschloen. Also d'EU misst
zum Beispill och d'Zilsetzung vun der COP21
verpflichten, fir och, wat och wichteg wier, an
ech mengen, do mussen mer dat global gesinn,
um Weltniveau a Richtung ze goe vum Transfer
vun innovativen Technologien a Richtung Ent-
wécklungslänner, well mir hunn en eendeitig
grousse Virsprong. Ech kann dat net méi héi-
eren, datt mer permanent an enger Logik liewen
och hei vu Kompetitivitéit ënner Kontinenter!

Well wa mer net schnell handeln, ech weess
net, ob gewësse Leit dat matkritt hunn, mä
d'Aerd, dat ass esou eng Kugel, an d'Klima, dat
erkennt déi verschidde Grenzen net esou rich-
teg. Dat heescht, wa mer zwee, dräi, véier, fën-
nef, sechs Grad méi hunn, egal wou dat pro-
duzéiert gëtt, ob et hei ass, ob mer super kom-
petitiv hei wollte sinn oder op enger anerer
Plaz, ob dat super kompetitiv wäert sinn, wäert
um Enn keen Eenzege méi un der Kompeten-
tioun vum Mënschleewe kënnen deelhuelen.
Ech mengen, dat därfer een ni vergiessen.

Ech mengen, et ginn och aner Richtungen, an
dat ass och op nationalem Niveau, awer och
op europäischem Niveau mussen enger Steier-
politik bedreiwen, déi natierlech op héijere Re-
venuen a Kapital besteiert, fir a Richtung ekolo-
gesch a sozial Akzenter, a schlussendlech eng
kohärent Politik ze bedreiwen, wéi zum Beispill
d'Investissementer am Fonds de compensation.
Mä mir krute jo och nach gëschter vum Här
Sozialminister gesot, datt do e Screening ge-
maach gëtt.

Aus all deene fundamentalen Awänn wäerte
mer dëse Projet de loi net matdroen.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci
och. An d'Wuert huet elo direkt d'Regierung,
den Här Statssekretär am Nohaltekeetsminis-
tère, den Här Camille Gira.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Déve-
loppement durable et aux Infrastructures.** - Merci,
Här President. Och deen hei Projet kléngt a
priori extrem technesch, ass awer eminent poli-
tesch. Emmerhin ass den europäeschen ETS
eent vun den Haapt-, wann net dat wichtegst
Instrument, fir dass Europa seng Hausaufgaben
am Kontext vum Klimaschutz opheft.

Et ass haut scho rieds gaangeb dovunner, wéi
eng Instrumenter mer sollen, mussen asetzen,
fir dass mer de Klimawandel am Grëff behalen.
An et gëtt do néierens eng Solution miracle,
mir brauchen alles: Mir brauchen Uerdnungs-
recht. Mir brauchen Incitatiounen. Mir brauche
Subsiden. Mir sollten awer och an enger fräier
Maartwirtschaft a priori net maartwirtschaft-
lech Instrumenter aus de Féiss loossen. A wann
hei zu Recht kritiséiert gëtt, dass den europä-
eschen ETS net funktionnéiert, dann huet dat
näischt domat ze dinn, well et e maartwirt-
schaftlecht Instrument ass, mä well einfach bei
där éischer Asetzung vun deem Instrument
eng Rei kapital Feeler gemaach si ginn.

Ech mengen, dee gréisste Feeler, dee gemaach
ginn ass, dat ass, dass d'Verdeele vun de Quote
bei déi national State geluecht ginn ass. An iw-
werall ass genau dat gemaach gi wéi dat, wat
hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass: Fir déi
national Industrien net ze vill ënner Drock ze
setzen, ass eigentlech iwweralouéiert ginn. Dat
kann ee praktesch duerch sämtlech europäesch
State kucke goen.

Och mir hunn eigentlech deene 15, 16 Betriber
an der Zäit ze vill Allocatioun gemaach. Ech ka
mech emol un en Deputéierten aus der Oppo-
sitioun erënnere, deen haut hei an enger anerer
Fonctioun steet, deen dat ëmmer monéiert
huet, an deen Deputéierten huet manifeste-
ment recht kritt. Well wann ee kuckt, wat
herno ze vill war an deene 15, 16 Betriber,
dann hat en net onrecht. An dat hat net nëm-
men - dat hat sécherlech en Deel - domat ze
dinn, dass 2008 d'Rezessioun komm ass an

dass eng Rei Produktiounen erfogeschalt gi
sinn, awer net nëmmen. Och wann d'Wirt-
schaft weidergedréit hätt, dann, mengen ech,
hätte mer vill ze vill allouéiert gehat.

An dat ass eis duebel deier ginn, well mir hunn
awer déi Quoten, déi mer allouéiert hatten,
beim nationale Contingent ugerechent kritt an
esou huet souguer nach dës Regierung zum
Ufank vun hirer Period nach 1,4 Milliounen
Tonne misse kafe goen um internationale
Maart, fir déi Differenz tëscht deem, wat déi
Betriber emittéiert hunn, an deem, wat se al-
louéiert kritt hunn, ze bezuelen. Dat war
sécherlech dee gréisste Feeler.

Deen zweete Feeler war, dass praktesch nëm-
men opgrond vun historiesche Produktiounsle-
velen attribuéiert ginn ass, an dat hätt vill méi
lafend misse ugepasst ginn. Dann hätt een
och an der Rezessioun kënnen eroffueren a
soen: „Dir produzéiert manner, da kritt Der
esou vill Prozent automatesch erfogeholl.“ Et
hätt een net ee Moment historiesch Produk-
tionschiffere sollen huelen an déi iwwer Jore
weider, mengen ech, matschleefen. Dat war
den zweete Feeler.

An dat Drëtt ass, dass net genuch op Bench-
marking geschaff ginn ass, fir einfach déi och
ze belouen, déi eigentlech schon hir Efforte
gemaach hatten. Dann hätt een och a puncto
Kompetitivitéit eng ganz aner Diskussioun kritt.

Et ass richtig, dass doduerch eng Rei Betriber
relativ vill Reserven hatten an hunn. An Dir hutt
och vläicht matkritt: Dat wäert bis zu engem
Urteel vum Europäesche Gerichtshaff féieren.

Ech weess net, ob jiddweree au courant ass,
mä ArcelorMittal huet jo de Lëtzeburger Stat
op d'Gericht geholl weinst 80.000 Tonnen, déi
den delegéierte Minister Marco Schank der
Arcelor ewechgeholl hat weinst dem Wierk
Schëffeng, wou Arcelor ëmmer behaupt huet,
do wier nach Produktioun.

Eh bien, ech ka mech just wonnenen - ech war
mat anere Regierungsmemberen dës Woch um
Site -, ech mengen net, dass eréischt uge-
faange ginn ass, do ofzerappen, wéi definitiv
d'Cessation d'activité deklaréiert ginn ass! Mä
datt iwwerloossen eng jiddweringem, dat ze ju-
géieren, deen eng Kéier d'Chance kritt, op de
Site ze goen.

Vun de Lëtzeburger Gerichter ass d'Fro un
den Europäesche Gerichtshaff als Question
préjudicielle gestallt ginn. A mir si ganz ge-
spaant an et wäert domadder esou oder esou
och europäesch Jurisprudenz mat deem Beispill
do fir ganz Europa zustane kommen.

Haut féiere mer eng Réserve de stabilité an. Ech
wollt awer soen, dass dat en éische Schrëtt
ass. Mä et gëtt, dat wéist Der och vläicht - an
ech wollt awer kuerz hei vun der Geleeënheet
profitéieren, fir Iech dat awer matzedeele -, et
gëtt un enger genereller Reform vum Emissi-
ounshandelsystem geschaff. An dës Reform
ass Deel vun der Zilsetzung, déi d'EU sech och
am Virfeld vu Paräis ginn hat: Eng Reduktioun
vun de Gesamtmissiounen em op d'mannst
40% am Joer 2030 par rapport zu 1990 huet
d'EU sech jo als Zil gesat. An et ass evident,
egal wat elo geschitt, mä och no 2020 wäert
den ET-System e ganz wichtege Pilier vun der
europäescher Klimapolitik sinn.

De Conseil européen hat am Oktober 2014
zréckbehalen, dass d'Emissiounen, déi vum ETS
couvréiert sinn, am Joer 2030 em 43% par rap-
port zu 2005 misse reduzéiert ginn. Konkret
heescht dat, dass den Emissiounsvolumen,
deen dem ETS zur Verfügung steet, ab 2021
pro Joer em 2,2% erfoget. De Moment ass
dee sougenannte „facteur de réduction“
bei 1,74%. Also och fir d'Betriber fänken
d'Efforten eigentlech eréischt no 2020 esou
richteg un.

Ab 2021 wäert et awer och nach - an do musst
Der nolauschteren, Här Kartheiser, an dat weist
jo och, dass Ar Motioun vun elo éinescht wier-
klech superfététoire war - gratis Allocatiounen
fir Betriber ginn, déi awer och an der Konkurrenz
zumindest hei un nationale Marché sinn. En
däitscht Kuelekraaftwierk ass net a Konkurrenz
mat engem Kuelekraaftwierk a China, well de
Strom aus Däitschland kennt net aus China.
Bei einzelne Produktiounen, beim Stol zum
Beispill, wësse mer, dass do eng global Konkur-
renz ass. Mä zum Beispill am ganzen Energie-
secteur brauche mer awer net ze soen, mir
brauchen net ze féierten, dass en däitscht
Kuelekraaftwierk muer a China wäert opgebaut
ginn, fir Strom an Däitschland ze liwweren.

Dëst fir Iech ze soen, dass op all Level scho
genuch geuecht gëtt. A wann ech mer em eppes
keng Suere maachen, dass se keng staark
Lobby sollten an Europa an och national hunn,
dann ass et d'Industrie, mengen ech! Dofir
bräicht d'Chamber sech net nach mat zousätz-
lechen Impaktstudien an deem Beräich hei aus-
erenezesetzen, fir ze verhënnere, dass „car-
bon leakage“, wéi dat esou schéi genannt gëtt,
global verdeelt gëtt.

Da sollen déi Benchmarken, vun deenen ech
geschwat hunn, och méi regelméisseg iwwer-
prüeft ginn. Ech mengen, et ass eng permanent
Evolutioun grad am Industriesecteur an e
Benchmarking, dee viru fénnef Joer richtig war
fir en Elektrostolwierk, ass vläicht fénnef Joer
duerno net méi esou richtig.

An d'Kommissioun huet elo am Juli 2015 hir
Propositiounen op den Dësch geluecht. D'Ar-
bechte lafen de Moment am Conseil ënner hol-
lännescher Présidence éischer lues. Do gëtt et
och eng Ursach derfir: Et sinn eng Rei Mem-
berstater, déi wellen ofwaarden, wéi dann de
generellen „effort sharing“ tëscht den 28 eu-
ropäesche Länner fir d'gesamt CO₂-Emissiounen
no Paräis ass, ier se sech wellen positionéieren,
wéi et da soll weidergoen am ETS-Beräich. Dat
ass deelweis verständlech. Ech hoffe just, dass
mer net iergendeng Kéier zäitlech an d'La-
brante kommen, fir doriwwer ze diskutéieren.

Dann nach ofschléissend, Här President, e puer
Bemierkungen zu dem Lëtzeburger Modell.
Ech si jo e bëssen iwwerrascht iwwert déi
Wuesstumsdiskussioun, déi mer hunn. Ech
waarden dann drop, wéini wéi eng Partei hei
opsteet a seet: „Eis ginn 3% duer.“ - „Eis ginn
2% duer.“ - „Mir si souguer der Meinung, dass
een emol sollt, fir dass manner Leit an d'Land
kommen, an d'Rezessioun eragoen.“ Dat gëtt
jo ganz spannend Diskussiounen! An ech wa-
arden och besonnesch op dem ADR seng Aus-
soen, wéi si dann d'Lëtzeburger Renten, wou
si jo, dat muss een hinne jo zugestoen, e Mé-
rite drun hunn, dass déi esou héich sinn, wéi se
deelweis sinn, wéi se déi da wëlle finanzéieren,
wa mer 3% oder 4% oder souvill Prozent
Wuesstum net méi hunn.

Hei gëtt jo gemaach, wéi wann d'Regierung
dat géif definéieren. Éischtens muss ee jo fest-
stellen, dass mer eng autonom Dynamik hunn!
Ech wëll Leit hei drun erënnere, déi de Wues-
stum (veuillez lire: de Wuesstum vun der Popu-
latioun) zu Lëtzebuerg integral a Verbindung
bréngt mam wirtschaftleche Wuesstum, dass
déi falschleien. Ech weess net, ob jiddwereen
déi Chiffere kennt. Mir hatten 2009 eng Rezes-
sioun vun e puer Prozent: 4%-5%. An awer, Dir
Dammen an Dir Hären, sinn 10.000 bis 12.000
Immigranten an Immigrantinne weider op Lët-
zebuerg komm!

Hätt Dir gär, dass dës Regierung wéi aner
Regierungen an Europa en Zonk opriicht, mä dës
Kéier net vis-à-vis vu Flüchtlingen, mä vun EU-
Memberen? Solle mer deene portugiseschen,
franséschen, däitschen Immigrante soen: „Mir
wëllen elo nëmme méi 3% Wuesstum an dofir
féiere mer d'Douaneshaischen zu Uewerpallen
an zu Sterpenich erëm an. An elo komme just
déi hei eran, déi wierklech kënnen an deene
Secteurs schaffen, wéi mir se gär hätten.“ Dat
ass jo eng absurd Diskussioun, wéi wa mir als
oppnen Economie do iwwerhaupt eng Méig-
lechkeet hätten!

Mä wat muss anescht ginn, Här Kartheiser an
aner, déi elo wëllen driwwer diskutéieren,
wou mer higin: Dee Wuesstum, dee mer elo
mussen organiséieren an deenen nächsten 30
Joer, dee ka wierklech net méi esou fonction-
néiere wéi deen an deene leschten 30 Joer, well
soss erstécke mer wuertwäertlech an deem
Wuesstum! Dat ass ganz richtig.

Mä wat ass da geschitt, e bësse vereinfacht
duergestallt, an deene leschten 30 Joer? De
Wuesstum ass deelweis vum Himmel gefall
iwwert d'Finanzplaz an e puer Nischen, déi
mer nach hatten. A virun...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här
Gira, Är Zäit ass ofgelaf.

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Déve-
loppement durable et aux Infrastructures.** - Wann
ech nach därfer eng Minutt awer och op Re-
marqué vun...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** -
Nee, op Remarquen am Kader vun dësem
Projet, gell.

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Déve-
loppement durable et aux Infrastructures.** - Jo.
Also ech...

(Hilarité)

Et ass schued, ech hätt elo gären nach eng Rei
Remarquen zu där Wuesstumsdiskussioun uge-
fouert. Mä ech maache mer keng Suergen. Ech
wëll Iech just ofschléissend, a grad fir den Här
Kartheiser, méi generell soen: Kuckt op eisem
Site, huet Iech d'PowerPoint, déi d'Madamm
Dieschbourg an ech viru Kuerzem gemaach
hunn! Mir sinn amgang, dës Regierung ass
ebe genau dat amgang ze maachen, wat Dir
gären hätt: Mir entkoppelen de Wuesstum par
rapport zu den CO₂-Emissiounen. Kuckt Iech
dat un! Genau do si mer e gutt Stéck virukomm



a mir sinn zouversichtlech, dass eis dat och an deenen nächste Jore geléngt. Souwäit dozou.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ma gär!

Den Här Gibéryen, eng Fro?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Parole après ministre.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Parole après ministre. Jo, bon, wann Dir dat frot.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Ech wollt just kuerz drop reagéieren, wat den Här Statssekretär elo hei ugedeit huet - wat déi Wuesstumsprognose betrëfft, déi mir jo kritesch hannerfroen als Partei - an dat am Fong relativ simplistes dohinnergestallt huet, wéi wa mer da missten erëm Barrièren opriichten, Stoppe maachen, d'Ekonomie bremsen. Ech mengen, mir haten als ADR virun enger Rei vu Méint hei eng Interpellatioun zu deem dote Sujet gemaach, iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg - ech weess net, ob Der dat matkritt hutt -, mä do hu mer awer all eis Propositionen gemaach.

An ech hu fonnt, dass mer deen Dag heibannen an der Chamber eng ganz gutt Diskussioun haten an am Fong parteiwwergreifend alleguer der Meenung waren, dass deen einfache blanne Wuesstum, dass deen och eng Rei vu Konsequenzen hätt, déi een net muss onbedéngt als positiv ugesinn.

An ech mengen, de Wirtschaftsminister huet an där Debatt och hei gesot, dass een als Konklusioun vun esou enger Diskussioun, wéi mer se heibannen haten, am Fong misst dee qualitative Wuesstum an de Vierdergrond stellen an dass een als Regierung och misst an Zukunft bei allen neien Investitiounen, déi hei am Land gemaach ginn, eng Etüd maachen, fir ze kucken, wat déi Investitiounen hei am Land a wat d'Politik, déi mer an deem Sënn hei am Land maachen, wat dat als Konsequenze fir d'Land hätt, souwuel fir d'Statsfinanzen, fir de Logement, fir den Transport an esou virun. An ech mengen, dat war de But. An duerfir, mengen ech, ass dat scho richtig.

An ech wëll dann nach just soen, wat d'Renten ubelaangt: Also wann ee mengt, Här Gira, an Dir mengt dat jo, dass de Problem vun de Rente just duerch e stramme Wuesstum ze rette wier, da muss ech soen: Een, deen esou eng Ausso mécht, dee kennt vu Renten näischt! Well domadder gëtt de Problem vun de Renten, mat all Prozent Wuesstum gëtt de Problem méi grouss! Mir brauchen haut fir eng Pensioun ze bezuelen eppes iwwer zwee Aktiver. A wa mer emol eng Kéier 500.000 Leit an der Pensioun hunn, da brauche mer iwwer eng Millioun Aktiver. An da soen: „Mir mussen en décke Wuesstum hunn, fir déi Pensiounen do ze bezuelen!“ A wa mer eng Kéier 1,2 Milliounen an der Pensioun hunn, da brauche mer 2,4 Milliounen. Also dat ass eng, eng...

(Interruption)

Ma dach, dat ass de System, dat ass d'Problematik realistesch dohinnergestallt, wéi se ass! Wa mer just soen: „Mir mussen e Wuesstum hu fir déi Pensiounen“, mä mir mussen e Pen-

sionssystem entwéckelen! An ech si frou, dass Der eis de Mérite vun de Pensiounsreformen zugeschriwwen hutt. Mä mir mussen e System entwéckelen, an dat mussen mer zesumme maachen, mir mussen do och eis Responsabilitéiten huelen, wou mer als Gesellschaft net condemnéiert sinn, esou mussen ze wuessen, an awer mat eiser Sozialpolitik kënnen iwwerliewen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

(Interjection de Mme Josée Lorsché)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Statssekretär!

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.**- Ech sinn da frou, dass den Här Gibéryen mir duerch d'Parole après ministre...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Wa mer elo eng Diskussioun iwwer Wuesstum hunn, da schwätze mir och gär mat!

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.**- Parole après ministre...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Sérieusement!

► **M. Alex Bodry, (LSAP).**- Dir hutt eng laang Geschicht dodran.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Well da froen ech och Parole après ministre, fir nach eng Kéier eng Ried iwwer d'Croissance an iwwer Wuesstum ze halen. Kee Problem!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Gira, ganz kuerz.

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.**- Ech wollt just an dräi Sätz dat soen, wat ech elo éinescht esou wollt soen: dass dës Regierung genau deen Ennerscheid mécht mam qualitative Wuesstum.

Wat ech elo éinescht wollt soen, ier de President mech ennerbrach huet, ass, wéi mer déi lescht 30 Joer mat deem Wuesstum emgaang sinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- D'Auer, net de President.

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.**- Mir hunn de Boni vun deem Wuesstum geholl. Mir hunn d'Steiergelder geholl a mir hunn d'Aarbeitsplaz geholl. Mä: Mir hunn d'Käschten net berücksichtegt! Mir hu keng Kläranlage gebaut. Mir hunn emol net genuch Stroosse gebaut...

(Protestations)

...a scho guer keng Schinnen.

(Brouhaha)

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Här President!

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.**- Ma dat ass awer esou!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Statssekretär, wann ech gelift, ganz kuerz!

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.**- Jo! Neen, ech sinn och scho bal, ech si scho bal fäerdeg!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Jo, mä wa mer d'Diskussioun awer elo ufänken, dann... Neen, sérieusement, esou kënnen mer awer net fueren hei!

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.**- Mir hunn net genuch Sozialwunnenge gebaut. A genau dat wëllt dës Regierung anescht maachen a mécht se schonn anescht.

► **Une voix.**- Dir kommt och nach...

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.**- Mir kucken net nëmmen, wat vu Boni erakënn, mä mir iwwerleeën hannendrun, wat fir Infrastrukturen, wat och u Käschten op eis duerkënn. An dat si mer amgaang ze maachen. Dat mierkt Der bei der Mobilitéit an dat mierkt Der och an anere Beräicher.

(Brouhaha général)

Merci villmools, Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, den Här Wiseler.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Här President, ech wëll just soen: Wann een déi do Diskussioun wëllt seriö féieren, da si mir dofir absolutt Demandeur, fir se seriö ze féieren, an net an zwou Minuten, esou wéi dat elo hei probéiert ginn ass! Mir hunn eng seriö Wuesstumsdiskussioun ze féieren. Dofir proposéiere mer säit Wochen hei, dass den Zukunftsdësch zesumme gesat gëtt, dass mer dat mat der Société civile organiséieren. Ech mengen, dass den Här Gira eis mat deenen Aussoen, déi en elo gemaach huet, honnertprozenteg recht gëtt, dass dat eng absolutt Nécessitéit ass, fir dat ze maachen.

An ech kann natierlech och weiderfueren, elo hei am Detail ze diskutéieren, well déi Diskussioun, déi Der ugefaangen hutt, ass jo net eng Diskussioun vum Wuesstum tel quel, wéi se bis elo besteet. Mä et ass eng Diskussioun, wou Der mat finanzpoliteschen Diskussiounen (veuillez lire: Décisionen) lech enger Obligatioun vum Wuesstum verschreift. An et ass genau dat, wat mer kontestéieren, net de Wuesstum an net d'Leit, déi erakommen, mä d'Obligatioun, déi mer an deenen nächste 40 Joer mussen hunn, fir déi finanzpoliteschen Décisionen, déi Der elo huet, kënnen ze bezuelen!

► **Une voix.**- Genau!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm a mir géife fir d'Éischt iwwert de Projet 6917 ofstëmme, an dann nach iwwert dee Projet vu virdrun, wou mer zwar iwwert d'Motioun ofgestëmmt hunn, mä net iwwert de Projet.

(Brouhaha)

Mir stëmme also iwwert de Projet 6917 of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6917 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet ass unanime mat 59 Stëmme ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6917 est adopté par 57 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

6. 6877 - Projet de loi

a) portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006;

b) modifiant la loi du 11 août 2011 portant exécution et sanction du règlement (CE) n°1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;

c) abrogeant la loi du 28 juillet 2011 portant exécution et sanction de certains règlements communautaires relatifs aux installations contenant certains gaz à effet de serre fluorés (suite)

A mir géifen zum Schluss iwwert de Projet 6877 ofstëmme. Dat ass dee Projet, dee mer virdrun duerchdiskutéiert hunn a wou déi „licht“ Flottementer mat der Motioun komm sinn a mer net iwwert de Projet ofgestëmmt haten. Dat maahe mer dann elo.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6877 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung ass lancéiert. Déi perséinlech Stëmme. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet 6877 ass unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

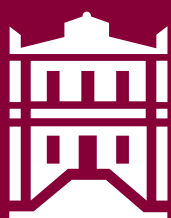
MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

■ L'actualité parlementaire sur www.chd.lu

■ Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.

■ La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

■ L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.

■ Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.

■ De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Jo, Här Wagner?

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Jo, ech wollt just eng kleng Rektifikatioun maachen. Mir wollte beim Projet 6917 u sech dergéint stëmmen, wéi mer dat ugekënnegt hunn. Mir hunn derfir gestëmmt. Do war e kleng Brouhaha. Ech krut dat net mat, et ass eise Feeler. Ech wollt déi Rektifikatioun eng Kéier maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Mir waren dann an der gudder Kontinuitéit vu vir-drun.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Voilà!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Dat gëtt da rektifizéiert. Merci fir déi Prezisioun.

Domat si mer um Enn vun den...

► **Une voix**.- Neen, neen.

(*Brouhaha*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ah, jo, jo!

► **Une voix**.- Wat ass da lass haut mat eise President?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Also, et läit hei hannendrun. Jo, sorry! Mir kommen zur Question élargie vum Här Gusty Graas iwwert d'Négociatiounen zwëschen der EU an dem Mercosur. An d'Wuert huet direkt den Här Gusty Graas.

7. Question élargie n°16 de M. Gusty Graas relative aux négociations entre l'Union européenne et le Mercosur

► **M. Gusty Graas** (*DP*).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, de Mercosur ass jo e wirtschaftlechen Zesummeschluss vun enger Rei latäinamerikanesche Länner, enner anerem Argentinien, Brasilien, Uruguay, Paraguay a Venezuela. Et sinn och eng Rei aner Länner, déi sech do associéiert hunn, wéi Chile, Kolumbien oder de Peru.

Zënter der Reprise vun den Diskussiounen aus dem Joer 2010 mat der Europäescher Unionsinn entre-temps natierlech eng Rei Verhandlungsronden iwwert d'Bün gaangen. Dofir wollt ech och haut emol eng Question élargie iwwert dee Punkt stellen. Et ass en Thema, deen u sech net op ganz grouss Resonanz, net nëmme bei eis, mä och dobaussen, stéisst. Mä wann ee sech awer e bësse méi am Fong domat ausereesetzt, da mierkt ee ganz séier, datt et awer wichteg ass, datt mer eis zu deemem Zäitpunkt méi genee dermat beschäftegen.

Mir hate jo och hei zu Lëtzebuerg de leschten 11. Abrëll e Sommet vun den europäesche Landwirtschaftsministere, wou den Här Etgen jo och drun deelgeholl huet. An dowéinst ass et wichteg, wéi gesot, datt mer vläicht haut informéiert ginn, wou de Stand vun deenen Négociatiounen drun ass.

Ech wëll och hei drun erënneren, datt ee kann direkt Relatiounen och zum TTIP zéien. An dofir sinn ech ëmsou méi verwonnert, datt dobaussen d'Emotiounen - dat ass elo net pejorativ duergestallt -, wann et ëm den TTIP geet, ganz héichkachen, mä wann et ëm de Mercosur geet, wou mer awer ganz vill Parallelismus erkennen, dann héiert ee praktesch keng Stëmm; net nëmme hei zu Lëtzebuerg. An dowéinst mengen ech awer, datt et awer héich Zäit gëtt, datt mer eis méi am Detail domat ausereesetzen.

Et geet näamlech hei net nëmme reng ëm ekonomesch Aspekter, et geet näamlech och ëm d'sozial Dimension. Et geet och virun allem ëm ëmweltpolitesch Dimensionen. Ech wëll och drop hiweisen, datt zum Beispill déi europäesch Liewensmëttel- a Veterinärinspektioun FVO schonn e puermol gewarnt huet virun de Produktiounsmethoden, déi an deene Länner ugewannt ginn, wat haaptsächlech d'Déierenhaltung ubelaangt.

A vläicht hunn och Einzelner vun lech emol op der Televisioun, an net méi spéit wéi an deene leschte Wochen op der Lëtzebuurger Televisioun gesinn, enner wat fir enge Formen zum Beispill do Agrarprodukter hiergestallt ginn an datt do virun allem och d'Rechter vun der Landbevölkerung oft méissuecht ginn. Ech mengen also, et kann een hei roueg behaupten, datt mer esou eng Landwirtschaft och net hei an Europa, scho guer net hei zu Lëtzebuerg, wëllen.

Ech fäerten och e bësselchen, datt déi large Konzessiounen, déi mer an deenen zwee aneren Domänen vis-à-vis vun de Mercosur-State ginn, dat heescht um Niveau vun der Industrie, um Niveau vun den Déngschtleeschungssewicer, datt déi sollen e bëssen d'Ursaach sinn, fir dann eben och nozeginn, wat d'Importer vun Agrarprodukter an Europa ubelaangt, datt dat sech awer kann trotzdeem negativ auswierken.

Scho virun enger gudder Dose Joer haten d'Sewicer vun der Kommissioun drop higewisen an enger - wéi soll ech soen? - relativ nuancierter Analys, datt den Impakt vum Accord

mat Mercosur awer kéint ganz grouss, besonnesch fir d'europäesch Landwirtschaft, sinn. Si hu virun allem op déi negativ Konsequenzen fir d'Fleesch higewisen, a méi spezifesch fir d'Rëndfleesch, de Poulet a beim Schwäin.

Elo gesäit et an deene leschte Wochen a Méint derno aus, wéi wann d'Europäesch Kommissioun erëm prett wier, fir, wéi gesot, eng nei Tentativ ze lancéieren. A Rumeuren soen - op déi ee sech zwar net ëmmer sollt ze vill baséieren, mä et kann ee se awer och oder et muss ee se besonnesch an deem Fall hei vläicht eescht huelen -, datt elo eng Offer géif um Dësch leien, déi u sech géif derzou bäidroen, datt beträchtlech Importkontingenter mat Null Zoll am Beräich vu sensible Produkter, ech denke virun allem un d'Fleesch, géifen dann hei awer acceptéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass och kee Geheimnis, datt mer hei zu Lëtzebuerg eng gewisse substanzuell Kris vun der Landwirtschaft kennen. Muer de Mëtte kréie mer Ursaach genuch, fir doriwwer méi am Detail ze diskutéieren. Duerfir wëllt ech dat natierlech elo hei net verdéiwen. Duerfir muss ee sech awer d'Fro stellen, ob et grad zu deemem Moment opportun ass, déi Négociatiounen mat deem Stateblock nach ze verdéiwen. Emsou méi well mer och Problemer mam Ofsaz hu vun eisen eegene Produkter.

Duerfir, um leschte Conseil, deen ech jo virdu schonn hei ugeschnidden hunn, vum 11. Abrëll, war jo eng Initiativ vun eef EU-Memberstate geholl ginn, déi e Pabeier ënnerschriwwen hunn, fir sech am Fong geholl géint deen Import do auszespriechechen. Och Lëtzebuerg hat deemools dee Pabeier ënnerstëtzt.

Ech wëll och nach hei drop hiweisen, datt den europäesche Bauereverband COPA an och déi ländlech Genossenschaften drop hiweisen, datt zum Beispill d'Perte fir d'Rëndfleesch kann esou op 25 Milliounen (veuillez lire: 25 Milliarden) chiffriert ginn, wann, wéi gesot, déi Négociatiounen do sollte positiv ofgeschloss ginn.

Dowéinst, Här Minister, wollt ech lech froen, ob Der eis haut kéint méi genee Informatiounen ginn, engersäits wat d'Positioun zu Lëtzebuerg an deem kriddelechen Dossier ass, a virun allem awer och, wat fir eng Auswierkungen deen Ofschloss do kéint fir d'europäesch Agrarpolitik hunn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet direkt den Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Etgen.

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Merci, Här President. Erlaabt mer virewech, dem Här Gusty Graas villmools Merci ze soen, datt hien d'Initiativ geholl huet, fir dese wichtige Punkt op den Ordre du jour vun der Sitzung vun haut ze bréngen.

Jo, et ass dringend, datt mer d'Verhandlungen mam Mercosur eng Kéier hei an der Chamber thematiséieren. Ech gesinn dat grad wéi den Här Graas an dem Kontext vun där schwieeger Situation vun der Landwirtschaft an Europa. Ech sinn der Meinung, datt mer eis et am Moment net erlabe kënnen, fir hei ze vill unilateral Overturen ze maachen, wa mer op där anerer Säit, esou wéi et de Moment ganz kloer ausgesäit, keng Konzessiounen erwaarde kënnen.

Den Här Gusty Graas huet och ugeschwat, wéi grouss d'Sensibilität an eiser Bevëlkerung ass, wa mer doriwwer schwätzen, wou a wéi eis Liewensmëttel produzéiert ginn. Och dat ass natierlech een eminent wichtige Aspekt. Et ass jo net akzeptabel, datt ee mëtteleuropäesche Familljebetrib ekonomesch weider enner Drock gesat kéint ginn, well e mat Produkter aus lwwersee konkurréiere muss, déi a Betriber produzéiert ginn, déi definitiv net déiselwecht Constraints am Beräich vun de Sozial- an Ëmweltstandarden oder och a puncto Déierschutz hunn.

Ech fannen et ass immens wichteg, datt dës emol eng Kéier och am Kontext vum Mercosur gesot gëtt. Hei muss datselwecht ziele wéi och beim TTIP, dee jo mat vill méi enger grousser Intensitéit diskutéiert gëtt. Am Kader vum TTIP, dat hu mer och schonns oft gesot, sinn d'europäesch Standarden een Acquis, dee fir d'EU net négociabel ass. Do si mer eis all eens an do wäert ech mech zesumme mat menge Kollegen,...

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Da gitt d'Dokumenter liesen!

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- ...dem Agrarministerrot, mat aller Energie derfir asetzen, datt dës eng absolut Ligne rouge ass, déi net därer iwwerschritt ginn. Dës Standarden mussen fir all Wuere gellen, déi bei eis op de Maart kommen, ob se hei produzéiert ginn oder an Drëttlänner, ob an den USA, a Kanada oder an Argentinien oder soss iergendwou.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Mä wat ass de Mercosur? Ëm wat geet et? Wéi wichteg ass des Regioun fir Europa? Erlaabt mer, fir e bëssen e puer Zuelen ze presentéieren. De Mercosur ass 1991 gegrënnt ginn a besteet aus Argentinien, Brasilien, Paraguay, Uruguay a Venezuela, dat dem Mercosur 2012 bäigetrueden ass. Mir importéiere virun allem landwirtschaftlech Produkter - 43% vun den Exporter vum Mercosur -, an exportéiere virun allem Maschinnen an aner Equipementer nom Mercosur. Dobäi muss ee bemierken, datt mer am Beräich vun der Landwirtschaft een Defizit an der Handelsbilanz mam Mercosur vun iwwer 20 Milliarden Euro hunn.

De Mercosur exportéiert haaptsächlech Zucker a Soja an natierlech Rëndfleesch a Geflügel-fleesch. Dës si fir Europa sougenannte sensibel Produktiounen, déi am Kontext vun Handelsaccorde besonnesch betruecht mussen ginn. Hei ass virun allem de Rëndfleeschsektor ervirzestrichen, ee Sektour, deen an Europa zu de fragillsten am Agrarberäich gehéiert.

Wou si mer elo dru mat de Verhandlungen? Zënter där offizieller Reprise vun de Verhandlungen am Mee 2010 goufen et néng Verhandlungsronden, vun deenen déi lescht allerdingens am Oktober 2012 stattfonnt hunn. Et gouf am Laf vun de Joren ëmmer erëm Entwécklungen, déi derzou gefouert hunn, datt d'Verhandlungen net méi ugelaft sinn, enner anerem eng handelspolitesch, ganz protektionistesche Regierung an Argentinien iwwer eng Rei vu Joren.

Deemno gouf et och bis elo keen offiziellen Austausch vun enger Offer, wéi vill vun dem Handel soll liberaliséiert ginn an zu wat fir enge Konditiounen. D'EU-Kommissioun huet awer d'Absicht, fir des Woch eng Offer op den Dësch ze leeën, op Basis vun där dann d'Verhandlungen erëm kéinten opgeholl ginn. No eisen neisten Informatiounen sollen do, aneschters, wéi viru Kuerzem geplangt, keng TRQen, sougenannt „Tariff-rate quotas“, fir Rëndfleesch an Ethanol vun der Kommissioun proposéiert ginn.

Dat ass ze begrëssen. An hei schéngt et jo dann den Drock vun de Memberstate jo och mat der Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg seng Wierkung gehat ze hunn. Well wann Europa an och Lëtzebuerg eventuell an anere Beräicher wéi der Landwirtschaft duerchaus manches ze gewannen hunn, esou sinn des Verhandlungen fir d'EU an déi Lëtzebuurger Landwirtschaft awer zimlech kriddelech a geféierlech. Mir hunn an der Vergaangenheet, an dat net eréischt vum Conseil vum 11. Abrëll un, gefrot, datt d'EU-Kommissioun eng Etüd virleef, wou den Impakt vu Fräihandelskommessen mat Drëttlänner op déi europäesch Landwirtschaft analyséiert gëtt.

An ech wëll hei dorunner erënneren, datt déi lescht Impaktstudie vun 2010 iwwert d'Mercosur-Verhandlungen gewisen huet, datt Lëtzebuerg zu deenen EU-Memberstate gehéiert, déi am Agrarsektor, relativ gesinn, am meeschte géifen negativ getrafft gi vun esou engem Accord, well de grouse Problem am Zesummenhang mat den Négociatiounen mam Mercosur ass, datt scho ganz wäitreechend Konzessiounen gemaach goufen am Kader vun anere bilaterale Offkommessen.

An all déi Accorde summéiere sech enorm, wéi een um Beispill vum Rëndfleesch gesäit. Am Kader vum Doha Development Agenda huet d'EU schonn en Importquota fir Drëttlänner vun 150.000 Tonnen akzeptéiert. An elo krut Kanada ee weideren Importkontingent vu 45.000 Tonnen ouni Zoll zougestane. A mir wëssen, datt d'Mercosur-Länner elo 350.000 Tonne fuerderen.

Wann een dat elo alles cumuléiert, da kéinten ënnert dem Stréch bis zu 500.000 Tonnen

zousätzlech ouni Zoll an d'EU importéiert ginn, wat 6% vun eiser interner Consummatioun ausmécht. A wann een elo bedenkt, wéi onelastesch d'Demande um Beispill vum Rëndfleesch an Europa ass - eng Demande, déi souguer tendenziell no ënne geet -, da gesäit een, wéi eng Auswierkungen esou Accorde kéinten hunn, wann een alles cumuléiert. D'Präisser falen däitlech. Domadder fällt och de Revenu vun eisen Züchter.

Dir Dammen an Dir Hären, ech widerhuelen nach eng Kéier, datt Lëtzebuerg wéi eng ganz Rei aner Länner der Meinung ass, datt et kee Sënn mécht, fir elo eng Offer op den Dësch ze leeën. An den Här Graas huet jo genau déiselwecht Analys gemaach.

Eiser Meinung no soll een dat no der Étude d'impact maachen, wann ee gesäit, wat den Effekt op déi eenzel Secteure ka sinn. Dofir hu mer nach eng Kéier zesumme mat 15 anere Memberstate d'Kommissioun am leschte Conseil opgefuerdert, dee cumuléierten Effekt vun alle bilaterale Accorden ze berücksichtigen, bevir datt déi final Offer vun der EU op den Dësch geluecht gëtt. Och hunn déi 16 Memberstate gefuerdert, datt där besonnesch schwieeger Situation Rechnung gedroe gëtt, an där eis Landwirtschaft am Moment ass, an datt d'Kommissioun genau esou eis defensiv wéi eis offensiv Intérëten an deenen Négociatiounen vertrieed muss.

Mat deser Aktioun wär och gewollt, fir der Kommissioun, a virun allem dem Landwirtschaftskommissär Phil Hogan, de Réck ze stäipen, fir datt d'EU eng équilibréiert Positioun anhëlt, well op EU-Niveau ass déi europäesch Kommissioun zoustänneg, fir d'Verhandlungen fir esou Accorden ze féieren. A si mécht Rapport un d'Europaparlament an un de Conseil.

Wann een Accord zustane kënn, muss en awer och vum Conseil a vum Parlament ugeholl ginn. D'Landwirtschaftsministere sinn net federführend fir des Verhandlungen; et sinn dës eis Kolleegen Ausseministere respektiv d'Handelsministere.

Ech verfolgen deenen Dossier awer ganz opmierksam. An eis Positioun, och wat ech lech elo gesot hunn, ass, datt d'Lëtzebuurger Regierungsvertreeder op de verschiddeenen Niveauen, sief et bei de Ministere, sief et bei de Beamten, kohärent ofgeschwat a koordinéiert mussen sinn; am Sënn vun der Ofsécherung vun den Intérëten vum eise Produzenten an och vun eise Konsumenten, am Sënn vun der Verdeedegung vum europäeschen agroalimentaire Modell allgemeng.

Merci villmools.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Landwirtschaftsminister. Vu dass mer eng Question élargie hunn, huet den Auteur...

(*Interruption*)

E wëllt et net. Merci. Dann ass alles gesot. Da gi mer dervun aus, dass alles gesot ass. An da si mer um Enn vun eise Ordre du jour ukomm.

Ech soen lech Merci a mir gesinn eis erëm muer de Mëtten um zwou Auer fir d'Diskussioun vum Agrargesetz.

► **Une voix**.- Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. An d'Sézung ass eriwwer.

(*Fin de la séance publique à 17.10 heures*)



Sommaire des séances publiques n^{os} 30, 31 et 32

30^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 450
Ordre du jour	p. 450
Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)	
- Suite des débats sectoriels	
- Débats sectoriels - Volet «Développement durable»	p. 450-457
- Débats sectoriels - Volet «Institutions et Réforme de l'État»	p. 457-461
- Prises de position du Gouvernement	p. 461-468
Question urgente n°2041 de M. David Wagner relative au procès «LuxLeaks» - Affirmation d'un ancien fonctionnaire de l'Administration des Contributions directes	p. 468

31^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 469
Communications	p. 469-470
Changements de composition des commissions parlementaires	p. 470
Ordre du jour	p. 470
Dépôt d'une motion par M. Marc Baum	p. 470
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n°185 du 9 mai 2016 de M. Lex Delles relative à l'engagement de 150 enseignants spécialisés au sein de l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	p. 470
- Question n°186 du 10 mai 2016 de M. Félix Eischen relative à la sécurité routière, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 470-471
- Question n°187 du 9 mai 2016 de Mme Cécile Hemmen relative à la promotion du commerce équitable, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs	p. 471
- Question n°188 du 10 mai 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à la souveraineté de l'espace aérien luxembourgeois, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 471
- Question n°189 du 10 mai 2016 de Mme Josée Lorsché relative à la politique d'investissement du Fonds de compensation commun au régime général de pension, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale	p. 471-472
- Question n°190 du 10 mai 2016 de M. Gilles Roth relative au rapport d'activités de l'autorité de contrôle instituée par l'article 17, paragraphe 2, de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel pour les années 2014 et 2015, adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure et à Mme la Secrétaire d'État à la Défense	p. 472
- Question n°191 du 9 mai 2016 de M. André Bauler relative aux modalités et dispositions à respecter en cas de faillite d'une asbl, adressée à M. le Ministre de la Justice	p. 472
- Question n°192 du 10 mai 2016 de M. Marcel Oberweis relative au développement de l'énergie éolienne, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures	p. 472-473
- Question n°193 du 10 mai 2016 de M. Claude Lamberty relative au récent arrêt du Tribunal administratif concernant l'attribution des différentes aides étatiques pour études supérieures, adressée à M. le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche	p. 473
- Question n°194 du 10 mai 2016 de M. Max Hahn relative aux mesures à mettre en place par rapport aux répercussions potentiellement néfastes de l'usage d'un portable au volant, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 473
Motion de Mme Martine Hansen relative à la professionnalisation de la fonction directrice des écoles fondamentales, à la rédaction d'une description possible de tâches et de fonctions d'une direction d'école et relative à l'élaboration d'un profil au niveau des qualifications pour un tel poste	p. 473-475
Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'introduction de la langue russe dans l'enseignement secondaire luxembourgeois	p. 475-477
6624 - Projet de loi modifiant, en vue de réformer le régime de publication légale relatif aux sociétés et associations,	
- la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,	
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,	
- la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif	
- l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1935 complétant la législation relative au sursis de paiement, au concordat préventif de faillite par l'institution du régime de gestion contrôlée;	
- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 septembre 1945 portant révision de la loi du 27 mars 1900 sur l'organisation des associations agricoles;	
- la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg;	
- la loi modifiée du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique;	
- la loi modifiée du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE n°2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE);	
- la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit;	
- la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;	
- la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;	
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation;	
- la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR);	
- la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de SEPCAV et ASSEP;	
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;	
- la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;	
- la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;	
- la loi du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;	
- la loi du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement	p. 477-479

32^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 480
6792 - Projet de loi portant modification:	
1. des articles L. 126-1, L. 241-1 et L. 426-14 du Code du Travail;	
2. de l'article 9 de la loi modifiée du 28 novembre 2006 portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification du Code du Travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau Titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal; 5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;	
3. de l'article 1 ^{er} de la loi du 13 mai 2008 relative à l'égalité de traitement entre hommes et femmes;	
4. de l'article 1 ^{er} de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;	
5. de l'article 1 ^{er} de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;	
6. de l'article 454 du Code pénal	p. 480-484
6755 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression,	
6768 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension,	
6793 - Projet de loi concernant la compatibilité électromagnétique,	
6800 - Projet de loi concernant les ascenseurs et les composants de sécurité pour ascenseurs et modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets,	
6806 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques	
et	
6816 - Projet de loi portant création d'un système de traçabilité des articles pyrotechniques	p. 484-486
6877 - Projet de loi	
a) portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006;	
b) modifiant la loi du 11 août 2011 portant exécution et sanction du règlement (CE) n°1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;	
c) abrogeant la loi du 28 juillet 2011 portant exécution et sanction de certains règlements communautaires relatifs aux installations contenant certains gaz à effet de serre fluorés	p. 486-488 p. 490-491
6917 - Projet de loi modifiant les articles 11 et 14 de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre	p. 488-490
Question élargie n°16 de M. Gusty Graas relative aux négociations entre l'Union européenne et le Mercosur	p. 491



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1920	Martine Hansen	«Master in Secondary Education»
1937	Gérard Anzia	Amputation de la queue des porcs
1945	Joëlle Elvinger	Évolution du trafic sur la route du Nord A7 et dans la vallée de l'Alzette
1949	Marcel Oberweis	Émissions polluantes des véhicules automobiles
1950	Martine Hansen	Label «NATURSCHUTZ FLEESCH»
1951	David Wagner	Formation des chargés de cours de l'enseignement fondamental
1954	Marco Schank, Laurent Mosar	Sécurité des centrales nucléaires
1955	Claudia Dall'Agnol	Campagne de sensibilisation au sujet de la radicalisation des jeunes
1956	Franz Fayot	Site de l'ancien cloître de Marienthal
1957	Martine Hansen	Visite médicale pour l'embauche
1958	Max Hahn	Consommation foncière
1960	Nancy Arendt	«Droit à l'oubli»
1961	Gast Gibéryen	Accès aux études supérieures
1962	Martine Hansen	Défauts de fonctionnement des nouveaux radars fixes
1963	Martine Mergen	Utilisation du gadolinium dans l'imagerie par résonance magnétique (IRM)
1964	Lex Delles	Projet Orchis Life près du lieu-dit «Fuusselach»
1965	Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden, Octavie Modert	Offre de services postaux dans l'est du pays
1966	Marcel Oberweis	«Plan Juncker»
1967	Martine Hansen	Obligations relatives aux autorisations de construction en zone verte
1968	Françoise Hetto-Gaasch, Martine Hansen	Formation en cours d'emploi à l'IFEN
1969	Marc Spautz	Action locale pour jeunes
1970	Serge Wilmes	Fonds souverain luxembourgeois

1973	Martine Hansen	Exploitations équestres
1974	Yves Cruchten	Affectation des chargés d'enseignement
1975	Franz Fayot	Télétravail
1976	André Bauler, Gusty Graas	Promotion d'une alimentation saine dans les écoles
1977	Marc Spautz	Stages en entreprises
1979	Fernand Kartheiser	Arrestations de vendeurs de drogue en 2015
1980	Martine Hansen	Formation d'enseignement supérieur dans un établissement d'enseignement secondaire
1982	André Bauler, Gusty Graas	Statistiques des radars fixes et mobiles
1983	André Bauler, Max Hahn	Identification des véhicules flashés par les radars fixes
1984	Georges Engel	Scolarisation des enfants issus de familles réfugiées
1985	Georges Engel	Centres d'accueil pour réfugiés
1987	Françoise Hetto-Gaasch, Martine Hansen	Encadrement de qualité dans les structures d'accueil
1988	Fernand Kartheiser	Matériel didactique facilitant l'intégration
1989	Marc Spautz	Retards en matière de paiement de cotisations sociales
1990	Gérard Anzia, Claude Adam	Prise en charge des frais de fonctionnement des bibliothèques publiques
1992	Françoise Hetto-Gaasch	Lutte contre le système prostitutionnel
1993	Marco Schank	Retrait de permis de conduire
1994	André Bauler	Monument à la mémoire des paysans ardennais
1995	Gast Gibéryen	Capitalisation de la Banque centrale du Luxembourg
1996	Gast Gibéryen	Billets de banque de 500 euros
1997	Franz Fayot	Demandes de démolition
1998	Roy Reding	Permis de pêche
2000	Laurent Zeimet	Mesures antibruit sur l'autoroute A3
2003	David Wagner, Serge Urbany	Enquêtes judiciaires en relation avec les dysfonctionnements du SREL

Question 1920 (18.03.2016) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant le «Master in Secondary Education»:

Le 15 mars 2016, le Ministre de l'Éducation nationale et le recteur de l'Université du Luxembourg ont signé une convention portant sur la mise en place d'une formation menant au «Master in Secondary Education». La formation s'adresse prioritairement aux détenteurs d'un bachelier en études romanes ou allemandes et en mathématiques. Le master en enseignement secondaire devrait préparer les futurs professeurs de l'enseignement secondaire et secondaire technique aux défis et aux spécificités du système scolaire luxembourgeois, à savoir la gestion du multilinguisme et la multiculturalité en classe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quel est le taux d'échec à l'examen-concours pour les candidats détenteurs d'un diplôme sanctionnant des études portant sur les lettres et langues françaises, ou allemandes, ainsi que sur des études en mathématiques?
2. Le taux d'échec est-il lié au manque de compétences dans la discipline enseignée?
3. Monsieur le Ministre estime-t-il suffisant le fait d'avoir poursuivi trois, voire seulement deux années d'études dans la discipline pour pouvoir enseigner cette matière?
4. Ne risque-t-on pas de délaissier le perfectionnement des compétences des candidats dans la discipline enseignée et d'abaisser le niveau de qualification exigé pour accéder à la fonction de professeur?
5. Compte tenu du fait que le stage prévoit surtout des cours en pédagogie pratique et théorique, le Ministre entend-il adapter le stage pour les candidats du master en enseignement secondaire?
6. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'offrir lors du stage davantage de cours dans les matières de spécialisation des

candidats (à savoir le français, l'allemand ou les mathématiques)?

7. Le détenteur d'un diplôme de master «Lehramt Mathematik» délivré par une université étrangère par exemple, sera-t-il admis à l'examen-concours?

Réponse (03.05.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Ad 1. À l'examen-concours de recrutement d'enseignants de cette année-ci, le taux d'échec pour les candidats qui se sont présentés à toutes les épreuves était de: 25% pour la spécialité mathématiques, 50% pour la spécialité française et 52% pour la spécialité allemand.

Ad 2. On ne peut affirmer que le taux d'échec soit uniquement lié au manque de compétences dans la discipline à enseigner, étant donné que les compétences d'analyse et de présentation orale de sujets ou de textes littéraires, c'est-à-dire des compétences de base pour un futur enseignant, sont également prises en considération.

Ad 3. et 4. À l'instar de formations comparables à l'étranger, comme les «Lehramtsstudiengänge» en Allemagne, il ne peut être question d'un délaissement de la discipline. Au contraire, il s'agit d'un master qui permet à la fois un approfondissement dans la discipline et dans la didactique de la discipline à enseigner.

Ad 5. La loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale prévoit que des dispenses de la fréquentation de tous les cours ou d'une partie des cours de la formation générale peuvent être accordées par le ministre au stagiaire qui peut se prévaloir d'une formation équivalente à celle prévue dans le cadre du stage. Les candidats détenteurs d'une formation préparant à la fonction d'enseignant de l'enseignement secondaire, comme le «Master in Secondary Education» ou «Lehramt» pourront donc demander des dispenses et leur stage pourra être adapté en conséquence.

Ad 6. Cette même loi précise qu'en cas de dispense, la tâche d'enseignement des stagiaires sera augmentée proportionnellement au volume de la dispense accordée. Une augmentation des cours de spécialisation dans la branche à enseigner n'y est pas prévue.

Ad 7. Le projet de loi n°6957, visant à adapter les conditions d'admission à la fonction ensei-

gnante, prévoit que les candidats détenteurs de diplômes qui permettraient l'admission à l'examen-concours de recrutement avant la mise en vigueur de cette modification, y seront également admissibles à l'avenir. Ceci vaut donc aussi pour les détenteurs d'un diplôme de «Lehramt» dans les différentes spécialités à enseigner.

Question 1937 (22.03.2016) de M. Gérard Anzia (déi gréng) concernant l'amputation de la queue des porcs:

La directive européenne 2001/88/CE, modifiant la directive 1991/630/CEE, établit des normes minimales relatives à la protection des porcs et a été transposée par le règlement grand-ducal du 17 mars 2003. Conformément à la directive, le règlement interdit la section partielle de la queue des porcs. En outre, l'amputation sans motif zootechnique est interdite par la loi du 15 mars 1983 sur la protection de la vie et du bien-être des animaux.

Or, une étude de la Direction générale des politiques internes de l'Union européenne a constaté en 2014 que le Luxembourg était non conforme à la directive européenne susmentionnée. Lors de visites, le «Food and Veterinary Office» de la Commission européenne a constaté que les queues des porcs ont été systématiquement amputées. En outre, le Luxembourg est également non conforme, ne répondant pas aux exigences de la Commission européenne de fournir les informations y relatives.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part du Gouvernement:

1. Le Ministère a-t-il des informations sur le progrès de l'implémentation de la directive européenne, et donc du règlement grand-ducal? Pour quelle raison le Luxembourg était-il encore non conforme aux directives de 1991 et 2001 en 2014 et pour quelle raison le Luxembourg ne fournit-il pas les informations exigées par la Commission?
2. Comment l'implémentation de la directive est-elle contrôlée et surveillée?
3. À quelle fréquence les exploitants et abattoirs sont-ils contrôlés? Combien d'anomalies sont découvertes lors de ces contrôles?

Réponse (06.05.2016) de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

La directive 91/630/CEE modifiée par la directive 2008/120/CE constitue une version codifiée, a été transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 17 mars 2003 établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs.

Ainsi, la mise en place du cadre légal au niveau national est assurée mais la mise en application et les contrôles y afférents posent certains problèmes au niveau national et au niveau communautaire.

La section partielle de la queue et la réduction des coins de manière systématique est interdite mais peut être pratiquée lorsqu'il existe des preuves que des blessures causées aux mamelles des truies, des oreilles et aux queues d'autres porcs ont eu lieu.

La caudophagie a des causes multifactorielles (ventilation, qualité de l'air et confort thermique, mode d'élevage, alimentation, absence de matériaux d'enrichissement, génétique). Certains de ces facteurs (alimentation, activités des porcs) sont plus faciles à remédier tandis que d'autres (systèmes d'élevage, ventilation de la porcherie) nécessitent d'importants investissements.

Par ailleurs, outre l'impact sur le bien-être animal, la caudophagie crée des lésions au niveau de la carcasse des porcs qui entraînent à l'abattage la saisie partielle voire totale de cette dernière, ce qui constitue une perte nette pour l'éleveur. Pour cette raison, la caudotomie est pratiquée de manière préventive dans la plupart des pays membres de l'UE. Une fois les lésions de morsures de la queue constatées, l'animal doit être isolé et traité de manière adéquate. Une dérogation à l'interdiction de la caudotomie peut être donnée si le cannibalisme persiste.

L'implémentation de la directive est surveillée par les contrôles effectués au niveau des inspections de l'élevage et de l'engraissement des porcs ainsi qu'à l'inspection ante-mortem réalisée à l'abattoir.

Le nombre des inspections des infrastructures et des équipements du secteur porcin est fixé par les exigences de la «cross-compliance» dans le cadre du paiement des primes alors que tous les porcs livrés à l'abattoir sont soumis

à un examen ante-mortem pour vérifier le respect des exigences au niveau de la santé animale et du bien-être animal. À ce niveau, on constate que la majorité des porcs arrivant à l'abattoir ont la queue coupée, à l'exception des porcs provenant des élevages biologiques au niveau desquels la caudotomie est interdite.

Le rapport des inspections est transmis sur base annuelle à la Commission, conformément à la décision de la Commission du 14 novembre 2006 concernant les exigences minimales relatives à la collecte d'informations lors des inspections de sites de production de certains animaux d'élevage.

Vu le caractère multifactoriel de la caudophagie et l'interaction complexe entre les différents facteurs, des études de recherche sont nécessaires dans ce domaine et des projets pilotes à petite échelle doivent être réalisés afin de mieux comprendre le phénomène et de trouver des solutions pour y remédier. Ces solutions doivent être trouvées au niveau communautaire afin d'éviter toute distorsion de concurrence entre les éleveurs des différents États membres. C'est seulement à ce moment qu'une interdiction pure et simple de la caudotomie, sans dérogation, peut être mise en place.

Question 1945 (23.03.2016) de **Mme Joëlle Elvinger** (DP) concernant l'évolution du trafic sur la route du Nord A7 et dans la vallée de l'Alzette:

Le 23 mars 2016, cela fera six mois exactement que le dernier tronçon «Waldhaff - Lorentzweiler» de la route du Nord A7 a été ouvert au public. Le premier comptage du trafic qui a été réalisé entre le 23 septembre et le 16 octobre 2015 montrait une baisse du trafic dans la vallée de l'Alzette. Or, depuis, les embouteillages fréquents à la fin de l'autoroute A7 direction Kirchberg ainsi que les nombreux jours de fermeture des tunnels suite à des travaux de réparation et de maintenance semblent motiver les automobilistes à utiliser de nouveau les routes de la vallée de l'Alzette.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer du trafic journalier moyen enregistré sur l'A7 depuis son ouverture complète le 23 septembre 2015?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer du trafic journalier moyen enregistré sur les diverses routes de la vallée de l'Alzette notamment sur la N7, la N11 et sur les CR123, CR125, CR126, CR181 et CR233?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les comptages sont effectués systématiquement et automatiquement chaque jour ou s'il s'agit de comptages manuels sporadiques? Dans ce contexte, est-ce que des comptages ont été réalisés sur les routes de la vallée de l'Alzette lors des jours de fermeture des tunnels de l'A7?

Réponse (26.04.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Depuis l'ouverture complète de la route du Nord A7 le 23 septembre 2015, le trafic journalier moyen TJM enregistré sur l'A7 se présente jusqu'au 31 mars 2016 de la manière suivante:

N° poste	Route	Emplacement	Utilitaires	Voitures	Total
1486	A7	Kirchberg - Waldhof	1.559	32.904	34.463
1487	A7	Waldhof - Lorentzweiler	760	21.462	22.222
5092	A7	Luxembourg - Mersch	1.066	21.161	22.227
1475	A7	Mersch - Mierscherbierg	2.037	29.503	31.540

Sur les routes de la vallée de l'Alzette, le trafic journalier moyen se présente pour la même période de comptages (23/09/2015 - 31/03/2016) de la façon suivante:

N° poste	Route	Emplacement	Utilitaires	Voitures	Total
394	N7	Luxembourg - Eich	478	15.313	15.791
401	N7	Walferdange - Lorentzweiler	348	11.088	11.436
5083	N7	Lorentzweiler - A7	392	11.961	12.353
5093	N7	A7 - Lintgen	279	8.067	8.346
520	N7	Lintgen - Mersch	227	7.614	7.841
403	N11	Dommeldange - Waldhof	235	11.061	11.296
5076	CR123	Bereldange - Steinsel	166	4.227	4.393
5074	CR123	Muellendorf - Hunsdorf	14	1.871	1.885
5073	CR123	Prettingen - Gosseldange	16	1.158	1.174
5077	CR125	Staffelstein - Helmsange	32	4.283	4.315
5082	CR126	Staffelstein - Waldhof [Comptage ponctuel]	53	5.133	5.186
427	CR126	Waldhof - Rammeldange	123	3.416	3.539
415	CR181	Bereldange - Biergerkräiz	205	10.300	10.505
416	CR181	Bridel - Strassen	400	16.772	17.172

Aucun comptage n'a été effectué sur le chemin CR233 entre Dommeldange et Walferdange.

Avec les postes de comptage il s'agit de comptages automatiques permanents. Seul le poste 5082 entre Waldhaff et Stafelter n'est pas un poste de comptage permanent; il s'agit d'un poste temporaire qui enregistrerait les données de trafic du 1er octobre 2015 au 1er décembre 2015.

Question 1949 (24.03.2016) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les émissions polluantes des véhicules automobiles:

Le 28 octobre 2015, les experts en comité technique des véhicules à moteur (CTVM) au niveau de l'Union européenne ont adopté des paramètres pour le test sur les émissions d'oxydes d'azote (NO_x) des véhicules en conditions de conduite réelles (ECR). Il s'agit d'autoriser les constructeurs automobiles à dépasser les limites d'émissions fixées par la législation européenne. Cette décision permettrait aux nouveaux véhicules diesel de dépasser de 110% les seuils d'émissions des oxydes d'azote (NO_x). Le Parlement européen a décidé de ne pas s'opposer à cette décision, très controversée, lors de sa session plénière du 3 février 2016. Au Conseil de l'Union européenne «Environnement» du 4 mars 2016, la Commission européenne a informé les ministres de l'état d'avancement des travaux concernant les essais de mesure des émissions en conditions de conduite réelles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Quel est l'état d'avancement tel que communiqué par la Commission européenne?

2. Quel est le résultat des échanges entre les ministres du Conseil du 4 mars 2016?

3. Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois concernant:

i) la révision du règlement (CE) n°692/2008 en ce qui concerne les émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro 5/6);

ii) la proposition française d'un encadrement des tests en conditions de conduite réelles par la procédure législative ordinaire;

iii) la demande française d'une nouvelle proposition pour les émissions en conditions de conduite réelles?

4. En accordant un délai aux constructeurs pour se conformer aux nouvelles limites d'émissions diesel avec une marge de tolérance pour les émissions d'oxyde d'azote (NO_x) de 110% en ce qui concerne les nouveaux modèles mis en circulation, soit deux fois plus que le seuil actuel de 80 mg de NO_x par kilomètre, Madame la Ministre estime-t-elle que cette politique est compatible avec les engagements pris à Paris lors de la COP21?

Réponse (26.04.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur les seuils des oxydes d'azote (NO_x) avec l'adaptation du règlement (CE) n°692/2008 et la compatibilité des nouveaux seuils avec les engagements pris à Paris lors de la COP21.

Il faut signaler d'emblée que ce n'est pas le Conseil des ministres de l'environnement qui est compétent sur le fond en la matière. Lors du Conseil des ministres de l'environnement

du 4 mars 2016, la délégation française était à l'origine d'un point «Divers» sur les émissions en conduite réelle dites «ECR». Dans ce contexte, la France a rappelé son soutien à la proposition de la Présidence luxembourgeoise, faite en trilogue sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant les règlements (CE) n°715/2007 et (CE) n°595/2009. Celle-ci concerne la gouvernance politique en matière de réduction des émissions polluantes des véhicules routiers et stipule que toute modification du facteur de conformité devrait être décidée dans le cadre d'une procédure législative ordinaire. Cette procédure assurerait un contrôle démocratique plus efficace lors du réajustement de normes dans le domaine de la qualité de l'air.

À l'issue de ces discussions informelles, la Présidence néerlandaise du Conseil des ministres de l'environnement a adressé une lettre au président de la Commission de l'environnement du Parlement européen, invitant le Parlement européen à avancer ensemble dans le dossier épineux ECR.

En ce qui concerne la position du Gouvernement par rapport aux émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro 5/6), il faut souligner que lors du comité des experts le 28 octobre 2015, le Luxembourg a supporté la proposition plus ambitieuse de la Commission européenne. Comme celle-ci n'a malheureusement pas trouvé de majorité, le Luxembourg s'est finalement rallié au compromis trouvé, qui représente toujours une amélioration significative par rapport à la situation actuelle.

Dans ce contexte, il faut noter que les véhicules actuellement en circulation relèvent des taux d'émission de NO_x beaucoup plus élevés que ceux autorisés suivant l'application de la nouvelle marge fixée avec la révision du règlement (CE) n°692/2008. Ceci peut être mis en évidence en comparant les résultats d'une étude réalisée par le ICCT («The International Council on Clean Transportation») en octobre 2014 concernant les émissions réelles des voitures diesel EURO 6, par rapport aux valeurs retenues par la Commission européenne et le Parlement européen. L'étude a pu relever en moyenne un dépassement des seuils de cinq à sept fois de la valeur autorisée en utilisation dans des conditions réelles.

Avec la nouvelle procédure adoptée, une réduction de 58% à 70% est réalisable dès la première phase d'application du nouveau règlement à partir du 1^{er} septembre 2017 pour les nouvelles réceptions et du 1^{er} septembre 2019 pour tous les véhicules immatriculés mis en circulation. Cette procédure consiste notamment dans la mesure des émissions lors d'une conduite réelle avec un système portable embarqué. Lors de la deuxième phase, qui entrera en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2020 pour les nouvelles réceptions et du 1^{er} janvier 2021 pour tous les véhicules immatriculés, une réduction jusqu'à 80% est envisagée.

En outre, il faut préciser que le seuil limite final (facteur de conformité) de 1,5 est soumis à une révision annuelle en vue d'une possible adaptation en fonction de l'optimisation des appareils de mesure. Un rapprochement à la limite de 80 mg/km NO_x reste par conséquent possible et désirable.

En ce qui concerne les émissions CO₂, la Commission européenne est, en parallèle à la révision du règlement (CE) n°692/2008, en train de développer un nouveau cycle d'essais pour les analyses complémentaires sur les bancs d'essai, afin de parvenir à des résultats plus proches de la réalité en rapport avec la consommation qui est directement liée aux émissions CO₂. De plus, la Commission européenne est également en train d'élaborer un troisième paquet ECR qui a pour objectif de pouvoir mesurer les particules fines sous conditions réelles.

Il est clair qu'à côté de ces nouvelles dispositions concernant les mesures des émissions, des normes plus ambitieuses dans le domaine des émissions au-delà de l'horizon 2020 sont nécessaires. Lors du conseil informel des ministres de l'environnement et des transports qui s'était tenu à Amsterdam le 14 avril 2016, la Ministre de l'Environnement Carole Dieschbourg a ainsi soulevé une fois de plus l'importance du respect des normes concernant la qualité d'air et encouragé ses collègues à soutenir un renforcement progressif des exigences aux constructeurs automobiles.

C'est dans cet esprit que les ministres Bausch et Dieschbourg lancent un appel à l'industrie automobile de faire des efforts beaucoup plus substantiels afin de regagner la confiance des citoyens et de contribuer activement au respect des engagements pris à Paris lors de la COP21.

Question 1950 (25.03.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le label «NATURSCHUTZ FLEESCH»:

La marque «NATURSCHUTZ FLEESCH» existe depuis 2013 et a pour but de soutenir la protection de la nature et de garantir la diversité des espèces au Grand-Duché de Luxembourg par la «protection de la nature par l'exploitation». La préoccupation centrale de la marque est la valorisation économique de la viande de bœuf produite dans le respect de la nature sur des terres importantes pour la protection de la nature.

Le seul propriétaire de la marque et responsable du respect des critères et caractéristiques cités est l'Administration de la Nature et des Forêts. Elle autorise l'utilisation de la marque «NATURSCHUTZ FLEESCH» uniquement pour les animaux élevés selon des méthodes de pâturage extensif permanent. Ces bêtes sont élevées exclusivement sur des terrains réservés contractuellement à une exploitation extensive et exploités selon les prescriptions du programme de biodiversité luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Le Gouvernement peut-il m'informer sur le nombre d'entreprises agricoles (principales et à titre accessoire) qui se sont engagées auprès de l'Administration de la Nature et des Forêts?

- Le Gouvernement peut-il m'informer sur la superficie des terrains concernés?

- Combien de ces terrains sont situés dans une zone spéciale de conservation, une zone de protection spéciale ou dans une zone Natura 2000?

- Le Gouvernement peut-il m'informer si, après trois ans d'expérience, l'objectif de la marque «NATURSCHUTZ FLEESCH», à savoir la sauvegarde de la biodiversité, a été atteint?

- L'Administration de la Nature et des Forêts a-t-elle procédé à une évaluation de l'évolution de la «Grünlandnarbe» dans les différents parcelles et, le cas échéant, quels en sont les résultats? Dans la négative, pour quelles raisons?

- L'état de santé des bovins est-il contrôlé à intervalles réguliers?

- Le Gouvernement peut-il m'informer sur les races bovines utilisées pour produire le «NATURSCHUTZ FLEESCH»? Quel est le pourcentage par race bovine?

- Combien de bovins sont en moyenne vendus par année? Quel pourcentage au Luxembourg?

Réponse commune (27.04.2016) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

Actuellement 55 exploitations agricoles gèrent des projets de pâturage permanent extensif. 18 d'entre elles participent au label «NATURSCHUTZ FLEESCH».

La surface gérée extensivement s'élève à environ 2.100 ha, dont 500 ha sont constitués de prairies de fauche, de prairies fauchées et pâturées (qui sont destinées à fournir le foin pour l'affouragement d'appoint en hiver) et de pâturages d'été. Actuellement environ 800 ha de cette surface servent à la production pour la marque «NATURSCHUTZ FLEESCH». Toutes les surfaces font l'objet d'un contrat de biodiversité entre l'exploitant et l'administration.

Trois quarts de ces projets se trouvent dans une zone protégée (Natura 2000 et réserves naturelles), ou encore sur des terrains couverts de biotopes protégés.

Le pâturage extensif est un moyen adapté pour sauvegarder la biodiversité dans les zones protégées.

Dans un article publié en 2004 dans le Bulletin des Naturalistes Luxembourgeois, intitulé «Extensive Beweidung mit Rindern im Naturschutz: eine kurze Literaturliteraturauswertung hinsichtlich der Einflüsse auf die Biodiversität», les auteurs ont résumé une centaine d'études scientifiques concernant les effets du pâturage extensif avec des bovins sur la biodiversité en Europe. Une publication plus récente, intitulée «Naturnahe Beweidung und Natura 2000 - Ganzjahresbeweidung im Management von Lebensraumtypen im europäischen Schutzge-

biotssystem Natura 2000» (Bunzel-Drücke et al. 2015), résume les effets du pâturage permanent sur les habitats protégés par la directive «Habitats».

Toutefois, l'Administration de la Nature et des Forêts a fait procéder sur certains projets particulièrement importants à des études de monitoring spécifiques, dont notamment:

- plusieurs inventaires de la flore et des oiseaux effectués au «Dumontshaff» à Schifflange dans la zone Natura 2000 «Vallée supérieure de l'Alzette»;

- l'étude établie en collaboration avec l'université de Freiburg-im-Breisgau au sujet de l'effet du pâturage sur la plaine alluviale renaturée dans la zone Natura 2000 «Vallée de la Syre de Moutfort à Roodt/Syr» à Mensdorf. Il convient de signaler que l'auteur de l'étude a reçu pour ce travail le «Wolfgang-Erz-Förderpreis» du «Bundesverband Beruflicher Naturschutz e.v.»;

- des inventaires des orthoptères (sauterelles) et des odonates (libellules) au «Dumontshaff» et à Mensdorf;

- divers autres inventaires botaniques dans les zones Natura 2000 «Vallée supérieure de la Sûre/Lac du barrage» et «Région de la Moselle supérieure».

En gros, il a été démontré que les oiseaux des prairies extensives profitent du pâturage permanent et comme tel, ce mode de gestion s'avère très intéressant pour gérer les zones «oiseaux» du Natura 2000. Tous les cas de nidification de ces espèces se trouvaient sur les surfaces avec gestion extensive; aucun sur les surfaces à gestion intensive.

De même, les libellules ont largement profité des plaines alluviales renaturées et pâturées. Au niveau de la flore, les inventaires récents (2015) au «Dumontshaff» ont démontré le développement de grands biotopes humides sous l'effet de la renaturation et du pâturage permanent. En général, on peut remarquer que la végétation évolue de façon positive sur ces pâtures, bien que la formation de biotopes prend du temps et ne s'effectue pas toujours en cinq ou sept ans d'extensification.

L'évolution positive de la végétation herbacée s'explique par différents critères, notamment le renoncement total aux pesticides et aux fertilisants, la faible densité de bétail (qui permet à beaucoup de plantes d'achever leur développement et se ressemer au printemps et en été avant d'être broutées), l'abroussement sélectif (qui favorise une mosaïque de zones sur- et sous-pâturées), le piétinement (qui engendre des ouvertures dans la couche herbeuse où germent des plantes pionnières), la possibilité d'accepter la formation d'endroits à eau stagnante (qui sont fréquentés par des espèces spécifiques tels que les amphibiens), l'abroussement de ligneux en hiver (ce qui permet de restaurer des biotopes du milieu ouvert sur des surfaces abandonnées par l'agriculture conventionnelle), la capacité du bétail de se nourrir de fourrage riche en fibre (qui permet de gérer des biotopes).

En ce qui concerne l'état de santé des bovins, les exploitations participant au label «NATURSCHUTZ FLEESCH» doivent se soumettre, comme toutes les exploitations bovines, à la réglementation en vigueur en matière de santé animale et de bien-être animal.

Cette réglementation prévoit que tout animal qui paraît malade ou blessé doit être convenablement soigné sans délai et au cas où un animal ne réagirait pas aux soins, un vétérinaire doit être consulté dès que possible. Si nécessaire, les animaux malades ou blessés sont isolés dans un local approprié garni, le cas échéant, de litière sèche et confortable. D'autre part, l'exploitant a l'obligation de signaler toute suspicion de maladie à déclaration obligatoire.

En ce qui concerne les contrôles officiels, chaque détenteur de bovins doit signer un contrat d'épidémiologie-surveillance avec un vétérinaire de son choix. Ce dernier effectue chaque année une visite de l'exploitation et rédige un rapport destiné à l'Administration des Services vétérinaires.

En outre, le vétérinaire chargé de l'épidémiologie-surveillance effectue certaines tâches officielles telles que les prises de sang dans les programmes de surveillance et d'éradication des maladies ainsi que les vaccinations.

Les vétérinaires-inspecteurs de l'Administration des Services vétérinaires assurent de leur côté les inspections sur les exploitations suivant un programme basé sur les risques.

Des règles particulières sont énoncées dans la circulaire établie par l'Administration de la Nature et des Forêts et l'Administration des Services vétérinaires, du 12 mai 2011, et intitulée «Naturschutz durch extensive, ganzjährige Weidehaltung im Zuge der Biodiversitätsverordnung; Merkblatt zur winterlichen Zufütterung und Herdenmanagement».

Les races bovines utilisées sont représentées comme suit:

- Angus 75%;
- Galloway 15%;
- Highland Cattle 6%;
- Welsh Black 2%;
- Salers 2%.

En moyenne, 150 bêtes Angus sont vendues par année. Pour les Galloway et Highland Cattle, il faut compter en moyenne 25 bêtes. La viande «NATURSCHUTZ FLEESCH» est exclusivement vendue au Luxembourg.

Question 1951 (25.03.2016) de M. David Wagner (*déi Lénk*) concernant la formation des chargés de cours de l'enseignement fondamental:

Afin de permettre aux chargés de cours de l'enseignement fondamental (CCEF) et aux enseignants chargés de cours d'instruction religieuse et morale dans l'enseignement fondamental (CCIRM) d'intégrer la «formation en cours d'emploi» débouchant sur un Bachelor en Sciences de l'Éducation ouvrant la voie au stage de l'Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN), une formation en cours d'emploi est en préparation.

Étant donné que nous sommes déjà à la fin du mois de mars, il devient de plus en plus urgent que les chargés de cours désirant opter pour cette formation puissent en connaître les détails.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Pouvez-vous m'indiquer si le Conseil de Gouvernance de l'Université du Luxembourg a déjà pris une décision relative à cette formation? Dans l'affirmative, pouvez-vous me dire à partir de quand celle-ci débutera et quelle sera la date d'ouverture aux inscriptions?
2. Par quels moyens les chargés de cours (CCEF et CCIRM) seront-ils informés de l'offre de cette formation et à partir de quand?
3. Quelles seront les conditions d'accès pour les chargés de cours (CCEF et CCIRM)?
4. Quel sera le déroulement concret de cette formation (durée, volume et horaires des cours et travaux pratiques)?
5. Suivant quel calendrier les candidats peuvent-ils postuler et prendre connaissance d'une décision, sachant que:

- certaines communes vont entamer l'organisation scolaire dès la fin des vacances de Pâques et que cette organisation influencera l'horaire des leçons d'enseignement direct des chargés de cours;

- dans leur demande de réaffectation et d'affectation aux communes, respectivement aux bureaux d'inspection, les chargés de cours doivent indiquer le volume de la tâche qu'ils pensent prestre en 2016-2017 et que ce volume peut varier en fonction de la décision par rapport à leur demande d'admission à la formation en cours d'emploi?

Réponse (09.05.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Ad 1. Le Conseil de Gouvernance de l'Université du Luxembourg a effectivement décidé de proposer une formation universitaire en cours d'emploi pour le Bachelor en Sciences de l'Éducation (BSCE) aux chargés de cours de l'enseignement fondamental et aux enseignants de religion concernés. Une première année sera organisée à partir de la rentrée académique 2016-2017.

Le délai d'inscription est fixé au 13 mai 2016.

Ad 2. L'Université du Luxembourg (Uni.lu) vient de finaliser ce projet et les détails ont été publiés sur son site sous: <http://bsce.uni.lu/track2>

Les enseignants ou leurs représentants syndicaux ainsi que l'Archevêché ont été contactés par les services concernés du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. En outre, ils ont été invités à assister à une session d'information le 27 avril 2016 qui s'est déroulée au site Belval.

Ad 3. Le document téléchargeable sur le site Internet de l'Université informe entre autres sur les principales conditions d'admission à ces études menant au Bachelor en Sciences de l'Éducation, c'est-à-dire:

- cinq ans d'expérience d'enseignement à temps plein; 108 ECTS sont mis en compte pour l'expérience professionnelle,

- avoir réussi l'examen d'admission au BSCE,

- être détenteur d'un contrat d'enseignant équivalent à un mi-temps au minimum,

- soit être membre de la réserve nationale des suppléants, soit passer une procédure de validation des acquis de l'expérience professionnelle pour acquérir les douze ECTS correspondant à la formation menant à la réserve des suppléants.

L'examen d'admission aura lieu le 12 juillet 2016. Des exemples de questions sont disponibles sous: [admission/exemples du test: http://bsce.assessment.lu/admission/welcome-Page.html](http://bsce.assessment.lu/admission/welcome-Page.html)

Ad 4. Les cours auront lieu les mardis, mercredis et jeudis après-midi (quatre heures et demie de cours répartis sur trois blocs) et chaque deuxième samedi (six heures de cours répartis sur quatre tranches horaires) pendant deux années académiques. Les candidats seront accompagnés par un tuteur.

Ad 5. La procédure d'affectation et de répartition des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants ou non, se fera suivant les dispositions détaillées dans la circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation scolaire pour la rentrée 2016-2017, à savoir:

En organisation interne, les chargés de cours membres de la réserve de suppléants introduisent une demande de répartition d'office pour un poste ou une tâche vacants qu'ils occupaient dans la même commune ou classe de l'État en 2015-2016. Le délai pour l'introduction par «Scolaria» de la demande de répartition d'office est fixé au jeudi, 21 juillet 2016 à 15.00 heures.

Les signes afférentes seront transmises en temps utile aux intéressés. Les répartitions d'office des membres de la réserve des suppléants se font par le Ministre les 21 et 22 juillet.

La publication de la liste 2 des postes et tâches vacants se fait sur le site Internet du ministère le vendredi, 22 juillet 2016 en fin d'après-midi.

Les membres de la réserve des suppléants qui n'ont pas bénéficié d'une répartition d'office ainsi que tous les autres candidats potentiels introduisent leur demande ad hoc, sur formulaire arrêté par le ministre et également par voie électronique au ministère suivant des consignes publiées sur le site Internet du ministère, pour le lundi, 25 juillet 2016 à 17.00 heures au plus tard.

Une réunion de concertation entre les services du ministère et les membres de l'inspection aura lieu le jeudi 28 juillet 2016, et concernera la répartition des remplaçants temporaires. Il va de soi que les autorités communales seront informées dans les meilleurs délais des résultats des opérations d'affectation afin de pouvoir compléter les organisations scolaires.

Question 1954 (25.03.2016) de MM. Marco Schank et Laurent Mosar (CSV) concernant la sécurité des centrales nucléaires:

En réponse à une question parlementaire de Monsieur le Député Marco Schank relative aux centrales nucléaires belges (*cf. compte rendu n°9/session ordinaire 2015-2016*), Mesdames les Ministres ont répondu:

«La Commission belgo-luxembourgeoise de sûreté nucléaire et de radioprotection a été créée avec l'accord du 14 mai 2013 entre le Ministère de l'Intérieur en Belgique et le Ministère de la Santé au Luxembourg, relatif à l'organisation de la coopération bilatérale en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection.

Cet accord prévoit notamment des échanges d'informations sur des questions de la sûreté de la centrale nucléaire de Tihange. En tant que sûreté nucléaire, on comprend les conditions d'exploitation correctes, la prévention des accidents ou l'atténuation de leurs conséquences, avec pour résultat la protection des travailleurs, du public et de l'environnement contre des risques radiologiques inclus.

La question de l'honorable Député s'adresse à la sécurité nucléaire, à savoir l'ensemble des mesures visant à empêcher et à détecter un vol, un sabotage, un accès non autorisé, ou d'autres actes malveillants mettant en jeu des matières nucléaires, ou d'autres matières radioactives ou les installations associées. Contraire-

ment à la sûreté nucléaire, les discussions publiques dans le domaine de la sécurité nucléaire sont clairement plus délicates. Une première protection consiste en effet à assurer la confidentialité des discussions sur les potentiels de menaces portant sur les installations nucléaires et les mesures de protection physique visant à prévenir tout acte malveillant. Il en va de même pour les actions concrètes menées en ce moment.

La conception d'une Commission bilatérale permet essentiellement des échanges dans le respect des exigences de confidentialité. Je peux cependant assurer l'honorable Député que l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire (AFCN), responsable du contrôle de la sûreté et de la sécurité nucléaire, est assez consciente de la problématique. Depuis quelques années, de nombreuses initiatives ont été lancées, tant au niveau national qu'international, afin de renforcer la sécurité nucléaire. Dans ce contexte, la Belgique a développé, et actualisé au fur et à mesure, sa législation nationale en la matière. En 2011, quatre arrêtés royaux ont été adoptés afin de couvrir l'ensemble des aspects liés à la sécurité nucléaire, à savoir la protection physique des installations nucléaires, la catégorisation et la définition de zones de sécurité au sein des installations nucléaires, les attestations de sécurité pour le secteur nucléaire et la protection des documents nucléaires. L'AFCN veille par ailleurs sur le développement d'une culture de sécurité, réalise les analyses des menaces en étroite collaboration avec les autorités compétentes, applique une approche graduée de la défense en profondeur et contribue à la mise en place des plans d'urgence.»

Notons qu'un accord conclu entre le Luxembourg et la République française relatif à l'assistance et la coopération dans le domaine de la sécurité civile signé le 26 mai 2015, et qui a entre-temps eu l'aval de la Chambre des Députés, prévoit en son article 15 la création d'une commission mixte de protection et de sécurité civiles.

Au vu de ce qui précède, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Environnement et à Madame le Ministre de la Santé:

1. Quelles sont les missions de cette commission mixte franco-luxembourgeoise? Cette commission abordera-t-elle également dans une optique préventive les sujets de sûreté nucléaire et de la radioprotection, de même que de la sécurité nucléaire?

2. À défaut, et face à la menace terroriste, Mesdames les Ministres ne considèrent-elles pas utile la mise en place d'une plateforme d'échange avec la France, d'une part, et avec la Belgique, de l'autre, concernant la sécurité nucléaire?

Réponse commune (25.04.2016) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, et de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

La Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire a été mise en place par l'accord intergouvernemental du 29 mars 1994. Elle se réunit chaque année alternativement au Luxembourg et en France. Elle permet aux autorités luxembourgeoises, représentées par le Ministère des Affaires étrangères et européennes, le Ministère de la Santé, Division Radioprotection (DRP) de la Direction de la Santé, le Ministère de l'Intérieur et l'Ambassade du Luxembourg en France, et aux autorités françaises, représentées par l'ASN, le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, la préfecture de la Moselle, la zone de défense et de sécurité Est, et en présence de l'entreprise EDF, de faire le point sur les développements récents intervenus dans les deux pays dans les domaines de la sûreté nucléaire et de la radioprotection. Contrairement à ce que l'intitulé de la commission pourrait laisser entendre, elle ne traite pas de questions soumises au secret national. Les discussions comprennent notamment des aspects de la prévention des accidents, l'atténuation de leurs conséquences, le retour d'expérience résultant d'incidents, la gestion d'une urgence nucléaire et la coopération en radioprotection. La 14^e réunion de cette commission a eu lieu le 4 février dernier à Paris et le communiqué y afférent avec le résumé des travaux a été publié en date du 8 février 2016 sur le site Internet du Gouvernement.

Ad 2. En matière d'un échange d'informations face à la sécurité des installations nucléaires, il y a lieu de distinguer entre des échanges suite à un acte de malveillance et des échanges sur la prévention de tels actes.

Il est en effet indispensable d'échanger des informations suite à une tentative d'attentat. Aussi bien la Commission mixte franco-luxembourgeoise que la Commission belgo-luxembourgeoise assurent cet échange. Ainsi les survols des centrales nucléaires françaises (dont



celle de Cattenom) par les drones figuraient à l'ordre du jour de la 13^e réunion de la Commission mixte franco-luxembourgeoise du 15 janvier 2015.

Plus encore, il importe d'assurer les alertes et notifications si un tel acte de malveillance aurait comme conséquence un accident dans une installation nucléaire. Pour cette raison toutes les procédures d'alerte, aussi bien à l'échelle internationale que bilatérale, sont indépendantes de l'origine de l'accident.

Par contre, les questions de prévention d'actes terroristes doivent être traitées dans un cadre confidentiel. Chaque État doit ainsi prendre les mesures qui s'imposent afin de préserver le caractère confidentiel de toute information reçue à titre confidentiel d'un autre État. L'établissement d'une plateforme d'échange spécifique et formelle en dehors du contexte de coopération bilatérale des services de renseignement n'est pour ces raisons pas indiqué.

Question 1955 (25.03.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant la **campagne de sensibilisation au sujet de la radicalisation des jeunes:**

Plusieurs pays ont mis en place ces dernières années des programmes de prévention sensés empêcher des individus de s'impliquer dans des mouvements extrémistes violents ou terroristes. Ils ciblent généralement les jeunes à risques ou les personnes emprisonnées.

La radio 100,7 a récemment affirmé qu'une campagne de sensibilisation au sujet de la radicalisation des jeunes se terminerait en juillet de cette année. Le Premier Ministre a par ailleurs indiqué qu'une cellule de coordination composée de représentants de plusieurs ministères était chargée de définir de nouvelles mesures préventives.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Combien de formations ont eu lieu dans le cadre du programme de sensibilisation visant les écoles, et combien de personnes (enseignants, agents des SPOS, etc.) y ont participé?

- Le programme est-il également ouvert à d'autres personnes qui sont en contact régulier avec des adolescents et jeunes adultes (comme par ex. le personnel éducatif de maisons de jeunes, les entraîneurs et le personnel encadrant de clubs sportifs, etc.)?

- Quelle est la raison de ne pas continuer la campagne de sensibilisation?

- Quelles autres mesures de prévention le Gouvernement entend-il mettre en place pour empêcher des individus de s'impliquer dans des mouvements extrémistes violents ou terroristes?

- Quel est le but poursuivi dans ce contexte par le numéro vert dont le Gouvernement planifierait l'introduction?

Réponse commune (03.05.2016) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, et de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

La campagne de sensibilisation au sujet de la radicalisation des jeunes vise les membres de la communauté scolaire qui ont un contact régulier et répété avec les élèves; en premier lieu les enseignants et les membres des SPOS.

La campagne porte sur:

- Les bases normatives de l'Islam:
- Qu'est-ce qu'il est utile de savoir sur l'Islam pour gérer en classe les situations rencontrées?;
- Chiites, Sunnites, Salafistes et autres courants dans l'Islam;
- Salafisme et radicalisation violente;
- Les fondements d'une idéologie violente.
- La radicalisation des jeunes:
- Motivations pour un engagement islamiste/djihadiste;
- Facteurs de vulnérabilité;
- Indices d'une radicalisation, signes précurseurs repérables;
- Indicateurs d'une radicalisation violente;
- Prévention au niveau individuel et local.

Le module de sensibilisation des enseignants à la radicalisation violente vise à pourvoir les enseignants d'un ensemble d'informations fondées quant aux difficultés qu'ils peuvent rencontrer à l'école et à indiquer des pistes pour des réponses de leur part. Le module décrit aussi les processus de radicalisation, des pre-

miers signes précurseurs jusqu'aux indicateurs d'une radicalisation violente. Enfin, il donne des recommandations quant aux possibilités des enseignants à intervenir de manière préventive.

Dans le cadre de la campagne de sensibilisation, une formation «radicalisation des jeunes» a été proposée aux écoles du secondaire et du secondaire technique pour une première période de décembre 2015 à juillet 2016. Pour l'instant, 22 lycées se sont inscrits pour la formation en question. La formation a eu lieu dans huit écoles à ce jour (douze séances; plus de 500 participants).

Dans le cadre de son programme de formation continue à l'intention des professionnels intervenant dans le domaine de la jeunesse, le Service national de la jeunesse a organisé deux formations ayant trait à la radicalisation des jeunes. 72 professionnels ont participé à ces formations.

De même, la formation a été présentée aux collaborateurs du MENJE (20 participants) en mars 2016.

Suite à une demande de la part de l'Administration pénitentiaire, quatre séances de formation à l'intention du personnel du Centre pénitentiaire de Luxembourg et du Centre pénitentiaire de Givenich (plus de 200 participants) ont eu lieu en février-mars 2016.

Des séances d'information à l'intention de la police (équipes de prévention; 30 participants) et du Centre de psychologie et d'orientation scolaires (réunion mensuelle des représentants des Services de psychologie et d'orientation scolaires des établissements secondaires et secondaires techniques; 20 participants) ont été réalisées en février 2016.

Le programme de sensibilisation reste ouvert à d'autres services et personnes en contact régulier avec des adolescents et jeunes adultes. Il est prévu de poursuivre la campagne de sensibilisation tant que le secteur de l'éducation, de l'enfance et de la jeunesse en signalera le besoin. D'ailleurs, à l'heure actuelle, les premiers rendez-vous avec les lycées pour la rentrée scolaire 2016-2017 sont déjà pris.

À côté de la campagne de sensibilisation au sujet de la radicalisation des jeunes, des mesures de prévention de la violence et de promotion de la santé et du bien-être à l'école sont régulièrement mis en place dans les lycées afin que les jeunes puissent s'épanouir pleinement dans l'environnement sûr et accueillant que constitue la communauté scolaire.

La participation à des projets scolaires tels que Peer-Mediation, Stop & Go (aide au développement d'un projet de vie), Stay Cool, etc., initiés par les SPOS et le CPOS, permettent aux jeunes à risque de décrochage scolaire ou qui présentent une tendance à la violence de surmonter leurs difficultés d'intégration et de participer activement à la vie scolaire. Ces jeunes peuvent s'adresser aussi aux services psychosocio-éducatifs afin de pouvoir bénéficier d'un soutien individuel.

Le CPOS organise régulièrement des formations relatives à la promotion de la santé et du bien-être à l'école à l'attention du personnel psycho-socio-éducatif et du personnel enseignant. Des formations relatives au développement de connaissances et compétences interculturelles sont planifiées dans le cadre du volet prévention de la formation continue de l'année scolaire 2016-2017 (Approche interculturelle et prévention de la radicalisation).

Le «Zentrum fir politesch Bildung», dont la mise en place est actuellement en cours, est un autre élément dans une stratégie plus globale de prévention de la radicalisation. En effet, une citoyenneté démocratique, aux antipodes de toute attitude ou passage à l'action de type radical violent ou extrémiste, est le fruit d'un apprentissage et de possibilités de mise en pratique d'attitudes et de comportements démocratiques. Le «Zentrum fir politesch Bildung» vise justement l'apprentissage de ces pratiques démocratiques et agira donc dans une logique préventive à l'égard de toute forme de radicalisation violente.

Question 1956 (25.03.2016) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant le **site de l'ancien cloître de Marienthal:**

Le site de l'ancien cloître de Marienthal est en chantier depuis une quinzaine d'années. Après la fin des travaux, il devrait recevoir le Service national de la jeunesse, qui s'y trouve déjà dans des installations provisoires, et une ferme pédagogique. Certaines parties du site ont fait l'objet de fouilles archéologiques. Des travaux de rénovation ont concerné l'église et l'ensemble des bâtiments du site. Ces dernières années, ces travaux semblent avoir bien avancé.

Étant donnée la durée sur laquelle se sont étendus ces travaux, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Dans quel délai exact le Gouvernement prévoit-il la livraison définitive de l'ensemble rénové et quand sera installée la ferme pédagogique y prévue?

- Le Gouvernement peut-il dès à présent indiquer quel a été le devis initial et quel sera finalement le coût total des divers travaux entrepris?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils expliquer pourquoi ces travaux ont pris aussi longtemps?

Réponse commune (26.04.2016) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur les travaux de transformation et de rénovation de l'ancien cloître de Marienthal.

D'emblée, il convient de noter que les bâtiments «dortoir» et «réfectoire» sont en service depuis janvier 2016. En ce qui concerne les autres bâtiments, en l'occurrence «petite grange», «corps de logis», «Marienhaus» ainsi que la ferme pédagogique, il est prévu que les travaux y relatifs vont probablement être achevés pour le mois de juin 2016.

Le budget initialement prévu par la loi du 30 mai 2008 relative à la transformation et à la rénovation du Centre Marienthal s'élève à EUR 20.430.000.- TTC (indice semestriel 646,07 des prix de la construction au 1^{er} avril 2007), ce qui correspond à un budget adapté à l'indice actuel de EUR 22.636.836.- TTC.

Quant au coût total des travaux, il s'avère que celui-ci ne pourra être déterminé qu'après l'achèvement de tous les travaux et précisément au moment du décompte final.

La durée des travaux s'explique principalement par deux facteurs majeurs qui ont contribué à la prolongation du planning initial du projet de transformation du Centre Marienthal.

La raison la plus importante, suite à une décision gouvernementale, a été le relogement d'une centaine de réfugiés du Kosovo dans les locaux du Centre en 1999. Par conséquent, les travaux de transformation des divers bâtiments existants ont été suspendus de 1999 à 2009.

Après le vote de la loi du 30 mai 2008 précitée et l'obtention des autorisations nécessaires en mai 2010, les travaux ont débuté en novembre 2010.

La deuxième raison sont les nombreuses fouilles archéologiques qui ont permis de découvrir des vestiges témoignant de la riche et longue histoire de ce site classé monument national, mais qui ont également suscité des adaptations au niveau de l'exécution des ouvrages. Ces dernières ont dû être planifiées en étroite collaboration avec le Centre National de Recherche Archéologique et le Service des Sites et Monuments Nationaux afin de garantir une rénovation respectueuse de l'ensemble historique, ce qui a également engendré un retard au niveau du planning.

Question 1957 (25.03.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **visite médicale pour l'embauche:**

L'article L.321.1 du Code du Travail, qui a pour objet d'assurer la protection de la santé des salariés sur les lieux de travail et celle des tiers par l'organisation de la surveillance médicale et de la prévention des accidents et des maladies professionnelles prévoit que tout employeur qui a conclu ou est sur le point de conclure un contrat de travail avec un nouveau salarié doit lui faire passer une visite médicale. Sont considérés comme salariés entre autres les stagiaires et les apprentis. Ainsi sont également concernés par la visite médicale les élèves et étudiants bénéficiant d'un contrat de travail et les stagiaires en stage de formation.

Le salarié doit passer l'examen médical d'embauche au plus tard deux mois après son entrée en service. Dans le cas de personnes engagées pour un poste à risques, la visite médicale pour l'embauche doit avoir lieu avant la date d'entrée en service.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Comment ces dispositions sont-elles appliquées pour les élèves-stagiaires?

2. Est-ce que ces dispositions sont applicables pour tous les stages (formation professionnelle ou autre) organisés par les lycées?

3. Est-ce que les lycées ont reçu des instructions concrètes à ce sujet de la part du Ministère de l'Éducation nationale?

4. En considérant que beaucoup d'élèves ne trouvent un stage en entreprise qu'à la dernière minute et comme les délais d'attente pour un rendez-vous chez un médecin du travail sont en forte hausse, il se peut qu'un élève ait du mal à passer l'examen médical avant la date d'entrée en service. Quelles sont les conséquences pour l'apprenti et pour l'entreprise si l'Inspecteur du travail effectue un contrôle en entreprise et si l'élève-stagiaire n'a pas de certificat du contrôle médical?

Réponse commune (03.05.2016) de **M. Nicolas Schmit**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Ad 1. Un élève ou bien un étudiant est défini par le Code du Travail dans son article L.151-2 comme étant une «personne âgée de quinze ans au moins et n'ayant pas dépassé l'âge de vingt-sept ans accomplis, qui est inscrite dans un établissement d'enseignement, luxembourgeois ou étranger, et qui suit de façon régulière un cycle d'enseignement à horaire plein. Il en est de même de la personne dont l'inscription scolaire a pris fin depuis moins de quatre mois.»

L'article L.151-1 du Code du Travail dispose que le titre régissant l'occupation d'élèves et d'étudiants pendant leurs vacances scolaires ne s'applique pas dans le cadre d'un stage de formation ou d'un stage probatoire, organisé et contrôlé par un établissement d'enseignement, luxembourgeois ou étranger, ou organisé par un employeur.

Il en résulte que pour l'élève ou l'étudiant occupé dans le cadre d'un stage, la condition d'âge, réservée à l'élève ou l'étudiant occupé moyennant contrat de travail durant les vacances scolaires, ne s'applique pas.

En tenant compte des définitions précitées et en application de l'article L.326-1, alinéa 4 du même Code, qui dispose que «l'examen médical d'embauche doit être effectué, outre sur les salariés visés à l'article L.321-1, paragraphe (4), sur les élèves et étudiants bénéficiant d'un contrat régi par le livre 1^{er}, titre V et sur les élèves en stage de formation, du moment qu'ils effectuent un travail sur un poste à risques visé à l'article L.326-4», nous pouvons affirmer que les stagiaires, les apprentis, les élèves et étudiants bénéficiant d'un contrat d'apprentissage, respectivement d'un contrat d'étudiant pour la période des vacances scolaires et ceux en stage de formation ne doivent se soumettre à un contrôle médical avant embauche que s'ils doivent pourvoir un poste à risques dont définition est donnée à l'article L.326-4 du Code du Travail.

Sont à considérer comme postes à risques conformément à l'article L.326-4 du Code du Travail précité:

- «tout poste exposant le salarié qui l'occupe à un risque de maladie professionnelle, à un risque spécifique d'accident professionnel sur le lieu de travail lui-même, à des agents physiques ou biologiques susceptibles de nuire à sa santé, ou à des agents cancérogènes;

- tout poste de travail comportant une activité susceptible de mettre gravement en danger la sécurité et la santé d'autres salariés ou de tiers ainsi que tout poste de travail comportant le contrôle d'une installation dont la défaillance peut mettre gravement en danger la sécurité et la santé de salariés ou de tiers.»

Il s'ensuit que dans le cadre d'un poste ne tombant pas sous l'application de l'article L.326-4 du Code du Travail précité, la soumission du stagiaire, de l'apprenti, de l'élève ou de l'étudiant au contrôle médical au plus tard deux mois à compter de la date de commencement du contrat n'est pas imposée par le législateur.

Ad 2. Tel que développé ci-avant et en concordance avec l'article L.326-1, alinéa 4 du Code du Travail, les dispositions ayant pour objet d'assurer la protection de la santé des salariés sur les lieux de travail s'appliquent selon notre avis pour tous les types de stages de formation qui sont organisés par les établissements scolaires, dès qu'il s'agit d'un travail ayant un but «essentiellement éducatif, presté dans le cadre d'un stage de formation ou probatoire et organisé par un établissement d'enseignement, luxembourgeois ou étranger, ou organisé par



un employeur sur base d'un contrat de stage entre l'employeur et l'élève ou l'étudiant» en vertu des dispositions du règlement grand-ducal du 10 août 1982 fixant les conditions et modalités des stages de formation et des stages probatoires.

Ad 3. Étant donné qu'il importe que les élèves bénéficient d'une protection adéquate sur les lieux de travail pratique, fût-ce en atelier au lycée ou pendant les stages à l'entreprise, une disposition y relative est inscrite au projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle qui vient d'être déposé à la Chambre des Députés:

«L'admission d'un élève à une formation professionnelle est soumise à une attestation d'aptitude favorable du médecin scolaire.

Cette attestation d'aptitude est dressée dans le cadre des examens de médecine scolaire prévus à la loi modifiée du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire pour les élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Dans le cadre de ces examens, le médecin scolaire constate, soit l'aptitude de l'élève à suivre toute formation professionnelle, soit l'inaptitude de l'élève à suivre certaines formations professionnelles.

Pour établir l'aptitude respectivement l'inaptitude d'un élève, le médecin scolaire peut demander l'avis d'un médecin-spécialiste.

Si après l'évaluation de cet avis, un doute quant à l'aptitude ou l'inaptitude de l'élève persiste, le médecin scolaire demande l'avis d'une commission d'accès à nommer par arrêté ministériel des ministres ayant respectivement la santé et la formation professionnelle dans leurs attributions.

La commission d'accès se compose d'un médecin de la Division de la médecine scolaire et de la santé des enfants et adolescents, d'un médecin de la Division de la santé au travail et de l'environnement à nommer sur proposition du Directeur de la Santé et d'un représentant du ministère ayant la formation professionnelle dans ses attributions.»

Une disposition similaire portant sur les stages d'orientation dans les classes inférieures de l'enseignement secondaire sera intégrée à l'avant-projet de loi portant réforme de l'enseignement secondaire qui sera présenté au Gouvernement dans les prochains mois.

Ad 4. L'employeur qui envisage d'occuper des apprentis, des stagiaires, des élèves ou bien des étudiants sur un poste à risques, tel que défini à l'article L.326-4 du Code du Travail, est tenu de leur faire passer une visite médicale avant leur embauche auprès d'un médecin du travail du service de santé auquel cet employeur est affilié.

L'examen médical d'embauchage a pour objet de déterminer si le candidat est apte ou inapte à l'occupation envisagée.

Au cas où l'examen médical d'embauchage a lieu après l'embauchage, le contrat de travail est conclu sous condition résolutoire.

La condition résolutoire est réalisée et le contrat de travail se trouve en conséquence résilié de plein droit en cas de la déclaration d'inaptitude du salarié à l'occupation envisagée lors de l'examen médical d'embauchage.

À noter que l'obligation de l'obtention d'un certificat d'aptitude pour les apprentis, les stagiaires, les élèves et les étudiants ne s'applique que dans le cadre d'une occupation sur des postes à risques.

Dans le cas de figure où l'employeur est en défaut de fournir un certificat d'aptitude de l'apprenti, du stagiaire, de l'élève ou de l'étudiant travaillant sur un poste à risques, l'Inspection du travail et des mines (ITM) a, en vertu de l'article L.612-1 du Code du Travail, comme mission de veiller et de faire veiller à l'application notamment de la législation en matière de santé au travail.

L'ITM, en vertu de ses prérogatives d'appréciation de l'opportunité des poursuites, va ainsi tout d'abord tenter de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales et réglementaires en la matière en exigeant que l'employeur concerné régularise ladite situation en déans un délai imparti en lui demandant de prendre le plus rapidement possible un rendez-vous auprès du médecin de travail compétent.

À défaut de régularisation par l'employeur, l'ITM est également en droit de constater les infractions dans les domaines relevant de sa compétence et d'en aviser le Procureur d'État.

En effet, l'emploi d'un apprenti, d'un stagiaire, d'un étudiant ou d'un élève, sur un poste à risques, alors que ceux-ci ne disposent pas d'un certificat d'aptitude, constitue une infraction pénale dans le chef de l'employeur, punie d'un emprisonnement de huit jours à six mois et/ou d'une amende de 251,- € à 25.000,- € conformément à l'article L.327-2 du Code du Travail.

Question 1958 (25.03.2016) de **M. Max Hahn** (DP) concernant la **consommation foncière**:

En matière d'occupation des sols, le Luxembourg connaît une consommation foncière importante. Selon le rapport sur le débat de consultation «Lëtzebuerg zesummen entwéckelen», la surface foncière annuellement consommée s'élève actuellement à 730 hectares.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la surface foncière annuellement consommée entre 2010 et 2015?

- Monsieur le Ministre peut-il me préciser la consommation foncière par type de bâtiment (zone d'habitation, zone d'activité, zone publique, zone mixte, zone de réserve et autres) année par année entre 2010 et 2015?

Réponse (26.04.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député demande des renseignements concernant la consommation foncière entre 2010 et 2015.

En effet, les chiffres évoqués dans le rapport sur le débat de consultation «Lëtzebuerg zesummen entwéckelen» portent sur une moyenne de la surface foncière annuellement consommée entre 1990 et 2013, calculée sur base des statistiques sur l'utilisation du sol disponibles sur le portail des statistiques à l'adresse suivante:

http://www.statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=137&IF_Language=fra&MainTheme=1&FldrName=1.

Alors que la consommation foncière a battu tous les records entre les années 1990 et 2000, il est à noter que la consommation d'espace pour des constructions et des infrastructures a vraisemblablement connu un ralentissement ces dernières années.

Notamment l'évolution extraordinaire des prix du foncier a forcé les acteurs compétents à repenser leur façon d'utiliser l'espace vers une utilisation plus rationnelle du sol.

Des statistiques détaillées font malheureusement défaut et on est encore loin de disposer de chiffres exploitables sur la consommation foncière par type de bâtiment. Selon le portail des statistiques (cf. lien ci-dessus), les «surfaces bâties» ont évolué de 24.049,8 ha en 2010 à 25.084,2 ha en 2015, ce qui correspond à une augmentation totale de 1.034,4 ha sur cinq ans.

Cependant, cette statistique prétend également que le pourcentage de surfaces destinées par exemple aux infrastructures de transport ou aux surfaces industrielles n'a pas changé entre 2010 et 2015, ce qui est fort improbable.

Question 1960 (29.03.2016) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le **«droit à l'oubli»**:

Au Luxembourg, des personnes guéries d'un cancer doivent souvent souffrir de leur passé médical qui leur «colle» à la peau et qui rend souvent impossible ou du moins beaucoup plus difficile l'obtention d'un prêt ou d'une assurance. Ces personnes doivent notamment payer des primes d'assurance nettement plus importantes p. ex. pour le solde restant dû lorsqu'on contracte un prêt immobilier.

En France le «droit à l'oubli» a été introduit en janvier 2016 et les anciens malades du cancer n'auront plus à le déclarer pour emprunter ou s'assurer à partir de dix ans après l'arrêt de leur traitement. Ce délai est ramené à cinq ans pour les mineurs ayant souffert d'un cancer.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Sachant que Madame la Ministre vient de déclarer que le Gouvernement entend prévoir des mesures afin de faciliter la vie aux personnes concernées, peut-elle me renseigner s'il existe déjà des pistes plus concrètes?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport au modèle choisi par la France?

- Le Gouvernement pourrait-il envisager d'étendre ce droit à l'oubli à d'autres maladies telles que p. ex. l'hépatite C?

Réponse (28.04.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Dans le cadre de sa loi de modernisation du système de santé promulguée en janvier 2016, la France vient d'adopter des modalités d'application du droit à l'oubli visant à améliorer l'accès à l'emprunt de personnes ayant souffert d'une maladie dans le passé. Ces dispositions législatives permettent plus précisément aux personnes ayant été atteintes de certaines pathologies cancéreuses ou d'une hépatite virale C de ne plus avoir à déclarer ces pathologies aux compagnies d'assurances au-delà d'un délai déterminé à défaut de rechute leur évitant ainsi, sous certaines conditions, des majorations de tarifs et des exclusions de garantie.

Si la France innove avec cette récente consécration législative, il importe de souligner que l'instauration d'un droit à l'oubli ne constitue que la dernière avancée d'une démarche conventionnelle y engagée depuis 1991 qui a évolué continuellement entre les divers acteurs concernés par l'accès à l'assurance et au crédit des personnes en situation de risque de santé aggravé du fait d'une maladie ou d'un handicap, à savoir les pouvoirs publics, les professionnels des assurances et des établissements de crédit, les organisations de consommateurs et d'associations d'aide aux personnes malades et handicapées.

À travers trois conventions signées en 1991, 2001 et 2006, deux avenants à la Convention AERAS (s'Assurer et Emprunter avec un Risque Aggravé de Santé) signés en 2011 et 2015 ainsi que des consécutions législatives ponctuelles, le dispositif français a institué des mesures relatives à l'information des personnes concernées, au traitement de leurs données personnelles lors de la souscription et de l'exécution des contrats, à la prise en compte par les assureurs des avancées thérapeutiques pour les personnes dont l'état de santé est consolidé ou stabilisé, au processus d'instruction des demandes d'emprunt, à la couverture des risques liés aux emprunts ainsi qu'au droit à l'oubli et à la mise en place d'une grille de référence. Trois instances assurent l'application et le suivi de la convention AERAS: une Commission de suivi et de propositions, une Commission d'études et de recherches et une Commission de médiation. Un groupe de travail spécifique est chargé de la mise en œuvre du droit à l'oubli et de l'élaboration, sur base notamment des propositions de l'Institut national au cancer, d'une grille de référence de pathologies cancéreuses ou autres pouvant être considérées, pour l'appréciation du risque en assurance, comme stabilisées ou consolidées à compter d'un certain délai après la date de fin du protocole thérapeutique à défaut de rechute.

Le système français repose partant non seulement sur une large volonté commune et une concertation entre les acteurs concernés, mais encore sur diverses instances en charge de la surveillance et du suivi des conventions ainsi que de l'élaboration de nouvelles propositions au rythme des avancées thérapeutiques et des données épidémiologiques disponibles.

Faute d'une réglementation européenne, il semble que les pratiques assurantielles en matière d'accès à l'assurance et au crédit pour des personnes présentant ou ayant présenté un risque de santé aggravé varient sensiblement d'un pays à l'autre.

La législation luxembourgeoise sur le contrat d'assurance ne prévoit qu'une disposition relative à l'information médicale qui interdit que des examens médicaux nécessaires à la conclusion et à l'exécution du contrat soient fondés sur des techniques d'analyse génétique propres à déterminer l'état de santé futur de l'assuré. Par ailleurs, il y est expressément mentionné que l'article 33 prévoyant une diminution de la prime d'assurance en cas de diminution du risque n'est pas applicable à l'assurance sur la vie ni à l'assurance maladie lorsque l'état de santé de l'assuré se trouve modifié. Pour le surplus, les conditions sont partant déterminées par les politiques de chaque compagnie d'assurance voire de réassurance.

Bien que le plan national cancer 2014-2018 ne contienne pas de mesure spécifique concernant le droit à l'oubli, le sujet avait déjà été abordé, alors que la Fondation Cancer est régulièrement contactée concernant le problème des surprimes ou des refus d'assurances sur la vie. Il s'agit d'une question importante à bien des égards et dont la mise en œuvre pratique requiert une volonté commune des acteurs concernés. Un droit à l'oubli tel qu'il est instauré en France nécessiterait, en dehors d'un accord des assureurs et de leurs réassureurs en matière d'assurance sur la vie et d'assurance

maladie, également une modification de la loi sur le contrat d'assurance.

Avec la création de l'Institut National du Cancer en juin 2015, le Luxembourg vient récemment de se doter d'une structure susceptible de faire des propositions relatives à certaines pathologies cancéreuses pouvant être considérées, à l'instar du système français, comme consolidées à défaut de rechute après un certain délai. Cet institut sera dès lors consulté en vue de se positionner sur cette question.

Question 1961 (29.03.2016) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant l'**accès aux études supérieures**:

Den Zougang zu héijerer Bildung ass fir vill Leit aus alle méigleche Schouffiliären e ganz wichtigen Enjeu, grad och am Kader vun deem vun der EU an eise Regierungen ënnerstëtzt lievenslaange Léieren (Lifelong Learning). Och vill Leit mat engem DAP (fréier CATP) ginn deelweis gären de Wee, fir sech an hirem Liewe weiderzeforméieren.

An deem Zesammenhang wollt ech dem Här Minister fir Schoul an Héichschoul dës Fro stellen:

1. Wat fir eng Méiglechkeet bitt sech engem qualifizierten Handwerker mat engem DAP oder dem fréieren CATP oder och engem Diplôme de technicien, fir op enger Héichschoul oder enger Uni ze studéieren?

2. Huet e qualifizierten Handwerker (DAP oder CATP), deen och nach eng Meeschterprüfung gemaach huet, eventuell méi en einfachen Zougang zu de Studien?

3. Ass den Zougang fir all virgenannten Diplomer deeselwechten a gëtt et Equivalenzen tëscht deenen Diplomer?

Réponse (03.05.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Den Artikel 35 vum Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Reform vun der Formation professionnelle gesäit vir, datt ee mat engem DAP (Diplôme d'aptitude professionnelle) respektiv mat engem Technikerdiplom op eng Uni oder Héichschoul an deem betreffende Fachberäich ka goen, ënner der Voraussetzung, datt een déi sougenannte Modules préparatoires gemaach a gepackt huet.

Vu datt dat virgenannte Gesetz och eng Equivalenz tëschent dem fréieren CATP (Certificat d'aptitude technique et professionnelle) an dem DAP virgesäit, gëlle fir déi Leit mat engem CATP déiselwecht Regeln, wat den Zougang zu enger Héichschoul ubelaangt.

D'Unzuel an den Inhalt vun deene Modules préparatoires hänke vum Fachberäich vum Schüler of an och dovun, ob ee vun engem Niveau Technicien oder DAP kënn. Den Detail heizou gëtt am Règlement grand-ducal vum 26. Juli 2010 iwwert d'Matière des modules préparatoires geregelt.

Fir eng Persoun, déi eng Meeschterprüfung gemaach huet, gëtt et u sech aner Regeln, wat den Zougang zur Héichschoul ubelaangt. Déi Regele sinn allerdéngs net an engem Gesetz festgehalen, mä an esou Fäll decidéiert eng Héichschoul a voller Autonomie, ob an op wéi engem Niveau si eng Persoun zouléisst, déi e Meeschterdiplom huet.

Question 1962 (29.03.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **défauts de fonctionnement des nouveaux radars fixes**:

Il me revient que le propriétaire d'un véhicule doté d'un système de géolocalisation s'est vu adresser un avertissement taxé en raison d'un dépassement de vitesse constaté au moyen d'un radar fixe. Il se trouve toutefois que l'avertissement taxé relate un dépassement de vitesse à un endroit où, selon le système de géolocalisation, le véhicule concerné ne se trouvait plus au moment de la prise de photo par le radar. En l'espèce, toujours d'après les données du système de géolocalisation, le véhicule se trouvait à 7 km de l'endroit de la prise de photo et à six minutes du moment de la prise de photo. À noter que le système de géolocalisation concerné comprend un module GPS qui calcule le temps avec la précision d'une seconde.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:



- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de cas similaires?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils exclure des défauts de fonctionnement des nouveaux radars en service depuis le 16 mars 2016? Comment s'expliquent-ils sinon des différences aussi notables entre le système de géolocalisation et les radars?

Réponse commune (27.04.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée s'interroge concernant d'éventuels défauts de fonctionnement des nouveaux radars fixes.

Après l'activation des dix sites d'emplacement des radars fixes le 16 mars 2016 à 9 heures, il a été constaté que l'horloge sur le site de Gonderange démontrait un décalage d'environ cinq minutes. L'horloge a été resynchronisée à 12h49 après l'activation de tous les sites. Ce phénomène a seulement été constaté sur le site de Gonderange.

À noter que, pour garantir le bon fonctionnement du système, tous les équipements ont été homologués et la Société Nationale de Certification et d'Homologation SNCH a procédé à la vérification des installations sur le site. L'objectif de cette homologation est d'assurer l'exactitude des faits qui peuvent être opposés au contrevenant.

Question 1963 (30.03.2016) de **Mme Martine Mergen** (CSV) concernant l'**utilisation du gadolinium dans l'imagerie par résonance magnétique (IRM)**:

Bei der Magnetresonanztomographie (MRT) wird das Metall Gadolinium als Kontrastmittel verwendet. Seit Jahren besteht der Verdacht, dass bei häufigen Untersuchungen davon nicht nur Reste in den Nieren, sondern auch im Gehirn zurückbleiben können. Bislang ist jedoch unklar, ob die Ablagerungen im Gehirn zu gesundheitlichen Risiken führen. Es ist gewusst, dass Gadolinium giftig ist. Damit es überhaupt als Kontrastmittel verwendet werden kann, wird es in einen Komplex eingebunden. Daraus kann es sich aber offenbar lösen und zirkuliert durch den Körper.

Während die amerikanische Arzneimittelbehörde FDA die Sachlage noch prüft, rät der Berufsverband Deutscher Nuklearmediziner, gadoliniumhaltige Kontrastmittel vorerst nur bei unverzichtbaren MRT-Untersuchungen zu verwenden, da es zu Ablagerungen im Gehirn wohl erst nach vier oder häufigeren Anwendungen kommen soll.

In Anbetracht dieser Ausführungen erlaube ich mir, folgende Fragen an die Gesundheitsministerin zu stellen:

- Verfügt das Ministerium über Statistiken bezüglich der Anzahl der Untersuchungen beim einzelnen Patienten?

- Wenn ja, sind diese öffentlich zugänglich?

- Gedenkt die Ministerin, die Ärzte über die oben genannten Entwicklungen zu informieren?

Réponse (27.04.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Gadolinium gehört der Kategorie der Metalle der Seltenen Erden an, also den Stoffen, die in der Natur nur in äußerst geringen Mengen vorkommen. Die Verwendung eines Elementes wie Gadolinium mit stark paramagnetischen Eigenschaften erhöht den Kontrast der Aufnahmen bei der Kernspinnresonanzuntersuchung. Somit lassen sich Läsionen und vorwiegend Tumore besser darstellen. Seit 1984 werden Gadoliniumsalze als Kontrastmittel bei Kernspinnresonanzuntersuchungen eingesetzt.

Bei jeder einzelnen Untersuchung entscheidet der Radiologe, ob ein Kontrastmittel notwendig ist oder nicht. Die Injektion eines Kontrastmittels ist nicht meldepflichtig und wird auch anderweitig nicht datentechnisch erfasst. Somit gibt es auch keine Statistiken bezüglich der Anzahl der Anwendungen beim einzelnen Patienten.

In den ersten 22 Jahren nach der Markteinführung wurde die Anwendung von Gadoliniumsalzen als praktisch frei von Nebenwirkungen angesehen.

Allergische Reaktionen können bei der intravenösen Anwendung von Gadolinium auftreten, sind jedoch mit etwa 0,07% sehr selten. Deren Auftreten ist unvorhersehbar. Meistens sind es leichte allergische Reaktionen.

Im Laufe des Jahres 2006 haben die Ergebnisse aus der Pharmakovigilanz jedoch auf einen

möglichen Zusammenhang zwischen der Verabreichung von Gadolinium und dem Auftreten einer seltenen Krankheit hingewiesen. Es handelt sich um die nephrogene systemische Fibrose (NSF). Sie charakterisiert sich durch eine Verdickung der Haut und des subkutanen Gewebes, u. a. an den Gliedmaßen, die die Beweglichkeit der Gelenke einschränken und zu Kontrakturen führen kann. In einigen Fällen kann auch ein Befall von Lunge, Leber, Herz oder Muskeln auftreten. NSF tritt ausschließlich bei Patienten mit stark eingeschränkter Nierenfunktion (zumeist im Stadium der terminalen Niereninsuffizienz) auf. Die Radiologen kennen diesen Sachverhalt. Daher wird Gadolinium nur noch bei Patienten verwendet, bei denen keine Einschränkung der Nierenfunktion bekannt ist. Im Zweifelsfall wird eine Blutprobe angeordnet. Bis dato wurden einige hundert Fälle von NSF weltweit gemeldet. Es gibt keine Daten zu NSF in Luxemburg.

In den letzten drei Jahren kam es zu einer Reihe von Veröffentlichungen, welche eine neue Problematik erkennen lassen. Die Autoren beschreiben Anomalien im zerebralen Bereich von Patienten, bei denen Kernspinnuntersuchungen mit Gadolinium durchgeführt worden waren. Betroffen sind die Basalganglien in beiden Gehirnhälften, welche für die Kontrolle der Motorik und der willkürlichen Bewegungen verantwortlich sind. Diese Anomalie tritt auch bei Patienten mit normaler Nierenfunktion auf.

Es wird jedoch noch kein Zusammenhang zwischen Gadoliniumablagerungen und speziellen Symptomen hergestellt. Die Beschreibung der Anomalie ist äußerst rezent, wodurch noch keine epidemiologische Studie vorliegt. Langzeiteffekte können nicht ausgeschlossen werden. Wie bei jedem medizinischen Eingriff gelten auch hier die bekannten Vorsichtsmaßnahmen: das Produkt nur einzusetzen, wenn es absolut notwendig ist, zu häufige oder zu nah aufeinanderfolgende Untersuchungen zu vermeiden und die Dosis einzuhalten. Abschließend kann gesagt werden, dass die Problematik und der Stand der Erkenntnisse in Fachkreisen bekannt sind und somit auch unter den Radiologen in Luxemburg diskutiert werden. Es gibt keine Information, ob ein solcher Fall in Luxemburg aufgetreten ist.

Question 1964 (30.03.2016) de **M. Lex Delles** (DP) concernant le **projet Orchis Life près du lieu-dit «Fuusselach»**:

Dans le cadre d'un projet Orchis Life près du lieu-dit «Fuusselach» dans la commune de Bous, des haies représentant à la fois des milieux à biodiversité élevée et des éléments de liaisons naturelles dans le paysage ont été détruites.

Selon mes informations, ces haies vont être remplacées par des pelouses sèches et des forêts de genévriers.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle me préciser les raisons de cette destruction?

- Est-ce que ces haies étaient classées comme biotope?

- Est-ce qu'une analyse d'impact a été réalisée préalablement?

- Qui doit être informé lors d'une telle destruction (p. ex. l'agriculteur lié par un bail à ferme au propriétaire et exploitant le terrain, les propriétaires des terrains avoisinants, la commune, les locataires du lot de chasse concerné)?

- Qui s'occupera de la replantation et de la gestion de celle-ci? Qui supportera les coûts y relatifs?

Réponse (03.05.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Les travaux de débroussaillage au lieu-dit «Fuusselach» dans la commune de Bous ont en effet eu lieu dans le cadre du projet LIFE «Life Orchis» (LIFE 13NAT/LU/782) cofinancé à 50% par la Commission européenne. Ce projet a plusieurs objectifs liés aux pelouses calcicoles (FFH 6210), notamment leur conservation et leur restauration sur des sites historiquement connus ou potentiels dans le sud-est du Luxembourg. La même chose vaut pour les formations à genévière (FFH 5130) et les formations de pelouses calcaires riches en orchidées qui sont même désignées en tant qu'habitat prioritaire par la directive européenne «Habitats» (92/43/CEE).

Le projet «Life Orchis» a été accepté pour le cofinancement européen par la Commission européenne en 2014 et aide le Gouvernement luxembourgeois à se rapprocher des obligations qui découlent de la directive européenne

«Habitats», notamment de maintenir, voire d'atteindre un état de conservation favorable des habitats repris sur l'annexe I de ladite directive.

Les pelouses calcicoles comptent parmi les habitats des milieux ouverts les plus riches en espèces au Luxembourg. Malheureusement, la majorité des sites de pelouses calcicoles existantes se trouvent dans un état de conservation inadéquat à mauvais et de nombreux sites ne peuvent plus être considérés comme pelouses calcicoles à cause de leur stade avancé d'embroussaillage. Il en découle un consensus aussi bien au niveau national qu'international que la restauration des sites des pelouses calcicoles ne pourra être atteinte qu'en large partie grâce au débroussaillage.

Le projet «Life Orchis» permet d'améliorer de façon significative l'état de conservation des pelouses calcicoles de Luxembourg en restaurant un nombre important de celles-ci. Une attention particulière sera attribuée à l'habitat prioritaire des pelouses calcicoles riches en orchidées. Le projet permet de mettre en œuvre aussi bien des objectifs de conservation de la nature nationaux qu'euro-péens tels qu'ils ont été formulés dans le Plan d'action habitats pour les pelouses calcicoles (FFH 6210) et aura des effets positifs sur de nombreuses autres espèces en danger. La restauration de ces pelouses calcicoles a par ailleurs été indiquée comme étant prioritaire dans le document reprenant le cadre stratégique pour Natura 2000 d'ici 2020 et soumis à la Commission européenne en 2014.

À côté de la restauration des pelouses calcicoles grâce au débroussaillage, le projet LIFE prévoit de nombreuses autres mesures telles que l'ensemencement avec des graines autochtones ou encore la plantation de «Juniperus communis». Le projet prévoit également la conservation à long terme de ces habitats précieux grâce à l'acquisition de terrains et une gestion adéquate dans le futur grâce au pâturage adéquat et à des mesures d'extensification.

En ce qui concerne la saison hivernale 2015-2016, des mesures de débroussaillage ont pu être réalisées sur une dizaine d'hectares et ce en majeure partie dans la région autour de Junglinster et de Bous/Schengen.

Il convient de noter que, contrairement à ce qui est indiqué dans la question parlementaire, aucune restauration de formations à genévrier commun (Juniperus communis) n'est prévue dans la région de Bous/Schengen et que les actions dans la région en question se concentrent sur la restauration de pelouses calcicoles riches en orchidées.

Les haies en question constituent en effet un biotope protégé au sens de la législation nationale, mais il convient de relever les points suivants:

- d'un point de vue paysager et écologique, les structures linéaires et ponctuelles sont à considérer comme ayant plus de valeur que les stades d'embroussaillage sur de grandes surfaces;

- l'embroussaillage sur de grandes surfaces peut certes avoir une valeur écologique non négligeable aussi notamment pour le gibier, mais, suite à son évolution rapide, l'embroussaillage sur de grandes surfaces entraîne une diminution du nombre des espèces et perd en valeur écologique pour de nombreuses espèces en danger du milieu ouvert;

- actuellement, les habitats du milieu ouvert gérés de façon extensive et nécessitant des sols pauvres en nutriments constituent les habitats les plus en danger au Luxembourg et nécessitent un débroussaillage régulier afin de les conserver;

- en réalisant ce projet LIFE, natur&emwelt Fondation Hëllef fir d'Natur veut, en tant que propriétaire des terrains au lieu-dit «Fuusselach»/Bous, assumer sa responsabilité en tant qu'organisation nationale pour la protection de la nature et contribuer à la réalisation de mesures et obligations nationales et européennes liées à la protection de la nature;

- une étude d'impact pour les mesures prévues ne s'avère pas nécessaire, mais les travaux sont couverts par une autorisation délivrée en 2015 qui spécifie le cadre pour la réalisation des travaux;

- il est évident qu'il convient d'informer au préalable des travaux le plus de personnes concernées possible, ainsi, outre les rencontres avec les responsables régionaux du domaine de la protection de la nature, le bourgmestre et le collège échevinal ont été informés en 2014 et 2015, une grande présentation officielle du projet a eu lieu en 2015 et les exploitants de terrains informés. Les actions d'information continueront par ailleurs tout au long du projet;

- en ce qui concerne la finalisation des travaux de restauration et la gestion future des terrains

du «Fuusselach» à Bous, il est prévu d'ensemencer ces terres avec des graines autochtones en été 2016, de finaliser le débroussaillage en automne de cette même année et d'assurer une gestion adéquate des terrains grâce à un pâturage extensif adapté aux exigences de la flore rare sur ces terrains. Cette gestion nécessitera la pose d'une clôture qui tiendra par ailleurs compte de toutes les exigences liées à l'écologie du gibier;

- tous les coûts liés à la mise en œuvre des objectifs du projet LIFE seront supportés par le budget du projet LIFE.

Question 1965 (31.03.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, **M. Léon Gloden** et **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant l'**offre de services postaux dans l'est du pays**:

Dans le contexte de la réforme de la loi sur l'entreprise des postes et télécommunications («POST»), entrée en vigueur le 21 mars dernier, 35 bureaux postaux vont être fermés définitivement d'ici le 11 avril 2016. Ainsi, à partir de cette date, le réseau local de services postaux va disparaître avec la fermeture des agences sises à Berdorf, Beaufort et Consdorf.

Si POST Luxembourg coopère depuis peu avec les sociétés Raiffeisen et Cactus, il n'y a toutefois pas de points de vente dans la région concernée.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Comment Monsieur le Ministre entend-il agir afin de garantir un service postal adéquat aux citoyens habitant dans la région en question?

Réponse (02.05.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Tout d'abord, j'aimerais préciser que la réorganisation du réseau des points de vente de POST Luxembourg est complètement indépendante de la récente réforme de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications, qui est entrée en vigueur le 21 mars dernier, et à laquelle se réfèrent les honorables Députés dans leur question. Elle est en effet à voir plutôt dans le contexte de la loi du 26 décembre 2012 sur les services postaux suite à laquelle le réseau des bureaux de poste ne fait plus partie du service universel à prester par POST Luxembourg.

Les changements au niveau du réseau de vente de POST Luxembourg découlent directement du plan de réorganisation annoncé en décembre 2015.

Pour ce qui concerne plus précisément la région de l'Est du pays qui intéresse particulièrement les honorables Députés, il convient de noter que, suite à la fermeture du bureau de:

- Berdorf, il y a trois bureaux de poste dans un rayon de 10 km: Echternach (à 5 km), Reisdorf (à 8 km), Larochette (à 10 km);

- Beaufort, il y a quatre bureaux de poste dans un rayon de 10 km: Reisdorf (4 km), Larochette (7,5 km), Echternach (9,5 km) et Diekirch (10 km);

- Consdorf, il y a trois bureaux de poste dans un rayon de 10 km: Echternach (7 km), Larochette (8,5 km) et Junglinster (10 km).

La coopération de POST avec les partenaires Cactus et Raiffeisen est déjà bien avancée et sera approfondie davantage. Les clients CCP de la région concernée peuvent ainsi avoir recours également à l'agence Raiffeisen située à Echternach, qui se trouve dans un rayon de moins de 10 km des trois bureaux de poste fermés en question.

De plus, les clients POST peuvent s'adresser à leur facteur auprès duquel ils peuvent, depuis fin 2015, commander et réceptionner les services et produits postaux les plus courants.

Trois stations PackUp 24/24, qui permettent de réceptionner des colis 24/7, sont situées dans la région en question, notamment à Echternach, à Larochette et à Junglinster. POST Luxembourg a prévu de doubler le réseau de stations PackUp au cours de 2016 en termes d'emplacements et de capacités, et de le doter également de nouvelles fonctionnalités comme le retour de colis.

Avec son ambitieuse stratégie d'élargir à la fois le nombre de points de contact et leur accessibilité surtout en termes d'heures d'ouverture,

POST Luxembourg continuera donc à assurer une couverture géographique adéquate dans le futur.

Question 1966 (31.03.2016) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le «**plan Juncker**»:

Créé en 2014 suite à un accord entre la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), encore connu sous le nom de «plan Juncker», vise à relancer les investissements et le marché de l'emploi en Europe par le biais d'un soutien financier pour des grands projets d'infrastructure tels que les parcs éoliens et les centrales solaires, ainsi que pour des petites et moyennes entreprises (PME) innovantes.

Ainsi, l'objectif du FEIS est de mobiliser 315 milliards d'euros d'investissements en trois ans, dont 240 milliards dans des projets d'infrastructure et 75 milliards dans des PME.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Combien de projets d'infrastructure luxembourgeois ont jusqu'ici reçu le soutien du «plan Juncker»?

- Combien de PME luxembourgeoises ont à ce jour bénéficié du «plan Juncker»?

Réponse (09.05.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Le «plan Juncker» comporte un programme global qui vise à mobiliser, avec le soutien de la Banque européenne d'investissement (BEI), 315 milliards EUR d'investissements au niveau européen et à réduire l'écart de production. À cet effet, le «plan Juncker» comprend plusieurs volets: le Fonds européen pour les investissements stratégiques, le EIPP (portail européen des projets d'investissement), le EIAH (plateforme européenne de conseil en investissement) et des réglementations qui visent à améliorer le fonctionnement du marché unique (domaines du numérique, de l'énergie et du marché des capitaux).

La SNCI a réservé des liquidités à hauteur de 80 millions d'euros afin de financer des projets dans le cadre du «plan Juncker».

Des informations concernant le EIPP, qui constitue un site Internet sur lequel des investisseurs et des entrepreneurs peuvent se rencontrer, ont été relayées pour sensibiliser les acteurs publics, et notamment les établissements de recherche, quant aux opportunités de participation. Les entreprises ont été informées quant à elles par le biais de la Chambre de Commerce.

Malgré ces efforts, il n'a pas encore été possible d'identifier un projet concret qui serait cofinancé par le Fonds européen des investissements stratégiques. Le Luxembourg participe cependant à d'autres initiatives communautaires visant notamment à faciliter l'accès au crédit des PME luxembourgeoises. Plusieurs banques de la place ont signé des accords avec le Fonds européen d'investissement (FEI) dans le cadre du programme InnovFin. Il s'agit de la BGL BNP Paribas, de la BIL et de l'ING. Ces accords permettent d'offrir des prêts à des taux attractifs pour des PME innovantes.

Il est rappelé que le Gouvernement a également signé un prêt portant sur 300 millions d'euros avec la BEI pour financer des projets dans le domaine de l'éducation.

Alors que le Luxembourg n'a pas encore eu recours au Fonds européen des investissements stratégiques, qui à lui seul ne constitue qu'un des piliers du Plan d'investissement pour l'Europe, dit «plan Juncker», il travaille en étroite collaboration avec la BEI et le FEI pour faire bénéficier l'économie luxembourgeoise des mesures et programmes proposés ainsi qu'avec la Commission européenne afin d'améliorer le marché unique et supprimer les obstacles à l'investissement.

Question 1967 (31.03.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **obligations relatives aux autorisations de construction en zone verte**:

D'après mes informations, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures ainsi que l'Administration de l'Eau

exigeraient depuis quelque temps dans le contexte des autorisations de construction ou de transformation de bâtiments en zone verte de la part des exploitants agricoles des renseignements d'une part sur la charge de bétail en UGB/ha et d'autre part sur les unités fertilisantes par hectare, et ceci même dans le cas d'une transformation, alors que cette dernière n'est pas soumise aux critères exigés. Il se trouve en plus que le premier volet est déjà réglé via la «cross compliance», respectivement via la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel, et le second via la «directive nitrates» datée du 12 décembre 1991.

En outre, différents exploitants agricoles seraient également priés de fournir des renseignements détaillés concernant la procédure exacte du nettoyage et de la désinfection des étables.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils définir les critères concernant les obligations relatives à la protection de l'environnement, dans le cadre des autorisations de construction respectivement de transformation en zone verte?

- À quelle base légale se réfère-t-on dans le cadre des obligations relatives à la charge de bétail et aux unités fertilisantes par hectare?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils énumérer et expliquer les critères concernant les informations supplémentaires requises par l'Administration de la Gestion de l'Eau?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me confirmer que d'autres exploitations non agricoles doivent remplir les mêmes obligations, notamment en ce qui concerne la procédure exacte de nettoyage de leurs locaux?

Réponse (03.05.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Pour les nouvelles constructions en zone verte, le Ministre de l'Environnement considère les impacts de la construction sur le site, son intégration dans le paysage et les répercussions du projet sur les ressources naturelles.

En ce qui concerne l'autorisation établie conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, il n'existe pas de distinction entre les sites agricoles, qu'ils soient localisés en zone verte ou à l'intérieur des limites d'un plan d'aménagement général. Les éléments soumis à autorisation comme les réservoirs de purin ou de lisier, les étables, les hangars, etc. doivent remplir les mêmes conditions indépendamment de la localisation du site en question. En ce qui concerne les maisons d'habitation, un raccordement au réseau communal est préféré mais s'avère parfois non réalisable pour les sites en zone verte. Dans ces cas, l'autorisation prescrit une station d'épuration biologique individuelle conformément aux dispositions de l'article 48 de la prédite loi.

Les unités de fertilisants et la charge en bétail d'une exploitation agricole permettent d'évaluer, pour une entreprise précise, les effets de la production agricole sur le sol, sur l'eau et, dans une moindre envergure, sur l'air. Lorsqu'on sait que l'état des ressources naturelles, notamment des eaux souterraines, une fois dégradé, met très longtemps à s'améliorer de nouveau, il est primordial de veiller à ce que l'apport en fertilisants soit contrôlé et limité à un juste niveau. C'est pour cette raison que le Ministre de l'Environnement applique des limitations pour l'apport en fertilisants dans le cadre des autorisations ayant trait à des projets susceptibles d'engendrer des effets qui vont à l'encontre de l'objectif général de la sauvegarde des ressources naturelles.

Dans le cadre des autorisations délivrées en application de l'article 23 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, l'Administration de la Gestion de l'Eau demande depuis plusieurs années pour toutes les demandes d'autorisation ayant un lien avec des effluents d'élevage le nombre d'unités fertilisantes ainsi que la charge d'unités fertilisantes par hectare de surface agricole utile. De plus, elle demande les quantités de fertilisants organiques produits sur ou importés dans l'exploitation agricole, indépendamment de l'emplacement de la construction.

Dans le contexte de la «directive nitrates», il est important de souligner que selon la transposition en droit national de cette directive¹, l'Administration de la Gestion de l'Eau est entre autres compétente pour la mise en œuvre de

l'article 6 portant sur les interdictions et restrictions d'épandage et de l'article 8 traitant du stockage des effluents d'élevage. Dès lors les renseignements concernant la charge de bétail et les unités fertilisantes demandées par l'Administration de la Gestion de l'Eau sont nécessaires pour pouvoir estimer si toute exploitation agricole tombant sous cette législation dispose de terrains agricoles suffisants s'appropriant à l'épandage des fertilisants organiques produits sur l'exploitation ou importés et que des capacités de stockage nécessaires sont disponibles.

Il en est de même pour toute modification d'un bâtiment tombant sous l'article 23 de la loi relative à l'eau et ayant un impact sur les unités fertilisantes ou les capacités de stockage.

Par ailleurs, il est évident que le régime instauré par l'article 23 de la loi relative à l'eau s'applique à toutes sortes d'exploitations, agricoles et non agricoles, et que les obligations qui en découlent sont les mêmes dans tous les cas.

Question 1968 (31.03.2016) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch** et **Martine Hansen** (CSV) concernant la **formation en cours d'emploi à l'IFEN**:

Le cours «Vie et Société» sera introduit à la rentrée 2016-2017 au niveau de l'enseignement secondaire et secondaire technique et au niveau de l'enseignement fondamental pour la rentrée 2017-2018. Dans ce contexte, le Ministre a assuré qu'«aucun des 200 enseignants du cours d'instruction religieuse de l'enseignement fondamental ne serait oublié».

Afin de pouvoir accéder à une seconde voie de formation à l'Université du Luxembourg, les enseignants du cours d'instruction religieuse et les chargés de l'enseignement fondamental devront d'abord effectuer une formation en cours d'emploi de 120 heures à l'IFEN, condition sine qua non pour, soit accéder à la réserve de suppléants, soit pour s'inscrire à une formation en cours d'emploi à l'Université du Luxembourg pour obtenir un Bachelor en Sciences de l'Éducation et accéder à la fonction d'instituteur.

Or, d'après nos informations, l'IFEN aurait des problèmes à organiser cette formation de 120 heures, ce qui pourrait avoir comme conséquence que toutes les personnes concernées se verraient refuser l'accès à la formation de l'Université pour la rentrée scolaire en automne.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelle est la raison pour laquelle cette formation obligatoire de 120 heures ne peut être offerte actuellement?

- Comment le Ministre entend-il remédier au problème qui se posera en automne pour les personnes auxquelles l'accès à l'Université sera refusé?

Réponse (09.05.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

En réponse à la question parlementaire des honorables Députées concernant les secondes voies de formations proposées aux enseignants d'instruction religieuse de l'enseignement fondamental, nous pouvons vous communiquer les informations suivantes:

Votre information selon laquelle toutes les personnes concernées se verraient refuser l'accès à la formation de l'Université pour la rentrée scolaire en automne est incorrecte.

La formation universitaire en cours d'emploi pour le Bachelor en Sciences de l'Éducation (BScE) à l'attention des enseignants de religion concernés sera organisée à partir de la rentrée académique 2016-2017.

L'Université du Luxembourg (Uni.lu) vient de finaliser ce projet et les détails ont été publiés sur son site sous: <http://bsce.uni.lu/track2>

Le document téléchargeable sur cette page informe entre autres sur les principales conditions d'admission à ces études menant au Bachelor en Sciences de l'Éducation, c'est-à-dire:

- cinq ans d'expérience d'enseignement à temps plein; 108 ECTS sont mis en compte pour l'expérience professionnelle,

- avoir réussi l'examen d'admission au BScE,

- être détenteur d'un contrat d'enseignant équivalent à un mi-temps au minimum,

- soit être membre de la réserve nationale des suppléants, soit passer une procédure de validation des acquis de l'expérience professionnelle pour acquérir les douze ECTS correspon-

dant à la formation menant à la réserve des suppléants.

L'examen d'admission aura lieu le 12 juillet 2016. Des exemples de questions sont disponibles sous: admission/exemples du test: <http://bsce.assessment.lu/admission/welcomePage.html>

Le délai d'inscription est fixé au 13 mai 2016.

Les enseignants ont été contactés personnellement par les services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ainsi que les membres de leur représentation syndicale ALERF et l'Archevêché. En outre, ils ont été invités à assister à une session d'information le 27 avril 2016 qui s'est déroulée au site Belval.

Question 1969 (31.03.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'**Action locale pour jeunes**:

Depuis 1984, l'Action locale pour jeunes (ALJ) a notamment pour mission d'accompagner les jeunes pendant la transition école - travail et d'informer et sensibiliser tous les acteurs et instances impliqués dans le processus de transition et de l'insertion et créer des liens entre eux. Via ses bureaux régionaux, l'ALJ a également joué un rôle de premier ordre pour identifier et contacter les jeunes en rupture scolaire. L'ALJ est par ailleurs représentée au sein des différents lycées de même qu'au comité de coordination présidé par le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS); autrement dit, l'ALJ fait partie intégrante de notre système scolaire, étant également disponible pendant les vacances scolaires pour aider les jeunes à trouver par exemple un poste d'apprentissage.

D'après mes informations, Monsieur le Ministre souhaiterait toutefois couper les liens entre l'ALJ et la formation professionnelle et la rapprocher davantage du Service national de la jeunesse (SNJ), principalement actif dans l'organisation d'activités de loisirs.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

2. Dans l'affirmative, qu'advient-il du travail fourni et de l'expérience acquise par l'ALJ comme vecteur entre l'école et la vie professionnelle?

3. Comment l'ALJ pourrait-elle à l'avenir encore servir d'acteur de liaison entre la formation professionnelle et l'orientation professionnelle, si elle ne faisait plus partie du système scolaire?

4. Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas indiqué d'intégrer le service volontaire d'orientation (SVO) du SNJ dans l'ALJ?

Réponse (27.04.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Ad 1. Le maintien scolaire respectivement la prévention du décrochage scolaire ainsi que le soutien aux jeunes inactifs (c'est-à-dire ni à l'école, ni en formation, ni en emploi) sont deux priorités importantes du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Dès lors, le Ministère entend se doter des moyens nécessaires pour réaliser ces objectifs. Une possibilité à cet égard est la recherche de synergies au sein des services du Ministère.

D'un côté, l'Action locale pour jeunes (ALJ) a pour mission «d'initier des mesures destinées à accompagner vers la vie active des jeunes et jeunes adultes» et de dépister «des décrocheurs scolaires en vue de les orienter vers un autre dispositif». De l'autre côté, la mission du Service national de la jeunesse (SNJ) est de «...constituer un organisme de contact, d'information, de conseil et de soutien pour les jeunes...» et son unité «Transition vers la vie active» propose des programmes éducatifs aux jeunes qui ne sont plus inscrits comme élèves, mais cherchent une orientation. Ces deux services disposent d'antennes régionales agissant dans le milieu ouvert, c'est-à-dire en dehors des lycées. Vu les missions communes des deux services, un regroupement serait dans l'intérêt des jeunes et sa faisabilité est en train d'être étudiée.

Il n'est pas vrai que le SNJ soit principalement actif dans le domaine d'activités de loisirs. Ceci était certes un des objectifs lors de sa création en 1964, mais depuis cette date ses missions ont largement évolué. La dernière adaptation des tâches, à savoir d'assurer un suivi de la qualité pédagogique dans les services d'éducation et d'accueil pour enfants, auprès des assistants parentaux et dans les services pour

¹ Règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture



jeunes», est très récente puisqu'elle vient d'être adoptée par la Chambre des Députés le 23 février 2016. Aujourd'hui les missions du SNJ se situent dans trois grands domaines: activités éducatives pour jeunes, transition vers la vie active et centre de compétence pour l'éducation non formelle. Par ailleurs, le SNJ est reconnu pour son action au niveau du soutien des jeunes en difficulté puisqu'il est l'un des acteurs de la mise en œuvre de la Garantie pour la jeunesse coordonnée par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Ad 2. + 3. L'ALJ est active au sein des lycées et en milieu ouvert. Tandis que le travail en milieu ouvert est assuré par ses antennes régionales, le travail dans les lycées, notamment au niveau du régime préparatoire, est réalisé essentiellement par des enseignants bénéficiant de décharges. Il n'est pas envisagé de supprimer ces décharges et les lycées disposeraient des mêmes moyens qu'aujourd'hui en cas de réorganisation.

Cependant, certaines missions de l'ALJ au sein des lycées, par exemple le «dépistage, avec l'aide des conseils de classe respectifs, des adolescents âgés de 15 ans au moins et ne pouvant plus continuer leurs études dans le cadre du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique», l'«information, conseil et encadrement de ces élèves en vue de les orienter vers les cours» et le soutien des élèves ayant des difficultés à trouver un poste d'apprentissage devraient être assurés directement par les lycées. Les lycées doivent bien sûr être accompagnés et disposer de ressources humaines propres pour réaliser ces missions.

Ad 4. Une caractéristique essentielle du service volontaire est qu'une décision libre et volontaire du jeune est la base de son engagement. Le service volontaire ne pourra être perverti en mesure de compensation proposée aux élèves qui ne trouvent pas de solution dans le système scolaire. Ceci toucherait à l'essence même du service volontaire. De ce fait, le service volontaire d'orientation ne pourra être intégré dans l'ALJ.

En outre, le service volontaire fait partie de toute une panoplie de programmes de services volontaires coordonnés par le SNJ et ne pourra pas être isolé des autres programmes. Finalement, le service volontaire s'est développé partout en Europe comme un des piliers essentiels de la politique de la jeunesse et mis en œuvre par des organismes extrascolaires.

Question 1970 (31.03.2016) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant le **Fonds souverain luxembourgeois**:

Alors que le Fonds souverain luxembourgeois (le «Fonds») a déjà été institué sous forme d'établissement public par la loi du 19 décembre 2014, son lancement semble avoir pris du temps. Il ressort en effet du rapport d'activité du Fonds pour l'exercice 2015 que ce dernier n'a reçu sa première dotation budgétaire de l'État à hauteur de 50 millions d'euros qu'en octobre 2015, donc presque une année après son institution.

De même, faute d'approbation de sa politique générale par le Gouvernement en Conseil, le Fonds s'est vu amené à placer lesdits avoirs sur un compte auprès de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE). À noter que cette approbation a enfin eu lieu lors du Gouvernement réuni en conseil le 26 mars dernier.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- La loi du 19 décembre 2014 disposant que l'État versera la dotation annuelle au Fonds au plus tard le 30 avril de chaque année, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer pour quelles raisons le premier versement n'a eu lieu qu'en octobre 2015 (et non le 30 avril 2015 au plus tard)? Quand le Gouvernement envisage-t-il de doter le Fonds d'une nouvelle tranche de 50 millions d'euros au titre de l'année 2016?

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer le retard qu'a pris le Gouvernement dans la mise en place pratique du Fonds?

- Monsieur le Ministre peut-il me chiffrer les revenus générés par le placement des 50 millions d'euros du Fonds auprès de la BCEE? Les avoirs du Fonds ont-ils entre-temps été investis conformément à sa stratégie d'investissement (57% d'obligations, 40% d'actions et 3% de liquidités) et sa politique générale?

- À quel montant s'élèvent les frais à charge du Fonds à la fin du mois de mars 2016? La rémunération des membres des comités directeur et d'investissement est-elle comprise dans ces chiffres? À défaut, Monsieur le Ministre peut-il

me confirmer que cela est dû à l'absence de règlement grand-ducal fixant l'indemnité des membres des comités précités? Ces derniers se verront-ils rétroactivement indemnisés?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le comité directeur du Fonds a déjà engagé des employés ou a eu recours à des experts en vue de la réalisation de missions spécifiques conformément à l'article 1^{er} (3) alinéa 7 de la loi du 19 décembre 2014?

Réponse (02.05.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Le Grand-Duc a nommé, sur proposition du Gouvernement en Conseil, par arrêté du 31 mai 2015, les membres du comité directeur du Fonds souverain, pour une période de cinq ans avec effet au 1^{er} juin 2015. Suite aux divers échanges écrits et oraux entre les membres du comité directeur, ce dernier a désigné, par résolution circulaire du 28 octobre 2015, les membres externes du comité d'investissement qui sont appelés à conseiller le comité directeur en matière d'investissements. La sélection s'est faite sur base de critères d'expertise et d'expérience professionnelle. Dans l'attente de la désignation des membres du comité d'investissement, de la finalisation de la politique générale et de la stratégie d'investissement du Fonds souverain, de la mise en place d'une structure administrative et d'un dispositif de contrôle et eu égard à la forte volatilité sur les marchés financiers, le versement de la dotation budgétaire annuelle de 50 millions d'euros n'a eu lieu qu'en octobre 2015. La dotation budgétaire 2016 a été versée au Fonds souverain en avril 2016.

Toute décision d'investissement des avoirs du Fonds souverain dans un portefeuille-titres nécessite au préalable la définition d'une politique générale et d'une stratégie d'investissement et la mise en place de la structure administrative et organisationnelle requise, y compris d'un dispositif de contrôle et d'un dispositif comptable, pour rendre le Fonds souverain opérationnel. Ces travaux ont occupé les organes du Fonds souverain depuis leur nomination en mai 2015 et leur désignation en octobre 2015 respectivement. Dans l'attente de la finalisation de ces travaux, les avoirs du Fonds souverain ont été placés sur un compte auprès de la BCEE au taux de 0%. La politique générale du Fonds souverain a été avalisée par le Gouvernement en Conseil fin mars 2016. Le comité directeur du Fonds souverain est dorénavant en mesure de prendre des décisions d'investissement sur base de propositions du comité d'investissement, dans les limites et suivant les modalités prévues dans la politique générale et la stratégie d'investissement du Fonds souverain.

Il ressort des comptes annuels audités relatifs à l'exercice 2015 que les revenus du Fonds souverain sont nuls et que les charges s'élèvent à 9.500 euros. Les honoraires du réviseur d'entreprises agréé du Fonds souverain constituent en effet la seule charge encourue par le Fonds souverain en 2015. Étant donné que le Fonds souverain n'était pas opérationnel en 2015, aucune indemnité n'a été versée aux membres des organes du Fonds souverain pour l'exercice 2015. Les indemnités des membres des organes du Fonds souverain seront fixées par règlement grand-ducal dans le courant de l'année. Il n'est pas envisagé d'indemniser rétroactivement les membres des organes du Fonds souverain pour l'exercice 2015.

Question 1973 (01.04.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **exploitations équestres**:

Selon mes informations, certains propriétaires d'exploitations équestres ont reçu un courrier de l'Administration des Contributions directes respectivement des communes les informant sur le reclassement de leurs constructions existantes en «constructions commerciales» et ceci même en «zone verte».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement peut-il me confirmer ces informations?

- Quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à reclasser ces constructions?

- Le Gouvernement peut-il m'informer sur les conséquences de ces reclassements pour les propriétaires concernés?

La loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles précise qu'en «zone verte», seules peuvent être érigées des constructions servant à l'exploitation agricole, jardinière, maraîchère, sylvicole, viticole, piscicole, apicole ou cynégétique ou à un but d'utilité publique.

- Est-ce que ce reclassement n'est pas contraire aux dispositions de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles?

- Au cas où ces constructions seraient reclassées en «constructions commerciales», ces constructions peuvent-elles être exploitées pour des activités commerciales?

Réponse commune (03.05.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Contexte général

D'après les dispositions légales actuellement en vigueur et notamment la loi sur l'évaluation des biens et valeurs du 16 octobre 1934, un certain nombre d'exploitations équestres sont à considérer comme entreprises commerciales en vertu des prestations fournies à une clientèle spécifique (amateurs du sport équestre) et qui ne comptent pas parmi les activités typiques d'une exploitation agricole¹. On peut citer dans ce contexte la location de boxes pour chevaux, la mise à disposition de fourrages et de litière, d'un manège d'équitation, d'un vestiaire, d'un débit de boissons, l'organisation de cours d'équitation, la fourniture de soins vétérinaires, etc.

D'ailleurs, un certain nombre de ces entreprises sont exploitées sous forme de sociétés de capitaux (sociétés anonymes ou sociétés à responsabilité limitée). L'activité de ces sociétés est à qualifier d'activité commerciale en raison de la forme juridique choisie.

Fait nouveau

Récemment le Service des évaluations immobilières de l'Administration des Contributions directes a obtenu des informations concernant des centres équestres non encore recensés en tant que tels au niveau de l'évaluation immobilière. Par la suite, des déclarations pour la fixation de la valeur unitaire ont été envoyées aux propriétaires des immeubles concernés et ce en vue d'une évaluation selon les critères et normes légaux.

Conséquence pour les propriétaires des biens-fonds en cause

Les valeurs unitaires résultant de la mise à jour des dossiers en cause varient sensiblement d'une entreprise à l'autre en fonction notamment du volume bâti des immeubles exploités. La plupart des valeurs unitaires fixées pour ce genre de commerce au cours des 30 dernières années se situent entre 10.000,- et 40.000,- EUR. Le taux d'assiette applicable auxdites valeurs unitaires est de 10 pour mille (§ 12 GrStG). Les taux communaux applicables aux bases d'assiette sont fixés annuellement par les conseils communaux et varient pour l'année d'imposition 2016 de 250% à 1.050%.

À titre d'exemple chiffré admettons un centre équestre d'une valeur unitaire de 20.000,- EUR et qui est situé dans une commune appliquant un taux de 300%. L'impôt foncier dû au titre de l'année d'imposition 2016 est calculé de la façon suivante: 20.000,- x 10/1000 = 200 x 300% = 600,- EUR.

Au niveau de l'impôt foncier, les propriétaires des immeubles concernés paieront (après reclassement) un montant d'impôt identique à celui dû par les propriétaires d'autres immeubles commerciaux de même valeur unitaire et situés dans la même commune.

Effets du classement par rapport à la législation sur la protection de la nature

Le classement effectué par l'Administration des Contributions directes se fait indépendamment du cadre légal défini par la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et sert exclusivement à des fins d'évaluation immobilière.

Le classement ainsi opéré ne constitue ni un changement d'affectation au sens de la loi précitée, ni au sens de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et ne crée par conséquent aucun droit en rapport avec ces lois.

Toute construction en zone verte est soumise à autorisation du Ministre de l'Environnement qui contrôle la conformité de la destination de la construction avec l'affectation de la zone verte. En effet, d'après l'article 5 de la précitée loi, dans la zone verte «seules peuvent être érigées les constructions servant à l'exploitation agricole, jardinière, maraîchère, sylvicole, viticole, piscicole, apicole ou cynégétique ou à un but d'utilité publique». Il s'ensuit que tout changement de destination d'une construction située en zone verte ne peut être autorisé que

¹ Voir Lauterbour: L'évaluation des biens et des droits, page 87, N°29.1 «Par agriculture on entend d'une façon générale la culture du sol en vue de la production de végétaux destinés à la vente, à la consommation propre ainsi qu'à l'élevage et à l'engraissement d'animaux.»

dans le cadre strict défini par l'article 5. Les activités purement commerciales y sont exclues.

Dans la pratique, les centres équestres sont considérés comme activités agricoles pour autant que plusieurs conditions soient remplies, à savoir:

- Le nombre de chevaux en pension ne pourra pas dépasser les deux tiers des chevaux détenus sur l'exploitation.

- Le nombre maximal de chevaux détenus sur l'exploitation est plafonné en fonction de la surface agricole exploitée. Le nombre d'unités de fertilisants ne pourra dépasser 1,4 unités/ha pour l'ensemble de l'exploitation agricole.

- La base fourragère pour les chevaux doit provenir majoritairement de l'exploitation.

- L'exploitation agricole doit disposer de suffisamment de pâturages dans les alentours immédiats de l'écurie pour permettre une sortie régulière, voire permanente, des chevaux pendant la période allant du 1er mai au 31 octobre pour l'ensemble des chevaux.

À des fins de contrôle, l'exploitant doit soumettre un rapport annuel faisant preuve du respect des conditions précitées et comprenant notamment un relevé de la masse brute standard.

Question 1974 (01.04.2016) de **M. Yves Cruchten** (LSAP) concernant l'**affectation des chargés d'enseignement**:

La mise en œuvre de la réforme de la Fonction publique nécessite l'adaptation des dispositions applicables aux chargés d'enseignement engagés à durée indéterminée. Un projet de loi portant sur cette matière a été déposé à la Chambre des Députés à la fin de l'année dernière. Comme indiqué dans l'exposé des motifs, ce projet a encore pour objet de «déterminer les conditions d'engagement et de travail des chargés d'enseignement engagés à durée indéterminée».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Quelles modifications Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale prévoit-il afin d'améliorer les conditions de travail des chargés d'enseignement, notamment en ce qui concerne une meilleure prévisibilité des affectations pour les concernés?

- Comment est actuellement organisée l'affectation des chargés d'enseignement?

- Quelle est la procédure à respecter pour informer en temps utile les chargés d'enseignement d'une nouvelle affectation?

Réponse (11.05.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

En réponse aux questions de l'honorable Député, j'ai l'honneur de l'informer sur la procédure d'affectation des chargés de l'enseignement secondaire et secondaire technique, membres de la réserve nationale de chargés d'enseignement pour les lycées et lycées techniques, et, dans ce contexte, sur la mission de la réserve nationale de chargés d'enseignement.

En ce qui concerne l'amélioration des conditions de travail des chargés de la réserve nationale, je tiens à vous informer que l'accord du 16 octobre 2015 entre le Gouvernement et l'Association des chargés de l'enseignement national prévoit plusieurs mesures pour assurer aux chargés des conditions de travail équitables, notamment une réduction progressive de leur tâche d'enseignement de 24 à 22 leçons hebdomadaires, la fixation du coefficient de base 1 pour les leçons d'enseignement, la possibilité de fonctionnarisation et la limitation des contrats à durée déterminée aux engagements de remplacement temporaire. Ces améliorations sont prévues dans un projet de loi déposé à la Chambre des Députés en date du 4 décembre 2015.

La réserve nationale précitée a été créée par la loi modifiée du 29 juin 2010 portant création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les lycées et lycées techniques pour assurer des remplacements et pourvoir au manque de personnel enseignant breveté au sein des lycées et lycées techniques. Le dessein de cette réserve nationale de chargés d'enseignement était de se donner un moyen de combler le manque d'enseignants-fonctionnaires

par l'engagement d'employés-enseignants ne remplissant pas l'ensemble des conditions d'admission aux fonctions d'enseignant-fonctionnaire. Le but n'a par contre jamais été de créer une deuxième voie de recrutement à côté du concours existant qui doit rester la source principale de recrutement. Les membres de la réserve nationale de chargés d'enseignement assument les leçons restées vacantes et les activités d'encadrement qui ne peuvent pas être assurées par des fonctionnaires, des candidats ou des stagiaires-fonctionnaires.

Un chargé, membre de la réserve nationale, fait uniquement l'objet d'un changement d'affectation dans un autre établissement de l'enseignement secondaire ou secondaire technique en cas d'absence de leçons vacantes dans l'établissement d'origine. Le nombre de chargés concernés par une réaffectation, faute de leçons vacantes, est minime: l'ordre de grandeur se situe entre 3-5% de réaffectations par an.

L'origine de leçons vacantes, entraînant la réaffectation de membres de la réserve nationale, est complexe et le résultat de multiples facteurs: la fluctuation du nombre d'élèves inscrits, le contingent disponible, les départs à la retraite, les mutations des enseignants-fonctionnaires nommés et l'affectation des stagiaires-fonctionnaires.

Le mode d'attribution des leçons vacantes se fait conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi modifiée du 29 juin 2010 précitée, selon lesquelles les leçons restées vacantes dans les différentes matières enseignées dans les lycées et lycées techniques sont confiées prioritairement aux fonctionnaires, candidats et stagiaires-fonctionnaires. Il y est encore précisé qu'à défaut, elles peuvent être confiées à des membres de la réserve nationale.

Vu que des leçons vacantes ne peuvent être confiées à un membre de la réserve nationale qu'à défaut de fonctionnaires, candidats ou stagiaires-fonctionnaires, il peut arriver, qu'après les mutations des enseignants-fonctionnaires nommés et les affectations des fonctionnaires stagiaires nouvellement nommés, il ne reste plus de leçon vacante dans un établissement précis pour une matière donnée. Dans tel cas, le chargé concerné, membre de la réserve nationale, est réaffecté à un autre établissement de l'enseignement secondaire et secondaire technique signalant un besoin dans la matière concernée. Le chargé concerné est ainsi réaffecté, tout en conservant son emploi, sa rémunération et son degré d'occupation initial.

Les chargés de la réserve nationale forment dans ce sens une sorte de «brigade mobile» assumant des leçons restées vacantes dans les établissements de l'enseignement secondaire et secondaire technique publics. Ils peuvent être transférés à tout autre service et administration, en cas de besoin, conformément à la législation en vigueur. Mais ne perdons pas de vue qu'il s'agit en réalité d'un faible pourcentage de concernés. Ainsi les enseignants profitent d'une certaine continuité.

Un changement de la procédure d'affectation des chargés, membres de la réserve nationale, en vue d'une meilleure prévisibilité des affectations pour les concernés s'avère très difficile, eu égard à la complexité du planning des besoins effectifs des établissements de l'enseignement secondaire et secondaire technique esquissée dans cette réponse. Vu que les besoins en enseignants des lycées et lycées techniques dépendent également quasi exclusivement du nombre d'élèves inscrits, les besoins réels d'une année scolaire n'apparaissent effectivement qu'à la fin de l'année scolaire en question, plus précisément en juillet ou même plus tard. En réalité, le nombre d'élèves inscrits et notamment les besoins réels en enseignants des établissements de l'enseignement secondaire et secondaire technique peuvent encore subir des fluctuations suite aux ajournements en septembre. Vu que la réserve nationale a été créée comme instrument pour combler ces fluctuations en besoin d'enseignants, la mission des membres de la réserve nationale, en tant que «remplaçants permanents», est notamment d'assurer des remplacements et d'assumer des leçons restées vacantes. La raison d'être de la réserve nationale est précisément de pouvoir prévenir des situations imprévisibles. Assez souvent, le temps pour réagir à des fluctuations est très limité et il est possible qu'une réaffectation doit se faire d'urgence, et même dans un délai rapproché de la rentrée scolaire.

Néanmoins, les services compétents de mon ministère s'attèlent à améliorer, dans la mesure du possible, la procédure des affectations des

chargés de la réserve nationale. Ainsi, l'objectif serait, dès fin juillet / début août, que les chargés concernés de l'absence dans leur lycée d'affectation de leçons d'enseignement dans leurs matières pourraient être mis à disposition dans le cadre de la réserve nationale. Leur nouvelle affectation leur sera communiquée dès identification du lycée ayant le besoin le plus impérieux dans la matière concernée.

Question 1975 (01.04.2016) de M. Franz Fayot (LSAP) concernant le télétravail:

La convention relative au régime juridique du télétravail conclue entre l'Union des Entreprises Luxembourgeoises et les syndicats OGB-L et LCGB a été déclarée d'obligation générale par règlement grand-ducal du 15 mars 2016. Cette convention règle les conditions de travail applicables aux salariés visés par le Code du Travail à l'exclusion de ceux qui ont un statut de droit public ou assimilé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Existe-t-il des statistiques sur le nombre de salariés employés dans le régime juridique du télétravail? Peut-on constater un accroissement du recours au télétravail de la part des employeurs luxembourgeois?

- Existe-t-il des études de satisfaction des employeurs et/ou employés ayant recours au télétravail pour les besoins de leur entreprise?

- La convention déclarée d'obligation générale a reconduite la convention du 21 février 2006 pour une nouvelle durée de trois ans. Quel bilan le Gouvernement tire-t-il des dix années d'existence du régime juridique du télétravail?

- Sous quel régime juridique sont placés les salariés de droit public ou des secteurs assimilés? Le Gouvernement favorise-t-il le recours au télétravail dans le secteur public?

Réponse commune (09.05.2016) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Intérieur:

Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ne dispose pas de statistiques à ce sujet. Les fichiers de l'Inspection générale de la sécurité sociale ne peuvent malheureusement pas non plus fournir de renseignements sur le nombre de salariés employés dans le régime juridique du télétravail.

Le Statec dispose de quelques chiffres issus de leur enquête sur les forces de travail, qui ne concernent cependant que les résidents. Ainsi, en 2015, 16% des résidents ont indiqué réaliser du télétravail, ce qui correspond à environ 41.400 personnes.

Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire n'a pas procédé à des études de satisfaction et le Gouvernement n'entend pas tirer de bilan dans le cadre d'un régime établi de manière autonome entre partenaires sociaux.

Concernant les salariés de l'État, il importe de relever que le statut et les relations de travail de ces derniers avec le patron État sont réglementés par le contrat collectif du 19 décembre 2008. À l'heure actuelle, le contrat collectif ne contient pas de disposition relative au télétravail. D'ailleurs, dans la mesure où les salariés de l'État effectuent essentiellement des tâches manuelles ou artisanales, la nature de leur travail ne se prête pas vraiment au télétravail.

En ce qui concerne le télétravail dans le secteur communal, il y a lieu de distinguer en fonction du statut des agents communaux.

Tandis que les salariés au service d'une entité du secteur communal tombent en la matière sous l'égide du Code du Travail, le télétravail est régi, pour ce qui est des fonctionnaires et employés communaux, par l'article 21bis de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux. Cet article dispose que le fonctionnaire peut être autorisé par le collège des bourgmestre et échevins à réaliser une partie de ses tâches à domicile par télétravail en ayant recours aux technologies de l'information et qu'il appartient au collège échevinal d'en déterminer les modalités d'exercice.

Par ailleurs, il convient de signaler que le règlement grand-ducal du 10 octobre 2012 déterminant les conditions générales relatives à l'exercice du télétravail dans la fonction publique a introduit le télétravail pour les fonctionnaires et les employés de l'État.

Comme déjà relevé dans la réponse à la question parlementaire n°1109 du 5 mai 2015 de

Madame la Députée Octavie Modert et de Monsieur le Député Marcel Oberweis (cf. *compte rendu n°13/session ordinaire 2014-2015*), le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative n'intervient pas dans la procédure d'autorisation du télétravail dans les administrations. Par ailleurs, la mise en place du télétravail n'a pas été accompagnée, lors de son introduction, d'un système de pilotage ou de suivi permettant d'assurer une vue d'ensemble sur son application pratique.

Question 1976 (04.04.2016) de MM. André Bauler et Gusty Graas (DP) concernant la promotion d'une alimentation saine dans les écoles:

Il existe deux programmes financés par l'Union européenne pour inciter les enfants à manger des produits sains et à adopter de bonnes habitudes alimentaires: le programme en faveur de la consommation de lait à l'école (lancé en 1977) et le programme en faveur de la consommation de «fruits à l'école» (datant de 2009).

En 2014, la Commission européenne a proposé d'établir un cadre juridique et financier commun pour la distribution de fruits, de légumes et de lait aux enfants dans les écoles.

Le 8 mars 2016, le Parlement européen a adopté une résolution législative sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 1308/2013 et le règlement (UE) 1306/2013 en ce qui concerne le régime d'aide à la distribution de fruits et légumes, de bananes et de lait dans les établissements scolaires.

Le texte adopté souligne l'importance de poursuivre et de renforcer les deux programmes existants à destination des écoles dans le contexte actuel de baisse de la consommation de fruits et légumes frais et de produits laitiers. Le Parlement a insisté sur le fait que l'aide de l'Union devrait contribuer davantage à la promotion d'habitudes alimentaires saines et à la consommation de produits locaux.

Pour rendre le système scolaire de l'UE plus efficace, les États membres devront déployer des efforts supplémentaires pour promouvoir de saines habitudes alimentaires, les chaînes alimentaires locales, l'agriculture biologique et la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Les États membres participant au programme seront tenus de porter à la connaissance du public, dans les locaux scolaires, leur participation audit programme. Pour ce faire, ils pourraient utiliser tout moyen de publicité adapté, comme des affiches, des sites Internet spécialisés, des supports graphiques informatifs ainsi que des campagnes d'information et de sensibilisation.

Voilà pourquoi nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer le nombre d'établissements scolaires (écoles fondamentales et lycées) ayant participé au programme «lait à l'école» depuis son lancement?

2. Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer le nombre d'établissements scolaires (écoles fondamentales et lycées) ayant participé au programme «fruits à l'école» depuis son lancement?

3. Vu le texte voté par le Parlement européen, quelles mesures le Luxembourg compte-t-il prendre pour atteindre les nouveaux objectifs? De nouvelles campagnes de promotion sont-elles prévues à cet effet? Le ministère se propose-t-il d'encourager davantage les établissements scolaires afin de participer au nouveau programme de promotion de lait, de fruits et de légumes?

Réponse (06.05.2016) de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

Ad 1. Le programme «lait à l'école» existe depuis 1977. À l'origine il fut introduit comme une mesure permettant d'écouler les grandes quantités de lait présentes à l'époque sur le marché laitier de l'Union européenne. Aujourd'hui, le programme vise à remplir plusieurs objectifs: la promotion de la consommation de produits laitiers dans les écoles et ce dès le plus jeune âge, tout en constituant un débouché non négligeable pour les produits laitiers. Depuis la réforme des programmes «lait à l'école» et «fruits à l'école» suite à un accord intervenu l'année dernière entre le Conseil de l'UE et le Parlement européen, sous Présidence luxembourgeoise, il vise toujours à promouvoir la consommation de produits agricoles, mais constitue également un instrument de promo-

tion auprès des jeunes pour des habitudes alimentaires saines.

Le tableau 1, ci-dessous, récapitule les données des établissements scolaires qui participent au programme «lait à l'école», depuis leur saisie en 1991 dans le rapport d'activité du Ministère de l'Agriculture. On peut en déduire que le nombre des établissements a continuellement diminué depuis les années 1990. Cependant, depuis 2011, des efforts continus du Service d'économie rurale (SER), gestionnaire du programme, ont permis d'attirer l'attention des écoles et des élèves sur les bienfaits de ce programme. Ensemble avec les responsables de Restopolis, il a été possible d'assurer la distribution de lait et de produits laitiers dans tous les lycées du pays qui participent dorénavant tous au programme «lait à l'école». Cette évolution s'exprime par une augmentation des établissements scolaires et du nombre d'élèves visibles dans le tableau depuis 2013-2014. Parmi les établissements scolaires qui participent au programme se trouvent des lycées, des écoles primaires, des maisons relais, des établissements d'éducation différenciée, des internats et pensionnats, des associations d'enfants en situation d'handicap mental.

Il convient de noter que seulement 33 des 106 communes luxembourgeoises participent au programme «lait à l'école». Les deux plus grandes communes Luxembourg-ville et Esch-sur-Alzette ne participent pas au programme, malgré les informations qui leur ont été communiquées par le SER et Luxlait, ce dernier étant le distributeur des produits laitiers dans le cadre du programme.

Deux actions de promotion ont été conduites ensemble avec tous les acteurs impliqués: en novembre 2014 une action de promotion a été réalisée avec Restopolis dans le forum Geesseknäppchen. Elle s'intitulait «semaine du lait» et visait à promouvoir le programme «lait à l'école» et les produits laitiers. En décembre 2015 une «semaine du lait» a été organisée en coopération avec l'organisation «Jongbaueren a Jongwënzer», l'association pour la promotion des fermes d'accueils et pédagogiques au Grand-Duché de Luxembourg (APFAPL) et des exploitations laitières qui se sont portées volontaires. Cette action comprenait notamment des visites pédagogiques des élèves dans des exploitations laitières.

Ad 2. Le programme «fruits à l'école» a été instauré au niveau européen en décembre 2008. Le but principal du programme est d'influencer les habitudes alimentaires des jeunes dans le sens d'une consommation accrue de fruits et de légumes. L'idée est, d'un côté, de promouvoir une alimentation saine et, de l'autre côté, de stabiliser la demande de ces produits sur le marché européen afin d'assurer des revenus stables pour les producteurs.

Depuis 2010, le programme de distribution gratuite de fruits a été mis en place au Luxembourg en collaboration avec le groupement interministériel «Gesond iessen, méi bewegen» sous le nom de «Fruit for School» (F4S). La gestion du programme est assurée par l'Administration des services techniques de l'agriculture.

Dans les écoles fondamentales, une portion de fruits est livrée une fois par semaine à tous les écoliers bénéficiant du programme. Dans les établissements scolaires de l'enseignement secondaire, des fruits gratuits sont disponibles pour les élèves tout au long de la semaine.

Pendant l'année scolaire passée, 186 écoles et lycées ont ainsi participé au programme. Le tableau 2 montre l'évolution du programme F4S depuis l'année scolaire 2009-2010.

Dès ses débuts, le programme européen «fruits à l'école» a exigé la mise en place de mesures éducatives d'accompagnement. Ces mesures comprennent une grande panoplie d'activités qui sont organisées dans les établissements participants.

Ad 3. En ce qui concerne la mise en œuvre de la réforme du programme «lait à l'école» et «fruits à l'école», celle-ci sera d'application à partir de l'année scolaire 2017-2018. Les préparatifs techniques au sein des comités de la Commission européenne afin d'assurer la mise en œuvre des programmes sont en cours. Une première version des projets d'actes délégués et d'actes d'exécution sera présentée le 17 mai par la Commission européenne. Il faudra attendre leur adoption avant de commencer la mise en œuvre du nouveau programme au Grand-Duché de Luxembourg. Comme dans le passé, le ministère va continuer à encourager les établissements scolaires à participer à ces programmes et souhaiterait que la participation de l'enseignement fondamental augmente. Le nouveau programme prévoit des mesures éducatives d'accompagnement obligatoires pour les deux programmes (lait et fruits & légumes).

Tableau 1: Évolution de la participation des établissements scolaires au programme lait à l'école

Année scolaire	nombre des établissements scolaires	nombre d'élèves inscrits
1991/1992	101	32351
1992/1993	98	32303
1993/1994	89	31588
1994/1995	84	28134
1995/1996	83	26137
1996/1997	75	24555
1997/1998	86	31614
1998/1999	78	25312
1999/2000	83	21447
2000/2001	88	28312
2001/2002	85	29887
2002/2003	68	26425
2003/2004	73	26733
2004/2005	68	20212
2005/2006	60	22058
2006/2007	68	21671
2007/2008	66	18645
2008/2009	66	17668
2009/2010	68	18171
2010/2011	62	16279
2011/2012	69	29823
2012/2013	50	11057
2013/2014	86	47040
2014/2015	90	49856

Source: Rapport d'activité - Ministère de l'Agriculture

Tableau 2: Évolution du nombre d'élèves bénéficiant du programme «Fruit for School» et des quantités de fruits distribués

Année scolaire	Nombre d'élèves	Quantités de fruits distribués (kg)
2009-2010	39.000	140.000
2010-2011	64.880	304.446
2011-2012	74.828	329.536
2012-2013	79.072	259.758
2013-2014	82.350	365.129
2014-2015	87.303	397.118

Question 1977 (04.04.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **stages en entreprises**:

Bon nombre de jeunes ayant terminé leurs études secondaires souhaitent pour un temps limité intégrer des entreprises pour y prendre la température avant de se lancer dans une carrière universitaire en connaissance de cause.

Une telle expérience peut être valorisante aussi bien pour l'élève quittant le lycée que pour l'entreprise formatrice. Or, à ma connaissance, ce type de situation n'est couvert ni par le régime de la formation professionnelle, ni par celui de l'emploi des élèves et étudiants pendant les vacances scolaires.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les choix qui s'offrent dans un tel cas de figure à ces élèves?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il la création d'un statut propre à ces élèves? Dans l'affirmative, quelles en seraient les principales caractéristiques?

Réponse (09.05.2016) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz, j'ai l'honneur de vous informer qu'en principe différentes possibilités s'offrent aux élèves qui souhaitent intégrer pour un temps limité une entreprise afin d'y réaliser un stage:

- L'entreprise peut leur offrir de conclure un contrat pour l'occupation d'élèves et d'étudiants pendant les vacances scolaires; durant deux mois par an maximum, les élèves ou étudiants peuvent acquérir une première expérience professionnelle rétribuée.

- Les élèves ou étudiants peuvent opter pour un stage, qui n'est toutefois pas réglementé et qui souvent n'est pas rémunéré. Il est suggéré

de procéder au moins à une affiliation auprès de l'Association d'assurance accident.

Dans le cadre du Comité permanent du travail et de l'emploi (OPTE), un échange a eu lieu sur la création d'un statut propre au stagiaire. Des propositions à ce sujet ont été faites et elles pourraient servir de base à un tel statut. Si l'utilité de tels stages s'est avérée, il ne faut pas ignorer les difficultés éventuelles. Beaucoup de jeunes multiplient les stages au lieu de trouver un emploi stable et, dans certains cas, le stage consiste à les faire travailler dans des conditions particulièrement précaires.

Néanmoins, une réflexion générale sur la formalisation des stages sera poursuivie. Les discussions sur un cadre évitant ces abus pourront reprendre.

Question 1979 (04.04.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **arrestations de vendeurs de drogue en 2015**:

D'Police mécht verstärkt Razzien op der Stater Gare. Verantwortlecher hunn erkläert, datt am Joer 2015 do eng 100 Drogendealer verhaft gi wären.

Dozou wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Nationalitéit hunn d'Dealere, déi 2015 „verhaft“ gi sinn?
2. Wéi eng juristeschen Konsequenzen hunn dës Verhaftungen no sech gezunn?
3. Wéi e Statut hunn d'Dealere, déi net Ressortissant vun der EU sinn (wéi z. B. Résident légal, Netrésident, Demandeur fir internationale Schutz...)?
4. Sinn Dealere, déi net Ressortissant vun der EU sinn, eventuell no enger Prisongstrof, effektiv aus dem Land respektiv aus der Europäescher Unioun ausgewise ginn?
5. Wéi vill Verhaftungen sinn am éischten Trimester 2016 am Zesammenhang mat Drogendealer enregistreiert ginn, um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg an am Rescht vum Land?

Réponse commune (09.05.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile*:

Ad 1. + 3. Et ware verschidden Nationalitéiten, wéi Lëtzebuerger, Belsch, Portugisen, Nigerianer, Guinéaner, Gambier, an nach anerer.

D'Majoritéit vun de Bierger aus engem sougenanntem Drëttstat ware keng Résidenten.

Wat d'Nationalitéiten an de Statut betrëfft, kann ervirgehuewe ginn, dass souwuel d'Police, wéi d'Servicer vun der Immigratioun an d'Justiz iwwer gewëssen Donnéeën verfüegen, déi awer net ëmmer kënnen mat Sécherheet affirméiert ginn. De Grond heifir ass, well déi Donnéeën zum Deel - wat d'Nationalitéit ugeet - net iwwerpréift kënnen ginn, well entweder eenzel Persounen keng Pabeieren an och keng Aussoe maachen iwwer hir Nationalitéit, oder awer eng Persoun am Laf vun der Prozedur hir Aussoen iwwer hir Nationalitéit oder och den Numm ännert, an domat och also déi Donnéeën, déi dann déi verschidden Autoritéiten a bestëmmte Momenter vun der Prozedur hunn, mat änneren.

Ad 2. No den Donnéeën vum Parquet général huet de SREC Lëtzebuerg 108 Arrestatiounen am Drogeberäich gemaach. Et si bis den 11. Abrëll 2016 71 Prévenuë vun de Gerichter jugéiert respektiv condemnéiert ginn. 17 Affäre si nach en cours d'instruction, a 15 Affäre si fir d'Audience correctionnelle fixéiert. A véier Affären ass ee Renvoi gemaach ginn, an déi ginn esou séier wéi méiglech an enger disponibeler Sitzung fixéiert. Eng eenzeg Affär ass klasséiert ginn.

Ad 4. An all Fall, wou e Bierger aus engem sougenanntem Drëttstat hei am Land stroffällig gëtt, ass et dem Immigratiounsminister seng Aufgabe ze kucken, ob dës Persoun opgrond vun de gesetzlechen Dispositiounen vum Immigratiounsgesetz vum 29. August 2008 aus dem Land verwise gëtt oder net.

Et ass awer ze ënnersträichen, dass de Fait, eng Strofdot begaangen ze hunn, net automatesch bedeit, dass een aus dem Land verwise gëtt. Et gëtt emol fir d'Éischt gekuckt, ob sech déi betraffte Persoun legal bei eis oder an engem aneren EU-Memberstat ophält oder net, respektiv ob si unerkannte Flüchtling oder Demandeur de protection internationale ass. Zudeem gëtt d'Gravitéit vun de Faite mat a Betruecht geholl, wann et dorëms geet, enger Persoun eventuell hir Openthaltseneemegung ofzehuelen. Da gëtt och en eventuell Familljeliewen an Europa iwwerpréift, well an deem Fall kéint eng Aus-

weisung géint déi europäesch Mënscherechtskonvention verstoussen. Et gëtt och Fäll, wou Leit, déi stroffällig goufen, net kënnen ausgewise ginn, well si ënner Contrôle judiciaire stinn.

2015 sinn 30 Leit, déi entweder hir Strof bis zum Schluss am Prisong ofgesieess haten (16 Leit) oder déi vun enger Détenstion préventive erofkoomen (14 Leit), an de Centre de rétention komm. Dovu sinn aacht Leit an hirt Heemechtsland zrëckgefuert ginn. 16 Leit sinn ënner engem sougenanntem Transfert Dublin an en anert europäescht Land transferéiert ginn.

Ad 5. Vu dass d'Statistiken aus dem Joer 2016 nach net definitiv opgestallt sinn, huet eng provisoresch manuell Recherche vun der Police erginn, dass am éischten Trimester 2016, 48 Persounen um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg gezielt gi sinn, déi wéinst Verdacht op Drogenhandel verhaft goufen. Fir de Rescht vum Land ass et am Moment nach net méiglech, konkluant Zuelen ze nennen.

Question 1980 (05.04.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **formation d'enseignement supérieur dans un établissement d'enseignement secondaire**:

D'après mes informations, un établissement d'enseignement secondaire luxembourgeois envisagerait de proposer une formation d'enseignement supérieur. La loi du 1^{er} juillet 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur fixe les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Pour pouvoir proposer une formation d'enseignement supérieur, le prestataire visé doit remplir un certain nombre de conditions conformément à l'article 29 de la loi précitée, exceptées les formations d'infirmier et de sage-femme et celles menant au brevet de technicien supérieur (BTS).

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'un établissement d'enseignement secondaire luxembourgeois envisage une formation d'enseignement supérieur, en dehors des formations d'infirmier et de sage-femme ainsi que de celles menant au BTS?

- Dans l'affirmative, l'établissement en question remplit-il les critères tels que prévus par la loi précitée?

- Comment le Gouvernement se positionne-t-il de manière générale par rapport à l'offre de formations d'enseignement supérieur par des écoles secondaires?

Réponse (29.04.2016) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

Il est vrai que certains établissements d'enseignement secondaire luxembourgeois ont exprimé le souhait d'offrir une formation d'enseignement supérieur au-delà des formations menant au brevet de technicien supérieur (BTS) telles que prévues par le titre II de la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur.

Or, selon la loi précitée, l'enseignement supérieur universitaire, qui comprend trois cycles menant aux grades de bachelor, de master et de docteur, est réservé aux établissements d'enseignement supérieur luxembourgeois et à l'Université du Luxembourg.

Néanmoins, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a initié des réflexions sur la future évolution du système de l'enseignement supérieur universitaire au Luxembourg.

Question 1982 (05.04.2016) de **MM. André Bauler et Gusty Graas** (DP) concernant les **statistiques des radars fixes et mobiles**:

Le 16 mars dernier, les radars fixes sont entrés en fonction, après une courte phase d'essai. Des radars mobiles ont également été activés.

Voilà pourquoi nous nous empressons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel bilan précis Monsieur le Ministre pourra-t-il tirer au 16 avril 2016? Est-il possible de ventiler les statistiques en distinguant entre radars fixes et radars mobiles, entre automobilistes résidents et étrangers, entre voitures, camions/camionnettes et tracteurs?

- En quels endroits des radars mobiles ont-ils été installés durant cette période? Lesquels ont enregistré le plus d'automobilistes?

- Des radars mobiles ont-ils également été placés dans les zones à vitesse 30 km/h? Dans l'affirmative, combien de délits de grande vitesse y ont été enregistrés?

Réponse commune (03.05.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Au 12 avril 2016, le bilan des dossiers transmis dès l'entrée en fonction des radars se présente comme suit:

Au total, 34.509 dossiers ont été transmis, dont 33.107 en relation avec les dix sites d'emplacement de radar fixe et 1.402 dossiers concernant les huit lieux de contrôle avec un radar mobile. 24.261 (70,3%) dossiers concernent des véhicules immatriculés au Luxembourg, 8.169 (23,7%) dossiers des véhicules immatriculés dans les pays limitrophes du Luxembourg et 2.079 (6,0%) dossiers des véhicules immatriculés dans un autre pays. Au sujet de la catégorie des véhicules, 32.060 (92,9%) dossiers se répartissent sur les véhicules légers et 2.449 (7,1%) dossiers sur les poids lourds.

Les radars mobiles ont été placés aux endroits suivants; à l'exception du contrôle sur l'autoroute A1, les vitesses y ont été mesurées dans les deux sens de circulation:

- Dippach, route de Luxembourg (N5) (deux contrôles distincts, le 19 et 31 mars 2016);
- Bridel, rue de Luxembourg (N12);
- Autoroute A1 à la hauteur de Mensdorf dans la direction Luxembourg;
- CR101 entre Schoenfels et Kopstal;
- Frisange (N3);
- N8 entre Kräizerbuch et Saeul;
- Bertrange, rue de Mamer (CR163);
- Leudelange-Gare (CR163).

Des huit endroits différents, les contrôles à Dippach, Bridel et sur l'autoroute A1 ont enregistré le plus d'infractions.

Non, jusqu'à présent aucun radar mobile n'a été placé dans une zone à 30 km/h.

Question 1983 (05.04.2016) de **MM. André Bauler et Max Hahn** (DP) concernant l'**identification des véhicules flashés par les radars fixes**:

Une entreprise vient de nous signaler que plusieurs de ses camionnettes viennent d'être flashées par des radars fixes alors qu'elles respectaient la vitesse prescrite. En effet, elles étaient identifiées comme camions, pour lesquels s'appliquent d'autres limites de vitesse que pour les camionnettes. En effet, alors que les camionnettes (moins de 3,5 tonnes) tombent sous les dispositions des voitures particulières, les camions (de plus de 3,5 tonnes: poids lourds) sont soumis à des limitations de vitesse particulières (sur les voies non urbaines et les autoroutes / voies rapides). Il nous a été rapporté qu'à la suite d'un coup de téléphone, le paiement de l'amende a été annulé.

Il va sans dire que cette détection fautive est à l'origine de frais administratifs tant pour les entreprises que pour l'État.

Voilà pourquoi nous nous empressons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ce type de détection erronée? Il convient de préciser que les véhicules avec remorques ainsi que les autobus tombent également sous le régime applicable aux poids lourds.

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il en avvertir le centre de traitement des infractions routières afin qu'il analyse en particulier ce problème d'identification en relation avec le type de véhicules tout en évitant à l'avenir d'envoyer des envois recommandés?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'annulation éventuelle des sanctions infligées par erreur risque de conduire, le cas échéant, à des décisions arbitraires si l'annulation se fait tout simplement par voie téléphonique? Qui contrôle les personnes qui constatent les erreurs éventuelles et qui doivent annuler par conséquent les sanctions prévues par la loi?



Réponse (09.05.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Les équipements de terrain fixes mesurent la vitesse des véhicules et détectent ceux qui dépassent le seuil de la vitesse maximale autorisée. La technique appliquée est la télédétection par laser LiDAR (Light detection and ranging), basée sur l'analyse des propriétés d'un faisceau de lumière renvoyé vers son émetteur. La télédétection par LiDAR permet de déceler le contour du véhicule et d'identifier ainsi la catégorie de véhicule dans le cas de limitations réglementaires de la vitesse différentes. Par contre, il est possible que l'équipement identifie et classe un véhicule dans la mauvaise catégorie. Aussi, la catégorisation des véhicules ne fait pas partie du certificat d'homologation, mais est une fonctionnalité supplémentaire de l'équipement. Cette catégorisation se fait à travers l'apparition physique du véhicule et peut avoir des défauts si le véhicule a des installations spécifiques sur la carrosserie telle, par exemple, une camionnette avec de grandes cabines sur la carrosserie. Il n'est actuellement pas encore possible de contrôler de manière automatique toutes les catégories des véhicules détectés.

Étant donné que les poids lourds sont soumis à des limitations de vitesse se situant en dessous de celles applicables aux camionnettes d'un poids inférieur à 7,5 tonnes, des camionnettes faussement identifiées par les radars comme poids lourds ont été sanctionnées sur base des limitations de vitesse applicables aux poids lourds.

En cas de doute, notamment sur l'exactitude de la catégorie de véhicule flashé, ou en cas de contestation, les agents du Centre National de Traitement contrôlent les données enregistrées.

En l'occurrence, les pièces justificatives (carte grise, etc.) présentées par le réclamant ont conduit à l'annulation de l'avertissement taxé émis à tort. Il ne s'agit donc aucunement d'un acte arbitraire, mais d'une annulation d'un avertissement injustifié vu qu'aucune infraction n'a été commise par le réclamant.

Question 1984 (05.04.2016) de **M. Georges Engel** (LSAP) concernant la **scolarisation des enfants issus de familles réfugiées**:

La situation des demandeurs de protection internationale au Luxembourg reste d'actualité. Dans ce contexte, quelques questions par rapport à la scolarisation des enfants issus de familles réfugiées continuent à se poser.

Dans sa réponse à la question parlementaire n°1751 (cf. *compte rendu n°8/session ordinaire 2015-2016*), Monsieur le Ministre fournit un tableau du nombre des classes d'accueil dans l'enseignement fondamental. En ce qui concerne l'enseignement secondaire, dans la brochure d'information de novembre 2015 concernant l'accueil des demandeurs de protection internationale, on peut lire que «les jeunes vivant dans les villages containers ou dans d'autres structures d'hébergement [...] fréquentent en général une classe d'accueil dans le lycée de proximité».

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut fournir un bilan intermédiaire des travaux de la «task force» installée en septembre 2015 afin de préparer l'arrivée des enfants réfugiés dans les écoles luxembourgeoises?

2. Est-ce que Monsieur le Ministre estime que les classes d'accueil fonctionnent d'une manière satisfaisante et que les enfants pourront rejoindre les classes régulières après l'année scolaire 2015-2016?

3. Quelles expériences ont été faites avec la classe d'accueil à Pontpierre, d'après la réponse de Monsieur le Ministre à la question n°1751 la seule classe d'accueil organisée sur le site de l'école fondamentale?

4. Dans le cas d'expériences positives, est-ce que Monsieur le Ministre envisage d'introduire d'autres classes d'accueil directement sur les sites des écoles?

Bon nombre de familles qui sont arrivées au Luxembourg ces derniers mois et qui sont demandeurs d'asile sont composés d'enfants qui fréquentent l'enseignement fondamental aussi bien que d'enfants fréquentant l'enseignement

secondaire, facteur qui complique l'organisation de l'hébergement et de leur scolarisation.

5. Comment est-il assuré que les familles sont hébergées dans des foyers proches des structures scolaires que leurs enfants doivent fréquenter?

6. Quels sont les critères appliqués pour déterminer le lycée que les enfants vont fréquenter? Est-ce que le temps du trajet scolaire du foyer au lycée fait partie intégrante de cette décision?

Réponse (03.05.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Ad 1. Bilan des travaux de la «Task Force»

Suite à l'arrivée massive de demandeurs de protection internationale (DPI) depuis l'automne 2015, j'ai mis en place une «Task Force réfugiés» chargée de coordonner les différentes initiatives du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse en faveur des enfants de DPI. Elle se compose de la chef du Service de la scolarisation des enfants étrangers, de deux collaboratrices, dont l'une venue du SCRIPT pour soutenir le service, d'un inspecteur de l'enseignement fondamental et d'un chargé de mission pour l'enseignement secondaire et secondaire technique. Cette Task Force fait partie de la coordination interministérielle avec l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), le Haut-commissariat à la Protection nationale (HCPN) et l'Administration des bâtiments publics (ABP).

Au niveau de l'enseignement fondamental, le dispositif que la Task Force a été chargée de mettre en place comprend quatre dimensions:

a) Scolarisation dans les villages containers: en principe, des classes spécialisées d'accueil de l'État (CSAE) seront ouvertes dans chaque village container mis en place.

b) Hors des villages containers: au besoin, des classes spécialisées d'accueil de l'État sont créées conformément à la législation en vigueur (règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays). Il existe actuellement 22 CSAE de ce type.

c) Ressources additionnelles: pour les enfants de bénéficiaires de protection internationale qui, suite à une scolarisation dans une classe spécialisée d'accueil de l'État, intègrent une classe régulière de l'enseignement fondamental après le 15 octobre 2015, deux leçons hebdomadaires d'enseignement par enfant sont ajoutées au contingent de leçons d'enseignement fixé pour l'année scolaire en cours. Ces leçons sont destinées à faciliter l'intégration des enfants concernés; elles sont accordées au moment où l'enfant rejoint une classe régulière de l'enseignement fondamental.

d) Encadrement périscolaire (3-17 ans): dans le cadre de conventions avec les gestionnaires des structures d'accueil pour DPI (Croix-Rouge, Caritas et ASTI), les enfants sont pris en charge sur place, en dehors des heures de classe. En ce qui concerne les maisons relais, l'État participe aux frais de prise en charge des enfants de bénéficiaires de protection internationale ou de personnes bénéficiant de la protection subsidiaire, par une contribution forfaitaire de 100 euros par mois et par enfant. Cet apport se fait en sus de la participation de l'État au financement des frais de fonctionnement acceptés suivant les termes des conventions relatives aux services d'éducation et d'accueil pour enfants sur base de la loi modifiée du 8 septembre 1998, dite loi ASFT.

À l'enseignement post-fondamental, les mesures sont les suivantes:

a) Les jeunes vivant dans les villages containers ou dans d'autres structures d'hébergement fréquentent en général une classe d'accueil au lycée de proximité, pour une durée maximum d'une année. Huit classes d'accueil ont été créées spécialement pour les DPI depuis septembre 2015. Les jeunes disposant du niveau suffisant peuvent rejoindre les classes anglophones du Lycée Michel Lucius à Luxembourg ou bien les classes francophones fonctionnant dans d'autres lycées.

b) Les jeunes de 16 ans et plus peuvent suivre l'une de ces voies:

- classes d'insertion pour jeunes adultes de 16 à 17 ans (CLIA);

- classe francophone 9+i, ouverte en janvier 2016 sur le site eduPôle à Walferdange: cette classe comprend l'enseignement du français (12h/semaine), de l'anglais (6h/semaine) et des mathématiques (6h/semaine). En fonction des résultats individuels, un avis d'orientation est émis pour accéder au diplôme d'aptitude professionnelle (DAP), continuer une formation dans le régime technique ou accéder à un bac international;

- deux classes créées depuis janvier 2016 au Centre national de formation professionnelle continue (CNFPC) à Ettelbruck pour les 16-18 ans:

- cours d'orientation et d'initiation professionnelles (COIP-DPI: développement d'une langue de communication, mathématiques, compétences transversales);

- formation patronale: dans certains domaines professionnels, le CNFPC dispense la formation patronale préparant au Certificat de capacité professionnelle (CCP) et ceci conformément à la loi du 16 mars 2007 portant organisation des cours de formation professionnelle au CNFPC.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a renforcé le pool des médiateurs interculturels en recrutant trois médiateurs arabophones en CDD à plein temps et huit pour des interventions ponctuelles. Les médiateurs sont à ce jour au nombre de 55 avec 27 langues représentées. Leur mission principale consiste à assister les enseignants lors de l'accueil des élèves et de leurs parents, à assurer des traductions orales ou écrites et à aider occasionnellement en classe.

Trois médiateurs sont affectés aux grands centres d'hébergement (ancien Centre de logopédie, Centre hospitalier neuropsychiatrique d'Ettelbruck, Weilerbach). Ils sont présents dans les classes et participent aux activités périscolaires organisées par les gestionnaires des centres dans le cadre de la journée continue.

Enfin, la Task Force collabore étroitement avec la Cellule logistique chargée de la coordination des travaux de mise en place et d'équipement des structures d'hébergement et participe à ses réunions mensuelles. La Cellule logistique est présidée par l'Administration des Services de Secours (ASS) et se compose du Haut-commissariat à la Protection nationale (HCPN), de la Ville de Luxembourg (VDL), de l'Administration des bâtiments publics (ABP), de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), de la Croix-Rouge, de Caritas, de l'Inspection du travail et des mines (ITM), du Service national de la sécurité dans la fonction publique (SNSFP), ainsi que du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE).

Ad 2. Passage vers les classes régulières et bon fonctionnement des classes d'accueil

À l'école fondamentale, l'article 19 du règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays, précise que l'élève ne reste en principe qu'une année en classe spécialisée d'accueil de l'État. Parmi les enfants arrivés pendant l'afflux massif, certains ont rejoint une CSAE au premier trimestre, d'autres au deuxième ou au troisième.

Selon le moment de leur arrivée au Luxembourg, la relocalisation planifiée par l'OLAI et leur niveau de maîtrise d'une des langues du pays, les enfants seront intégrés à la rentrée 2016 dans des classes régulières ou continueront en CSAE. À ce stade, il est impossible d'estimer le nombre des élèves qui rejoindront vraiment une classe régulière en septembre 2016.

Dans les lycées, 45% des élèves ayant rejoint une classe d'accueil au premier trimestre pourront être orientés vers une classe régulière à la fin de l'année scolaire en cours. Parmi ceux ayant rejoint une classe d'accueil au deuxième trimestre, 16% pourront être orientés vers une classe régulière à la fin de l'année scolaire 2015-2016.

La prolongation de la scolarisation dans une classe d'accueil de l'enseignement secondaire et secondaire technique peut être liée à la nécessité d'une ré-alphabétisation, à un apprentissage des langues plus lent ou à une arrivée tardive pendant l'année scolaire.

D'une manière générale, les classes d'accueil à l'enseignement fondamental comme à l'enseignement secondaire fonctionnent de manière très satisfaisante. Lors de mes nombreuses visites dans les écoles, j'ai pu observer des enseignants et des équipes sociopédagogiques exemplaires et des directions et des inspecteurs particulièrement engagés pour faire face à cette situation exceptionnelle.

Ad 3. et 4. Classe spécialisée d'accueil de l'État dans les écoles fondamentales

Faire cohabiter une classe spécialisée avec une communauté scolaire existante a le grand avantage de faciliter l'intégration langagière et culturelle des enfants DPI puisqu'ils côtoient les autres élèves dans les ateliers communs ou durant les pauses.

Ce modèle a été adapté par les communes de Dudelange et de Wahl où les enfants côtoient les enfants des communes.

Ad 5. et 6. Proximité entre hébergement et écoles

Les réunions hebdomadaires et la coopération très efficace entre la Task Force du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et l'OLAI permettent de gérer au mieux les questions pratiques liées à la scolarisation et la prise en charge périscolaire des enfants.

En effet, les enfants de moins de douze ans rejoignent l'école fondamentale de la commune de résidence.

Les adolescents de plus de douze ans sont orientés, dans la mesure du possible, vers le lycée de proximité. Si le lycée le plus proche n'offre pas la classe visée ou s'il n'y reste plus de places, l'élève est orienté vers un autre lycée, éventuellement vers un lycée plus spécialisé comme le lycée agricole ou le Sportlycée, si l'offre spécifique d'un tel lycée répond davantage aux attentes, aux intérêts ou aux talents dudit lycéen.

Question 1985 (05.04.2016) de **M. Georges Engel** (LSAP) concernant les **centres d'accueil pour réfugiés**:

Les médias luxembourgeois ont soulevé ces derniers temps, entre autres, certaines questions concernant la gestion et la vie quotidienne dans les foyers de réfugiés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. En ce qui concerne les conditions d'hébergement, d'alimentation, d'hygiène et de sécurité dans les différents foyers et structures, est-ce qu'il existe une charte de qualité? Quels sont les critères à respecter et quel organe est chargé du contrôle du respect de cette charte?

2. Dans quelles structures l'accès Internet est déjà fourni actuellement? Quelles sont les raisons pour lesquelles cet accès fait encore défaut au sein de certaines structures?

3. Dans le but de repérer et de gérer de manière efficace la répartition des places libres dans les différents foyers publics et privés du pays, existe-t-il un système informatique harmonisé accessible à tous les acteurs concernés?

4. Avec l'objectif d'aboutir à une intégration rapide dans la société, quel est l'encadrement en matière de recherche d'emploi et de logement dont bénéficient les personnes ayant obtenu le statut de réfugié?

5. De quel type de formation bénéficient le personnel de gardiennage, les interprètes et le personnel chargé de l'encadrement social des demandeurs de protection internationale?

Réponse commune (09.05.2016) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*:

Ad 1. Les conditions d'hébergement répondent aux critères de la plateforme de coopération de la Croix-Rouge européenne pour les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants (PERCO). Afin de garantir que les nouvelles constructions correspondent aux mêmes normes, l'OLAI est en train d'établir un programme de construction standardisé avec l'Administration des bâtiments publics, programme inspiré des recommandations de la plateforme PERCO. Par ailleurs, les nouvelles structures d'hébergement mises en place par l'Administration des bâtiments publics tombent sous le champ d'application des contrôles de l'Inspection du travail et des mines.

Pour ce qui est des structures existantes, qui sont de natures très diverses, des travaux de rénovation de grande envergure ont été entrepris ou sont en cours de planification.

En outre, l'OLAI collabore étroitement avec les services d'incendie et de sauvetage et met en place des normes de sécurité et de prévention d'incendie suivant leurs recommandations et exigences. Un règlement d'ordre intérieur est appliqué uniformément dans l'ensemble des structures d'hébergement.

Pour ce qui est de l'alimentation, l'OLAI suit les recommandations du Ministère de la Santé qui sont reprises dans le cahier des charges auquel doivent répondre les prestataires externes.

La sécurité dans les différentes structures d'hébergement est assurée par des entreprises spécialisées. Par ailleurs, les gestionnaires de structures d'hébergement mandatés par l'OLAI sont chargés de faire des patrouilles de contrôle hebdomadaires et de signaler tout manquement aux normes de sécurité.

Ad 2. Sachant que l'accès à Internet est primordial pour les résidents des structures d'hébergement, des demandes d'installation du réseau Internet ont été introduites auprès d'un four-



naisseur au mois de novembre 2015, et ce pour 35 des structures d'hébergement gérées par l'OLAI.

Le fournisseur a introduit une demande auprès des P&T pour clarifier l'existence d'une ligne et analyser les possibilités techniques de raccordement dans les différentes structures. La rapidité de la mise en place dépend, en effet, de l'état des infrastructures et des lignes existantes sur les différents sites.

Quatre sites, identifiés comme prioritaires, disposent de l'accès Internet à ce jour: foyer Lily Uden, foyer Don Bosco, sites de Bourscheid et de Tandel.

Ad 3. L'hébergement des DPI est de la seule compétence de l'OLAI, qui utilise des systèmes informatiques en interne pour organiser l'attribution de logements ou les relogements en fonction des besoins et des disponibilités. La scolarisation des enfants joue un rôle prioritaire dans l'attribution de logements.

Ad 4. Pour ce qui est de l'encadrement en matière de recherche d'emploi, le Gouvernement en Conseil a décidé la création d'une base de données qui sera alimentée par la Direction de l'Immigration ainsi que par l'OLAI avec les données de base des demandeurs de protection internationale. L'objectif en est de donner un premier aperçu sur les personnes concernées et pour donner à l'ADEM la possibilité de travailler proactivement avec les fédérations, associations et employeurs pour intégrer ces personnes au plus vite sur le marché de l'emploi luxembourgeois.

Par ailleurs, l'ADEM développe, ensemble avec la FEDIL, un système d'évaluation par lequel les membres de la fédération vont évaluer, durant un entretien, les réfugiés reconnus inscrits à l'ADEM.

En outre, le Luxembourg Centre for Systems Biomedicine de l'Université du Luxembourg s'est proposé d'aider les réfugiés inscrits, non seulement à formuler une lettre de motivation, mais aussi à créer un CV correct reprenant l'historique professionnel et leurs compétences.

En matière de logement, les personnes ayant obtenu le statut de réfugié et étant à la recherche d'un logement sont encadrées de la même manière que toutes les autres personnes faisant une demande auprès d'un des promoteurs publics ou d'autres organismes offrant des logements à coût modéré à la vente respectivement des logements locatifs à loyer modéré.

Ad 5. Les interprètes doivent obligatoirement suivre une formation spécifique de la Croix-Rouge luxembourgeoise («interprétariat interculturel») pour pouvoir assister les demandeurs de protection internationale dans les démarches administratives à caractère officiel et pour les accompagner à des rendez-vous ayant trait à la procédure de leur demande de protection internationale.

Le personnel encadrant bénéficie de formations continues qui portent sur le cadre légal et des formations spécifiques développées en fonction des besoins identifiés. Un plan de formation est en cours d'élaboration, avec les partenaires de l'OLAI, afin de garantir que l'encadrement soit adapté aux exigences de la prise en charge (interculturalité, gestion de conflits, traumatologie, égalité de traitement).

Le cahier spécial des charges pour la soumission publique relative au gardiennage des structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale prévoit des formations obligatoires pour tout nouvel agent. Il s'agit d'une formation «hygiène» visant à garantir une distribution des repas respectueuse des règles d'hygiène en vigueur ainsi qu'une formation «gestion des conflits et de l'agressivité».

Chaque agent, y compris ceux de l'équipe des remplaçants, doit suivre, dès son entrée en service et au plus tard deux mois après le début de son contrat, ces deux formations. L'organisation en incombe à l'entreprise de gardiennage. L'OLAI est informé du détail des formations et peut assister aux sessions en tant qu'observateur.

Question 1987 (05.04.2016) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch et Martine Hansen** (CSV) concernant **l'encadrement de qualité dans les structures d'accueil:**

Selon nos informations, il existe dans de nombreuses structures d'accueil des écarts entre les heures de présence des enfants et les heures d'encadrement. Ainsi, malgré une croissance des heures de présence des enfants, l'État accorderait moins d'heures d'encadrement aux structures concernées.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Pour quelles raisons le Ministre accorde-t-il moins d'heures d'encadrement alors qu'il y a une croissance des heures de présence des enfants?

- Le Ministre ne juge-t-il pas qu'un tel état des choses risque d'empêcher la mise en place d'un encadrement éducatif de qualité des enfants?

Réponse (11.05.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Les honorables Députés affirment que, selon leurs informations, il existerait une dissemblance entre les heures de présence des enfants et les heures d'encadrement accordées aux services d'éducation et d'accueil conventionnés.

Le Ministre ne dispose pas de ces informations et tient à rappeler que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a établi, en concertation avec les représentants du secteur de l'éducation non formelle, une nouvelle génération de conventions pour les services d'éducation et d'accueil bénéficiant d'une convention financière avec l'État. L'objectif de ces nouvelles conventions est de garantir aux gestionnaires une plus grande autonomie de gestion et de leur permettre le financement d'un personnel de qualité.

D'autre part, les nouvelles conventions qui prévoient l'établissement de centres de coûts au niveau des différentes structures, permettent aux autorités étatiques d'arriver à une plus grande comparabilité au niveau national. Afin d'éviter que le changement au niveau de la gestion des conventions ait un impact financier négatif pour les gestionnaires, le Ministère leur garantit les mêmes conditions financières qu'en 2014 et considère les années 2015 et 2016 comme des années de transition.

La nouvelle convention prévoit un certain nombre de mécanismes de calcul pour que le financement d'un personnel suffisant par rapport aux heures de présence des enfants et aux besoins du gestionnaire soit assuré. La participation financière de l'État au niveau du budget du service est déterminée sur base du relevé du personnel documenté par le gestionnaire dans sa demande budgétaire et en tenant compte du volume des heures d'encadrement éligibles. Le volume des heures pris en compte est déterminé sur base de l'horaire général et les heures de présence planifiées des enfants définies par le gestionnaire.

Il convient de noter que la convention financière actuelle prend en compte, pour le calcul du volume des heures d'encadrement, les ratios d'encadrement du «règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil» censé remplacer le «règlement grand-ducal modifié du 20 décembre 2001 portant exécution des articles 1^{er} et 2 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique pour ce qui concerne l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de structures d'accueil sans hébergement pour enfants» et le «règlement grand-ducal modifié du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maison relais pour enfants».

Finalement, pour le calcul du nombre d'«employés temps plein (ETP) financés» par l'État, la convention financière prévoit un «référentiel du temps de travail (RTT)» qui prend également en considération les heures de formation, heures de préparation et congés.

Question 1988 (05.04.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **le matériel didactique facilitant l'intégration:**

Eist Land kritt besonnesch nees zënter de 1990er Joren nei immigréiert Bevëlkerungsgruppen, déi, wa si an d'Land kommen, weder eis Nationalsprooch nach eng vun eisen anere Verwaltungssprooch schwätzen oder schreien an och mat eisen Institutionen a mat eiser Kultur net vertraut sinn. D'Integratioun vun de Kanner an eise Schoulen a vun deene Leit an eiser Gesellschaft ass dofir dacks ëmständlech.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Héichschoul- a Schoulminister an der Madamm Integratiounsminister dës Froe stellen:

1. Ass dru geduecht, d'Integratioun vun deene Leit mat der Publikatioun vu spezifeschem,

sproochdidakteschem Material (z. B., mä net nëmmen, e lëtzebuergesch-serbokroateschen an e lëtzebuergesch-arabeschen Dictionnaire, Lëtzebuerg Grammaire an Exercicer op Serbokroatesch an Arabesch iwwersat an erkläert, Lëtzebuergesch an Zivilisatioun op Serbokroatesch an Arabesch) ze erliichteren?

2. Wéi eng Ressourcen hunn den Héichschoul- a Schoulministère, fir esou Projeten ze konziperen an ze realisieren?

3. Am Fall vun enger negativer Äntwert op déi viregt Fro, wär et net ubruecht, Mëttele fir esou Projeten anzeplangen?

4. Ass dru geduecht, déi verschidde Servicer ze koordinieren, esou datt de Sprooch- an den Institutionen- a Wäerteunterrecht eventuell simultan kéinte gemaach ginn an datt d'Schoulmaterial och dorop ausgericht ass?

Réponse commune (09.05.2016) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Mir reagieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Prezisiounen:

Am Moment si meng Servicer derbäi, un engem Dictionnaire ze schaffen, zesumme mat der ASTI. Et gëtt awer och un engem Lëtzebuergesch-Programm geschafft, deen no engem handlungsorientéiert Konzept de Kanner mat Migratiounshannergrond soll hëllefen, sech an hirem Alldag op Lëtzebuergesch ze verstännen. Dat gëtt am Moment schonns bei den DPI-Kanner genotzt, ass awer och an anere Klassen asetzbar fir d'Lëtzebuergeschkompetenzen ze erweideren.

Ausserdeem ass e Programm „100 Wieder Lëtzebuergesch“ entwéckelt ginn, deen Jugendlechen an Erwuessenen den Zougang zu onser Sprooch vermëttele soll.

De Ministère huet awer net nëmmen un „pencil and paper“ geduecht, mä bitt de Schüler an den Enseignanten och d'Méiglechkeet, dësen Zougang mat neien Technologien ze férdere, wéi et am Programm „Digital(4)Education“ virgesinn ass. Grad hei hu mer e grouse Pool un zousätzleche Ressourcë geschafft, déi en differenziéierten a kompetenzbaséierten Sproochunterricht erlaben, deen sech net nëmmen op dat Schrëftlech an d'Vermëttele vu Vocabulaire beschränkt, mä och d'Mëndlechkeet férdert a fuerdert.

De Budget gesäit niewent deenen am Punkt 1 beschriwwene Ressourcen och eng ganz Rei Moyenen um Niveau vum Personal vir. Dat geet vun der Konzeption duerch déi eenzel Aarbechtsgruppen a meng Servicer bis zu den Apprentisagen an de Klassen, déi duerch eng ganz Rei vun Akteuren ënnerstëtzt ginn, sief et Léierpersonal, Multiplicateur vum Cours d'accueil oder interkulturell Mediateuren, déi och spezifesch Formatiounen ugebuede kréien, fir d'Leit mat Migratiounshannergrond ze encadréieren.

Am Ministère gëtt et e Koordinatiounsgrupp, deen derfir suergt, e kohärent Sproochkonzept auszeschaffen, dat un eise multilinguale Kontext ugepasst ass. De Cours „Vie et Société“ kritt och eng méisproocheg Ausriichtung, an hei ass grad d'Liewen a sech orientéieren an enger méisproocheger a multikultureller Gesellschaft eng vun de viséierten Kärkompetenzen. Et schéngt mer kloer, dass d'Entwécklung vu Sprooch a Sprooch als soziokulturellem Phenomeen och an dee jeeeweilige Kontext mat all senge Wäerter an institutionelle Begrebenheeten agebett muss ginn.

Am Kader vum Contrat d'accueil et d'intégration (CAI) ass all didaktesch Material an eng ganz Rei Sprooch iwwersat ginn, dorënner och BCSM (bosnesch, serbesch, kroatesch, montenegrinesch) an arabesch. D'Ennerlage vum Instruction-civique-Cours bestinn och an enger ganzer Rei vu Versiounen. D'Participanté kréien zwousproocheg Ennerlagen: lëtzebuergesch kombinéiert mat franséisch, däitsch, englesch, portugisesch, spuenesch oder BCSM, jee nodeem a wéi engem Cours se ageschriwwen sinn. Enn Mee wäert deen eischten Instruction-civique-Cours mat arabescher Iwwersetzung am Kader vum CAI organiséiert ginn.

Den Instruction-civique-Cours am Kader vum CAI gëtt zesumme mam Service vun der Erwuessenebildung vum Erziehungsministère organiséiert.

Question 1989 (06.04.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant **les retards en matière de paiement de cotisations sociales:**

Actuellement, le financement du système de santé est assuré, d'une part, via les cotisations sociales prélevées sur les salariés et celles versées par les employeurs et, d'autre part, par une contribution prélevée sur le budget de l'État. Le débiteur, i. e. l'employeur est en principe tenu de payer les cotisations dues dans les dix jours de l'émission de la facture par le Centre commun de la sécurité sociale (CCSS).

D'après le CCSS, il y a lieu de considérer comme arriérés toutes les cotisations impayées à la fin du mois. De plus, les cotisations non payées à l'échéance sont productives d'intérêts moratoires au taux de 7,2% par an.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il chiffrer les arriérés constatés à la fin de l'année 2015 et à la fin du mois de mars 2016? Combien d'entreprises (par secteur et taille des entreprises) accusent de tels retards de paiement? Cette situation s'est-elle dégradée ou améliorée au fil des années?

- D'après le CCSS, le recouvrement forcé débute en général si le débiteur, i. e. l'employeur n'a pas payé les quatre derniers extraits de compte mensuels échus. Combien d'entreprises (par secteur et taille des entreprises) accusaient un tel retard de paiement à la fin de l'année 2015 respectivement du mois de mars 2016? Comment cette situation a évolué au fil des années?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre d'assignations en faillite qui ont été portées devant le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale à la demande du CCSS au cours de l'année 2015? Quel des années précédentes? Qu'en est-il des trois premiers mois de l'année 2016?

- Alors que le CCSS dispose de la possibilité de demander le retrait de l'autorisation d'établissement des entreprises en retard de paiement, combien de telles demandes ont été formulées par le CCSS au cours des dernières années? Combien de telles demandes ont été suivies d'effet?

- Le CCSS a-t-il déjà refusé d'émettre un certificat de non-obligation exigé dans le cadre d'une soumission publique à des entreprises qui n'ont pas payé leurs cotisations conformément à la loi? Monsieur le Ministre peut-il me fournir des statistiques détaillées à cet égard?

Réponse (09.05.2016) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale:*

Les employeurs sont tenus de se libérer des cotisations leur réclamées par le Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) dans le délai légal de dix jours à compter de l'émission de l'extrait de compte-cotisations mensuel. Comme cet extrait est émis avant le 15^e jour de chaque mois, le CCSS considère comme retardataire l'employeur qui n'a pas payé ses cotisations à la fin du mois. À la fin du mois de mars 2016, le total des arriérés de cotisations s'élevait à 142.774.214 euros. Le tableau suivant indique l'évolution du solde des arriérés au fil des dernières années et au 31 mars 2016.

ANNÉE	SOLDE
2013	182.059.298,59 €
2014	173.869.105,14 €
2015	157.678.471,07 €
2016	142.774.213,53 €

Le CCSS met en œuvre systématiquement une procédure de recouvrement forcé des cotisations si les arriérés atteignent le seuil de quatre mois de retard. Les délais proposés par le CCSS dans le cadre de cette procédure de recouvrement forcé sont déterminés automatiquement à l'aide d'un algorithme ne distinguant pas en fonction de la taille de l'entreprise et conçu de façon à faire réduire progressivement le solde débiteur. Aussi le retardataire bénéficiant d'un délai de paiement reste-t-il tenu au paiement des cotisations courantes ainsi que des intérêts moratoires au taux annuel de 7,2%. Les tableaux suivants indiquent la répartition des employeurs retardataires et de ceux soumis à la procédure de recouvrement forcé au mois de mars 2016, selon les secteurs économiques et la taille de l'entreprise.

Suivez la Chambre des Députés sur **FACEBOOK** et **TWITTER**



SECTEUR D'ACTIVITÉ	ENTREPRISES	AVEC RETARD	EN RECOUVREMENT
A - AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE	94	14	4
B - INDUSTRIES EXTRACTIVES	9	1	1
C - INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	638	113	45
D - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, ETC.	29	3	1
E - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ETC.	61	8	5
F - CONSTRUCTION	2.602	732	307
G - COMMERCE, ETC.	4.569	820	318
H - TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	901	169	74
I - HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	2.113	665	270
J - INFORMATION ET COMMUNICATION	1.101	177	56
K - ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE	4.507	387	92
L - ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	979	182	65
M - ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES, ETC.	3.364	481	153
N - ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS, ETC.	1.154	235	86
O - ADMINISTRATION PUBLIQUE	183	9	1
P - ENSEIGNEMENT	180	18	6
Q - SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE	1.506	96	15
R - ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES	375	40	6
S - AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES	1.221	160	58
T - ACTIVITÉS DES MÉNAGES	1.443	44	5
U - ACTIVITÉS EXTRATERRITORIALES	211	19	4
NON CLASSÉS	711	134	33
TOTAL	27.951	4.506	1.605

TAILLE	ENTREPRISES	AVEC RETARD	EN RECOUVREMENT
< 50 salariés	26.838	4.433	1.594
entre 50 et 250 salariés	910	70	11
entre 250 et 2.000 salariés	188	3	0
> 2.000 salariés	15	0	0
TOTAL	27.951	4.506	1.605

Le tableau ci-dessous indique le montant total des cotisations calculées aux mois de décembre des années 2013 à 2015 ainsi que les cotisations sociales des retardataires et des entreprises en recouvrement en fin d'année et au 31 mars 2016. Ces chiffres concernent uniquement les employeurs occupant du personnel et ne comprennent ni les exploitations agricoles ni les non-salariés en retard de paiement de leurs cotisations.

gestion ou de la direction de l'entreprise perd sa validité. Or, le CCSS dispose également de la possibilité de demander le retrait d'une autorisation d'établissement auprès du Ministère de l'Économie si un retardataire accumule des retards de cotisations significatifs, étant donné que de tels retards entachent l'honorabilité du détenteur de l'autorisation. En pratique, le CCSS essaie dans une première étape de recou-

ANNÉE	ACCORDS	REFUS
2013	4.331	223
2014	4.301	245
2015	4.782	224
2016	1.330	71

DATE	ENTREPRISES		AVEC RETARD		EN RECOUVREMENT	
	Cotisations	Nombre	Cotisations	Nombre	Cotisations	Nombre
31.12.2013	358.973.845 €	26.510	22.781.753 €	4.755	6.255.581 €	1.901
31.12.2014	359.211.219 €	27.216	22.855.420 €	4.633	5.336.880 €	1.774
31.12.2015	375.306.754 €	28.014	20.934.244 €	4.484	6.091.238 €	1.815
31.03.2016	269.891.191 €	27.951	18.085.423 €	4.506	4.428.431 €	1.605

Si le débiteur ne respecte pas le délai de paiement lui accordé, le CCSS procède au recouvrement forcé des créances au moyen d'une contrainte administrative rendue exécutoire par le président du comité-directeur du CCSS. L'exécution de ce titre est poursuivie par voie d'huissier de justice. Lorsque l'huissier de justice constate que le recouvrement forcé des arriérés s'avère impossible en raison d'une insuffisance ou d'une absence d'actif dans le chef du débiteur, le CCSS tente alors de recouvrer la créance de cotisations sociales par le moyen d'une sommation à tiers détenteur ou d'une cession de créance. Ce n'est qu'en dernier lieu, après concertation avec l'Administration des Contributions directes et l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, que le CCSS transmet le dossier à un avocat en vue d'une assignation en faillite.

vrer sa créance par les autres moyens de recouvrement susmentionnés avant de solliciter le retrait de l'autorisation d'établissement d'une entreprise retardataire. Le cas échéant, le Ministère de l'Économie invite le retardataire à payer ses dettes auprès du CCSS avant le retrait de l'autorisation d'établissement. Le CCSS ne dispose pas de statistiques exactes concernant la suite de ses demandes de retrait d'autorisation d'établissement auprès du Ministère de l'Économie, mais le tableau suivant indique le nombre de retraits d'autorisations d'établissement demandés dans des dossiers de recouvrement forcé des cotisations auprès d'entreprises et d'indépendants détenteurs d'une telle autorisation pour les années 2013 à 2016 (sur trois mois).

ANNÉE	DEMANDES DE RETRAIT
2013	48
2014	90
2015	121
2016	30

Le tableau suivant indique pour les années 2013 à 2016 le nombre d'attestations émises par le CCSS indiquant que le soumissionnaire est en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations sociales dans un intervalle commençant à une date qui ne peut pas être antérieure de trois mois au jour de l'ouver-

ANNÉE	ASSIGNATIONS EN FAILLITE	DONT FAILLITES EN COURS / CLÔTURÉES	DONT FAILLITES RABATTUES
2013	247	225	22
2014	236	207	29
2015	252	232	20
2016	68	66	2

Lorsqu'une faillite est prononcée à l'encontre d'une entreprise, l'autorisation d'établissement émise au nom de la personne chargée de la

ture de la soumission et prenant fin à une date qui ne peut pas être postérieure au jour de l'ouverture de la soumission. Le tableau reprend également le nombre de refus d'une telle attestation.

Tout d'abord, je tiens à souligner qu'en avril 2016, toutes les bibliothèques publiques agréées se sont vu adresser les lettres ministérielles avec indication du montant des aides financières en une tranche unique pour 2016 et que les paiements ne manqueront pas d'être exécutés dans les meilleurs délais.

Il convient de préciser que la circulaire du 6 février 2015 a été envoyée en 2015 aux bibliothèques dans le but d'une simplification administrative et d'une plus grande transparence des aides financières allouées. Le volet 3 de la circulaire concernant les modalités de calcul et de versement de l'aide financière, à savoir le versement de l'aide financière en deux tranches, a été une mesure transitoire en faveur des bibliothèques publiques. En effet, un tel mode de versement en deux tranches n'est explicitement prévu ni par la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques ni par son règlement d'exécution du 4 juillet 2010 et ne peut être appliqué durablement en raison du caractère transitoire de la circulaire.

Étant donné que ni la loi susmentionnée, ni son règlement d'exécution ne prévoient un délai de versement précis desdites aides financières, il ne peut être formulé de reproche à l'encontre du Ministère de la Culture pour un paiement prétendument tardif. Il y a lieu d'observer que chaque année les aides ont été versées au plus tôt en avril, les demandes pour les années subséquentes et les bilans des années passées étant à introduire pour le 15 mars de chaque année.

Le Ministère de la Culture prévoit d'examiner la possibilité d'une modification du règlement grand-ducal du 4 juillet 2010 en vue d'accélérer le paiement des aides financières.

(annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1992 (07.04.2016) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant la lutte contre le système prostitutionnel:

La proposition de loi renforçant la lutte contre la prostitution a été adoptée définitivement par l'Assemblée nationale française ce mercredi 6 avril 2016. La proposition de loi comprend un volet de mesures contre la traite des prostituées par les mafias, un autre sur la pénalisation du client, un troisième sur le renforcement de la prévention et l'accompagnement des personnes qui veulent sortir de la prostitution (EXIT-Stratégie), et enfin une disposition législative sur l'interdiction d'achat d'actes sexuels.

La France devient ainsi, après la Suède, la Norvège et l'Islande, le quatrième pays européen à pénaliser les clients de prostituées, dans l'objectif d'éradiquer la prostitution à terme.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- La pénalisation des clients en Suède a eu, à l'époque, comme conséquence un afflux de clients en Norvège. C'est pourquoi la Norvège a suivi l'exemple suédois en introduisant la même loi. Madame et Monsieur les Ministres, le Luxembourg ne risque-t-il pas aussi de voir affluer des clients suite à la future pénalisation des clients en France?

- De quelle manière le Gouvernement envisage-t-il d'éviter un afflux potentiel de clients au Luxembourg?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant à l'approche adoptée par l'Assemblée nationale?

- À part l'élaboration d'une stratégie d'EXIT, les Ministres comptent-ils suivre l'exemple français, en pénalisant les clients?

Réponse commune (25.04.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances, et de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

L'honorable Députée pose une série de questions relatives à la démarche du Gouvernement suite au récent vote de l'Assemblée nationale française concernant la législation en matière de prostitution et ses conséquences pour notre pays.

Le Gouvernement estime qu'il est difficile, voire impossible de prédire l'impact sur l'afflux des clients français au Luxembourg, en raison du laps de temps très court de sept jours après le vote français. Au lieu de se lancer dans un acte de pure spéculation, le Gouvernement, avec les autorités policières et judiciaires, va analyser les conséquences de la nouvelle disposition légale sur le terrain et sur les pays voisins de la France durant une période représentative après l'entrée en vigueur de la disposition en question.

L'honorable Députée relève à juste titre que la France mise sur plusieurs volets, à savoir:



- le renforcement de la lutte contre la traite des êtres humains;

- le renforcement du dispositif social et sanitaire au profit des prostitué(e)s, dont la stratégie d'EXIT;

- la prévention;

- la pénalisation des clients.

Le Gouvernement luxembourgeois partage entièrement cette approche pluridisciplinaire qui trouve sa retombée au niveau du premier Plan d'action national (PAN) «Prostitution» qui est en cours d'élaboration. Le Gouvernement luxembourgeois est actuellement en dernière ligne droite de la réalisation de ce plan qui, au-delà du cadre législatif et réglementaire, met un accent sur la stratégie d'EXIT, sur la prévention à travers le programme «Éducation sexuelle et affective» et sur la lutte contre la traite des êtres humains. La stratégie d'EXIT a été mise sur pied en étroite collaboration entre le Ministère de l'Égalité des chances, la Croix-Rouge luxembourgeoise, le Dropln et l'Agence pour le développement de l'emploi. Cette stratégie fonctionne déjà depuis octobre 2015 sous la régie du Dropln.

Le Gouvernement luxembourgeois prend acte du vote de l'Assemblée nationale concernant l'introduction de la pénalisation des clients de la prostitution dans la législation française. Ce modèle continue de soulever des réactions controversées en raison de son contenu contradictoire. D'une part, il abolit le délit de racolage, ce qui correspond de jure à une légalisation de la prostitution. D'autre part, il pénalise les clients, alors que la prostitution n'est pas interdite. Des associations comme p. ex. Médecins du Monde ont exprimé leurs réserves face au texte, en raison du fait que les prostitué(e)s auront tendance à pratiquer la prostitution en s'isolant afin de protéger les clients devant la répression.

Ces réactions rejoignent les soucis exprimés par la plateforme «Prostitution» - instaurée sous le Gouvernement précédent - concernant le retrait de la prostitution dans la clandestinité, qui entraînerait une précarisation des prostitué(e)s en raison des difficultés des forces de l'ordre de garantir leur sécurité. D'autre part, les services sociaux auraient des difficultés pour atteindre les prostitué(e)s afin de leur proposer des moyens de prévention et de protection contre les maladies sexuellement transmissibles et des voies de quitter la prostitution via une stratégie d'EXIT.

Croire qu'un modèle puisse être transposé tel quel dans un autre pays risque de s'avérer être un leurre. La discussion luxembourgeoise en matière de prostitution risque de réduire le débat aux aspects légaux sans vraiment inclure les autres éléments évoqués ci-dessus. Ces éléments revêtent cependant une importance cruciale si l'on veut réduire la banalisation du fait prostitutionnel.

Le Gouvernement luxembourgeois est d'avis qu'il faut travailler sur un «modèle luxembourgeois» qui tient compte des particularités du milieu de la prostitution luxembourgeoise et qui poursuit d'ailleurs les mêmes objectifs que chaque modèle national existant au monde: réduire la prostitution et combattre le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. Tel est l'objectif du Plan d'action national «Prostitution» qui comporte plusieurs axes d'intervention et qui sera présenté prochainement.

Question 1993 (07.04.2016) de **M. Marco Schank** (CSV) concernant le **retrait de permis de conduire:**

La presse rapporte presque quotidiennement des cas de retraits de permis de conduire à des automobilistes fortement alcoolisés, conduisant sous l'influence d'autres substances ou accusant un dépassement substantiel des vitesses autorisées.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure, à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Combien de personnes se sont immédiatement vu retirer leurs permis de conduire par les agents de police au cours des cinq dernières années? Combien de ces retraits ont par la suite été confirmés par le juge d'instruction?

2. Combien de personnes ont commis une nouvelle infraction au Code de la Route avant l'expiration d'un délai de trois ans après qu'une première condamnation est devenue irrévocable? Combien de personnes ont écopé d'une peine d'emprisonnement en relation avec de tels faits?

3. Qu'advient-il des permis de conduire retirés? Dans quels cas de figure ces permis sont-ils détruits par les services du Ministère du Développement durable et des Infrastructures? Quel est le délai moyen d'émission d'un nouveau permis de conduire?

Réponse commune (09.05.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député se pose différentes questions au sujet du retrait immédiat du permis de conduire par la Police grand-ducale.

Tout d'abord, nous nous permettons de préciser que les statistiques reprises aux points 1 et 2 ci-après ont été communiquées par le parquet général.

Ad 1. Au cours de l'année judiciaire 2014-2015, 1.949 personnes se sont vu retirer immédiatement leur permis de conduire (1.636 dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 313 dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch).

À l'encontre de 1.217 personnes, une interdiction de conduire a été ordonnée par le juge d'instruction sur réquisitoire du parquet suite au retrait immédiat du permis de conduire (986 dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 231 dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch).

Au cours de l'année judiciaire 2013-2014, 2.522 personnes se sont vu retirer immédiatement leur permis de conduire (2.136 dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 386 dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch).

À l'encontre de 1.600 personnes, une interdiction de conduire a été ordonnée par le juge d'instruction sur réquisitoire du parquet suite au retrait immédiat du permis de conduire (1.339 dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 261 dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch).

Au cours de l'année judiciaire 2012-2013, 2.261 personnes se sont vu retirer immédiatement leur permis de conduire (1.889 dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 372 dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch).

À l'encontre de 1.519 personnes, une interdiction de conduire a été ordonnée par le juge d'instruction sur réquisitoire du parquet suite au retrait immédiat du permis de conduire (1.275 dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 244 dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch).

Au cours de l'année judiciaire 2011-2012, 2.292 personnes se sont vu retirer immédiatement leur permis de conduire (1.979 dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 313 dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch).

À l'encontre de 1.514 personnes, une interdiction de conduire a été ordonnée par le juge d'instruction sur réquisitoire du parquet suite au retrait immédiat du permis de conduire (1.335 dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 179 dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch).

Au cours de l'année judiciaire 2010-2011, 2.485 personnes se sont vu retirer immédiatement leur permis de conduire (2.089 dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 396 dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch).

À l'encontre de 1.670 personnes, une interdiction de conduire a été ordonnée par le juge d'instruction sur réquisitoire du parquet suite au retrait immédiat du permis de conduire (1.432 dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 238 dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch).

Ad 2. Les autorités judiciaires ne disposent pas de chiffres précis sur le nombre de personnes ayant commis une nouvelle infraction au Code de la Route avant l'expiration d'un délai de trois ans à partir de la première condamnation. Cependant, une vérification par la voie de casier judiciaire a été opérée afin de recenser le nombre d'inscriptions par année de personnes qui ont été condamnées à une interdiction de conduire et dont le véhicule a été confisqué par la même décision de justice. La confiscation étant obligatoire en cas de récidive dans les trois ans (article 12 paragraphe 2 du Code de la Route) les chiffres ci-dessous permettent dès lors d'avoir une indication sur le nombre de récidives légales.

En 2015, 213 véhicules ont été confisqués (183 dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 30 dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch).

En 2014, 257 véhicules ont été confisqués (230 dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 27 dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch).

En 2013, 269 véhicules ont été confisqués (226 dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 43 dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch).

En 2012, 286 véhicules ont été confisqués (245 dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 41 dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch).

En 2011, 265 véhicules ont été confisqués (222 dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 43 dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch).

Les chiffres relatifs aux personnes ayant été condamnées à une interdiction de conduire et à une peine d'emprisonnement entre 2011 et 2015 se ventilent comme suit:

En 2015, 23 personnes ont été condamnées à une interdiction de conduire et à une peine d'emprisonnement (20 personnes dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et trois personnes dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch).

En 2014, 31 personnes ont été condamnées à une interdiction de conduire et à une peine d'emprisonnement (30 personnes dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et une personne dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch).

En 2013, 29 personnes ont été condamnées à une interdiction de conduire et à une peine d'emprisonnement (les 29 personnes ayant été condamnées dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg).

En 2012, 33 personnes ont été condamnées à une interdiction de conduire et à une peine d'emprisonnement (31 personnes dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 2 personnes dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch).

En 2011, 45 personnes ont été condamnées à une interdiction de conduire et à une peine d'emprisonnement (42 personnes dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 3 personnes dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch).

Ad 3. Finalement l'honorable Député s'interroge sur le sort des permis de conduire retirés par les membres de la Police grand-ducale.

En cas de retrait immédiat du permis de conduire, les permis de conduire ainsi retirés par un membre de la Police grand-ducale sont envoyés au parquet territorialement compétent. Ce retrait vaut interdiction de conduire provisoire. Il ne peut être maintenu que si dans un délai de huit jours à compter du retrait immédiat, y non compris les samedis, dimanches et jours fériés, une interdiction provisoire est prononcée par le juge d'instruction.

Au cas où le juge d'instruction ne prononce pas d'interdiction de conduire provisoire dans le délai prévu, le parquet renvoie le permis de conduire à la personne concernée. Par contre, si le juge d'instruction prononce une interdiction de conduire provisoire, le parquet transmet le permis de conduire au Département des Transports du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

À noter encore qu'en cas d'une interdiction de conduire ou d'un retrait ou d'une suspension administrative respectivement du permis ou du droit de conduire, ces mesures sont notifiées à la personne concernée par la Police grand-ducale qui procède au retrait matériel du document. Le permis de conduire ainsi retiré est par la suite envoyé au Département des Transports du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Les permis de conduire luxembourgeois qui sont transmis au Ministère du Développement durable et des Infrastructures sont détruits.

En présence d'un permis de conduire étranger dont le titulaire est résident luxembourgeois, celui-ci n'est pas détruit mais est échangé, au moment où le concerné recouvre son droit de conduire, contre un permis de conduire luxembourgeois. Le permis de conduire étranger est renvoyé aux autorités étrangères émettrices.

Le délai moyen d'émission d'un nouveau permis de conduire est de deux à trois jours.

Question 1994 (08.04.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **monument à la mémoire des paysans ardennais:**

Il me revient que le monument érigé sur l'initiative de François Mersch et d'Evy Friderich en 1979 en l'honneur des paysans de la région de Clervaux a été enlevé dans le cadre du chantier du tramway, au carrefour avenue de la Faiencerie / Allée des Résistants et des Déportés.

Le site avait été justement choisi en raison de l'emplacement de la chapelle du Glacis à proximité de laquelle les héros du «Klèppelkrich» avaient été décapités. A l'heure qu'il est, la presse parle de la découverte de la chapelle mariale (1624), sur ce même lieu, dont l'emplacement était bien connu et documenté. Elle passe toutefois sous silence l'enlèvement du monument.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire si le monument érigé à la mémoire des paysans ardennais (tués en 1799) fera l'objet d'une restauration? Sera-t-il reconstruit au même emplacement? Comment s'intégrera-t-il au passage du tramway à proximité immédiate?

- Dans la négative, Messieurs les Ministres peuvent-ils informer si, le cas échéant, un autre emplacement est envisagé? Qui sera en charge du suivi de ce dossier?

Réponse commune (10.05.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Par sa question parlementaire n°1994 du 8 avril 2016, l'honorable Député André Bauler souhaite s'informer sur le monument érigé sur initiative de François Mersch et d'Evy Friderich en 1979 en l'honneur des paysans de la région de Clervaux tués en 1799 et qui a été enlevé dans le cadre du chantier tramway au carrefour avenue de la Faiencerie / Allée des Résistants et des Déportés.

J'ai l'avantage de vous faire connaître que, antérieurement au démarrage du chantier du tram en mars 2016, les services de la Ville ont mandaté une entreprise spécialisée pour enlever puis entreposer la stèle en question dans ses ateliers.

Cette stèle sera remise en état avant d'être réinstallée à son emplacement d'origine à l'issue des travaux du tram. Sa position exacte pourra cependant être légèrement adaptée en fonction de l'agencement définitif de l'espace public dans ce secteur qui est en cours de conception.

Question 1995 (11.04.2016) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la **capitalisation de la Banque centrale du Luxembourg:**

Wou ass den Dossier vun der néideger Kapitalerhéijung fir d'Lëtzebuurger Zentralbank drun a wéi soll dës Kapitalerhéijung finanziert ginn?

Réponse (12.05.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances:*

A senger Fro freet den honorabelen Deputéierten Informatiounen doriwwe, wou den Dossier vun der Kapitalerhéijung fir d'Lëtzebuurger Zentralbank drun ass a wéi dës Kapitalerhéijung soll finanziert ginn.

Esou wéi dat schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°1549 vum 4. November 2015 (cf. *compte rendu n°3/session ordinaire 2015-2016*) iwwert deeswechte Sujet indiquéiert gouf, ginn et Gesprécher tëscht dem Finanzministère an der BCL, fir am Dialog eng adäquat Léisung ze fannen. Déi genee Modalitéite vun enger méiglecher Kapitalerhéijung sinn zu dësem Zäitpunkt nach net festgehalen a gi weider ausgeschafft.

Question 1996 (11.04.2016) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **billets de banque de 500 euros:**

Et gi Bestriewungen an der Eurozon, fir de 500-Euro-Schäin ofzeschaffen. Lëtzebuerg huet, z. B. am Verglach zum PIB, besonnesch vill där Schäiner am Émlaf.

Fachleit schätzen, datt am gönschtgste Fall d'Ofschafe vun 500-Euro-Schäin méi wéi 500 Milliounen Euro géif kaschten! Et kéint nach vill méi deier ginn, wann dës Schäiner schnell géifen ofgeschafft ginn.

D'Käschte misste vun deenen eenzelnen Zentralbanke gedroe ginn.

Duerzou wéilt ech dem Här Finanzminister dës Fro stellen:

1. Bleift de Minister bei senger Meenung (Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°1795) (cf.

compte rendu n°8/session ordinaire 2015-2016), datt en éischter favorabel ass, fir d'500-Euro-Schäiner ofzeschaffen?

2. Wéi eng Haltung gëtt an deem Dossier vun de Lëtzebuenger Vertrieber an der Europäescher Zentralbank vertraueden?

3. Wéi héich ass aktuell de Montant vun de 500-Euro-Schäiner, déi am Emlaf sinn an déi vun der Lëtzebuenger Zentralbank (BCL) émetéiert sinn? Ginn nach ëmmer fir Lëtzebuerg nei Schäiner eraus, och wann d'Diskussioun iwwert d'Ofschafen amgaangen ass?

4. Wéi héich wär de Käschtepunkt fir d'BCL, wann d'500-Euro-Schäiner géife kuerzfristeg zrëckgezu ginn? Wat géif dës fir de Bilan vun der BCL bedeeiten?

Réponse (12.05.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

De Rot vun der Europäescher Zentralbank, deem seng Kompetenz dat ass, huet de Mëttwoch 4. Mee 2016 decidéiert, de 500-Euro-Schäin auslafen ze loosser. Dës wor eng kollegial Décisioun, un där och de Lëtzebuenger Member bedeelegt war.

Laut dëser Décisioun ginn elo keng nei 500-Euro-Schäiner méi gedréckt. Enn 2018 soll dann och d'Emissioun vun dese Schäiner gestoppt ginn. Well d'Schäiner net kuerzfristeg zrëckgezu ginn, mä vun den Zentralbanken, esou wéi se rakommen, zrëckbehale ginn, entsteet kee spezielle Käschtepunkt.

Laut de Statistike vun der Europäescher Zentralbank waren am éischte Véierel vun deem Joer (Q1/2016) 594 Milliounen 500-Euro-Schäiner am Emlaf. De Prorata, deem déi verschidene national Zentralbanke vun deene verschidene Schäiner produzéieren, gëtt vun der Europäescher Zentralbank festgeluecht.

Question 1997 (11.04.2016) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant les **demandes de démolition**:

Monsieur le Secrétaire d'État à la Culture a déclaré dans une interview à RTL Télé Luxembourg le 6 avril 2016 que ses services n'étaient pas informés par la Ville de Luxembourg de la demande de démolition introduite en rapport avec une maison sise 38, rue Glesener à Luxembourg-gare, maison datant des années 1930 et présentant des caractéristiques Art Nouveau/Art Déco.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il faudrait que les communes envoient d'office toute demande de démolition de bâtisses construites il y a plus de 50 ans au Ministère de la Culture afin de permettre à celui-ci de demander, le cas échéant, un classement en monument national ou sur l'inventaire supplémentaire?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il introduire prochainement un projet de loi en ce sens? Ou entend-il adresser ce point dans la réforme de la loi sur la protection du patrimoine?

- Le cas échéant, Monsieur le Ministre de la Culture peut-il me renseigner sur la date de dépôt de ce projet de loi?

Réponse commune (17.05.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Des efforts considérables ont été effectués ces dernières années par les communes, souvent accompagnées par le Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) pour repérer, dans le cadre de l'élaboration des nouveaux plans d'aménagement général (PAG) sur base de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le patrimoine bâti qui est important pour la mémoire et l'identité des localités mais qui ne revêt pas nécessairement un intérêt national.

En matière de protection du patrimoine bâti au niveau national, le Gouvernement entend, dans le but d'une approche plus cohérente avec davantage de sécurité juridique pour tous les acteurs impliqués, procéder à l'élaboration d'un inventaire national du patrimoine bâti digne d'être protégé par une mesure de protection nationale (inventaire qui sera dressé sur base de critères scientifiques et par des experts en la matière). Ainsi, le Gouvernement veut éviter des procédures de protection dites «d'urgence».

Un avant-projet de loi sur la protection du patrimoine culturel est actuellement en cours d'élaboration.

Dans une phase transitoire, jusqu'à l'achèvement des projets précités, et afin d'éviter la perte irréversible de notre patrimoine bâti national, l'État est en effet tributaire de la collaboration des communes et encouragera les communes, par le biais d'une circulaire ministérielle, d'informer le Service des Sites et Monuments Nationaux des demandes d'autorisation portant sur des travaux de transformation ou de démolition d'un bâtiment digne d'être protégé.

Dans le cadre des travaux de préparation du futur projet de loi relatif à la protection du patrimoine, il y aura lieu d'analyser l'opportunité d'inclure une éventuelle obligation d'information et, le cas échéant, d'éventuels critères applicables.

Au stade actuel, il est impossible de donner une date exacte quant au dépôt du projet de loi.

Question 1998 (11.04.2016) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant les **permis de pêche**:

D'Fischerfederatioun FLPS mécht drop opmierksam, datt vill Bürokratie néideg ass, fir de Fëscherpermis ze kréien. Zweek rezent groussherzoglech Reglementer vum 7. September 2015 a vum 17. Dezember 2015 hunn d'Saach net méi einfach gemaach. Dobäi sinn och nach d'Präisser fir de Permis generell an d'Luucht gaangen.

Fir op alle Gewässer vu Lëtzebuerg dierfen ze fëschen, brauch een net manner wéi dräi verschidde Permissen. Derbäi kommen nach Spezialschäiner fir Bannegewässer, wann dës verpacht sinn, an de Permis fir däitscht Grenzgewässer. Och fir d'Concourse sinn d'Bedéngunge fir de Sammelschäin verschlechtert ginn.

Derbäi kënn, datt een am Prinzip muss op Esch oder op Dikrech fueren, fir de Joresschäin ofzeshuelen. Bei der Lëscht vun de Gemengen, déi e Permis géifen ausstellen, gëtt et och vill Ongereimtheeten.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Fro stellen:

1. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt et am 21. Jorhonnert net méi ubruecht ass, fir e Permis, fir ze fëschen, bezuelen ze loosser, ausser a Gewässer, déi verpacht sinn, oder a private Weieren?

2. Wann neen:

a. Ass d'Regierung gewëllt, d'Paperasserie, déi mam Fëscherpermis zesummenhängt, drastesch ze vereinfachen?

b. Ass d'Regierung bereet, eng Säit um Spaweck anzerichten, fir datt een de Permis kann elektronesch ufroen a bezuelen?

c. Denkt d'Regierung drun, eng App fir Smartphones entwëckelen ze loosser - nom Modell vun de Billjeë fir den öffentliche Transport -, wou d'Fëscher kéinten e Permis iwwert dës Applikatioun eroflueden an nowiesen, datt se de Permis bezuelen hunn?

d. Ass d'Regierung bereet ze erlaben, datt Permissen op Pabeier a Büroer fir Touristen, an Hoteller, op Tankstellen asw. kéinte verkaaft ginn?

Réponse commune (10.05.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Ad 1. D'Regierung huet net wëll, d'Taxe fir d'Fëscherpermisen ofzeschaffen; d'Eropsetze vun den Taxe war eng gemeinsam Regierungsdécisioun am Kader vum Zukunftspak.

Ad 2. a. D'Regierung huet nom Ofschaf vum den Distriktskommissariater, wou iwwer d'Kompetenz vum Ausstelle vun de Fëscherpermise bei den Ëmweltministère iwwergaangen ass, Mesurë geholl, fir et esou einfach wéi méiglech ze maachen, d'Fëscherpermisen ausstellen. Dobäi si folgend Verännerungen, an deelweis Vereinfachungen, entstanen:

- All Fëscherpermis (souwuell fir Bannegewässer wéi och fir Grenzgewässer), mat Ausnam vum Jorespermis fir Bannegewässer (O, A, B), kann een an de Guichete vun dem Enregistrement kafan an duerno direkt fësche goen. Et ass keng weider Démarche néideg. D'Guichete vum Enregistrement sinn zu Gréiwemaacher, Dikrech, Esch/Uelrecht an an der Stad.

- Och d'Verlängerung vum Jorespermis fir Bannegewässer (O, A, B) ass an all Guichet vum Enregistrement méiglech.

- Wat dat éischt Ausstelle vun engem Jorespermis fir Bannegewässer (O, A, B) betrëfft respektiv

d'Erneuerung no néng Joer, wann de Carnet voll ass, esou ass dat effektiv op d'Waasserwirtschaftsamt zu Esch/Uelrecht an zu Dikrech limitéiert, wat déi staatlech Institutione betrëfft. Et misst een also effektiv all néng Joer eemol op Esch oder Dikrech fueren, fir do een neie Carnet ze kréien. Fir deem entgéintzewierken, huet d'Ëmweltministesch awer eng Ënnerschrëft un d'Buergermeeschtere vun interesséierte Gemengen delegéiert. Dës kënnen dann och den éischte Jorespermis fir Bannegewässer (O, A, B) respektiv d'Erneuerung no néng Joer ausstellen. Et gëtt och alles preparéiert, fir dass dës Gemenge kënnen de Jorespermis verlängeren, andeem se de respektiven Timber dropmaachen an deen entwäerten. Déi vum honnablen Deputéierte genannte Lëscht informéiert iwwert d'Gemengen, déi eng „délégation de signature“ hunn. Awéifern dës Gemengen dann och d'Ausstelle vum Permis praktizéieren, ass hinnen iwwerlooss.

Ad 2. b. D'Regierung schafft un enger digitaler Léisung fir d'Ausstelle vum Fëscherpermis. Et ass awer net sécher, ob dat fir all Kategorie vu Fëscherpermis méiglech ass.

Ad 2. c. D'Méiglechkeet vun enger App gëtt beim Ausschaffe vun enger digitaler Léisung analyséiert. Et ass awer wichteg, drop hinweisen, datt verschidde EU-Länner, an deenen dës praktikéiert gouf, mat Abuse konfrontéiert waren an et dowéinst erëm ofgeschaaft hunn.

Ad 2. d. Déi digital Léisung huet Prioritéit.

Question 2000 (12.04.2016) de **M. Laurent Zeimet** (CSV) concernant les **mesures anti-bruit sur l'autoroute A3**:

Dans le cadre de l'amélioration de la sécurité sur l'autoroute A3, l'Administration des Ponts et Chaussées a procédé à hauteur de Bettembourg à un abattage d'arbres et d'arbustes. Depuis, des habitants des rues avoisinantes de l'autoroute se plaignent d'un surplus de bruit provenant du trafic routier.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que le Ministre peut confirmer que des mesures efficaces antibruit seront réalisées dans le cadre de l'élargissement de l'autoroute A3?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'introduire à court terme une éventuelle réduction de la vitesse de 110 à 90 km/h sur le tronçon longeant des quartiers résidentiels?

Réponse (27.05.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations supplémentaires concernant les mesures antibruit sur l'autoroute A3.

- Les solutions et mesures de l'étude d'incidences acoustiques du projet de la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3 Luxembourg-Dudelange feront partie intégrante du projet de sa loi de financement. Ce projet de loi est en voie de finalisation avec un vote probable dans la Chambre des Députés en 2016, ainsi les travaux pourront débuter lors de la deuxième moitié de l'année 2017.

Il reste à noter que, dans le cadre de l'élargissement de l'autoroute A3, des mesures antibruit suivant les directives et valeurs limites récentes seront prévues, afin de préserver la qualité de vie des habitants des quartiers d'habitation situés aux abords de l'autoroute face à l'augmentation de la capacité de l'autoroute.

- Une réduction de la vitesse réglementaire sur les tronçons longeant des quartiers résidentiels n'est pas prévue. En effet, la baisse de bruit engendrée par une réduction de la vitesse de circulation est d'autant moins importante que le taux de poids lourds dans la circulation est élevé, la vitesse de ces derniers étant de toute façon limitée à 90 km/h sur les autoroutes. En plus, la réduction de la fluidité (nombreuses ac-

célération/décélération) suite à l'alternance des vitesses réglementaires) risque d'avoir un impact négatif sur le niveau sonore.

Question 2003 (13.04.2016) de **MM. David Wagner** et **Serge Urbany** (déi Lénk) concernant les **enquêtes judiciaires en relation avec les dysfonctionnements du SREL**:

Il résulte du rapport d'enquête du 5.7.2013 de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (doc. parl. 6565, p. 93) qu'à côté des enquêtes judiciaires entamées au tout début de la mission de la Commission d'enquête sur le SREL, le Parquet a décidé d'ouvrir d'autres enquêtes ou enquêtes préliminaires en relation directe avec un certain nombre de dysfonctionnements constatés au SREL, notamment mais pas exclusivement durant la période 2004-2008.

Il a été précisé que l'état des enquêtes judiciaires comprenait à ce moment l'hébergement de M. Gérard Reuter à charge du SREL, l'enregistrement de l'entretien du 31 janvier 2007 entre MM. Juncker et Mille, l'enregistrement clandestin par un fonctionnaire du SREL d'un briefing donné à MM. Juncker et Frieden au courant du mois d'août 2006 par des fonctionnaires du SREL, le volet des cinq voitures acquises au nom du SREL à des fins privées et le volet des écoutes illégales.

Il a également été noté (p. 68) au sujet des «agissements du SREL dignes d'une structure de police parallèle [...] agissant dans un État de non-droit» impliquant un «ancien agent sur base de documents dont il a eu connaissance lors de son affectation au Service de Police judiciaire et qu'il a emporté lors de son détachement au SREL» pour tenter de porter ainsi préjudice au Procureur général de l'époque: «La Commission d'enquête condamne sévèrement cette action. Le Directeur du SREL a fait suivre le dossier au Parquet. Plusieurs témoins ont annoncé leur intention de faire des déclarations. L'enquête judiciaire devra établir s'il s'agit d'un cas isolé.»

Tenant compte de ces constatations de la Chambre des Députés faites il y a presque trois ans, nous aimerions savoir de la part du Ministre de la Justice:

1. Quelles ont été les enquêtes finalement diligentes par le Parquet dans quelles matières et contre qui?

2. Ces enquêtes judiciaires ont-elles été suivies d'ordonnances de clôture du juge d'instruction, respectivement de décisions d'une chambre du conseil ou d'un jugement pénal définitif ou non?

3. L'instruction qui défraye actuellement la chronique (auditions de MM. Kemmer et Bettel par le juge d'instruction Nilles) et dont le «Luxemburger Wort» prétend être en possession d'une copie des procès-verbaux d'audience, contre quelles personnes et pour quelles infractions a-t-elle été diligentée? Le secret de l'instruction a-t-il été violé ou l'enquête est-elle terminée (éventuellement avec quel résultat)?

Réponse (20.05.2016) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Je me permets de renvoyer aux informations données lors de l'heure d'actualité à la Chambre des Députés en date du 19 avril 2016 et portant sur le même sujet (cf. *compte rendu n°10/session ordinaire 2015-2016*).

Il est rappelé que l'article 8 du CIC prévoit que la procédure au cours de l'enquête et de l'instruction est secrète. Seul le Procureur général d'État ou le Procureur d'État peut rendre publiques des informations sur le déroulement d'une procédure, en respectant la présomption d'innocence, les droits de la défense, le droit à la protection de la vie privée et de la dignité des personnes ainsi que les nécessités de l'instruction.

En vertu de ces dispositions, je ne suis pas en mesure de fournir des informations supplémentaires.